

DÉBATS

de

l'Assemblée législative

18e Législature — 1re session

Vol. 1 – Séances du 3 novembre au 23 décembre 1931

1931-1932

Texte établi par Donald Chouinard

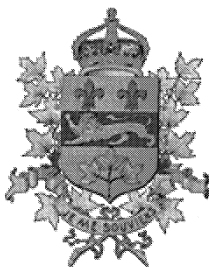
Orateur : l'honorable Télesphore-Damien Bouchard

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

18e Législature – 1re session

Vol. 1 - Séances du 3 novembre au 23 décembre 1931

1931-1932



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

18^e Législature — 1^e session

Vol. 1 – Séances du 3 novembre au 23 décembre 1931

1931-1932

Texte établi par Donald Chouinard

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

2010

Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,
1ère session (1867/68)- -- Québec: Assemblée nationale,
Journal des débats, 1974-
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.
Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée
nationale. Journal des débats. IV. Titre.V. Titre: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Direction:	Jean Chabot
Recherche et reconstitution:	Donald Chouinard
Introduction :	Christian Blais
Traduction:	Mireille Belisle Mathieu Boily Geneviève Gagnon Tony Gagnon Linda Shan Jones
Révision et édition:	Michel Rhéaume Donald Chouinard
Indexation:	Nicole Davignon
Collaboration:	Marie Auger Danielle Bernier Christian Blais Marthe Bussièrès Rénald Buteau Gilles Gallichan Jocelyn Saint-Pierre Réjeanne Trépanier Journal des débats

Tous droits réservés
Dépôt légal – 1^{er} trimestre 2010
Bibliothèque et Archives nationales Québec
ISBN 978-2-551-23868-2
ISSN 0847-4273
15 \$

Note de l'éditeur

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : reference@assnat.qc.ca

Introduction historique

Le Québec, le Canada et le monde en 1931-1932

« [T]out le monde, à juste titre, depuis bientôt six mois, ne parle que de crise. Où que nous allions, bureaux, salons, clubs, la crise! Où que nous marchions, terrasses, rues, la crise! Où que nous passions, le premier mot que l'on se dit: la crise! » (11 novembre) Ces mots d'Athanase David, le secrétaire provincial, sont justes. Avec son éloquence habituelle, il évoque cette situation pénible qui afflige une très large part de la population du Québec, du Canada, du monde entier : la crise!

Les années 1931-1932 sont parmi les plus creuses de cette grande dépression. L'économie tourne au ralenti. Les industries périssent. Le chômage sévit partout. Au Québec, les ouvriers des villes mono-industrielles sont durement touchés.

Dans l'intérêt général, les trois paliers de gouvernement, Québec, Ottawa et les municipalités, enclenchent des travaux publics pour redonner de l'ouvrage aux chômeurs. Durant l'année 1930, les sommes totales dépensées dans la province, tant pour les travaux que pour les secours directs, ont été de 9 552 400 \$ (19 novembre).

Malgré l'aide gouvernementale, le chômage continue d'ébranler tous les secteurs d'activité et, à Montréal, les plus démunis se tournent vers la société Saint-Vincent-de-Paul. Cet organisme de charité est d'ailleurs chargé de distribuer les secours directs à partir de 1931. Cette aide est d'abord distribuée sous forme de coupons échangeables contre de la nourriture, des vêtements et du combustible dans certains commerces désignés. Ajoutons que semblables organismes viennent en aide aux démunis des autres confessions.

Les conservateurs ont leur opinion sur les origines du marasme. Pour Maurice Duplessis, député de Trois-Rivières, c'est « la surproduction dans l'industrie du papier », encouragée par l'administration libérale, qui est la principale raison du chômage (11 novembre). Pour Aimé Guertin, député de Hull, « l'apparition des machines dans les industries, la surcapitalisation et les finances internationales » sont les grandes causes de la tourmente (2 février). Charles Ernest Gault, le chef de l'opposition parlementaire par intérim, croit enfin que le gouvernement peut bien « adopter des lois qui allégeront jusqu'à un certain point les maux dont souffre le peuple, mais le temps seul apportera la grande et unique solution » (4 novembre).

Chose certaine, le rôle de l'État dans la gestion de l'économie est accru par la gravité de la situation. Les libéraux en sont conscients. Le nouveau député de Montréal-Sainte-Marie, Gaspard Fauteux (le futur lieutenant-gouverneur du Québec), dans son *maiden speech*, montre que la crise économique impose « une tâche énorme et ingrate » aux législateurs du pays, celle de pourvoir à la subsistance des plus indigents (4 novembre).

Pour Louis-Alexandre Taschereau – il en convient –, le gouvernement doit faire sa part pour aider les plus miséreux. Si le premier ministre du Québec souhaite que les mieux nantis fassent preuve de générosité à l'égard des pauvres, il demande néanmoins aux citoyens de compter sur eux-mêmes avant tout. Il invite la population à s'inspirer de la fable *La Cigale et la Fourmi* de Jean de La Fontaine : « Que notre peuple imite l'exemple de la fourmi, qu'il amasse quelque chose pendant l'été pour les jours de misère. » (4 novembre) Dans son esprit, autrement dit, les mesures d'aide gouvernementales ne sont que des palliatifs temporaires.

Athanase David, quant à lui, présente encore cette crise comme un phénomène cyclique inévitable : « D'ailleurs notre peuple n'ignore pas que presque toutes les décades voient déferler sur le monde, une crise d'une nature quelconque. Ce qui rend celle-ci plus grave, c'est que tous les pays sont atteints en même temps. » (11 novembre)

De partout, on cherche des moyens pour remédier à la crise. Et on cherche des coupables. En outre, la concentration des richesses dans les mains « d'un petit nombre de riches » est dénoncée par le pape Pie XI. Dans son encyclique *Quadragesimo Anno*, publiée le 15 mai 1931, le pape admet, en conséquence, la nationalisation de certains biens. Guertin, le député de Hull, résume la volonté du souverain pontife :

« Le droit de propriété ne se confond pas avec son usage. L'autorité publique peut donc, s'inspirant des véritables nécessités du bien commun, déterminer à la lumière de la loi naturelle et civile, l'usage que les propriétaires pourront ou ne pourront faire de leurs biens? » Il y a certaines catégories de biens pour lesquelles on peut soutenir avec raison qu'ils doivent être réservés à la collectivité, lorsqu'ils en viennent à conférer une puissance économique telle qu'elle ne peut sans danger pour le bien public être laissée entre des personnes privées. (1^{er} décembre)

Une nouvelle génération d'hommes politiques est profondément marquée par cette doctrine sociale catholique : Philippe Hamel et René Chaloult – qui ne font pas encore de politique active – comptent parmi ceux qui, déjà, font la promotion de la nationalisation de certaines compagnies d'utilité publique. Le trust de l'électricité, par-dessus tout, est leur point de mire.

Sinon, le Québec de 1931, c'est aussi le commencement de la diffusion de la grande émission du dimanche soir, *L'Heure catholique à la radio*, sur les ondes de la station de radio CKAC, à Montréal, le 4 octobre¹. Cette même année, Léo-Paul Derosiers publie son roman *Nord-Sud*; Jovette Bernier, elle, publie *La chair décevante*. Et, pendant qu'à New York on inaugure l'Empire State Building, à Québec, à plus petite échelle, on inaugure la Price House (l'édifice Price), siège social de la compagnie Price Brothers. L'édifice D (aujourd'hui édifice Jean-Antoine-Panet) est également en construction sur la colline parlementaire, pour accueillir notamment les fonctionnaires du département de l'Agriculture².

Vient ensuite l'accession de Mgr Joseph-Marie-Rodrigue Villeneuve au siège archiepiscopal de Québec, le 11 décembre 1931³. Le même jour, la politique canadienne franchit une nouvelle étape de son histoire : le roi George V décrète le statut de Westminster. Par ce traité, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, Terre-Neuve et l'Irlande obtiennent leur souveraineté internationale.

L'année 1932 correspond enfin à la fondation du mouvement Jeune-Canada et au lancement de son *Manifeste de la jeune génération*, rédigé par André Laurendeau (qui sera député dans la circonscription de Montréal-Laurier entre 1944 et 1948). Ces jeunes intellectuels – Gérard Filion, Pierre Dansereau, Paul Simard, Robert Charbonneau – dénoncent alors l'élite politique de la province comme étant responsable du marasme collectif dans lequel se trouve la population canadienne-française.

« Deux chefs, deux figures : Taschereau et Houde⁴ »

Des élections générales se tiennent dans la province à l'été de 1931. Si les libéraux de Taschereau font mine d'être confiants de remporter la victoire, les conservateurs de Camillien Houde ont toutes les raisons de croire qu'ils renverseront le gouvernement. Du moins, le contexte prête au changement.

À Ottawa, les conservateurs de Richard Bedford Bennett sont au pouvoir depuis le 7 août 1930 et, dans les autres provinces canadiennes, les libéraux siègent dans les rangs de l'opposition. La dépression, en toile de fond, joue aussi en défaveur de Taschereau, car ce dernier reste la cible facile des critiques en matière d'économie. Par moments, des libéraux perdent l'espoir de conserver le pouvoir⁵.

Les deux partis se livrent une âpre lutte durant cette campagne électorale. Taschereau est sans équivoque :

Je puis affirmer sincèrement que, depuis le début de ma vie publique, durant ma longue carrière politique, j'ai participé à de nombreuses campagnes politiques dans la province; mais je n'avais jamais encore été témoin d'une lutte d'un tel caractère, une lutte aussi malpropre caractérisée par autant de tactiques abusives de la part de nos adversaires; nous avons été insultés et en butte à d'odieuses calomnies véhiculées au cours de la campagne électorale, dans certains journaux et à la radio. Ce fut une lutte malpropre, que l'on me pardonne l'expression. (4 novembre)

Houde peut en dire autant à l'encontre des libéraux. En 1931, la plupart des brochures et des circulaires électorales sont diffamatoires⁶; les libéraux ne manquent aucune occasion pour attaquer Houde. Ils brossent un portrait peu flatteur de sa bonhomie et critiquent vertement son administration à la mairie de Montréal :

L'honorable M. Taschereau, s'il n'était pas premier ministre, et qu'il ne fût pas non plus député, et qu'il n'eût aucun titre honorifique, serait tout de même quelqu'un. Il serait Alexandre Taschereau, avocat de marque, homme de bonne manière, membre d'une famille qui a fourni à l'Église et au pays des fils éminemment utiles. [...] Si Camillien Houde n'était pas maire de Montréal, et qu'il ne fût pas accidentellement député ni chef de paille d'un parti en détresse, il serait à peine quelque chose. Il serait un être sans profession ni métier, vivant à la diable; un ancien (et peut-être actuel) schemer failli à maintes reprises; un ancien (et peut-être actuel) bootlegger inconscient [...] L'honorable M. Taschereau n'a rien exagéré en disant que M. Houde avait « pourri » en quelques mois l'administration de la Ville.

[...] Durant la session de l'hiver dernier, qui a duré deux mois et demi, il a fait acte de présence à 24 séances seulement. Presque toute la législation importante s'est discutée et votée en son absence. Ses lieutenants en étaient réduits à se passer de direction, tirant chacun de son côté, parfois à hue et à dia.

[...] La tenue de M. Houde dans les réceptions, les fêtes officielles, est notoirement celle d'un pitre sans vergogne. [...] Il s'agit tout simplement de décider si nous devons avoir comme premier citoyen un homme qui impose le respect, ou un personnage sans éducation, que personne ne trouve digne, et qui fait à tous, Bleus et Rouges, l'effet d'un gros farceur à jamais repoussant⁷.

Les libéraux campent leur campagne sur le thème : « Houde, c'est l'anarchie, - Taschereau c'est l'ordre. » Et, par principe, à cause de la crise, le premier ministre ne fait aucune promesse extravagante aux électeurs⁸. Pour lui :

lorsqu'un parti vient devant le peuple avec un bon programme, des preuves d'une saine administration et des résultats à lui montrer, le peuple lui donne sa confiance. Encore une autre leçon : les appels démagogiques, les promesses irréalisables que l'on ne peut tenir n'impressionnent pas le peuple de Québec qui sait distinguer le vrai du faux. Ils peuvent bien attirer un moment l'attention mais les assemblées passées, le peuple les oublie. Lorsque vous viendrez devant le peuple, venez avec un programme et il vous répondra. (4 novembre)

Dans le camp adverse, le Parti conservateur a le vent dans les voiles. Son chef, « le p'tit gars de Sainte-Marie », est populaire et plus en fougue que jamais. Mieux, les coffres du parti sont bien pourvus et le programme répond aux désirs de plusieurs électeurs.

Les politiques sociales proposées par les conservateurs trouvent écho chez les familles nombreuses : ces promesses s'énoncent par une allocation familiale, par une aide aux œuvres d'assistance maternelle et par un sursalaire familial. Les fermiers et les colons ne restent pas indifférents non plus devant le projet de prêt agricole à 2 % d'intérêt fixe, programme mis en branle par Laurent Barré, « habitant-politicien-romancier » et candidat dans le comté de Shefford⁹. Enfin, Houde tente d'impliquer Taschereau dans le scandale de la Beauharnois, mis à jour en juin 1931, scandale qui fait état de généreuses contributions versées par la Beauharnois Light, Heat and Power Co. dans les caisses du Parti libéral du Québec et du Canada.

Le sort des parlementaires est entre les mains des électeurs. Au sortir du scrutin du 24 août 1931, les libéraux obtiennent 54,9 % des votes contre 43,5 % pour les conservateurs. On dénombre 79 députés du Parti libéral et 11 du Parti conservateur. La nouvelle législature compte 90 députés, alors qu'il y en avait 85 depuis les élections générales de 1923; et les « nouvelles divisions ont favorisé les Parti libéral », constate *Le Soleil*¹⁰.

En novembre 1931, alors que le buste de Louis XIV est placé au centre du « carré Notre-Dame » (aujourd'hui place Royale) dans le Vieux-Québec, s'ouvre la 1^{re} session de la

18^e Législature à l'hôtel du Parlement¹¹. Edmond Chassé, chroniqueur parlementaire à *L'Événement*, commente : « L'honorable Taschereau a quelques cheveux blancs de plus mais il est souriant. Comment en serait-il autrement après sa victoire?¹² »

Les parlementaires

À la première séance, Télesphore-Damien Bouchard, député de Saint-Hyacinthe, est réélu président de la Chambre par ses pairs. Dès la seconde séance, les députés ne manquent pas de faire un retour sur les dernières élections. Le premier ministre Taschereau résume la situation des conservateurs : « L'opposition n'est pas décapitée, car elle a un chef temporaire, si l'on veut, mais elle est désemparée. » (4 novembre) Il fait ici référence à Camillien Houde, le chef du Parti conservateur, qui a été défait dans les deux comtés où il s'était présenté. C'est Charles Ernest Gault, député de Montréal-Saint-Georges, qui agit à titre de « chef temporaire de la loyale opposition de Sa Majesté » durant la session. « Aujourd'hui le houdisme n'est plus », de commenter le chroniqueur du *Soleil*¹³.

Le Conseil des ministres compte 12 personnes et s'inscrit dans la continuité. Le premier ministre cumule toujours le titre de trésorier et celui de ministre des Affaires municipales. Les Adélarde Godbout, Honoré Mercier fils, Hector Laferté, Athanase David¹⁴ et Joseph-Édouard Perrault conservent les mêmes portefeuilles qu'à la dernière Législature. Le gouvernement décide par contre de scinder le ministère des Travaux publics et du Travail en deux ministères distincts : Charles-Joseph Arcand, le nouveau député de Maisonneuve, devient ministre du Travail et Joseph-Napoléon Francoeur conserve le département des Travaux publics. Enfin, George Bryson fils, conseiller législatif de la division d'Inkerman, est assermenté ministre sans portefeuille. Octogénaire, ce dernier est le seul représentant anglophone au sein du Conseil exécutif.

Au Conseil législatif, les libéraux sont plus que majoritaires. Ils détiennent 21 sièges sur un total de 24. Seuls Thomas Chapais et Jean Girouard sont d'allégeance conservatrice. Et, tout au cours de la session, le siège de Rigaud demeure vacant.

Taschereau et le Parti libéral

En 1931, Taschereau est âgé de 64 ans. Il représente le comté de Montmorency depuis 1900 et c'est la troisième élection consécutive qu'il remporte à titre de premier ministre. Il a la réputation d'être un bourreau de travail, un parfait gentilhomme qui sait « inspirer confiance aux hommes d'affaires¹⁵ ». En contrepartie, les conservateurs présentent son gouvernement comme « un gouvernement aristocratique, un gouvernement snob, un gouvernement financier qui n'a jamais pu comprendre les besoins de l'ouvrier » (1^{er} décembre).

Plusieurs croient que Taschereau est mûr pour une retraite bien méritée. D'autres contestent son leadership, les conseillers législatifs Ernest Ouellet et Élisée Thériault entre autres. Maurice Duplessis, pour sa part, fait déjà l'éloge de son adversaire :

Nous avons à la tête de l'administration un homme avec qui je diffère d'opinion, mais qui est un homme de talent, dont je reconnais les capacités. [...] Le premier ministre est sur le point de terminer une brillante carrière. Je donne au premier ministre le crédit de vouloir sa province grande et belle. Je lui donne l'ambition légitime que, quand il sera parti, car l'homme n'est pas éternel, son nom sera synonyme de progrès et de prospérité. (2 décembre)

Faisant fi du bruit qui court, Taschereau entend terminer son mandat. Le contexte économique difficile ne l'incite aucunement à tirer sa révérence, bien au contraire.

Quant au Parti libéral, celui des années 1930, le secrétaire provincial en trace les grandes lignes directrices :

Parti né de la liberté, il la respecte sous toutes ses formes: liberté de parole, liberté de presse, liberté en matière religieuse, liberté en matière éducationnelle,

liberté en matière d'associations, liberté en matière de langue, liberté pour les minorités.

Le Parti libéral, de plus, cherche toujours à améliorer le sort du peuple, mais en ce faisant, il ne veut pas mettre en péril l'avenir du peuple. Accessible au progrès, il le recherche, mais ne tâche pas de l'atteindre par des lois réactionnaires ou révolutionnaires. Il va vers l'avenir pas à pas et non pas à la course, se défiant de la rapidité qui quelquefois met en péril l'édifice construit.

Les idées nouvelles, en matière politique bien entendu, ne lui répugnent pas; il les étudie et les juge. Il les applique, non pas pour faire plaisir au peuple, mais parce que nécessaires au peuple, et quelquefois, s'il résiste au désir de lui plaire, c'est qu'il sent que le plaisir qu'il lui ferait, le peuple lui-même qui a demandé cette réforme dans un moment de murmure ou de mécontentement, serait le premier, plus tard, à lui reprocher son manque d'énergie et de volonté.

[...] Le Parti libéral n'est pas un parti de soulèvement populaire, c'est un parti d'apaisement populaire. Ce n'est pas un parti de préjugés, c'est un parti de jugement. Ce n'est pas un parti de dissension, c'est un parti de calme, de modération, de pondération et d'union. (11 novembre)

En plus, le Parti libéral s'affiche toujours comme « le champion de l'autonomie provinciale », tel que l'affirme Taschereau à la séance du 15 février 1932; le gouvernement promet de sauvegarder les droits acquis du Québec au sein de la Confédération. En même temps, l'administration libérale se targue d'avoir été « le pionnier de la législation ouvrière dans la province » (27 janvier).

Observations faites, de jeunes libéraux voudraient néanmoins que leur parti soit davantage progressiste, dans le champ de l'aide sociale et dans la lutte contre les trusts notamment. Oscar Drouin, député libéral de Québec-Est, personnifie ce renouveau chez les ministériels. Mais rien n'y fait (pour le moment). Le premier ministre n'apprécie guère ces jeunes gens trop ambitieux. C'est ce que révèle Charles Gavan « Chubby » Power, député fédéral de Québec-Sud et organisateur en chef pour les libéraux du Québec lors de l'élection provinciale de 1931. Power aurait suggéré au premier ministre de faire entrer plus de sang neuf dans son groupe parlementaire. Taschereau aurait répliqué :

Oui, c'est très bien d'accueillir ces jeunes gens, mais la plupart sont pétris d'ambition et prêts à s'engager dans l'action au point de nous causer beaucoup de difficultés. Je préfère les vieux qui se satisfont de leur situation dans la mesure où nous leur permettons de jouir du patronage dans leur circonscription, ainsi que des honneurs et du prestige qui accompagnent leur présence à la Législature. Ils ne sont pas indûment ambitieux, aussi ne nous dérangent-ils pas¹⁶.

Comme si, en quelque sorte, la nouvelle génération de politiciens n'avait qu'à attendre patiemment que, par attrition, son tour de gouverner arrive.

Bref, durant la session de 1931-1932, les libéraux administrent la province avec le même conservatisme économique et social de l'époque de sir Lomer Gouin : les espoirs se tournent vers l'entreprise privée, les politiques devant être salutaires au commerce et à l'industrialisation¹⁷.

Le Parti conservateur

Après la défaite électorale de 1931, l'opposition conservatrice à Québec est dans une situation frustrante. Si Martin Beattie Fisher, député de Huntington, se console en prétendant que les « dieux ont été cléments pour l'opposition en l'empêchant de prendre le pouvoir en ces temps troublés » (2 décembre), la déroute conserve un goût amer pour plusieurs. Au mieux peuvent-ils se réconforter du fait que le nombre de votes conservateurs a progressé, passant de 34,3 %, en 1927, à 43,5 %, en 1931.

Gault, le chef de l'opposition parlementaire, est âgé de 71 ans et est unilingue anglophone. Député depuis 1907, il a la réputation d'être, selon Taschereau, « un adversaire courtois, travaillant, juste, un gentilhomme dans la force du mot » (25 janvier); en revanche,

avec « sa taille grêle, son visage d'ascète et sa voix incertaine », selon *Le Soleil*, il n'a pas la prestance physique pour animer les débats à l'Assemblée législative¹⁸. C'est « le commencement du régime du grand silence », de renchérir *Le Canada*¹⁹.

Gault est un homme discret. À un point tel que Taschereau, sourire aux lèvres, affirme en Chambre que « le chef de l'opposition est bien celui qui s'occupe le moins de l'opposition » (3 décembre). Conscient qu'il a autour de lui « d'habiles lieutenants, tous capables, qui sont impatients et avides de gagner leurs épaulettes », Gault leur cède volontiers la parole. Une rumeur circule même voulant qu'un nouveau chef de l'opposition lui succéderait bientôt, ce que dément le principal intéressé, à la séance du 15 décembre.

D'après Taschereau, Duplessis fait « tout le travail de l'opposition » (22 décembre). Il est vrai que le député de Trois-Rivières est en verve durant la session, mais il peut compter également sur Paul Sauvé, député de Deux-Montagnes, Laurent Barré, député de Rouville, et Aimé Guertin, député de Hull, pour critiquer les politiques du gouvernement.

La division règne cependant dans les rangs conservateurs. Ainsi, le général Charles Allan Smart, député de Westmount, n'entend pas suivre Gault « tant que M. Houde restera le chef véritable du Parti conservateur » (10 novembre). Comme franc conservateur, poursuit-il, il entend prendre « une attitude indépendante sur toute question qui sera soumise devant cette Chambre ». Quant à Duplessis, sur certaines matières particulières (bill 32), il préfère prendre ses distances face au chef du Parti conservateur.

Houde – demeuré chef du Parti conservateur – continue de veiller sur ses troupes. À de multiples reprises, il assiste aux débats depuis les galeries et, plus encore, il orchestre les travaux de l'opposition. Le député libéral Fauteux regrette d'ailleurs qu'un non-élu vienne en Chambre, derrière la barre de cuivre, pour diriger la gauche, disant à l'un « tu parleras une heure » et, à l'autre, « tu parleras un quart d'heure », ou disant « acceptez ceci, combattez cela » (3 décembre).

Enfin, sur le parquet du salon vert, les conservateurs restent fidèles à leur idéologie traditionnelle. En tête de liste, le rejet de l'industrialisation – pointée du doigt comme une cause directe de la crise économique mondiale – donne lieu à de vives critiques contre les politiques du gouvernement libéral. Les députés du Parti conservateur se font également promoteurs du retour à la terre comme étant « le moyen le plus efficace pour aider aux nôtres à traverser la crise actuelle dont une des causes a été l'exode vers les villes » (9 février).

Le discours du trône

Le lieutenant-gouverneur Henry George Carroll convie les membres des deux chambres « à une date plus hâtive qu'à l'ordinaire », afin qu'ils adoptent les mesures nécessaires « pour faire face aux conditions économiques qui affectent le monde ».

Dans son discours, Carroll dresse un tableau sévère de la réalité²⁰. Il fait même appel à la divine Providence pour que la crise mondiale finisse bientôt. Comme remède au chômage, il fait la promotion du retour à la terre. Après avoir parlé des failles dans le système fédéral de crédit agricole, il termine en annonçant la création de nouvelles taxes :

La dépression commerciale et industrielle a considérablement affecté les revenus de la province, comme ceux du reste de tous les pays, et les octrois aux chômeurs, ainsi que les grands travaux de ponts, de voirie et de colonisation que le gouvernement a entrepris, pour donner de l'emploi aux ouvriers, rendent nécessaires un emprunt et la création de nouvelles sources de revenus. Les nouveaux impôts seront toutefois extrêmement légers.

Observateur politique d'expérience, Omer Héroux, du *Devoir*, brosse un portrait juste de ce discours d'ouverture :

De toute évidence, le gouvernement estime que l'heure est arrivée des constatations, puis des remèdes désagréables. Cette heure, écrit-il, il fallait qu'elle vienne, et vaut mieux qu'elle n'ait pas davantage tardé.

Le discours du trône rappelle directement ou indirectement deux vérités brutales et que personne ne peut impunément ignorer : la première, c'est que « les ressources ne sont pas inépuisables », la deuxième, c'est que ces ressources, sauf les revenus tirés de certaines richesses naturelles, viennent, directement ou indirectement, de la cassette du contribuable.

[...] Mais nécessairement, il faut qu'un jour vienne où s'affirme la dure réalité. Nous y sommes. Le réveil est d'autant plus cruel, et brutal, que la crise provoque à la fois des dépenses extraordinaires et une baisse de revenus que le gouvernement qualifie lui-même de considérable²¹.

Gaspard Fauteux – député qui a défait Camillien Houde dans Montréal-Sainte-Marie – ouvre le débat sur l'adresse en réponse au discours du trône. Il appelle les députés à travailler ensemble en vue d'enrayer le chômage; il paraphrase même son grand-père, le premier ministre Honoré Mercier, disant : « Cessons nos luttes fratricides, unissons-nous! »

C'est toutefois le discours d'Athanase David qui retient l'attention et qui se mérite une longue ovation de la part de ses collègues parlementaires. Le jour même, le 11 novembre, jour du Souvenir, l'adresse est adoptée²².

Les finances publiques

Le 26 novembre 1931, pour une deuxième session consécutive, le discours sur le budget est prononcé par le premier ministre et trésorier de la province. Taschereau est à même de constater que « les fonctions de trésorier d'un pays ou d'une province sont un sort qu'on ne doit pas envier » en cette époque de crise.

Le trésorier se console en soutenant que le Québec traverse cette dépression avec moins de répercussions que les autres provinces. Pour le prouver, il annonce un modeste surplus de 776 775.67 \$ pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1931. Par contre, la dette consolidée nette a augmenté de plus de six millions de dollars pour se fixer à un total de 60 418 037.55 \$.

Compte tenu de la situation, Taschereau juge que les revenus de la province sont satisfaisants, sans plus. Mais les dépenses étant supérieures à l'année précédente, il en résulte un manque à gagner et donc, « le gouvernement devra pratiquer la plus stricte économie, afin de pouvoir équilibrer sûrement son budget, le 30 juin prochain ».

Pour l'année fiscale se terminant en 1933, il estime un surplus encore plus modeste de 187 290.59 \$. Sur un budget alloué de 39 millions de dollars, la province consacrera des sommes importantes au département de la Voirie et des Mines (21,08 % des dépenses probables), au remboursement de la dette publique (15,27 %), à l'Instruction publique (9,18 %) et à l'Agriculture (9,07 %). En comparant avec le précédent budget, on note que ce sont les travaux de voirie qui écopent le plus, avec une diminution de près de 7 %.

Taschereau a conscience que le retour à la prospérité ne dépend que de l'amélioration des conditions mondiales. En attendant « ces jours moins sombres », il demande à tous « de pratiquer l'économie » :

Économie au foyer, elle est la base de la prospérité nationale, puis elle permet à chacun de faire la part de la charité privée, nécessaire, de nos jours, pour soulager les misères et apprendre à ceux qui souffrent que les plus fortunés savent se pencher sur eux pour adoucir l'aigreur qui est souvent l'hôte de la faim et des privations.

Économie municipale, très nécessaire celle-là. Sachons arrêter les initiatives inutiles ou qui peuvent attendre, afin de soulager le fardeau des contribuables et faire face aux échéances des dettes que nos municipalités ont contractées, dans les jours ensoleillés de la prospérité.

Enfin, économie gouvernementale: nous allons la pratiquer et je puis assurer notre population que, dans la prochaine année fiscale, nous saurons boucler notre budget. Nous ne reculerons devant aucun sacrifice pour atteindre ce but. Mais nous demandons à nos gens de ne pas nous faire des appels auxquels nous ne saurions répondre, nous les prions de se rendre compte des temps difficiles que nous traversons, alors que les revenus baissent, que le commerce et l'industrie languissent et que certaines sources de revenus sont presque taries. Nous les supplions de coopérer avec nous pour garder à notre province son crédit merveilleux et sa belle stabilité financière.

Dans un très bref discours, Gault est étonné surtout du « silence éloquent » du premier ministre quant aux taxes pourtant annoncées dans le discours du trône. Les autres critiques des conservateurs consistent à mettre en doute les chiffres présentés par Taschereau, et ce, même si ce dernier a fait appel à la firme de comptables Price, Waterhouse & Company, de Montréal, pour examiner les comptes de la province.

Tout à tour, les différents discours prononcés sur le budget, adopté le 16 décembre, donnent l'occasion aux députés de reparler sensiblement des mêmes thèmes développés durant l'adresse en réponse au discours du trône. En substance, les députés donnent leur point de vue sur les élections, le trust de l'électricité, la défaite de Houde, les taxes provinciales, le chômage, la crise, le crédit agricole et le retour à la terre.

Les faits marquants de la session

En 1931-1932, 186 projets de loi sont présentés à l'Assemblée législative et, de ce nombre, 156 sont sanctionnés par le lieutenant-gouverneur. Les travaux se déroulent à bon rythme.

Le premier ministre Taschereau est au sommet de sa gloire. Pour l'historien Bernard Vigod, les élections de 1931, malgré les « habituelles manigances électorales », constituent un vote de confiance dans l'administration libérale et une « reconnaissance méritée » pour les nombreuses années de Taschereau au service du public²³. Et, durant cette première session, le premier ministre est d'une confiance inébranlable, d'une humeur qui frôle la suffisance.

Le feu couve pourtant sous la braise. Des signes avant-coureurs de la fin du régime Taschereau sont en germe déjà. Durant la 18^e Législature, la confiance du public sera ébranlée par des politiques qui, plus tard, finiront par étiqueter le premier ministre comme un personnage autoritaire. La loi Dillon est l'une de ces mesures impopulaires, une mesure qui tranche avec le sens politique habituel du premier ministre.

La loi des élections contestées de Québec : la « loi Dillon »

Le chef des conservateurs digère mal la défaite électorale. Avec l'appui de Thomas Maher, un des principaux organisateurs conservateurs, Houde décide de contester en justice la validité de l'élection des 79 députés siégeant sous la bannière libérale²⁴. Cette décision ne fait pas l'unanimité chez les conservateurs, encore que 63 candidats défaits acceptent de tenter le tout pour le tout. Pour aller de l'avant, Houde trouve la somme de 63 000 \$ nécessaire. Ward C. Pitfield, un riche courtier montréalais, lui fournit cet argent.

Dans le discours du trône, Taschereau dénonce cette manœuvre qualifiée d'« insulte à la province de Québec et à notre race ». Il table sur le fait que « le législateur a le devoir de faire respecter l'honneur et la dignité de cette Chambre et, dit-il, nous verrons à ce qu'ils soient respectés » (4 novembre)! Des élus conservateurs, Smart et Duplessis se positionnent également contre le principe des contestations en bloc. Gault est plus nuancé. Il finit par appuyer Houde, convaincu lui-même que des irrégularités ont été commises lors des élections.

Le 26 novembre 1931, le ministre sans portefeuille Joseph Henry Dillon (député de Montréal-Sainte-Anne) présente le bill 32 modifiant la loi des élections contestées de Québec. Ce projet de loi décrète que:

les procédures en contestation ne pourront être instruites devant les tribunaux, depuis huit jours avant le commencement de la session jusqu'à huit jours après la prorogation, sans que les défendeurs soient obligés d'en faire la demande; deuxièmement, il s'agit non pas d'un bill public à son avis, mais d'un bill privé, puisque c'est « l'intérêt de plusieurs députés qui est en jeu ». Le président rejette ces points d'ordre et le bill est lu une première fois.

Là où le bât blesse, c'est qu'il y a un effet rétroactif à la loi.

En riposte, Duplessis soulève deux points d'ordre. Premièrement, il allègue que Dillon n'a pas le droit de présenter cette loi, étant donné son élection est en elle-même contestée; deuxièmement, il s'agit non pas d'un bill public à son avis, mais d'un bill privé, puisque c'est « l'intérêt de plusieurs députés qui est en jeu ». Le président rejette ces points d'ordre et le bill est lu une première fois.

Le 2 décembre, le bill en est à sa seconde lecture. Les libéraux ne sont pas à court d'arguments pour démontrer la légitimité de leur mesure. Selon Dillon :

Les fonctions des partis politiques consistent dans la présentation et l'explication de leurs programmes et la loi ne leur reconnaît aucun droit de s'ingérer dans des contestations d'élections par des personnes interposées. [...] Il s'ensuit donc qu'il est contre l'esprit de la loi que des influences extérieures à un comté y soulèvent artificiellement des contestations d'élections, et il est évidemment à l'encontre de l'esprit de la loi que des contestations d'élections soient ordonnées, entreprises et financées par les partis politiques, pour des fins partisans, de stratégie de parti. Or, c'est précisément ce qui vient d'avoir lieu dans notre province et c'est contre l'esprit de la loi. Une direction centrale d'un parti politique a pris la décision de faire contester la presque totalité des sièges remportés par le parti adverse et de financer les contestations.

Si Duplessis – comme les libéraux – considère toujours que les contestations en bloc sont un affront à l'honnêteté des électeurs, présumés tricheurs ou vendus²⁵, le bill 32 lui apparaît en contrepartie comme « un remède pire que le mal ». Ce sera une loi « des plus arbitraires, des plus tyranniques » passée dans la Législature de Québec, dit-il. Dans l'espérance de faire reculer le gouvernement, il condamne cette mesure avec énergie.

Barré, le député de Rouville, intervient lui aussi, expliquant que si « cette mesure est adoptée, cela veut dire qu'il n'y a que les riches qui pourront contester les élections ». En amendement à la motion en discussion, il propose, appuyé par Gault, que : « Cette Chambre condamne le bill proposé parce que les contestations d'élections qui tombent sous l'empire de la loi projetée sont actuellement soumises aux tribunaux de cette province et parce que ledit bill lèse des droits légalement acquis. » Peine perdue.

En comité général le lendemain, Taschereau et ses ministres défendent leur projet de loi bon gré mal gré. Duplessis intervient de nouveau. Pour lui, cette loi est une « tragédie législative », une « atteinte dangereuse aux principes du parlementarisme ». Pire encore, cette loi est une insulte que le gouvernement adresse contre les tribunaux de la province; leur compétence est mise en doute par la nature du projet de loi à l'étude, argumente-t-il.

Gault, de son côté, considère cette mesure « comme une ouverture pour cacher les coupables ». À sa suite, Pierre-Auguste Lafleur, député conservateur de Montréal-Verdun, cite le rapport officiel de la dernière élection pour prouver qu'il y a eu plus de votes que d'électeurs inscrits dans de nombreux bureaux de vote. « Et le bill Dillon, par son effet, valide cette élection », tranche-t-il. Il termine en s'adressant au parrain du bill : « M. l'Orateur, l'honorable député de Montréal-Sainte-Anne (l'honorable M. Dillon) était peu connu de notre population. [...] Pour son premier exploit, il a voulu un coup de maître et son nom, attaché à pareille loi, passera malheureusement à l'histoire. »

Le 9 décembre, par un vote de 59 contre 9, le bill est adopté en troisième lecture. Houde et 73 autres députés et candidats défaits adressent dès lors une requête au lieutenant-gouverneur Carroll pour lui demander de ne pas sanctionner ce bill²⁶. Dans son journal personnel, Carroll y va de ce long commentaire :

[3 décembre 1931] Le gouvernement a passé hier le bill validant les élections du 24 août. Il n'y a pas de doute que c'est une procédure un peu extraordinaire, mais les contestations en bloc sont elles-mêmes une chose extraordinaire. Que la loi permette à un monsieur résidant à Montréal de fournir tout l'argent des contestations dans les comtés où il n'a aucun intérêt et de détruire le suffrage des électeurs en bloc est une chose inusitée, et aux grands mots les grands remèdes. Monsieur Taschereau sera très critiqué, si on s'en tient au principe strict, mais enfin, il y a des cas où il n'y a pas d'issues, à moins de faire ployer les principes. [...]

[4 décembre 1931] La Législature est à discuter le bill qui mettra fin aux contestations d'élections. Cette affaire va me causer de l'ennui. Je suis sûr que l'on va me demander de réserver ce bill, c'est-à-dire de ne pas l'approuver. Ma résolution est bien prise : j'agirai constitutionnellement. [...] Demander au lieutenant-gouverneur de refuser sa sanction, ce serait plus que demander au roi d'Angleterre de refuser sa sanction à un bill passé par la presque unanimité des Communes et de la Chambre des Lords. C'est absolument ridicule, et là-dessus ma conscience est parfaitement en paix. Mais les passions politiques dans ce pays, très petit après tout, sont très fortes. [...]

[11 décembre 1931] Le Bill Dillon, pour légaliser les dernières élections, a été adopté en troisième lecture avant-hier, et il est à se discuter au Conseil législatif. C'est une mesure dont le principe est certainement mauvais, mais il répond à une situation extraordinaire. [...]

[16 décembre 1931] En lisant *L'Événement*, ce matin, je vois une nouvelle bien désagréable, c'est que les députés conservateurs et les candidats battus vont s'adresser à moi pour ne pas sanctionner le bill au sujet des contestations d'élections. Je ne puis leur donner satisfaction, car mon devoir est clairement indiqué. [...]

Monsieur Taschereau est venu me voir ce matin et tenait absolument à ce que le bill fût sanctionné après-midi malgré qu'il ne devait passer en troisième lecture qu'à 3.30 heures. J'ai trouvé le procédé un peu cavalier de me traîner au Conseil législatif sans que j'aie eu l'occasion même d'en examiner le bill et après que j'eusse été averti qu'une intervention du parti adverse devait se produire. Je me suis un peu irrité et je lui ai dit carrément que ce serait indécemment de me précipiter pour sanctionner le bill avant que ces gens aient eu l'occasion d'être entendus. Il me semble que la chose est élémentaire, mais évidemment nous n'avons pas la même mentalité. Ça ne veut pas dire qu'il n'est pas mieux que moi; au contraire. Monsieur Benoît²⁷, habitué à voir son chef obéi sans réplique, en était tout décontenancé; il était pâle, jaune.

À la fin, l'on vient de m'avouer que j'ai eu raison, non seulement au point de vue du lieutenant-gouverneur, mais au point de vue du gouvernement. Il faut toujours faire les choses avec décence! J'ai décidé cependant, après son avis, de ne pas donner de raisons au public, car le gouverneur est censé être en dehors des polémiques que cette législation va provoquer.

J'attends [cet] après-midi la visite de M. Gault, député à la Législature, qui doit m'apporter la protestation des conservateurs.

[17 décembre 1931] Je suis bien ennuyé au sujet de ce bill des contestations d'élections. J'ai reçu une protestation du Parti conservateur contre la sanction. Il est évident que le nom du lieutenant-gouverneur sera traîné dans les discussions, mais mon devoir est tout tracé, c'est de suivre l'avis de mes ministres qui ont la responsabilité, et de sanctionner ce bill. J'étais pour envoyer des raisons écrites en réponse au protêt qui m'a été envoyé, mais l'on me dit que ce n'est pas de pratique constitutionnelle; conséquemment, j'ai décidé de ne pas donner de raison écrite, mais de faire venir M. Gault et de lui dire ce qui en est, car, par

courtoisie, je crois qu'il vaut mieux agir de la sorte. J'ai dit, ce matin, à Monsieur Taschereau, qui est venu me voir, qu'il y avait bien des années que je n'avais pas fait de colère comme hier; que leur insistance à me faire sanctionner le bill hier, avant que M. Gault m'eût remis le protêt, était en acte de défiance vis-à-vis de moi. Par-dessus le marché, son M. Benoît avait semblé mettre en doute ma parole. [...]

Mais j'ai été heureux, ce matin, sans avoir fait demander le premier ministre, de me vider ce que j'avais sur le cœur. Je lui ai dit que si j'avais signé ce bill avant que l'on m'eût présenté le protêt, c'était un véritable coup de Jarnac. Je ne regrette pas l'expression; dans quelle position aurait été le lieutenant-gouverneur en se prêtant à des manigances de cette sorte! Évidemment, l'on n'est pas habitué à des gouverneurs qui résistent. Mon motto est : Conciliant dans les choses secondaires, intransigeant dans les choses essentielles. Je crois l'avoir mis en pratique²⁸. [...]

Souignons enfin que cette loi, sanctionnée le 17 décembre 1931, sera rappelée en 1936 par Duplessis, devenu premier ministre.

Le fleuve Saint-Laurent

Le 19 août 1931, la *Gazette* de Montréal publie que des négociations sont en cours entre le gouvernement du Canada et celui des États-Unis pour le creusage du Saint-Laurent, pour l'internationalisation d'une partie de son cours et pour le développement d'énergie électrique. Les ministériels du Québec s'insurgent : ils déplorent le fait de ne pas avoir été invités officiellement à prendre part à ces négociations. Une motion de regret, adressée au gouvernement canadien, est proposée par le secrétaire de la province, Athanase David. Du 25 novembre 1931 jusqu'au 10 février 1932, cette affaire est débattue en long et en large par les membres de la droite et de la gauche.

Dans son discours sur l'adresse en réponse au discours du trône, Taschereau avait déjà exprimé sa vive réprobation quant à ce projet de canalisation (4 novembre). David poursuit sur cette lancée avec sa motion. Parlant au nom de tous les Québécois, il présente le fleuve Saint-Laurent comme « quelque chose d'intangible, quelque chose de chez nous ». La table mise sur cette « question d'intérêt national », Taschereau intervient de nouveau pour expliquer les raisons qui le poussent à la prudence : 1. Parce que le projet est trop dispendieux; 2. Parce qu'il causerait un préjudice considérable à nos chemins de fer; 3. Parce qu'il viendrait en conflit avec la politique actuelle au sujet de l'électricité; 4. Parce qu'il serait la ruine du port de Montréal (16 décembre).

Aux conservateurs qui accusent les libéraux de présenter une motion de censure contre le gouvernement de Bennett, Taschereau rétorque : « J'aime mieux manquer de courtoisie au premier ministre du Canada que d'être traître à ma province! » (13 janvier) Il poursuit, disant qu'il vaut mieux que le Québec développe seul les forces hydrauliques du Saint-Laurent, et cela, pour obliger le capital américain de venir développer des industries dans la province plutôt qu'en Nouvelle-Angleterre. Le vote sur la motion est pris le 14 janvier : les 54 députés libéraux présents en Chambre votent en faveur de la proposition contre 7 conservateurs; cependant, Gault ainsi que Lafleur décident d'appuyer le gouvernement.

La question refait surface, le 10 février 1932, lorsque les conservateurs découvrent que les prémisses de la motion de David sont contredites par une correspondance entre Taschereau et Bennett, qui a été rendue publique. On y apprend que Taschereau était au courant des négociations entre les gouvernements du Canada et des États-Unis. Mais, à la décharge du premier ministre du Québec, celui-ci écrit qu'il était regrettable que le gouvernement de la province :

n'ait pas reçu plus tôt cette invitation, à une période moins avancée des négociations, car cela aurait pu nous aider beaucoup et nous éclairer dans nos débats législatifs actuels sur cette question si vitale pour nous. Nous n'étions même pas prévenus officiellement des négociations en cours, et je dois vous dire franchement que nous avons été alarmés d'être laissés de côté, alors que les

pourparlers ont été entamés, paraît-il, depuis plusieurs mois. (Lettre de Taschereau à Bennett, 9 janvier 1932)

Ici, Taschereau s'inscrit comme un ardent défenseur du Saint-Laurent. Durant la campagne électorale de 1931, à la suite du scandale de la Beauharnois, le premier ministre s'était d'ailleurs clairement opposé à la canalisation du fleuve. C'était même devenu un enjeu électoral, selon *L'Événement*²⁹.

L'électricité

Dans la capitale, la campagne amorcée en 1929 par le dentiste Philippe Hamel contre les factures élevées de la compagnie d'électricité Quebec Power fait naître un mouvement de contestations qui, à terme, finira par ébranler durement le régime libéral de Taschereau. Encouragé dans sa démarche par l'encyclique *Quadragesimo Anno* de 1931, qui fait du libéralisme le principal responsable des maux qui affectent l'économie mondiale, Hamel continue d'associer la grande dépression aux dérives du modèle de développement industriel suivi par le Parti libéral³⁰. Son principal cheval de bataille : la nationalisation des forces hydroélectriques de la province.

En 1931, le maire de la ville de Québec, Henri-Edgar Lavigueur, propose de municipaliser l'électricité afin de lutter contre le monopole détenu par la Quebec Power, une filiale de la puissante Shawinigan Water & Power. Sur cette délicate question, aucune unanimité à l'Assemblée législative. Non seulement le sujet divise-t-il la gauche et la droite, mais il divise autant les conservateurs que les libéraux au sein de leur propre formation politique. La chose ne laisse personne indifférent. Tout le monde en parle.

À première vue, l'hydroélectricité apparaît aux parlementaires comme une ressource énergétique d'une grande valeur pour le développement futur de la province. Selon Taschereau :

Une des ressources naturelles les plus importantes de la province de Québec est celle de nos forces hydrauliques et, de nos jours, nous vivons à l'âge de l'énergie hydroélectrique. Il peut bien arriver que les historiens futurs, en faisant une revue rétrospective de cet âge, déclarent que ce fut là le début de la seconde révolution industrielle. La première révolution industrielle - on le sait parfaitement - eut ses débuts au milieu du siècle dernier; ce fut le commencement de l'époque du charbon, alors que l'utilisation de la houille, pour l'invention de la machine à vapeur, lança l'Angleterre dans son rapide essor vers la puissance industrielle. En utilisant l'énergie provenant de la houille pour l'exploitation des richesses minérales qui se trouvaient absolument à sa portée, l'Angleterre a pu devenir le principal pays commercial de l'univers. En remplaçant l'énergie provenant de la houille par l'énergie hydroélectrique et en concevant combien sont maintenant améliorés les moyens de transport des richesses minérales et des matières premières que nous possédons en abondance, nous trouvons, dans la province de Québec, un état de choses presque complètement analogue à celui sur lequel reposa la prospérité de l'Angleterre. (26 novembre)

Cependant, cette énergie électrique est essentiellement développée par des compagnies étrangères, seules à détenir le capital et l'expertise pour harnacher la force hydraulique des « chutes d'eau ». Les Canadiens français ne sont pas maîtres chez eux, concluent des intellectuels et de jeunes universitaires. Pire, malgré la crise, ces puissants monopoles parviennent à s'en sortir sans trop d'écueils, ce qui en soi constitue un ferment propice à la contestation. Dans la mêlée, vantant les richesses hydroélectriques du Québec, Aimé Guertin, député conservateur de Hull, affirme que « nous sommes un peu, dans notre province, comme les Hindous aux Indes, nous sommes un peuple pauvre dans un pays immensément riche ». Il termine en condamnant « la politique du gouvernement favorisant les monopoles » (1^{er} décembre).

Lors du débat sur le budget, Antonio Élie, député de Yamaska, propose une motion de blâme contre les libéraux, regrettant particulièrement que le gouvernement ait toujours négligé

d'adopter « les mesures appropriées pour assurer le développement méthodique de nos forces hydrauliques, au bénéfice de la province et de sa population, de façon à assurer aux campagnes et aux villes l'usage de l'électricité à des taux raisonnables, sans préjudice aux droits légitimement acquis et sans paralyser l'initiative privée » (9 décembre).

Le débat prend une nouvelle tangente lorsque la Quebec Power demande la permission de ratifier l'incorporation de la Quebec Railway et de la Quebec County Railway. Leur pétition est lue à la séance du 13 janvier, et Duplessis et Drouin s'unissent pour s'objecter contre sa présentation. Drouin, député libéral de Québec-Est et parrain du bill amendant la charte de la cité de Québec, plaide que les demandes de la Quebec Power entrent en conflit avec la ville de Québec qui souhaite municipaliser les services d'électricité. Taschereau se porte à la défense de la Quebec Power. Le président – T.-D. Bouchard, un fervent défenseur de la municipalisation – est finalement amené à juger s'il lui appartient de décider ou non de l'insuffisance des avis de pétition dans ce cas-ci. Il réserve d'abord sa décision, mais accepte finalement de se conformer à ce qui a été arrêté par le comité permanent des règlements.

Le lendemain, à la seconde lecture du « bill de Quebec Power », le député conservateur et échevin à la ville de Québec, Pierre Bertrand, s'oppose à sa présentation hâtive. Il répète que ce projet de loi pourrait constituer une barrière à la municipalisation de l'électricité à Québec. Des libéraux se rangent derrière lui. Joseph Samson, député libéral de Québec-Centre et ancien maire de Québec de 1920 à 1926, pense que ce bill 125 est contraire aux intérêts de sa ville. Tout comme les conservateurs, il croit que ce bill ne devrait pas être adopté avant que le projet de loi modifiant la charte de la ville de Québec soit préalablement étudié. Fort de sa majorité, le gouvernement fait tout de même adopter le projet de loi³¹.

Pour terminer, le conseil municipal de Québec fait marche arrière. Taschereau exerce une influence considérable sur le maire de Québec, Henri-Edgar Lavigueur, qui est d'allégeance libérale comme la majorité de son conseil d'ailleurs. Autrement dit, malgré les apparences, le maire Lavigueur est loin d'être un ardent défenseur de la municipalisation. Faut-il ajouter que plusieurs membres de la famille Taschereau ainsi que d'autres figures libérales notoires sont intimement liés aux intérêts de la Quebec Power³². Et par un vote de 37 à 15 au comité des bills privées, la question de la municipalisation de l'électricité est biffée du bill 122 modifiant la charte de la cité de Québec.

Hamel n'a pas dit son dernier mot. Dans les sessions parlementaires à venir, cette question fera à nouveau surface.

Le crédit agricole

Taschereau fait volte-face. En dépit de ce qui a été suggéré dans le discours du trône, en dépit aussi de ce qu'il a lui-même affirmé dans le débat sur l'adresse, le premier ministre n'a plus l'intention de trouver un système pour remédier aux défauts du crédit agricole fédéral.

La déception est grande, tant du côté des députés conservateurs que du côté des députés libéraux des comtés ruraux. Car le crédit agricole fédéral ne donne pas satisfaction aux agriculteurs du Québec, notamment dans le secteur de l'industrie laitière.

Encouragé par les agriculteurs de son comté et « par de nombreux députés ruraux de cette Chambre », Lucien Lamoureux, député libéral d'Iberville, revient sur cette question à la séance du 12 janvier. Il rappelle la promesse de son chef :

Un système de crédit agricole a été voté par le gouvernement fédéral, il y a quelques années [1922]. Nous avons passé nous-mêmes une législation pour permettre aux cultivateurs de la province de profiter de cette loi. La tentative faite l'année dernière par le gouvernement Taschereau de le rendre plus acceptable, en réduisant le taux d'intérêt, n'a pas réglé tous les maux. Le premier ministre Taschereau a promis que, si cela n'était pas satisfaisant, il créerait un système de crédit agricole pour Québec.

Malheureusement, la loi fédérale ne donne pas satisfaction. Pourquoi? Parce que cette loi fédérale a été adoptée pour tout le pays et ne convient pas à la province de Québec, principalement parce que la base d'évaluation des propriétés

desquelles les emprunts sont demandés ne s'applique pas ici. La Commission du crédit agricole valorise surtout le terrain et néglige les bâtisses. Dans cette province, les bâtisses excèdent souvent le terrain en termes de valeur. Ainsi, les cultivateurs d'ici ne peuvent obtenir les sommes qui leur sont nécessaires.

Le sujet est important. L'agriculture est un moteur non négligeable de l'économie du Québec. En 1931, 27 % de la population active vit sur une ferme et 22,5 % travaille dans le domaine agricole³³. Du reste, la crise économique affecte les producteurs. Avec l'effondrement des marchés, leurs revenus en argent sont pratiquement nuls; plusieurs ne sont pas en mesure de rembourser leurs créanciers. Les fermiers craignent de voir saisir leurs biens hypothéqués³⁴.

Aux yeux de certains ministériels, les agriculteurs sont les seuls à blâmer pour s'être laissés entraîner dans ce triste bourbier. Selon Louis-Joseph Moreau, député libéral de Roberval :

Trop de gens ont été induits à acheter, à des conditions faciles, toutes sortes d'articles qui leur ont coûté cher. Les colporteurs et les vendeurs de machines de toutes sortes qui ont fait miroiter des conditions de paiement très avantageuses, ont montré aux cultivateurs comment ils pouvaient tout se procurer à termes, ont été la cause que les cultivateurs se sont endettés, mais personne n'osera prétendre que le gouvernement est responsable de cette situation. (26 janvier)

Godbout est du même avis. L'excès de crédit, croit-il, accordé pour achat de meubles, de machines aratoires et d'automobiles est la cause de tous les maux de la classe agricole. Or, l'on sait aujourd'hui que moins de 2 % des fermiers possédaient des tracteurs à l'époque³⁵. De toute façon, pour le ministre de l'Agriculture, « le système fédéral est bon, c'est le meilleur système en dépit de ses inconvénients » (17 février). Il recommande donc aux cultivateurs de se tourner vers les caisses populaires pour régler leurs problèmes de crédit.

Durant ce débat, Laurent Barré, député conservateur de Rouville, fait toujours la promotion du crédit agricole à 2 %. Il est convaincu qu'il s'agit du remède tout désigné. Il appuie son propos par son expérience acquise à titre de cofondateur et de premier président de l'Union catholique des cultivateurs de 1924 à 1926.

Pour finir, le 17 février, le jour même où la motion de Lamoureux est adoptée, Hector Authier, député libéral d'Abitibi, présente une autre motion qui tire les libéraux de l'embarras. Il invite le gouvernement canadien à réformer son système de crédit agricole et, qui mieux est, sa motion « s'inspire dans une large mesure de la motion proposée, il y a deux ans, par le député des Deux-Montagnes de l'époque », Arthur Sauvé. Personne n'ignore que l'ancien chef de l'opposition conservatrice est alors ministre des Postes dans le gouvernement fédéral de Bennett. Paul Sauvé, fils d'Arthur et député conservateur de Deux-Montagnes, ne peut faire autrement que de souhaiter plus de succès au député d'Abitibi que n'en a eu son père.

Le communisme

Durant ces années de grande dépression, les journaux font état que des Montréalais se sont laissés séduire par des doctrines socialistes et communistes. À de multiples reprises, les parlementaires font état des dangers émanant de telles idées « subversives ». Sur ce point, libéraux et conservateurs nourrissent les mêmes craintes. Taschereau ne fait pas de quartier :

Je demande à notre population de rester dans l'ordre. Devant les excès commis, je dirai aux communistes ceci: « En autant que nous sommes concernés c'est entre eux et nous une guerre à mort, et le gouvernement fera tout en son pouvoir pour arracher cette mauvaise herbe de notre milieu. » Nous ne permettrons pas que l'on vienne chez nous saper à la base ce que nous avons de meilleur: la foi, la religion, l'amour de l'ordre, l'amour de la patrie. Car notre population est respectueuse de l'ordre, des lois de nos traditions et de nos idéaux. Nous n'aurons pas de merci pour les gens qui veulent détruire cela. (4 novembre)

Le sujet est abordé de nouveau lorsque le premier ministre reçoit une lettre de la United Front Unemployed Conference. Une délégation, représentant environ 8 000 chômeurs de Montréal, Verdun et Lachine, souhaite venir porter leurs revendications en main propre au Parlement, en date du 19 février. Voici leurs demandes :

Du travail aux salaires des unions; assurance de chômage non contributoire pour les employés; la journée de 7 heures de travail sans réduction de salaire; travaux de chômage devant être entrepris dans la province tels que construction d'hôpitaux, écoles et chemins publics; un salaire de pas moins de 50 cents de l'heure pour les travailleurs employés à ces travaux; un système de secours directs immédiats consistant dans: \$10 par semaine à chaque travailleur plus \$2 pour chacun des siens ou de ceux qui dépendent de lui pour leur subsistance; distribution gratuite de lait pour les enfants des chômeurs; habillements d'hiver et chauffage gratuits pour les chômeurs; aucune éviction des logis pour non paiement de loyer; aucune suspension dans les services de la lumière, du gaz, du chauffage-bain, et raccordement immédiat de ces services; transport en tramway gratuit pour les chômeurs et leurs dépendants; le droit des chômeurs de s'organiser et de tenir des réunions - le rappel de la section 98 du Code criminel.

Taschereau, par une motion de non-recevoir, décide de ne pas rencontrer la délégation composée de 20 chômeurs et, ce faisant, décline l'ensemble de leurs demandes « dignes de la Russie ».

La Commission municipale

Les temps sont durs. Pour venir en aide aux indigents, les municipalités empruntent de plus en plus et Taschereau s'en inquiète. S'il n'hésite pas à affirmer que les gouvernements fédéral et provincial doivent continuer de faire leur part pour secourir les chômeurs et les miséreux, il espère par contre que « les municipalités ne feront pas trop généreusement la leur; si l'on continue à leur donner des libertés en ce sens, dit-il, elles s'en vont à la ruine » (4 novembre).

Le bill 57 créant la Commission municipale est présenté par le premier ministre lui-même. Compte tenu des difficultés financières que connaissent plusieurs municipalités, les demandes de prêt et le contrôle sur les municipalités en difficulté seront désormais confiés « à deux hommes d'affaires politiquement indépendants, experts spécialisés dans les affaires municipales ». Il s'agit d'un virage en cette matière, puisque c'était le ministère des Affaires municipales qui s'occupait de cette gestion auparavant.

D'emblée, T.-D. Bouchard, président de l'Assemblée et secrétaire-trésorier de l'Union des municipalités, est en faveur de la nouvelle mesure³⁶. Dans la même veine, la loi des dettes et des emprunts municipaux (bill 215) est adoptée durant la session.

Vincent Lemieux, professeur en science politique, tire ces conclusions :

Plutôt autonomiste envers le gouvernement fédéral, le gouvernement Taschereau fait bon marché de l'autonomie des municipalités. Tout se passe comme s'il voulait les endetter pour mieux les dominer. À la fin de la période 1920-1936, le Québec est la seule province où la dette municipale dépasse sensiblement la dette provinciale selon le rapport de la Commission royale sur les relations entre le Dominion et les provinces [...]. La création de [...] la Commission municipale sou[met] les municipalités endettées au contrôle du gouvernement, qui peut, par l'intermédiaire de ces organismes, leur refuser des travaux d'amélioration des chemins ou encore des emprunts. Le gouvernement profite de la division dans le monde municipal (particulièrement entre les municipalités endettées et les autres) pour imposer ces mesures³⁷.

L'automobile

Le gouvernement du Québec légifère en cette matière depuis 1904, alors que 45 véhicules sont enregistrés à Montréal. Chaque année, l'augmentation spectaculaire du nombre d'automobilistes génère plusieurs projets de loi concernant l'automobile à l'Assemblée législative. La session 1931-1932 ne fait pas exception. Pas moins de quatre projets de loi à ce sujet sont au *Feuilleton* (bills 159, 174, 222 et 231).

Deux époques se chevauchent. En même temps qu'ils étudient la question des véhicules automobiles, les députés étudient le bill 93 constituant en corporation l'Association des maréchaux-ferrants de la province de Québec, bill qui ne franchira pas toutes les étapes de la législation cependant. Cela pour dire que sur les routes du Québec, les Plymouth, les Chevrolet, les Ford croisent toujours des véhicules hippomobiles.

D'abord, le bill 159 a « pour but d'obliger tous les propriétaires de bicycle et de véhicule à traction animale à placer une lumière sur leur voiture lorsqu'ils circulent sur les grandes routes ». Il s'agit d'un article du programme de la Ligue de la sécurité publique de la province de Québec. Ce bill divise les libéraux : ceux des comtés ruraux, plus particulièrement, sont contre cette mesure qui répugne à leurs électeurs : les députés qui voteraient pour cela se feraient battre dans leur comté, disent-ils. L'argument est de poids. Durant l'étude en comité général, le comité se lève sans faire rapport, ce qui tue le projet de loi dans l'œuf. Mais le débat aura permis de faire le point sur les problèmes inhérents à l'automobile³⁸.

Pour Joseph-Ludger Fillion, député libéral dans Lac-Saint-Jean : « Le problème, c'est la vitesse et cette envie de dépasser les autres véhicules à toute allure. On ne devrait jamais dépasser à plus de 20 milles à l'heure. Les automobilistes vont trop vite; souvent, on les voit dépasser à 40 milles à l'heure et même plus. S'il y a des accidents, ce n'est pas la faute aux cultivateurs. L'automobiliste ne se sert pas assez souvent de sa corne d'avertissement. » Joseph-Pierre-Cyrénus Lemieux, député libéral de Wolfe, est plus cinglant :

Sur 50 accidents d'automobiles, il y en a 45 qui sont causés par la boisson qui a obscurci la vue du chauffeur. Plutôt que d'adopter le bill, demandons au ministre de la Voirie d'enlever leur licence aux chauffeurs qui sont cause d'un accident alors qu'ils sont en boisson, non pas pour quelques mois, mais pour plusieurs années, pour 3 ou 4 ans. Cela leur servira de leçon.

Les principales causes d'accident en cette province sont l'alcoolisme et les infractions à la loi de la circulation, et non pas le manque de lumières sur les véhicules à traction animale. Les automobilistes en état d'ivresse représentent un danger permanent pour ceux qui sont sur la route. À cause de ce goût qu'ont les gens des villes pour toujours plus de vitesse, les cultivateurs se voient la plupart du temps obligés de conduire avec une roue dans le fossé. (3 février)

En ce qui concerne la sécurité routière, l'arrêt obligatoire aux intersections – ou le « STOP » pour être juste – fait son apparition grâce au bill 222 modifiant la loi des véhicules automobiles. Le ministre des Mines et de la Voirie, Joseph-Édouard Perrault, explique la nature de cette nouvelle mesure, inspirée de la loi qui s'applique déjà dans les cités et les villes :

Une des principales causes des accidents sur les grandes routes, c'est le croisement des chemins. Afin d'éviter les accidents sur les grandes routes, nous avons pensé de placer partout, à travers la province, au croisement de toutes les routes, à l'entrée des boulevards, des enseignes obligeant les automobilistes à arrêter. Toutefois, comme nous avons 52 routes, le projet est difficilement réalisable. Nous croyons qu'il serait très utile, toutefois, de placer des enseignes en dehors des cités et villes, à toutes les bifurcations et aux croisements des routes les plus importantes. Nous commencerons par les endroits les plus dangereux. [...]

Les enseignes que nous poserons seront entretenues par nos cantonniers. Les automobilistes ne seront tenus d'arrêter qu'à l'endroit où il y aura une enseigne. S'il n'y a pas d'enseigne, les automobilistes ne seront pas tenus d'arrêter. Le soir, ces enseignes seront illuminées. [...]

Nous allons faire l'éducation des automobilistes pour l'arrivée sur les boulevards comme nous l'avons faite pour l'arrêt aux traverses à niveau. Et nous aurons des officiers de vitesse pour faire observer la loi. Je crois que ce projet est dans l'intérêt public; c'est une mesure de protection qui ne peut être que très utile. (8 février)

Femmes et société

Parmi les sujets abordés à l'Assemblée législative, figure le droit de vote des femmes. Anatole Plante, député libéral de Montréal-Mercier, parraine le projet de loi (bill 153). Son plaidoyer est construit autour du fait qu'il ne croit pas « que le foyer soit mis en danger par le vote des femmes ».

Plusieurs députés jugent au contraire que la place de la femme est au foyer et s'expliquent mal pourquoi elles cherchent à « envahir » le domaine politique. En cela, ces parlementaires sont au diapason avec le discours véhiculé par les élites de la société québécoise qui prônent toujours un Québec « catholique et nataliste »³⁹. L'homme et la femme ont chacun leur rôle à jouer et « le rôle de la femme c'est la maternité », pense Arthur Bélanger, député libéral de Lévis. Aussi, les propos de Raoul-Paul Bachand, député de Shefford, illustrent bien l'esprit de cette époque, et ce, au grand dam des suffragettes venues assister au débat, dans les tribunes publiques du Salon vert :

Cette question de vote a depuis longtemps suggestionné l'imagination des Ontariennes et a même fini par s'infiltrer quelque peu chez nous. On s'explique que nos voisines cherchent à occuper les loisirs que leur laisse une famille restreinte et souvent inexistante. Il en va tout autrement chez nos Canadiennes françaises où le désœuvrement domestique est chose inconnue, à raison des nombreuses familles qui accaparent l'attention de la mère et de ses filles. Je crois qu'il est plus pratique et il n'y a pas de doute qu'il est autrement méritoire de faire, comme nos bonnes mères de Québec, des électeurs éclairés et patriotes que de rêver de faire des électrices ou de fonder un parti mauve! Josette vaut mieux qu'Emmeline Pankhurst⁴⁰! C'est par le berceau et non par le bulletin de vote que la Canadienne française a fait survivre notre race. Le rôle qu'elle a joué dans notre histoire est autrement noble et patriotique que celui qu'on voudrait lui imposer et qui ne manquerait pas, si elle s'y prêtait, de la détourner de sa véritable mission. (20 janvier)

Les arguments des députés en faveur du bill ne sont pas sans fondement, il va sans dire. Joseph Henry Dillon a beau expliquer que ce « ne sont pas les femmes qui ont envahi le domaine politique, c'est le gouvernement qui a envahi leur champ d'action », il ne peut rien contre les préjugés tenaces. Le bill est donc envoyé à six mois par un vote de 52 contre 23, ce qui met un terme à l'étude de la loi.

Paradoxalement, le gouvernement de Taschereau admet que la femme puisse travailler en dehors du foyer. La loi du salaire minimum des femmes, adoptée en 1919, est bien là pour le prouver. En 1932, cette loi est modifiée dans le but d'enquêter sur les salaires versés aux femmes. En comité général, Joseph-Achille Francoeur, député libéral de Montréal-Dorion, se permet d'attirer l'attention du ministre du Travail « sur le trop grand nombre de femmes et filles qui prennent la place des hommes » :

La Commission, poursuit-il, devrait enquêter sur l'envahissement des femmes dans tous les domaines, ce qui a pour effet d'enlever de l'ouvrage aux pères de famille. Il en résulte aussi que les patrons, pour payer moins cher, emploient des femmes au détriment des pères de famille ou encore s'en autorisent pour payer les hommes moins cher, car l'échelle de salaires des femmes est généralement plus basse que celle des hommes en raison, apparemment, de leur production inférieure. Il y a là une situation anormale à laquelle il faudra certainement remédier. Je suggère que la Commission ait les pouvoirs d'enquêter sur cette situation. (11 février)

Le ministre Charles-Joseph Arcand lui répond que les attributions de la Commission ne se limitent qu'au salaire uniquement. Mais, termine-t-il, « quand les patrons auront à payer les femmes de façon raisonnable, peut-être qu'ils préféreront employer des hommes ». Autres temps, autres mœurs.

Notons que la loi sur l'équité salariale ayant « pour objet de corriger les écarts salariaux dus à la discrimination systémique fondée sur le sexe à l'égard des personnes qui occupent des emplois dans des catégories d'emplois à prédominance féminine » sera adoptée en 1996.

Les unités sanitaires

Les débats sur les unités sanitaires se déroulent entre le 4 et le 16 février 1932; ceux-ci s'inscrivent dans un contexte où la tuberculose, la rougeole, la diphtérie et la scarlatine font rage dans le Québec du début du XX^e siècle.

La création d'unités sanitaires a pour objectif de réduire le taux de mortalité, particulièrement chez les enfants. Le député de Beauce, Joseph-Édouard Fortin, explique que c'est le Dr Alphonse Lessard, chef du service provincial d'hygiène, qui a créé la première unité sanitaire en Beauce en 1922. Il résume en quoi consistent ces organismes publics, financés par la province, par les municipalités et par un octroi de Rockefeller :

Une unité sanitaire, c'est un bureau d'hygiène miniature établi dans un comté qui a à sa tête un directeur qui s'occupe de cela. Le directeur de cette unité est un médecin qui n'a pas le droit de faire de la pratique privée. Il est aidé par un inspecteur sanitaire chargé des conditions hygiéniques dans les édifices publics, les boucheries, les boulangeries. Il fait aussi la surveillance du service de l'eau. Le personnel comprend aussi une ou deux gardes-malades. (4 février)

En réponse au député libéral de Montréal-Mercier, Anatole Plante, qui voulait établir une unité sanitaire dans tous les comtés de la province, Taschereau plaide que le manque à gagner dans les coffres de l'État et l'endettement des municipalités empêchent le gouvernement d'aller plus avant. Le premier ministre l'assure toutefois qu'il en sera autrement lorsque la situation économique se sera améliorée. Puis, à la session de 1933, le gouvernement fera un pas en avant en donnant au lieutenant-gouverneur en conseil « le pouvoir de créer des unités sanitaires dans les comtés où elles n'existent pas encore⁴¹ ».

Les Juifs et les écrits diffamatoires

Les années de crise sont des années de frustration. Dans les milieux étudiants, parmi les jeunes nationalistes, chez les Canadiens français en général mais aussi chez les anglophones, nombreux sont ceux qui attribuent aux Juifs tous les maux de leur époque⁴². Boucs émissaires des années 1930, les Juifs sont également dans la mire d'Adrien Arcand et de son journal *Le Goglu*. L'antisémitisme est affiché au grand jour dans les feuilles de ce journal, mais aussi dans le *Miroir*.

Au-dessus de la mêlée, le Parti libéral se veut conciliant. La loi de 1930 concernant les écoles juives en témoigne⁴³. Homme de compromis, Taschereau lui-même « considérait les écrits d'Arcand comme une tache particulièrement sombre sur la réputation de la province⁴⁴ ».

Quand bien même, les propos haineux et les calomnies publiés dans *Le Goglu* et dans le *Miroir* heurtent de plein fouet les deux députés juifs de l'Assemblée législative. Peter Bercovitch, député libéral de Montréal-Saint-Louis, et Joseph Cohen, député libéral de Montréal-Saint-Laurent, réagissent avec le bill 167 concernant la publication de la diffamation écrite.

L'objet du bill vise à empêcher la publication de libelles non seulement contre les Juifs, mais contre toute nationalité quelle qu'elle soit. Dans les circonstances, pour le bon renom de la réputation de la communauté juive du Québec, cette loi permettrait de traîner les diffamateurs

devant les tribunaux pour les obliger, au moins, à prouver les accusations portées contre eux. Aucune action en dommage ou recouvrement ne pourrait être intentée cependant.

Cette mesure est loin de faire l'unanimité chez les libéraux. Au nom de la liberté de presse, le bill ne franchit pas la deuxième lecture. Il est décidé plutôt de référer la délicate question à un comité composé de parlementaires. Dans l'intervalle, les députés expriment l'opinion « que toute campagne destinée à créer, dans la province, des dissensions de race et de croyance, est condamnable et malheureuse et ne rencontre pas l'approbation des députés de cette Législature » (18 février).

Taschereau rappelle qu'il demeure indigné par les écrits diffamatoires qu'il a lus. Mais il ne croit pas « que l'opinion publique de la province soit prête à accepter une mesure aussi radicale que celle-là ». Il invite enfin ses deux collègues juifs à « porter un message aux leurs, de leur dire que nous les considérons comme de bons citoyens respectueux de l'ordre. Qu'ils méprisent ces attaques: ils pourront sans crainte marcher le front haut parmi notre population ».

De choses et d'autres...

La 1^{re} session de la 18^e Législature touche de nombreux sujets. La crise et le chômage obligent les députés à œuvrer pour le mieux-être de la société. Diverses mesures sont adoptées pour venir en aide aux chômeurs : le bill 17 concernant l'aide aux chômeurs, le bill 42 modifiant la loi de l'aide aux chômeurs de 1930 et le bill 54 concernant les salaires et les gages des ouvriers et journaliers employés aux travaux entrepris pour remédier au chômage. L'un de ces chantiers qui viennent en aide aux travailleurs victimes de la crise est ouvert à Charlesbourg, afin d'établir le jardin zoologique de Québec « pour l'instruction et l'amusement du public » (bill 52).

Pour contrebalancer les dépenses consacrées pour la lutte au chômage, le gouvernement cherche à garnir les coffres de la province. De nouvelles taxes sont instaurées : taxe sur la gazoline (bill 40), taxe sur les divertissements (bill 66), taxe du chômage sur les liqueurs alcooliques (bill 62), taxe d'hôpital (bill 65), taxe sur certaines mutations de propriété (bill 64), taxe sur les corporations (bill 60). Toujours pour renflouer le Trésor public, il y a même une rumeur voulant que le gouvernement songerait à étatiser la fabrication et la vente de la bière, ce que dément le premier ministre à la séance du 26 janvier.

La radio est aussi un sujet qui divise les libéraux et les conservateurs. Alors que les premiers contestent au gouvernement fédéral la juridiction en matière de radiophonie, les seconds concèdent volontiers ce pouvoir. Duplessis craint surtout que la radio d'État créée par le premier ministre serve d'outil de propagande pour le gouvernement⁴⁵. En vain, Duplessis présente donc le bill 176 pour « faire disparaître des statuts de la province une loi adoptée l'an dernier et qui autorisait le gouvernement à contrôler la distribution des longueurs d'onde, les permis pour postes récepteurs et émetteurs, etc. ». Au nom de l'autonomie provinciale, Taschereau entend conserver les choses telles quelles.

Enfin les débats de l'Assemblée législative de 1931-1932 nous apprennent que le gouvernement a passé une commande au sculpteur Alfred Laliberté pour réaliser 200 statuettes destinées au Musée du Québec. Cette collection de sculptures d'art est connue sous le nom de collection des « Vieux Métiers », « Vieilles Coutumes », et « Vieilles Légendes » de chez nous.

Faits divers, faits cocasses...

Un détail inusité se déroule lors d'un vote sur la fameuse loi Dillon. Au moment du vote, Duplessis prend la parole, ce qui est contraire au *Règlement* de l'Assemblée législative. Une tradition parlementaire britannique permet cependant à un député de parler au cours d'un vote en autant qu'il se couvre la tête. Au Québec, cette coutume est conservée jusqu'en 1941.

Duplessis demande à un page de lui apporter un chapeau, n'importe lequel. C'est celui de Pierre Bertrand, député de Saint-Sauveur, qui lui est offert. Durant le même vote, Taschereau veut donner la réplique au député de Trois-Rivières et lui demande donc de lui prêter son

chapeau. Or, la *Gazette* rapporte que le chapeau lui allait si mal que la Chambre se mit à rire. Le premier ministre l'enleva aussitôt⁴⁶ :

M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, non, gardez-le pendant que vous parlez.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Nous n'avons pas la même tête. (Rires)

À la toute fin de la session également, durant l'étude détaillée des crédits pour les asiles d'aliénés, *L'Action catholique* rapporte qu'« un gracieux aéroplane de papier vient se loger sur la tête neigeuse de l'assistant greffier, M. Fournier⁴⁷ ». La députation éclate de rire pendant que le président du comité, Lucien Dugas, tente de rétablir l'ordre. Taschereau et Duplessis sont au diapason pour qualifier cet incident cocasse, disant que tous les aliénés ne sont pas dans les asiles.

Christian Blais

Critique des sources

En 1931, Edmond Chassé, de *L'Événement*, célèbre le 25^e anniversaire de son entrée à la Tribune de presse de l'Assemblée législative. À la fin de son premier compte rendu de la nouvelle session, il relate quelques souvenirs personnels :

Nous y revenons [à l'Assemblée] chaque année avec un plaisir nouveau et l'espoir que les débats seront intéressants. Jamais la Chambre n'a été si nombreuse. Il y a quatre-vingt-dix députés à l'Assemblée législative maintenant. Nous espérons qu'ils brilleront tous dans les débats et que (ce mot n'est pas de nous mais d'un candidat battu) nous ne pourrons pas dire : « Ils sont là quatre-vingt-dix, il relate quelques souvenirs personnels : »

Le même jour, Georges Léveillé, courriériste au *Soleil*, livre ses états d'âme. Il décrit l'atmosphère dans laquelle baignent les membres de la Tribune :

Le courriériste parlementaire qui n'en est pas à sa première session ne trouve peut-être plus dans l'inauguration d'un nouveau Parlement l'élément de nouveauté qui constitue une des principales joies du métier. Au cours des ans, il a laissé pas mal de sa toison d'illusions sur les hommes et les choses aux épines de la route. Les événements sont pour lui ce qu'est un « cas » pour le chirurgien. Il a tant vu que même le plus beau n'est tout de même qu'un « cas » où il s'agira de promener le scalpel et le bistouri le plus diligemment possible.

Haut juché dans sa tribune entre ciel et terre, le journaliste ne voit plus les hommes qui se meuvent sur le tapis vert de l'Assemblée, en surface, mais en profondeur. Peut-être est-il devenu phrénologiste malgré lui à n'examiner que des crânes de toutes sortes, des étroits et des larges, des ronds et des oblongs, des dénudés et des chevelus?

Il lui devient presque facile de découvrir des sentiments que l'on croit bien cachés, de saisir au vol certains élans d'ambition personnelle, de distinguer les rouages d'un mouvement de haute éloquence et chaque session lui apporte du matériel nouveau à mettre sous sa plume⁴⁹.

Les autres membres connus de la Tribune sont : Elias Flynn à *L'Événement* et président de la Tribune; Georges-Émile Marquis (futur directeur de la Bibliothèque de la Législature) et Victor Mathieu au *Soleil*; Ewart E. Donovan et Abel Vineberg à la *Gazette*; Damase Potvin à *La Presse*; Henri St-Pierre au *Montreal Daily Star*; Joseph-Amédée Gagnon au *Quotidien* et Alexis Gagnon au *Devoir*. À ce nombre s'ajoutent les noms du lieutenant-colonel Beaubien, J. L. Boulanger, Arthur Duquet, Lucien Frigon, Laurent Morency et Charles Raymond⁵⁰. Tous ces journalistes ont pour fonction de relater « le plus clairement possible » – selon les termes d'Omer Héroux – les débats de la session en cours⁵¹.

D'autres journaux ont été consultés pour les fins de la reconstitution des débats : *L'Avenir du Nord*, *L'Éclaireur*, *La Bonne Parole*, *La Croix*, *La Gazette de Maniwaki-Gatineau*, *La Gazette du Nord*, *La Nouvelle Revue*, *La Parole*, *La Riposte*, *La Terre de Chez Nous*, *La Voix de Gaspé*, *La Voix des Bois-Francs*, *L'Action populaire*, *L'Autorité*, *Le Bien Public*, *Le Bulletin des Agriculteurs*, *Le Canada Français*, *Le Canadien de Thetford*, *Le Clairon de Saint-Hyacinthe*, *Le Colon*, *Le Courrier de Berthierville*, *Le Courrier de l'Islet*, *Le Courrier de Papineau*, *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, *Le Courrier-Sentinelle*, *Le Droit*, *Le Gaspésien*, *Le Guide*, *Le Journal*, *Le Journal de Waterloo*, *Le Lotbinière*, *Le Mégantic*, *Le Messager de Verdun*, *Le Monde Ouvrier*, *Le Nationaliste et le Devoir*, *Le Petit Journal*, *Le Peuple*, *Le Progrès de Valleyfield*, *Le Progrès du Golfe*, *Le Progrès du Saguenay*, *Le Quotidien*, *Le Saint-Laurent*, *L'Écho de Frontenac*, *L'Écho de Saint-Justin*, *L'Écho du Saint-Maurice*, *L'Étendard ou L'Étendard de Bellechasse*, *L'Étoile de l'Est*, *L'Étoile du Nord*, *L'Illustration*, *L'Union des Cantons-de-l'Est*, *Sherbrooke Daily Record*, *The Canadian Labor Press*, *The Shavininigan Standard*, *The Spokesman*, *The St.Maurice Valley Chronicle*, *The Standard* et *The Stanstead Journal*.

Dans l'ensemble, la session parlementaire de 1931-1932 a été bien couverte par les journalistes de la Tribune de la presse. Seuls quelques rares passages ont été résumés à outrance

par les courriéristes, ne laissant que des bribes d'informations inutiles à la bonne compréhension des débats. À deux occasions, par exemple, *Le Soleil* indique que des députés d'opposition prennent la parole « pour faire de l'obstruction » ou pour « allong[er] puérilement le débat, au nom des principes sacrés de la démocratie et de la justice, en maudissant la dictature et l'esclavage des cultivateurs asservis à la toute-puissance de l'inspecteur général ». Évidemment, ces propos partisans n'ont pas été considérés pour reconstituer les passages en question.

Règle générale cependant, les comptes rendus des débats sont réalisés avec rigueur. À preuve, aucune question de privilège n'est soulevée par les députés pour se plaindre du travail des courriéristes parlementaires. Il n'y a que la ligne éditoriale de certains journaux qui hérisse parfois. À la séance du 12 février, Taschereau s'en prend ainsi à *L'Action catholique*:

En autant que *L'Action catholique* est concernée, je fais appel aux députés de cette Chambre et je leur demande: Quand ce journal trouve que nous faisons bien? Y a-t-il une seule mesure que l'on n'a pas critiquée à *L'Action catholique*? C'est un journal bleu, un journal tory et pas autre chose. Si on veut montrer aux libéraux le chemin du ciel de cette façon, on se trompe. On nous a combattus tant qu'on a pu aux dernières élections et précédemment. On a vu le résultat. La direction que donne ce journal n'a pas d'influence. Qu'il soit donc franchement indépendant! J'aime mieux un journal franchement conservateur. À chaque élection, et à la dernière même, ce journal a travaillé contre nous. Au cours de la session, est-il une mesure qui nous ait attiré les louanges, l'approbation de *L'Action catholique*? Non. D'ailleurs, je puis dire que la direction politique de ce journal ne compte pas. S'il veut avoir du poids, ce n'est pas ainsi qu'il doit procéder. Dans le moment, s'il en est ainsi, c'est qu'il manque certaines autorités à Québec. Demandez à la jeunesse libérale ce qu'elle en pense, si *L'Action catholique* lui montre des bons principes. Mieux dirigé, ce journal pourrait faire beaucoup de bien, mais comme chef de mon parti, comme citoyen, je suis ennuyé de sa guerre sournoise de tous les jours sous le manteau de la religion. Qu'il continue cependant: nous n'en serons pas pires.

De toute évidence, le courriériste de *L'Action catholique* ne lui en tient pas rigueur. On en veut pour preuve le récit de la dernière séance de la session :

L'Orateur est à peine descendu de son siège qu'un combat homérique s'engage entre les députés et les courriéristes qui, du haut de leur galerie, lancent les projectiles les plus divers sur la tête des députés.

Les pacifiques jettent un regard atterré vers les journalistes, cependant que les plus anciens réalisent de suite que la tradition sera suivie encore cette année. Alors, c'est un échange de procès-verbaux, de rapports de tous les départements. Des centaines de bills sont lancés à la fois et vont s'étaler majestueusement sur le vert parquet qui disparaît bientôt sous l'avalanche des projectiles.

Par trois fois, les journalistes forcent l'armée législative à reculer et par trois fois les vaillants députés reprennent les hostilités... qui n'ont d'ailleurs pas cessé; car, plus les adversaires s'éloignent, plus les courriéristes y mettent d'adresse et de force. Les rapports les plus épais, même ceux de 400 pages, partent de la galerie comme autant d'obus, si bien que les ministres doivent se retrancher tout près du siège de l'Orateur pour ne pas être blessés.

Fatigués de tant de valeureux succès, les journalistes semblent vouloir diminuer le feu quand les "Statistiques provinciales" lancées par une main malhabile, vont abattre deux lampes et deux becs de gaz.

Une voix lance: Les gaz asphyxiants maintenant!

Bientôt, en effet, une odeur caractéristique se répand en Chambre et l'on doit appeler un plombier. Afin de permettre à cet homme de réparer la « fuite », on accorde une trêve. À peine son travail est-il terminé, que trois messagers arrivent à la galerie avec des brassées de rapports et de bills. Toujours encouragés par le rire (aux larmes) de M. Taschereau et de ses collègues (son fils est d'ailleurs l'un des plus agressifs chez l'adversaire), les combattants redoublent d'efforts pour faire reculer de nouveau l'armée législative. On est au plus fort du combat et l'on

chuchote même qu'un confrère est blessé, quand un formidable "À l'ordre!" désarme les deux camps...

C'est l'Orateur qui vient réclamer le silence. L'huissier de la verge noire entre en Chambre et fait ses trois saluts traditionnels avec accompagnement de pupitres "obligato", pour apprendre à la députation que Son Honneur le lieutenant-gouverneur est disposé à les recevoir pour la prorogation⁵².

Christian Blais

Notes de l'introduction historique et de la critique des sources

1. *Bilan du siècle*, Université de Sherbrooke, <http://www.bilan.usherbrooke.ca>
2. Voir : « Les gratte-ciel à Québec », *L'Action catholique*, 7 mars 1931, p. 30.
3. Ce dernier succéda à Mgr Raymond-Marie Rouleau, mort en fonction le 15 mai 1931.
4. Comité central libéral, *Deux chefs, deux figures : Taschereau et Houde*, Montréal, Comité central libéral, 1930, 7 p.
5. Jean-Guy Genest, *Vie et œuvre d'Adélard Godbout*, Québec (Ph. D. histoire, Université Laval), 1977, p. 145-146.
6. *Quelques scandales Taschereau : (première série)*, Québec, s.n., 1931, 56 p.; *Les œuvres accomplies : ce que le gouvernement Taschereau a fait pour la voirie*, 1931, 16 p. ; Asselin, Olivar, *Le prêt agricole à 2 pour 100 : ce qu'un patriote éclairé pense de la promesse de M. Houde*, s.l., s.n. 1931?, 4 p.
7. MM. Houde, Barré et autres : les principaux articles de leur "programme", l'inanité ou la mauvaise foi de leurs critiques: M. Taschereau et M. Houde: ce que c'est que Camillien Houde, son histoire, sa carrière publique, comment il a "pourri" en quelques mois l'administration municipale de Montréal, s.n, s.l., 1931, 35 p.; *Le Gouvernement Taschereau et la classe ouvrière : les meilleures lois, les subventions les plus généreuses*, s.l., s.n., 1931?, 7 p.; *Grands prometteurs, petits donneurs : Bennett et Houde : leurs promesses, leurs actes : comment ils s'emploient à séduire le peuple et à le tromper*, s.l., s.n., 1931, 16 p.; *Le Gouvernement Taschereau et la classe ouvrière : les meilleures lois, les subventions les plus généreuses*, s.l., s.n., 1931?, 7 p.; *Le Gouvernement Taschereau et le chômage*, s.l., s.n., 1931, 16 p.; *Ouvriers de la province de Québec..., lisez le record incroyable du fabricant de promesses Camillien Houde*, Montréal, Comité central libéral, 1931?, 7 p.
8. Bernard Vigod, *Taschereau*, Sillery, Septentrion, 1996, p. 226.
9. Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, Montréal, Fides, 1959, p.189-193; MM. Houde, Barré et autres..., p. 15.
10. « La session qui s'ouvre », *Le Soleil*, 3 novembre 1931, p. 4.
11. Jean-Marie Lebel, *Québec 1608-2008 : Les chroniques de la capitale*, Québec, PUL, 2008.
12. « Ouverture de la session à Québec », *L'Événement*, 4 novembre 1931, p. 8.
13. « La session qui s'ouvre », *Le Soleil*, 3 novembre 1931, p. 4.
14. David s'absente à la fin de la session, pour cause de maladie.
15. Comité central libéral, *Deux chefs, deux figures...*
16. Cité par J. A. A. Lovnik, « Le pouvoir au sein du Parti libéral provincial du Québec, 1897-1936 », dans Réjean Pelletier (dir.), *Partis politiques au Québec*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH, 1976, p. 113.
17. Ce qui fait dire à l'opposition que le gouvernement a la manie « de protéger les grosses compagnies contre l'intérêt public » (14 janvier).
18. « La session qui s'ouvre », *Le Soleil*, 3 novembre 1931, p. 4.
19. « Le gouvernement créera de nouvelles sources de revenu afin de pallier au chômage », *Le Canada*, 4 novembre 1931, p. 2.
20. Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, Montréal, Fides, 1961, p. 13.
21. Omer Héroux, « Début de session », *Le Devoir*, p. 1.
22. Depuis le 18 mars 1931, le jour de l'Armistice, qui était commémoré le jour de l'Action de grâces, est déplacé au 11 novembre et intitulé « jour du Souvenir ».
23. B. Vigod, *Taschereau...*, p. 227-228.
24. Le 13 septembre 1841, l'Assemblée législative du Canada-Uni procédait à une enquête publique sur les élections à la suite des 17 contestations d'élection intentées au cours de cette première session parlementaire.
25. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, Montréal, Fides, 1961, p. 8.
26. Frédéric Lemieux, Christian Blais et Pierre Hamelin, *L'histoire du Québec à travers ses lieutenants-gouverneurs*, Québec, Publications du Québec, 2005, p. 189.
27. Ralph Benoit était le neveu et le secrétaire principal du premier ministre Louis-Alexandre Taschereau.
28. Journal personnel du lieutenant-gouverneur Henry George Carroll, vol. III (du 21 juin 1931 au 31 décembre 1931), p. 494-509. Fonds Henry George Carroll, 1888-1939, Archives de l'Assemblée nationale du Québec, P22.
29. Cité par R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, Montréal, Fides, 1959, p. 199.
30. Christian Blais, Gilles Gallichan, Frédéric Lemieux et Jocelyn Saint-Pierre, *Québec : quatre siècles d'une capitale*, Québec, Publication du Québec, 2008, p. 431.
31. Six députés ministériels ont voté avec l'opposition, à savoir: MM. Joseph Samson (Québec-Centre), Joseph Power (Québec-Ouest), J.-A. Francoeur (Montréal-Dorion), Lucien Lamoureux (Iberville), J.-W. Morel (Témiscouata) et J.-P.-C. Lemieux (Wolfe).
32. C. Blais, G. Gallichan, F. Lemieux et J. Saint-Pierre, *Québec : quatre siècles d'une capitale...*, p. 432.
33. Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain : Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal Express, 1989, p. 33.
34. B. Vigod, *Taschereau...*, p. 235.
35. John A. Dickinson et Brian Young, *Brève histoire socio-économique du Québec*, Sillery, Septentrion, 2003, p. 307.
36. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, Montréal, Fides, 1961, p. 38.
37. Vincent Lemieux, *Le Parti libéral du Québec : alliances, rivalités et neutralités*, Québec, PUL, 2008, p. 38.
38. Sur le même sujet, voir : B. Vigod, *Taschereau...*, p. 236.
39. Ce dossier ne sera réglé qu'à la session de 1940.
40. J. A. Dickinson et B. Young, *Brève histoire socio-économique...*, p. 315. En complément d'information, voir : « Plus tard le vote des femmes », *L'Événement*, 27 mars 1931.
- Emmeline Goulden Pankhurst, suffragette britannique née à Manchester en 1858. Elle mourut à Londres le 14 juin 1928, peu après que les femmes britanniques eurent obtenu le droit de vote sans restriction. En

1918, seules les femmes britanniques de plus de 30 ans, propriétaires ou diplômées universitaires, avaient le droit de voter.

Voir bill 49, 6 avril 1933.

B. Vigod, *Taschereau...*, p. 215-216; J. A. Dickinson et B. Young, *Brève histoire socio-économique...*, p. 322.

Voir bill 39, adopté lors de la 17^e législature, 3^e session. Voir aussi : Pierre Anctil et Gary Caldwell, *Juifs et réalités juives au Québec*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1984, 371 p. et *Débats sur les écoles juives : débats de l'Assemblée législative, 17^e législature, 3^e et 4^e sessions : séances du 28 mars au 4 avril 1930, et du 24 février au 4 avril 1931, 1930 et 1931*, texte établi par Louis Audet, Josée Levasseur et Jocelyn Saint-Pierre, Québec, Service de la reconstitution des débats, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 2001, 75 p.

B. Vigod, *Taschereau...*, p. 216.

Conrad Black, *Maurice Duplessis*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1999, p. 75.

The Gazette, 3 décembre 1931, p. 1.

L'Action catholique, 20 février 1932, p. 4.

« Ouverture de la session à Québec », *L'Événement*, 4 novembre 1931, p. 8.

Le Soleil, 4 novembre 1931, p. 1.

Jocelyn Saint-Pierre, *Les membres de la tribune de la presse : liste chronologique, 1871-1989*, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1990, Bibliographie et documentation, no 34.

Omer Héroux, « Début de session », *Le Devoir*, p. 1.

L'Action catholique, 20 février 1932, p. 4.

BIBLIOGRAPHIE

Journaux de base

Action catholique, L'
Canada, Le
Chronicle-Telegraph, The
Événement, L'
Gazette, The
Montreal Daily Star, The
Montreal Herald
Patrie, La
Presse, La
Soleil, Le

Journaux complémentaires

Action, L'
Autorité nouvelle
Avenir du Nord, L'
Bien Public, Le
Bonne parole, La
Bulletin des agriculteurs, Le
Canada français, Le
Canadian Labour Press, The
Canadien de Thetford, Le
Clairon de Saint-Hyacinthe, Le
Colon, Le
Courrier de Berthierville, Le
Courrier de L'Islet, Le
Courrier de Saint-Hyacinthe, Le
Courrier de Sorel, Le
Courrier-Sentinelle, Le
Croix, La
Droit, Le
Écho de Frontenac, L'
Écho de Saint-Justin, L'
Écho/L'Hebdo du Saint-Maurice, L'
Éclaireur, L'
Étendard de Bellechasse, L'
Étoile de l'Est, L'
Étoile du Nord, L'
Gazette du Nord, La
Guide, Le
Illustration, L'
Journal, Le
Journal de Waterloo, Le
Lotbinière, Le
Mégantic, Le
Messenger de Verdun, Le
Monde ouvrier, Le
Nationaliste et Le Devoir, Le
Nouvelliste, Le
Parole, La
Petit Journal, Le

Peuple, Le
Progrès de Valleyfield, Le
Progrès du Golfe, Le
Progrès du Saguenay, Le
Quotidien, Le
Riposte, La
Saint-Laurent, Le
Sherbrooke Daily Record, The
Sorelois, Le
Spokeman, The
St. Maurice Valley Chronicle, The
Standard, The
Stanstead Journal, The
Terre de Chez Nous, La
Tribune, La (Saint-Hyacinthe)
Tribune de Sherbrooke, La
Union des Cantons de l'Est, L'
Voix des Bois-Francs

Autres sources

Documents de la session, 1931-1932, 5 volumes.

Taschereau, Louis-Alexandre. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable L. A. Taschereau, Trésorier de la province à l'Assemblée législative de Québec, 26 novembre 1931.* [s.l.]: 1931. 27 p. Publié également en anglais.

Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1931-1932, Québec 1931-1932.

Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1931-1932, Québec 1931-1932.

Québec, Prov. *Bills, 3^e session, 14^e Parlement, 1931-1932.*

Québec, Prov. *Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Vol. LXVI: Session 1931-1932, Chronicle Telegraph Publishing Co. Ltd., 1932, viii, 352, lxxvii p.*

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, Session de 1931-1932, Vol. LXVI, Québec, Imprimeur du roi, 1932, viii, 349, lxx p.*

Québec, Prov. *Statutes of the Province of Quebec, 22 George V, Quebec, Printer of the King, Quebec, 1932, x, 671 p.*

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec, 22 George V, Québec, Imprimeur du roi, Québec, 1932, ix, 657 p.*

Rapports des comités généraux, 1^e session, 1931-1932.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction historique.....	vii
Critique des sources	xxvii
Bibliographie.....	xxxiii
Table des matières.....	xxxv
L'Exécutif en 1931-1932.....	xxxix
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique	xli
Par ordre de circonscription	xlili
Débats	
1 Séance du mardi 3 novembre 1931.....	1
2 Séance du mercredi 4 novembre 1931.....	7
3 Séance du jeudi 5 novembre 1931	17
4 Séance du mardi 10 novembre 1931.....	31
5 Séance du mercredi 11 novembre 1931.....	45
6 Séance du jeudi 12 novembre 1931	59
7 Séance du vendredi 13 novembre 1931	63
8 Séance du mardi 17 novembre 1931.....	67
9 Séance du mercredi 18 novembre 1931.....	71
10 Séance du jeudi 19 novembre 1931	83
11 Séance du vendredi 20 novembre 1931	93
12 Séance du mardi 24 novembre 1931.....	95
13 Séance du mercredi 25 novembre 1931.....	99
14 Séance du jeudi 26 novembre 1931	109
15 Séance du vendredi 27 novembre 1931	139
16 Séance du mardi 1 ^{er} décembre 1931	143
17 Séance du mercredi 2 décembre 1931	161

18 Séance du jeudi 3 décembre 1931	185
19 Séance du vendredi 4 décembre 1931	205
20 Séance du mercredi 9 décembre 1931	209
21 Séance du jeudi 10 décembre 1931	229
22 Séance du vendredi 11 décembre 1931	241
23 Séance du mardi 15 décembre 1931	243
24 Séance du mercredi 16 décembre 1931	263
25 Séance du jeudi 17 décembre 1931	279
26 Séance du vendredi 18 décembre 1931	291
27 Séance du mardi 22 décembre 1931	295
28 Séance du mercredi 23 décembre 1931	317
29 Séance du lundi 11 janvier 1932.....	323
30 Séance du mardi 12 janvier 1932.....	329
31 Séance du mercredi 13 janvier 1932.....	343
32 Séance du jeudi 14 janvier 1932.....	357
33 Séance du vendredi 15 janvier 1932.....	371
34 Séance du lundi 18 janvier 1932.....	375
35 Séance du mardi 19 janvier 1932.....	379
36 Séance du mercredi 20 janvier 1932.....	393
37 Séance du jeudi 21 janvier 1932.....	407
38 Séance du vendredi 22 janvier 1932.....	417
39 Séance du lundi 25 janvier 1932.....	423
40 Séance du mardi 26 janvier 1932.....	427
41 Séance du mercredi 27 janvier 1932.....	441
42 Séance du jeudi 28 janvier 1932.....	455
43 Séance du vendredi 29 janvier 1932.....	465
44 Séance du lundi 1 ^{er} février 1932	469
45 Séance du mardi 2 février 1932	479

46 Séance du mercredi 3 février 1932	499
47 Séance du jeudi 4 février 1932	517
48 Séance du vendredi 5 février 1932	539
49 Séance du lundi 8 février 1932	545
50 Séance du mardi 9 février 1932	561
51 Séance du mercredi 10 février 1932	575
52 Séance du jeudi 11 février 1932	595
53 Séance du vendredi 12 février 1932	613
54 Séance du lundi 15 février 1932	637
55 Séance du mardi 16 février 1932	655
56 Séance du mercredi 17 février 1932	673
57 Séance du jeudi 18 février 1932	689
58 Séance du vendredi 19 février 1932	713
Index des participants	729
Index des sujets	757
Index des bills publics et privés	783

L'HONORABLE HENRY GEORGE CARROLL

Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

**Membres du Conseil exécutif
1931-1932**

L'honorable Louis-Alexandre Taschereau, premier ministre, procureur général, trésorier de la province et ministre des Affaires municipales

L'honorable Joseph-Adélard Godbout, ministre de l'Agriculture

L'honorable Honoré Mercier fils, ministre des Terres et Forêts

L'honorable Hector Laferté, ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries

L'honorable Athanase David, secrétaire et registraire de la province

L'honorable Joseph-Édouard Perrault, ministre des Mines et de la Voirie

L'honorable Joseph-Napoléon Francoeur, ministre des Travaux publics

L'honorable Charles-Joseph Arcand, ministre du Travail

L'honorable George Bryson fils, ministre sans portefeuille

L'honorable Joseph Henry Dillon, ministre sans portefeuille

L'honorable Lauréat Lapierre, ministre sans portefeuille

L'honorable Émile Moreau, ministre sans portefeuille

Orateur

L'honorable Téléphore-Damien Bouchard

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
ARCAND, Charles-Joseph	L	Maisonneuve
AUTHIER, Hector	L	Abitibi
BACHAND, Raoul-Paul	L	Shefford
BARRÉ, Laurent	C	Rouville
BASTIEN, Cléophas	L	Berthier
BÉDARD, Joseph Éphraïm	L	Québec
BÉIQUE, Hortensius	C	Chambly
BÉLANGER, Arthur	L	Lévis
BERCOVITCH, Peter	L	Montréal-Saint-Louis
BERGERON, Joseph-Arthur	L	Matane
BERTRAND, Pierre	C	Saint-Sauveur
BISSONNET, Alfred-Joseph	L	Stanstead
BOUCHARD, Télesphore-Damien	L	Saint-Hyacinthe
BOUTHILLIER, Alexis	L	Saint-Jean
CARON, Amédée	L	Îles-de-la-Madeleine
CASGRAIN, Léon	L	Rivière-du-Loup
CHARBONNEAU, Joseph-Euclide	L	Napierville-Laprairie
CHOUNARD, Alexandre	L	Gaspé-Sud
COHEN, Joseph	L	Montréal-Saint-Laurent
CÔTÉ, Pierre-Émile	L	Bonaventure
CÔTÉ, Thomas	L	Gaspé-Nord
CRÊTE, Joseph-Alphida	L	Laviolette
DANSEREAU, Georges	L	Argenteuil
DAVID, Athanase	L	Terrebonne
DELISLE, Gustave	L	Chicoutimi
DESMARAIS, Stanislas-Edmond	L	Richmond
DILLON, Joseph Henry	L	Montréal-Sainte-Anne
DROUIN, Oscar	L	Québec-Est
DUFFY, William James	L	Compton
DUFOUR, Joseph	L	Matapédia
DUGAS, Lucien	L	Joliette
DUPLESSIS, Maurice Le Noblet	C	Trois-Rivières
DUVAL, Médéric	L	Montcalm
ÉLIE, Antonio	C	Yamaska
FARAND, Avila	L	Soulanges
FAUTEUX, Gaspard	L	Montréal-Sainte-Marie
FILION, Joseph	L	Laval
FILLION, Joseph-Ludger	L	Lac-Saint-Jean
FISHER, Martin Beattie	C	Huntingdon
FORTIER, Émery-Hector	L	Sherbrooke
FORTIN, Joseph-Édouard	L	Beauce
FRANCOEUR, Joseph-Achill	L	Montréal-Dorion
FRANCOEUR, Joseph-Napoléon	L	Lotbinière
FRIGON, Joseph-Auguste	L	Saint-Maurice
GABIAS, Joseph-Maurice	L	Montréal-Saint-Henri
GAGNON, Henri-Louis	L	Frontenac
GAGNON, Pierre	L	Kamouraska
GAULT, Charles-Ernest	C	Montréal-Saint-Georges
GAUTHIER, Pierre	L	Portneuf
GIGUÈRE, Joseph-Philibert	L	Dorchester

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
GODBOUT, Joseph-Adélar	L	L'Islet
GRANT, William Pierre	L	Champlain
GUERTIN, Aimé	C	Hull
LAFERTÉ, Hector	L	Drummond
LAFLEUR, Pierre-Auguste	C	Montréal-Verdun
LAHAIE, Désiré	L	Papineau
LAMOUREUX, Lucien	L	Iberville
LAPIERRE, Lauréat	L	Mégantic
LEGAULT, Augustin-Armand	L	Gatineau
LEMIEUX, Joseph-Pierre-Cyrénus	L	Wolfe
LORTIE, Pierre	L	Labelle
MARCHAND, Victor	L	Jacques-Cartier
McDONALD, Wallace Reginald	L	Pontiac
MERCIER (fils), Honoré	L	Châteauguay
MESSIER, Félix	L	Verchères
MOREAU, Émile	L	Roberval
MOREAULT, Louis-Joseph	L	Rimouski
MOREL, Joseph-Wilfrid	L	Témiscouata
PAQUET, Charles-Abraham	L	Montmagny
PERRAULT, Joseph-Édouard	L	Arthabaska
PHANEUF, Joseph-Émery	L	Bagot
PICHÉ, Joseph-Édouard	L	Témiscamingue
PLANTE, Anatole	L	Montréal-Mercier
POULIN, Ernest	L	Montréal-Laurier
POWER, Joseph Ignatius	L	Québec-Ouest
REED, Walter	L	L'Assomption
ROCHETTE, Edgar	L	Charlevoix-Saguenay
SABOURIN, Elzéar	L	Vaudreuil
SAINTONGE, Gontran	L	Beauharnois
SAMSON, Joseph	L	Québec-Centre
SAURETTE, Alexandre	L	Missisquoi
SAUVÉ, Joseph-Paul-Mignault	C	Deux-Montagnes
SAVOIE, Joseph-Alcide	L	Nicolet
SMART, Charles Allan	C	Westmount
STOCKWELL, Ralph Frederik	L	Brome
TASCHEREAU, Louis-Alexandre	L	Montmorency
TASCHEREAU, Robert	L	Bellechasse
THISDEL, Louis-Joseph	L	Maskinongé
TURCOTTE, Joseph-Célestin-Avila	L	Richelieu
VAUTRIN, Irenée	L	Montréal-Saint-Jacques

Allégeance politique :

C - Conservateur
L - Libéral

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
ABITIBI	L	Authier, Hector
ARGENTEUIL	L	Dansereau, Georges
ARTHABASKA	L	Perrault, Joseph-Édouard
BAGOT	L	Phaneuf, Joseph-Émery
BEAUCE	L	Fortin, Joseph-Édouard
BEAUHARNOIS	L	Saintonge, Gontran
BELLECHASSE	L	Taschereau, Robert
BERTHIER	L	Bastien, Cléophas
BONAVENTURE	L	Côté, Pierre-Émile
BROME	L	Stockwell, Ralph Frederick
CHAMBLY	C	Béique, Hortensius
CHAMPLAIN	L	Grant, William-Pierre
CHARLEVOIX-SAGUENAY	L	Rochette, Edgar
CHÂTEAUGUAY	L	Mercier (fils) , Honoré
CHICOUTIMI	L	Delisle, Gustave
COMPTON	L	Duffy, William James
DEUX-MONTAGNES	C	Sauvé, Joseph-Mignault-Paul
DORCHESTER	L	Giguère, Joseph-Philibert
DRUMMOND	L	Laferté, Hector
FRONTENAC	L	Gagnon, Henri-Louis
GASPÉ-NORD	L	Côté, Thomas
GASPÉ-SUD	L	Chouinard, Alexandre
GATINEAU	L	Legault, Augustin-Armand
HULL	C	Guertin, Aimé
HUNTINGDON	C	Fisher, Martin Beattie
IBERVILLE	L	Lamoureux, Lucien
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	L	Caron, Amédée
JACQUES-CARTIER	L	Marchand, Victor
JOLIETTE	L	Dugas, Lucien
KAMOURASKA	L	Gagnon, Pierre
L'ASSOMPTION	L	Reed, Walter
LABELLE	L	Lortie, Pierre
LAC-SAINT-JEAN	L	Fillion, Joseph-Ludger
LAVAL	L	Filion, Joseph
LAVIOLETTE	L	Crête, Joseph-Alphida
LÉVIS	L	Bélanger, Arthur
L'ISLET	L	Godbout, Joseph-Adélar
LOTBINIÈRE	L	Francoeur, Joseph-Napoléon
MAISONNEUVE	L	Arcand, Charles-Joseph
MASKINONGÉ	L	Thisdel, Louis-Joseph
MATANE	L	Bergeron, Joseph-Arthur
MATAPÉDIA	L	Dufour, Joseph
MÉGANTIC	L	Lapierre, Lauréat
MISSISQUOI	L	Saurette, Alexandre
MONTCALM	L	Duval, Médéric
MONTMAGNY	L	Paquet, Charles-Abraham
MONTMORENCY	L	Taschereau, Louis-Alexandre
MONTRÉAL-DORION	L	Francoeur, Joseph-Achille
MONTRÉAL-LAURIER	L	Poulin, Ernest
MONTRÉAL-MERCIER	L	Plante, Anatole

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
MONTRÉAL-SAINTE-ANNE	L	Dillon, Joseph Henry
MONTRÉAL-SAINT-MARIE	L	Fauteux, Gaspard
MONTRÉAL-SAINT-GEORGES	C	Gault, Charles Ernest
MONTRÉAL-SAINT-HENRI	L	Gabias, Joseph-Maurice
MONTRÉAL-SAINT-JACQUES	L	Vautrin, Irénée
MONTRÉAL-SAINT-LAURENT	L	Cohen, Joseph
MONTRÉAL-SAINT-LOUIS	L	Bercovitch, Peter
MONTRÉAL-VERDUN	C	Lafleur, Pierre-Auguste
NAPIERVILLE-LAPRAIRIE	L	Charbonneau, Joseph-Euclide
NICOLET	L	Savoie, Joseph-Alcide
PAPINEAU	L	Lahaie, Désirée
PONTIAC	L	McDonald, Wallace Reginald
PORTNEUF	L	Gauthier, Pierre
QUÉBEC	L	Bédard, Joseph-Éphraïm
QUÉBEC-CENTRE	L	Samson, Joseph
QUÉBEC-EST	L	Drouin, Oscar
QUÉBEC-OUEST	L	Power, Joseph Ignatius
RICHELIEU	L	Turcotte, Joseph-Célestin-Avila
RICHMOND	L	Desmarais, Stanislas-Edmond
RIMOUSKI	L	Moreault, Louis-Joseph
RIVIÈRE-DU-LOUP	L	Casgrain, Léon
ROBERVAL	L	Moreau, Émile
ROUVILLE	C	Barré, Laurent
SAINT-HYACINTHE	L	Bouchard, Téléphore-Damien
SAINT-JEAN	L	Bouthillier, Alexis
SAINT-MAURICE	L	Frigon, Joseph-Auguste
SAINT-SAUVEUR	C	Bertrand, Pierre
SHEFFORD	L	Bachand, Robert-Raoul
SHERBROOKE	L	Fortier, Émery-Hector
SOULANGES	L	Farand, Avila
STANSTEAD	L	Bissonnet, Alfred-Joseph
TÉMISCAMINGUE	L	Piché, Joseph-Édouard
TÉMISCOUATA	L	Morel, Joseph-Wilfrid
TERREBONNE	L	David, Athanase
TROIS-RIVIÈRES	C	Duplessis, Maurice Le Noblet
VAUDREUIL	L	Sabourin, Elzéar
VERCHÈRES	L	Messier, Félix
WESTMOUNT	C	Smart, Charles Allan
WOLFE	L	Lemieux, Joseph-Pierre-Cyrénus
YAMASKA	C	Élie, Antonio

Allégeance politique :

C - Conservateur
L - Libéral

Séance du mardi 3 novembre 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. le Greffier: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Ce mardi, trois novembre mil neuf cent trente et un, dans la vingt-deuxième année du règne de Sa Majesté George V, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au-delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes, à la première session de la dix-huitième législature convoquée pour ce jour, par proclamation ci-annexée, pour l'expédition des affaires;

Le greffier de la couronne en chancellerie ayant remis au greffier de l'Assemblée législative et, celui-ci ayant déposé sur le bureau de la Chambre une liste certifiée des députés qui ont été élus à l'élection générale de 1931;

M. Louis-Philippe Geoffrion, greffier de l'Assemblée législative, et M. Charles-Alphonse Fournier, greffier-adjoint de l'Assemblée législative, tous deux commissaires nommés, *per dedimus potestatem*, pour faire prêter le serment d'allégeance aux députés, ayant de onze heures du matin à trois heures de l'après-midi assermenté au bureau de la Chambre les députés, qui se sont présentés; le serment prêté, et les députés ayant signé le registre qui le contient;

A trois heures, la masse est placée sous le bureau.

M. le Greffier réclame l'ordre et les députés prennent leur siège.

Messages du lieutenant-gouverneur:

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

Messieurs, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, le greffier et les députés se rendent dans la salle des séances du Conseil.

M. l'Orateur du Conseil législatif:

Honorables Messieurs, Messieurs de l'Assemblée législative, Son Honneur le lieutenant-gouverneur ne croit pas devoir déclarer les motifs qui lui ont fait convoquer la présente législature de la province de Québec avant qu'un Orateur pour l'Assemblée législative ait été choisi suivant la loi; mais quand ce choix sera fait, Son Honneur expliquera les motifs de la convocation de la présente législature.

Les députés reviennent à la salle de l'Assemblée législative.

Élection de l'Orateur**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

M. le Greffier, le lieutenant-gouverneur vient de nous prier d'élire l'Orateur de cette Chambre. Je crois rencontrer l'approbation de tous mes collègues en proposant que le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) soit élu à la présidence de l'Assemblée législative. (Applaudissements)

Tous ceux qui faisaient partie de l'ancienne législature savent comment l'honorable député de Saint-Hyacinthe s'est bien acquitté de sa tâche d'Orateur. Une tradition veut que le député choisi pour présider nos délibérations proteste de son incapacité à remplir cette fonction. J'espère que tout à l'heure, lorsque j'irai le chercher à son siège, l'honorable député de Saint-Hyacinthe ne me rendra pas la tâche trop difficile. (Rires) J'ai donc l'honneur de proposer, secondé par le député de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que M. Télesphore-Damien Bouchard, député pour le collège électoral de Saint-Hyacinthe, soit élu Président de cette Chambre¹.

M. Duplessis (Trois-Rivières) dit quelques mots à mi-voix; on ne l'entend pas.

La proposition est adoptée "*nemine contradicente*".

M. le Greffier déclare l'honorable Télesphore-Damien Bouchard (député de Saint-Hyacinthe) dûment élu. Ce dernier est conduit au fauteuil par le député de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) et par le député de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils).

M. l'Orateur, arrivé au degré supérieur de l'estrade, exprime ses remerciements à la Chambre comme suit:

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):
Messieurs, je remercie sincèrement la Chambre du grand honneur qu'elle vient de me faire en me choisissant pour son Orateur, et je la prie de croire que je m'efforcerai toujours de mériter sa confiance.

Je n'ignore pas combien je suis peu qualifié pour occuper le poste important qui m'est assigné; aussi, je compte sur la bienveillance et le concours de tous les membres de cette Chambre, pour remplir avec fermeté et impartialité les devoirs qui vont m'incomber.

J'aime à espérer que la Chambre entière voudra bien, à l'occasion, m'aider à défendre nos droits et privilèges, à faire respecter notre règlement, et à maintenir la liberté de discussion que nos usages ont consacrée.

M. l'Orateur prend alors place au fauteuil et la masse, qui auparavant était sous la table, est mise sur le bureau.

Messages du lieutenant-gouverneur:

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, apporte un nouveau message, lequel se lit comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, l'Orateur, précédé de la masse et suivi des députés, se rend à la barre du Conseil législatif.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative:
M. le lieutenant-gouverneur, l'Assemblée législative m'a choisi pour son Orateur, bien que je ne me sente pas très qualifié pour remplir le poste important auquel elle m'a appelé.

Si, dans l'exercice des fonctions de ma charge, il m'arrive de commettre quelque erreur, je désire que ce soit à moi que l'on impute cette erreur et non à la Chambre dont je suis le serviteur.

Et afin que l'Assemblée législative soit à même de se mieux acquitter de ses devoirs envers son Souverain et son pays, je réclame de sa part tous

les droits et tous les privilèges qui ne peuvent lui être contestés; spécialement, je demande qu'elle jouisse de la liberté de discussion, qu'elle ait accès auprès de Votre personne en temps opportun, et que Votre Honneur veuille bien interpréter favorablement ses délibérations et ses actes.

M. l'Orateur du Conseil législatif:
M. l'Orateur, j'ai reçu ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de vous exprimer l'entière confiance de Sa Majesté dans vos talents, votre intelligence et votre aptitude à remplir les importants devoirs du haut poste d'Orateur de l'Assemblée législative auquel vous avez été élu par la Chambre, et que Sa Majesté vous reconnaît et vous confirme comme Orateur de la Chambre de l'Assemblée législative.

J'ai aussi ordre de vous assurer que l'Assemblée législative aura un prompt accès auprès de Son Honneur en toute occasion convenable, et qu'il interprétera toujours de la manière la plus favorable ses procédés ainsi que ses paroles et ses actions.

Discours du trône²

Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Mon gouvernement a cru devoir, cette année encore, vous convier à une date plus hâtive qu'à l'ordinaire, afin de vous inviter à pourvoir, si nécessaire, aux mesures à prendre pour faire face aux conditions économiques qui affectent le monde.

Loin de nous de vouloir prêcher le pessimisme; Québec est peut-être la moins affligée de ses provinces-sœurs et, d'ailleurs, la rude leçon que les derniers événements ont donnée à tous a créé, je l'espère, un esprit de solidarité internationale et un retour à des principes d'économie politique et individuelle qui ne sauraient tarder de faire sentir leurs effets bienfaisants.

Je prie Dieu pour que ce vœu se réalise bientôt.

Vous me permettrez de m'arrêter un instant pour exprimer le chagrin que notre province a éprouvé à la mort de Son Éminence le cardinal Rouleau, arrivée depuis la prorogation de la dernière session.

La crise mondiale a créé de nouveaux problèmes auxquels les législateurs doivent trouver une solution.

Le chômage, que l'on a peut-être exagéré dans un pays comme le nôtre où un long hiver arrête nécessairement beaucoup de nos activités, va requérir encore votre attention.

On vous demandera de voter les crédits nécessaires pour permettre de coopérer avec les autorités fédérales et municipales.

Mon gouvernement croit que le retour à la terre est encore le meilleur remède au chômage, parce qu'il offre un caractère de permanence qui manque à trop des palliatifs temporaires auxquels on a eu recours et qui deviennent un fardeau trop lourd pour les gouvernements et les municipalités. De plus, les ressources publiques ne sont pas inépuisables et il faut que la charité des citoyens vienne se joindre à elles.

Nos municipalités, pendant les jours de prospérité, se sont lourdement endettées; les secours qu'elles ont accordés aux victimes du chômage ont ajouté à leur fardeau.

Pour assurer leur stabilité financière, mon gouvernement vous demandera d'approuver une loi pourvoyant à la création d'une commission d'experts appelée à se prononcer sur tous les emprunts que désireront faire les municipalités.

La loi électorale a besoin de plusieurs modifications dont la plus importante est la révision des listes électorales par une procédure expéditive et peu coûteuse, après l'émanation des brefs d'élections. Il importe que personne ne soit privé de son droit de suffrage. Un projet de loi vous sera présenté à cet effet.

Mon gouvernement vous demandera également de créer des chefs-lieux pour les nouveaux comtés établis précédemment.

La commission, instituée pour étudier les divers systèmes d'assurances sociales, a fait un travail considérable et plusieurs de ses membres ont visité les pays étrangers pour s'enquérir de leur fonctionnement.

Le rapport de la commission n'est pas encore complet; le gouvernement s'empressera de vous le soumettre dès qu'il l'aura reçu et vous demandera d'en faire l'étude.

Un ministère du Travail, créé à la dernière session, vient de voir compléter son organisation par la nomination d'un ministre du Travail. Mon gouvernement forme l'espoir que les ouvriers de la province, qui voient un des leurs présider à ce ministère, seront satisfaits de la réalisation du désir qu'ils avaient formulé à cet effet.

Je puis ajouter que la nouvelle loi des accidents du travail est venue en vigueur le premier septembre dernier et donne satisfaction.

Le crédit agricole est nécessaire à nos cultivateurs. Le système fédéral ne semble pas donner satisfaction, quelque louables que soient les motifs qui l'ont inspiré. Si ce système ne peut être amélioré, mon gouvernement cherche un autre régime qu'il vous soumettra dès qu'il sera arrêté.

La dépression commerciale et industrielle a considérablement affecté les revenus de la province, comme ceux du reste de tous les pays, et les octrois aux chômeurs, ainsi que les grands travaux de ponts, de voirie et de colonisation que le gouvernement a entrepris, pour donner de l'emploi aux ouvriers, rendent nécessaires un emprunt et la création de nouvelles sources de revenus. Les nouveaux impôts seront toutefois extrêmement légers.

D'autres mesures d'un intérêt général et particulier vous seront soumises.

Vous saurez leur donner toute votre attention.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Les *Comptes publics* pour l'année fiscale expirée le 30 juin dernier vous seront soumis.

Vous constaterez avec plaisir que cet exercice s'est terminé par un excédent considérable des recettes sur les dépenses, ce qui est un indice de la prospérité de la province et un facteur puissant de son crédit et de sa stabilité financière. On vous demandera enfin de voter les crédits nécessaires à l'administration pour le prochain exercice.

Je prie la Divine Providence de bénir vos travaux et de les rendre fructueux.

Et, les députés étant de retour,

M. l'Orateur de l'Assemblée législative: J'ai l'honneur de faire rapport que cette Chambre vient de se rendre dans la salle des séances du Conseil législatif; que là, j'ai informé Son Honneur le lieutenant-gouverneur que l'Assemblée législative m'avait choisi pour son Orateur; que j'ai aussi, au nom de cette Chambre, réclamé tous ses droits et privilèges et demandé qu'elle jouisse de la liberté de discussion, qu'elle ait accès auprès de Son Honneur, lorsque les circonstances l'exigeront, et qu'il veuille bien interpréter favorablement tous les actes et délibérations de cette Chambre; que, sur ce, Son Honneur a bien voulu déclarer qu'il reconnaissait volontiers à notre Assemblée tous les privilèges que

lui accorde la Constitution, qu'elle aurait, en temps opportun, un accès facile auprès de lui, et qu'il interpréterait toujours favorablement nos délibérations, nos paroles et nos actes.

Prestation des serments d'office

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Discours du trône

M. l'Orateur: J'ai l'honneur de faire rapport que lorsque cette Chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à son Honneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la Législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner la lecture à la Chambre.

Les députés de la Chambre exemptent M. l'Orateur d'en donner lecture.

Prise en considération du discours du trône

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que le discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province; prononcé devant les deux Chambres de la Législature, soit pris en considération à la prochaine séance.

Adopté.

Formation des comités permanents

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que les comités suivants soient institués, savoir:

1. un comité des privilèges et élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;

7. un comité du Code municipal;
8. un comité des bills privés en général;
9. un comité des bills publics en général;
10. un comité de la Bibliothèque de la Législature;
11. un comité des impressions législatives.

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et matières qui lui sont renvoyées par la Chambre, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et matières, et à envoyer chercher les personnes, pièces et dossiers dont il pourra avoir besoin.

Adopté.

Composition d'un comité spécial

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour dresser et présenter, avec toute la diligence possible, une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents dont la Chambre a décidé la formation; que les honorables MM. Taschereau, Mercier fils et Dillon, MM. Côté (Bonaventure), Delisle, Drouin, Duplessis, Gault, Marchand, Smart et Vautrin forment ledit comité spécial.

Adopté.

Dépôt de documents:

Rapport sur les élections

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre la liste indiquant le nom des personnes qui, à l'élection générale, tenue conformément aux brefs du 31 juillet 1931, ont été déclarées élues députés à l'Assemblée législative de la province de Québec, le nom des personnes à qui ces brefs ont été adressés, et rapport sur les élections partielles tenues pendant la législature précédente (1927-1931). (Document de la session no 6)

Rapport du ministre des Affaires municipales, 1930-1931

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du

ministre des Affaires municipales de la province de Québec pour l'année 1930-1931, quatorzième rapport. (Document de la session no 3)

**Rapport
du ministère de la Voirie**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère de la Voirie, rapport de 1931. (Document de la session no 5)

**Rapport du ministre de la Colonisation,
de la Chasse et des Pêcheries**

L'honorable M. Laferté (Drummond) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries, province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1931. (Document de la session no 4)

Ajournement

La séance est levée à 4 h 10.

NOTES

1. *L'Action catholique* du 4 novembre 1931, page 9, relève que le chef de l'opposition, député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), n'a prononcé aucune parole, mais qu'il a fait des signes d'approbation.

2. Selon la procédure parlementaire, le texte du *Discours du trône* fait l'objet de deux lectures, une première fois à la salle du Conseil législatif par le lieutenant-gouverneur, et une seconde fois par l'Orateur de l'Assemblée législative, à la salle de l'Assemblée législative. Les députés peuvent toutefois exempter l'Orateur de procéder à cette seconde lecture. Selon les *Journaux de l'Assemblée législative*, page 4, rien n'indique que cette exemption ait été accordée à l'Orateur. *L'Événement* du 4 novembre 1931, page 8, souligne toutefois cette exemption, ce qui nous porte à croire, malgré la contradiction entre les deux sources, que seule la lecture au Conseil législatif ait eu lieu.

Séance du mercredi 4 novembre 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 4 h 10.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre¹:

- de Robert Victor Colville Sinclair, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à adopter Allan Colville Dowling et changeant le nom de ce dernier en celui de Allan Colville Sinclair (M. Smart);

- de Morris Yatvis, demandant l'adoption d'une loi permettant de changer son nom de famille de Yatvis en celui de Heller (M. Bercovitch);

- des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Étienne, Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite fabrique (M. Francoeur)²;

- de Hyacinthe Côté, demandant l'adoption d'une loi régularisant l'état civil Marie-Étienne-Gerda-Simonne Côté et autres (M. Bachand)³;

- de la compagnie Montreal Light Heat and Power Consolidated, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Cohen);

- de William Andrew Irving et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les successions d'Alexandre Lindsay et de son épouse (M. Marchand);

- de Frank J. Knox, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et validant la vente de certains immeubles à lui consentie (M. Marchand);

- de la ville de Lasalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Marchand).

Composition des comités permanents

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial pour choisir les membres des divers comités permanents de la Chambre. Voici le rapport:

Votre comité a aussi l'honneur de faire rapport qu'il a préparé la liste suivante des membres devant faire partie des comités permanents de cette Chambre⁴:

Comité permanent des règlements: Les honorables MM. Dillon, Laferté, Lapierre; MM. Authier, Bédard, Bélanger, Côté (Bonaventure), Delisle, Drouin, Duplessis, Rochette, Samson, Sauvé, Stockwell.

Comité permanent des bills privés en général: Les honorables MM. Taschereau, Arcand, David, Dillon, Francoeur, Godbout, Laferté, Lapierre, Mercier fils, Moreau, Perrault; MM. Authier, Bachand, Barré, Bastien, Bédard, Béique, Bélanger, Bercovitch, Bertrand, Bergeron, Bissonnet, Bouthillier, Caron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Crête, Dansereau, Delisle, Desmarais, Drouin, Duffy, Dufour, Dugas, Duval, Duplessis, Élie, Farand, Fauteux, Fillion (Lac-Saint-Jean), Filion (Laval), Fisher, Fortier, Fortin, Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gabias, Gagnon (Kamouraska), Gagnon (Frontenac), Gault, Gauthier, Giguère, Grant, Guertin, Lafleur, Lahaie, Lamoureux, Legault, Lemieux, Lortie, Marchand, McDonald, Messier, Moreault (Rimouski), Morel, Paquet, Phaneuf, Piché, Plante, Poulin, Power, Reed, Rochette, Sabourin, Saintonge, Samson, Saurette, Sauvé, Savoie, Smart, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Thisdel, Turcotte, Vautrin.

Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication: Les honorables MM. Taschereau, Arcand, David, Dillon, Francoeur, Godbout, Lapierre, Mercier fils, Moreau; MM. Authier, Bachand, Béique, Bercovitch, Bergeron, Bissonnet, Caron, Charbonneau, Cohen, Delisle, Desmarais, Duffy, Dufour, Farand, Fisher, Fortier, Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gabias, Gagnon (Kamouraska), Gault, Gauthier, Guertin, Lafleur, Lahaie, Lamoureux, Legault, Lortie, Marchand, Paquet, Phaneuf, Piché, Poulin, Reed, Sauvé, Savoie, Smart, Taschereau (Bellechasse), Turcotte.

Comité permanent des comptes publics: Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Francoeur, Godbout, Lapierre, Mercier fils, Moreau, Perrault; MM. Authier, Bastien, Bédard, Béique, Bélanger, Bercovitch, Bertrand, Casgrain, Cohen, Côté (Bonaventure), Drouin, Dugas, Duplessis, Élie,

Fisher, Gault, Grant, Guertin, Lafleur, Marchand, McDonald, Sauvé, Savoie, Smart, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Turcotte, Vautrin.

Comité permanent des bills publics en général: Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Francoeur, Laferté, Mercier fils, Perrault; MM. Authier, Bachand, Bastien, Bédard, Bélanger, Bercovitch, Bergeron, Caron, Casgrain, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Drouin, Dugas, Duplessis, Fauteux, Fortin, Gault, Gauthier, Lafleur, Lemieux, Marchand, Moreault (Rimouski), Plante, Poulin, Rochette, Saintonge, Sauvé, Smart, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Vautrin.

Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation: Les honorables MM. Godbout, Laferté, Moreau, Perrault; MM. Authier, Barré, Bastien, Béïque, Bergeron, Bouthillier, Charbonneau, Chouinard, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Crête, Dansereau, Delisle, Desmarais, Duffy, Dufour, Duplessis, Duval, Élie, Farand, Fillion (Lac-Saint-Jean), Fillion (Laval), Fisher, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Grant, Guertin, Lahaie, Lamoureux, Lemieux, Lortie, Messier, Morel, Phaneuf, Piché, Sabourin, Samson, Saurette, Sauvé, Savoie, Thisdel.

Comité permanent des industries et du commerce: Les honorables MM. Lapierre, Moreau; MM. Bastien, Béïque, Bertrand, Bissonnet, Dansereau, Delisle, Desmarais, Drouin, Duffy, Duplessis, Fillion (Lac-Saint-Jean), Fillion (Laval), Fortier, Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gault, Giguère, Grant, Guertin, Lafleur, Lahaie, Lamoureux, Lortie, Marchand, McDonald, Messier, Paquet, Piché, Power, Reed, Samson, Sauvé, Saurette, Savoie, Smart, Turcotte, Vautrin.

Comité permanent des privilèges et élections: Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Laferté, Mercier fils, Perrault; MM. Bédard, Bercovitch, Caron, Casgrain, Cohen, Côté (Bonaventure), Delisle, Dugas, Duplessis, Gault, Guertin, Sauvé, Taschereau (Bellechasse).

Comité permanent du Code municipal: Les honorables MM. Taschereau, David, Godbout, Laferté, Moreau, Perrault; MM. Bachand, Bédard, Béïque, Bélanger, Bergeron, Caron, Casgrain, Chouinard, Côté (Bonaventure), Delisle, Dugas, Duplessis, Élie, Farand, Fisher, Fortin, Frigon,

Gabias, Gauthier, Lamoureux, Legault, Rochette, Saintonge, Samson, Sauvé, Thisdel, Turcotte.

Le rapport est adopté.

M. l'Orateur: Les membres des comités sont priés de se réunir demain matin pour faire l'élection de leurs présidents⁵.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Rapport de l'Imprimeur du roi

L'honorable M. David (Terrebonne) transmet à M. l'Orateur un message du lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

H. G. Carroll, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur du roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts. (Document de la session no 7)

Hôtel du gouvernement
Québec, 3 novembre 1931

Nominations au service civil

L'honorable M. David (Terrebonne) transmet à M. l'Orateur un message du lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

H. G. Carroll, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie des rapports de l'honorable conseil exécutif concernant certaines nominations dans le service civil. (Document de la session no 8)

Hôtel du gouvernement
Québec, 3 novembre 1931

Dépôt de documents:**Cautionnements des officiers
publics du gouvernement**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre l'état des cautionnements fournis par des officiers publics du gouvernement de la province de Québec, du 3 décembre 1930 au 2 novembre 1931, tel que requis par l'article 41 chapitre 9, statuts refondus du Québec, 1925. (Document de la session no 9)

**Rapport du surintendant
de l'Instruction publique**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'année 1930-1931. (Document de la session no 10)

**Rapport du ministre des
Travaux publics et du Travail**

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Travaux publics et du Travail de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1931. (Document de la session no 11)

**Rapport du
ministre de l'Agriculture**

L'honorable M. Godbout (L'Islet) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'Agriculture de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1931. (Document de la session no 12)

**Adresse en réponse
au discours du trône**

M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie) propose, appuyé par le représentant de Brome (M. Stockwell), que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur

de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie): M. l'Orateur, en me levant pour la première fois dans cette Chambre, pour remplir la tâche très honorifique mais très délicate qui m'a été confiée, j'éprouve, je vous l'avouerai, un sentiment mêlé d'émotion et d'anxiété. Sentiment d'émotion! En effet, comment pourrait-il en être autrement? Un passé déjà lointain éveille en moi un monde de souvenirs, qui évoque dans mon esprit l'image d'un homme qui m'est particulièrement chère, dont le nom est demeuré, après un quart de siècle, non seulement sur les lèvres de nos compatriotes mais au plus profond de leur cœur.

Cet homme dont nous subissons tous encore l'ascendant, cette enceinte l'a connu serein dans le triomphe comme dans la défaite, donnant à tous un exemple d'énergie, de force et de caractère. Son effigie même enflamme la jeunesse que nous sommes et il a tracé pour les futurs dirigeants de son parti un sillon d'honneur, de probité, de franchise et de patriotisme.

Je suis malheureusement trop jeune pour l'avoir connu, mais les ouvriers de ma province, particulièrement ceux qui habitent le comté de Sainte-Marie m'ont appris à vénérer davantage sa mémoire, leur admiration pour lui tenant à des sentiments aussi nobles que les liens du sang. Ces liens du sang m'ont assuré des sympathies profondes de la part de mes électeurs, sympathies qui m'ont réconforté et encouragé dans la lutte. Ces souvenirs émus me guideront dans ma carrière, et j'ai l'espoir que je ne démentirai pas de ma province et de mes concitoyens⁶.

J'ai ajouté: sentiments de crainte, M. l'Orateur, parce que la tâche que l'on m'a confiée est très délicate, fort différente de celle que j'ai tâché d'accomplir jusqu'ici. Je prie mes collègues, membres de cette Chambre, de tenir généreusement compte de mon inexpérience et d'user d'indulgence à mon égard. Dans tous les discours que j'ai eu à prononcer jusqu'à date, j'avais devant moi des auditoires un peu différents et vis-à-vis desquels je n'étais pas tenu à une discipline parlementaire, mais avec lesquels on cause librement, simplement comme en famille, on laisse parler son cœur. J'avais encore davantage présente à mon esprit l'image sympathique de mon adversaire⁷ qui n'est plus ici, mais que cette Chambre a bien connu et qu'elle a eu le plaisir d'entendre souvent.

Je n'aurais alors su trouver de plus belle source d'inspiration: muse des muses et vous devinez sans doute sous quel charme séduisant mes électeurs étaient tenus. Aujourd'hui, c'est différent. L'inspiration disparue, il vous faudra bien souffrir mon discours imparfait. Pour moi, je chercherai dans les figures amies qui m'entourent tout le réconfort dont j'ai besoin. Pour celui qui, bien involontairement m'avait prêté temporairement sa verve et permanemment (sic) son siège je dirai: "*Requiescat in pace!*"

Je tiens tout d'abord, M. l'Orateur, à remercier sincèrement l'honorable premier ministre de l'honneur qu'il me confère en me priant de proposer l'adresse en réponse au discours du trône, honneur qui rejaillit sur les électeurs du comté de Sainte-Marie et dont ces derniers lui seront grés.

C'est aussi un vrai plaisir pour moi, M. l'Orateur, d'être le premier à vous féliciter de votre réélection à la présidence de cette Chambre. Cet honneur sera partagé non seulement par tous ceux qui comme moi sont Yamascoutains de naissance, mais il confirme l'esprit de tolérance et de justice avec lequel vous avez, dans le passé, présidé aux délibérations de cette Assemblée, le témoignage vous venant de vos collègues eux-mêmes.

Je sollicite de cette Chambre la permission de prendre quelques minutes de son temps et profiterai de l'occasion qui m'est donnée de remercier tous les électeurs de ma circonscription de l'honneur qu'ils m'ont fait en me confiant le mandat de député.

Nous voici donc réunis, M. l'Orateur, à une date plus hâtive que de coutume, avec un objectif bien défini: celui de faire la guerre à la misère. Laissez-moi transmettre à nos chômeurs, à nos miséreux et à nos pauvres mères qui n'ont comme bouclier, pour protéger leurs enfants contre les rigueurs de la période, que leur courage, un message de réconfort. Qu'ils sachent qu'ils ont à la direction de leur province des gens de cœur, se rendant parfaitement compte de leur pénible situation, conviés dans cette enceinte avec l'idée bien arrêtée de travailler ferme, d'endiguer si possible cette vague de misère, de chaos qui ravage le monde, d'enrayer le plus possible ses effets pernicieux dans notre bonne vieille province de Québec. Qu'il me soit permis de leur dire que grâce à la Providence qui a doté notre province de richesses naturelles de toutes sortes, grâce à l'énergie, au travail et à la sagacité de notre gouvernement, il y aura encore, durant l'hiver qui s'en vient, et ils peuvent en être certains, du bois dans le foyer, du pain et du beurre sur la table, du lait pour les petits.

Depuis que vous avez présidé les débats de cette Chambre et assisté à leur clôture, M. l'Orateur, des événements importants se sont passés et ont amené bien des changements. Le plus important de ces événements, celui qui a fait de notre province le centre de curiosité de tout le pays, est sans contredit les élections provinciales générales, indiscutablement fort contestées...

Les deux partis se sont livré un combat très ardu. L'âpreté de la lutte a donné à tous un optimisme inébranlable, et chacun escomptait la victoire. Les uns disaient: "Nous conserverons le pouvoir." Les autres, non moins confiants, s'écriaient: "Enfin, après 33 ans d'attente, et grâce à un élément nouveau, nous renverserons le gouvernement!"

Les candidats du gouvernement se sont présentés devant leurs électeurs heureux de leur démontrer ce que ce dernier avait fait pour la province durant la dernière législature. Ils ont annoncé les intentions de leur gouvernement s'il était maintenu au pouvoir.

Les candidats du parti oppositionniste ont, par contre, critiqué les œuvres du gouvernement, accusant ce dernier de tous les maux économiques qui peuvent accabler notre province, faisant avec le peuple de l'économie politique en posant aux champions des grandes familles, préconisant des remèdes infaillibles: du prêt à 2 %.

Je n'ai nullement l'intention d'analyser les détails de la dernière campagne électorale. Nous en entendrons d'ailleurs reparler de différentes façons. Je me permettrai de dire aux partisans de l'ex-leader de l'opposition qui l'ont conseillé de tout contester, pourquoi, à mon sens, lui et ses partisans ont été vaincus.

Premièrement, à Montréal, conservateurs comme libéraux, après avoir librement étudié la manière dont était administrée la métropole, ont décidé que si M. Houde et ses inséparables amis n'étaient plus dignes de la confiance des électeurs pour l'administration municipale, ils ne commettraient pas l'imprudence de leur confier celle de la province.

Comme on ne peut pas dissocier les hommes, même les opportunistes, de leurs plus petites œuvres, ils ont pesé leur compétence, leur sincérité et ils ont jugé.

Deuxièmement: à la campagne, conservateurs comme libéraux, après avoir connu le prix et la valeur des promesses, supputé ce que ces dernières leur rapportaient actuellement, n'ont pas voulu en accepter d'autres. Ils ont classé dans la même catégorie d'inepties la critique des traités d'Australie

et de la Nouvelle-Zélande, les prix mirifiques du beurre et des œufs, et ce grand projet financier du prêt agricole à 2 %.

Troisièmement: le peuple du Québec reconnaissant et bien né a voulu montrer à la face du pays tout entier que le seul gouvernement du dominion qui a pu, dans la crise que nous traversons, administrer avec un surplus dans ses opérations, était un gouvernement libéral, et qu'il méritait encore sa confiance. Il la lui a donnée à ce qu'on voit, sans réserve et avec enthousiasme, et les dénigreur n'ont pas trouvé grâce devant lui.

Mais il y a un autre sentiment, une autre leçon beaucoup plus noble et beaucoup plus profonde qui se dégage, comme un corollaire, de cette lutte. Celle-là nous vient, non seulement des libéraux, mais des vrais partisans des Cartier, des Macdonald et des autres vaillants lutteurs conservateurs: c'est que la population de la province est partisane de l'ordre social, de la discipline publique et du bon goût, que les luttes de classe ne sont pas de mise chez-nous. On ne condamne pas plus un gouvernement dirigé par un homme descendant d'une famille qui a rendu de grands services à son pays, dans le monde politique, religieux, qu'on n'a condamné un grand politique comme Laurier d'être issu d'un père humble et modeste cultivateur. De tels appels aux préjugés sociaux, intentionnellement répétés, n'ont jamais réussi à ébranler le bon sens de nos gens et n'ont jamais exercé de séduction sur le cœur honnête de notre population.

Je ne saurais terminer ces remarques sur les récentes élections sans offrir mes félicitations à l'honorable premier ministre pour la confiance que l'électorat de cette province a démontrée envers sa politique.

(Applaudissements)

Il a su gouverner en temps de prospérité: il n'aura pas démerité de sa province lorsque cette malheureuse crise prendra fin, parce qu'il aura apporté toute sa précieuse et courageuse collaboration pour la solutionner. Je désire aussi féliciter sincèrement tous mes collègues des deux côtés de la Chambre pour le beau témoignage de reconnaissance et de confiance qu'ils ont reçu de leurs électeurs.

Je disais aussi que des événements importants avaient amené des changements dans cette Chambre. Comme représentant d'une circonscription ouvrière, voisine de celle de Maisonneuve, je tiens à féliciter, au nom des ouvriers de Sainte-Marie, l'honorable ministre du Travail pour sa nomination récente.

(Applaudissements)

Laissez-moi l'assurer qu'il a, dans l'exécution de son mandat la plus entière confiance des ouvriers

de la province. On ne saurait féliciter l'honorable ministre du Travail d'avoir cultivé des qualités et des talents, des goûts qui lui ont valu la charge de ce portefeuille, sans remercier l'honorable premier ministre d'avoir enrichi son cabinet d'un homme qui représente parfaitement le vrai bon ouvrier de chez-nous. Il a ainsi racheté d'une façon compétente et sagace une promesse demeurée chère à notre population ouvrière: celle de la doter d'un ministre à elle et d'un ministre qualifié pour la tâche. Comme d'habitude, il a tenu parole, et c'est tout dire de l'honorable premier ministre.

Je félicite aussi l'honorable premier ministre d'avoir appelé dans son cabinet l'honorable M. Bryson qui, par son expérience et ses nombreuses années de service au Conseil législatif, est un actif pour l'exécutif de la province.

Dans les rangs de la loyale opposition, nous voyons une autre figure, bien connue: celle de l'honorable député de Saint-Georges. Notre honorable ami a eu le privilège de siéger ici depuis au-delà de vingt ans, et ses états de service dans l'opposition sont aussi vieux que ceux du gouvernement actuel. Malgré cet excellent certificat de longévité, on l'a jugé assez jeune; et je lui en fais le compliment, pour lui confier la direction de la loyale opposition. Je l'en félicite sincèrement.

A l'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis), qui avait si bien mérité de son parti, et je dirai de cette Chambre, pour le travail ardu qu'il s'était imposé durant les deux dernières sessions pour remplacer son chef, vont toute notre sincère sympathie et notre admiration. Il (M. Fauteux) regrette que l'on ait méconnu les éminents services rendus par le député de Trois-Rivières. Je crois exprimer en ce moment les vrais sentiments des Canadiens anglais et Canadiens français bien pensant de cette province.

M. l'Orateur, après avoir entretenu cette Chambre sur les derniers événements qui se sont déroulés, j'ai l'intention de souligner ce que, à mon sens, nous imposent nos devoirs de députés dans l'administration saine de la province. Comme nous le savons tous, le monde entier traverse présentement une crise aiguë. Évidemment, notre pays pas plus que notre province n'en ont été épargnés. Il n'a pas été possible de neutraliser chez-nous cette tourmente qui a dévalorisé les monnaies, raréfié les marchés, ralenti la production, paralysé la circulation des richesses au sens économique du mot, et malheureusement qui a affecté notre régime économique au point de faire fermer nos usines et de forcer au chômage et aux privations nos travailleurs de toutes catégories.

Elle a tracé, cette dure tourmente, aux législateurs du pays, une tâche énorme et ingrate; elle leur a créé de lourdes responsabilités, et les gouvernements dont la tâche est de prévoir doivent pourvoir aux moyens d'y mettre fin le plus tôt possible. Pour le présent ils doivent, directement ou indirectement, pourvoir à la subsistance de ceux que cette misère affecte le plus.

Heureusement pour notre province, grâce à la fierté que la Providence a donné à la race canadienne-française, nos sans-travail ne demandent pas la charité, ni de créer une prime à la paresse: ils demandent du travail. Ils veulent travailler, si anormalement petite soit la rémunération. Notre gouvernement l'a compris et nous offre le meilleur remède: le retour à la terre. Je le félicite d'avoir compris qu'une majeure partie de nos chômeurs se compose de malheureux déserteurs de nos campagnes, qui, pour aller goûter aux charmes superficiels des villes, ont abandonné le patrimoine le plus sûr et définitivement le plus lucratif. Nombreux sont ceux-là aujourd'hui qui comprennent que le véritable bonheur est celui du paysan, maître de son domaine, que tous les poètes du monde se sont plu à chanter.

Le gouvernement a également réalisé que le moyen le plus pratique pour aider au chômage, sans engager les finances de la province dans des déboursés stériles, était de donner à cette terre québécoise, si généreuse, des bras qui la travailleront fermement, et recapitaliseront ainsi nos forces vives, les ressources abandonnées du sol. Dans quelques années, notre grand domaine économique se sera enrichi de nouvelles paroisses agricoles, et les vieilles paroisses récupéreront ainsi des éléments de prospérité.

Nous avons vu aussi, M. l'Orateur, de grandes industries fermer leurs portes temporairement. Dans tous les genres de commerce, sauf quelques rares exceptions, on a diminué les salaires, faute de rendement. Il en a résulté une baisse considérable dans les revenus de la province, et cependant, de tous côtés on sollicite de l'aide du trésor provincial. Celui-ci s'efforce de faire face à la situation. Il ne faut pas être surpris si son Excellence le lieutenant-gouverneur nous a fait part de l'intention de son gouvernement de créer quelque nouvel impôt.

Le gouvernement, imitant en cela l'exemple tracé par ceux de nombreux pays du monde, et se conformant aux conseils des économistes les plus versés, a cru pouvoir enrayer, du moins partiellement, le chômage, en favorisant l'exécution de nombreux travaux publics qu'il continue à subventionner largement. Pour atteindre cet objectif, des ressources sont indispensables, et il faut de nouveaux revenus.

M. l'Orateur, un problème qui s'est posé dans le passé devant les gouvernements et que, malgré de sincères efforts, on n'a pas encore réussi à résoudre de façon adéquate, demeure devant nos populations ouvrières qui ne l'ont pas perdu de vue: les logements ouvriers. Plus que jamais, dans une période de profond dénuement et quand elle manque de beaucoup de choses indispensables à son confort, la classe ouvrière réalise le mal terrible qui ronge à vif son dynamisme: le taudis. Il est à souhaiter, et je le souhaite de tout cœur pour nos ouvriers, que l'on reprenne bientôt la tâche où on l'a laissée pour la parfaire. Je verrais avec un immense plaisir disparaître cette agglomération d'habitations insalubres contenues dans le large quadrilatère urbain compris dans les comtés de Saint-Jacques et Sainte-Marie.

Je constate avec plaisir que le gouvernement est à faire étudier les diverses législations sociales existantes pour assurer à la province dans un avenir rapproché le soin de nos vieillards, l'hospitalisation de nos impotents et nos malades, les allocations familiales: toutes choses appelées directement à rendre plus tolérable le sort de nos classes laborieuses des villes. La gent ouvrière, elle l'a dûment démontré, exerce son droit de vote avec sagesse et pondération. Elle demande aux gouvernements de s'occuper d'elle. Le nôtre a prouvé qu'il a l'intention de le faire avec tact, intelligence et prévoyance.

Il a fermement déclaré ne pas vouloir s'engager à la légère, pour le pur souci de capter des votes, dans des législations inadéquates et nocives à la classe ouvrière. Au cours de la dernière campagne, et on lui en rendra témoignage, il ne lui a pas fait de vaines promesses. Je partage la hâte de nos ouvriers de connaître les réformes qui seront proposées, et c'est légitime. Mais j'ai assez confiance en notre gouvernement pour lui donner au moins le temps de triompher de cette malheureuse crise qui sévit.

Me serait-il permis, M. l'Orateur, d'élever la voix dans cette enceinte pour dire à la classe ouvrière qu'elle sache profiter des grands enseignements que comporte cette crise. Puis-je lui demander de ne pas chercher indûment, aux dépens de ses épargnes, de sa subsistance même, à élever trop tôt son standard de vie. N'a-t-elle pas ainsi, compromettant largement le sort de ses membres, cherché sans raison un bien-être qui ne cadrerait pas avec ses faibles moyens, par l'achat de luxe et de confort, à tempérament? N'a-t-elle pas trop escompté sur des gains qui ne sont pas venus? De tout cela se dégage la salutaire leçon de l'économie, de l'épargne.

N'avons-nous pas, pour nous tracer la route, le magnifique exemple de la mère patrie, la vieille France travailleuse et économe. Qui ne connaît pas le bas de laine du paysan français? Sortie d'une guerre épuisée, sans ressources, presque désorganisée, une majeure partie de ses usines détruites, elle se remet à l'œuvre avec fermeté et opiniâtreté. Par des mesures énergiques fiscales et d'économie stricte, elle trouve moyen de stabiliser sa monnaie dépréciée.

Son commerce extérieur aussitôt se remet de ses maux. Elle fabrique des articles de luxe pour les étrangers, pendant qu'elle s'en prive elle-même. Elle thésaurise son or; elle travaille et elle épargne. Voilà le secret de sa suprématie actuelle. Voilà ce qui a fait d'elle la véritable puissance économique de l'Europe. Demeurée sourde à toutes les théories nouvelles pratiquées par des pays qui voulaient l'amoinrir et diminuer son prestige économique et politique, elle a conquis aujourd'hui la première place et nul ne peut nier sa force positive et créatrice.

L'honorable Ramsay MacDonald, premier ministre de l'Angleterre, que l'électorat vient de maintenir au pouvoir, lors d'une session spéciale, en septembre dernier, convoquée en vue d'enrayer la baisse de la livre sterling, disait, dans un discours demeuré mémorable: "Arrêtons toute la machinerie de nos organisations politiques, calmons nos ambitions personnelles et n'ayons qu'un seul but: celui de sauver notre pays. Rien ne sert de gloser quand Rome brûle!"

À l'ouverture de ce Parlement, convoqué à une date plus hâtive que d'habitude, en vue d'enrayer le chômage, laissez-moi répéter ce cri qui fut déjà lancé dans cette même Chambre: "Cessons nos luttes fratricides, unissons-nous!" Oublions nos querelles de parti pour ne songer qu'à ceux qui souffrent et qui attendent de nous de l'aide et du réconfort.

Que de cette Chambre parte une note d'optimisme. Que l'on dise à notre bonne population que s'il y a de la misère aiguë ailleurs, c'est peut-être dû en certains endroits aux idées et aux théories subversives qui ont abusé les populations, le matérialisme y ayant prévalu. Que s'il y a disette, c'est que l'on a méconnu désormais le rôle nourricier de la terre. Ayons le courage et la franchise d'ajouter que c'est parce qu'on a ignoré l'inexorable justice de la Providence, défiée par une surabondance de biens matériels.

Ici, c'est encore au pied de nos autels que l'on puise le courage et les forces morales. C'est là que notre peuple, reprenant contact avec le Maître du monde, trouvera son élément essentiel de survie: la religion. Je suis persuadé, M. l'Orateur, que si nous

travaillons tous, durant cette session, dans cette communion d'optimisme, nous aurons accompli notre devoir; nous aurons efficacement aidé les nôtres. La bonne vieille province de Québec, à l'instar de son aînée la France, continuera d'être citée en exemple aux autres provinces du dominion.

(Longs applaudissements)

M. Stockwell (Brome): M. l'Orateur, qu'il me soit permis tout d'abord de vous offrir mes respectueuses félicitations pour votre élection comme président de nos délibérations. C'est un hommage rendu non seulement à vous-même, mais à toute l'Assemblée législative pour la sagesse dont elle a fait preuve dans son choix. Je puis vous assurer que la population protestante tout entière de la province de Québec déplore avec la population catholique romaine, le décès d'un grand prince de l'Église. Je veux parler du décès de feu le Cardinal Rouleau qui, par son désintéressement, la sainteté de sa vie et la noblesse de son caractère, a contribué grandement au bien des siens et a fait honneur à sa province natale.

Le discours du trône a parlé des deux grands problèmes de l'heure: le chômage et la dépréciation des prix des produits agricoles ainsi que les difficultés que certains agriculteurs rencontrent pour financer leurs affaires.

Le secours au chômage sera employé de façon sage et en harmonie avec la mentalité de notre population qui veut travailler, garder son indépendance et sa fierté tout en travaillant au développement de la province, par le programme gouvernemental de travaux de colonisation, de voirie, de constructions d'écoles, etc.; la politique du gouvernement prévoyant le secours au chômage dans le cadre d'un programme global de colonisation et de construction d'ouvrages publics supplémentaires s'est avérée une solution appropriée à ce problème pressant; pour la population de la province, elle est incontestablement préférable à la charité ou au système d'allocation de chômage. Le secours direct sera comme par le passé sous forme d'allocations généreuses aux institutions philanthropiques et charitables.

La dévalorisation dans les prix des produits agricoles a eu pour effet d'appesantir le fardeau des cultivateurs dont les fermes sont encore grevées de dettes. La culture de la ferme rapporte, généralement parlant, la moitié du revenu normal, ce qui a rendu doublement difficile le paiement des intérêts et du capital. Les cultivateurs vendent leurs produits 50 % meilleur marché qu'avant la crise; cependant ils

paient ce qu'ils achètent 16 % moins cher seulement. La différence entre les achats et les ventes est donc au détriment de l'agriculteur. Aussi, le projet de crédit rural provincial pour prêts agricoles sera-t-il bienvenu, car il apportera un secours opportun à la classe agricole. C'est devenu un truisme que d'affirmer que la prospérité du pays est basée sur la prospérité raisonnable de l'agriculture.

Il faut louer sans réserve le gouvernement de son mouvement du retour à la terre, ainsi que de sa politique de rapatriement des nôtres; son application constituerait un moyen splendide d'accroître la colonisation et les territoires agricoles dans la province. C'est sans contredit la politique la plus saine parce que l'équilibre démographique entre les populations urbaines et rurales est rompu, si l'on tient compte de la fertilité du sol et de l'étendue de notre territoire. Quand se produisent les crises économiques, plus la population reste attachée à la terre et à la campagne, plus grande est la sécurité nationale.

Ces secours directs et indirects contre le chômage entraînent des dépenses financières considérables. Or comment se fait-il que la province de Québec est en mesure de faire ces dépenses énormes sans causer de gêne appréciable? C'est grâce à la structure financière de la province qui a été la politique principale du gouvernement dans le passé, ainsi que le prouvent les faits suivants:

Premièrement, le gouvernement provincial a maintenu la dette provinciale dans des limites prudentes, au temps de la prospérité. Deuxièmement, le gouvernement a toujours administré dans les limites de ses revenus depuis trente années. Troisièmement, la stabilité financière de notre province est due surtout au fait que notre gouvernement a évité des traquenards des soi-disantes lois de législation expérimentale sociale de nature socialiste destinées à favoriser une classe en particulier au détriment des contribuables en général.

Nous voyons maintenant les résultats de cette politique. Nous pouvons maintenant puiser dans les ressources inépuisables de la province et les œuvres accomplies ont soulevé l'admiration générale. Mais nous pouvons puiser aussi dans nos ressources morales et spirituelles. Je fais ici allusion à la confiance, fondée sur les exploits et les traditions de ceux qui ont découvert et colonisé cette grande province. Ce qui caractérise de façon remarquable et qui est inné chez le peuple de cette province, ce peuple composé de pionniers robustes de la race canadienne-française qui ont contribué à bâtir ce grand pays avec l'aide de nos ancêtres irlandais,

gallois, écossais et anglais, c'est son esprit de tolérance et son cosmopolitisme.

Nous sommes les fils de nos ancêtres français, ces explorateurs intrépides qui vinrent au nouveau monde, remplis du zèle des missionnaires, de ces aïeux d'Angleterre qui ont aidé à la construction de notre pays et qui ont contribué au développement des institutions parlementaires dans notre province; de ces ancêtres laborieux et économes, les Écossais; de ces ancêtres généreux et débonnaires, les Irlandais, et généralement de la variété de races qui, par leurs cultures distinctes, ont infusé dans nos institutions cet esprit de tolérance qui forme la caractéristique principale de notre province et ses coutumes.

L'organisation du ministère provincial du Travail et la nomination d'un ministre qui a une connaissance si profonde des conditions du travail dans cette province, devraient satisfaire et les patrons et les ouvriers et toutes les organisations ouvrières, car ça été l'un de leurs membres qui a été choisi comme chef du département.

Qu'il me soit permis de féliciter le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), pour son élection comme chef de l'opposition. Ce choix, semble très heureux, puisqu'il est un des plus vieux députés de cette Chambre et qu'il a depuis de nombreuses années apporté un appoin important à la vie publique de cette province.

N'est-ce pas un fait significatif, M. l'Orateur, que, dans une province où l'idéal et les traditions sont si à l'honneur, nous n'avons aucune loi écrite de la liberté, mais seulement des lois non écrites qui sont dans nos cœurs?

Le premier ministre a contribué largement à développer cet esprit de largeur de vues, de justice et de loyauté, et je puis l'assurer qu'il a la confiance entière de la minorité protestante de cette province.

Je saisis cette occasion, comme représentant de la minorité protestante, pour exprimer notre appréciation de l'esprit de tolérance dont cette province donne l'exemple, et de la façon dont les droits de la minorité sont protégés. La province de Québec est un exemple pour toutes les provinces de la Confédération.

Le programme de législation offert à cette Législature est une nouvelle preuve de l'esprit de solidarité entre toutes les classes, les croyances et les races. C'est un gage de grandeur future.

Restons unis et continuons à donner l'exemple de la solidarité. Notre population est dans une meilleure situation que les autres provinces. Il y a une raison pour cela. Celui qui la dirige, le premier

ministre actuel, donne l'exemple et quand l'exemple vient d'en haut le peuple est heureux de le suivre.

(Longs applaudissements)

En terminant, qu'il me soit permis de féliciter le député de Sainte-Marie, pour la manière éloquente et large dont il a présenté l'adresse.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 4 h 30.

NOTES

1. L'ordre de présentation des pétitions reflète les indications fournies par *L'Événement* du 5 novembre 1931, à la page 8.

2. *L'Événement* du 5 novembre 1931, à la page 8, écrit: "C'est la première fois que le nouveau député de Montréal-Dorion (M. Francoeur) se lève et la droite applaudit".

3. *L'Événement* du 5 novembre 1931, à la page 8, écrit: "M. R.-R. Bachand (Shefford) présente aussi une pétition et en se levant pour la première fois recueille des applaudissements".

4. *L'Événement* du 5 novembre 1931, à la page 8, signale que "M. le greffier-adjoint, C. A. Fournier, donne lecture de cette liste de membres des comités."

5. Selon *Le Soleil* du 5 novembre 1931, à la page 1, c'est le greffier qui fit cette annonce.

6. Le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Fauteux) fait allusion à son grand-père l'honorable Honoré Mercier.

7. Il s'agit de M. Camillien Houde.

Séance du jeudi 5 novembre 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Plusieurs pétitions sont présentées devant la Chambre¹.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Hyacinthe Côté, demandant l'adoption d'une loi régularisant l'état civil de Marie-Lucienne-Gerda-Simonne Côté et autres (M. Bachand);
- de Morris Yatvis, demandant l'adoption d'une loi permettant de changer son nom de famille de Yatvis en celui de Heller (M. Bercovitch);
- de la compagnie Montreal Light Heat and Power Consolidated, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Cohen);
- des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Étienne, Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite fabrique (M. Francoeur);
- de William Andrew Irving et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les successions d'Alexandre Lindsay et de son épouse (M. Marchand);
- de Frank J. Knox, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et validant la vente de certains immeubles à lui consentie (M. Marchand);
- de la ville de Lasalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Marchand);
- de Robert Victor Colville Sinclair, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à adopter Allan Colville Dowling et changeant le nom de ce dernier en celui de Allan Colville Sinclair (M. Smart).

Rapports de comités:

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Delisle pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit réduit à quatre membres.

Adopté.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Cohen pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit réduit à sept membres.

Adopté.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Francoeur pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Bercovitch pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit réduit à dix membres.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills publics. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Taschereau pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Godbout pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Perrault pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit réduit à sept membres.

Adopté.

M. Côté (Bonaventure): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Côté (Bonaventure) pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit réduit à sept membres.

Adopté.

M. Reed (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des industries et du commerce. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Reed pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit réduit à six membres.

Adopté.

Dépôt de documents:

**État des
mandats spéciaux**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre l'état des mandats spéciaux émis en vertu de rapports du conseil et de l'article 10, chapitre 21, des statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province, lequel se lit comme suit:

État des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21, des statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province.

Service et rapport du Conseil		Montant	Dépensé	Non dépensé
1.	Colonisation, Chasse et Pêcheries : Chemins de colonisation, etc..... (O.C. no 1240, 8 mai 1931)	\$50,000.00	\$50,000.00	.....
2.	Divers services : <i>Travaux publics et Travail :</i> Entretien de certains édifices publics Nettoyage des bureaux, édifices de la Législature et des départements..... Bureaux du gouvernement, Montréal; entretien et réparations Palais de justice et prison, Joliette : réparations Palais de justice et prisons : entretien et réparations <i>Services divers :</i> Divers en général..... (O.C. no 1306, 15 mai 1931)	20,000.00 12,000.00 5,500.00 19,000.00 6,000.00 10,000.00	19,865.39 11,997.17 5,482.57 18,381.78 5,994.30 10,000.00	\$134.61 2.83 17.43 618.22 5.70
3.	Colonisation, Chasse et Pêcheries : Chemins de colonisation, etc..... (O.C. no 1457, 5 juin 1931)	50,000.00	50,000.00	.....
4.	Divers services : <i>Législation :</i> Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature Administration de la justice..... <i>Instruction publique :</i> École polytechnique, Montréal École technique, Québec École technique, Montréal..... École technique, Hull Écoles techniques en dehors des cités de Québec, Montréal et Hull et pour cours professionnels..... Montreal Technical Institute Écoles normales Municipalités scolaires : construction et maintien de nouvelles académies pour garçons..... Fonds des écoles élémentaires..... Centralisation des écoles protestantes rurales Littérature et beaux-arts : Livres de prix..... Beaux-arts..... Publications d'un journal anglais et d'un journal français de l'instruction publique Écoles des beaux-arts, Québec et Montréal..... Asiles d'aliénés <i>Travaux publics et Travail :</i> Ponts-routes..... <i>Agriculture :</i> Écoles d'agriculture Service d'horticulture Service d'agronomie Économie rurale	50,000.00 99,369.13 3,650.00 5,000.00 13,000.00 2,000.00 20,000.00 5,000.00 10,000.00 15,000.00 46,429.25 5,375.00 \$13,000.00 8,000.00 21,000.00 578.43 10,000.00 50,000.00 200,000.00 15,000.00 15,000.00 15,000.00 210,000.00	50,000.00 3,650.00 5,000.00 13,000.00 2,000.00 20,000.00 5,000.00 10,000.00 15,000.00 46,354.25 5,375.00 21,000.00 578.43 7,156.79 199,975.05 15,000.00 14,747.88 15,000.00 197,239.58	..... 99,369.13 75.00 2,843.21 50,000.00 24.95 252.12 12,760.42

État des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21, des statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province.

Service et rapport du Conseil		Montant	Dépensé	Non dépensé
<i>Terres et Forêts :</i>				
Protection des forêts		45,000.00	45,000.00	.....
Arpentages		15,000.00	14,993.00	7.00
Service forestier		187,838.00	180,863.05	6,974.95
<i>Colonisation, Chasse et Pêcheries :</i>				
Chemins de colonisation, etc.		50,000.00	3,883.08	46,116.92
Pêcheries maritimes		40,000.00	40,000.00	.....
<i>Charges sur le revenu :</i>				
Perception des licences, etc.		4,398.71	.....	4,398.71
<i>Services divers :</i>				
Divers en général..... (O.C. no 1709a, 25 juin 1931)		7,000.00	7,000.00	.....
5.	Acquisitions de la propriété Smith : Située angles des rues Grande Allée et Place Georges V, pour les services de l'administration	21,250.00	21,250.00	.....
6.	Colonisation, Chasse et Pêcheries : Chemins de colonisation, etc. (O.C. no 1898, 17 juillet 1931)	150,000.00	150,000.00	.....
7.	Colonisation, Chasse et Pêcheries : Chemins de colonisation, etc. : Pour aider à l'établissement des colons sur des terres nouvelles..... (O.C. no 2103, 5 août 1931)	100,000.00	100,000.00	.....
8.	Instruction publique : Fonds des écoles élémentaires..... (O.C. no 2106a, 5 août 1931)	25,000.00	25,000.00	.....
9.	Divers services :			
<i>Instruction publique :</i>				
Fonds des écoles élémentaires.....		50,000.00	2,991.72	47,008.28
Conférences pédagogiques.....		1,500.00	.....	1,500.00
Gratifications pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement		1,800.00	1,640.00	160.00
Loi du mérite scolaire (pour les protestants)		915.00	.....	915.00
<i>Colonisation, Chasse et Pêcheries :</i>				
Chemins de colonisations, etc.		\$294,000.00		
Établissement de chômeurs industriels sur les terres de Colonisation.....		703,212.14	125,358.20	871,853.94
<i>Services divers :</i>				
Loi pour prévenir la fraude dans les transactions de valeurs mobilières..... (O.C. no 2744, 22 octobre 1931)		2,000.00	.....	2,000.00
		\$2,682,815.66	\$1,535,777.24	\$1,147,038.42

Département du Trésor, bureau de l'auditeur

Québec, le 5 novembre 1931

L'auditeur de la province,
E. Vézina
(Document de la session no 13)

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 4 novembre, sur la motion proposée le mercredi 4 novembre, à l'effet d'adopter une adresse en réponse au discours du trône de son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges)²: Qu'il me soit permis, tout d'abord, M. le Président, de vous féliciter de votre réélection comme Orateur de cette Chambre, car nous savons que vous continuerez à présider nos délibérations avec la dignité et l'impartialité habituelles.

Qu'il me soit permis également de féliciter le proposeur et le secondeur de l'adresse en réponse au discours du trône, pour la façon dont ils ont traité leur sujet.

La Chambre est heureuse de souhaiter la bienvenue à deux orateurs comme l'honorable député de Sainte-Marie et l'honorable député de Brome. Je les remercie tous deux de leurs remarques sympathiques sur mon élection comme chef temporaire de la loyale opposition de Sa Majesté.

Il se peut que plus tard, lorsque l'honorable député de Brome (M. Stockwell) aura plus d'expérience, le premier ministre n'aura pas besoin d'aller en dehors de la Chambre pour trouver un trésorier de langue anglaise.

Je tiens aussi à féliciter le premier ministre de son excellente décision lorsqu'il a fait entrer M. Bryson dans son ministère. M. Bryson, grâce à sa longue expérience, son intégrité bien connue, son habileté et son jugement sûr, sera en mesure de rendre de grands services à la province.

Je désire me joindre à l'honorable député de Brome (M. Stockwell) pour exprimer toute ma profonde sympathie de la grande perte que l'Église a subie dans le décès du cardinal Rouleau.

Je profite de cette occasion, la première opportunité publique qui m'ait été officiellement donnée, pour remercier mes collègues de l'opposition de l'honneur qu'ils m'ont fait en m'élisant leur chef temporaire, ce que la minorité anglaise apprécie. J'apprécie d'autant plus cette distinction que je diffère de la majorité, par la race et la religion.

Je crois exprimer les sentiments de la population anglo-protestante de cette province en déclarant qu'elle aussi apprécie au plus haut point l'honneur qui vient d'être fait à la minorité.

La minorité protestante de langue anglaise n'a pas de trésorier de langue anglaise, mais elle a au moins un chef de la loyale opposition de Sa Majesté, de langue anglaise.

Je connais mes défauts, mais j'espère que mes amis de la droite, ainsi que mes collègues de l'opposition, ne m'en tiendront pas rigueur.

Le seul et unique motif qui me guidera, dans la position pleine de responsabilités qui m'a été confiée, sera l'intérêt et le bien de la population de la province.

Toutes les erreurs que je pourrai commettre seront dues au manque de réflexion, mais non à de mauvais sentiments.

Certaines personnes ont quelque peu exagéré l'idée qu'elles se faisaient des pouvoirs du chef de l'opposition. Elles s'imaginent que la semaine prochaine ou à la fin de la session, il devrait être capable de renverser le gouvernement. Pour qu'il n'y ait pas de malentendu, je déclare que je n'ai pas l'intention de renverser le gouvernement à cette session.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(Souriant) Nous n'en avons jamais douté.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): J'exprime aussi mes plus sincères regrets qu'un si grand nombre de nos amis aient été vaincus le 24 août dernier, spécialement le chef de notre parti qui a travaillé sans relâche et livré un si rude combat.

Son travail opiniâtre n'a pas été sans produire des résultats appréciables, puisque le nombre des voteurs conservateurs qui était de 116,222, en 1927, est monté à 216,404 en 1931, soit une augmentation de 110,182. Les conservateurs qui avaient pris 36 % du vote en 1927 en ont pris 44 % en 1931 et le vote libéral, qui était de 62.7 % en 1927, est tombé à 55.6 % en 1931.

Autrement dit, les conservateurs ont gagné 8 % et les libéraux ont perdu 7 %, soit une différence de 15 % en faveur des conservateurs.

Si l'on tenait compte uniquement des votes donnés aux conservateurs, nous serions 40 députés au lieu de 11. Si les 30,000 hommes et plus employés sur les chemins par le gouvernement au cours de la campagne électorale avaient été libres de voter selon leur conscience, le résultat aurait pu être tout autre.

J'ai été tout d'abord opposé aux contestations d'élections, mais lorsque j'ai entendu le récit de ce qui s'était passé dans certains comtés, j'ai changé d'opinion et conclu que c'était la seule alternative à prendre dans l'intérêt du parti et de ceux qui ont tant travaillé avec des résultats aussi peu satisfaisants.

Je n'ai rien à objecter aux contestations, surtout lorsque je vois les avocats des défenseurs prétendre que les billets de \$1,000 du dominion du Canada ne devraient pas être acceptés comme garantie pour les frais, parce que la chose n'est pas spécifiée dans la loi des élections contestées, et que les poursuites devraient être rejetées parce que le dépôt de \$1,000 de frais n'était pas la propriété des pétitionnaires. Si chaque pétitionnaire était obligé de déposer son propre argent pour couvrir les frais, il ne pourrait jamais y avoir d'élections contestées, quelles que fussent les irrégularités commises.

Je regrette que M. Gordon Scott ne soit pas député dans cette Chambre, comme il aurait pu l'être s'il eût été candidat dans un autre comté que Saint-Georges. Je ne puis comprendre pourquoi le premier ministre a pensé que je devais me retirer en faveur de M. Scott. Je suis député depuis 24 ans. D'aucuns diront sans doute que c'est trop long et je suis de leur avis. J'ai été candidat dans huit élections. Souvent j'ai voulu me retirer, mais on m'a persuadé que je devais rester.

Si mes électeurs avaient quelque chose à me reprocher ou désiraient un autre représentant, ils avaient toute la latitude pour le faire. Mais lorsque s'engageait une rude bataille, je ne pouvais arborer le drapeau blanc et trahir mes électeurs et mon parti. Je sais qu'un bon nombre de mes amis ont été influencés par la promesse d'un trésorier de langue anglaise et qu'ils ont voté pour M. Scott, mais il m'est resté assez d'amis autour de moi pour m'élire, et je saisis cette première occasion qui m'est donnée de les remercier publiquement.

Lorsqu'il a augmenté la représentation des députés en Chambre, le premier ministre aurait pu augmenter la représentation anglaise en divisant Westmount et Verdun, qui ont un grand nombre d'électeurs.

Les plus grandes intelligences dans le monde ont cherché sans succès à apporter une solution à la

crise mondiale. Nous pouvons adopter des lois qui allégeront jusqu'à un certain point les maux dont souffre le peuple, mais le temps seul apportera la grande et unique solution.

Pendant plusieurs années, le peuple s'est lancé dans une poursuite effrénée de la richesse et du plaisir; il a oublié qu'il y avait une puissance au-dessus de nous, et il a fallu des mesures radicales pour le ramener à une vie saine et normale.

Je crois que maintenant la population a compris ses fautes et qu'avant longtemps le soleil de la prospérité resplendira de nouveau. Ce qu'il faut avant tout, c'est le retour de la confiance du public. Il semblerait que nous la voyons apparaître de nouveau. Petit à petit, la politique tarifaire de l'honorable M. Bennett a permis à de nombreuses manufactures et industries de continuer leurs opérations en partie, sinon tout le temps.

Sans cette politique, ces industries auraient dû fermer leurs portes. De nouvelles industries sont nées au Canada et se préparent à ouvrir leurs portes. Une manufacture de soie va bientôt ouvrir ses portes à Montmagny. Des Cantons-de-l'Est nous arrivent des rapports favorables. Les recettes du Pacifique Canadien pour les dix jours se terminant le 31 octobre n'ont décrié que de \$483,000, alors que les rapports précédents indiquaient une diminution \$800,000, \$900,000 et \$1,000,000 par semaine.

Un signe des temps est certainement le résultat de la dernière élection en Grande-Bretagne, où les électeurs, par d'énormes majorités ont voté pour un gouvernement fort et stable. Un autre signe moindre mais très important pour les cultivateurs, surtout ceux de l'ouest, c'est la hausse dans les prix du blé et les autres céréales, soit plus de 35 % sur les semaines précédentes. Quand le cultivateur est prospère, le pays est prospère.

Le pool du blé dans l'Ouest a été responsable de la crise agricole jusqu'à un certain point. Il y a deux ans, ils ont voulu lutter contre les conditions économiques. Le retour à la terre est très important. Nombreuses sont les fermes vacantes dans les centres de colonisation de notre province et elles peuvent être achetées à très bas prix. Si le gouvernement veut établir des colons responsables par des prêts remboursables en versements faciles, je crois que cette politique aura l'approbation publique et réduira jusqu'à un certain point le nombre de chômeurs.

Pour hâter le retour à des temps meilleurs, je crois que ceux qui en ont les moyens ne devraient pas réduire le nombre de leur personnel, ni les salaires. Ils devraient diminuer leurs dépenses normales le moins possible.

De même, toutes les compagnies et les institutions qui ont pu accumuler des réserves, surtout de grosses réserves, devraient garder autant d'employés que possible et ne pas réduire les salaires, si possible. Elles ne devraient pas non plus supprimer ou réduire des dividendes, parce que nombreuses sont les veuves et autres personnes qui ne peuvent compter que sur ce revenu pour vivre. Évidemment, comme je viens de le dire, cette politique s'applique seulement aux personnes, compagnies et institutions qui se trouvent dans une situation financière solide.

Nous avons un grand nombre de chômeurs à Montréal, parmi lesquels on peut compter une multitude de gens venus de tous les coins du pays et même des États-Unis, des gens qui ont été attirés par la merveilleuse libéralité de nos citoyens. Malgré le nombre de chômeurs, on n'a enregistré jusqu'ici aucun cas grave de famine ou de détresse. Si nous pouvons passer l'hiver sans troubles graves, comme je crois que nous le ferons, car des dispositions ont été prises pour que, dans la mesure du possible, personne ne souffre sérieusement, et le succès de la collecte effectuée au profit des Federated Charities démontre bien l'esprit des gens et le fait qu'ils sont très conscients de leur devoir et prêts à l'assumer, le mérite en reviendra dans une large mesure au conseil municipal de Montréal qui s'est mis courageusement à l'œuvre et qui a accompli un si grand nombre d'améliorations.

C'est par là qu'il a donné de l'ouvrage à un grand nombre d'ouvriers et ainsi soulagé la détresse et la misère. On se plaint que le montant d'argent ainsi dépensé est considérable, mais si l'on veut diminuer le chômage, il faut dépenser de l'argent.

Je crois que tout homme d'expérience dans les élections sera en faveur d'amender la loi électorale, afin d'obtenir des élections honnêtes. Alors, c'est fort bon que personne ne soit privé de son droit, mais il est faux de prétendre que des gens qui n'ont pas droit de vote exercent ce droit. Personnellement, je suis en faveur de la suggestion faite hier au Conseil législatif, par l'honorable M. Bullock, pour le vote obligatoire. Le vote obligatoire permettrait d'obtenir l'opinion de l'électorat honnête, réduirait le fardeau pour le gouvernement et les candidats.

Prenant en considération les conditions actuelles et celles du passé, non seulement dans cette province et dans ce pays, mais dans le monde entier et le nombre de miséreux, ce n'est pas notre intention de créer des factions, de faire de l'opposition inutilement ou de formuler des critiques, mais nous appuierons toute mesure dans le but d'aider les miséreux et les chômeurs. Sans doute, on ne peut s'attendre que nous laissions imposer de nouvelles

taxes par un gouvernement qui s'est tant vanté de ses surplus, sans offrir quelques critiques. Car le temps est venu d'utiliser ces surplus, s'ils existent. Notre pays a moins souffert que tout autre pays dans le monde, mais avec nos ressources illimitées, notre population saine et courageuse, nous devrions revenir plus tôt que les autres pays aux conditions normales. Tout indique que le soleil luit déjà dans les nuages et que le pire est passé et que nous pouvons regarder dans l'avenir avec confiance.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

M. l'Orateur, les habitués de cette Chambre, ceux qui étaient ici l'an dernier doivent partager notre surprise de nous revoir à nos sièges, (rires) à la droite de l'Assemblée législative. On se souvient de ce que l'on disait lorsque nous parlions dans cette enceinte, l'hiver dernier; on nous répétait toujours: "C'est le chant du cygne." Les élections devaient venir et nous emporter dans un tourbillon. Nous devions tous disparaître. Nos amis de l'autre côté de la Chambre, du moins ceux qui restent de l'opposition, ajoutaient: "Lorsque nous serons à vos places, voici ce que nous ferons". On avait même fait le partage des portefeuilles. Vous-même, M. l'Orateur, deveniez un simple "commonner". Je ne dirai pas qui devait vous remplacer car... je ne le vois plus.

(Rires)

Voilà pourquoi je suis heureux de vous féliciter de votre nomination. C'est dire, M. l'Orateur, combien nous sommes heureux de vous revoir sur le trône. J'ajouterais qu'on ne vous a jamais cru en danger, en dépit de la dureté de la lutte, et je suis heureux de vous revoir à la place que l'on voulait vous prendre, au sortir de cette lutte ardente. Il y a trente et un ans que je fais des luttes politiques, mais je n'ai jamais participé à une lutte comme celle à laquelle nous avons été en butte.

Je commence ma trente et unième session, et je puis affirmer sincèrement que, depuis le début de ma vie publique, durant ma longue carrière politique, j'ai participé à de nombreuses campagnes politiques dans la province; mais je n'avais jamais encore été témoin d'une lutte d'un tel caractère, une lutte aussi malpropre caractérisée par autant de tactiques abusives de la part de nos adversaires; nous avons été insultés et en butte à d'odieuses calomnies véhiculées au cours de la campagne électorale, dans certains journaux et à la radio. Ce fut une lutte malpropre, que l'on me pardonne l'expression. Je ne sais pas qui avait la direction de cette lutte. Peut-être nos amis de l'autre côté de la Chambre le savent-ils!

On est entré dans les détails de la vie privée des ministres et des députés. Dans les journaux malpropres et à la radio, on a insulté ce que nous avons de meilleur dans notre parti; on est descendu dans les bas-fonds de l'injure et de la calomnie. Parfois, en arrivant chez soi, le soir, après avoir fermé le radio, nous nous demandions quelle pourrait bien être à notre égard l'opinion de nos femmes et de nos enfants.

Nous avons eu une consolation, le soir du 24 août. Je ne crains pas de dire que cette victoire compte parmi les plus brillantes et les meilleures jamais remportées dans la province de Québec, une des plus belles et des plus grandes victoires de son histoire.

(Applaudissements)

Cette victoire, ce fut la réponse de notre population honnête et vaillante à l'injure, à la calomnie, à l'infamie jetées à la figure des hommes du parti libéral.

De cette lutte se dégage une leçon pour l'avenir. Son issue, si défavorable pour la gauche, comporte d'autant plus de leçons salutaires que je ne puis m'empêcher de souligner. C'est la leçon de la victoire. Nous avons une brave population qui lit, qui s'instruit, qui suit la politique et ne se laisse pas égarer par les cris d'injures et de calomnies. Il y a aussi une autre leçon; c'est que les journaux malpropres ne peuvent pas influencer l'opinion publique dans la province de Québec.

Il y a une autre leçon encore: c'est que lorsqu'un parti vient devant le peuple avec un bon programme des preuves d'une saine administration et des résultats à lui montrer, le peuple lui donne sa confiance. Encore une autre leçon: les appels démagogiques, les promesses irréalisables que l'on ne peut tenir n'impressionnent pas le peuple de Québec qui sait distinguer le vrai du faux. Ils peuvent bien attirer un moment l'attention mais les assemblées passées, le peuple les oublie. Lorsque vous viendrez devant le peuple, venez avec un programme et il vous répondra.

Au cours des récentes élections, on a dit: vieux parti, vieux premier ministre. Pour ce qui me concerne, c'est peut-être vrai; mais ce vieux premier ministre a su trouver des réserves d'énergie dont il s'est servi l'été dernier, et dont j'espère pouvoir me servir encore dans l'avenir, si l'occasion s'en présente et si Dieu me prête vie.

Vieux Parti? Oui, vieux parti de 34 ans! Mais le peuple lui a rendu un bel hommage et c'est sûrement à cause de ce qu'il a su accomplir pendant ces longues années que le peuple a décidé une fois de plus que ce vieux parti l'a bien servi, et il lui a confié

l'administration de la province pour cinq ans encore. Il s'agit d'un mandat comportant de nombreuses responsabilités et nous essaierons de le remplir de notre mieux. J'espère que, sous la direction du Parti libéral, la province continuera à aller de l'avant. Pour le combattre, et surtout pour combattre ceux qui le représentaient, on est descendu jusqu'aux bas fonds de l'injure et de la calomnie, à tel point qu'au retour dans son foyer, l'homme public se demandait si la famille aux écoutes n'avait pas de doute sur l'honnêteté de celui qui la supportait et qui, jusqu'ici avait sa confiance. Aussi, combien grande fut notre consolation!

Notre victoire fut la réponse d'une population honnête et sourde aux calomnies, aux infamies et aux injures les plus viles. On a dit que les vieux partis deviennent séniles. Mais peut-être que notre parti a une réserve d'énergie que ses détracteurs ne soupçonnaient pas. Ce parti a 34 ans et on nous l'a reproché. Mais c'est le plus beau compliment que l'on puisse nous faire que de dire que nous avons été ici 34 ans et que nous jouissons toujours de la confiance du peuple.

Vieux Parti? Vieille opposition aussi! Le peuple a jugé qu'elle ne valait pas cher. Et je me demande si le peu de valeur évidente de cette vieille opposition n'a pas été un des facteurs de notre succès, si ce n'est pas cette manœuvre de l'opposition qui a contribué à nous faire accorder un nouveau mandat. À tout événement, au cours des cinq prochaines années, la province continuera à marcher de l'avant. Ce mandat comporte plus de responsabilités que jamais et nous tâcherons de le remplir au meilleur de notre connaissance afin que la province de Québec puisse continuer à aller de l'avant. Nous avons un mandat de cinq ans. Nous allons le remplir en bons Canadiens, en bons Québécois, en vrai patriotes.

(Applaudissements)

Quelle est maintenant la position des partis? Nous avons devant nous le chef temporaire de l'opposition, le député de Saint-Georges (M. Gault). Il vient de parler. S'il veut notre concours, nous lui offrons. Qu'arrivera-t-il? Il restera le chef perpétuel. Je ne suis pas dans le secret des dieux, mais je suis prêt à souhaiter au nouveau chef et à tous ceux qui l'appuient une longue et brillante carrière dans leur nouveau poste. (Rires) Je veux le féliciter tout de suite de l'honneur que lui ont fait ses collègues. De même le député de Hull (M. Guertin)³ mérite d'être félicité pour sa nomination. C'est une brillante promotion; c'est le cas de dire que les extrêmes se touchent (rires). D'un côté nous avons l'extrême concision et de l'autre, le flux et le reflux de paroles qui fait songer à nos marées québécoises.

Le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) a aussi monté d'un cran. Il est assis à côté d'un député ouvrier (M. Bertrand) que nous avons eu le plaisir et l'honneur de compter parmi nous il y a quelques années. Il a quitté le "no man's land" pour passer à l'opposition. Autrefois il votait avec le gouvernement, et plusieurs de nos mesures ont reçu son approbation. Aujourd'hui, il se rapproche des dieux tombés. Sera-t-il au banc des indépendants comme autrefois? Le député de Trois-Rivières pourrait nous répondre pour lui, mais nous verrons au cours de la session si le député de Saint-Sauveur a abandonné sa belle indépendance d'autrefois. Il nous dira peut-être au cours de la session pourquoi le parti qu'il a choisi lui inspire plus de confiance qu'autrefois. Je suis convaincu qu'il est très heureux de voir à la tête du ministère du Travail, un ouvrier, et qu'il applaudira sa nomination.

(M. Bertrand applaudit)

L'opposition n'est pas décapitée, car elle a un chef temporaire, si l'on veut, mais elle est désarmée. Je me permettrai de donner quelques conseils à l'honorable chef temporaire de l'opposition. S'il veut garder sa place, qu'il évite les éclats de voix (rires); qu'il évite les appels démagogiques; qu'il assiste aux séances de la Chambre; qu'il ne se mêle pas aux affaires municipales; qu'il ne fasse pas de campagne avec des promesses irréalisables; qu'il respecte ses adversaires, je sais que l'honorable député de Saint-Georges nous a toujours respectés, et qu'il n'imites pas ses prédécesseurs. À ces conditions, je lui promets un long règne comme chef de l'opposition et je lui souhaite de changer son titre de chef temporaire en celui de chef perpétuel.

Dans son discours de tantôt, le chef de l'opposition nous a dit qu'il avait d'abord été hostile aux contestations en bloc, mais qu'il avait ensuite changé d'idée. Il aurait dû suivre sa première pensée, c'est toujours la meilleure. Comme Canadien français et comme Québécois, je suis sûr que tous les membres de cette Chambre ont été, comme moi, profondément humiliés des tactiques du chef déçu de l'opposition. Cette contestation en bloc de 63 élections libérales est une insulte à la province de Québec et à notre race, et je l'ai ressentie vivement. Si nous voulons garder le respect de ceux qui nous suivent et des citoyens des autres provinces, ce n'est pas en contestant, ce n'est pas en employant ces tactiques et en usant de ces manœuvres que nous réussirons.

Ces 63 élections contestées, savez-vous ce que cela veut dire? Braves ouvriers de Sainte-Marie, vous n'avez pas donné un vote honnête; vous êtes

tous des vendus. Bons bourgeois de Saint-Jacques, vous qui avez toujours fait honneur à votre quartier, vous êtes tous des vendus! Bons cultivateurs de Laval, amis de la terre, chefs de grandes familles, vous qui peinez à creuser les sillons, vous qui avez gardé la noble profession de vos pères et restez fidèles à la terre, vous êtes des vendus! Vous ne valez pas mieux que les autres! Voilà l'injure que le Parti conservateur jette à la face de la province! Vous avez vendu votre conscience. Voilà le message que le Parti conservateur adresse au peuple de cette province par ses contestations. Voilà l'injure que l'ancien chef de l'opposition en cette Chambre lance à l'électorat, et je proteste au nom de la province.

Messieurs, le législateur a le devoir de faire respecter l'honneur et la dignité de cette Chambre et nous verrons à ce qu'ils soient respectés!

(Applaudissements)

Je crois que j'ai raison de dire que la majorité des députés de cette Chambre pense que les contestations constituent une insulte délibérée à l'intelligence de notre population et laissent entendre que tout l'électorat, ou presque tout l'électorat, est malhonnête, sauf peut-être l'honorable chef de l'opposition de cette Chambre.

C'est un devoir impérieux et nous verrons à le remplir. Pour protéger la bonne réputation des Canadiens français, et des électeurs québécois, c'est notre intention de référer toute cette question au comité des privilèges et élections pendant la session. Nous demanderons au comité d'enquêter, afin de savoir d'où le mouvement est parti, qui est l'auteur de tout ceci. Je dirais à l'honorable chef de l'opposition que, tout comme nous l'avons combattu pendant les élections, nous le combattons dans cette Chambre, et avec le même résultat. Voyez la façon dont les choses se passent devant les tribunaux. Des révélations ont été faites sur la manière dont les procès en contestation ont été intentés.

Les pétitionnaires avouent qu'ils ne savent pas ce dont il s'agit. Des pétitionnaires ont juré qu'on leur avait fait assermenter des accusations qu'ils ne connaissaient pas. Un de ces pétitionnaires a même déclaré qu'il ne pouvait jurer s'il était le père de son fils. Voilà les gens dont on s'est servi pour jeter l'injure aux députés élus du peuple. Ils ont jeté l'injure, ils ont prêté serment, mais ils ne savent pas pourquoi.

Un de ceux-là disait à un de mes collègues qu'on l'avait amené à la cour comme témoin et que le lendemain il apprit qu'il était pétitionnaire dans une cause en contestation. Et ce sont des gens comme ça que le Parti conservateur a mis en avant pour jeter de

la poudre aux yeux de la population de cette province et ternir notre bonne réputation. Voilà les gens que l'on ramasse pour jeter l'injure au Parti libéral! Et c'est maintenant à nous d'y voir.

Nos honorables amis de l'opposition ont crié à l'élection frauduleuse. Élections frauduleuses? Je dirai au chef de l'opposition et à ses amis qu'il leur en a coûté plus cher pour se faire battre qu'il ne nous en a coûté pour gagner, pour nous faire réélire. La meilleure preuve que j'en puis donner, c'est qu'au lendemain des élections on a trouvé \$75,000, pour contester les élections. D'où cette somme vient-elle? Si on avait cet argent au lendemain de la lutte, combien avait-on la veille? Nous le saurons! En autant que nous sommes concernés, nous n'avons rien à cacher et tout à découvrir.

Nous saurons d'où ce mouvement est parti. Je regrette sincèrement pour mon honorable ami, qui n'exprime sûrement pas l'opinion de son parti, que les premiers mots qu'il a prononcés dans cette Chambre aient été pour endosser l'attitude de M. Houde qui s'est fait l'instrument de ces contestations et qui a admis avoir lui-même fourni cet argent. On se souvient des déclarations enflammées de M. Houde contre les ministres et les députés riches. Quelle fortune merveilleuse et rapide a donc faite le "petit gars de Sainte-Marie" qui nous parlait de sa pauvreté et de son indigence et qui maintenant vient de dire: "C'est moi, Camillien Houde, qui ai fourni les \$63,000!" Je demande au chef temporaire de l'opposition de lui apporter un message. S'il ne veut pas s'en charger, peut-être le député de Trois-Rivières voudra-t-il le faire. Qu'il dise à M. Houde combien nous le félicitons de l'heureuse fortune qui a mis tant d'argent entre ses mains.

Je pourrais repasser les activités des divers départements auxquels président mes collègues. On me permettra de me dispenser de le faire, cette année-ci. Je leur laisse le soin de renseigner la Chambre à ce sujet, afin de discuter certains problèmes graves et sérieux auxquels nous avons à faire face aujourd'hui. Les trônes chancellent et tombent; les finances des peuples sont dans un état déplorable; l'argent est dévalorisé; le chômage sévit partout; les communistes cherchent à s'imposer partout, même dans notre population canadienne, québécoise même.

Quelles sont les causes de la crise? Les économistes en cherchent et en trouvent. Est-ce la guerre? Est-ce le déplacement des richesses? L'or de tout le monde est entre les mains de deux pays. Est-ce parce que les peuples ont vécu au-delà de leurs moyens?

Est-ce que l'on a cru que la prospérité durerait toujours qu'elle n'aurait jamais de fin? C'est peut-être à cause de cela que les doctrines socialistes et communistes se sont implantées partout, chez nous comme ailleurs. Vous avez vu dans les journaux ce qui s'est passé hier à Toronto, au cours d'un procès que l'on fait aux communistes. Les révélations qui y ont été faites sont de nature à ouvrir les yeux. On y a constaté l'action du communisme dans notre pays et son étendue.

Plusieurs des nôtres ont succombé à Montréal. Ils ont été séduits par les doctrines. Pourtant on exige comme première condition de l'entrée dans les loges l'abandon de la foi et des principes religieux. Je demande à notre population de rester dans l'ordre. Devant les excès commis, je dirai aux communistes ceci: "En autant que nous sommes concernés c'est entre eux et nous une guerre à mort, et le gouvernement fera tout en son pouvoir pour arracher cette mauvaise herbe de notre milieu." Nous ne permettrons pas que l'on vienne chez nous saper à la base ce que nous avons de meilleur: la foi, la religion, l'amour de l'ordre, l'amour de la patrie. Car notre population est respectueuse de l'ordre, des lois de nos traditions et de nos idéaux. Nous n'aurons pas de merci pour les gens qui veulent détruire cela.

Encore une fois, au nom de tout ce qu'elle a de plus cher et de plus sacré, nous disons à notre population: "Ne vous joignez pas à ces gens-là, vous y perdrez ce que vous avez de meilleur et vous ne serez pas plus heureux. Si vous voulez vous tenir loin d'eux, ils ne vivront pas longtemps chez nous; nous les en éloignerons". Les communistes ne resteront pas longtemps parmi nous. Canadiens français, au nom de ce que vous avez de plus cher et de plus sacré, éloignez-vous de ce communisme destructeur.

Le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) a dit un mot des élections anglaises. Le peuple anglais a montré combien il est ami de l'ordre et combien il sait s'unir aux jours de crise. Ce n'est pas le parti ouvrier qui a été vaincu. Le parti ouvrier est un beau parti et il est grand en lui-même. Je ne crois pas à un parti de classe, pas plus à un parti d'ouvriers qu'à un parti de fermiers ou de bourgeois. Ce qu'il faut c'est un gouvernement où toutes les bonnes volontés s'unissent pour le bien commun. C'est ce que notre population a compris et c'est aussi ce que le peuple anglais a compris lors des dernières élections.

Nous avons plusieurs problèmes à régler. Le premier d'entre ceux-ci est sans contredit le chômage. Le chômage, il n'y a pas à se le cacher, est installé

chez-nous. Nous avons malheureusement notre longue saison d'hiver. Pendant cinq mois, un grand nombre de nos ouvriers doivent chômer. Le discours du trône mentionne que la crise du chômage a été exagérée chez nous et c'est vrai! Nous avons toujours eu du chômage pendant l'hiver. Cela est dû à notre climat. Nous avons toujours eu du chômage saisonnier et nous avons toujours été obligés de recourir à la bienveillance publique pour y remédier. Que notre peuple imite l'exemple de la fourmi, qu'il amasse quelque chose pendant l'été pour les jours de misère.

S'il ne veut pas suivre cet exemple, quelle que soit notre bonne volonté, nous courons à la ruine et à la banqueroute. Si l'on croit que nous pourrions encore faire l'année prochaine ce que nous avons fait l'an dernier et ce que nous serons forcés de faire cette année, on se trompe grandement. Nos ressources ne sont pas inépuisables. Il viendra un temps où les municipalités et les gouvernements ne seront plus capables de fournir des travaux de secours. Il nous faudra arrêter. Il ne faut pas exclusivement compter sur l'État, sinon nous nous en allons à la ruine. Il faut que la générosité privée fasse généreusement sa part.

De même, nos municipalités se sont endettées, l'an dernier, et le jour viendra où nous serons tout incapables de rencontrer nos dépenses. Alors où serons-nous?

Quels sont les remèdes? Cette année, il n'y a pas à hésiter. Il faut continuer nos efforts. Le gouvernement fédéral fait généreusement sa part. Nous faisons généreusement la nôtre. Nous espérons que les municipalités ne feront pas trop généreusement la leur; si l'on continue à leur donner des libertés en ce sens, elles s'en vont à la ruine. Si elles veulent aller trop loin, elles pourraient avoir à en souffrir.

J'ai dit tantôt que la charité privée devait faire sa part. Il faut que la charité privée s'en mêle, dans le but non seulement d'aider les pauvres, mais de montrer à ceux qui se plaignent de la bourgeoisie et de ceux qui ont de la richesse, que ceux qui ont quelque chose sont assez généreux pour se pencher sur ceux qui n'ont rien. Démontrons que nous sommes tous des frères. Déjà nous avons eu de beaux exemples.

(Applaudissements)

Ces mesures d'économie me conduisent à dire maintenant un mot de l'équilibre financier.

Je ne vous cacherai pas qu'il y a une diminution considérable dans les revenus de la Commission des liqueurs, dans les revenus du département des Terres et Forêts, parce qu'il ne se fait pratiquement plus d'opérations forestières; diminution aussi dans les revenus des droits sur les

successions, à cause de la crise monétaire, du mauvais état du marché. Il y a nécessité pour le gouvernement de diminuer ses dépenses et pour la population d'économiser, de façon à ce que le budget de l'an prochain se sente le moins possible de la crise. Je veux que Québec, si les autres provinces ne le peuvent pas, réussisse à équilibrer son budget.

Un autre grave problème nous confronte, c'est celui des chemins de fer dans la province de Québec. C'est un problème angoissant. Le Pacifique Canadien et le Canadien National accusent des déficits considérables chaque semaine. Les choses peuvent-elles continuer comme cela? Non. Une des causes de cette situation, c'est la dépression économique actuelle. Mais il y en a une autre, et c'est le transport des effets commerciaux et des passagers par l'automobile, en particulier par l'autobus et le camion.

Elles ne peuvent plus continuer à supporter la concurrence de l'auto. Pouvons-nous dans la province de Québec, alors que nous avons besoin des chemins de fer pendant cinq mois d'hiver, pouvons-nous laisser tomber et mourir nos chemins de fer? J'inviterai la Chambre au cours de la session à étudier ce problème et à voir s'il n'y aurait pas moyen de restreindre le transport des voyageurs et du fret par camions, qui cause un si grand tort à nos chemins de fer, afin de leur permettre de vivre.

Nous avons encore un autre problème, celui du creusement du Saint-Laurent. Ottawa, d'après les journaux, est entré en négociations avec Washington à ce sujet. Je regrette sincèrement que ce soit par les journaux que nous soyons mis au courant des négociations en cours entre le Canada et les États-Unis. Ce projet est-il prématuré? Le Canada devra dépenser des millions pour réaliser ce projet. Y a-t-il lieu d'entreprendre la canalisation du Saint-Laurent à l'heure actuelle? Je vous le demande, messieurs, le Canada est-il en mesure de dépenser des millions pour cela? Pouvons-nous permettre aux États-Unis de divertir l'énergie du Saint-Laurent alors que nous avons encore des millions de chevaux-vapeur qui restent inexploités?

Y a-t-il lieu de dépenser des millions afin d'ouvrir une route navigable en amont de Montréal, terminus naturel du fleuve? Y a-t-il lieu, actuellement, de favoriser notre puissant voisin pour nuire à un commerce qui était jusqu'à présent centralisé à Montréal? Je regrette toutefois que l'on ait négligé de consulter la province de Québec au sujet de cette question pourtant vitale pour elle et qui l'intéresse au plus haut point, puisqu'il s'agit de notre fleuve.

Je regrette de dire que les négociations sont commencées et que la province de Québec, propriétaire du beau fleuve Saint-Laurent, par conséquent vitale et intéressée par cette force hydraulique, n'ait pas été invitée à y prendre part. C'est notre ressource naturelle, notre grande ressource.

Je ne veux mettre les responsabilités sur les épaules de personne, mais comme chef du gouvernement de cette province et comme Québécois, j'ai le droit de ressentir vivement cette attitude à notre égard. J'entends faire respecter nos droits.

Le discours du trône vous a parlé du retour à la terre. Le mouvement est commencé depuis le printemps dernier, et 4,000 familles ont été placées sur des terres. Si l'on compte une moyenne de cinq personnes par familles, cela fait un total de 20,000 personnes arrachées à la ville pour être placées sur des terres dans les régions de colonisation. Nous allons essayer de donner toute l'ampleur possible à ce mouvement, qui a été arrêté temporairement afin de juger des résultats. Allons-nous garder tous ces braves ouvriers des villes sur la terre? Nous l'espérons. Ou si nous en garderons seulement un nombre suffisant pour justifier nos contributions? C'est ce que nous verrons.

Il est aussi question dans le document officiel de la session du crédit agricole. Je veux dire un mot du crédit agricole. Le crédit agricole est absolument nécessaire au cultivateur. Le cultivateur qui veut employer les méthodes modernes doit nécessairement pouvoir obtenir du crédit. Ottawa a créé un système qui, malheureusement, ne donne pas satisfaction malgré la bonne volonté du législateur. Nous essaierons de coopérer avec Ottawa pour rendre le crédit accessible. S'il n'y a pas moyen, nous trouverons un autre système. Nous étudions nous-mêmes un autre système aussi large et aussi généreux que les finances de la province le permettront, pour aider aux cultivateurs de la province de Québec à obtenir, à bon marché, l'argent nécessaire à l'amélioration de leurs terres.

(Applaudissements)

Une autre question agite actuellement l'opinion publique. C'est celle des assurances sociales. Anxieux d'avoir un régime d'assurances sociales qui donnera satisfaction, nous avons nommé une commission composée d'économistes distingués.

Les membres ont visité les États-Unis et l'Europe dans le but de se renseigner sur les questions importantes qui leur ont été soumises. Ils ont fait nombre d'enquêtes, et nous espérons

recevoir, sous peu, leur rapport. Nous espérons trouver dans son rapport les moyens qui nous permettront de réaliser les vœux de la population et qui nous procureront la joie de donner à notre population un régime d'assurances sociales qui lui donnera satisfaction.

Je ne sais pas encore ce que nous ferons, car nous attendons le rapport de la Commission. Nous l'attendons pour réaliser, autant qu'il sera possible de le faire, les améliorations qu'il nous proposera de faire, pour améliorer le sort de notre brave population. Mais, nous irons aussi loin qu'il sera possible d'aller et nous réaliserons ce que notre état financier nous permettra d'entreprendre.

Le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) a versé des larmes sur la défaite de M. Gordon-W. Scott. Je ne sais pas si ces larmes étaient bien sincères, car il a été un peu l'instrument de la défaite du trésorier provincial. Personnellement, je regrette, plus que tout autre, la défaite de l'honorable Gordon Scott. Le *Herald* disait, ces jours derniers, qu'une des causes de la défaite dans Saint-Georges venait de ce que nous l'avions imposé à la population. Loin de moi, cette pensée. Rien n'est plus inexact. Nous n'avons jamais fait cela. M. Scott a reçu des demandes de la population, et il a accepté. Saint-Georges n'en a pas voulu... les électeurs de cette division électorale avaient probablement l'idée que celui qu'ils éliraient serait chef de l'opposition. C'est peut-être mieux que trésorier de la province. Peut-être que maintenant la division regrette ce qu'elle a fait.

Au nom de la population canadienne-française, j'ai dit que j'ai profondément regretté la défaite de M. Scott, que nous savons tous absolument représentatif de sa race et tout à fait sympathique à la nôtre. Il aurait été dans le cabinet un excellent représentant de la minorité anglo-protestante, et j'espère que le jour n'est pas éloigné où il pourra nous revenir.

Je suis heureux, M. l'Orateur, d'avoir l'occasion de souhaiter une cordiale bienvenue à l'honorable député de Maisonneuve (M. Arcand), représentant des ouvriers, le ministre du Travail. Lors de la dernière session, nous avions promis aux ouvriers, cette classe intéressante de notre population, de lui donner un représentant dans le cabinet, si elle nous envoyait un député ouvrier. Ils ont répondu à notre appel et nous avons rempli notre promesse.

Malheureusement, il n'y a pas de médaille sans revers, et nous avons perdu M. Tremblay dont la voix sonore remplissait toute la Chambre, l'une des

figures les plus dignes de cette Chambre, figure sympathique s'il en fût. Nous nous souviendrons toujours avec émotion de la voix sonore de l'ancien député de Maisonneuve. La présence en cette Chambre de l'honorable député de Maisonneuve (M. Arcand) nous consolera de sa disparition. Nous l'assurons de la coopération de tous ses collègues, dans le règlement des problèmes difficiles qui lui seront soumis. Je souhaite à notre nouveau collègue tous les succès qu'il mérite et je suis convaincu que la population ouvrière de la province coopérera étroitement avec lui.

Je ne veux pas reprendre mon siège sans offrir mes félicitations au jeune député de Sainte-Marie (M. Fauteux) pour son beau succès d'hier. Nous avons bien des raisons de lui être reconnaissant. Il évoque, représente et perpétue dans cette Chambre le souvenir d'un grand homme. Son début a été brillant, je l'en félicite et je lui souhaite tous les succès. Je tiens aussi à le remercier, mais je ne dirai pas pourquoi il a droit à notre reconnaissance. Il y a des silences qui sont éloquentes.

L'élection du député de Brome (M. Stockwell) signifie une très belle acquisition pour cette Chambre. Il n'y a personne qui sera plus peiné que moi-même de voir diminuer la représentation anglo-protestante de cette province dans cette Chambre. Le député de Brome (M. Stockwell) représente un élément de force active dans le domaine du commerce et de l'industrie. Nous aimons à coudoyer les représentants de l'autre race et les deux dernières acquisitions faites par la Législature, le député de Brome (M. Stockwell) et le député de Compton (M. Duffy), représentent bien cet élément minoritaire, les Anglais protestants.

Je ne saurais mieux terminer mon discours qu'en vous lisant une très belle page que je lisais dernièrement dans un magazine; il s'agit d'une citation d'un discours prononcé récemment par l'ancien président du Rotary International, M. Roy L. Smith. Je demande pardon à M. Smith si ma traduction est un peu libre et si elle ne lui rend pas justice. La voici⁴:

"Nous venons de traverser une panique, mais je suis encore riche. Il est vrai que j'ai moins pour vivre avec, mais j'ai tout autant à vivre pour.

"Les trésors de la vie sont là, inébranlables et solides.

"La chute du marché nous a enlevé ce que nous n'avions pas: des profits sur le papier, très loin de notre gousset.

"Le marché est tombé, mais il n'a rien entraîné dans sa chute.

"Les prix sont très bas, mais pas un acre de notre bonne terre n'a perdu sa fertilité. Quand la dépression est venue, j'ai fait un inventaire de mon actif et j'ai trouvé bientôt que j'étais encore riche. La vie m'offrait encore des aspects souriants.

"Mes yeux n'ont rien perdu de leur acuité. La riante nature, les impressionnants couchers de soleil sont encore miens; mes oreilles entendent encore le doux chant des oiseaux, et je suis l'héritier d'un univers de beauté et d'inspiration.

"L'estomac est resté bon; l'appétit ne m'a pas abandonné; aucun médecin ne m'a mis au régime aux épinars jusqu'à la fin de ma vie.

"La dépression ne m'a pas enlevé un seul ami; les voisins me reçoivent avec la même cordialité; j'ai encore la confiance de mes associés.

"La femme et les enfants, après une rude journée de travail, me donnent le même accueil affectueux des jours de notre extravagance.

"J'ai conservé la foi dans la bonté de la Providence et la défaite et la désespérance ont peut-être rendu cette foi plus robuste. Les prières que j'ai apprises sur les genoux de ma mère, la foi en Dieu que mon père m'a inspirée sont des trésors qu'aucune dépression ne peut atteindre.

"Nulle nation ne devient grande par la richesse, et l'homme ne trouve pas de satisfaction durable en possédant quelque chose, mais bien en devenant quelqu'un. La pire pauvreté est celle qui tue l'énergie et le courage.

"La dépression a pu détruire quelques-unes des choses que nous avons créées; elle ne saurait atteindre notre puissance créatrice.

"Les derniers six mois ont été, pour beaucoup d'hommes, une émouvante aventure qui leur a permis de découvrir leur réelle valeur. Privés de dividendes et de profits, ils ont appris toute la force de la foi religieuse, du courage, de l'héroïsme, de l'honneur, de la charité, de la confiance.

"Une crise financière peut bien nous enlever ce que nous avons, elle ne peut pas briser ce que nous sommes, et les meilleures satisfactions de la vie, celles qui donnent les services que nous rendons à l'humanité, sont restées intactes.

"Je suis encore riche, parce que cette richesse ne repose pas sur la condition des affaires ni sur les marchés monétaires."

M. l'Orateur, je termine par cette page et c'est la meilleure partie de mon discours.

M. Barré (Rouville) propose, appuyé par le député d'Yamaska (M. Élie), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le député de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 45.

NOTES

1. *L'Événement* du 6 novembre 1931, à la page 3, écrit que M. Vautrin présente la première pétition et reçoit une ovation en se levant. (Voir également *L'Événement*, 6 novembre 1931, page 10)
2. Selon *Le Soleil* du 6 novembre 1931, à la page 3, M. Gault a parlé pendant quinze minutes.
3. M. Guertin est assis à côté de M. Gault, selon *L'Événement* du 6 novembre 1931, à la page 10.
4. Le 6 novembre 1931, à la page 1, *The Gazette* écrit que M. Taschereau termina sur des mots d'encouragement. Il lut la traduction d'un article publié dans *The Rotarian* par Roy L. Smith et intitulé "Je suis toujours riche", que la Crown Trust Company a distribué à ses clients et qui fut publié récemment dans la page éditoriale de *The Gazette*.

Séance du mardi 10 novembre 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Plusieurs pétitions sont présentées devant la Chambre.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Clément, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi 2 George V, chapitre 124, et la loi 4 George V, chapitre 143, et pour d'autres objets connexes (M. Fauteux);
- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte relativement au système de conduits souterrains (M. Gabias);
- de la cité de Montréal demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gabias);
- de la Commission métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi la constituant en corporation (M. Gabias);
- de Maurice Gauthier et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession Chénier Émond (M. Gabias);
- de l'hôpital Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi le constituant en corporation (M. Gabias);
- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Guertin);
- de Philippe Simard, demandant l'adoption d'une loi autorisant le bureau des médecins et chirurgiens à l'admettre à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique (M. Moreault, Rimouski);
- de J.-Arsène Morin, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre à la pratique du droit, sans examen (M. Rochette);
- des syndics de la paroisse Sainte-Catherine, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi concernant l'église de ladite paroisse (M. Vautrin);

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi pour l'obtention de certains amendements aux lois qui la régissent (M. Vautrin);

- de dame Éva Morin, épouse de Lucien Martin, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Hubert Morin (M. Bercovitch).

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

Le 4 novembre 1931

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a nommé un comité permanent pour assister l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif comme membres du comité mixte des deux Chambres, au sujet de la Bibliothèque, et que ce comité soit composé des honorables MM. Chapais, Choquette, Daniel, Girouard, Kelly, Pérodeau, Power et Simard.

Il est ordonné que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

Comité permanent et conjoint de la Bibliothèque de la Législature

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que les honorables MM. Taschereau, Mercier fils, Perrault, Dillon et Francoeur, MM. Bédard, Béïque, Côté (Bonaventure), Duffy, Fisher, Fortier, Gault, Gauthier, Guertin, Paquet, Rochette, Stockwell et Vautrin soient nommés membres du comité de la Bibliothèque et représentent cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres qui est chargé d'assister MM. les Orateurs dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature.

Adopté.

Il est ordonné qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, lui communiquant la résolution précédente.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

**Comité
permanent et conjoint
des impressions législatives**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à cette Chambre pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que les honorables MM. Taschereau, Perrault et David, MM. Bergeron, Cohen, Duplessis, Gault, McDonald, Saurette, Savoie et Smart représenteront cette Chambre dans ledit comité mixte.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

**Loi des compagnies,
articles 59 et 143**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), demande la permission de présenter le bill 3 modifiant les articles 59 et 143 de la loi des compagnies de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi de la division territoriale,
article 7**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), demande la permission de présenter le bill 8 modifiant l'article 7 de la loi de la division territoriale.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Nouvelle division d'enregistrement
et nouvelles municipalités
de comté**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), demande la permission de présenter le bill 12 modifiant les statuts refondus, 1925, relativement à la création d'une nouvelle division d'enregistrement et de nouvelles municipalités de comté.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Notes sténographiques
des témoignages**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), demande la permission de présenter le bill 15 modifiant le Code de procédure civile pour remédier au défaut de transcription des notes sténographiques des témoignages dans certains cas.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Aide
aux chômeurs**

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière), appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), demande la permission de présenter le bill 17 de l'aide aux chômeurs, 1931.

Le but de ce bill est de permettre au gouvernement de réunir et de dépenser les sommes nécessaires à l'assistance aux chômeurs, aussi bien pour ce qui est des mesures que son propre programme pourrait prévoir que pour ce qui est fait en collaboration avec les municipalités, puisque le gouvernement devra payer 25 pour cent des coûts de tous les travaux de ce genre exécutés par les municipalités de cette province. Ottawa paiera un autre 25 pour cent et les municipalités le reste. Cela découle de ce qui a été fait l'an dernier.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

**Rapport de la Commission
des services publics**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre le vingt-deuxième rapport annuel de la Commission des services publics pour l'année finissant le 30 juin 1931. (Document de la session no 17)

**Municipalités scolaires,
écoles et enseignants**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre la liste des municipalités scolaires, des écoles et du personnel enseignant, 1931. (Document de la session no 15)

État financier des corporations scolaires

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre l'état financier des corporations scolaires pour l'année finissant le 30 juin 1930. (Document de la session no 14)

Liste des corporations municipales

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre la liste des corporations municipales 1931-1932. (Document de la session no 16)

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 5 novembre, sur la motion proposée le 4 novembre courant, à l'effet d'adopter une adresse en réponse au discours du trône de son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. l'Orateur donne la parole au représentant de Rouville (M. Barré).

M. Barré (Rouville)¹: M. l'Orateur, C'est avec émotion et inquiétude que je prends la parole dans cette enceinte où tant de Canadiens se sont illustrés et ont illustré notre peuple de leurs talents. Émotion bien naturelle à un débutant dans la vie parlementaire. Inquiétude bien naturelle aussi pour le cultivateur que je suis. Venu du fond de nos campagnes québécoises, je me demande si, dans une Chambre où les démarcations de parti me placent en face d'une majorité adverse, je pourrai atteindre le but que je me suis assigné: servir utilement mon pays, mes concitoyens en général.

Des voix de la droite: Plus fort.

M. Barré (Rouville): La semaine dernière, le député de Sainte-Marie dénonçait les luttes de classes, et jeudi dernier l'honorable premier ministre s'élevait contre les gouvernements des classes. Des luttes de classes, il n'en faut pas, mais le moyen de les éviter c'est de rendre justice à toutes les classes. Il faut qu'aucune classe ne souffre. Un peuple, c'est un tout composé de toutes les classes dont chacune a un rôle important à remplir; et, de même qu'un peuple doit être composé de classes sociales différentes, ayant chacune son rôle, son utilité et sa valeur propre, un gouvernement doit être composé de représentants de toutes les classes, afin que le point de vue, les aspirations de chacun soient connus et respectés.

Rôle nourricier de la terre, disait le député de Sainte-Marie, mercredi dernier. Personne ne sera surpris, M. l'Orateur, si moi, un terrien, je reprends ces paroles d'un député de la cité, et si je parle de cette terre canadienne, de ceux qui la remuent, pour la féconder, si je parle de leur situation et de leurs besoins.

Me serait-il permis, M. l'Orateur, de protester immédiatement contre une expression du député de Sainte-Marie? Je veux croire qu'elle a mal rendu sa pensée. Parlant des malheureux qui, dans nos villes, sont sans travail, l'honorable député a fait remarquer qu'un grand nombre venait des campagnes, et il les qualifie de déserteurs du sol.

M. l'Orateur, je suis un terrien de naissance, je connais cette terre de mon pays, je connais ceux qui la défrichent: ce sont mes frères. Pour nous, la terre c'est "la grande amie", qui nous parle un langage intime dans la grande paix des champs. Pour nous la terre, c'est l'aimante passionnée, caressée de nos mains et de nos lèvres qui gardent la trace des contacts et des poussières de notre sol.

Pour nous terriens, la terre c'est la vie, notre vie passée, présente et à venir. C'est l'histoire de la vie de mon père, c'est l'histoire de ma vie, c'est encore pour moi l'espérance que mes fils, après moi, y goûteront le même bonheur que mon père et moi y avons goûté.

Que l'on ne vienne pas nous dire que ceux qui sont partis sont des déserteurs! Pour la plupart, oh non!

L'arbre déraciné par la tourmente est-il un déserteur? Le saule que le torrent emporte est-il un déserteur? L'enfant que les barbares du Moyen Âge enlevaient du sein de sa mère pour en faire un esclave était-il un déserteur? Oh non!

L'enfant de la terre canadienne arraché de ses champs, arraché de sa vie de liberté pour devenir trop souvent en ville un mercenaire, presque un esclave, ce n'est pas un déserteur. C'est une victime, peut-être un martyr, mais pas un déserteur!

Ces départs, ils ont eu des causes multiples qui toutes n'ont pas concouru au même degré dans chaque cas. Mais si l'on y regarde de près, on retrouve toujours quelques raisons dont je vais en énumérer quelques-unes: considérations et protection insuffisante du cultivateur chez nous, manque de capital à un taux et à des conditions convenables. Que n'a-t-on compris à temps la nécessité d'un crédit rural efficace? Bien des départs auraient été évités. Mais non, nous qui demandions un crédit rural, nous étions des brailards. L'honorable premier ministre, parlant à Louiseville, poussait même l'amabilité jusqu'à me comparer à Jérémie, le sage prophète qui a montré d'avance aux juifs les conséquences de leurs erreurs.

Crédit rural nécessaire, dit le discours du trône, et je le répète moi aussi, crédit rural nécessaire depuis des années. Crédit rural refusé, cause de dépeuplement de nos campagnes, de surpeuplement des villes. Il faut aujourd'hui quelque chose de plus actif que ce qui aurait été suffisant il y a des années, avant l'aggravation du mal.

Autres causes: manque de science et d'instruction agricole pratiques. Fardeaux trop lourds de dépenses et d'impôts publics chargés injustement sur le cultivateur qui n'en retire pas de bénéfices spéciaux personnels comme classe.

Organisations insuffisantes, retardées, déviées de leur vrai rôle, empoisonnées, parfois détruites et rendues presque inopérantes par le poison de l'ingérence politique et gouvernementale.

Négligence des pouvoirs publics à promouvoir les recherches, les expériences propres à doter notre agriculture d'industries agricoles et de variantes dans notre agriculture.

Ce sont là quelques unes des causes qui ont amené le dépeuplement de nos campagnes, le surpeuplement dans nos villes, la crise aiguë de chômage dont nous souffrons et le danger de communisme dont l'honorable premier ministre nous parlait jeudi dernier.

M. l'Orateur, mon but n'est pas de faire des reproches stériles, mais nous sommes en face d'un mal national terrible. L'honorable premier ministre disait, jeudi, que le communisme est chez nous et que ce serait contre lui une guerre à mort.

Les règlements de cette Chambre me permettent-ils de donner au premier ministre, une

assurance? C'est que, quelles que soient les divergences d'opinions qu'il puisse y avoir entre nous, je suis prêt à dire avec lui: guerre à mort à ces idées subversives, qui tendent à nous enlever nos principes chrétiens de respect de l'ordre, de la morale et de la justice.

Mais avant de parler de guerre à mort, ne vaudrait-il pas mieux se demander les causes qui nous ont amenés au point où nous sommes. En 1924, à l'occasion d'un congrès de cultivateurs, ici à Québec - un congrès où les cultivateurs avaient la place d'honneur et leur franc parler - je disais des paroles que je répète aujourd'hui à sept ans d'intervalle avec encore plus de force: "Tant que nous Canadiens, nous serons un peuple d'agriculteurs, nous serons à l'abri du socialisme et du communisme".

C'était il y a sept ans. Les cultivateurs alors réclamaient un crédit rural à un taux convenable, des marchés, des industries, des impôts moins lourds, la liberté d'organisation, plus d'instruction. À ceux qui réclamaient ainsi, on a répondu par l'injure; on les a traités d'incapables, d'arriérés, de pessimistes, de brailards. Et les cultivateurs ont continué de partir. On prêchait l'amour du sol, mais le manque de capital à un taux convenable arrachait le jeune terrien du sein de sa mère.

Et le discours du trône de cette année - confession tardive - reconnaît la nécessité d'un crédit rural à un taux inférieur au taux actuel.

Guerre à mort, au communisme! dit l'honorable premier ministre. Oui, s'il le faut. Retour à la terre. Oui encore, il faut y retourner, puisqu'un trop grand nombre en sont partis. Que n'a-t-on pris à temps les moyens d'empêcher ces départs? Secours aux sans travail et sans pain. Oui, l'humanité nous le commande. Nous ne pouvons laisser mourir nos frères. C'est déjà bien trop de les avoir laissés devenir des déracinés.

Lorsque, il y a sept ans, nous réclamions un crédit rural à un taux minime, quand l'honorable monsieur Sauvé, le père de mon voisin, se faisait dans cette Chambre le champion des droits et des besoins des cultivateurs, on lui répondait par le sarcasme moqueur, parfois injurieux.

Aujourd'hui, des années trop tard, quand nous sommes rendus à un point tel que l'honorable premier ministre parle de guerre à mort, on continue le sarcasme aux réclamations que nous faisons des choses nécessaires à l'agriculture.

M. l'Orateur, le gouvernement jette des milliers de piastres, même des millions, pour l'établissement de terres neuves, tandis que nos vieilles terres se vident de leurs habitants. Mes

remarques seraient incomplètes si je n'ajoutais pas que l'on a fait peser un trop lourd fardeau sur le cultivateur dans la construction des chemins. Le cultivateur ne retire pas de bénéfices des chemins qui lui coûtent cher.

Des centaines, des milliers de terres sont veuves de leurs terriens; des centaines, des milliers de maisons sont là à l'abandon, fenêtres garnies de planches, maisons modestes mais confortables où déjà ont vécu des familles. Elles sont vides. Les gros intérêts, les impôts trop lourds, le manque de protection et peut-être de science ont vidé ces maisons, chassé leurs habitants, arbres déracinés par la tempête. Ils sont des enfants arrachés du sein de leur mère, la terre canadienne, par la barbarie de la négligence et de l'égoïsme.

On veut les replanter sur des terres neuves. Je ne m'y oppose pas, mais je dis qu'il aurait été moins coûteux de leur fournir les moyens de rester chez eux que de les réinstaller ailleurs, de les laisser aller au loin sur des terres neuves, augmentant la longueur des chemins et rendant nécessaire la multiplication des chemins de fer. Je prétends qu'il est de mauvaise stratégie d'étendre, de disséminer nos gens et de laisser des milliers de terres inexploitées ou presque, et des milliers de maisons sans occupants, alors qu'on paye des montants considérables pour faire construire des camps plus ou moins confortables. On ne devrait pas disséminer la population sur un terrain trop étendu.

Je réclame de l'instruction pour le cultivateur. On nous dira que je suis un ignorant. Si je suis un ignorant, c'est que je n'ai pas eu l'avantage de m'instruire, parce qu'on ne me l'a pas donné cet avantage. Je réclame pour le cultivateur non pas une école à 50 milles où ça coûte cher, mais une école où l'on peut aller dans son costume de travail, dont on n'a pas honte chez nous. Je réclame pour le cultivateur l'organisation dont il a besoin pour vendre ses produits, une organisation dont il sera le maître absolu. On n'a pas le droit de favoriser certaines associations et d'en négliger d'autres. Je réclame pour le cultivateur bien d'autres choses dont je ne veux pas parler aujourd'hui.

M. l'Orateur, je dois toucher à une question que le premier ministre a traitée très longuement, celle des élections, de la manière dont elles ont été faites et de leurs conséquences. L'honorable premier ministre s'enorgueillit de la victoire libérale. Nous sommes 79 et vous 11, dit-il. Peut-être pourrait-il dire que d'après le rapport officiel, l'opposition a reçu au-delà de 44 pour cent des votes enregistrés, ce qui prouve que nous ne sommes pas si loin du peuple que le premier ministre semble le faire croire.

L'honorable premier ministre reproche à ses adversaires d'avoir fait une lutte comme jamais on en avait vu de pareilles. Lutte malpropre, celle-là! Journaux malpropres, dit-il. Que dans la chaleur d'une lutte ardente, il se soit produit des erreurs de langage, c'est possible, et l'honorable premier ministre ne doit pas en être surpris, lui qui, jeudi dernier, trouvait le moyen de nous dire en face que nous, de l'opposition, ça valait pas cher.

Injure grossière qui n'a même pas l'excuse de l'énervement, puisqu'elle a été proférée dans le calme réfléchi d'un discours préparé et le décorum de la Chambre, par un homme que sa position, son origine, et l'éducation qu'il est sensé avoir reçue ne peuvent permettre d'assimiler à un paysan comme moi ou à un charretier faubourien.

L'honorable premier ministre s'est plaint qu'on soit allé dans la vie privée des ministres. En ce qui me concerne, jamais en public, je ne parle de la vie privée des hommes publics, mais je ne défends pas aux autres de parler de ma vie privée.

Mais qui donc a parlé du lit d'enfant du chef conservateur?

Une voix à droite: Lui-même.

M. Barré (Rouville): On me dit que c'est humain.

Une voix: Non, on vous a dit que c'est lui-même qui a parlé de cela.

M. Barré (Rouville): Qui donc a voulu faire un atout électoral d'une infirmité intime du maire de Montréal? Qui donc, à Louiseville, essayait de me rapetisser dans l'esprit de mes confrères en parlant de mes prétendues faiblesses? Et pour qu'il reste une preuve de la bassesse de gens qui ne sont pas du Parti conservateur, nos adversaires ont distribué à profusion des brochures où l'on a rassemblé quelques unes des vilénies de leurs journaux.

M. l'Orateur, avez-vous vu les photographies qu'on prétend avoir été prises chez moi? Je regrette que la légende qui les accompagne en attribue la paternité à un ministre maintenant décédé.

On ne dira toujours pas que c'est moi qui ai publié les photographies soi-disant prises sur ma ferme. Photo de derrière! de derrière de grange, de derrière de boutique à réparages. Mais laissons ces bassesses de nos adversaires, elles ont écœuré assez d'honnêtes libéraux de chez nous pour que je sois élu dans l'une des divisions réputées les plus attachées au Parti libéral dans cette province.

Lutte malpropre que celle-là, nous a dit l'honorable premier ministre. Malpropre?

Qui, malpropres? Des journaux contre nous qui dénigrent et déchirent notre chef?

Qui, malpropres? Ceux qui, pour salir les administrateurs de la métropole, lançaient l'accusation dont les tribunaux viennent de faire justice?

Mais les tribunaux par exemple n'ont pas dit que les listes électorales n'avaient pas été odieusement truquées au bénéfice du parti ministériel.

Qui, malpropres? Ceux qui répandaient ce dépliant où le chef conservateur est représenté dans une position ridicule et obscène, feuille pornographique qu'aucun père de famille ne voudrait laisser entre les mains de ses jeunes enfants.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Quel chef de l'opposition? (souriant et regardant le député de Montréal-Saint-Georges, M. Gault)

M. Barré (Rouville): Le chef du Parti conservateur. Je comprends que le premier ministre me pose une question pour m'embarrasser, parce que je suis un débutant.

Mais laissons ces choses, je sais qu'elles répugnent à tous les honnêtes gens, libéraux comme conservateurs.

Un autre point que l'honorable premier ministre a traité longuement est celui des contestations. Soyons de bon compte! Admettons qu'un député élu aime mieux ne pas être contesté, moi comme les autres. Mais celui qui a été battu et qui croit l'avoir été illégalement, peut-on le blâmer de se servir des lois qui ont été faites pour s'en servir, je suppose?

Je n'ai pas à discuter si telle ou telle contestation est juste ou non. Mais je sais que si j'avais été vaincu et si j'avais connu des manœuvres illégales, je n'aurais écouté que mon jugement et j'aurais contesté.

L'honorable premier ministre dit que c'est une insulte aux Canadiens, aux ouvriers de Sainte-Marie, aux bourgeois de Saint-Jacques, aux cultivateurs de Laval, etc. Dieu, que le premier ministre est délicat tout d'un coup!

J'espère qu'il sera aussi délicat quand viendra le moment où siègera le comité des privilèges et élections et qu'il ne fera pas juger les questions de contestations par les intéressés contestés eux-mêmes.

M. l'Orateur, tous nous aimons notre peuple. Personne ne veut l'injurier. Alors, c'est fini!

Jamais plus personne ne devra se servir des tribunaux contre un Canadien: ça injurie la race! M. l'Orateur, on pourra défranchiser chez vous assez d'électeurs pour que jamais un des vôtres ne soit élu au conseil municipal.

Prenez bien garde d'aller devant les tribunaux: ça insulte la race! Que demain le premier ministre soit empêché d'entrer dans sa maison comme c'est son droit, il lui faudra bien l'endurer pour ne pas insulter la race en réclamant la protection des tribunaux.

Que je batte ma femme ou que je vole les poules de mon voisin, peu importe! Suivant le raisonnement du premier ministre, il ne faut pas se servir des tribunaux: ça insulterait la race!

Que, pour se faire réélire, un maire dépense les fonds publics de sa municipalité pendant les deux ou trois semaines précédant la votation, disant aux électeurs, le leur faisant dire par ses séides: Votez pour moi si vous en voulez encore. Ce n'est pas mon argent, alors ce n'est pas de la corruption. Votre vote pour moi sur un bulletin presque public, ou la misère! Choisissez! Oh! Il ne faudra pas dire un mot de protestation, ça peut insulter des Canadiens.

Notre peuple est bon. Comme chez tous les peuples, il en est qui sont moins bons. Le ferment du mal existe partout. Allons-nous le laisser se développer et grandir sans réagir? Je ne le crois pas.

Si nous voulons garder notre peuple bon et respectueux des lois, montrons-lui que les lois faites doivent être respectées par tous, grands comme petits. Je laisse ces questions que j'aurais préféré ne pas toucher, car elles ne sont pas aussi importantes que d'autres.

Je veux toucher une question toute intime, celle du chef d'un parti. On nous a parlé de nos chefs, et du côté du gouvernement, il semble qu'il y ait une opinion que même le chef de l'opposition devrait être choisi par les ministériels. En ce qui me concerne, je ne veux pas d'un chef qui serait le choix de nos adversaires.

J'irai plus loin, je dis que le choix d'un chef de parti n'est pas du tout du ressort des gens de l'autre parti.

Si mes collègues veulent par leur choix rendre un hommage à l'âge, aux années de service, à la conduite toujours honorable de l'un des vétérans de cette Chambre, je crois que mon devoir est d'accepter son autorité lorsque légitimement exercée, même et à plus forte raison si ce choix est un geste d'entente et de courtoisie envers nos frères de la minorité dans cette province. Je ne vois pas pourquoi je n'approuverais pas mes collègues d'avoir agi ainsi.

M. l'Orateur, je laisse ces sujets d'élections, de contestations, dont le premier ministre a cru devoir parler abondamment. Je veux surtout insister sur les remèdes au mal social dont nous souffrons.

On nous dit que tous les pays souffrent de la crise. Mais chez nous, peuple jeune, où les espaces immenses sont inoccupés, où les ressources naturelles commencent à peine à être exploitées, où le travail à faire apparaît abondant, il me semble qu'une crise de chômage est un mystère. Tous ensemble nous étudierons les moyens d'y remédier. Le premier ministre l'a dit, l'heure est grave; nous pouvons être appelés à combattre le communisme dans une lutte à mort.

J'ai signalé quelques moyens de parer un tel malheur: retour à la terre, aux vieilles terres d'abord, aux nouvelles ensuite; protection et considération aux terriens; encouragement à la production de produits de première qualité; capital à un taux et à des conditions opportuns; instruction pratique à la portée de tous nos terriens, surtout les pauvres et les petits; industries agricoles, organisations de cultivateurs libres de toute contrariété, servitude ou contrôle en dehors des cultivateurs intéressés.

Mais au-dessus de tous ces moyens et de ceux que je ne mentionne pas, il est une chose plus importante, le facteur spirituel et moral.

M. l'Orateur, l'expression me manque pour désigner ce facteur. Je pourrais l'appeler le sens chrétien, mais ce serait encore incomplet; je l'appellerai l'esprit de Dieu.

Je réclame pour nous, Canadiens français, l'esprit de charité qui nous fera mieux nous comprendre et au besoin nous pardonner des excès de langage.

Esprit de Dieu qui souffle sur le monde et qui inspire aux hommes des sentiments de paix, d'amour, de justice et de charité. Esprit de justice et de charité qui seul fait comprendre à l'homme que l'homme est son frère, qui fait comprendre à l'orgueilleux, par exemple, que sur terre tout n'est que poussière, qui fait comprendre au savant parfois fier de sa science au point d'en mépriser celui qu'il en croit dépourvu, qui parfois, l'ignorant, a appris dans la nature et par l'esprit de Dieu des choses qu'aucun livre n'a jamais enseignées.

Esprit de justice et de charité qui seul pourra inspirer un terrain d'entente entre employeurs et employés. Que l'employé comprenne que le patron n'est pas un ennemi à combattre ou à exploiter. Que le patron comprenne que l'ouvrier est un homme comme lui, ayant lui aussi une âme immortelle et un corps sujet aux souffrances.

Esprit de justice et de charité qui fera comprendre à notre peuple agraire que le bonheur terrestre, ce n'est pas le brillant factice des amusements trompeurs, mais que l'homme le plus heureux, c'est le travailleur modeste qui dans son champ se sent tout près de ceux qu'il aime, pour qui il travaille sous le regard d'un Dieu que toute la nature adore avec lui.

Esprit de justice et de charité, inspirant riches et pauvres. Aux pauvres inspirant la résignation nécessaire pour ne pas envier et détester le riche; aux riches, inspirant la charité voulue pour comprendre que le pauvre est lui aussi un homme comme lui, ayant corps et âme, des besoins, des aspirations, des désirs de jouissances légitimes.

Esprit de justice et de charité, et c'est par là que je termine, qui anime surtout les législateurs pour que les lois soient bonnes, respectées de tous, surtout de ceux qui les font, pour le bon exemple et le plus grand bien de tous! (Applaudissements)

M. Smart (Westmount)²: M. le Président, je ne retiendrai pas l'attention de la Chambre pendant bien longtemps, mais je veux déclarer que durant cette session, je coopérerai avec le gouvernement pour toutes les mesures destinées à venir en aide aux chômeurs, tout en me réservant le privilège d'examiner la législation qui sera présentée. Le discours du trône réclame la création de nouveaux revenus. Aussi, je suggère au trésorier d'imposer une taxe sur les achats de valeurs étrangères, taxe qui apporterait un revenu considérable à la province. Cela préviendrait la spéculation sur des valeurs peu recommandables. La situation est telle aujourd'hui que nos courtiers sont des agences de collection pour des maisons de placement de l'étranger. Le montant d'argent canadien investi à l'étranger dépasse la dette nationale du Canada. Depuis dix ans, nous avons exporté 300 millions³ de dollars de capitaux de cette façon.

La loi électorale aurait dû être modifiée depuis nombre d'années. Dans mon comté, des centaines d'électeurs se sont trouvés défranchisés le jour du vote, bien qu'ils eussent demeuré dans la même maison depuis plusieurs années. Que quelques cas isolés se présentent, passe encore, mais on ne peut expliquer que des centaines d'électeurs se trouvent ainsi défranchisés.

J'approuve entièrement les paroles prononcées par le premier ministre au sujet du communisme. Il existe des organisations même en cette province qui devraient être chassées. Ceux qui aiment la Russie soviétique devraient être expédiés par le premier bateau. À Montréal, on me dit que l'on veut corrompre jusqu'aux enfants des écoles.

Ceux qui m'ont connu dans les autres législatures reconnaîtront que j'ai toujours été indépendant dans mes idées et que j'ai suivi les dictées de ma conscience. J'entends suivre la même ligne de conduite dans cette nouvelle législature et tant que M. Houde restera le chef véritable du Parti conservateur, je n'entends pas suivre le présent chef d'opposition parlementaire, le député de Saint-Georges (M. Gault). J'ai une grande estime pour lui, personnellement, et je l'ai avisé immédiatement de l'attitude que j'entendais prendre, afin qu'il ne fût pas pris par surprise.

Je n'aime ni la direction, ni les tactiques de M. Houde, ni les contestations en bloc qui ont été prises, auxquelles il dit ne pas avoir pris part. Et il (M. Smart) promet d'appuyer les modifications apportées à la loi électorale. Ce n'est que ces jours derniers que M. Houde a déclaré à Montréal qu'il était encore chef de l'opposition et qu'il ne voyait aucune raison pour ne pas continuer de l'être.

Je félicite le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) d'avoir été choisi comme chef intérimaire et j'ai pour lui de chaleureux sentiments personnels. Mais, je dois déclarer que je ne puis suivre ni accepter ses directives tant que M. Houde sera reconnu comme chef véritable de l'opposition. Moi-même et beaucoup d'autres trouvons plusieurs raisons pour qu'il ne soit pas chef du parti. J'ai été élu conservateur et je suis toujours conservateur et je n'entends pas suivre un chef qui a son propre parti. Je n'ai jamais suivi aveuglement un chef ou l'autre. À plus d'une occasion, le chef du parti, M. Houde, a déclaré que ce n'était pas le Parti conservateur, mais son propre parti. Eh! bien, je n'appartiens pas à ce parti.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Venez de notre côté alors...

M. Smart (Westmount): J'appartiens à mes électeurs de Westmount que j'ai servis, que je vais continuer à servir, et qui m'ont élu, élections après élections, avec de grosses majorités augmentées et qui, apparemment, approuvent mon attitude. J'ai saisi la première occasion d'avertir le nouveau chef d'opposition parlementaire de mes intentions. Je ne veux pas paraître le lâcher. Je tiens à faire, dès maintenant, cette déclaration devant le public après l'avoir faite au député de Saint-Georges. J'ai désapprouvé les contestations en masse, je l'ai dit dans le temps, parce qu'elles ont été prises suivant l'initiative et sous la direction de M. Houde. Il n'est donc que logique et convenable que je me dissocie

ouvertement et honnêtement de ce mouvement. Je fais cette déclaration comme franc conservateur, comme je l'ai toujours été. Je demeurerai conservateur, mais j'agirai indépendamment, comme je l'ai fait dans le passé. Je prendrai une attitude indépendante sur toute question qui sera soumise devant cette Chambre.

(Applaudissements à divers sièges)

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Permettez-moi, M. l'Orateur et M. le Vice-président de la Chambre de vous féliciter de votre réélection. C'est une belle marque de confiance que l'on vous a donnée là et c'est une preuve que les députés ont confiance en votre esprit de justice et en votre impartialité pour diriger les délibérations de cette Chambre.

Je voudrais aussi féliciter cordialement le chef de l'opposition, qui n'est que chef temporaire mais qui pourrait bien devenir chef perpétuel, de sa nomination à ce poste, et lui souhaiter longue vie à la tête de la petite phalange qu'il dirige. Nous sommes assurés d'avance que s'il doit remplir son rôle jusqu'au bout, ça durera longtemps.

Mes félicitations vont aussi aux électeurs de cette province pour la belle marque de confiance qu'ils ont donnée au gouvernement, et en particulier les électeurs de Sainte-Marie et de Brome qui ont donné à la Chambre le Dr Fauteux et le major Stockwell, le proposeur et le second de l'adresse.

Qu'on me permette aussi de présenter mes félicitations à l'honorable premier ministre pour le choix de notre nouveau collègue, le ministre du Travail. Le député de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), par la connaissance qu'il a des questions ouvrières, saura, j'en suis certain, diriger avec grande compétence le ministère qu'on lui a confié, et les ouvriers de cette province peuvent être assurés d'avance que leur sort est entre bonnes mains.

Je voudrais maintenant dire quelques mots seulement sur les questions qui concernent mon département et rappeler ce dont le cultivateur a besoin actuellement, au cours de cette crise.

Parlons d'abord de la question du crédit agricole. À l'heure actuelle, dans la crise non pas provinciale, mais mondiale, il est indiscutable que nos cultivateurs ont besoin de crédits. Le gouvernement libéral de cette province le reconnaît et l'a reconnu bien avant aujourd'hui. Il y songeait avant la crise actuelle. Mais cette question en est une d'affaires comme toutes les autres. Ceux qui, au cours de la dernière campagne, ont parcouru les comtés de la province en promettant du crédit

agricole à 2 %, et les journaux qui, plus récemment, ont préconisé le crédit agricole sans intérêt pendant plusieurs années, ne prêchent pas l'opinion du cultivateur et rendent un mauvais service aux cultivateurs de cette province.

Le cultivateur, M. l'Orateur, ne demande pas la charité. Il ne veut que ce à quoi il a droit, un crédit agricole à un taux raisonnable pour l'aider à améliorer sa ferme, les conditions du marché, sa production, l'élevage de ses animaux, etc. Les cultivateurs veulent que la province pratique les meilleurs principes d'économie politique possible et continue d'avoir des finances stables, ce que les plus grands pays du monde eux-mêmes n'ont pas. Ce serait les méconnaître que de penser que les cultivateurs veulent se procurer de l'argent à un taux qui mettrait en péril la stabilité de la province de Québec.

Le gouvernement de cette province considère cette question comme une affaire et il l'étudie attentivement à la lumière des plus sains principes économiques. Notre province se doit de conserver la supériorité que lui ont acquise des magnifiques surplus, supériorité qu'elle a sur tous les pays du monde actuellement et sur toutes les provinces du Canada. Notre province ne doit pas se départir de la stabilité de ses finances.

Ce serait un grand péché, même un péché mortel, politiquement parlant. Le gouvernement de cette province ne peut pas abandonner les principes généraux qui lui ont permis d'établir sur des bases solides la position du Québec, et si le cultivateur a un crédit agricole à un taux raisonnable, il ne peut pas s'attendre à un crédit qui ne lui coûte rien, ou presque rien.

Il peut cependant compter sur un taux raisonnable et la question est à l'étude. Depuis 1928, on nous demandait d'adopter la loi du crédit agricole fédéral qui est une excellente loi en principe. Nous l'avons adoptée. A la demande des cultivateurs encore, nous avons voté une loi par laquelle le gouvernement paie 1½ % de l'intérêt chargé par le fédéral et, par cette mesure, l'un des principaux griefs des cultivateurs est disparu.

L'honorable député de Rouville nous rappelait tantôt que l'honorable Arthur Sauvé, du fait qu'il était en cette Chambre, avait souvent réclamé un taux d'intérêt raisonnable pour le cultivateur qui a besoin d'argent pour améliorer sa production. Je trouve drôle que l'honorable député de Rouville (M. Barré) vienne nous dire cela à nous; il vaudrait infiniment mieux rappeler cela à l'ancien chef de l'opposition en cette Chambre, M. Sauvé lui-

même, car il semble maintenant en meilleure posture qu'autrefois pour accorder des faveurs et il pourrait fort bien user de son influence pour faire réduire le taux d'intérêt fédéral.

Le crédit agricole est nécessaire et le gouvernement de cette province est disposé à aller au devant des cultivateurs lorsque le temps sera venu, quand le crédit fédéral aura prouvé hors de tout doute son inutilité. Il ne peut pas y avoir deux systèmes de crédit agricole en cette province, un système fédéral et un système provincial. C'est une question qui a besoin d'être étudiée avec un soin tout particulier. Nous devons étudier différents systèmes actuellement en usage et faire des enquêtes sur l'opération des crédits agricoles qui existent dans les autres pays du monde, dans les autres provinces. Je dois déclarer ici que nous avons fait faire des enquêtes sur le crédit agricole ontarien et qu'elles ont donné des résultats contradictoires.

Quelques-uns prétendent que le système ontarien donne satisfaction, d'autres disent le contraire. C'est pourquoi nous devons y aller avec la plus grande circonspection. Je le répète de nouveau, ce serait rendre un mauvais service aux cultivateurs que de leur donner un crédit agricole non viable.

Il faudra adjoindre à cela un système de renseignements agricole. L'honorable député de Rouville a déclaré tantôt, il l'a dit aussi durant la campagne électorale, que le cultivateur n'est pas assez instruit et que l'enseignement agricole a fait faillite ici. Je diffère d'opinion avec lui sur ce point. Quand on dit que sa classe se meurt, on ne parle pas sur ce ton de ceux qui dispensent aux cultivateurs la science agricole. L'honorable député de Rouville (M. Barré) a déclaré partout dans la province, durant la campagne électorale, que les agronomes étaient des gens à la solde des ministres, des gens qui faisaient de la politique, des commis-voyageurs. C'est mal servir sa classe que de dire qu'elle se meurt et de dénigrer les agronomes chargés de l'instruire.

(Applaudissements)

C'est un langage déplorable. Je lui ai alors répondu en lui lançant un défi auquel il n'a pas encore répondu, auquel il ne répondra certainement pas. Je le défie de nouveau aujourd'hui et je lui demande de nous prouver qu'un seul agronome ait fait de la politique. S'il le prouve, je lui promets que cet agronome ne restera pas longtemps au service du ministère. Nous tenons à ce que les techniciens demeurent indépendants. Ils sont au service de toute la classe agricole, et ils ne doivent pas faire de politique s'ils veulent garder l'estime de tous les cultivateurs.

Nos cultivateurs ont besoin de coopération agricole en cette province. Ils ont besoin de s'entraider et de s'unir pour la bonne organisation de leurs fermes. La coopération est organisée convenablement en cette province.

Durant la dernière campagne, certains candidats que je ne veux pas nommer ont parcouru les comtés en disant partout que sur 400 coopératives agricoles qui opèrent dans la province, il y en a trois cents⁴ qui ne font pas pour 25 sous d'affaires par année. Je me demande comment on a pu dire cela, quand il n'y a que 100 coopératives environ dans la province et qu'elles font en moyenne pour \$20,000 d'affaires annuellement⁵.

On nous a accusés aussi de nous mêler des affaires des coopératives agricoles. C'est absolument faux et ceux qui le disent le savent bien. Nous avons demandé des preuves de cette immixtion dans les affaires coopératives et l'on a, comme dans les autres cas, négligé de nous les donner.

On a aussi affirmé, au cours de la campagne, que nous faisons de la distinction entre les traitements accordés à deux sociétés coopératives. Le député de Rouville a même écrit des articles acerbes à ce sujet. Nous n'avons jamais, devant des qualifications égales, refusé ou accordé plus à l'une de ces coopératives qu'à l'autre; elles ont été traitées de la même façon sans distinction aucune.

Nous voulons que le cultivateur soit libre, nous voulons qu'il s'empare de ses coopératives et qu'il les conduise comme il l'entendra.

On m'a de plus reproché de traiter avec injustice les divers groupes de cultivateurs de cette province. On a dit que le ministre de l'Agriculture avait refusé au syndicat catholique des cultivateurs des avantages qu'il accordait aux autres groupes. Voilà encore une fausseté.

La question de coopération a été étudiée par nos experts et ce sont eux (ils ne font pas de politique et ils laisseraient plutôt leur position si on voulait les forcer à en faire) qui ont établi les conditions à remplir pour obtenir l'aide du ministère. Les conditions sont les mêmes pour tout le monde et les octrois sont les mêmes aussi. Ce n'est donc pas de notre faute si certains groupes ne veulent pas se soumettre à ces conditions. Ceux qui affirment le contraire se trompent ou mentent.

L'honorable député de Rouville (M. Barré) a répété souvent pendant la dernière campagne, que j'avais refusé à l'U.C.C. de payer les dépenses d'un voyage en Europe à l'un de ses représentants qui voulait y étudier la coopération. C'est faux. J'ai même voulu que ce représentant demeure en Europe

plus longtemps que l'U.C.C. le demandait et voilà pourquoi je l'ai fait. On nous proposait d'envoyer là-bas, des gens qui avaient peut-être une préparation lointaine, mais aucune préparation spéciale pour y étudier dans une langue qui leur était étrangère, pendant une période de trois mois seulement, les méthodes coopératives. Tous les membres de cette Chambre admettront qu'il est impossible de passer à travers un pareil sujet dans une période de temps aussi courte. Je voulais qu'il y demeure trois ans. On ne l'a pas voulu. Je vous le demande, est-ce refuser une demande? Le député de Rouville dit maintenant que les institutrices rurales devraient être mieux payées, et que c'était la faute du gouvernement si les commissions scolaires ne paient pas plus leurs institutrices.

Cependant, le même homme qui disait alors cela, autrefois parcourait les campagnes et criait à tous les vents, en 1927: "C'est le gouvernement qui est responsable de l'augmentation du salaire des institutrices! C'est lui qui force les municipalités à payer aux institutrices des salaires exorbitants de \$225 par année." La chose se passait à Saint-Pascal.

(Applaudissements)

Des voix: Honte! Honte!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je vous avoue que j'ai eu là la surprise de ma vie. J'avais cru en la bonne foi de certains orateurs conservateurs dont on entendait parler depuis longtemps. Si l'on suivait les plans dont l'on faisait grand état à cette époque, je me demande où irait l'école du rang avec des institutrices payées 50 sous par jour.

Nous avons beaucoup fait et nous entendons encore faire beaucoup pour l'instruction des classes agricoles. Nous avons mis à la disposition des cultivateurs des cours abrégés spéciaux dans les écoles d'agriculture; nous avons institué des cours d'hiver, spécialement destinés aux cultivateurs et aux fils de cultivateurs qui veulent profiter de la morte saison pour parfaire leur instruction agricole. Nous savons que les cultivateurs réclament la science agricole, mais nous constatons aussi, malheureusement, que les cultivateurs ne fréquentent pas toujours ces cours.

Voilà pourquoi il nous faut aller patiemment et graduellement. Le secrétaire provincial et moi-même, nous entendons pour cela mettre l'instruction agricole à la portée des fils de cultivateurs. Nous venons de prendre une nouvelle initiative qui permettra aux institutrices d'aller prendre des notions d'agriculture dans nos grandes écoles, afin d'en faire bénéficier le programme d'études offert aux enfants

des agriculteurs. Je veux que la classe agricole, dont je fais partie, à laquelle j'appartiens toujours, soit plus instruite encore, mais je crois que nous devons procéder avec bon sens et sur des bases solides. Les instituteurs laïques et religieux pourront aller puiser la science agricole dans ces institutions, à nos frais.

Nous avons déjà reçu des adhésions de plusieurs religieux. Les collèges ruraux pourront enseigner cette science aux fils de cultivateurs. Nous ouvrirons des sections agricoles dans les collèges ruraux. Le collège de Saint-Césaire de Rouville aura la sienne. Nous sommes anxieux que la classe agricole soit plus instruite et nous faisons tout en notre pouvoir pour arriver à ce résultat.

Nous voulons que le cultivateur de la province de Québec soit le plus instruit de tous. Avant de critiquer nos cultivateurs, les calomnier en disant qu'ils sont arriérés, que l'on commence par admettre que tel n'est pas le cas; nos cultivateurs de Québec sont aussi instruits, sinon plus instruits que ceux des autres provinces. Nous en avons une preuve dans les résultats obtenus par les nôtres aux expositions. Ce sont toujours les cultivateurs de Québec qui remportent la plus grande proportion de prix aux expositions.

(Applaudissements)

Je tiens à relever l'injure parce que le budget agricole de la province de Québec, toutes proportions de population et d'ensemencement des terres gardées, est le plus considérable de toutes les autres provinces du pays. Le député de Rouville (M. Barré) devrait savoir cela. Nous voulons que la classe agricole soit conseillée et protégée et nous voulons partir du véritable point de départ.

Le député de Rouville a prétendu que nous avons trop d'écoles supérieures d'agriculture et que nous ne donnons pas assez aux cultivateurs. Je veux que la classe dont je suis, à laquelle j'appartiens encore, soit protégée, et je remercie le gouvernement libéral de cette province de faire ce qu'il fait pour le cultivateur québécois. À ce point de vue, qu'il me soit permis de dire qu'il n'y a pas une autre province au pays qui n'a plus fait pour le cultivateur miséreux. Et je le défie de nous montrer une province qui donne plus d'argent que nous pour les octrois de cultures spéciales, d'élevages, pour les coopératives. Tous les systèmes de culture sont l'objet d'octrois généreux et l'agriculture s'en ressent.

Nos cultivateurs ont répondu à l'appel que leur a lancé le gouvernement de s'instruire. Je disais tantôt que le cultivateur de Québec est le plus instruit de tous les cultivateurs du Dominion et j'en trouve une preuve dans les succès qu'il remporte dans les

expositions. C'est la meilleure réponse à ceux qui, sous prétexte de défendre la classe agricole, viennent calomnier les cultivateurs.

(Applaudissements)

Les cultivateurs sont encouragés, ils le sont plus qu'ils ne l'ont jamais été dans la province de Québec. Celui qui a parcouru les expositions de la province de Québec cette année, a vu les plus beaux exhibits qu'il avait jamais vus. Non, le cultivateur de Québec n'est pas découragé. Il se ressent, comme tout le monde, de la dépression économique, mais il passe à travers.

Un bon esprit de coopération règne et doit régner toujours chez les cultivateurs. Toutefois, cet esprit de coopération n'est pas tout. Lorsque le cultivateur a beaucoup produit, il lui faut des marchés pour vendre ses denrées, non seulement chez nous, mais à l'étranger. Pas un autre gouvernement provincial au Canada n'a fait de dépenses comme celui de la province de Québec pour trouver des marchés aux cultivateurs. Le gouvernement a lancé une campagne de coopération agricole et il a répété la nécessité pour le cultivateur de bien classer ses produits. Le gouvernement va encore plus loin. Lorsqu'un gouvernement a chassé les acheteurs étrangers par des barrières tarifaires infranchissables, il étudie et trouve d'autres marchés pour ses produits. Nous avons encouragé nos gens à acheter des produits québécois; nous avons cherché à leur ouvrir des marchés à l'extérieur de la province.

Il (M. Godbout) fait allusion aux efforts qui ont été faits pendant les dernières élections pour monter les classes les unes contre les autres et faire croire aux cultivateurs qu'ils avaient été maltraités. On a attaqué le gouvernement et lui-même à la radio. Ce n'est pas qu'il veuille se plaindre personnellement, car les gens se sont exprimés. En leur nom, il peut dire à la Chambre que le cultivateur québécois a confiance dans le gouvernement, dans l'autorité et dans l'avenir et que, même pendant la crise, le cultivateur québécois cherchait à acquérir une meilleure instruction.

C'est calomnier les cultivateurs de notre province que de dire qu'ils sont découragés. Les oppositionnistes ont encore prétendu que Québec ne fait rien pour annoncer les produits de ses agriculteurs. Pourtant, le gouvernement et le ministère de l'Agriculture reçoivent des félicitations de toutes parts. Il a été le seul à se faire représenter à l'exposition d'hiver de Toronto, l'automne dernier, et il s'y est attiré des compliments chaleureux et des demandes de la province voisine, surtout pour ses produits d'arts domestiques. Le président du Art Center⁶, de New York, après avoir admiré les produits de Québec à l'exposition de Toronto disait: "Dans quelques

années, l'industrie des arts domestiques de la province de Québec sera la plus belle et la meilleure du monde entier!" Le président de l'exposition de Toronto disait de son côté: "Ce qu'il faut d'abord voir à l'exposition de Toronto, c'est l'exhibit de la province de Québec!"

(Applaudissements)

Le député de Rouville (M. Barré) a parlé des contestations d'élections. Le peuple a répondu le 24 août dernier à la campagne de l'opposition. Il a reproché au premier ministre d'avoir parlé de la valeur des deux partis. Le premier ministre a dit que l'opposition ne valait pas grand-chose? Le peuple a approuvé le premier ministre le 24 août.

En parlant de l'opposition qui ne valait pas grand-chose, le premier ministre voulait parler de ceux qui faisaient campagne pour décourager les habitants de la province de Québec, en particulier les cultivateurs. Ceux-là ne valaient pas cher! Le premier ministre voulait aussi parler de ceux qui prétendaient que le ministre de l'Agriculture faisait construire des écoles d'agriculture pour servir ses intérêts personnels. Voilà ceux dont il parlait quand il disait que l'opposition n'était pas loyale et tous savent la réponse que l'électorat a donné le 24 août dernier.

(Applaudissements)

Les cultivateurs de la province, malgré tous les efforts de ces hommes-là, ne sont pas découragés et on ne leur arrachera pas le respect des autorités. Malgré la crise, le cultivateur travaille et s'instruit. Il sait apprécier les efforts faits par ceux qui le servent. La classe agricole constitue la meilleure classe de notre société et c'est pour cela que le devoir du Parlement est de lui voter de la législation juste et des octrois généreux pour qu'ils puissent accomplir leur noble mission.

(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer l'ajournement du débat...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, non, il n'est que 5 h 10.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) prononce donc son discours qu'il ouvre par des félicitations d'usage à l'Orateur. Il félicite les proposeurs de l'adresse.

Je souhaite la bienvenue aux nouveaux députés et je leur souhaite succès dans la carrière qu'ils ont embrassée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous pourriez avoir un bon mot pour les disparus.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La mort politique n'est pas éternelle. Pourquoi insisterai-je?

Le député de L'Islet (l'honorable M. Godbout) nous a exposé le système de crédit rural employé dans le passé, et il a dit que le grand désavantage résidait surtout dans le taux d'intérêt trop élevé. Cependant des députés ont déjà dénoncé dans cette Chambre les graves ennuis du crédit rural fédéral et indiqué qu'ils provenaient surtout du mode d'évaluation et des dispositions diverses qui l'entourent.

Il y a quatre ans, monsieur Arthur Sauvé faisait adopter unanimement par la Chambre une motion pour demander au gouvernement fédéral de réduire le taux d'intérêt, mais le gouvernement provincial a porté un tel intérêt à la question agricole qu'il ne s'est même pas donné la peine d'envoyer copie de ladite motion au gouvernement fédéral.

La réduction du taux d'intérêt de 1½ % rend le système fédéral plus approprié aux besoins de la classe agricole. Il vaudrait encore mieux si les cultivateurs pouvaient en bénéficier. Il convient d'ajouter aussi que le 1½ % que le gouvernement rembourse à Ottawa sur l'intérêt payé par le cultivateur est perdu pour la province et pour le cultivateur lui-même.

Il (M. Sauvé) affirme que des cultivateurs de son comté des Deux-Montagnes, qui est admirablement bien situé par rapport aux marchés puisqu'il est aux portes de Montréal, lui avaient demandé conseil à propos de l'obtention de crédits ruraux. Il leur a fourni tous les renseignements et les a même adressés au ministère. Pourtant, une fois en possession de tous les renseignements, les cultivateurs en question ont décidé de ne pas profiter de la loi.

Le ministre de l'Agriculture dit qu'avant de s'aventurer dans un nouveau système de crédit rural, il faut étudier et comparer soigneusement les différents systèmes afin de trouver un régime sain et viable. Le ministère avait déjà envoyé des experts à l'étranger, même au Danemark. Mais quelles mesures efficaces a-t-on adoptées à la suite des rapports de ces experts? J'aimerais savoir quels sont les résultats de ces voyages? Cependant il ne doit pas oublier que la classe agricole traverse une crise aiguë qui exige une action rapide et immédiate.

Il (M. Sauvé) affirme que beaucoup de cultivateurs des Deux-Montagnes ont fait faillite dernièrement, d'autres sont au bord de la faillite et de nombreux autres seraient incapables de s'acquitter de leurs obligations cette année. Or, le ministre nous présente une politique d'atermoiements, des études,

des comparaisons, il compare les systèmes, malgré qu'il ait prétendu que le gouvernement avait profondément étudié la question depuis quatre ans. La vérité est qu'actuellement un grand nombre de cultivateurs sont dans une situation grave, parfois voisine de la faillite, et qu'il faut pas tant parler de continuer des études soi-disant commencées depuis des années, mais agir.

Je pense qu'il est urgent d'assurer aux cultivateurs un capital à des conditions qui sembleraient extraordinaires si nous étions dans une période ordinaire. Le gouvernement ne devrait pas hésiter à prendre des mesures pour assurer la survie de nos cultivateurs.

Le gouvernement n'a pas d'ailleurs hésité à recourir à des mesures extraordinaires, dans un temps où la crise ne sévissait pas. On se souvient du \$15,000,000 de la Banque Nationale. Ce qu'on a fait pour des actionnaires mal pris, est-ce qu'on refusera de le faire pour les cultivateurs?

Le député de L'Islet (l'honorable M. Godbout) avait déclaré avec force qu'il ne tolérerait pas que les agronomes mêlent la politique avec leurs fonctions. L'honorable ministre de l'Agriculture nous a dit: "Nommez-en un qui fait de la politique et il sera dehors le lendemain". L'honorable député des Îles-de-la-Madeleine (M. Caron) a dit la même chose à un ancien député, un jour. Le député a répondu: "Je vais vous citer le nom de l'agronome de mon comté". Le même agronome a gardé sa position, il l'occupe encore et il s'occupe de politique encore. Je ne veux pas le nommer car je ne veux pas lui enlever les moyens de gagner sa vie. Les membres de l'opposition n'ont jamais prétendu que tous les agronomes faisaient de la politique, mais que quelques-uns en faisaient, et surtout qu'on avait tenté de leur en faire faire.

Il (M. Sauvé) cite certains agronomes qui auraient fait de la politique et qui cependant n'ont jamais été menacés de démission. Il rappelle le questionnaire politico-agricole que l'on avait voulu faire remplir par les agronomes sur le compte des cultivateurs.

Je fais partie du comité des privilèges et élections et mon élection est contestée. L'honorable député de Rouville (M. Barré) a dit que des membres de ce comité étaient dans une position délicate parce que leurs élections sont contestées. Je dois dire que, bien que je sois dans ce cas, je m'efforcerai d'étudier cette question des élections contestées avec la plus grande impartialité possible.

M. l'Orateur, j'ai voulu relever certains points du discours du ministre de l'Agriculture. J'aurai l'occasion de discuter plus au long, au cours de la

session, des problèmes auxquels la province doit faire face.

(Applaudissements)

M. Lamoureux (Iberville): M. l'Orateur, je veux en premier féliciter le premier ministre du beau témoignage de confiance que la province lui a donné.

On a parlé beaucoup du crédit agricole. Ce crédit agricole est absolument nécessaire et le système établi par le gouvernement fédéral ne donne aucune satisfaction. Comme l'a si bien dit l'honorable ministre de l'Agriculture, il n'y a pas que le taux d'intérêt qui est important, c'est le système lui-même. Ça me surprend que l'honorable député de Rouville (M. Barré) n'ait pas suggéré de remède à ce système. Dans la dernière campagne électorale, nos adversaires ont promis de prêter de l'argent aux cultivateurs à 2 %. L'honorable député de Rouville (M. Barré) ne nous a pas parlé de cela. J'ai dit dans mon comté et je répète ici qu'aucun gouvernement ne peut prêter de l'argent à 2 %. Je crois cependant que l'on devrait faire quelque chose.

Il y a actuellement dans la province de Québec trois classes de cultivateurs: ceux qui sont rendus au bout de la corde, qui sont en banqueroute; ceux qui sont dans des impasses financières et que le gouvernement peut aider et enfin les cultivateurs qui n'ont pas besoin du gouvernement. Ceux qui ont besoin d'aide doivent en recevoir du gouvernement et il faut féliciter ce dernier d'y songer.

Le crédit agricole fédéral ayant prouvé son insuffisance, il ne vaut même pas grand-chose, il faut un système provincial afin de secourir la classe des cultivateurs qui ne peuvent pas rencontrer leurs obligations parce que les produits ne se vendent pas. Cela ne veut pas dire qu'il faille accorder le crédit agricole à 2 %, comme le prêchaient les conservateurs au cours de la dernière campagne. Il n'y a pas un seul gouvernement qui puisse faire ça. Le gouvernement ne peut rien faire pour ceux qui sont faillis ou dont la situation est désespérée, mais il doit aider ceux qui, avec un peu d'argent, peuvent sortir du pétrin.

Les politiciens qui passent leur temps à dire au cultivateur qu'il est dans le marasme font du communisme. Il est préférable de dire au cultivateur que la crise passera et de tendre la main pour l'aider.

C'est ce qu'a compris le ministère. Depuis plusieurs années, il a fait beaucoup pour la classe agricole en remettant aux municipalités les dettes contractées pour l'amélioration des chemins. L'an dernier, il a fait un beau geste en accordant 1½ % sur l'intérêt du crédit agricole fédéral.

Le député de Rouville (M. Barré) a oublié ces choses, comme il a oublié les octrois importants accordés à celui qui égoutte sa terre, qui veut participer aux concours de toutes sortes.

J'espère que le gouvernement poursuivra sa politique; et parce que le crédit agricole s'impose, je souhaite que bientôt le ministre de l'Agriculture soit en mesure de l'établir d'une façon solide parce que c'est une question d'affaire, et d'affaire très importante, et l'on doit y accorder une attention spéciale. Il faut traiter cette question comme une affaire importante, comme le disait le sympathique ministre de l'Agriculture (M. Godbout). Il ne faudrait peut-être pas beaucoup d'argent pour commencer, afin d'aider la seconde classe d'agriculteurs, et il faudrait faire quelque chose avant longtemps. C'est au gouvernement à trouver la meilleure solution possible.

L'honorable député de Rouville (M. Barré) a parlé de la construction des chemins qui pèse sur les cultivateurs. Mais ce sont les cultivateurs qui ont demandé la construction des chemins. Aux dernières élections, ils ont montré qu'ils n'avaient pas de reproche à faire au gouvernement sur ce point puisqu'ils ont voté pour lui.

Dans mon comté, mes adversaires ont fait une lutte si malpropre qu'ils n'ont pas osé contester mon élection. (Applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le député de Saint-Sauveur (M. Bertrand), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il est vrai que c'est demain la fête de l'Armistice, mais nous ne devons pas arrêter le travail important de la session. Toutefois, demain matin à 11 heures, il y aura une cérémonie à la Croix du Sacrifice et tous les députés de cette Chambre sont invités à y assister. Pour cela, les comités ne siégeront pas demain matin.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

suggère que la Chambre s'ajourne jusqu'à mercredi 3 heures.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Selon *Le Canada* du 11 novembre 1931, à la page 1, M. Barré a parlé pendant environ trois quarts d'heure.

2. *L'Événement* du 11 novembre 1931, à la page 13, relate le fait suivant: "L'honorable Adélard Godbout se lève en même temps que le général C. A. Smart. Ovation au ministre de l'Agriculture qui, très aimablement, cède la parole au général Smart (Westmount)".

3. *Le Montreal Herald* du 11 novembre 1931, à la page 11, écrit "three billions".

4. *Le Canada* du 11 novembre 1931, à la page 7, écrit 385.

5. Selon *l'Annuaire statistique 1932*, à la page 249, le nombre de sociétés coopératives agricoles ayant transmis un rapport de leurs opérations au département de l'Agriculture était de 105. De plus, nous notons une contradiction entre certains journaux quant au nombre de coopératives évoqué par le ministre de l'Agriculture (M. Godbout). *Le Soleil*, *L'Action catholique* et *L'Événement* maintiennent que le ministre a parlé de 100 coopératives tandis que *Le Canada*, *Le Devoir*, *La Patrie* et *La Presse* affirment que le ministre a parlé de 110 coopératives.

6. *L'Événement* du 11 novembre 1931, à la page 23, écrit: "Le président d'un chemin de fer américain..."

Séance du mercredi 11 novembre 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Plusieurs pétitions sont présentées devant la Chambre.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de G. Hector Pettigrew, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à l'admettre à l'étude de la chirurgie dentaire, à compter du mois de septembre 1930 (M. Casgrain);

- de la compagnie Montreal Trust Company et de dame Jeanne-Elizabeth d'Alton, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à retirer du capital de la succession de Roland Wentworth Tupper Robb, une certaine somme annuelle (M. Cohen);

- de John Lapierre et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'Association des maréchaux-ferrants de la province de Québec (M. Drouin);

- de la cité de Sorel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Turcotte).

Rapports de comités:

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Hyacinthe Côté, demandant l'adoption d'une loi régularisant l'état civil de Marie-Lucienne-Gerda-Simonne Côté et autres;

- de William Andrew Irving et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les successions d'Alexandre Lindsay et de son épouse;

- de Robert Victor Colville Sinclair, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à adopter Allan Colville Dowling et changeant le nom de ce dernier en celui de Allan Colville Sinclair;

- de la ville de Lasalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte relativement au système de conduits souterrains;

- de la cité de Montréal demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la Commission métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi la constituant en corporation;

- de Maurice Gauthier et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession Chenier Émond;

- de l'hôpital Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi le constituant en corporation;

- de J.-Arsène Morin, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre à la pratique du droit, sans examen.

J.-Arsène Morin

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) demande la permission de présenter le bill 78 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre J.-Arsène Morin, L.S.C., à l'étude du droit, sans examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Montréal

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri) demande la permission de présenter le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Montréal, système de conduits souterrains

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri) demande la permission de présenter le bill 101 demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité de Montréal relativement au système de conduits souterrains.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Commission métropolitaine de Montréal

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri) demande la permission de présenter le bill 102 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Succession Chénier Émond

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri) demande la permission de présenter le bill 79 concernant la succession Chénier Émond.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Hôpital Saint-Luc

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri) demande la permission de présenter le bill 76 modifiant la loi constituant en corporation l'hôpital Saint-Luc.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Régularisation de l'état civil de M.-L.-G.-S. Côté et autres

M. Bachand (Shefford) demande la permission de présenter le bill 86 régularisant l'état civil de Marie-Lucienne-Gerda-Simonne Côté et autres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Lasalle

M. Marchand (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 91 modifiant la charte de la ville Lasalle.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Successions d'Alexander Lindsay et de son épouse

M. Marchand (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 84 concernant les successions d'Alexander Lindsay et de son épouse.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Prison des femmes administrée par les sœurs servantes du Cœur immaculé

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier

fil), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 14 ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les sœurs servantes du Cœur Immaculé de Marie concernant l'administration de la prison du district de Québec pour les personnes du sexe féminin.

Adopté.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le mardi le 10 novembre, sur la motion proposée le 4 novembre courant, à l'effet d'adopter une adresse en réponse au discours du trône de son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je veux tout d'abord vous féliciter de votre réélection au poste de président de cette Chambre. C'est un beau témoignage de confiance que vos collègues vous ont accordé. Je veux également m'incliner profondément sur la tombe du cardinal Rouleau et regretter vivement avec toute la population le décès de ce grand archevêque.

À l'honorable député de Saint-Georges (M. Gault), choisi par mes collègues pour diriger l'opposition, mes meilleurs vœux. Aux anciens et nouveaux collègues, mes vœux de succès dans l'accomplissement de leur devoir.

Au proposeur et au second de l'adresse vont aussi mes félicitations les plus sincères. Le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Fauteux) appartient à une famille qui fait partie de l'histoire de notre province; il porte un grand nom et je puis l'assurer que, bien que je n'ai pas partagé ses convictions politiques, j'ai toujours été un admirateur de son ancêtre. Il a été fort aimable pour moi. Je lui

dirais même qu'il l'a été trop. Il est allé jusqu'à m'offrir ses sympathies. Ces sentiments partent sans nul doute d'un bon naturel, mais qu'il me permette de lui dire que je n'ai pas besoin de ses sympathies. Sa sympathie était probablement une épine qui montre que les fleurs qu'il m'a présentées étaient naturelles.

Le discours du trône est plutôt vague et, même après les quelques explications du premier ministre, il nous est difficile de se faire une idée précise des mesures que le gouvernement se propose de soumettre à la Chambre. L'opposition en fera l'étude.

L'opposition constitue un rouage essentiel au bon gouvernement. Sans doute, ainsi que l'a déclaré le député de Saint-Georges, elle doit être loyale; elle ne doit pas faire d'obstruction factieuse et bloquer les rouages administratifs, mais elle remplit un rôle important. Et elle l'a prouvé en ces dernières années alors qu'elle a joué un rôle glorieux dans cette Chambre. Grâce à ses efforts, des mesures salutaires nombreuses qui, dans son opinion, étaient nécessaires au bon gouvernement de cette province, ont été adoptées par le gouvernement, même après des luttes très vives: par exemple, séparation du département des terres et de celui de la colonisation, l'arrêt de la vente de nos pouvoirs d'eau, les mesures de réforme sociale, lois ouvrières, etc. C'est donc le rôle de l'opposition de suggérer des mesures qui, à son avis, sont essentielles à la prospérité de la province.

Le discours du premier ministre pourrait se diviser en trois parties: constatation de la crise, ses conséquences et les remèdes suggérés par le gouvernement.

Sans doute la crise vient de causes profondes et générales qui ont produit des effets semblables dans le monde entier. Cependant, cette crise a pu être diminuée ou aggravée par des causes locales. Il sera utile de déterminer quelles sont ces causes, leur gravité, pour en tirer les leçons et les enseignements salutaires.

On présente d'abord comme l'une des causes principales de la crise l'exode des ruraux vers les villes. Nous déplorons tous, M. l'Orateur, l'exode de nos campagnes vers les villes et je crois que certains actes administratifs ont provoqué ce mal. Depuis dix ans, on prêchait l'industrialisation à outrance comme un remède à tous les maux. Avec l'industrie, on nous promettait un véritable pays de Cocagne. Quel a été le résultat de cette politique? C'est qu'à l'endroit même où l'on poussait à l'industrialisation, qui devait amener la prospérité dans la province de Québec, on constate plus qu'ailleurs les effets de la crise: on ne trouve plus aujourd'hui que des chômeurs.

On a même proclamé dans cette Chambre que l'agriculture devait céder le pas à la grande industrie.

Au Lac Saint-Jean, on a accordé des chartes à privilèges excessifs à des compagnies. On a établi une industrie factice qui, aujourd'hui, ferme ses portes sur les ruines de l'agriculture. Et si je dis ces choses, M. l'Orateur, ce n'est pas pour critiquer. Je veux simplement indiquer le mal du doigt, afin que le gouvernement puisse en prendre sa leçon et ses enseignements.

Exode de nos campagnes! Les cultivateurs, alléchés par les déclarations de certains ministres, se sont dirigés vers les villes où les industries devaient leur donner de l'or en quantité, le bonheur et la prospérité. Que se produit-il aujourd'hui? Nos villes sont surpeuplées et nos campagnes sont en partie désertes. Cette politique malheureuse et désastreuse est une des causes de l'aggravation de la crise dans la province de Québec.

Dans son remarquable discours, l'honorable premier ministre a parlé des chemins de fer qui sont en mauvaise posture par suite de la concurrence que leur font les autobus et les camions. Notre province occupe le 7^e rang dans le pays pour le développement ferroviaire, une situation déplorable qui a retardé notre progrès. S'il faut en croire certains journaux proches du premier ministre, on veut réglementer la circulation des autobus et des camions.

Mais ne croyez-vous pas que l'application d'un remède auquel il manque des ingrédients est plutôt nocive? C'est une question complexe qui relève plutôt des autorités fédérales que du provincial, et un remède apporté dans la province de Québec n'aura pas l'effet désiré ou souhaitable, car il n'aura pas l'appui du fédéral. Le gouvernement provincial devrait faire des démarches auprès du gouvernement fédéral afin d'obtenir un meilleur réseau ferroviaire. Ce dernier a nommé une commission d'experts pour faire une enquête générale. Ne vaudrait-il pas mieux d'attendre les conclusions de cette commission et s'entendre entre les provinces?

Et, en traitant ce sujet, me serait-il permis de dire, non comme partisan mais comme citoyen de cette province, qu'il n'y a peut-être pas assez de collaboration entre le pouvoir fédéral et le provincial et entre les diverses provinces. La province fait partie de la Confédération canadienne et elle est, avec raison, jalouse de son autonomie, de ses droits, de ses privilèges. Je ne veux pas mettre en doute la bonne foi des autorités fédérales, soit libérales, soit conservatrices, mais il me semble que nous avons eu à Ottawa une politique ferroviaire prématurée, et en conséquence, les chemins de fer ont coûté des sommes exorbitantes. On a demandé aux provinces de l'Ontario et du Québec de payer une grande partie de ce que l'on appelle couramment les pots cassés.

La loi des faillites est ruineuse pour la province de Québec, et le crédit agricole fédéral, tout en étant bon en soi, ne donne pas satisfaction aux cultivateurs de notre province. Il en est de même de la loi de pension de vieillesse. Tout cela dénote un manque d'entente et de collaboration entre les deux gouvernements. La province de Québec ne demande pas de faveurs, elle n'en a pas besoin. Mais elle demande que, dans l'élaboration des lois fédérales qui l'intéressent, il soit tenu compte de son caractère et de ses traditions.

On nous répondra: "Mais vos amis sont au pouvoir à Ottawa, pourquoi ne pas vous adresser à eux?" On ne peut demander, M. l'Orateur, à un gouvernement au pouvoir depuis un an seulement, de changer tout ce que les gouvernements précédents, libéraux et conservateurs, ont fait. Je crois que le gouvernement devrait convoquer incessamment une conférence interprovinciale à laquelle participerait le gouvernement d'Ottawa pour étudier les diverses questions qui nous confrontent. Je crois qu'il faudra en venir là et vaut mieux tout de suite que plus tard. Il n'y a pas de doute que les besoins d'aujourd'hui sont différents de ceux d'hier, en particulier quand on tient compte des progrès de la machinerie et du fait que de nombreuses industries de la province sont dans une mauvaise situation. Avec les progrès actuels dans tous les domaines, nous devons faire face à des besoins nouveaux, et c'est pourquoi il est bon qu'il y ait entente entre toutes les parties intéressées.

Le chômage! Je crois que l'une des causes du chômage est la surproduction dans l'industrie du papier. Et pourquoi cette surproduction? Parce que le gouvernement actuel, et je ne veux pas le lui reprocher, car il a peut-être fait de son mieux, a obligé, de 1924 à 1927, les acheteurs de limites à bois à construire de nouvelles usines qui ont augmenté la production de 1,000 tonnes par jour. Aujourd'hui, l'industrie est partiellement inactive dans certains secteurs et totalement inactive dans d'autres. Des milliers de gens qui tirent leur gagne-pain de l'industrie doivent être secourus, à grands frais. À l'aurore d'une nouvelle législature, il ne faut pas faire de reproche injuste. Je n'en fait pas. Je constate un fait. Ce fut une erreur. Le gouvernement devrait éviter de pareilles erreurs; et en tout cas, il lui incombe de les réparer.

Le chômage nous a conduit à quoi? Le premier ministre nous a parlé du communisme. Et il a dit qu'il était disposé à mettre dans la lutte contre cet agent destructeur toutes les ressources de notre province, tous ses talents pour éradiquer ce mal. Je

l'en félicite. C'est la meilleure partie du discours du premier ministre. Mais quelles sont les causes de ce communisme? Il est bon de le savoir afin de ne pas combattre uniquement les symptômes, mais de s'attaquer à la racine du mal.

Je vous le demande, M. l'Orateur, comment se fait-il que dans notre province catholique et paisible, le communisme soit en voie de s'implanter? Pourquoi? Le premier ministre nous a dit, et avec combien de raison, que le sentiment religieux était le meilleur rempart contre le communisme. Mais le gouvernement a-t-il fait tout pour enrayer le communisme? J'ai le regret de dire que le gouvernement a quelque peu manqué sur ce point-là. Le respect du repos dominical demeure le meilleur moyen de maintenir le sentiment religieux. Depuis que je représente le comté de Trois-Rivières en cette Chambre, je me suis toujours fait un devoir de demander le respect du repos dominical. Comment se fait-il que le dimanche ne soit pas plus respecté dans la province de Québec? Je demande au gouvernement d'y voir de près.

À la dernière session, j'avais le plaisir de faire adopter, par la Chambre à l'unanimité, une résolution par laquelle on disait que la violation du repos dominical produisait une surproduction désastreuse au point de vue matériel et forçait les ouvriers à travailler le dimanche. En autorisant les travailleurs à travailler le dimanche, le gouvernement a contribué à la diminution du sentiment religieux dans cette province et, grâce à cette diminution du sentiment religieux, le terrain était bien préparé pour la diffusion de la propagande communiste. La même résolution portait aussi qu'il fallait augmenter le nombre des inspecteurs chargés de veiller à l'observance de la loi. Qu'a fait le gouvernement depuis ce temps-là? Rien? Je sais, bien sûr, qu'il y a eu des élections, ainsi que d'autres problèmes, qui ont empêché le gouvernement de donner effet à la résolution de la Chambre.

Il n'y a pas assez d'inspecteurs. Les employés ont été renvoyés dans la proportion de 50 % par les propriétaires de moulins. Si aujourd'hui nous avons la crise des industries du papier avec 50 % des ouvriers qui chôment et le reste qui ne travaillent que 60 % du temps, c'est dû à la violation de la loi du dimanche, laquelle violation a augmenté la production de 10 à 15 %.

Je suis un libéral conservateur, ami de l'ordre et ennemi du désordre et de la démagogie, du socialisme et du communisme.

Des voix: Hear! Hear!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois que des deux côtés de cette Chambre on s'entendra pour dire que la saine tradition des principes des deux partis est opposée au communisme, mais il ne faut pas créer de caste de privilégiés.

Mais avons-nous tout fait pour empêcher le communisme? Est-ce que la surproduction et la surcapitalisation, la législation privée trop abondante ne sont pas de nature à faire penser au peuple qu'il y a pour les riches et les puissants des droits que les pauvres n'ont pas? On donne l'impression qu'il y a des lois pour les riches et des lois pour les pauvres.

Le capitalisme est nécessaire; il doit être protégé, traité avec considération; il a droit à l'aide nécessaire, et même à certains privilèges, mais il y a deux sortes de capitalisme: le capitalisme sincère, patriotique, et le capitalisme ventriloque. Nous avons malheureusement dans Québec du capitalisme ventriloque. Nous constatons aujourd'hui que dans Québec la surcapitalisation est un mal. Des stocks mouillés ont été vendus aux contribuables ordinaires; l'épargne publique est engagée dans ces stocks mouillés. Ne serait-il pas sage et opportun de convoquer une autre conférence interprovinciale, avec le concours du fédéral, afin d'adopter une législation uniforme pour empêcher la surcapitalisation et prévenir les désastres des années passées? Il ne servirait de rien que Québec soit seule à tenter une pareille réforme.

Le gouvernement prêche le retour à la terre. Très bien. Mais n'aurait-il pas été préférable d'empêcher la désertion de la terre et de ne pas adopter la politique suivie au Lac Saint-Jean? Il vaut mieux prévenir que guérir.

Réalise-t-on qu'il y a environ le tiers des terres octroyées par la couronne qui sont retournées à la couronne, réalise-t-on que la classification des terres de colonisation est loin d'être complète, et qu'à cause de cela, un mouvement mal préparé peut entraîner un second échec qui aurait des conséquences irrémédiables. Le gouvernement aurait dû et devrait classer les terres de colonisation. Où va-t-on avec un système semblable? Certains de nos colons ont été dirigés sur des terres stériles et improductives. Ils se sont découragés dès les premiers mois. L'homme qui a été découragé une première fois lors d'un premier effort d'établissement sur une terre peut être incité à faire un second essai, mais l'homme qui a fait deux efforts et qui a échoué deux fois sera découragé pour toujours, et ce second échec peut, de manière plus ou moins significative, avoir des conséquences immédiates. Est-ce la façon du gouvernement d'encourager le retour à la terre?

Nous avons à la tête du ministère un ministre sympathique, le plus sympathique de l'administration, il est honnête, il est dévoué, son action est peut-être entravée, mais il est forcé de subir la responsabilité ministérielle. J'espère cependant, qu'il considérera attentivement cette question de classification des terres. Je connais l'honorable ministre de la Colonisation et je lui demande de prendre mes remarques en bonne considération.

Pourquoi les cultivateurs ont-ils laissé la terre? C'est parce qu'ils n'y pouvaient trouver leur subsistance et celle de leur famille. Là réside tout le problème. Le coût de production est trop élevé. C'est aussi parce que les cultivateurs étaient attirés par l'attrait factice des villes et que le gouvernement n'a pas su rendre la vie plus facile aux cultivateurs.

De plus, dans une province qui possède les plus vastes ressources du monde en énergie électrique, nos cultivateurs n'ont pas d'électricité dans les campagnes ou, quand ils l'ont, on la leur vend trop cher. Alors qu'on donne l'électricité de la province de Québec aux autres provinces, et cela sans compensation, nos cultivateurs n'en ont pas dans leurs paroisses. Je vous le demande, M. l'Orateur, est-ce logique? Qu'on donne de l'électricité à meilleur compte; le coût de production sera moindre et les profits des cultivateurs seront plus forts ou moins faibles. Si nos campagnes avaient été électrifiées, je suis d'avis que l'exode eût été moins considérable, car la vie eût été plus attrayante et le coût de production moins élevé.

Le premier ministre dans ses remarques a parlé du problème de la canalisation du Saint-Laurent. Il a dit que le Saint-Laurent était notre plus bel héritage et qu'Ottawa aurait dû consulter Québec avant d'entamer des négociations avec les États-Unis. On peut négocier sans rien régler définitivement. Cela n'était pas nécessaire et Ottawa voulait auparavant prendre l'avis des américains, connaître leurs projets avant de soumettre ceux-ci aux provinces de Québec et d'Ontario, car les négociations sont toujours préliminaires, toujours conditionnelles. Je pense qu'avant de soumettre un projet, toutes les questions de détail devraient être connues. Je dis cependant que cette question est la plus grande qui s'impose à notre province, au point de vue économique. C'est une question fort complexe.

Le sénateur McDougald m'a envoyé un livre sur la question pour prouver que la canalisation ne nuirait pas au port de Montréal. Nous avons eu les résultats du travail de O. Lefebvre, qui fait honneur à cette province et au gouvernement qui l'a nommé à la Commission des eaux courantes de Québec, et nous

avons aussi l'opinion du président de la Chambre de commerce du Québec, le distingué journaliste Arthur G. Penny. Personnellement, je crois que cette question devrait être considérée, étudiée, en regard de Québec et d'Ontario seulement, car les vieilles provinces ont fait assez de sacrifices pour qu'on ne leur demande pas de se saigner à blanc pour des avantages aléatoires.

Qu'on me comprenne bien. Je ne suis pas ce que l'on appelle un politicien à l'esprit de clocher. Je sais que nous faisons partie d'une confédération et que nous devrions vivre en paix avec les autres provinces. Je n'ai pas l'esprit de clocher, mais charité bien ordonnée commence par soi-même. Il est temps que les vieilles provinces reçoivent d'Ottawa la part de justice qui leur revient. Le problème du Saint-Laurent est complexe, mais je me demande comment il se fait que, dans notre province, nous devons payer des taux d'énergie électrique deux à trois fois plus élevés qu'en Ontario, alors qu'une bonne partie de l'énergie de l'Ontario provient de chez nous. C'est étrange que, bien que nous ayons concédé des droits sur l'énergie électrique aux compagnies de cette province, nous devions payer l'électricité deux ou trois fois plus cher qu'en Ontario.

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas pris des mesures pour assurer à notre province des taux raisonnables?. Comme on n'a pas abordé la question, le problème des taux est devenu plus complexe. Je ne veux pas saboter les intérêts légitimes de qui que ce soit, mais la population devrait aussi être protégée. Je suggérerais une commission d'experts pour faire une étude approfondie de la question, pour savoir ce qu'il y a au fond de l'affaire et protéger les droits des compagnies, des consommateurs et des gens qui y ont mis leurs capitaux.

Le programme du député de Trois-Rivières sur cette question, c'est le programme adopté à la convention conservatrice de 1929: le développement rationnel de nos forces hydrauliques, pour l'avantage du peuple et sans entraver l'initiative privée. C'est le programme que j'entends suivre sur cette question et je crois que ce programme devrait être adopté par le gouvernement, parce que je le crois basé sur des données sûres et l'expérience du passé. Cette question de la Beauharnois sera peut-être discutée plus tard et il n'y a pas lieu d'y revenir pour le moment. Mais je regrette que le gouvernement ait aliéné la plupart de nos pouvoirs d'eau dans la plus grande partie des cas.

L'aide aux chômeurs? Ne croyez-vous pas que le gouvernement pourrait adopter quelques idées à ce sujet? Le premier ministre nous dit que les

revenus baissent, disparaissent, que les revenus de la Commission des liqueurs s'en vont, ainsi que les revenus des Terres et Forêts. C'est malheureux. Le gouvernement sent le besoin cette année d'imposer de nouvelles taxes.

Quand le gouvernement actuel sent le besoin de mettre cela dans le discours du trône, lui qui a augmenté les taxes depuis 15 ans, on peut se faire une idée de ce que sera la taxe. Mais où sont les surplus? Depuis dix ans, le gouvernement s'est créé des surplus à même nos forêts. Il a retiré du domaine forestier une somme de \$50,000,000. Ils nous coûtent cher ces surplus! On peut se demander comment le gouvernement pourrait manquer d'argent, même si les revenus de la Commission des liqueurs étaient beaucoup moins élevés et si les forêts rapportaient beaucoup moins. Diminution des revenus? Le gouvernement actuel n'a-t-il pas accaparé tous les revenus, même ceux qui devaient aller aux municipalités? L'an dernier encore, à la faveur des travaux du chômage, le gouvernement épargnait 25 % dans le coût des travaux de la voirie. Au lieu de payer la part ordinaire de 50 %, il ne payait que 25 % et ainsi se ménageait 25 % au détriment des municipalités. On parle même de nommer une commission pour contrôler les emprunts des municipalités, et faire enquête. Mais le premier ministre, qui est le ministre des Affaires municipales, et le sous-ministre, M. Morin¹, n'auraient-ils pas pu faire cela? Mais que fait-on du ministère des Affaires municipales? Est-il question de remplacer le premier ministre qui est en tête?

L'honorable M. David (Terrebonne):
L'opposition le voudrait bien.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La province s'en porterait mieux. Le premier ministre a-t-il trop de ministères? Il a trop d'ouvrage. Il y a quelque chose qui ne va pas. C'est pourquoi il faut une commission.

Les statistiques municipales de 1928 pour les dettes municipales et de 1929 pour les dettes scolaires, dettes payées par les mêmes contribuables, forment une dette *per capita* de \$166.75. Il me semble que le gouvernement retire assez des municipalités sans imposer de nouvelles taxes.

Nous touchons du doigt, avec cette question des finances, une des plus graves erreurs de la législation de ces dernières années. Savez-vous que, dans Québec, les exemptions de taxes aux compagnies ont été accordées tellement à l'aveuglette que le gouvernement me répondait, l'an dernier, qu'il

ne pouvait pas dire la valeur des exemptions. Dans Québec, il y a des corporations industrielles qui jouissent de nos ressources et qui sont exemptes de taxes municipales et scolaires pour une période de 40 ans. Ce n'est pas raisonnable.

Aidons-les, accordons-leur des exemptions de taxes pour quelques années, fort bien, mais pas pour aussi longtemps. Je ne crains pas de dire que les biens des compagnies exempts de taxes s'élèvent actuellement à \$200,000,000. Si nous prenons une base de 2 %, ceci représente une somme de \$4,000,000² qui, chaque année, va dans le gousset des industriels, pendant que les ouvriers voient leurs salaires diminuer. C'est une des causes du malaise dont les municipalités souffrent. Il faudrait abandonner cette politique.

Le premier ministre, dans le discours du trône, parle d'un autre sujet. Il dit qu'il va falloir augmenter les taxes à cause de la construction de certains grands ponts. Il faut aider la misère d'une façon convenable. Il ne faut pas mesquiner. Mais ne croyez-vous pas que certains travaux en préparation et non commencés pourraient attendre, par exemple, le pont de l'Île d'Orléans, qui avec les approches, va représenter une dépense de \$4,000,000³. Pourquoi ces travaux? Pour détruire le caractère de l'Île, son panorama! Je crois que l'on devrait affecter cet argent à d'autres fins utiles. On pourrait ainsi éviter les nouvelles taxes projetées.

Nous avons un gouvernement sinon "*de jure*" du moins "*de facto*".

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Il y a des députés "*défaits*" aussi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'honorable premier ministre regarde de son côté, il verra qu'il y a les disparus.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Moins.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre a parlé des contestations d'élections. M. le Président, mon opinion est bien connue sur ce point. Ce que je pensais hier, je le pense encore aujourd'hui. Je considère que les contestations d'élections en bloc sont pour le moins inopportunes. Je crois qu'un nombre considérable de conservateurs influents, comme moi, s'opposent aux contestations d'élections en bloc. Je sais qu'il n'y a pas de mal à ce qu'un électeur se prévale de son droit de contester, s'il croit qu'il y a eu des abus. Mais je dis que

l'exagération des réclamations affaiblit la cause. Contester les élections en bloc est chose désastreuse et ruineuse à tous les points de vue. C'est une attitude déplorable et je tiens encore une fois à dégager ma responsabilité.

Mais je veux être conséquent et logique. Le premier ministre l'est-il quand il dit qu'il va soumettre ces contestations au comité des privilèges et élections?

Si les contestations en bloc sont un mal, ce n'est pas en leur faisant écho que l'on va améliorer la position. Il y a un autre point important à cela. Je demande au premier ministre de bien penser aux conséquences de l'acte qu'il veut poser. Référer cette question au comité des privilèges et élections, c'est une insulte aux tribunaux que de leur substituer la Législature. Nos tribunaux sont saisis de la question et je ne reconnais pas à la Chambre le pouvoir de substituer son autorité à celle de nos tribunaux. Je crois que le premier ministre, qui a de grandes qualités, comprendra qu'il est procureur général et ce n'est pas le temps, au moment où nous sommes menacés du communisme, de donner cet exemple du mépris du pouvoir judiciaire à la population de cette province.

Je pense que le premier ministre, qui a de très grandes qualités, se rendra compte qu'en tant que procureur général, il devrait démontrer aux autres provinces, aux États-Unis et à ceux qui connaissent notre province qu'il tient beaucoup à ce que l'on respecte le pouvoir judiciaire. Le gouvernement est le pouvoir exécutif, la Législature constitue le pouvoir législatif et les juges forment le pouvoir judiciaire. Respectons le pouvoir judiciaire qui est saisi de ces questions. Peut-être qu'après y avoir réfléchi, le premier ministre abandonnera son idée. Je crois que ce mouvement serait plutôt nuisible à la bonne renommée du gouvernement et une atteinte à l'autorité judiciaire, qu'il faut respecter et qui mérite notre confiance. On encourage le bolchévisme en agissant autrement.

Le premier ministre a parlé des affaires de l'opposition. J'ai dit l'an dernier: "Quand nous serons à votre place." C'est vrai, je l'ai dit. Mais je prends exemple sur le premier ministre, qui a fait des promesses qu'il a négligé de tenir. En 1923, alors que le Parti conservateur provincial, sous la direction de monsieur Sauvé, un vrai conservateur, celui-là, revenait en Chambre avec 23 députés, le premier ministre avait dit: "Si l'opposition revient en Chambre avec 5 députés, je démissionne." L'opposition est revenue avec 23 et le premier ministre n'a pas démissionné.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Avec la différence que je n'ai pas dit cela.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, oui, c'était rapporté dans les journaux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Quel journal? Oui, dans vos journaux.

M. Duplessis (Trois-Rivières): *Le Soleil* lui-même. Mais je ne blâme pas le premier ministre de douter de ce que l'on dit dans ce journal. Le premier ministre est un homme très occupé, toujours en bonne santé et alerte. Il occupe les postes de premier ministre, procureur général, ministre des Affaires municipales, ministre des Finances. Mais en plus de cela, il est devenu ministre des Affaires étrangères, en prononçant un discours à Montréal, alors qu'il s'est chargé de conseiller aux Britanniques de voter pour M. Baldwin et contre M. Lloyd George. Il semble que les gens là-bas ont suivi son conseil. Ne pense-t-il pas qu'il devrait se limiter à nos propres problèmes sans se mêler des affaires des autres? Qu'il n'oublie pas que le meilleur moyen de s'enrichir, comme disent les Américains, c'est de se mêler de ses affaires.

Nous avons des ressources immenses dans cette province. Nous avons déjà réclamé un inventaire national, comme la chose devrait se faire dans toute maison d'affaires.

Il y a eu un inventaire décrété au ministère des Terres et Forêts, mais malheureusement sans effet, à cause de la multitude d'ordres en conseil adoptés pour accorder des limites aux compagnies, avant que l'inventaire fût fait. Je dis que c'est le désordre en conseil.

M. l'Orateur, je termine en saluant le nouveau ministre du Travail (M. Arcand) et lui offre ma collaboration. Cela fait de nombreuses années que le gouvernement aurait dû faire une telle nomination.

Il (M. Duplessis) déclare que, en dépit des maux actuels, il n'était pas pessimiste parce que la province, malgré les fautes et les erreurs commises par ses gouvernements, avait des ressources inépuisables et un peuple bien doté pour les développer. Il invite les députés à s'élever au-dessus des mesquines considérations partisans, lorsqu'ils chercheront des solutions aux problèmes actuels.

Ceux qui ont doté le palais législatif l'ont fait d'un endroit d'où l'on voit des montagnes et des collines et n'ont-ils pas voulu que nous nous élevions au-dessus des mesquines luttes.

(Applaudissements)

En ce qui me concerne, je suis prêt à coopérer avec le gouvernement à la mise en œuvre de bonnes mesures et à ne pas faire d'opposition simplement pour le plaisir de m'opposer. Je désire encourager le gouvernement à améliorer la situation actuelle et favoriser l'application de toutes les bonnes mesures qui sont dans l'intérêt de la province. J'ai confiance en mon parti, le Parti libéral-conservateur. Nous avons connu des revers, oui c'est vrai, mais les idées demeurent, elles sont souveraines et elles nous vengeront.

L'honorable M. David (Terrebonne):
L'armistice! 11 novembre 1918! Les cloches chantent et leur tintement annonce au monde épuisé qu'il peut enfin respirer. Les soldats sortent des tranchées, les drapeaux flottent au vent, les mères, les épouses, les fils sourient. Les veuves, les mères endeuillées pleurent plus doucement. Le monde vient d'affirmer que c'en est fini de la guerre. Il ne veut plus que ce cauchemar alourdisse sa vie, assombrisse sa pensée. Tout est joie, tout est consolation.

11 novembre 1931! Treize ans se sont passés. Les politiques ont tout fait pour réaliser le souhait d'hier. Les diplomates ont raisonné, mais ils n'ont pu dompter l'ambition, cette maîtresse des hommes et des nations et aujourd'hui, en cet anniversaire, les yeux tournés vers l'orient, certains peuples astiquent leurs armes.

Jour d'Armistice qui nous fait nous incliner sur nos morts et souhaiter que l'on comprendra enfin dans un univers éclairé toute la malédiction d'une guerre.

Dix ans dans la vie d'un peuple, c'est peu de chose, c'est énorme dans la vie d'un homme! Dix ans, collaborer et sentir une volonté loyale s'attacher à la nôtre. Dix ans, sans se démentir, dompter une maladie qui nous mine. Ne jamais se trahir et ne jamais trahir. Toujours soucieux d'accomplir son devoir, désireux d'attacher son nom à une œuvre, lui sacrifier les heures de sommeil, lui donner toutes les heures du jour. Esprit sans cesse en activité, inlassable, presque tourmenté.

Voilà l'homme qu'hier matin je conduisais au cimetière. Pourrais-je, au début de ce premier discours que je fais en Chambre, ne pas m'incliner sur la terre que le froid de l'hiver n'a pas encore durcie et qui gardera éternellement la tombe de C.-J. Simard⁴.

M. l'Orateur, je ne vous surprendrai pas si, au début de mes remarques, j'affirme une vérité qui peut paraître paradoxale mais qui, toutefois, n'en constitue pas moins la constatation d'un état de choses qui s'offre à tout esprit averti ou observateur. C'est au moment où tout semble aller le plus mal que l'humanité se montre la meilleure.

Le monde ne vit jamais s'abattre sur lui une crise plus tenace que celle qui le bouleverse actuellement, mais jamais le monde vit l'humanité ressortir à son fond de santé mieux qu'elle le fait aujourd'hui. Elle fait appel à ses sentiments de devoir, de dévouement, de charité et de bonté.

Les richesses se sont écroulées, les fortunes se sont abîmées, les industries périlissent, les finances des nations sont entamées, et cependant, jamais les appels à la charité n'ont entendu une réponse plus rapide, plus sympathique, plus efficace.

Ne serait-ce pas le résultat de cette fausse conception du bonheur que l'humanité se fait, lorsqu'elle se croit heureuse. Ivre de prospérité et d'argent, grisée par les succès, elle s'oublie elle-même en oubliant les qualités qui sont en elle. Viennent les moments tristes, graves, où la réflexion et le raisonnement s'emparent d'elle; alors on la voit se pencher avec plus de miséricorde sur les petits, les humbles, les opprimés et ceux qui souffrent.

Tout d'abord, dans ces moments-là, les peuples ayant réfléchi, reviennent à un état d'esprit plus sain. Ils font trêve sur le terrain politique, considérant que le salut du pays est au-dessus des succès du parti, et c'est alors que l'on voit des hommes ne partageant pas toujours les opinions des dirigeants et des gouvernants, se refuser à accepter des théories ou des modes de pensée nouveaux qui pourraient mettre en péril, plus sérieux encore, l'avenir du territoire qu'ils habitent.

Voilà synthétisé, si je peux dire, le résultat de l'élection du 24 août dernier. Le Parti libéral se présentait devant le peuple de Québec sans autre promesse que celle de considérer son passé comme garant de sa politique d'avenir; politique sans intransigeance, sans préjugé, éclairée par la lumière qui jaillit toujours de principes fondamentalement sains, et désireuse de coopérer avec toutes les classes de la société, pour trouver des remèdes et des solutions aux maux qui assaillent notre province.

À quoi bon servirait de revenir sur la lutte maintenant terminée. À quoi servirait de se plaindre des attaques injustifiées faites contre nous? N'est-il pas suffisant que le peuple nous ait donné raison et nous ait vengés des affronts, des injures et des insultes? Pour ma part, j'ai, toute ma vie, tâché de me mettre au-dessus de l'attaque lorsque je la croyais injuste, toute ma vie j'ai essayé d'oublier l'insulte, lorsque je la crois faite dans un moment d'emportement ou de véhémence passion; toute ma vie, j'ai fermé l'oreille à la calomnie corrosive, l'attribuant à un manque de jugement, de raisonnement ou à une mauvaise foi basée sur des préjugés.

Ce dont le Parti libéral a droit de s'enorgueillir, ce dont il a droit d'être fier, surtout au lendemain de cette campagne, - la plus violente jamais faite contre lui - c'est que tout un peuple, pourtant mal à son aise, gêné dans ses affaires, regardant avec anxiété le présent, doutant presque de l'avenir, s'est accroché à lui comme à une planche de salut. De cela, messieurs de la droite, nous avons le droit d'être heureux, car outre que c'est pour nous une marque de confiance que nous ne pouvons pas mésestimer, c'est aussi l'affirmation la plus parfaite, la plus absolue et la plus complète que Québec pouvait donner de nouveau de sa santé d'esprit.

N'y a-t-il pas lieu pour ceux qui viendront après nous, de tirer une autre leçon? Je vous la soumets tout simplement, humblement, c'est qu'il n'y a pas de place dans Québec pour les partis de réaction violente. Notre mentalité est telle qu'une tradition pour nous a toute la valeur d'un programme, que nous verrions dans l'effacement de l'une d'elles quelque chose de notre vie nationale qui disparaîtrait.

Aussi bien, lorsque cette réaction violente se traduit en discours irréfléchis, en paroles audacieuses, en appels véhéments, le peuple de Québec, gentilhomme, poli, y voit une dérogation à des coutumes, des habitudes qu'il entend garder.

Que n'a-t-on pas fait pour soulever le peuple contre nous, dans la dernière lutte. Je ne mentionnerai qu'en passant, et sans aucun désir de me défendre, les appels faits au nom de la religion.

M. l'Orateur, je voudrais bien savoir lequel de nos adversaires d'hier, ici ou absents, a le droit sur ce point de discuter. Je voudrais bien savoir lequel a droit d'enquêter sur nos principes, notre religion et notre conscience. Je voudrais bien savoir lequel encore a le droit de recourir à de vieux cris de bataille que l'on entendait dans les mauvais jours d'avant 1896, pour prétendre à une différence religieuse entre libéraux et conservateurs. Je n'entends pas sur ce point ajouter davantage. Si je l'ai mentionné, c'était pour tirer la conclusion suivante: Que ceux qui se préparent aux luttes de l'avenir retiennent la leçon d'hier.

Il est fini le temps où le peuple peu instruit se laissait enflammer, emporter, par des appels politico-religieux. Il est fini le temps où le peuple se plaisait à juger les opinions religieuses de ses mandataires par les attaques que l'on dirigeait contre eux. Il lit, il sait les actes que nous posons, il apprécie, il juge, et son jugement dans la dernière lutte prouve de façon irrévocable qu'il n'a jamais regretté la confiance que, depuis 34 ans, il accorde au Parti libéral dans Québec.

Si je ne craignais de prendre le temps de cette Chambre, et si je ne craignais de porter au comble votre indulgence, M. l'Orateur, je tracerais en quelques grands traits, la politique libérale dans Québec.

Tout d'abord son évolution, tout en demeurant dans les cadres de la doctrine qu'il s'est imposée, a toujours été éclairée par le respect du passé, et j'oserais affirmer qu'il n'est pas de parti plus franchement, ouvertement traditionaliste que le nôtre. Il reconnaît ce qui fait la force de notre peuple, il le respecte. Il s'attache depuis 34 ans à maintenir les droits religieux, il s'applique à faire prévaloir les droits éducationnels. Il ne veut pas que l'on entame, même indirectement, l'intégralité de son territoire. Il tâche à faire respecter partout et toujours les droits constitutionnels de la province. Il cherche, dans une coopération bienveillante mais toujours aux aguets, à empêcher qu'un seul des droits provinciaux ne lui soit enlevé.

Parti né de la liberté, il la respecte sous toutes ses formes: liberté de parole, liberté de presse, liberté en matière religieuse, liberté en matière éducationnelle, liberté en matière d'associations, liberté en matière de langue, liberté pour les minorités.

Le Parti libéral, de plus, cherche toujours à améliorer le sort du peuple, mais en ce faisant, il ne veut pas mettre en péril l'avenir du peuple. Accessible au progrès, il le recherche, mais ne tâche pas de l'atteindre par des lois réactionnaires ou révolutionnaires. Il va vers l'avenir pas à pas et non pas à la course, se défiant de la rapidité qui quelquefois met en péril l'édifice construit.

Les idées nouvelles, en matière politique bien entendu, ne lui répugnent pas; il les étudie et les juge. Il les applique, non pas pour faire plaisir au peuple, mais parce que nécessaires au peuple, et quelquefois, s'il résiste au désir de lui plaire, c'est qu'il sent que le plaisir qu'il lui ferait, le peuple lui-même qui a demandé cette réforme dans un moment de murmure ou de mécontentement, serait le premier, plus tard, à lui reprocher son manque d'énergie et de volonté.

Le Parti libéral, c'est celui de la jeunesse, cette jeunesse instruite qui conçoit l'avancement dans les bornes de la légalité et de la dignité; de cette jeunesse, qui heureuse d'avoir été instruite grâce au Parti libéral, désire lui en savoir gré et lui en témoigner sa reconnaissance. Jeunesse qui apprécie que jamais un parti a fait pour les éducateurs de cette province autant que le Parti libéral, jeunesse qui se souvient que c'est grâce à ce parti que les collègues classiques peuvent aujourd'hui envoyer chacun dans

certaines maisons d'éducation de France, d'Angleterre, des États-Unis ou même du Canada, certains de leurs professeurs, afin de leur permettre d'acquérir une compétence plus grande.

Parti de la jeunesse aussi parce qu'elle sent, cette jeunesse que, dans le Parti libéral, certains principes animent notre politique, qu'elle est faite, non pas de haine mais du désir de servir; qu'elle n'a pas pour but de démolir mais de construire, et que l'homme politique de notre parti n'a qu'un désir, quand viendra le soir et qu'il devra disparaître, de pouvoir se dire: J'ai fait mon devoir.

Le Parti libéral n'est pas un parti de soulèvement populaire, c'est un parti d'apaisement populaire. Ce n'est pas un parti de préjugés, c'est un parti de jugement. Ce n'est pas un parti de dissension, c'est un parti de calme, de modération, de pondération et d'union. Et voilà pourquoi, M. l'Orateur, encore une fois, le 24 du mois d'août dernier, le peuple, satisfait que c'est bien là la doctrine, les principes, l'état d'âme et d'esprit du Parti libéral, a permis que sur 90 représentants de la province de Québec, 11 seulement ne fussent pas de notre parti.

Je ne peux m'empêcher, regardant de l'autre côté de la Chambre, ceux qui, il y a six mois, étaient bien convaincus d'être de ce côté, de constater un autre fait. D'habitude, les partis au pouvoir pendant un certain nombre d'années recueillent, le long de leur route, certains éléments de désunion qui éclatent devant le public, certains éléments d'ambition personnelle qui veulent se faire jour et qui deviennent des obstacles et des difficultés. Est-il nécessaire que je conclue en disant que, de ce côté de la Chambre, jamais union plus parfaite n'a régné, entente plus complète n'a existé. Fiers du chef que nous avons, pas un d'entre nous hésiterait, quel que soit le sacrifice qui nous serait demandé.

(Applaudissements)

Mais venons à l'autre côté de la Chambre. J'y vois des éléments auxquels je ne fais que toucher en passant, comprenant que leurs ennuis leur suffisent, sans que nous les étalions devant le public. Mais je vois un homme qui, parce que faisant son devoir pendant les trois ou quatre dernières sessions, parce que toujours à son poste, parce que discutant les lois à la lumière de sa raison sans avoir toujours raison, parce que remplaçant brillamment celui qui n'y était jamais, se voit aujourd'hui relégué non pas dans l'ombre, car l'injustice quelquefois grandit ceux qui en sont les victimes, mais tout de même relégué de côté, à droite du chef temporaire, ce qui peut sembler pour quelques-uns une présence, mais ce qui, pour

ceux plus au courant, constitue une régression. C'est l'un des chefs; il est la saine, la bonne tradition conservatrice. Appelons-le, si vous le voulez bien, le chef tradition⁵.

(Murmures d'approbation à la droite de la Chambre)

Il y en a un autre, il est à gauche du chef temporaire; il est, comment dirai-je, désireux que je suis de ne pas être injuste vis-à-vis de lui, le chef, disons, réaction. On n'a qu'à se souvenir de ses splendides envolées dans cette Chambre, de sa dialectique toujours inspirée des auteurs les plus sains et des plus saints auteurs, on n'a qu'à le voir, certaines nuits, s'imposant le sacrifice du jeûne et du sommeil pour faire prévaloir le droit qu'avait son comté d'obtenir un pont. Ce dévouement chez un député n'est pas nouveau, mais le pousser jusqu'à ce point de sacrifice, c'est rare. Nous avons donc le chef réaction⁶.

Mais dans tout parti, s'il n'y a pas d'ambition apparente ou voilée, le parti nécessairement ne pourra progresser. J'en vois un - il n'est pas dans cette Chambre, il siège à la tête d'une grande municipalité; son nom, pendant quelque temps, vola, oui, vola de bouche en bouche - il devait sur son passage dans Québec tout révolutionner, puis un jour, ce sont ses amis qui le disaient et il le crut, après avoir planté son drapeau sur la vieille forteresse de Québec; il devait, paladin nouveau, s'emparer des collines de Bytown. Mécontent du résultat, ce grand incompris, qui ne manquait pas de talent, ajoutons-le pour être juste, s'est trouvé le lendemain du 24 août dans une situation où il ne pouvait pas exercer une option qu'il avait prise sur une résidence de la Grande-Allée, à Québec, près de la maison du premier ministre, et il manifeste maintenant de son amour de sa race, de son pays, de son parti, en traitant toute une province, de province corrompue. Je n'entends pas pour le moment, en dire plus long, il demeure ce qu'il a toujours été, ce qu'il est, le chef ambition⁷.

(Rires du côté ministériel)

Un autre, celui-là, modeste, simple, inoffensif, doux, incapable de faire mal à qui que ce soit, répondant si bien à la définition que je vais vous lire, que donne Todd, d'un chef de l'opposition:

"Tout comme une opposition légitime constitue le vrai contrepois de la Constitution, le leadership du gouvernement se reflète comme il convient dans un leadership de l'opposition qui mobilise et contrôle les forces du parti de l'opposition. Sans chefs efficaces, aucun parti ne peut connaître le succès ou être complet.

"Un chef de l'opposition est habituellement choisi selon des considérations personnelles et pour

les qualités qui font de lui l'homme le plus apte à être désigné pour diriger l'État ou, en tout cas, pour exercer le leadership de la Chambre à laquelle il siège, au cas où le premier ministre ferait partie de l'autre Chambre, lorsque son parti arrive au pouvoir. Entre-temps, il doit être capable de gagner l'appui de ses partisans grâce à ses conseils judicieux et à son empressement à agir. Comme l'a dit Lord Bolingbroke: "les gens suivront comme des chiens de meute l'homme qui leur montrera le gibier, mais un chef politique doit être prudent et énergique."

Remarquez les deux derniers mots, M. l'Orateur: "Prudent et énergique". D'ailleurs qui de nous ne l'a pas envié, lorsque sa méditation au cours de la séance de jeudi, par un effet d'acoustique merveilleuse arriva jusqu'à nous. Son énergie, sa volonté, l'affirmation de ses principes, sa combativité lui méritent bien le titre de chef exécution⁸.

Pauvre vieux et bon Parti conservateur, dans quelle position s'est-il mis et combien il doit regretter aujourd'hui de s'y être mis. Pourtant, regardant le passé, il a droit d'être encore fier de ses grands hommes et même de certaines législations qui ne déparent pas la nôtre. Il aura appris à ses dépens ce qu'il en coûte à un groupe d'hommes, qu'il s'appelle parti, société ou association, d'abandonner les traditions pour accepter les réactions.

M. l'Orateur, tout le monde, à juste titre, depuis bientôt six mois, ne parle que de crise. Où que nous allions, bureaux, salons, clubs, la crise! Où que nous marchions, terrasses, rues, la crise! Où que nous passions, le premier mot que l'on se dit: la crise! Et pourtant quand l'on parle d'elle, où que l'on se trouve, une réflexion, toujours la même, est faite: Québec est peut-être, du monde entier, l'endroit où la crise se fait le moins sentir. J'entends par là, désireux que je suis de ne pas amenuiser les ennuis, même les souffrances que l'on y endure, qu'elle entraîne avec elle, moins de mécontentement, de murmures et de violence que partout ailleurs. S'est-on suffisamment demandé à quoi cela tient?

Je répondrai que si les moments difficiles que nous traversons n'ont pas empêché le calme et la modération de régner dans notre province, c'est que l'éducation familiale continuée par l'instruction de l'école, poursuivie par l'enseignement de la chaire, a fait de nous un peuple capable d'accepter, après les années de prospérité, les années mauvaises, avec courage.

D'ailleurs notre peuple n'ignore pas que presque toutes les décades voient déferler sur le monde, une crise d'une nature quelconque. Ce qui rend celle-ci plus grave, c'est que tous les pays sont

atteints en même temps. Je n'entends pas poser à l'économiste, pas plus qu'au moraliste. Durant les crises passées, les peuples ont réfléchi comme ils réfléchissent maintenant, ont décidé de rétablir les bases de leur vie sur des données nouvelles, ont consenti à considérer que l'argent n'est pas la source infinie du bonheur, mais la crise passée, ils se sont tous rués à l'assaut de l'argent.

Quel est celui aujourd'hui qui ne réalise pas que si l'argent est utile, que s'il est même nécessaire dans l'agencement des forces économiques, nationales et politiques, il n'est pas suffisant, à cause de son caractère qui ne revêt aucune permanence, à assurer le bonheur national. Il peut bien donner une prospérité qui nous plaise et nous endorme, mais il ne donnera jamais au peuple le contentement que lui donnera une instruction complète. Voilà la source, l'unique source, si je peux dire, du bonheur, car dans cette instruction, je ne manque pas d'allier l'éducation religieuse nécessaire.

J'ai dit souvent, voulez-vous souffrir, M. l'Orateur, que je le répète, que le malheur est aussi nécessaire aux peuples que la souffrance à l'individu. Trop heureux, les uns comme les autres n'ont pas le temps de s'arrêter et de réfléchir. Poursuivant leur route dans une course effrénée, ils n'ont pas le temps de regarder, d'observer, de penser. Nous sommes à un point d'arrêt, arrêt temporaire; il ne peut en être autrement dans un pays comme le nôtre où la Providence a semé les richesses les plus abondantes. Recueillons-nous donc un peu, pensons-y et réfléchissons beaucoup.

Et puisque le malheur rend meilleur, puisqu'il fait réfléchir et que la réflexion dictera à tout homme comme à tout peuple, que lorsqu'il disparaîtra, son souvenir vivra qu'autant qu'il aura été bon et que sa bonté se sera traduite par de la charité, regardons autour de nous ceux qui, dans ces moments que nous traversons, ont le plus besoin de nous. L'ouvrier sans travail fort, vigoureux, qui ne veut pas, on l'a dit souvent, la charité, mais qui désire que sa force physique ne demeure pas inactive et qu'elle se traduise en des heures de travail et en des jours de paie, mérite certes la sollicitude des gouvernements et des individus. Mais je pense à une classe de notre société, à celle-là qui, pour notre province, a fait le plus beau geste, celle-là qui n'a jamais démerité de nous, celle-là à qui nous disons encore et toujours que c'est sur elle que nous comptons, les mères canadiennes.

Je pense dans le moment, aux femmes d'ouvriers, chômeurs, pauvres, vivant quelques-unes dans des taudis et cependant se préparant à faire pour

le pays, le geste le plus beau qui soit, l'offrande d'un enfant. Je pense à l'angoisse de cette mère de demain qui, tous les soirs voit revenir son homme à la maison, les traits tirés, le front assombri, les yeux mouillés, et qui, désireuse de ne pas aviver le mécontentement qu'elle perçoit, dans un silence magnifique, se contente de souffrir pour trois.

N'est-ce pas le devoir de la société, elle qui veut une perpétuité et qui ne le peut pas sans l'apport nouveau de ces forces nouvelles, de se pencher plus que jamais sur les berceaux qui attendent. N'est-ce pas son devoir aussi, elle qui se penche avec commisération et bonté sur les malades, les orphelins, les vieillards, de se pencher plus bas encore sur ces femmes mal nourries, mal vêtues, mal chauffées, mal logées, dont le physique se détériore en même temps que se détériore le physique de celui qui va naître.

Certes j'admets, M. l'Orateur, que voilà des remarques qui seraient plutôt du cadre d'une conférence, mais s'il est un endroit où l'on doit penser tout haut et dire les vérités, si cruelles soient-elles, qui puissent toutefois reconforter surtout en ce moment, n'est-ce pas ici? Je ne fais d'ailleurs que suivre l'exemple magnifique de mon chef qui s'adressait, il n'y a pas longtemps, à la charité privée, pour venir en aide à la pauvreté cachée, en m'adressant aux femmes de notre province, qui elles, dans ces moments pénibles connaissent le luxe et l'aisance, les attentions les plus délicates, les mets les meilleurs et les soins les plus compétents. Je m'adresse à celles qui ont connu les angoisses de la maternité, pour qu'aujourd'hui elles se rallient au mouvement qui se déclenchera dans Québec, pour venir en aide aux femmes des chômeurs qui demain seront mères.

Voilà, il me semble, une œuvre digne de retenir l'attention de toutes les classes de notre société, le clergé, les laïques et les politiciens.

Ajouterai-je une pensée, celle-ci: qu'au point de vue strictement matériel, laissant de côté toute sentimentalité, le soin que l'on donne à la femme avant qu'elle soit mère, prépare des enfants sains, robustes, forts et vigoureux, qui, honnêtes et bons citoyens, ne seront jamais une charge pour la société, tandis que l'enfant qui naît dans des conditions mauvaises, rachitique, scrofuleux, est la proie facile de la tuberculose ou de tout autre maladie qui un jour ou l'autre en fait un sujet d'hôpital et une charge pour l'État.

Je ne veux pas continuer à développer ce côté matériel, ce serait, il me semble, déparer une pensée généreuse de ce qu'elle a de meilleur, le sentiment.

Vous voulez, M. le Premier Ministre, et avec combien de raison, que dans Québec on ne se laisse pas attirer par des doctrines nouvelles, qu'elles s'appellent communisme, qu'elles s'appellent bolchévisme. Vous voulez que le citoyen de Québec reste l'honnête, l'intègre, le patriotique citoyen qu'il est. Vous voulez que pacifique, modéré, et pondéré, il continue à être l'actif qu'il est aujourd'hui. Vous voulez, en un mot, que règne chez nous la paix. M. l'Orateur, rien ne peut assurer ce désir du premier ministre, mieux, que de contrebalancer ou compenser l'apparente indifférence du capital vis-à-vis le chef de famille que par une attention bienveillante et douce vis-à-vis sa compagnie.

L'homme de chez nous comme d'ailleurs, je veux bien le croire, est sensible à la bienveillance que l'on montre à sa compagnie dans les moments difficiles de la vie. Il y voit plus que de la charité, plus que de la philanthropie, il y voit un geste patriotique auquel il s'associe. Que voulez-vous, le patriotisme des humbles est simple, et combien souvent, j'ai entendu moi-même des hommes de la campagne et de la ville, me dire avec fierté: Je suis un bon patriote, j'ai cinq, j'ai six ou j'ai sept enfants. Et bien, si leur patriotisme consiste parfois à répondre à notre appel et à donner à la patrie des enfants, respectons ce patriotisme en respectant la source.

Voilà, M. l'Orateur, ce qu'aujourd'hui j'ai cru devoir vous dire. Quand bien même, des idées que j'ai pu énoncer, une seule pénétrerait les cœurs, les ferait compatir davantage, je serai satisfait. Le moment est venu et je m'adresse ici au chef de l'opposition et à ses collègues, tout autant que je m'adresse à nos amis de la droite, de nous unir dans une coopération qui nous aidera à sortir des difficultés que nous traversons, par leur étude sérieuse et dépouillée de tout parti pris. Nous vaincrons l'obstacle qui nous arrête, à force d'énergie et de volonté. Nous reprendrons notre marche en avant, grâce à l'acceptation de cette vérité que c'est par l'union, la paix et la réflexion que se prépare la prospérité d'un peuple.

Il n'y pas place ici pour un pessimisme délétère et dissolvant; tout nous invite au contraire à conserver cette force qui constitue le courage éclairé d'un sain et raisonné optimisme. Qui ne se souvient du mot de Cervantes, "Perdre son argent c'est quelque chose, perdre un ami c'est beaucoup, perdre courage c'est tout perdre."

Et bien, je suis un optimiste quand je regarde l'immense territoire de ma province. Je suis un optimiste lorsque je juge la population de ma province. Je suis un optimiste quand je constate la

calme campagne des ouvriers de ma province. Je suis un optimiste quand je vois l'énergique confiance du cultivateur dans ma province. Je suis un optimiste quand s'affirme devant moi l'union de toutes les classes de ma province. Je suis un optimiste enfin quand je sais que chacun de nous, regardant l'avenir, peut sans témérité répéter le vers de Racine: "Je crains Dieu cher Abner et n'ai point d'autre crainte".

(Une longue ovation souligne le discours du député de Terrebonne (l'honorable M. David). Des mains se tendent vers lui pour le féliciter, mais le secrétaire provincial quitte la Chambre tout de suite après avoir parlé.)

M. l'Orateur proclame la motion sur l'adresse adoptée.

**Nomination de Irénée Vautrin comme
président des comités généraux
de la Chambre et Orateur suppléant**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de proposer, secondé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que M. Irénée Vautrin, député de Saint-Jacques, soit élu Vice-président de cette Chambre.

Adopté.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à la prochaine séance, cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Voies et moyens

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à la prochaine séance, cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Comptes publics

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) s'informe auprès du premier ministre de la date à laquelle les comptes publics seront prêts.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Ce ne sera pas long. Je pense que la version française est disponible. Bien sûr, je présume que le chef de l'opposition est versé dans les deux langues.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) réplique en souriant qu'il aimerait savoir s'il y a des différences entre les deux versions.

(Rires des députés)

7. Allusion à M. Camillien Houde.

8. Allusion au député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), chef temporaire de l'opposition.

Dépôt de documents:**Rapport du ministre des Mines**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Mines de la province de Québec pour l'année fiscale 1930-1931. (Document de la session no 24)

La séance est levée à 5 h 30.

NOTES

1. M. Oscar-Jules Morin, sous-ministre au ministère des Affaires municipales.

2. *The Gazette* du 12 novembre 1931, à la page 2, écrit \$400,000,000 et conclut que 2 % de ce montant donne \$4,000,000. Compte tenu de cette erreur, nous nous en tenons au texte du *Devoir*.

3. *The Gazette* du 12 novembre 1931, à la page 2, fait dire à M. Duplessis que le pont de l'Île d'Orléans coûterait au total \$7,000,000. C'est le seul journal qui avance une somme semblable.

4. Monsieur Charles-Joseph Simard fut pendant dix ans sous-ministre au secrétariat de la province de Québec, et ce, sous la gouverne du député de Terrebonne (l'honorable M. David).

5. Allusion au député de Trois-Rivières (M. Duplessis)

6. Allusion au député de Hull (M. Guertin). *L'Événement* du 12 novembre 1931, à la page 14, signale qu'à ce moment M. Guertin, qui était absent, réapparaît.

Séance du jeudi 12 novembre 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Plusieurs pétitions sont présentées devant la Chambre.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Morton Engineering & Dry Dock Company Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une résolution du conseil municipal de la ville de Lauzon, accordant une évaluation fixe pour fins de taxes à ladite compagnie, pendant une période d'années (M. Bélanger);

- de Paul Bouthillier, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens à l'admettre au nombre de ses membres, après examens (M. Bouthillier);

- de la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Crête);

- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Phaneuf);

- de la cité de Salaberry de Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Saintonge);

- de Flavius Lebel, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens à lui accorder la licence requise pour la profession de médecin après examens (M. Taschereau, Bellechasse);

- de la Compagnie des tramways de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Taschereau, Bellechasse).

Rapports de comités:

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse Saint-Étienne, Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite fabrique;

- de Frank J. Knox, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et validant la vente de certains immeubles à lui consentie;

- de dame Éva Morin, épouse de Lucien Martin, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Hubert Morin;

- de G.-Hector Pettigrew, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à l'admettre à l'étude de la chirurgie dentaire, à compter du mois de septembre 1930;

- de la cité de Sorel demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Clément, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi 2 George V, chapitre 124, et la loi 4 George V, chapitre 143, et pour d'autres objets connexes.

Église de la paroisse de Saint-Clément

M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie) demande la permission de présenter le bill 87 modifiant la loi concernant l'église de la paroisse de Saint-Clément.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Succession de Hubert Morin

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 97 concernant la succession de Hubert Morin.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Allan Colville Dowling

M. Smart (Westmont) demande la permission de présenter le bill 80 autorisant Robert Victor Colville Sinclair à adopter Allan Colville Dowling et changeant le nom de ce dernier en celui de Allan Colville Sinclair.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Georges-Hector
Pettigrew**

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) demande la permission de présenter le bill 83 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Georges-Hector Pettigrew à l'étude de la chirurgie dentaire, à compter du mois de septembre 1930.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Sorel**

M. Turcotte (Richelieu) demande la permission de présenter le bill 75 modifiant la charte de la cité de Sorel.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Vente d'immeubles
à Frank J. Knox**

M. Marchand (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 95 ratifiant et validant la vente de certains immeubles à Frank J. Knox.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Fabrique de Saint-Étienne,
de Montréal**

M. Francoeur (Montréal-Dorion) demande la permission de présenter le bill 88 concernant la fabrique de Saint-Étienne, de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

**Comptes
publics**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre l'état des comptes publics de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1931. (Document de la session no 2)

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Quand aurez-vous la version anglaise?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Elle sera prête bientôt.

Aide aux chômeurs

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 17 de l'aide aux chômeurs, 1931.

Adopté.

**Frères de la Charité et école de réforme
pour jeunes délinquants**

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 9 ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les frères de la Charité concernant les jeunes délinquants condamnés à une détention dans une école de réforme.

Adopté.

J.-Arsène Morin

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 78 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre J.-Arsène Morin, L.S.C., à l'étude du droit, sans examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de Montréal,
système de conduits souterrains**

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 modifiant la charte de la cité de Montréal, relativement au système de conduits souterrains soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill autorise la ville à faire un emprunt additionnel de cinq millions pour la construction de nouveaux conduits souterrains. Il sera probablement adopté la semaine prochaine, afin que la ville puisse entreprendre immédiatement les travaux.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission métropolitaine de Montréal

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

La Commission demande que l'ouverture des soumissions pour la vente des obligations puisse être faite à moins de quinze jours d'avis.

On veut aussi que le ministère des Affaires municipales ait le droit d'exempter la Commission de l'obligation de demander des soumissions, la Commission devant vendre ses obligations aux conditions et aux prix fixés par le ministère.

C'est la première mesure en rapport avec le changement de la situation du marché de l'argent, en particulier en ce qui concerne l'échange à New York.

La Commission, dans le but d'alléger si possible le fardeau des municipalités, demande le pouvoir, de concert avec les municipalités, de vendre des terrains à des compagnies qui voudraient établir et exploiter des usines à Pointe-aux-Trembles, Montréal-Nord et Saint-Michel.

À cause de la situation économique, le progrès de ces municipalités a été lent, avec le résultat que le fardeau porté par Montréal n'est pas beaucoup allégé, bien que la Commission ait coupé les frais le plus possible. D'où le désir de faire servir à des fins utiles la grande quantité de terrains vacants. La Commission ne pourra disposer de ces terrains sans le consentement des municipalités intéressées.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Hôpital Saint-Luc

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 76 modifiant la loi constituant en corporation l'hôpital Saint-Luc soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Lasalle

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 91 modifiant la charte de la ville de Lasalle soit maintenant lu une deuxième fois.

Des élections municipales doivent être tenues au mois d'avril à ville de Lasalle, mais par ce bill, les administrateurs actuels demandent que leur terme d'office soit continué jusqu'en avril 1933. On demande aussi que la municipalité soit divisée en trois quartiers ayant droit chacun à deux échevins, le maire étant élu par toute la ville.

Le corps échevinal tout comme le maire traversent apparemment des moments difficiles, car on demande que la loi des cités et villes soit amendée de telle façon que, sur un vote des deux tiers, les membres du conseil puissent se voter une rémunération, cela, toutefois, rien qu'après un référendum des propriétaires. Le montant de la rémunération n'est pas stipulé, les propriétaires devant eux-mêmes en décider par règlement.

Ville de Lasalle, comme Notre-Dame de Grâce, Côte des Neiges et autres banlieues de Montréal, a des terres spécialement évaluées pour fins de taxes, sous prétexte que ce sont des terres de culture. Le taux a été fixé à \$200 l'arpent jusqu'en 1932, et le bill demande que cette période soit étendue de cinq ans à compter du 1^{er} janvier 1932. Les catégories de terres agricoles incluent toutes les terres cultivées ou d'élevage, ou les terres utilisées pour le pâturage du bétail, ainsi que tous les boisés ou lots non défrichés situés dans les limites de la ville.

La ville veut également exproprier des parties de lots ou des édifices appartenant à la corporation des révérends pères Oblats de l'Immaculée Conception de Marie, lesquels sont requis, selon le bill, pour le prolongement de la rue Centrale vers l'ouest jusqu'à la ligne de chemin de fer du Canadien Pacifique.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Succession Chénier Émond

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 79 concernant la succession Chénier Émond soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Régularisation de l'état civil de M.-L.-G.-S. Côté et autres

M. Bachand (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 86 régularisant l'état civil

de Marie-Lucienne-Gerda-Simonne Côté et autres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Successions d'Alexander Lindsay
et de son épouse**

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 84 concernant les successions d'Alexander Lindsay et de son épouse soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Comptes publics

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande au premier ministre si la copie anglaise des comptes publics était terminée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) répond que le volume était sous presse, qu'elle sera prête prochainement.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Nous pouvons ajourner maintenant à demain matin alors que nous ferons un peu de procédure tout comme aujourd'hui; nous ajournerons ensuite à mardi soir, à 9 heures et demie, après l'arrivée du train du C.P.R. de Montréal.

(Applaudissements de toute la Chambre)

Il propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à 11 heures.

Adopté.

La séance est levée à 3 h 45.

Séance du vendredi 13 novembre 1931

Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 11 heures.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable T.-D. Bouchard).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

The Viewmount Land Company Limited

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Grant), que l'article 510 du règlement de la Chambre soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Viewmount Land Company Limited, demandant l'adoption d'une loi déclarant que la compagnie a le droit de se prévaloir de certaines dispositions de la loi des compagnies de Québec.

Adopté.

Présentation de pétitions:

En conséquence, ladite pétition de la Viewmount Land Company Limited, demandant l'adoption d'une loi déclarant que la compagnie a le droit de se prévaloir de certaines dispositions de la loi des compagnies de Québec, est présentée devant la Chambre.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Amédé Guy et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les successions de Joseph Guy et de dame Malvina Robert (M. Bastien);
- de la compagnie The St. Lawrence Furniture Company, demandant l'adoption d'une loi autorisant la cité de Rivière-du-Loup à consentir à ladite compagnie un certain prêt (M. Casgrain);

- de la municipalité du village de Plage Laval, demandant l'adoption d'une loi l'érigeant en municipalité de ville sous le nom de Plage Laval et pour autres fins (M. Filion, Laval).

Rapports de comités:

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Morton Engineering & Dry Dock Company Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une résolution du conseil municipal de la ville de Lauzon, accordant une évaluation fixe pour fins de taxes à ladite compagnie, pendant une période d'années;
- de Paul Bouthillier, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de l'admettre au nombre de ses membres après examens;
- de Flavius Lebel, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens à lui accorder la licence requise pour la profession de médecin après examens;
- de Morris Yatvis, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom de famille de Yatvis en celui de Heller.

Morris Yatvis

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 98 permettant à Morris Yatvis de changer son nom de famille de Yatvis en celui de Heller.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Évaluation, par la ville de Lauzon, de la Morton Engineering & Dry Dock Co.

M. Bélanger (Lévis) demande la permission de présenter le bill 82 ratifiant une résolution du conseil municipal de la ville de Lauzon, accordant une évaluation fixe, pour fins de taxes, à la Morton Engineering & Dry Dock Company Limited, pendant une période d'années.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Flavius Lebel

M. Taschereau (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 81 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à accorder une licence pour la profession de médecin dans la province de Québec à Flavius Lebel, après examens devant le Collège.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Paul Bouthillier

M. Bouthillier (Saint-Jean) demande la permission de présenter le bill 108 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Paul Bouthillier au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

Etat des recettes et déboursés, 1931

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), trésorier de la province, dépose sur le bureau de la Chambre l'état certifié des recettes et déboursés de l'année fiscale terminée le 30 juin 1931. (Document de la session no 19)

Église de la paroisse de Saint-Clément

M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 87 modifiant la loi concernant l'église de la paroisse de Saint-Clément soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession de Hubert Morin

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 97 concernant la succession de Hubert Morin soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Vente d'immeubles à Frank J. Knox

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 95 ratifiant et validant la vente de certains immeubles à Frank J. Knox soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Fabrique de Saint-Étienne, de Montréal

M. Francoeur (Montréal-Dorion) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 88 concernant la fabrique de Saint-Étienne, de Montréal, soit maintenant lu une deuxième fois.

La loi prévoit de déclarer lettre morte certaines actions prises contre la fabrique, à la suite d'emprunts faits par l'ancien curé de la paroisse, qui n'était autorisé qu'à dépenser la somme de \$100,000. En conséquence, on demande à la Législature une loi spéciale constituant un tribunal d'arbitres chargés de déterminer sa responsabilité, en ce qui regarde chacun des emprunts effectués par feu l'abbé Brodeur, au nom de la fabrique, et de décider toute question, de fait et de droit, se rapportant à cette matière, à l'exception de tout autre tribunal, et sans appel, avec le minimum de formalités et sans être astreints à juger suivant les strictes règles du droit, et en tenant compte de l'équité et de la bonne conscience.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Allan Colville Dowling

M. Smart (Westmont) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 80 autorisant Robert Victor Colville Sinclair à adopter Allan Colville Dowling et changeant le nom de ce dernier en celui de Allan Colville Sinclair soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Georges-Hector Pettigrew

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 83 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à

admettre Georges-Hector Pettigrew à l'étude de la chirurgie dentaire, à compter du mois de septembre 1930, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Sorel

M. Turcotte (Richelieu) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 75 modifiant la charte de la cité de Sorel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Dépôt de documents:

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Arrêtés ministériels concernant le chômage dont la ratification est demandée par le bill 17, intitulé: Loi de l'aide aux chômeurs, 1931. Déposé devant cette Chambre par ordre du lieutenant-gouverneur en conseil. Québec, novembre, 1931. (Document de la session no 18)

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi le 17 novembre 1931, à 9 h 30 du soir¹.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 10.

NOTE

1. Le premier ministre ajourne les travaux de la Chambre à 9 h 30 du soir, mardi le 17 novembre, soit après l'arrivée du train du Pacifique Canadien qui transporte un certain nombre de députés, principalement de la région de Montréal.

Séance du mardi 17 novembre 1931

Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 9 h 45.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable T.-D. Bouchard)

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs!
Que les portes soient ouvertes!

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la Viewmount Land Company Limited, demandant l'adoption d'une loi déclarant que la compagnie a le droit de se prévaloir de certaines dispositions de la loi des compagnies de Québec (M. Marchand);

- de The Shawinigan Falls' General Hospital, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Frigon).

**Procès par jury
en matière civile**

M. Taschereau (Bellechasse), appuyé par le représentant de Nicolet (M. Savoie), demande la permission de présenter le bill 150 modifiant le Code de procédure civile relativement aux procès par jury en matière civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,
article 121**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le bill 16 modifiant l'article 121 du Code de procédure civile.

Le bill prévoit qu'en matière de procédure civile il pourra y avoir appel dans tous les procès par jury au-delà de \$1,000.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi de l'instruction publique,
perception des taxes**

L'honorable M. David (Terrebonne), appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), demande la permission de présenter le bill 23 modifiant la loi de l'instruction publique relativement à la perception des taxes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Infractions à
la loi de la chasse**

L'honorable M. Laferté (Drummond), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le bill 24 modifiant la loi de la chasse relativement à certaines infractions.

Il s'agit de protéger et d'hospitaliser les gardes-chasse quand ils sont blessés dans l'accomplissement de leurs fonctions.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi électorale
de Québec**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le bill 20 modifiant la loi électorale de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Article 440 du règlement
de la Chambre**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault) que l'article 440 du règlement soit remplacé par le suivant:

"440. Les projets de résolutions qui doivent être examinés en comité plénier sont imprimés et distribués en français et en anglais avant d'être étudiés en comité."

M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève la question de l'obligation, en vertu des règlements de la Chambre, de publier et de distribuer dans les deux langues tout bill soumis au comité.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le but de cette résolution est de modifier nos règlements de façon à ce que la procédure ne soit pas retardée en cette Chambre. L'an dernier, M. l'Orateur a rendu une décision qui rendait nécessaire la distribution d'un bill avant l'adoption de sa première lecture. Nous pourrions à l'avenir adopter la lecture, mais la distribution pourra n'être faite qu'entre ce stage de la procédure et l'étude du bill en comité.

Adopté.

**Loi de la division territoriale,
article 7**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 modifiant l'article 7 de la loi de la division territoriale soit maintenant lu une deuxième fois.

Nous avons créé cinq nouveaux comtés à la dernière session. La mesure a pour but de décréter où seront les chefs-lieux de ces comtés. Comme on ne s'entend pas sur le choix de ces chefs-lieux, je propose que la Chambre réfère ce projet au comité des bills publics où nous entendrons les intéressés.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Nouvelle division d'enregistrement
et nouvelles municipalités
de comté**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 12 modifiant les statuts refondus, 1925, relativement à la création d'une nouvelle division d'enregistrement et de nouvelles municipalités de comté soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Notes sténographiques
des témoignages**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 modifiant le Code de procédure civile pour remédier au défaut de transcription des notes sténographiques des témoignages dans certains cas soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit de permettre la transcription des notes sténographiques, sans obstacle juridique, dans

le cas où un sténographe officiel mourrait avant d'avoir pu les transcrire lui-même, comme ce fut le cas récemment à Joliette.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Évaluation, par la ville de Lauzon,
de la Morton Engineering & Dry Dock Co.**

M. Bélanger (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 82 ratifiant une résolution du conseil municipal de la ville de Lauzon, accordant une évaluation fixe, pour fins de taxes, à la Morton Engineering & Dry Dock Company Limited, pendant une période d'années soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Charte
de Montréal**

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Morris Yatvis

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 98 permettant à Morris Yatvis de changer son nom de famille de Yatvis en celui de Heller soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Flavius Lebel

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 81 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à accorder une licence pour la profession de médecin dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Paul Bouthillier

M. Bouthillier (Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Paul Bouthillier au nombre de ses membres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Aide
aux chômeurs**

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) présente un projet de résolutions relatives au bill 17 concernant l'aide aux chômeurs, 1931.

M. l'Orateur, dit-il, je serais prêt à procéder avec cette mesure, mais vu l'absence de plusieurs députés, je suggère que nous remettions l'étude à demain.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) donne son consentement au ministre des Travaux publics.

Dépôt de documents:**État financier du surintendant
de l'Instruction publique**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre l'état financier du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, donnant un état des mandats reçus et des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1931. (Document de la session no 20)

La séance est levée à 10 h 05.

Séance du mercredi 18 novembre 1931

Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 3 h 20.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable T.-D. Bouchard).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!¹

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill 86 régularisant l'état civil de Marie-Lucienne-Gerda-Simonne Côté et autres et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill 78 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre J.-Arsène Morin, L.S.C., à l'étude du droit, sans examen et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Votre comité a aussi examiné le bill 76 modifiant la loi constituant en corporation l'hôpital Saint-Luc, auquel il a fait un amendement qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'avis que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Philippe Simard, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens à l'admettre à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique;

- des syndics de la paroisse Sainte-Catherine, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi concernant l'église de ladite paroisse;

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi pour l'obtention de certains amendements aux lois qui la régissent.

Église de la paroisse de Sainte-Catherine, de Montréal

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) demande la permission de présenter le bill 89 modifiant la loi concernant l'église de la paroisse de Sainte-Catherine, de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Grand'Mère

M. Crête (Lavolette) demande la permission de présenter le bill 92 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Commission des écoles catholiques de Montréal

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) demande la permission de présenter le bill 96 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Philippe Simard

M. Moreault (Rimouski) demande la permission de présenter le bill 77 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Philippe Simard à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Hull

M. Guertin (Hull) demande la permission de présenter le bill 99 modifiant la charte de la cité de Hull.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Saint-Hyacinthe

M. Phaneuf (Bagot) demande la permission de présenter le bill 103 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Aide aux chômeurs

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 17 concernant l'aide aux chômeurs, 1931.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen).

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose:

Attendu que le Parlement du Canada a adopté la loi remédiant au chômage et aidant à l'agriculture, 1931;

Attendu que cette loi autorise la constitution d'un crédit imputable au fonds du revenu consolidé du Canada, devant être employé aux termes et conditions fixés par le gouverneur général en son conseil;

Attendu que, sous l'autorité de cette loi, le gouverneur général en son conseil, par un décret en date du 18 août 1931 (C.P. 2043), a décrété les termes et conditions de l'emploi de ce crédit;

Attendu qu'une convention, reproduite comme cédule A de la loi qui accompagne les présentes résolutions, a été conclue entre les autorités fédérales et le ministre des Travaux publics et du Travail de la province de Québec, pour mettre à

exécution le décret du gouverneur général en son conseil, reproduit comme cédule B de la loi qui accompagne les présentes résolutions;

Attendu qu'il est dans l'intérêt public que le gouvernement de cette province coopère avec celui du Canada pour venir en aide aux chômeurs de cette province;

Attendu que, dans ce but, il est à propos d'adopter une loi à cette fin;

En conséquence, il est résolu:

1. Que la convention conclue entre les autorités fédérales et le ministre des Travaux publics et du Travail de la province de Québec, en date du 17 octobre 1931, reproduite comme cédule A de la loi qui accompagne les présentes résolutions, soit gratifiée et confirmée, et que le gouvernement de la province de Québec soit revêtu de tous les pouvoirs nécessaires pour mettre à effet cette convention en ce qui regarde les actes et les choses qui sont de son ressort.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à avancer et à payer à même le fonds consolidé du revenu de la province, sur les certificats du ministre des Travaux publics, les montants que la province de Québec pourra être appelée à verser en vertu de la convention mentionnée à la première de ces résolutions.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos, afin de payer tous ou partie de ces montants, pourra également autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts, au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province.

4. Que ces obligations ou rentes inscrites seront émises au taux d'intérêt, pour le temps, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et seront payables, intérêts et principal, au temps et aux endroits qu'il indiquera.

5. Qu'un fonds d'amortissement suffisant devra être créé pour le rachat des emprunts autorisés par la résolution 3, et que les versements annuels destinés à ce fonds, ainsi que les intérêts annuels qu'ils produisent, devront être placés ou déposés par le trésorier de la province, sous la direction du lieutenant-gouverneur en conseil.

6. Que les dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions s'appliqueront au gouvernement de cette province, relativement à tout montant additionnel qui pourra être mis à la disposition du gouvernement de cette province ou des corporations municipales ou des deux, aux fins de venir en aide aux chômeurs.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

M. le Président, le préambule de ces résolutions est clair. Il s'agit de ratifier l'entente intervenue entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial et en vertu de laquelle chacun est appelé à payer sa quote-part des travaux.

Il (M. Francoeur) explique que le Parlement canadien a adopté une loi intitulée: "Loi remédiant au chômage et aidant à l'agriculture, 1931", que c'est une loi fédérale, que les conditions qui y sont prévues sont d'ordre fédéral et que sa tâche était d'exécuter ce qu'Ottawa avait fait. Il explique qu'Ottawa avait prévu des dépenses en conformité avec la décision du gouverneur général en conseil et que les modalités des ententes prises avec les provinces avaient été établies en vertu d'un décret du gouvernement d'Ottawa adopté le 18 août 1931. Il souligne à la Chambre que le Gouvernement du Québec a approuvé la mesure adoptée par le gouvernement fédéral, que cet accord a été reproduit à l'annexe A du bill lui-même et que, de plus, la Législature demande maintenant que soit accordé au gouvernement provincial le pouvoir de donner suite au décret du gouverneur général tel que reproduit à l'annexe B. Il cite les dispositions suivantes du préambule de son bill: "Attendu qu'il est dans l'intérêt public que le gouvernement de cette province coopère avec celui du Canada pour venir en aide aux chômeurs de cette province:"

Les corporations municipales seront appelées à payer 50 % du coût des travaux qu'elles vont entreprendre, et le fédéral ainsi que le provincial paieront chacun la moitié de la balance, soit 25 %.

Il (l'honorable M. Francoeur) explique ce qu'il entend par des travaux d'ordre directement provincial, c'est-à-dire des projets similaires à celui qui concerne la partie québécoise de la route Trans-Canada et le coût d'installation de la population sur ces terrains. Ottawa paiera à la province 40 % du coût des travaux effectués sur ses routes provinciales. Le gouvernement provincial devra payer 60 %. Et pour la route Trans-Canada, le fédéral et le provincial paieront chacun 50 % du coût des travaux. La définition que l'on donne à l'expression "route Trans-Canada" est la suivante: "toute route provinciale permettant un parcours continu reliant les routes de la province et toute autre route d'une ou d'autres provinces désignées par la province et approuvées par le dominion."

Le date d'expiration du délai accordé aux municipalités pour l'exécution de travaux publics dont elles doivent partager les coûts est le 1^{er} mai 1932. Un maximum de huit heures par jour a été

établi, à moins qu'une autre entente avec Ottawa n'en dispose autrement, de même que le paiement de salaires justes et raisonnables, lesquels ne doivent en aucun cas excéder les taux payés par le gouvernement fédéral. De plus, l'entente, comme le bill lui-même le souligne, prévoit que seuls les biens et matériaux produits par des manufacturiers canadiens, le cas échéant, doivent être utilisés, que les contrats seront accordés uniquement à des entreprises de construction canadiennes de bonne foi constituées et exploitées avant le 1^{er} janvier 1931, et qu'en ce qui concerne les travaux municipaux, au moins 40 pour cent du coût sera alloué à la main-d'œuvre, à moins qu'une modification ne soit apportée par Ottawa.

Pour édifices et travaux publics, Ottawa et Québec paient le même pourcentage. La contribution du fédéral pour secours directs est de 30 %, celle du provincial est aussi de 30 %, ce qui laissera 40 % à la municipalité bénéficiaire. Dans les territoires non organisés et municipalités trop pauvres, le gouvernement fédéral paiera jusqu'à 50 %. Toutes ces conditions sont stipulées dans les cédules qui accompagnent le projet de loi. La législation que nous présentons cette année est à peu près la même que l'année dernière, sauf pour une seule clause de la loi.

Il (l'honorable M. Francoeur) signale qu'un des principes fondamentaux de sa loi, de même que de celle d'Ottawa, devrait établir que l'aide doit être accordée à ceux qui sont sans ressources et qui ne reçoivent aucun salaire. Il dit espérer que les municipalités appuieront vigoureusement cette idée.

Je dois ajouter cependant que la situation au point de vue chômage ne s'est pas améliorée beaucoup depuis l'année dernière, si l'on en juge par les demandes qui nous viennent de partout; c'est pourquoi Ottawa et les provinces ont dû adopter des mesures d'urgence supplémentaires. Nous avons donc l'intention de coopérer avec le gouvernement fédéral afin d'aider les chômeurs. Il me sera permis d'ajouter que, depuis quelques jours, les conditions s'améliorent.

Nous prions les corporations municipales de contrôler les demandes d'octrois qui leur sont adressées. Car, en définitive, c'est le contribuable de la province et du pays qui est appelé à solder la note. Nous demandons donc aux corps publics de voir à ce qu'il n'y ait que les chômeurs qui profitent de cette loi. Je désire informer la Chambre du fait que nous exécutons là une loi fédérale. C'est d'Ottawa que nous viennent les directives. Il faut nous y conformer.

Le directeur du chômage, M. Hereford, a défini le chômeur à notre sous-directeur du chômage, M. Guimont. D'après M. Hereford, le chômeur est "l'ancien salarié aujourd'hui sans emploi et sans ressources". Cette définition proposée par les autorités fédérales est un peu rigoureuse, car il est des cultivateurs qui ne sont pas salariés et qui sont dans le besoin à l'heure actuelle. C'est cette catégorie de gens qu'il faut aider avant tout, et j'ai confiance que les pouvoirs publics tiendront compte de cette recommandation. Nous avons soumis à M. Hereford le cas des colons qui sont sans travail et nous avons réussi à les faire reconnaître comme des chômeurs. Encore une fois, nous allons coopérer avec le gouvernement fédéral. Nous verrons à bien contrôler l'emploi des argents votés pour le chômage.

(Applaudissements)

M. Poulin (Montréal-Laurier): Je suis obligé de faire part à cette Chambre qu'à Montréal une partie importante des règlements de la loi du chômage a été méconnue l'an dernier, celle qui dit que l'on ne doit aider que les véritables chômeurs. Un grand nombre d'hommes ont été choisis qui n'étaient pas des chômeurs. J'ai appris que ce sont presque toujours les mêmes qui ont obtenu du travail et que la majorité de ceux qui étaient ainsi favorisés n'étaient pas toujours "des salariés sans ressources et sans emploi". C'étaient des créatures de l'administration municipale.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais qui emploie les ouvriers? Qui les choisissait?

M. Poulin (Montréal-Laurier): Je suis informé qu'ils étaient choisis par les échevins de Montréal, du moins c'était ainsi dans Laurier, et seuls ceux qui font partie du groupe majoritaire sont favorisés. Pourtant la province était appelée à payer 25 % du coût. Il nous faudrait trouver un moyen d'éviter la répétition de tels abus. Je n'hésite pas à dire qu'il s'est fait un gaspillage extraordinaire, dans Montréal, l'an dernier, et que les contribuables ont été appelés à payer des sommes d'argent gaspillées aux quatre vents.

On m'a dit encore que Montréal n'avait pas produit la liste des gens qui ont bénéficié des travaux entrepris et que plusieurs entreprises n'étaient pas encore terminées. On a pris des argents destinés aux chômeurs pour les affecter aux expropriations. Je n'hésite pas à affirmer que la liste des travaux de Montréal renferme des entreprises inutiles. Je suis prêt à voter la résolution, mais il y a eu du gaspillage à Montréal. Avant que la Chambre approuve la

nouvelle loi qui nous est présentée, je demande au gouvernement d'étudier la situation et de trouver un système qui accordera justice égale à tout le monde et verra à ce que tout l'argent soit dépensé dans l'intérêt des chômeurs. Il faudrait qu'il y ait une clause dans la loi pour empêcher ce favoritisme. Et je demande à ce que la loi garantisse aux chômeurs qu'ils auront du travail.

Il (M. Poulin) voit même dans la demande du gouvernement fédéral de participer au patronage un danger pour le succès des travaux entrepris pour venir en aide aux chômeurs.

M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie): Nous devons travailler pour aider les gens qui souffrent et nous n'avons pas le droit de laisser dépenser des sommes d'argent de cette façon. Le Dr Poulin s'est plaint qu'on a fait du patronage à Montréal avec cette question. Je partage l'opinion de mon honorable ami de Laurier. Nous devons prendre toutes les précautions nécessaires pour empêcher que l'argent du chômage soit employé à des expropriations et que les pelles à vapeur remplacent les ouvriers. Une trop grande partie de l'argent du chômage est allée dans la poche de gens qui avaient des terrains à vendre. Si j'ai été élu député de Sainte-Marie contre le maire de Montréal, ce n'est pas un diplôme d'honneur pour le chef de l'administration municipale de Montréal.

Il est de mon devoir de demander: Où ira cet argent? Les contribuables de la métropole ont droit de le savoir. À Montréal, il fallait aussi passer par la formalité de la carte d'identité. On me dit que pour obtenir du travail en vertu de la loi du chômage, il fallait avoir une carte d'échevin, une lettre favorable attestant que l'on avait travaillé pour tel ou tel échevin de Montréal. Il faut faire quelque chose.

Il (M. Fauteux) ajoute que des étrangers ont été invités à venir à Montréal afin de remplacer les travailleurs locaux.

Je ne veux pas faire de l'obstruction, mais nous n'avons pas le droit de voter des sommes d'argent, sans savoir comment le tout sera dépensé. On semble avoir la maladie des tunnels à Montréal. L'hiver dernier, on a voulu faire passer une loi à la hâte pour commencer la construction d'un tunnel, et ce n'est qu'au mois d'avril que les travaux ont été entrepris. Encore une fois, je le dis en terminant, nous devons prendre tous les moyens pour empêcher la répétition de tels abus. Je ne parle pas comme un homme de parti mais comme le représentant de tous les citoyens de Montréal. L'hiver prochain il faut oublier les partis politiques.

(Applaudissements)

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri): M. le Président, il y a un an, le problème du chômage est venu devant le conseil municipal. Malheureusement le conseil était divisé en deux camps politiques. L'opposition a dit qu'au lieu de dépenser de l'argent en expropriation, en vespasiennes...

Une voix: Des camilliennes!²

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri): ... qui ne servent pas et en marchés publics qui ne serviront pas avant 25 ans peut-être, au lieu d'aider les ouvriers, on a permis à des contracteurs de faire de l'argent, mais on n'a pas donné de travail aux chômeurs. Ce n'était pas le temps de construire des palais de marbre. Je dis que ce fut un gaspillage complet des fonds du chômage, parce que les chômeurs n'en ont pas retiré les avantages qu'ils étaient en droit d'en attendre, et en agissant ainsi, on n'a pas rencontré le but pour lequel le comité du chômage a été créé.

Et au lieu d'employer la pelle à main pour aider aux petits ouvriers, on s'est servi de la pelle mécanique, sans compter qu'il fallait obtenir une carte d'identité. Une petite quantité d'ouvriers ont été employés. C'étaient des favoris. On a construit dans mon quartier de Sainte-Cunégonde un marché qui a coûté un million et je ne crois pas qu'on ait employé 3 ou 4 ouvriers de mon quartier. On n'y employait des gens que du clan de M. Houde. Le programme des travaux de Montréal comprend la réparation d'appareils pour les terrains de jeux et la construction de vespasiennes.

Cela ne donnera pas grand ouvrage aux ouvriers. Je partage donc l'avis de mes collègues de Laurier et Sainte-Marie. Avant d'adopter cette mesure, il nous faudra étudier le traitement qui sera accordé aux citoyens de Montréal et savoir comment tous ces millions vont être partagés.

(Applaudissements)

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): M. le Président, je ne vois pas pourquoi on transporterait ici les affaires municipales de Montréal. Cette question me semble fondée sur un désir de publicité. Il est vrai que le taux de chômage à Montréal est très élevé en grande partie à cause de l'arrivée massive à Montréal de personnes en provenance de l'ensemble du pays, mais je crois que l'administration municipale de Montréal a fait tout ce qui était possible pour remédier au chômage et elle a fait mieux que bien des administrations que nous avons connues dans le passé.

(Rires du côté ministériel)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Est-ce votre opinion honnête?

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): On a employé autant de monde que possible dans les travaux qui ont été faits à Montréal, et sous l'administration actuelle, des progrès énormes ont été réalisés. La métropole possède l'administration la plus sage et la plus progressive encore vue dans la plus grande ville du Canada. Et l'étranger s'étonne d'y voir si peu de troubles en une crise comme celle que nous traversons. On se plaint mais on oublie que si des plaintes sérieuses avaient été trouvées fondées, le gouvernement serait intervenu. On a tort de la critiquer en cette Chambre pour faire du capital politique.

On parle beaucoup ici d'augmentations de taxes, mais les taxes qui sont imposées présentement ont été établies il y a plusieurs années. Je crois que nous devrions poursuivre notre travail concernant ces résolutions et laisser la politique montréalaise de côté. Je répète que ce n'est pas l'endroit pour discuter cela.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Le gouvernement de cette province est allé plus loin en vue de réduire le chômage, en réponse aux exigences légitimes des citoyens de cette province. Étant donné que les citoyens de Montréal devront payer la facture des travaux qui y seront effectués, je crois qu'il est raisonnable de fixer une valeur de 100 cents pour chaque dollar dépensé, autrement ce sera purement et simplement une perte d'argent. Il y a deux objectifs: l'un est d'aider les chômeurs, l'autre d'obtenir des résultats de l'argent qui doit être dépensé. J'espère qu'on me comprend bien. Nous sommes tous d'accord pour que l'argent du chômage aille aux chômeurs.

Je ne suis pas contre l'utilisation de fonds à des fins de secours direct lorsque c'est essentiel et nécessaire, mais je crois pouvoir dire sans crainte que les travailleurs de cette province veulent travailler et obtenir un salaire honnête pour un travail honnête, et qu'ils ne demandent pas la charité. Cette question devrait être sérieusement étudiée en vue d'assurer une répartition convenable et adéquate de l'argent.

Je ne veux pas soulever de discussion concernant les affaires de la ville de Montréal, mais des représentants de la ville nous ont fait part de gaspillage et d'extravagances considérables ainsi que de sommes d'argent dépensées pour les besoins de luxueux édifices.

Je crois que les deux côtés de cette Chambre conviendront que notre époque ne peut se permettre d'extravagances, que les gouvernements de même que les particuliers doivent économiser et que, par conséquent, l'on devrait peut-être confier l'étude de cette question à un autre comité que le comité de la Chambre. De cette façon, nous pourrions, au besoin, recueillir des témoignages. Nous voulons nous assurer que l'argent que nous dépensons ou consentons est utilisé par les personnes auxquelles il est destiné. J'ajouterais un seul mot et c'est que je souhaite qu'au cours de l'exécution de ces travaux publics, dans la répartition des travaux du chômage, nous éviterons toute discrimination fondée sur la race et les croyances et que les intentions du gouvernement fédéral seront respectées.

M. Francoeur (Montréal-Dorion): M. le Président, il est certain qu'à Montréal l'administration municipale de la métropole a fait de la politique dans l'aide au chômage. On s'est servi de l'argent du chômage pour payer des cultivateurs des environs de Montréal qui venaient dans la cité travailler à l'enlèvement de la neige, enlevant ainsi à de braves ouvriers de la métropole le moyen de gagner leur vie. J'ai dénoncé cette pratique dans le comté de Dorion et c'est pour cela que la majorité des électeurs m'ont donné leurs suffrages.

(Applaudissements)

L'honorable M. Arcand (Maisonnette): M. le Président, je regrette, pour la première fois que je parle en cette Chambre, que ce soit pour différer d'opinion avec l'honorable chef de l'opposition. L'honorable député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) a dit que Montréal avait une administration municipale progressive. Je m'accorde avec lui sur un point. Montréal a une administration progressive au point de vue de l'augmentation des taxes et de la dette de notre cité.

Si cela continue, avant deux ans, nous serons dans une progression telle que nous souhaiterons une reculade. Je m'accorde avec les remarques faites par les honorables députés représentant la cité de Montréal. Je tiens à protester contre la politique qui a été suivie à Montréal. On ne sait pas tout ce qui a été fait par les autorités municipales pour chercher la couleur politique des chômeurs. On est allé jusqu'à faire des enquêtes minutieuses pour découvrir les descendance d'attaches politiques. Il faut que la vérité soit mise à jour. Pour ma part, j'aurais apprécié que le maire Houde adopte une politique plus large et impartiale sur une telle question. J'espère que nous ne verrons

pas une pareille situation l'hiver prochain et que l'on trouvera moyen de dépenser les fonds de façon à ce que les miséreux bénéficient des argents du chômage.

En attendant, j'espère que la Chambre va accepter unanimement le rapport que vient de présenter mon collègue l'honorable député de Montréal-Dorion (M. Francoeur). Je ne veux pas me prolonger sur le sujet, mais il sera nécessaire un jour de voir la vérité.

(Applaudissements)

M. Béïque (Chambly): J'ai écouté les remarques de l'honorable député de Montréal-Saint-Henri (M. Gabias) contre les monuments en marbre qui coûtent cher. Il semble oublier ce palais des mille et une nuits qui est le palais de Québec et qui a coûté le prix fort. Je trouve étrange que l'on vienne parler, ici, de patronage qui aurait été exercé par les municipalités, dans la distribution d'argent du chômage. Si des abus ont été commis, les électeurs municipaux censureront leurs échevins ou leur maire. On est en train de faire le procès de l'administration de Montréal, parce que les échevins auraient exercé du patronage. Les électeurs décideront eux-mêmes s'il y a eu une bonne ou une mauvaise administration. Les honorables députés paraissent oublier au surplus qu'il peut y avoir eu ailleurs du patronage politique. Je crois que les affaires de Montréal devraient être discutées à Montréal.

Dans mon comté, le gouvernement fédéral avait accordé \$28,000 pour construire une route. Or, on est allé, chez nos adversaires, jusqu'à former un comité de patronage, et dès qu'il était connu qu'un ouvrier était adversaire politique et était employé à ces travaux, il était impitoyablement chassé. Et pendant le même temps, sur les travaux exécutés sur le canal Chambly, bleus et rouges étaient également employés sans enquête sur leur allégeance politique. Je suis maire d'une municipalité et je n'ai jamais demandé d'emplois pour mes concitoyens. Je laisse cette tâche aux échevins et je puis dire qu'ils ne sont pas tous de mon parti politique.

Encore cette année, dans le comté de Chambly, nous avons obtenu \$100,000 du fédéral pour le chômage. Tous ceux qui veulent travailler auront de l'ouvrage. Il y aura parmi les employés autant d'adversaires que d'amis du gouvernement fédéral.

Il (M. Béïque) n'aime pas, personnellement, que les lignes de partis soient trop strictes dans le cas d'un homme qui a une famille et qui veut l'entretenir.

On doit aussi tenir compte du fait élémentaire que tout le monde, dans un pareil temps de crise, ne peut travailler. Et il y a aussi ceux qui ne veulent pas travailler. Ce sont souvent ces derniers cas qui

donnent lieu à de belles envolées de la part de certains honorables députés. Il faut aussi se rendre compte qu'il est difficile que quelques erreurs ne soient pas commises. Quel que ce soit le système adopté, il y aura toujours des erreurs commises. Il serait difficile de faire administrer la loi du chômage par des organismes autres que les corps municipaux. Ces derniers sont encore les mieux placés pour administrer la loi du chômage.

(Applaudissements)

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): M. le Président, je considère qu'il est du devoir de cette Chambre de demander au ministre des Travaux publics de trouver un moyen pour que l'administration municipale de Montréal fasse une meilleure distribution de l'argent du chômage. De plus, il ne faudrait pas retarder les travaux. L'an dernier, le premier ministre a proposé une loi pour autoriser la construction de deux tunnels à Montréal. L'administrateur de la cité (M. Houde), qui était en cette Chambre, refusait de nous donner des renseignements sur les plans de ces tunnels. Il nous menaçait de nous envoyer 20,000 chômeurs à nos portes si nous retardions ce bill. Or, plusieurs travaux, pour lesquels \$5,500,000 ont été votés, ont été commencés mais ne sont pas terminés. Ils ont été commencés après la rude saison, dans le mois d'avril alors que les sans-travail n'avaient rien eu à gagner au cours de l'hiver.

Le tunnel Wellington, pour lequel on a imposé un contrat à 10 % et pour lequel on a employé des pelles mécaniques, n'a été commencé qu'en avril et, dans le temps du vote municipal, les plans n'étaient pas terminés et les devis n'étaient pas faits. Et cet été, la compagnie qui construisait le tunnel a envoyé un ultimatum à la ville disant que si elle ne votait pas \$1,034,000, le travail serait suspendu. Le site de l'autre tunnel, le tunnel de la route de l'Église, n'est pas encore choisi et le contrat pas donné.

Il (M. Vautrin) se déclare aussi opposé à l'emploi de la pelle mécanique sur ces travaux et blâme les autorités montréalaises sur ce point.

Si l'honorable député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) avait dans son comté des gens qui souffrent, il ne dirait pas que Montréal a une administration progressive. C'est notre devoir de demander au ministre des Travaux publics de voir à ce que l'argent du chômage soit mieux dépensé et sans partisanerie politique. Dans ma division, on a construit un marché, le marché Saint-Jacques, pour lequel le gouvernement provincial a payé \$80,000. Les travaux ont été retardés et il a fallu prolonger le délai, sur la menace d'une révolution. J'ai

recommandé quelques-uns de mes électeurs qui étaient sans travail, mais pas un seul n'a été employé à ces travaux parce que j'étais un adversaire politique. On a mis à la tête du comité de chômage de Montréal monsieur Holland qui ignore les besoins de nos chômeurs, pour l'excellente raison qu'il demeure en dehors de la ville.

Je demande donc au ministre des Travaux publics de décréter par la loi que l'argent du chômage devra aider les chômeurs. Je demande aussi à l'honorable ministre de voir à ce que tous les entrepreneurs paient des salaires raisonnables. Je tiens à rassurer l'honorable député de Chambly (M. Béique). Nous ne voulons pas critiquer l'administration municipale de Montréal, mais nous demandons justice pour tous les ouvriers de notre cité.

(Longs applaudissements)

M. Drouin (Québec-Est): M. le Président, je ne veux pas me mêler des affaires de Montréal. Il y a une classe de chômeurs que l'on a surnommé les "collets blancs", qui ne peuvent se livrer à des travaux manuels et qui sont cependant dans un grand besoin. Ces anciens commis de banque ou de bureau souffrent autant que les autres et ils méritent notre considération et notre secours. Je suggère que le gouvernement, dans son projet de loi, prévoie des secours pour cette classe. Je demande au ministre des Travaux publics quels avantages la loi du chômage offre à cette classe de "collets blancs" que l'on doit aider comme la classe ouvrière.

(Applaudissements)

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

Cette discussion est très intéressante. Elle démontre que l'aide au chômage est difficile et délicate d'application dans notre pays comme dans d'autres. Les critiques s'adressent non pas au ministre des Travaux publics chargé de l'exécution de la loi, mais à l'administration municipale de Montréal, représentée par son conseil. Si l'administration de Montréal a été défectueuse ou non, c'est au contribuable de Montréal à le décider et ce n'est pas mon affaire. Les contribuables de Montréal ont élu leurs administrateurs, ils leur ont donné leur confiance et ces administrateurs représentent les intérêts de Montréal, tant qu'ils n'en auront pas décidé autrement aux prochaines élections.

Il ne faut pas oublier que les octrois du chômage sont administrés par trois corps différents. Quelle que soit l'ampleur des travaux, il est impossible pour les corporations municipales et les autorités fédérales et provinciales d'employer tous les chômeurs.

Il faut faire en sorte d'en employer le plus grand nombre possible. Les directives nous viennent d'Ottawa. On a signalé le fait qu'à Montréal il y a eu des abus. C'est peut-être vrai. Nous avons autorisé des travaux. Nous pensions que la ville de Montréal exécuterait ces travaux en aidant les chômeurs, quelles que fussent leurs convictions religieuses et leurs opinions politiques. Je ne sais pas si on nous a adressé des plaintes, mais si nous en avons reçues, nous les avons transmises à la cité de Montréal. L'honorable chef de l'opposition nous a dit que la ville de Montréal était bien administrée par un conseil progressif; d'autres députés ont prétendu le contraire.

Pour ma part, ne résidant pas à Montréal, je n'ai pas à me prononcer sur cette question. Je n'ai pas à y voir. Tant que le conseil municipal actuel sera en office, c'est avec lui que nous traiterons. Les contribuables de Montréal, qui seront appelés à voter bientôt, diront si le conseil a bien fait ou non, mais je le répète, tant qu'il sera en office, nous traiterons avec lui. La loi offre des garanties, des protections. Nous devons observer la loi. Si nous nommions un organisme spécial pour surveiller une administration, cela retarderait peut-être l'aide au chômeurs. Je vous avoue qu'il me répugne de constituer des comités pour surveiller une administration quelle qu'elle soit. C'est une autre occasion de frictions, de querelles politiques déplorable et qui n'ont pas leur place dans une question de l'importance de celle-ci. Pourquoi irions-nous commettre l'imprudence de créer un nouvel organisme et nous attirer de nouveaux ennuis?

Nous avons reçu des plaintes. Mais nous avons exigé et nous exigeons encore cette année que les véritables chômeurs, au sens de la loi, soient aidés les premiers. Quant aux salaires, ils sont fixés dans les contrats. Il appartient donc aux conseils municipaux de voir à la définition des salaires et nous ne devons pas intervenir, à moins de recevoir des plaintes des ouvriers. L'aide au chômage ne peut être exécutée qu'avec la coopération de toutes les parties intéressées. Il y a une sanction morale.

C'est que les hommes publics ont le devoir d'administrer les deniers publics avec honnêteté. Nous pouvons être trompés. Des municipalités l'ont été. Qu'il se soit glissé des abus, la chose était inévitable. Des rouges sont venus se plaindre qu'on n'employait que des bleus à certains travaux, tandis que des bleus sont venus également se plaindre que l'on n'employait que des rouges. Ce sont des erreurs malheureuses, mais il faut bien constater qu'il y en aura toujours, et l'on doit faire en sorte qu'elles se réduisent au minimum.

Mon honorable ami de Québec-Est a parlé des "collets blancs". Il y en a un bon nombre qui se sont adaptés à des travaux manuels. Quant aux autres, ils peuvent obtenir des secours directs.

Nous demandons la coopération de tous les corps intéressés et de tous les contribuables. Comme l'a si bien dit l'honorable député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), la province de Québec a engagé son crédit plus que tous les autres pays pour aider au chômage. Il nous faut la coopération de tous les contribuables qui, en définitive, comme je l'ai dit, paieront la note. La situation à Montréal est peut-être plus grave que l'an dernier. L'administration municipale doit y voir en incluant des travaux supplémentaires dans sa liste. Nous en paierons notre part et je n'hésite pas à dire que le gouvernement fédéral fera sa part.

(Longs applaudissements)

M. Guertin (Hull): M. le Président, je voulais parler avant l'honorable ministre des Travaux publics, mais j'approuve ses remarques. Ce serait une erreur d'intervenir dans les administrations municipales. Je veux dire cependant que je considère que les discours prononcés par des députés de Montréal, cet après-midi, sont des essais de politique municipale.

On veut préparer les prochaines élections municipales. On a dit que les travaux de l'an dernier, à Montréal, auraient pu commencer en novembre. Or la chose a été démontrée nombre de fois comme impossible, puisque Montréal n'a obtenu permission d'emprunter qu'au mois de janvier. On a dit que les taxes avaient été augmentées à Montréal. Mon voisin le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qui est un contribuable de la métropole, me dit que c'est faux.

On a dit qu'à Montréal on employait des pelles mécaniques au lieu d'employer des ouvriers. À sept milles de chez-moi, on a employé une pelle mécanique et on l'a cachée dans un bois voisin pendant les élections pour la ressortir après la votation, et depuis, elle fonctionne sous le regard admiratif des ouvriers sans ouvrage. Cette pelle servait à la construction des routes du département de la Voirie.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je demande pardon à l'honorable député de Hull (M. Guertin) de l'interrompre, il s'agissait de contrats donnés par la voirie mais non exécutés par le ministère. Ces travaux ont été faits par un entrepreneur qui avait obtenu le contrat parce qu'il était le plus bas soumissionnaire.

M. Guertin (Hull): Comme dans la ville de Montréal.

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri): Oh non!

M. Guertin (Hull): Si l'emploi de la pelle mécanique était bon pour la voirie, dans les contrats, pourquoi venir en faire un crime pour Montréal dans des cas exactement analogues?

Et je ne crois pas qu'on puisse formuler un tel reproche. On a parlé de patronage dans la métropole. Il n'y a que le député de Montréal-Saint-Henri (M. Gabias) qui en fut exempt!...

Les députés de Montréal ont aussi insinué que des palais de marbre avaient été construits en vertu de la loi du chômage. Mais a-t-on oublié le palais de justice de Québec?

Il prétend que la construction des chemins par le gouvernement a donné lieu à du gaspillage.

Des voix: À l'ordre!

M. Guertin (Hull): À moins qu'on prévoie le cas du pont de l'Île d'Orléans.

Des voix: À l'ordre!

M. Guertin (Hull): Je demanderai à l'honorable ministre des Travaux publics si l'argent du chômage sera distribué par le comité de l'an dernier.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Non. Il est dissous depuis le 1^{er} juillet dernier. Cette année, un autre comité a été formé, présidé par M. Ivan Vallée, sous-ministre des Travaux publics, avec M. Michel Guimont comme assistant. Nous n'avons pas cru devoir faire appel au comité de l'an dernier.

M. Guertin (Hull): Pourquoi?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Parce que nous sommes suffisamment informés de la situation.

M. Guertin (Hull): J'en suis heureux, car ce comité n'avait aucun mandat et c'est lui qui a décidé des octrois à accorder. Il n'a pas donné satisfaction. L'an dernier, le gouvernement s'est caché derrière le comité du chômage pour octroyer des argents à des municipalités qui n'en avaient pas besoin.

Il prétend qu'un grand nombre de municipalités ont obtenu des octrois sans les mériter en raison de l'approche des élections. Il accuse le

gouvernement d'atermoiements lorsque, après presque trois semaines, le programme législatif en est à peine à sa première étape. Il est en faveur de la loi actuelle, mais il demande au ministre de négocier équitablement avec chaque requérant, quelle que soit son affiliation politique.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je désire protester contre ces paroles du député de Hull. Le comité du chômage, composé de M. C.-E. Gravel, M. J.-H. Fortier, M. Charles Duquette, M. Wm.-M. Bancroft, etc., des représentants du clergé et des unions ouvrières, a tenu 39 séances et a accordé des octrois à 1,040 municipalités. Il a donné ses services gratuitement. Il a droit à notre reconnaissance. Il a fait un excellent travail.

M. Poulin (Montréal-Laurier): Est-ce que le comité a reçu des félicitations?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) répond dans l'affirmative et lit certaines déclarations faites par le sénateur Robertson qui fait des compliments et au comité et au gouvernement pour la manière juste et équitable avec laquelle les crédits du chômage ont été distribués l'an dernier.

Ottawa a jugé que notre comité était bon et le gouvernement fédéral a nommé lui-même un comité du chômage cette année. On a pas le droit d'insinuer qu'ils ont mal agi.

M. Guertin (Hull): Ce n'est pas la même chose.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Oui. C'est un comité consultatif. Le comité que nous avons nommé l'an dernier avait une qualité que n'a pas celui d'Ottawa: il était composé d'hommes appartenant aux deux partis politiques. Il y avait des conservateurs dans ce comité.

M. Guertin (Hull): Ce sont des ministres.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Nous avons cru que nous faisions bien de nommer un comité composé de conservateurs et de libéraux.

M. Guertin (Hull): Lesquels?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Comment! L'honorable député ne les connaît pas?

M. Guertin (Hull): Non.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): M. Blue, de Sherbrooke, M. Duquette, de Montréal, sont des conservateurs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. Bancroft aussi.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je ne connais pas les couleurs politiques de M. Gravel, le président, et de M. Fortier, mais on voit que le comité n'avait aucun caractère politique.

M. Guertin (Hull): Pourquoi pas l'avoir gardé?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Parce que nous sommes mieux informés que l'an dernier.

M. Guertin (Hull): Parce que c'était avant les élections.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Si c'est cela, ça a bien marché.

M. Guertin (Hull) taquine le premier ministre en lui rappelant qu'il avait promis, au cours de la dernière élection, qu'il y aurait un nouveau programme de secours aux chômeurs à la suite de la période de chômage de l'hiver dernier qui a mené un grand nombre de municipalités au bord de la faillite.

Je n'ai pas compris, poursuit-il. Est-ce que des travaux sont commencés?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Oui, de la même façon que nous avons commencé l'an dernier, c'est à dire par arrêtés en conseil.

M. Guertin (Hull): Alors, ça ne presse pas pour passer la loi.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): L'honorable député de Hull veut-il la retarder?

M. Guertin (Hull): Oh non! Au contraire. Si j'ai parlé du comité du chômage, c'est pour montrer que l'on a changé d'idée.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Non, nous n'avons pas changé d'idée, mais nous n'avons pas besoin de cet organisme cette année.

M. Guertin (Hull): Alors, j'en suis content.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Si l'honorable député de Hull (M. Guertin) est content, nous allons étudier le projet.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande de quelle manière on procédera pour aider les chômeurs dans les municipalités où il n'y a pas d'usines qui ont fermé leurs portes ou diminué considérablement le nombre de leurs employés. Il rappelle que les règlements du chômage sont très sévères. Il parle du cas des chômeurs de Saint-Eustache. Il y a dans cette municipalité un bon nombre de gens de métier qui, les ans passés, gagnaient bien leur vie parce qu'il y avait beaucoup de construction. Cette année, il n'y a rien de cela et ils doivent chômer. Quelle attitude va prendre à leur égard le comité du chômage?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) cite de nouveau les règlements du chômage imposés par Ottawa et il déclare que lorsqu'il s'agit d'un petit nombre de chômeurs, il lui semble que les municipalités devraient s'en occuper elles-mêmes.

M. Guertin (Hull) demande d'interpréter largement le règlement afin qu'il n'y ait personne qui souffre de la faim cet hiver.

M. Poulin (Montréal-Laurier): M. le Président, je regrette les paroles de l'honorable député de Hull (M. Guertin). C'est le devoir de la Législature provinciale de redresser les griefs des contribuables des municipalités et voilà pourquoi j'ai soumis un problème à la Chambre. Nous ne voulons pas que, l'hiver prochain, des gens de Montréal souffrent s'ils ne sont pas des houdistes.

M. Guertin (Hull) se lève pour protester, mais le député de Huntingdon (M. Fisher) prend la parole.

M. Fisher (Huntingdon): Je demande à la Chambre de ne pas trop se hâter en votant cette loi. Dans mon comté de Huntingdon, nous n'avons pas demandé d'argent du chômage. Je me permets d'ajouter que les gouvernements ne devraient accorder aucun octroi. Les municipalités devraient s'occuper elles-mêmes des chômeurs. On a critiqué des administrations.

Il y a eu des actes de favoritisme politique dans plus d'un endroit avec l'argent du chômage. J'espérais qu'on laisserait de côté, enfin, les affaires de Montréal, pour s'occuper des affaires de la province, mais je constate que malheureusement

nombre de députés sont plus intéressés à continuer la lutte qu'à étudier les questions qui intéressent la province.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): L'honorable député de Huntingdon (M. Fisher) dit que son comté n'a besoin de rien. Cela va simplifier sa tâche en cette Chambre. Mon honorable ami croit que les gouvernements ne devraient donner aucun octroi aux municipalités.

Il ne s'accorde pas avec l'honorable député de Hull. L'opposition ne s'entend donc pas? L'honorable député de Huntingdon doute-t-il de l'opportunité de la loi du chômage?

Quant à ses accusations de partisanerie politique, il devrait les préciser. C'est une déclaration assez grave qu'il a faite. Où ce favoritisme s'est-il fait? Qu'il le dise! Quand on affirme une chose comme celle-là, on l'appuie sur des faits!³

M. Guertin (Hull): La déclaration de l'honorable député de Huntingdon n'est pas aussi grave que ça. Il est vrai qu'il y a eu de la partisanerie politique.

Il (M. Guertin) parle de la liberté de la presse chez les membres de la gauche.

(Rires)

Il affirme qu'il y a des enquêteurs, il en nomme un, pour faire étude des plaintes.

Il reproche au gouvernement d'avoir convoqué la session deux mois trop tôt, alors que l'on pouvait régler les demandes des municipalités par ordre en conseil.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous avons sûrement réglé le cas de Huntingdon.

M. Guertin (Hull): Nous avons été convoqués pour étudier le problème du chômage. L'adresse a été votée la semaine dernière et, depuis, les séances ont été courtes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est parce que vous n'y étiez pas.
(Rires)

M. Guertin (Hull): Les résolutions du chômage n'ont été présentées qu'aujourd'hui. Je suis bien prêt à les accepter, mais je considère que puisqu'on nous a convoqués pour cela, nous aurions dû les avoir plus tôt.

Le gouvernement devrait respecter la Constitution.

(Rires)

Rira bien qui rira le dernier. Enfin, malgré tout, je ne m'oppose pas aux résolutions.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): L'honorable député de Hull (M. Guertin) adopte une attitude contradictoire, il veut la loi et il ne la veut pas. Évidemment, sa conscience n'est pas tranquille. J'en suis étonné, car cette mesure est une loi fédérale et notre projet de loi est basé, je le répète, sur les directives d'Ottawa. Les circulaires que nous adressons aux municipalités contiennent les règlements de la législation du gouvernement fédéral.

Il (M. Francoeur) refuse de modifier les règles concernant l'application de la loi, en ce qui a trait aux municipalités, mais il propose de transmettre à ces dernières toute plainte qui pourrait être déposée, accompagnée d'une recommandation ferme.

Il refuse d'intervenir dans les affaires montréalaises, préférant laisser cette tâche aux citoyens de la métropole. Il demande l'entière et sincère collaboration de tous, afin que le chômage soit enrayer de façon satisfaisante.

Je demande donc à la Chambre d'approuver les résolutions.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le bill 17 concernant l'aide aux chômeurs, 1931.

Film sur la Beauharnois

M. l'Orateur invite les députés à assister à une représentation du film des travaux de la Beauharnois Power Corporation, dans la salle du comité permanent des bills privés.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Immédiatement après l'ouverture de la séance par l'Orateur suppléant, *L'Événement* du 19 novembre 1931, à la page 3, fait état de la présentation d'une pétition. Toutefois nous ne retrouvons aucune mention de cette pétition dans le procès-verbal de l'Assemblée. Voici le texte de *L'Événement*:

M. l'Orateur: Présentation de pétitions.

M. Guertin (Hull) présente une pétition de la cité de Hull qui demande des amendements à sa charte.

L'honorable M. David (Terrebonne): Très bien, très bien.

2. Il s'agit de toilettes publiques.

3. *Le Soleil* du 19 novembre 1931, à la page 20, relève que M. Fisher agrmente son discours, à toute minute de l'interpellation "friends" "mes amis", qui n'est pas tout à fait parlementaire.

Séance du jeudi 19 novembre 1931

Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 3 h 30.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable T.-D. Bouchard).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs!
Que les portes soient ouvertes!

**Charte
de Trois-Rivières**

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Fauteux), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus, et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité des Trois-Rivières demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte, et que cette pétition soit immédiatement lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Paroisse
Saint-Jean-Baptiste de Québec**

M. Taschereau (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. Bélanger), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus, et qu'il lui soit permis de présenter la pétition des sieurs curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Québec et des sieurs curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Québec demandant l'amendement d'une loi amendement les statuts 49-50 Victoria intitulé: Acte pour ériger la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Québec et que cette pétition soit immédiatement lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition des sieurs curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Québec et des sieurs curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Québec demandant l'amendement d'une loi amendement les statuts 49-50 Victoria intitulé: Acte pour ériger la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Québec est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 80 autorisant Robert Victor Colville Sinclair à adopter Allan Colville Dowling et changeant le nom de ce dernier en celui de Allan Colville Sinclair;

- bill 83 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Georges-Hector Pettigrew à l'étude de la chirurgie dentaire, à compter du mois de septembre 1930.

Votre comité recommande de prolonger au 11 décembre prochain inclusivement les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 18 décembre prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur les bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'avis que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la Compagnie des tramways de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
 - de The Shawinigan Falls' General Hospital, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Votre comité recommande de prolonger au 11 décembre prochain inclusivement les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 18 décembre prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur les bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

The Shawinigan Falls' General Hospital

M. Frigon (Saint-Maurice) demande la permission de présenter le bill 105 modifiant la charte de The Shawinigan Falls' General Hospital.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Compagnie des tramways de Lévis

M. Taschereau (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 104 modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Lévis.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Acquisitions et aliénations d'immeubles

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le bill 18 relatif à certaines acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Verdun Protestant Hospital

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution concernant le bill 19 concernant Verdun Protestant Hospital.

Adopté.

Aide aux chômeurs

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 concernant l'aide aux chômeurs, 1931, soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explain.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Le bill que j'ai l'honneur de soumettre est à peu près le même que celui de l'an dernier. La seule clause nouvelle est celle qui ratifie les arrêtés en conseil autorisant des travaux publics commencés par certaines municipalités.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Adopté.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen).

Le préambule et l'article 1 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. La convention conclue entre les autorités fédérales et le ministre des Travaux publics et du Travail de la province de Québec, en date du 17 octobre 1931, est ratifiée et confirmée, et le gouvernement de la province de Québec est revêtu de tous les pouvoirs nécessaires pour mettre à effet cette convention en ce qui regarde les actes et les choses qui sont de son ressort."

M. Guertin (Hull) pose quelques questions relatives à la part du fédéral, du provincial et des municipalités.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quelle est la somme d'argent venue du gouvernement d'Ottawa qui est restée non utilisée le 1^{er} juillet 1931? Des mandats spéciaux ont été adoptés au cours de la période électorale pour disposer des fonds

disponibles au 1^{er} juillet. Le ministre des Travaux publics pourrait-il nous dire pour quel montant global des travaux ont été autorisés de cette façon?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

J'ai ici un tableau des montants payés et je vais le communiquer à mon honorable ami de Trois-Rivières.

(Un page traverse la Chambre pour remettre le tableau au député de Trois-Rivières, M. Duplessis).

Les sommes dépensées dans Québec ont été de \$7,673,734.50 dont \$2,305,351.88 par Ottawa, \$2,228,428.71 par Québec et \$3,139,453 par les municipalités. Certaines municipalités n'ont pas encore fait rapport. Toutefois, les sommes totales dépensées dans la province, tant pour les travaux que pour les secours directs, l'an dernier, ont été de \$9,552,400.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce que je voudrais savoir exactement, c'est le montant d'argent reçu d'Ottawa et qui n'a pas été employé.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je n'ai pas ce renseignement, mais je vais l'avoir dans quelques minutes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne fais pas cela pour le plaisir de faire travailler mon collègue. Je veux tout simplement savoir de quelle manière on a disposé des fonds de la province. Je déplore aussi qu'on soit en retard avec ce bill qu'on aurait dû présenter dès le début de la session, afin de donner du travail plus tôt aux chômeurs qui attendent encore.

Nous avons toujours été prêts, de ce côté-ci de la Chambre, à approuver la loi du chômage. Le gouvernement avait le droit de nous présenter cette mesure avant le débat sur l'adresse, tel qu'on l'a fait l'an dernier. La Législature est en retard. Elle a été convoquée plus tôt, afin de remédier au chômage.

Il y a trois semaines que nous sommes en session et la loi n'a été présentée qu'hier. Normalement, on n'adopte pas de projet de loi au cours du débat sur l'Adresse, mais dans de tels cas, on peut le faire. Nous sommes prêts à voter la loi, mais c'est le devoir des représentants du peuple de se rendre compte de l'emploi des deniers publics.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): A-t-on refusé de rembourser certaines municipalités parce qu'elles

ne s'étaient pas conformées aux exigences de la loi du chômage? On aurait refusé de rembourser en particulier parce que les municipalités n'ont pas payé le salaire indiqué dans la loi.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

Oui, il y a eu des cas, mais ils sont peu nombreux. Des municipalités ont eu des difficultés, mais j'ignore si c'est pour la faute que leur impute mon collègue des Deux-Montagnes. Des pourparlers ont eu lieu pour remédier à cette situation. Parfois, il a fallu faire certains rajustements dans le cas où des entrepreneurs n'ont pas payé les salaires fixés par la Commission.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le trésorier de la province à avancer et à payer à même le fonds consolidé de la province, sur les certificats du ministre des Travaux publics, les montants que la province de Québec pourra être appelée à verser en vertu de la convention mentionnée à l'article 2 de la présente loi."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien le gouvernement fédéral a-t-il consenti à payer à la province en 1931 pour aider au chômage en vertu de la présente loi?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

Le gouvernement fédéral a consenti à payer \$4,630,000 à la province pour travaux de chômage, à part les travaux de la route transcontinentale, et \$900,000 pour secours direct, en nous laissant entendre que nous pourrions peut-être obtenir davantage. De cette somme, il reste à peine \$300,000 non encore attribués.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Y-a-t-il des octrois pour les travaux de voirie?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

Une somme de \$450,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre de la Voirie pourrait nous donner des précisions. Le ministre de la Voirie agira-t-il comme l'an dernier? Profitera-t-il de ces octrois fédéraux pour ménager ses fonds provinciaux?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La somme dépensée l'an dernier l'a été en vertu de la loi du chômage pour des travaux de voirie approuvés par le comité du chômage et autorisés par Ottawa, indépendamment de notre programme ordinaire de travaux.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre de la Voirie n'a pas changé! (Rires)

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il aurait eu tort de changer. (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre fait l'avocat. Je veux dire que l'an dernier, il a fait exécuter en vertu de la loi du chômage des travaux qu'il devait faire exécuter par la province. D'ailleurs, ces travaux de voirie ont été exécutés sous la direction des ingénieurs du gouvernement.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les travaux de chômage ont été exécutés par les municipalités et non par la voirie.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'an dernier, le département de la Voirie s'est attribué le mérite de la construction des chemins dont 25 pour cent étaient payés par Ottawa. Il me semble que les municipalités auraient dû profiter de ce 25 pour cent et de ne pas être forcées à payer 50 pour cent des travaux.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): M. le Président, le département de la Voirie n'a rien à faire avec les fonds du chômage. Les municipalités nous consultent et nous ne faisons que donner notre opinion sur les routes à construire avec ces fonds. Quant au reproche de l'honorable député de Trois-Rivières au sujet du 25 pour cent d'Ottawa, dont nous nous attribuerions le mérite, selon moi, dit-il, il n'est nullement fondé. Nous ne nous sommes attribués aucun mérite.

Le gouvernement d'Ottawa a passé une loi spéciale qui décréterait que le fédéral paierait 25 pour cent, le provincial 25 pour cent et les municipalités 50 pour cent de la construction des chemins bâtis en vertu de cette législation spéciale pour remédier au chômage. Ce n'est pas la loi de la voirie qui s'appliquerait dans ces constructions de chemins. C'est une affaire toute différente et nous avons payé le 25 pour cent qu'Ottawa exigeait de nous.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre dit quelque chose de conforme aux faits.

Mais si le gouvernement de Québec avait voulu aider les municipalités, il aurait pu les faire bénéficier du 25 pour cent du gouvernement fédéral. L'honorable ministre est très habile. Si ce n'était pas la loi provinciale qui s'appliquait, les chemins construits avec le 25 pour cent du fédéral l'ont été par le département de la Voirie.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Mais non. Ces chemins ont été construits par les municipalités. Les travaux de voirie ont été attribués sur réception d'une liste faite par le ministère de la Voirie.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'espère que cette année, le département de la Voirie, par une habileté légale, ne laissera pas porter par les municipalités le fardeau de 50 pour cent de la construction des chemins payés avec l'argent du chômage.

M. Poulin (Montréal-Laurier): La liste des travaux approuvée par le provincial qui seront exécutés à Montréal contient des choses non urgentes, des travaux absolument inutiles. Est-il encore temps de la corriger? Montréal, par son administration, doit-elle demander de changer la nature de ses travaux?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Le gouvernement fédéral ou provincial peut faire des représentations aux villes et leur demander¹ de faire certains travaux plutôt que d'autres. Dans plusieurs cas, les municipalités ont écouté soit Ottawa, soit le comité du chômage qui suggérait de faire des travaux qui emploieraient plus d'employés des divers métiers. Si la ville de Montréal, par son conseil, nous le demandait, nous pourrions changer la nature de ses travaux. Nous pouvons même suggérer des modifications si les travaux projetés ne sont pas de nature à donner beaucoup de travail, mais il faudrait que la ville fasse les changements dont on parle.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): À quels travaux voulez-vous faire allusion, M. le député de Laurier?

M. Poulin (Montréal-Laurier): Je note particulièrement la construction d'un gymnase à Notre-Dame de Grâce, le marché de Saint-Jean-Baptiste, l'installation de signaux, la construction de vespasiennes, d'un pont dans Préfontaine, le pont de la rue Nolan, qui mène dans un endroit désert et qui ne s'impose nullement...

Le ministre des Travaux publics devrait faire venir les échevins de Montréal à Québec, au besoin, pour réviser cette liste.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Les argents dépensés l'an dernier et provenant du gouvernement d'Ottawa figurent-ils aux comptes publics? Je ne les trouve pas.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si vous ne les trouvez pas, c'est qu'ils n'y sont pas.

Il croit que cet argent du fédéral était allé directement aux municipalités et que, par conséquent, il ne devait pas être inscrit dans les comptes publics; mais réflexion faite, il dit ne pas être sûr que cet argent avait été payé directement aux municipalités et qu'il fera enquête, afin de savoir si de telles sommes étaient inscrites dans les comptes publics sous la rubrique "fonds en fiducie".

Je verrai à cela et vous le dirai.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je vois dans la liste des travaux autorisés pour obvier au chômage, une somme de \$240,000 pour la colonisation. À la demande de qui cette somme a-t-elle été mise dans la liste?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): À la demande de l'honorable ministre de la Colonisation pour venir en aide aux colons. Nous allons faire des travaux dans certaines régions de colonisation qui nous ont été demandés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je vois aussi une somme de \$20,000, pour la voirie. Pourquoi cette somme?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je ne sais pas. Je ne peux pas, évidemment, avoir ici tous ces détails, mais je peux les produire si on le désire, ça ne sera pas long. Je me suis contenté de donner une liste générale, car la liste en détail aurait été trop longue.

L'article 3 est adopté.

Les articles 4, 5, 6 et 7 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 8 qui se lit comme suit:

"8. Aux fins d'effectuer ces paiements, la corporation municipale est revêtue de tous les pouvoirs nécessaires pour autoriser, par résolution de

son conseil, l'emploi de ses fonds généraux à cette fin ou pour faire des règlements pour des emprunts par émission de bons ou d'obligations ou autrement, sans autre formalité préliminaire ou subséquente que l'approbation de tels règlements par la majorité des membres présents de son conseil formant quorum et par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"Les emprunts contractés en vertu du présent article seront remboursés par la corporation municipale au cours d'une période de temps n'excédant pas trente années ou par paiements annuels ou semestriels ou autres comprenant, en plus des intérêts, une fraction du capital, sujet à l'approbation du ministre des Affaires municipales. Ces emprunts sont contractés à un taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent par année. Cependant, le ministre des Affaires municipales peut autoriser un taux d'intérêt plus élevé que six pour cent.

"Le pouvoir d'emprunt accordé par le présent article n'affecte pas le pouvoir d'emprunt possédé par cette corporation municipale et il doit être interprété comme autorisant un ou des emprunts excédant la limite fixée par les lois qui régissent cette corporation municipale."

La seule différence entre la clause de la loi de l'an dernier et celle de cette année est la suivante. L'an dernier, la période maximum de rachat de l'emprunt était fixée à 20 ans. Cette année-ci, elle sera de 30 ans.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne vois rien pour Trois-Rivières. J'avais demandé, mais inutilement, à l'ancien ministre des Travaux publics certains travaux au palais de justice de Trois-Rivières. Le ministre du temps était alors probablement trop occupé avec le palais de justice de Québec. Il m'avait promis qu'il y verrait. Subséquemment, l'ancien ministre (l'honorable monsieur Galipeault) a été nommé juge de la Cour d'appel. C'est une excellente nomination, car il était grand avocat. J'ai renouvelé ma demande au nouveau ministre des Travaux publics, qui m'a fait la même promesse et a en effet exécuté les travaux, en temps d'élection.

Nous avons des chômeurs à Trois-Rivières, vu la crise dans l'industrie du papier. La situation est grave. Pourquoi ne pas les aider avec d'autres travaux publics? Je fais appel, M. l'Orateur, en faveur des sans-travail des Trois-Rivières. Le marasme règne dans l'industrie du comté, et je suis surpris de voir qu'il n'y a rien dans la liste des travaux de chômage pour mon comté.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
L'honorable député de Trois-Rivières admettra que je tiens mes promesses.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant)
Oui, en temps d'élections.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
(Souriant) C'est pour cela que mon honorable ami a été élu par une aussi belle majorité². La ville de Trois-Rivières aura sa part des travaux publics et je vois son nom dans la liste pour une somme de \$480,000³.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, mais on exige 50 pour cent de la municipalité.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
La ville de Trois-Rivières ne nous a pas dit qu'elle était incapable de payer 50 pour cent.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi le gouvernement demande 50 pour cent aux municipalités? La situation n'est pas rose pour la ville de Trois-Rivières qui a beaucoup d'exemptions de taxes. Il y a 2,000 pères de famille sans ouvrage à cause de la fermeture des fabriques de papier et d'une cotisation fiscale qui est presque négligeable par rapport aux biens que possèdent l'industrie du bois, les églises et les écoles, etc. La situation est dure pour le conseil qui ne peut pas collecter ses dus. Les représentants de la ville de Trois-Rivières qui sont venus à Québec à ce sujet ont peut-être mal plaidé leur cause.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Le gouvernement devrait se montrer plus généreux cette année pour les municipalités. La ville de Québec devrait être plus aidée. Le gouvernement devrait contribuer plus d'argent pour le chômage, parce que Québec a dû emprunter \$600,000 cette année. Je demande au gouvernement d'augmenter la proportion des octrois accordés à celle-ci en vertu de la loi du chômage. Je demande au gouvernement de donner 40 pour cent à Québec au lieu de 25 pour cent.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Parce que vous n'avez pas de surplus.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Le gouvernement provincial a des surplus mais, M. le Premier Ministre, vous savez que nous avons perdu beaucoup de revenus dans les villes. Le gouvernement

provincial de Québec les prend, ces revenus. Il a toujours de l'argent. Il taxe et les millions rentrent. Il devrait donc se montrer plus généreux pour les municipalités. Le gouvernement provincial a accaparé toutes les sources de revenus et de taxation et n'a rien laissé pratiquement aux municipalités.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
L'honorable député de Saint-Sauveur n'est pas de l'avis du député de Huntingdon (M. Fisher) qui disait hier que c'est aux municipalités à s'occuper des travaux pour aider au chômage et qui prétendait, l'an dernier, que le fardeau de la loi devait être porté par les municipalités. Le député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) croit-il que si la province payait davantage que les villes, les contribuables paieraient moins? Il sait qu'en définitive, c'est le contribuable qui paiera la note, quelle que soit la source d'où les fonds du chômage proviendront, d'Ottawa, de Québec ou des municipalités. Québec n'a pas soumis qu'elle ne pourrait pas payer sa part. Si elle l'avait fait, le comité du chômage aurait fait des représentations à Ottawa.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Je ne dis pas que la ville était incapable de payer. Mais le premier ministre sait que nous n'avons pas tant de revenus que le gouvernement provincial. La Commission des liqueurs ne paie pas de taxe à la cité de Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(Souriant) Elle paie des taxes pour l'eau. (Rires)

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Le maire de Québec, j'en suis sûr, sera heureux d'apprendre que j'ai fait cette demande très juste au gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(Souriant) La Commission du havre paie-t-elle des taxes à la ville? (Rires)

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Non. C'est loin cela. C'est sur les quais. Nous sommes en dehors de la ville sur les quais. La Commission du havre a remédié au chômage en faisant faire des travaux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Elle a un gros déficit.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Chacun a son petit bobo (Rires). J'espère que le ministre des Travaux publics prendra ma demande en bonne considération et que l'on se montrera plus généreux pour Québec.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je transmettrai à la cité de Québec le reproche de l'honorable député de Saint-Sauveur qui trouve que la cité est incapable de payer 50 pour cent des travaux du chômage.

L'article 8 est adopté.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je reçois le renseignement que m'a demandé l'honorable député de Trois-Rivières au commencement du débat. Au 1^{er} juillet 1931, sur un total de \$10,088,000, le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial avaient payé chacun \$2,850,000 et les municipalités \$4,678,000. Tout cet argent avait été attribué par le comité du chômage, mais quelques travaux n'ayant pas été exécutés par des municipalités, il restait au crédit du fédéral une somme de \$12,700 et au crédit du provincial une somme de \$139,000.

Le comité étudie l'article 9 qui se lit comme suit:

"9. Il est permis à toute corporation municipale d'acquérir de gré à gré, ou par expropriation, les immeubles requis pour l'exécution des travaux à être faits en vertu de la présente loi, ainsi que tous droits quelconques affectant ces immeubles.

"La loi qui régit la corporation municipale s'applique pour l'expropriation prévue par l'alinéa précédent.

"La corporation municipale est autorisée, pour payer le coût d'acquisition de ces immeubles, à employer ses fonds généraux, au moyen d'une résolution, ou à faire un ou des emprunts.

"Les dispositions de l'article 8 s'appliquent aux emprunts autorisés par le présent article."

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande combien il y a d'argent affecté aux expropriations.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) lui répond que les directives données par Ottawa exigent que l'on consacre le moins d'argent possible aux expropriations et que l'on paie le plus de salaires possible aux chômeurs.

L'article 9 est adopté.

Les articles 10 et 11 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 12 qui se lit comme suit:

"12. Tout contrat fait par une corporation municipale en vertu de la présente loi, pour exécuter des travaux, doit pourvoir à ce que les ouvriers reçoivent des gages raisonnables tels que définis dans la convention cédule A, et travaillent pendant les heures mentionnées à ladite convention, et à ce que les matériaux employés soient, dans la mesure du possible, de provenance canadienne."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi le ministre n'inclut-il pas dans la loi que toute personne sollicitant de l'emploi ne devra pas être l'objet d'une distinction injuste à raison de son allégeance politique, de sa nationalité ou de ses idées religieuses?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): C'est dans le contrat intervenu entre Ottawa et Québec et qui est annexé à la loi comme cédule. D'ailleurs la loi est appliquée selon les directives venues d'Ottawa. Il n'y a aucun danger. Chaque fois que le gouvernement a eu des plaintes, il a fait enquête et il a coopéré avec Ottawa en vue d'empêcher les abus.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, c'est dans la cédule, mais ce devrait être dans la loi, si le gouvernement est sincère dans son désir d'éliminer le favoritisme. Si on ne met pas cela dans la loi, j'ai peur, je crains qu'on ne l'oublie.

L'article 12 est adopté.

L'article 13 est adopté.

Le comité étudie l'article 14 qui se lit comme suit:

"14. Les arrêtés du lieutenant-gouverneur en conseil adoptés pour la mise à effet des dispositions de la loi de l'aide aux chômeurs 1930 depuis le 1^{er} juillet 1931, date fixée pour le parachèvement des travaux exécutés en vertu de la présente loi et ceux qui ont été ou qui seront adoptés avant l'entrée en vigueur de la présente loi, pour mettre à effet les dispositions de ladite convention du 17 octobre 1931 (Cédule A), sont ratifiés et confirmés."

M. Duplessis (Trois-Rivières) veut retrancher le mot "seront", alléguant que le gouvernement pourrait, après adoption du bill, convoquer une séance du cabinet, attribuer des argents du chômage par arrêté ministériel et commettre des abus de favoritisme sans crainte d'une sanction par la députation qui aura tout ratifié d'avance.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) et **l'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** font observer au député de Trois-Rivières (M. Duplessis) que d'ici la mise en vigueur de la loi, on pourrait être appelé à autoriser certains travaux pour des municipalités et que ce serait une perte de temps que de revenir devant la Chambre. Ils rassurent leur collègue de la gauche en lui disant que le fédéral devait approuver tous les travaux du chômage.

M. Duplessis (Trois-Rivières) s'objecte en ce qui concerne les arrêtés ministériels futurs et dit qu'il craint ces pouvoirs.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
On n'est pas maître de la peur.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne crains pas le gouvernement mais ses actes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Je crains Dieu, cher Abner, et n'ai point d'autre crainte⁴.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre du Travail est-il satisfait de la loi ?

L'honorable M. Arcand (Maisonnette):
Pour cette année, oui.

L'article 14 est adopté.

Les articles 15 et 16 sont adoptés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avec le bon gouvernement que nous avons, il n'y aura plus de chômage l'an prochain.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
Ottawa devait régler le problème du chômage dans deux mois. (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières) (Souriant) Je suis prêt à discuter cela.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Vous le réglerez quand vous serez à nos places! Si la crise se prolonge... l'an prochain vous serez sans doute à notre place... Vous deviez y être. Peut-être y serez-vous, après les résultats des contestations.
(Rires)

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je n'ai fait que répondre à la remarque de mon honorable ami de Trois-Rivières.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avant l'adoption de la mesure, je désire répéter que le gouvernement devrait alléger le fardeau des municipalités qui n'ont pas ses revenus et ses surplus.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Régularisation de l'état civil de M.-L.-G.-S. Côté et autres

M. Bachand (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 86 régularisant l'état civil de Marie-Lucienne-Gerda-Simonne Côté et autres⁵.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen).

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande des explications.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) répond qu'il va falloir expulser les célibataires.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai plus rien à apprendre... j'ai tant vu le gouvernement.

M. Bachand (Shefford) explique son bill.

Le préambule et les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bachand (Shefford) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

J.-Arsène Morin

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 78 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre J.-Arsène Morin, L.S.C., à l'étude du droit, sans examen.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Hôpital Saint-Luc

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 76 modifiant la loi constituant en corporation l'hôpital Saint-Luc.

Adopté.

En comité:

M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie) demande que l'étude en soit remise à la semaine prochaine.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Église de la paroisse de Sainte-Catherine, de Montréal

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 89 modifiant la loi concernant l'église de la paroisse de Sainte-Catherine, de Montréal, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission des écoles catholiques de Montréal

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 96 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Grand'Mère

M. Crête (Lavolette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 92 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Philippe Simard

M. Moreault (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 77 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Philippe Simard à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Hull

M. Guertin (Hull) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 99 modifiant la charte de la cité de Hull soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Saint-Hyacinthe

M. Phaneuf (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Dépôt de documents:**Rapports des chemins de fer,
chapitre 31, statuts 1925**

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) dépose sur le bureau de la Chambre les rapports des chemins de fer, pour l'année expirée le 31 décembre 1930, conformément aux dispositions de l'article 4, chapitre 31, des statuts refondus de la province de Québec, 1925. (Document de la session no 21)

**Rapports des chemins de fer,
chapitre 230, statuts 1925**

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) dépose sur le bureau de la Chambre les rapports des chemins de fer, états, rapports et statistiques pour l'année expirée le 31 décembre 1930, conformément aux dispositions de l'article 187, chapitre 230, des statuts refondus de la province de Québec, 1925. (Document de la session no 22)

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à 11 heures du matin.

La séance est levée à 5 heures.

NOTES

1. Selon *Le Soleil* du 20 novembre 1931, à la page 8, le gouvernement provincial ou le gouvernement fédéral pourrait même exiger de la ville de Montréal qu'elle change la nature de ses travaux.

2. La majorité du député de Trois-Rivières, M. Duplessis, fut de 41 voix à l'élection du 24 août 1931. (*Les résultats électoraux depuis 1867, Assemblée nationale*, p. 247)

3. *Le Soleil* du 20 novembre 1931, à la page 8, fait état de \$430,000. Tous les autres journaux font état de \$480,000.

4. Vers de Racine, cité par *L'Événement* du 20 novembre 1931, à la page 14.

5. Il s'agit d'un bill régularisant l'état civil de quelques enfants illégitimes, selon *La Patrie* du 20 novembre 1931, à la page 15.

Séance du vendredi 20 novembre 1931

Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 11 heures.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable T.-D. Bouchard).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs!
Que les portes soient ouvertes!

**Loi des compagnies,
articles 59 et 143**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 modifiant les articles 59 et 143 de la loi des compagnies de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Code de procédure civile,
article 121**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 modifiant l'article 121 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Acquisitions et aliénations
d'immeubles**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 relatif à certaines acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Allan Colville Dowling

M. Smart (Westmont) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 80 autorisant Robert Victor Colville Sinclair à adopter Allan Colville Dowling et

changeant le nom de ce dernier en celui de Allan Colville Sinclair.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Smart (Westmount) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Georges-Hector Pettigrew

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 83 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Georges-Hector Pettigrew à l'étude de la chirurgie dentaire, à compter du mois de septembre 1930.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**The Shawinigan Falls'
General Hospital**

M. Frigon (Saint-Maurice) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 105 modifiant la charte de The Shawinigan Falls' General Hospital soit maintenant lu une deuxième fois.

C'est un bill par lequel Vivian Burrill, H. G. Biermans, A. E. Paquette, P. H. Falter et J. E. Aldred obtiennent la faculté de fonder à Shawinigan Falls un hôpital dont le capital ne devra pas dépasser \$50,000.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Compagnie des
tramways de Lévis**

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Lévis soit maintenant lu une deuxième fois.

La Compagnie étend son territoire d'exploitation aux comtés de Bellechasse, Lévis, Dorchester, Beauce et Lotbinière ainsi que dans les municipalités de Bergerville et Sillery et dans les limites de la cité de Québec, avec l'approbation de la Commission des services publics de Québec. La Compagnie se fait octroyer aussi divers pouvoirs d'acquisition de propriétés, matériel roulant, etc.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi le 24 novembre 1931.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 10¹.

NOTE

1. La brièveté de la séance peut s'expliquer par le fait que le premier ministre, M. Taschereau, et certains ministres rencontraient sur l'heure du midi une importante délégation d'agriculteurs.

Séance du mardi 24 novembre 1931

Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 3 h 30.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable T.-D. Bouchard).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 15 modifiant le Code de procédure civile pour remédier au défaut de transcription des notes sténographiques des témoignages dans certains cas;
- bill 97 concernant la succession de Hubert Morin.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 81 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à accorder une licence pour la profession de médecin dans la province de Québec à Flavius Lebel, après examens devant le Collège.

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;
- de la Viewmount Land Company Limited, demandant l'adoption d'une loi déclarant que la

compagnie a le droit de se prévaloir de certaines dispositions de la loi des compagnies de Québec;

- de la compagnie Montreal Light, Heat and Power Consolidated, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de la compagnie Montreal Trust Company et de dame Jeanne-Elizabeth d'Alton, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à retirer du capital de la succession de Roland Wentworth Tupper Robb une certaine somme annuelle.

The Montreal Light, Heat and Power Consolidated

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) demande la permission de présenter le bill 106 modifiant la charte de Montreal Light, Heat and Power Consolidated.

Il s'agit de permettre à la compagnie d'émettre des obligations qui seront échangées aux consommateurs pour leurs actions à leur choix.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Succession

Roland Wentworth Tupper Robb

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) demande la permission de présenter le bill 107 autorisant The Montreal Trust Company et dame Jeanne Élizabeth d'Alton, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et fiduciaires du testament de feu Roland Wentworth Tupper Robb, en son vivant de la ville Mont Royal, district de Montréal, à retirer certaines sommes d'argent du capital de la succession.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

The Viewmount Land Company Limited

M. Marchand (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 85 concernant la Viewmount Land Company Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Trois-Rivières

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri) demande la permission de présenter le bill 90 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'assistance publique, article 22b

L'honorable M. David (Terrebonne), appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), demande la permission de présenter le bill 11 modifiant l'article 22b de la loi de l'assistance publique de Québec.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explain.

L'honorable M. David (Terrebonne): La mesure a pour but de faire certaines modifications nécessaires à la loi de l'assistance publique. Il s'agit là de détails touchant la perception de la taxe du sou du pauvre.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des acquisitions et aliénations d'immeubles

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), demande la permission de présenter le bill 28 modifiant la loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

Le 18 novembre 1931

Il est ordonné qu'un message soit envoyé à l'Assemblée législative l'informant que le Conseil législatif consent à se joindre à elle pour former une commission nommée pour surveiller les impressions législatives tel que demandé, et que la commission nommée pour surveiller les impressions du Conseil législatif durant la présente session est composée des honorables MM. Bryson, Garneau, Grothé, Létourneau, Martin, Miles, Ouellet, Pérodeau, Roberge et Roy, soit chargée d'agir au nom de cette Chambre dans ladite commission mixte.

Il est ordonné que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

Hôpital Saint-Luc

Un député au nom de **M. Gabias (Montréal-Saint-Henri)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 76 modifiant la loi constituant en corporation l'hôpital Saint-Luc.

Adopté.

En comité:

M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie): M., le Président, à la dernière séance, j'ai demandé la remise de l'étude de ce projet de loi. Je dois déclarer qu'il est dans l'intérêt des citoyens de Montréal qu'il soit adopté¹.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que le projet n'accorde pas trop de pouvoirs à l'hôpital Saint-Luc ?

L'honorable M. David (Terrebonne): En l'absence du promoteur du bill, je crois devoir répondre à mon honorable ami des Trois-Rivières (M. Duplessis) que les pouvoirs accordés à l'hôpital Saint-Luc sont semblables à ceux qui ont été donnés à d'autres institutions du même genre.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Questions et réponses:

Pont de Trois-Rivières

M. Savoie (Nicolet): 1. Le gouvernement a-t-il à l'étude un projet pour la construction d'un pont sur le Saint-Laurent, entre Sainte-Angèle, comté de Nicolet, et la cité des Trois-Rivières?

2. Dans l'affirmative, est-ce l'intention de procéder à la construction de ce pont prochainement?

3. Quel serait le coût approximatif de ce pont?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): 1.

Non.

2. et 3. Répondu par 1.

Dépôt de documents:

**Rapport du secrétaire
et registraire de la province**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du secrétaire et registraire de la province de Québec, 1930-1931. Quarante-cinquième rapport. (Document de la session no 23)

La séance est levée.

NOTE

1. Ce n'est pas à la dernière séance que M. Fauteux a formulé cette demande, mais plutôt au cours de celle qui la précédait, soit jeudi le 19 novembre 1931.

Séance du mercredi 25 novembre 1931

Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 3 h 35.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable T.-D. Bouchard).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs!
Que les portes soient ouvertes!

Donation à Marie-Eugénie Morin par Hubert Morin

M. Poulin (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Francoeur), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de dame Marie-Eugénie Morin et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant dame Marie-Eugénie Morin en qualité de grevée de substitution de feu Hubert Morin à emprunter une somme de \$5,000 et que cette pétition soit immédiatement lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition de dame Marie-Eugénie Morin et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant dame Marie-Eugénie Morin en qualité de grevée de substitution de feu Hubert Morin à emprunter une somme de \$5,000, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant d'Yamaska (M. Élie), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et que cette pétition soit immédiatement lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition de la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 16 modifiant l'article 121 du Code de procédure civile.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 101 modifiant la charte de la cité de Montréal, relativement au système de conduits souterrains.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 77 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Philippe Simard à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique.

Dépôt de documents:

Rapport du ministre des Terres et Forêts

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Terres et Forêts de la province de Québec pour les douze mois expirés le 30 juin 1930. (Document de la session no 25)

Canalisation du Saint-Laurent

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils):

Que cette Chambre apprend par les journaux qu'il y a des négociations en cours entre le gouvernement du Canada et celui des États-Unis, pour le creusage du Saint-Laurent, l'internationalisation de partie de son cours et le développement d'énergie électrique;

Que cette Chambre, tout en regrettant de n'avoir pas été invitée à prendre part à ces négociations, exprime l'opinion que ce projet est prématuré, que son coût énorme pèsera sur le Canada, déjà lourdement taxé, et que, avant de développer des forces hydrauliques internationales, destinées à être utiles aux États-Unis, il est préférable de mettre en valeur celles qui sont canadiennes;

Que cette Chambre croit de plus que ce serait une erreur de permettre au gouvernement des États-Unis de développer, avec son argent, les ressources naturelles purement canadiennes.

M. l'Orateur, je ne me fais, en me levant pour parler sur la motion présentement devant la Chambre, aucune illusion. J'en ai compris toute la complexité et davantage encore au cours des deux dernières semaines que j'ai accordées à son étude. Aussi bien, je n'ai pas l'intention d'en offrir à la Chambre une étude documentaire. Je me contente, à cause du caractère national de cette question, de saisir la Chambre de certains aspects où les faits revêtent un tel caractère d'incontestabilité qu'il suffira de les présenter, pour qu'on en puisse tirer les déductions et les conclusions qui s'imposent.

Puisqu'elle revêt un tel caractère, qu'elle intéresse - indépendamment du parti auquel ils appartiennent - tous les citoyens de Québec, j'entends la discuter sans parti pris comme sans esprit de parti.

Le Saint-Laurent, que l'étranger voit avec un œil d'envie depuis quelques années surtout, fait beaucoup parler de lui au point de vue économique.

Ce qui est à noter, et que je tiens à noter dès maintenant, c'est qu'on en parle beaucoup plus aux États-Unis qu'au Canada.

Depuis avant les dernières élections présidentielles américaines, c'est le cheval de bataille de certains candidats, soit aux honneurs présidentiels ou congressionnels. Nos voisins y trouvent une façon de naviguer et une source d'énergie à exploiter pour parvenir à l'honneur convoité.

Jusqu'à maintenant la manière fédérale d'envisager la discussion qui se faisait au-delà de la frontière a toujours été prudente. La prudence en politique est la collaboratrice la plus nécessaire de ceux qui entendent par ce moyen aider à la préparation de l'avenir et à la conservation de ce que nous a légué le passé.

Cette prudente attention du passé nous permet toujours de croire, à nous de Québec, que jamais un gouvernement canadien ne s'engagerait dans une discussion sérieuse de possibilité de canalisation du Saint-Laurent, sans au préalable en avoir saisi les gouvernements provinciaux intéressés.

On nous a accoutumés à croire que Québec, avec ses droits irréfutables sur le fond du Saint-Laurent, ne se verrait jamais dans la position où elle se trouve actuellement, d'apprendre par la voix des journaux - au point de vue gouvernemental - que le premier ministre de ce pays et son représentant¹ plus que direct à Washington ont entamé des négociations.

On admettra que, sans faire montre de susceptibilité, que sans vouloir profiter de circonstances de nature à aider un parti politique, le gouvernement de cette province, indistinctement des partis, a le devoir, non pas de rappeler à l'ordre, mais peut-être aux lois de bienséance et de courtoisie que se doivent d'avoir les uns vis-à-vis des autres, les différents gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral.

Ceci dit, et oubliant les sentiments qui pourraient éveiller chez nous la susceptibilité à laquelle je ne veux pas faire appel, déclarons seulement que, depuis au-delà de six mois, des négociations ont été entamées, et que Québec n'a pas été appelé, non pas à défendre ses droits constitutionnels - ceux-là sont garantis par un jugement du Conseil privé - mais à apporter à la discussion certains arguments de nature à faire voir l'énormité et le gigantesque du projet que l'on discute.

Québec, dans cette matière comme en bien d'autres, aurait pu mettre au service du Canada son bon sens, et l'on verra mes remarques terminées - du moins je l'espère - que c'est à cause de ce bon sens que le projet ne peut être accepté.

Un mot encore sur ce point et je passe aux aspects de la question que j'entends étudier avec vous.

Ce n'est pas flatter inutilement notre province que de dire que le Canada tout entier se réjouit de notre stabilité économique, de notre paix sociale et de notre claire vision de l'avenir. Les deux premières

nous ont apporté des capitaux étrangers qui ont fait de nous une province riche, capitaux qui avaient eu sur nous des yeux jusque là indifférents. Notre claire vision de l'avenir qui nous a empêchés - de crainte de mettre en danger l'édifice que nous construisons - d'aller trop vite, a attiré l'attention universelle, je crois pouvoir l'affirmer, sur notre sagesse. Si nous avons pu, dans notre domaine et à cause de ce que nous faisons dans notre territoire, nous mériter cet hommage de l'extérieur, Québec encore une fois prête à servir le Canada, aurait dû être appelée à mettre à son service ses qualités.

Entendra-t-on ce message-là où on devrait non seulement l'entendre mais mieux encore le comprendre?

Et maintenant, voyons, en autant que Québec est concerné, et non pas indirectement mais à cause de cela, directement le Canada, trois aspects qui plus que tous autres nous ont frappés:

1. La navigation.
2. L'énergie électrique.
3. La finance.

Le Saint-Laurent, au point de vue navigation, est devenu pour le Canada, et surtout Québec, l'un des principaux facteurs de progrès. Nous avons dans Québec, jusqu'à la pointe extrême de notre territoire, un fleuve qui se déroule sur une longueur d'environ 600 milles. Si j'allais traiter le point de vue national, je dirais qu'on a accoutumé dans Québec nos gens, qui depuis deux siècles et demi habitent les bords du Saint-Laurent, à le considérer comme quelque chose d'intangible, quelque chose de chez nous, quelque chose de bien à eux. Ce serait pour eux morceler de nouveau la patrie canadienne que de permettre au même pouvoir étranger de revenir, cette fois, non pas accaparer mais partager un droit de propriété ou même tout simplement d'occupation.

J'admets bien, dans un siècle de mercantilisme, d'arrivisme économique, de matérialisme outré comme celui que nous traversons, que voilà une bien pauvre raison à offrir. Je l'aurai fait quand même croyant avoir exprimé là, de façon que j'ai voulue très retenue, la pensée qui agite nos gens, ceux qui pensent par leur terre et par leur fleuve.

Pour l'économiste et l'homme d'affaires, il faut d'autres raisons. J'essaierai maintenant de les donner.

Le fleuve Saint-Laurent, surtout depuis l'avènement au ministère des Travaux publics de feu Joseph-Israël Tarte, choisi par Sir Wilfrid Laurier pour faire partie de son premier cabinet, s'est amélioré de façon considérable au point de vue navigation.

Qui, à l'époque, nous sommes vers 1898, aurait pensé qu'un jour un Empress of Britain pourrait sans danger gagner son quai de l'Anse-au-Foulon? Qui eût cru, à l'époque, que des océaniques de fort tonnage pourraient atteindre jusqu'au cœur maritime intérieur de la province: Montréal.

Cependant, Tarte vit plus loin et plus vite. Il décida le creusage du chenal entre Montréal et Québec. Il rendit possible la navigation intérieure que nous voyons aujourd'hui.

Me dira-t-on qu'il y a raison d'améliorer encore, afin de permettre à une navigation à plus haut tonnage d'atteindre Montréal et les Grands Lacs? Peut-être... Mais je me contente pour le moment de l'opinion d'experts comme Jamieson, Holgate et Moulton qui déclarent que les canaux projetés n'amélioreront pas notre navigation et laissent entendre que sauf certains perfectionnements à être apportés avec le temps, depuis les Grands Lacs jusqu'au golfe, le chenal actuel est suffisant, et quand il ne l'est pas ou quand il cesse de l'être du moins, c'est que la diversion des eaux du lac Michigan est trop intensive.

En passant, que seraient-ce que les difficultés qui naîtraient pour nous, s'il fallait qu'écoulant nos voisins, nous consentions à certains barrages, à certains travaux, qui inévitablement amoindrieraient encore le débit qu'apportent les Grands Lacs au grand fleuve.

Ces ingénieurs experts vont plus loin, qui affirment de façon absolue, sans réserve aucune, que nos canaux ne sont pas utilisés à leur pleine capacité. Ne vont-ils pas jusqu'à dire, qu'y doubler le trafic ne saurait les encombrer. Si tel est le cas n'y a-t-il pas lieu immédiatement de poser un principe: les seuls qui pourraient bénéficier de la canalisation du Saint-Laurent, telle que prévue au projet, seraient nos amis les Américains, et pour des fins autres que la navigation.

Le Colonel Gear dans un témoignage qu'il fait catégorique et dont on ne suspectera pas, je crois, ni la compétence ni la bonne foi, déclarait le 9 octobre dernier: "On est bien loin pour le moment d'utiliser à leur capacité, les canaux que nous avons. Le seul obstacle qui existe aujourd'hui, c'est la profondeur de l'eau aux entrées des écluses. La canalisation du Saint-Laurent n'est pas urgente."

Si donc, la canalisation actuelle du Saint-Laurent suffit aux besoins pressants, si même elle est telle qu'elle puisse permettre un développement qui en double le trafic, je pose de nouveau la question: en quoi sommes-nous, au point de vue canadien, au point de vue de la province de Québec, intéressés?

Sans en arriver maintenant à la question qu'il faudra traiter plus tard, la finance de l'entreprise, il est tout de même bon de ne pas oublier que le résultat actuel - qui permet aux experts de déclarer que notre canalisation est suffisante et que son développement n'est pas urgent - n'a pas été sans entraîner pour le Canada, et incidemment pour Québec, des dépenses considérables.

Du lac Supérieur à Montréal, sans compter les dépenses faites au canal Welland, qui à lui seul a coûté \$142,000,000, plus de \$110,000,000 ont été dépensés pour des travaux d'améliorations maritimes de tous genres. Par ailleurs, plus de \$60,000,000 ont été dépensés dans ce que l'on est convenu d'appeler le chenal maritime du Saint-Laurent entre Montréal et la Pointe-au-Père. Ce qui fait, comptant maintenant le canal Welland, les travaux d'améliorations maritimes et les \$60,000,000 consacrés au chenal entre Montréal et la Pointe-au-Père, que le Canada a dépensé plus de 300 millions de dollars pour s'assurer une voie maritime satisfaisante de l'Atlantique à la tête des Grands Lacs, tant à l'entrée qu'à la sortie.

Si maintenant l'on devait ajouter les capitaux que nous avons placés pour l'aménagement moderne des différents ports du Saint-Laurent et de l'intérieur, à quel chiffre énorme arriverions-nous!

Si nous faisons une comparaison entre cette somme de \$300,000,000 et la dépense faite par les Américains pour des travaux de même nature entre le Lac Supérieur et Montréal, nous trouverions qu'une somme de à peine \$70,000,000 a été engagée. Dans ce montant, il faudrait inclure \$20,000,000 actuellement considérés comme engagés dans des travaux auxiliaires qui ont été faits ou qui se font sur la rivière Sainte-Claire, la rivière Sainte-Marie, le lac Saint-Clair et la rivière Détroit.

Il y a donc un écart de plus de \$200,000,000 présentement entre ce que nous avons déboursé et ce que les Américains peuvent prétendre avoir dépensé.

Nous avons donc, dans la canalisation actuelle, je le répète:

1. Tout ce qui est nécessaire à notre trafic actuel et même à un trafic qui serait double de ce qu'il est, et;

2. Nous avons, par des sacrifices monétaires considérables, obtenu ce résultat.

Les avantages dont on prétend que nous bénéficierions sont de ceux dont nous n'avons pas besoin, en tout cas prématurés et sûrement, pour plusieurs raisons, inopportuns.

On ne saurait nous objecter du côté américain que cette canalisation établirait pour eux des droits

qu'ils n'ont pas, attendu qu'en vertu d'un traité qui remonte à 1871, les États-Unis jouissent du droit de libre navigation sur le fleuve Saint-Laurent à titre d'octroi permanent.

Ce droit conféré aux Américains, de navigation libre dans les eaux du Saint-Laurent, plus tard fut bien expliqué par le traité de 1909, comme conférant le droit de naviguer dans les canaux.

La conséquence de ceci, je la répète, afin qu'il n'y ait aucun doute et sur ma manière de voir et sur celle des citoyens de Québec, c'est que si ce projet intéresse au point de vue navigation la république voisine, il ne nous intéresse pas. Si nous sommes intéressés à son étude, c'est pour empêcher les États-Unis d'obtenir plus de droits qu'ils en ont, eux qui savent si bien prendre la part du lion de tout ce qu'ils touchent.

On a pu trouver dans Québec, dans le passé et même dans un passé fort peu lointain, certains hommes qui discutaient l'opportunité de permettre l'exportation de l'énergie électrique développée dans notre province. Ils le faisaient à l'époque où l'ambition américaine ne s'était pas encore manifestée aussi accapareuse qu'elle le fait aujourd'hui, à une époque aussi où le point de départ de la discussion était bien différent.

Il était alors question de savoir si, étant donné le surplus d'électricité développé dans Québec, il était possible de garantir par des contrats formels certaines conditions d'exportation qui ne nuiraient pas au développement de l'industrie dans Québec. C'était donc du surplus de production dont il était question.

Voyons maintenant ce que voudrait dire, au point de vue développement de l'énergie électrique, la canalisation projetée du Saint-Laurent.

Le projet tel qu'envisagé permettrait de produire 5 millions de chevaux-vapeur de plus. Dans la partie internationale du Saint-Laurent entre Prescott et Cornwall, on prévoit une production approximative de 2 millions de chevaux-vapeur qui seraient partagés également entre le Canada et les États-Unis. Mais, dans la partie non internationale, dans la partie canadienne qui s'étend de près de Cornwall à Montréal, il y a là en potentialité un développement de 3 millions de chevaux-vapeur. Donc, à vrai dire, entièrement sis dans la province de Québec se trouvent des pouvoirs d'eau capables, harnachés, de réaliser 3 millions de chevaux-vapeur de plus.

Que l'on remarque bien, car je n'entends esquiver aucune responsabilité - lorsque j'en accepte une que je crois juste, je la défends jusqu'au bout - en

présence de ce qui se passe aujourd'hui, manifesterais-je la même tolérance que celle que je manifestais alors? Je n'ai aucune hésitation à répondre dans la négative. Mais ici, n'est pas le cas. Il est fort simple et mérite qu'on s'y arrête.

Avec les pouvoirs déjà développés, avec ceux en cours de développement, avec les pouvoirs encore inexploités et situés à l'intérieur de notre territoire, Québec a suffisamment d'énergie électrique, non seulement pour les fins industrielles et commerciales actuelles, mais aussi pour les mêmes fins de demain. Et, de plus, elle pourrait avec facilité harnachant certains pouvoirs qui n'attendent que la turbine, permettre à des compagnies de livrer, à des prix modiques, l'électricité dans nos campagnes.

Conséquemment, pour nos fins personnelles, ce que nous avons nous suffit. Donc, le développement des pouvoirs électriques situés sur le Saint-Laurent, dans le territoire de Québec, ne pourrait avoir qu'un but comme il ne pourrait avoir qu'un résultat. Le but: produire pour exporter et exporter pour créer. Exporter où? Aux États-Unis, dans la Nouvelle-Angleterre où l'énergie électrique livrée à des prix élevés peut mettre en danger, après en avoir fait sombrer d'autres, des industries dont la production annuelle est évaluée par certains économistes à plus de 8 milliards de dollars.

Deuxièmement et je dis créer. Cet apport de 3 millions de chevaux-vapeur qui nécessairement en son entier devrait être exporté, puisque Québec n'en a pas besoin, permettrait à certaines villes de la Nouvelle-Angleterre et de l'État de New York de faire aux industries de Québec une concurrence qui n'est pas à désirer.

Mentionnons en passant un document de valeur, le rapport de la Commission internationale de 1922, document no 114 des Archives et du Sénat américain qui dit en toute franchise à la page 176:

"The demand in New York and New England would take care of all the power that might be developed in the St-Lawrence as soon as it was made available" although "ultimately Canada will be in a position to use her share"².

Le *Star* du 10 juin 1925 cite un extrait du *New York Journal of Commerce*, non moins intéressant: "Let us give all the thought to the canal that that project deserves, but let us not overlook or minimize the much greater importance of power that can be taken from the St-Lawrence"³.

J'ai donc raison, je crois, de faire une énorme distinction entre les idées que l'on pouvait avoir il y a dix ans et celles que des circonstances nouvelles nous forcent à réviser.

Un argument simpliste d'une candeur internationale splendide a été apporté dans la discussion faite dans les journaux. Nous utiliserons disent nos amis, nos voisins, cette énergie dont vous n'avez pas besoin pour le moment, quitte à vous la rendre quand vous la voudrez. Je me défie avec raison des promesses dont la réalisation nécessiterait l'absence d'égoïsme individuel ou national. Que l'on soit assuré que le jour où nos trois millions de chevaux-vapeur porteront la marque d'outillage américain, la marque de production américaine, la marque d'exportation américaine, et l'effigie de l'oncle Sam, il sera fort difficile de remplacer cette marque américaine par la marque canadienne.

Je crois que l'on a pas besoin d'être "bull dog britannique" pour affirmer que: "What we have, we hold,"⁴ et en ceci, je crois faire preuve d'esprit canadien et non purement québécois. Nous n'avons jamais eu de conflit depuis 100 ans avec les États-Unis. Gardons-nous par manque de clairvoyance et de prévision de l'avenir d'en susciter.

Mais pour l'avenir, me dira-t-on, où en sommes-nous dans Québec au point de vue disponibilités? Nos experts à nous nous affirment qu'il nous reste une réserve de près de dix millions de chevaux-vapeur. En acceptant cette déclaration et aussi l'énoncé économique qui veut qu'en moyenne, il faille baser le développement électrique sur l'usage d'un demi cheval-vapeur par individu, il nous faudrait, avant que d'avoir épuisé cette réserve, que nous ayons une population de 20 millions. J'ai naturellement égard à une plus grande intensité d'industrialisation et malgré cela, la réserve que nous avons nous suffirait encore, quand bien même nous aurions sur le territoire de Québec, la population totale du dominion.

C'est donc affirmer, il me semble, logiquement, sans parti pris comme sans préjugé, qu'il est inopportun, prématuré, de songer au développement de forces hydrauliques qui ne nous seraient, à nous de Québec, d'aucun avantage mais au contraire peut-être nuisible.

Venons maintenant à l'aspect financier. Tout d'abord, partons d'un fait récent. Nul dans Québec, pas plus que dans le Canada, ne peut l'ignorer. Pour faire face à leurs obligations nationales, les citoyens canadiens sont appelés à souscrire un emprunt qui porte le titre bien explicatif "d'emprunt de Service national". Si, pour servir le Canada, ceux qui paient les taxes sont obligés de recourir à leurs économies pour permettre au gouvernement fédéral d'honorer ses obligations, n'y a-t-il pas lieu, dites-moi, en toute logique, de considérer tout d'abord si nous avons les moyens de participer au développement.

Plus tard, nous viendrons à un autre point qui, je le crois, sera jugé important par tout Canadien bien pensant, respectueux et fier du nom canadien.

Il nous faut d'abord considérer que pour des raisons qu'il n'est pas utile de discuter ici, qu'en 64 ans le Canada s'est créé une dette \$2,400,000,000. En 1914, la dette du Canada n'était que de \$335,000,000 ou \$43.68 par tête; tandis que répétant le chiffre total déjà donné, elle est au-delà de \$2,400,000,000 en 1931, ce qui fait une dette par tête de \$260, soit plus de six fois ce qu'elle était il y a dix-sept ans.

Ne croit-on pas que, lorsque se seront ajoutées à cette dette la dette provinciale, la dette municipale, la dette scolaire, nous n'avons pas le droit, dans la période où nous vivons, à travers laquelle nous passerons il est vrai, mais qu'il faut tout de même subir, de charger davantage la responsabilité individuelle.

On a affirmé que les travaux afférents à la canalisation proprement dite, entre le lac Ontario et Montréal y compris la section des Grands Lacs, coûteront au-delà de \$200,000,000; que l'aménagement de la force hydraulique entraînera une dépense de 500 millions de dollars.

Que l'on veuille bien considérer que ce ne sont là que des prévisions. À qui dirais-je qui ne le sait déjà, qu'en pareille matière il est fort rare que les prévisions soient exactes. En veut-on la preuve? *La Gazette* dans son numéro du 19 octobre 1931 donne les chiffres suivants:

Le canal de Manchester devait coûter 40 millions de dollars et il a coûté 80 millions;

Le canal de Suez devait coûter 30 millions de dollars et il a coûté 80 millions;

Le canal de Panama devait coûter 150 millions de dollars et il a coûté 375 millions;

Le canal de Chicago devait coûter 16 millions de dollars et il a coûté 53 millions;

Le canal Welland devait coûter 50 millions de dollars et il a coûté 142 millions.

Ceci illustre d'une façon bien nette l'affirmation que je viens de faire. Ne sont-ce pas là des faits qu'il est bon de se rappeler avant de nous lancer dans ce que Monsieur J. L. Payne, dans un article que publie le *Montreal Star*, le 1^{er} mars 1924, intitulé "A dream that Canada cannot afford"⁵.

Il nous faudrait donc ajouter à la dette de chaque citoyen du Canada qui est déjà de \$260 environ, \$30 de plus; et pour illustrer davantage le problème au point de vue financier tel qu'il se pose, il faudrait que le citoyen payant taxe dans Québec assume une augmentation de sa dette fédérale qui

représenterait 33½ % de sa dette provinciale. En d'autres termes, si cette augmentation portait sur la dette provinciale par tête que l'on donne comme \$96, elle deviendrait de \$126.

Je ne crois pas, malgré tout le désir que Québec a toujours eu d'aider, que cette augmentation n'ajoutera rien à son actif national, ni personnel.

Donc, au point de vue financier, comme au point de vue développement d'énergie électrique, comme au point de vue navigation, nous considérons ce projet comme prématuré, inopportun et ce qui maintenant est plus, comme dépassant nos moyens actuels.

Un autre point, je crois, mérite que je m'y arrête quand ce ne serait que quelques instants. Les États-Unis ont eu vis-à-vis le Canada un geste de splendide générosité. Nous traitant en voisins pauvres, ils nous ont dit: "Si vous n'avez pas les moyens de contribuer à la canalisation que prévoit le projet, nous le ferons entièrement à nos dépens."

Laissant de côté le "*timeo danaos et dona ferentes*,"⁶ je dis qu'il doit répugner à la fierté nationale canadienne, au sens de l'honneur qui doit être le nôtre, d'acquiescer à une offre qui nous mettrait, je n'hésite pas à le dire, dans l'état d'infériorité que confère une tutelle.

Le Canada a durement payé son statut actuel: des luttes parlementaires, des sacrifices humains, des abandons financiers lui ont permis de s'affirmer devant le monde comme nation. Or, nous, mus par un simple intérêt matériel faisant l'affaire d'une nation voisine, consentirions à revenir à un état pis - infiniment pis - que celui de "colonie britannique" - puisqu'en somme nous ne serions plus, au point de vue navigation sur notre fleuve à nous, que les obligés de nos voisins!

Je crois connaître assez bien mes compatriotes canadiens, non seulement de Québec, mais de l'Ontario, de l'Ouest et des Provinces maritimes, pour affirmer que cette proposition américaine ne nous agréait pas, nous déplaît, nous irrite et nous choque.

Lorsque les États-Unis auront même en vertu d'un traité, développé le fleuve Saint-Laurent à leurs dépens et en territoire américain au point de vue énergie électrique, si j'en crois un article du *New York Times* de samedi dernier, avec quelle arrogance traiteront-ils les reproches, les admonestations ou les suggestions qui leur seront faites par le Canada. Avec quelle désinvolture - eux qui n'ont pas craint d'encourager, même de défendre, lorsque des représentations canadiennes ont été faites, la diversion des eaux du lac Michigan vers Chicago -

considéreront-ils les plaintes que leur adressera le gouvernement fédéral lorsque, abusant de nouveau et avec plus de facilité de leur situation, ils assècheront - façon de parler - le fleuve Saint-Laurent en bas de Montréal.

Ceci me rappelle une caricature tracée dans le *Star* de Montréal, où prévoyant cette arrogance, le dessinateur, l'un des meilleurs que le Canada ait connus, en date du 20 mars 1924, représentait le fleuve Saint-Laurent dans lequel la navigation est devenue impossible, mais, dans le lointain les cheminées fumantes des industries attestant de la prospérité des États-Unis.

Pourrai-je traduire mieux ma pensée qu'en citant de nouveau une partie de l'article que publiait le *Star*, le 23 avril 1928, commentant le rapport de Monsieur J.-L. Payne, où ce journal dit:

"Until Canada knows of a certainty that she wants the waterway and that she can use the power, she should not commit herself to any project to provide them, no matter how thickly the offer be set with jewels to make the bargain attractive. We should wait and see, and we will have no difficulty in waiting until we do see clearly if we can keep our hand out of the hand of the giant until the very present and pressing need of candidate Hoover has passed"⁷.

Concluant sur ce point et renversant l'axiome, ne soyons pas "too proud to fight" mais au contraire "so proud, that we will fight"⁸.

Notre désintéressement au point de vue strictement national, sans mettre ici une sensibilité exagérée, serait une conséquence dont on nous tiendra compte dans l'avenir.

Cette question est d'importance vitale pour la province de Québec. Elle est importante au triple point de vue de la navigation, du développement de nos pouvoirs hydrauliques et des conditions financières de notre pays.

Je terminerai maintenant, mais non pas avant que d'avoir remercié l'honorable ministre des Postes⁹ du rassurant message qu'il a adressé au Canada et à la province de Québec. Il nous déclare n'avoir aucune crainte que son chef M. Bennett fera respecter les droits de notre province et qu'il est notre ami.

Je suis sûr que tous les Canadiens de la province de Québec ont dû, le soir où ce message leur est arrivé, remercier la providence d'avoir au siège central du gouvernement d'Ottawa, un protecteur aussi puissant que le ministre des Postes. Je dirai simplement ceci à Monsieur Sauvé: Nous ne doutons pas de sa parole pas plus que nous diminuons son influence auprès de son chef, mais en

pareille matière, la meilleure défense qu'une province puisse faire d'un droit, c'est de l'affirmer elle-même, avec force, sans violence, avec énergie et sans hésitation.

J'aime mieux que Québec s'adresse directement au premier ministre du Canada qu'indirectement par ceux qui la représentent dans Québec. J'aime mieux savoir que le premier ministre de ma province est appelé à faire valoir les droits de Québec auprès du premier ministre canadien que de savoir qu'un autre si habile soit-il, si diplomate soit-il, si puissant et si versé qu'il soit en matières internationales, s'en chargera.

Et c'est pour cette raison que je désire répondre à l'affirmation de l'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis) qui déclarait récemment qu'Ottawa, avant de négocier avec Washington, n'avait aucune obligation d'entendre les représentants de Québec. Négocier, disait-il, ce n'est pas régler définitivement. J'admets, mais négocier lorsque l'objet des négociations concerne neuf parties intéressées, ne peut être fait sans que les mandants aient été appelés au moins à donner leur opinion.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dit que le gouvernement fédéral ne devait pas consulter les provinces tant qu'il ne faisait que discuter avec Washington.

L'honorable M. David (Terrebonne): L'honorable député est même allé jusqu'à dire que le premier ministre de la province de Québec devait s'occuper de ses affaires...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je regrette d'être obligé de corriger cette déclaration. Lorsque j'ai dit quelque chose dans ce sens-là, je faisais allusion au discours de l'honorable premier ministre à propos des élections anglaises.

L'honorable M. David (Terrebonne): J'accepte la déclaration de mon honorable ami de Trois-Rivières et je suis prêt à reconnaître qu'en parlant comme il l'a fait, il n'avait à l'esprit que les élections anglaises. (Applaudissements et rires)

Si même on me disait, comme l'a voulu dire je crois le député de Trois-Rivières, que le gouvernement central représente les gouvernements provinciaux, je lui répondrais: en matière qui concerne exclusivement le pouvoir central, oui; en ce qui concerne des matières sur lesquelles les gouvernements provinciaux ont juridiction absolue, complète, exclusive et reconnue, non.

Or, voici sûrement une matière - et l'honorable député de Trois-Rivières ne peut le nier - où Québec a des droits tel que je l'ai affirmé au début de mes remarques, droits confirmés par un jugement du Conseil privé, que même le pouvoir fédéral ne peut mettre de côté.

Donc les négociations qui se font, laissant de côté la question de courtoisie à laquelle j'ai fait allusion, au point de vue strictement constitutionnel, n'auraient pas dû se faire et ne doivent pas se faire sans qu'au préalable la voix de Québec, comme celle des autres provinces du dominion, se soit fait entendre.

Voilà, M. l'Orateur, ce que, sur ce problème qui nous intéresse tous, à quelque nationalité que nous appartenions, de quelque parti que nous soyons, j'avais à dire.

L'exprime le souhait que mes remarques soient prises dans le même esprit que celui qui les a dictées. Faire mon devoir vis-à-vis la province de Québec, prouver que notre province fait bloc solide et endosse l'énergique protestation du premier ministre de cette province en qui elle reconnaît une fois de plus celui qui ne permet pas qu'impunément un droit provincial soit entamé, voilà ce que j'ai tâché de faire.

De plus, j'aurai peut-être, c'est du moins mon espoir, prouvé encore une fois que rien de ce qui intéresse le Canada comme nation, ne laisse indifférents la province de Québec et le peuple auquel j'appartiens. J'ai voulu démontrer que Québec, sur des questions de cette envergure, s'inspire d'un esprit vraiment canadien et non pas d'un provincialisme étroit. (Applaudissements)

M. Smart (Westmount): M. l'Orateur, après avoir écouté attentivement le secrétaire provincial, je dois dire que je m'accorde avec lui dans une certaine mesure. Je désire toutefois me servir du mot "prématurée" qu'il a employé au cours de ses remarques, car je crois que c'est sa résolution qui est plutôt prématurée. Cette question regarde le gouvernement fédéral, et je ne crois pas que cette Législature doive se mêler d'une question qui est hors de son contrôle. Nous avons passé des résolutions en maintes circonstances au sujet de la canalisation, sans enregistrer de voix dissidentes, et cela devrait être suffisant.

Je suis plutôt d'avis que cette résolution est une affaire purement politique et présentée dans le but de placer dans l'embarras ceux qui siègent de ce côté à la Chambre. La résolution de l'honorable secrétaire provincial me met dans l'embarras. Si je

vote pour, je me trouve à blâmer mes amis conservateurs d'Ottawa. Si je vote contre, je m'expose à m'entendre reprocher d'être contre les droits de la province de Québec. Je crois, comme l'honorable secrétaire provincial que le Canada ne doit pas se lancer dans la canalisation du Saint-Laurent, et que c'est là une entreprise inopportune, vu l'expérience qui nous est restée du passé. Je m'accorde avec le secrétaire provincial pour dire que nous ne devons pas être partie à un autre traité avec les États-Unis, vu l'expérience qui nous est restée du passé.

Nos voisins ont dénoncé ou violé tous les traités que nous avons passés avec eux. J'ai étudié la question avec attention et je suis opposé à tout traité avec les États-Unis concernant la canalisation du Saint-Laurent. Nous devons cependant nous rappeler dans cette discussion qu'il s'agit des eaux internationales, une question qui concerne spécialement l'Ontario et Ottawa et ne doit pas toucher à Québec. D'un autre côté, je ne puis voter pour la résolution, car ce serait un vote de non-confiance dans le gouvernement fédéral que j'appuie.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Vous possédez un renseignement que nous n'avons même pas.

M. Smart (Westmount): Le Parti conservateur, à sa convention de Winnipeg, a passé une résolution à ce sujet.

L'honorable M. David (Terrebonne): Depuis lors, cette résolution a été considérée comme un chiffon de papier par les têtes dirigeantes du Parti.

M. Smart (Westmount): La résolution de Winnipeg était très claire; elle mentionnait que l'entreprise devait être entièrement canadienne et qu'il était sûr que le gouvernement d'Ottawa s'en tiendrait à cette politique.

Cette résolution n'est pas autre chose qu'un vote de non-confiance envers le gouvernement fédéral. Elle blâme le gouvernement fédéral pour une chose qui n'a pas été faite mais pour quelque chose que l'honorable député croit que le gouvernement fédéral fera.

Je crois qu'Ottawa est tout à fait au courant de la question et protégera l'intérêt public. Il n'y a aucun doute que les États-Unis sont intéressés dans l'entreprise, et la chose se comprendrait si l'on se rappelle que les États-Unis ont des intérêts dans le Saint-Laurent à partir de Prescott en montant. Si

nous commençons à nous mêler des affaires du fédéral, où cela s'arrêtera-t-il? Nous désapprouvons l'ingérence du fédéral dans nos affaires et, dans chaque cas, nous avons toujours protesté. D'un autre côté, nous devons éviter de nous immiscer dans les questions fédérales.

Je crois que nous devrions être très prudents. Pour les raisons que je viens de donner, entre autres que la résolution est d'une nature politique, je ne voterai ni pour ni contre cette motion.

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Barré), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Succession de Hubert Morin

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 97 concernant la succession de Hubert Morin.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Flavius Lebel

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 81 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à accorder une licence pour la profession de médecin dans la province de Québec à Flavius Lebel, après examens devant le Collège.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Taschereau (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Montreal Light, Heat and Power Consolidated

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 106 modifiant la charte de Montreal Light, Heat and Power Consolidated soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession Roland Wentworth Tupper Robb

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 autorisant The Montreal Trust Company et dame Jeanne Élizabeth d'Alton, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et fiduciaires du testament de feu Roland Wentworth Tupper Robb, en son vivant de la ville Mont Royal, district de Montréal, à retirer certaines sommes d'argent du capital de la succession soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

The Viewmount Land Company Limited

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 85 concernant la Viewmount Land Company Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Trois-Rivières

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 90 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Discours du budget

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, avant l'ajournement, je désire informer la Chambre que demain j'aurai l'honneur de présenter le bilan de la province.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Pardon?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Je désire informer la Chambre que je présenterai demain le bilan financier de la province.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)
demande que la Chambre soit ajournée à demain.
Adopté.

La séance est levée à 5 heures.

NOTES

1. M. Herridge, selon *L'Événement* du 26 novembre 1931, page 3.

2. La version traduite du texte est la suivante: La demande à New York et en Nouvelle-Angleterre absorberait les pouvoirs développés sur le Saint-Laurent aussitôt qu'ils seraient disponibles, bien qu'ultimement le Canada sera en position d'utiliser sa part.

3. La version traduite du texte est la suivante: Donnons au projet de canalisation toute l'attention qu'il mérite, mais ne sous-estimons pas l'importance beaucoup plus grande des pouvoirs qui peuvent être développés sur le Saint-Laurent.

4. La version traduite du texte est la suivante: Ce que nous avons, nous le gardons.

5. La version traduite du texte est la suivante: Un rêve que le Canada ne peut se permettre.

6. "Je crains les Grecs et leurs présents", selon *L'Événement* du 26 novembre 1931, page 30.

Il s'agit d'une locution grecque: Paroles que Virgile (*l'Énéide*, II, 49) met dans la bouche du grand prêtre Laocoon, pour dissuader les Troyens de faire entrer dans leurs murs le fameux cheval de bois que les Grecs avaient perfidement laissé sur le rivage. Elles expriment cette vérité qu'il faut toujours se défier d'un ennemi, quelque aimable, quelque généreux qu'il paraisse.

7. La version traduite du texte est la suivante: Le Canada ne devrait s'impliquer dans aucun projet visant à développer la canalisation et les pouvoirs du Saint-Laurent sans être absolument certain qu'il les veut vraiment, quelle que soit l'importance des cadeaux destinés à rendre l'affaire attrayante. Nous devons attendre et observer, et nous n'aurons aucune difficulté à le faire jusqu'à ce que nous soyons certains de pouvoir garder notre main hors de celle du géant en attendant que les besoins très actuels et pressants du candidat Hoover passent.

8. La version traduite du texte est la suivante: ...trop fiers pour se battre ...si fiers que nous allons nous battre.

9. M. Arthur Sauvé.

Séance du jeudi 26 novembre 1931

Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 3 h 20.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 87 modifiant la loi concernant l'église de la paroisse de Saint-Clément.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 92 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère;
- bill 105 modifiant la charte de The Shawinigan Falls' General Hospital;
- bill 91 modifiant la charte de la ville Lasalle.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 108 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Paul Bouthillier au nombre de ses membres.

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de la compagnie The St. Lawrence Furniture Company, demandant l'adoption d'une loi autorisant la cité de Rivière-du-Loup à consentir à ladite compagnie un certain prêt;

- de John Lapierre et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'Association des maréchaux-ferrants de la province de Québec.

Votre comité est d'opinion que la pétition des sieurs curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Québec et des sieurs curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant le statut 49-50 Victoria, intitulé "Acte pour ériger la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Québec", est régulière et suffisante; que le bill qui a été déposé par le pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et à l'avis qui en a été donné, que cette pétition n'a pas encore été suffisamment annoncée, mais que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre le règlement à l'égard de cette insuffisance des annonces et de permettre au pétitionnaire de présenter immédiatement le bill qu'il a déposé.

Le rapport est adopté.

Charte de
Salaberry-de-Valleyfield

M. Saintonge (Beauharnois) demande la permission de présenter le bill 94 refondant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Rivière-du-Loup,
autorisation d'emprunt

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) demande la permission de présenter le bill 110 autorisant la cité de Rivière-du-Loup à contracter un emprunt de trente-cinq mille dollars, pour certaines fins.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Association
des maréchaux-ferrants

M. Drouin (Québec-Est) demande la permission de présenter le bill 93 constituant en

corporation l'Association des maréchaux-ferrants de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Paroisse Saint-Jean-Baptiste de Québec

M. Taschereau (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 113 modifiant l'acte pour ériger la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des élections contestées

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le bill 32 modifiant la loi des élections contestées de Québec.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explain.

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne): Le projet a pour but, comme son nom l'indique, d'amender la loi des élections contestées. Les principaux amendements sont les suivants: le bill a pour but de décréter que les procédures en contestation ne pourront être instruites devant les tribunaux, depuis huit jours avant le commencement de la session jusqu'à huit jours après la prorogation, sans que les défendeurs soient obligés d'en faire la demande; le deuxième amendement aura pour effet d'obliger les pétitionnaires, dans une contestation d'élection, à payer le dépôt de leurs propres deniers; un autre amendement décrètera aussi qu'à tous les stages de la procédure, le défendeur aura le droit de demander la provenance du dépôt ou cautionnement. Il y a d'autres amendements, mais ce sont là les principaux.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce qu'il y a un effet rétroactif à la loi?

(Tout le monde rit, y compris le député de Montréal-Sainte-Anne, l'honorable M. Dillon)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Je crois que nous pouvons dire oui.

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne): La dernière clause du bill parle par elle-même et

répond à la question de l'honorable député de Trois-Rivières. (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je veux soulever deux points d'ordre. Le premier est que l'honorable ministre de la Voirie n'a pas le droit de seconder la motion pour première lecture du bill, car son élection est contestée. Je comprends que la question est délicate pour vous et moi, M. le Vice-Président, car nos élections sont également contestées. Puisque vous êtes vous-mêmes contesté, je comprends que vous pouvez difficilement décider. Je vous embarrasse, mais j'accepterai votre décision.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Voulez-vous dire que vous n'avez pas le droit de parler? (Rires)

Des voix: À l'ordre! À l'ordre! (crient les députés en riant, à l'adresse du député de Trois-Rivières)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oh! non. Mon second point d'ordre est qu'il s'agit non d'un bill public mais d'un bill privé, car c'est l'intérêt privé de plusieurs députés qui est en jeu. Et on aurait dû le précéder d'une pétition.

Troisièmement, la loi des élections stipule que la pétition de contestation peut être faite par une corporation et non seulement par un individu. Le dépôt peut être effectué de la même manière.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je suis surpris que ce point d'ordre ait été fait par le député de Trois-Rivières dont le siège est aussi contesté, non pas par nous, mais par ses propres amis. Je suis assuré que l'honorable député de Trois-Rivières est convaincu qu'il a tort. Si l'honorable ministre de la Voirie ne peut seconder cette motion parce que son élection est contestée, autant dire que l'honorable député de Trois-Rivières n'a pas le droit de parler parce que son élection a été contestée par ses propres amis. Le règlement de la Chambre dit qu'un député n'a pas le droit de voter sur une mesure dans laquelle il peut avoir un intérêt pécuniaire, à moins que ce ne soit une mesure d'intérêt général.

D'ailleurs, qui dit à l'honorable député de Trois-Rivières que les députés intéressés, lui tout le premier, auront le droit de voter sur la troisième lecture du bill? Il ne s'agit pas de voter aujourd'hui et lorsque viendra le moment du vote, nous verrons si les députés dont les élections sont contestées devront voter, mais ils ont le droit de parler et de seconder.

Mais je considère que cette mesure est d'intérêt général, d'intérêt québécois et je dirai d'intérêt national. (Applaudissements)

En conséquence, je crois que les points d'ordre devraient être rejetés. (Applaudissements)

M. l'Orateur: Je considère que les points d'ordre doivent être rejetés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Officiers des municipalités de cité et de ville

L'honorable M. Perrault (Arthabaska), appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté), demande la permission de présenter le bill 29 concernant certains officiers de municipalités de cité et de ville¹.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explain.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le but de la loi est de décréter que les contrôleurs des cités et villes de 25,000 âmes et plus, les trésoriers et les chefs de services municipaux ne pourront être destitués que par un vote des trois quarts du conseil municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi concernant certains emplois

M. Poulin (Montréal-Laurier), appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Plante), demande la permission de présenter le bill 151 concernant les personnes employées à certains travaux.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Transport de liqueurs alcooliques

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine), appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Power), demande la permission de présenter le bill 152 concernant certains modes de transport de liqueurs alcooliques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Droit de vote des femmes

M. Plante (Montréal-Mercier), appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Poulin), demande la permission de présenter le bill 153 modifiant la loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explain.

M. Plante (Montréal-Mercier): L'honorable député de Trois-Rivières ne devrait pas me demander comment il se fait que je suis devenu le parrain de ce projet².

(Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous le savons.

M. Plante (Montréal-Mercier): Selon l'usage, je donnerai mes explications avant la deuxième lecture.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 17 concernant l'aide aux chômeurs, 1931.

Aide aux chômeurs

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 17 concernant l'aide aux chômeurs, 1931.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable ministre des Travaux publics est prêt à expliquer l'amendement du Conseil législatif. Si la Chambre l'adoptait, nous pourrions faire sanctionner la loi du chômage par le lieutenant-gouverneur, car on nous dit que, dans certains cas, il y a urgence.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

L'amendement a pour but de permettre aux municipalités d'emprunter l'argent nécessaire pour payer leur part des travaux du chômage.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme, huissier de la verge noire:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

Son Honneur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale au bill suivant:

- bill 17 concernant l'aide aux chômeurs, 1931.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), trésorier de la province, transmet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

H. G. Carroll, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1933, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du gouvernement,
Québec, le 26 novembre 1931
(Document de la session no 1)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

M. l'Orateur, je propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que ledit message, avec le budget qui l'accompagne, soit renvoyé au comité des subsides.

Adopté.

Subsides³**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

M. l'Orateur, à l'époque de tension que nous traversons actuellement, les fonctions de trésorier d'un pays ou d'une province sont un sort qu'on ne doit pas envier. Mais, si on me laissait choisir, Québec serait encore l'objet de ma prédilection. Car, en ce moment même où l'on voit tous les gouvernements lutter contre les flots submergeants de leurs difficultés financières, alors que les institutions hier les plus fortes et les plus solidement établies chancellent et vont même jusqu'à s'effondrer, notre bonne vieille province de Québec survit: elle va toujours de l'avant, avec vaillance, et sait encore comment s'y prendre pour équilibrer son budget et annoncer des surplus.

Cependant, il me faut le déclarer de nouveau, les fonctions du trésorier sont difficiles à remplir. Il se trouve pris entre deux problèmes embarrassants.

D'un côté, il doit pourvoir au développement économique de la province et faire face aux lourdes dépenses résultant de la nécessité qu'il y a de secourir les chômeurs et de continuer les travaux publics importants déjà commencés, et d'un autre côté, il doit tenir compte de l'avis de ceux qui refusent de contribuer même pour un denier de plus, afin de lui permettre de joindre les deux bouts de son budget.

Le public semble être parfois d'opinion que les ressources d'un gouvernement sont inépuisables et qu'il doit accéder à toutes les demandes apparemment légitimes qui lui sont faites; mais, d'un autre côté, on proclame à son de trompe que le fardeau des contribuables doit être allégé et que les taxes qu'il supporte doivent être réduites au minimum.

Les conditions économiques mondiales dont j'ai parlé dans mon discours sur le budget du mois de janvier dernier existent encore, et la gravité de la dépression qui en résulte, dans tous les milieux de l'activité humaine, a augmenté, au cours du printemps et de l'été de 1931, pour atteindre son point culminant, on l'espère maintenant, en général, depuis relativement peu de jours.

Au cours des mois derniers, le monde financier a subi plusieurs chocs successifs, sous les formes suivantes: suspension du paiement de leurs obligations, en or, par plusieurs gouvernements, faillites de banques, des membres de la Bourse se déclarant insolvables, etc., etc.

Ces événements ont eu pour conséquence le retrait presque complet des facilités qu'accordaient, en fait de crédit, les nations créancières du monde.

Des lueurs d'espoir s'élèvent maintenant à l'horizon.

La Grande-Bretagne marchant en tête, les gouvernements déploient des efforts résolus afin d'équilibrer leurs budgets; les prix des produits de la ferme, - du blé surtout, élément nécessaire à la prospérité du Canada, - ont repris un mouvement ascendant, de même que quelques-uns des métaux produits en notre pays, - de sorte que, je l'espère, nous allons maintenant être témoins d'une amélioration, lente mais sûre, au cours de l'an prochain.

La province de Québec, - bien qu'ayant souffert en partie de la dépression, - l'a traversée, je suis fier de le déclarer, en conservant la position qu'elle occupe, en ce qui regarde le crédit, et, - je vais bientôt vous le démontrer, - avec un modeste surplus des revenus ordinaires sur ses dépenses ordinaires, pendant l'année fiscale terminée le 30 juin dernier.

On se rappelle que, pendant l'année fiscale 1929-1930, les opérations financières du gouvernement de Québec ont donné le résultat suivant :

Recettes ordinaires.....	\$43,585,140.83
Dépenses ordinaires	<u>39,374,910.31</u>
Excédent des recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires, 1929-1930	\$ 4,210,230.52

Pour l'année fiscale 1930-1931 ou l'année terminée le 30 juin 1931, mon prédécesseur à ce ministère, lors de son dernier discours sur le budget, en cette Chambre, soumit les prévisions suivantes:

Recettes ordinaires prévues.....	\$36,117,950.70
Dépenses ordinaires prévues.....	<u>35,230,293.12</u>
Surplus probable des recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires, 1930-1931	\$ 887,657.58

Cependant, les résultats réels des opérations financières du gouvernement, pour la dernière année fiscale, peuvent se résumer de la manière suivante:

Année fiscale 1929-1930

Recettes ordinaires :	
(Autres que recettes au compte du capital, fonds en fidéicommiss, dépôts, etc.)	\$41,630,620.26
Dépenses ordinaires :	
(Autres que dépenses au compte du capital, fonds en fidéicommiss, dépôts, etc.)	<u>40,853,844.59</u>
Excédent des recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires, 1930-1931	776,775.67
Recettes au compte du capital et autres recettes	<u>20,392,128.48</u> 21,168,904.15
Dépenses au compte du capital et autres dépenses	<u>21,517,000.30</u>
Excédent du total des dépenses au compte du capital et des autres dépenses sur les recettes totales	348,096.15
Argent en banques, le 30 juin 1930	<u>2,834,049.12</u> 2,486,049.12
Mandats autorisés mais non payés :	
30 juin 1931	\$3,098,639.27
30 juin 1930	<u>2,510,640.97</u>
	<u>587,998.30</u>
Argent en banque, le 30 juin 1931	\$ 3,074,047.42

Les revenus de l'année, à mon avis, ne peuvent être jugés autrement que satisfaisants, et surtout, si l'on tient compte des conditions graves qui ont régné dans l'industrie et l'agriculture durant ce laps de temps. Le trésor a été nécessairement chargé de fardeaux additionnels, mais notre gouvernement a rempli ses promesses et accordé son attention à ses nouvelles obligations, chaque fois que la chose a été nécessaire.

Il n'est peut-être pas inopportun de faire maintenant connaître, sous forme de pourcentages, nos revenus et nos dépenses:

Revenu

Subside du dominion.....	5.10	
Loi des liqueurs alcooliques (compte de la vente).....	18.50	
Terres et Forêts	11.64	
Loi des véhicules automobiles.....	13.00	
Droits et honoraires, gazoline	<u>10.58</u>	58.82
Droits sur les successions.....	16.04	
Taxes sur les corporations.....	8.23	
Licences d'hôtels et de magasins, etc.	<u>5.10</u>	
	29.37	
Autres revenus ordinaires	<u>11.81</u>	100 %

Dépenses

Instruction publique	10.74	
Voiries et mines	28.23	
Travaux publics et Travail	7.37	
Agriculture	8.38	
Terres et Forêts	6.39	
Colonisation	<u>6.44</u>	67.55
Administration de la justice	5.03	
Gouvernement civil.....	<u>5.46</u>	
	10.49	
Intérêts et fonds d'amortissement	10.77	
Autres dépenses ordinaires	<u>11.19</u>	100 %

Lorsqu'il apparut aux observateurs attentifs que la crise économique continuerait et qu'il fallait quelque chose de plus que de l'optimisme et le désir de voir luire le soleil d'une nouvelle prospérité, notre gouvernement se trouvait en face de deux alternatives. Il était libre de consacrer ses efforts à favoriser la main-d'œuvre et soulager le chômage, à maintenir le peuple satisfait et heureux, en économisant avec soin toutes les ressources disponibles, et de dépenser chaque dollar qui pouvait être épargné sur les déboursés courants nécessaires à l'administration, en encourageant les travaux provinciaux et en développant les entreprises provinciales et l'agriculture et, en somme, tout ce qui pouvait être durable et salutaire au commerce et aux affaires dans la province.

Ou bien encore, notre gouvernement était libre de s'engager dans une politique de mesures sociales avancées et d'emprunts, sans se soucier des conséquences ou des appels à l'examen de la

prudence ordinaire, politique ruineuse et destructive dont les résultats néfastes sont bien connus qui conduit au désastre économique, augmente le fardeau des services publics, fait hausser la taxe et élude les responsabilités, en laissant la plus entière confusion retomber sur ceux qui viennent dans la suite.

Notre gouvernement, croyant fermement agir dans l'intérêt de la province, a choisi la première alternative, et le fruit de sa sagesse apparaît dans nos états financiers.

Année courante

Les recettes provenant des revenus ordinaires durant les quatre mois terminés le 31 octobre 1931, bien qu'inférieures à celles de l'année dernière, sont, en somme, satisfaisantes, mais les dépenses ordinaires, étant supérieures à celles de l'an dernier à la même date, le gouvernement devra pratiquer la plus stricte économie, afin de pouvoir équilibrer sûrement son budget, le 30 juin prochain.

Prévisions de 1932-1933

Le budget des recettes et des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1933, qui doit être soumis à l'approbation de cette Chambre, a été préparé avec soin, en tenant compte des résultats des années précédentes et des conditions financières existantes, d'après les rapports des ministres des différents départements du service civil, dont les sommaires sont les suivants :

Recettes ordinaires probables	\$39,575,252.23
Dépenses ordinaires probables	<u>39,387,961.64</u>
Surplus	\$ 187,290.59

De temps à autre, certains doutes ont été exprimés et certaines accusations ont été portées par ceux qui nous critiquent, au sujet de l'exactitude et des méthodes de nos comptes publics et, en particulier, en ce qui regarde les surplus annuels déclarés par notre gouvernement. Afin d'obtenir une opinion incontestable, la firme de comptables, MM. Price, Waterhouse & Company, de Montréal, de réputation internationale, a donc été chargée d'examiner les comptes de la province.

Je soumetts maintenant l'état détaillé des recettes perçues et des déboursés pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1931, qui est approuvé par l'assistant-trésorier et l'auditeur de la province et qui est accompagné du certificat de MM. Price, Waterhouse & Company.

**État des recettes et déboursés en argent pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1931,
comprenant les mandats autorisés mais non payés, au commencement
et à la fin de cette année**

Recettes autres que capitales, fonds en fiducie, dépôts, etc. :

De taxes :

Département du trésor, bureau du revenu :

Droits sur les successions.....	\$6,916,636.60	
Moins : remboursements.....	<u>241,417.54</u>	
		\$6,675,219.06
Loi des véhicules-moteurs	5,414,527.23	
Moins : remboursements.....	<u>4,779.67</u>	
		5,409,747.56
Taxe sur la gazoline	4,703,160.75	
Moins : remboursements.....	<u>298,000.32</u>	
		4,405,160.43
Taxe sur les corporations	3,426,804.65	
Moins : remboursements.....	<u>1,954.40</u>	
		3,424,850.25
Taxe sur transferts de valeurs	398,315.13	
Moins : remboursements.....	<u>418.40</u>	
		397,896.73
Licences d'hôtels, restaurants, etc.	364,512.25	
Moins : remboursements.....	<u>4,283.44</u>	
		360,228.81
Autres taxes.....	140,158.03	
Moins : remboursements.....	<u>36.04</u>	
		<u>140,121.99</u>
		20,813,224.83
Département du trésor, bureau des assurances	126,965.00	
Moins : remboursements.....	<u>2,205.19</u>	
		124,759.81
Loi des liqueurs alcooliques, permis et droits :		
Année fiscale 1930-1931	1,299,278.65	
Année fiscale 1929-1930	<u>833,333.34</u>	
		2,132,611.99
Secrétaire provincial		35,760.00
Département de la Chasse et des Pêcheries	22,903.00	
Moins : remboursement	<u>271.00</u>	
		22,632.00
Département des Travaux publics et du Travail, comprenant certains péages, de pont, \$135,901.71		<u>217,414.94</u>
		\$23,346,403.57

**État des recettes et déboursés en argent pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1931,
comprenant les mandats autorisés mais non payés, au commencement
et à la fin de cette année (suite)**

Autres sources :

Subside de la puissance du Canada, basé sur la population.....		2,128,959.20	
Intérêt		1,223,296.04	
Compte de commerce de la Commission des liqueurs de Québec.....	8,700,721.35		
Moins : au fonds de l'assistance publique	<u>1,000,000.00</u>	7,700,721.35	
Ressources naturelles :			
Terres et Forêts	4,852,920.94		
Moins : remboursements.....	<u>6,953.95</u>	4,845,966.99	
Mines.....	572,192.06		
Moins : remboursements.....	<u>6,639.64</u>	565,552.42	
Colonisation, Chasse et Pêcheries.....	393,912.76		
Moins : remboursements.....	<u>7,920.83</u>	385,991.93	
Honoraires, différents départements		541,800.52	
Amendes, différents départements.....	99,545.35		
Moins : remboursements.....	<u>631.00</u>	98,914.35	
Contributions municipales, excepté celles des asiles d'aliénés, écoles de réforme et d'industrie et assistance publique :			
Loi des bons chemins (intérêts)	514,077.91		
Entretien des prisonniers.....	<u>26,670.95</u>	540,748.86	
Divers départements.....	252,297.53		
Moins : remboursements.....	<u>32.50</u>	<u>252,265.03</u>	
			<u>18,284,216.69</u>
			41,630,620.26

**État des recettes et déboursés en argent pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1931,
comprenant les mandats autorisés mais non payés, au commencement
et à la fin de cette année (suite)**

*Déboursés chargeables au revenu consolidé, conformément
aux exigences des lois les régissant :*

Dette publique :			
Intérêts et frais d'administration	3,295,361.88		
Transferts aux fonds d'amortissement	<u>1,104,277.29</u>		
		4,399,639.17	
Législation.....		791,564.37	
Gouvernement civil :			
Salaires	2,015,868.22		
Dépenses contingentes	<u>215,563.72</u>		
		2,231,431.94	
Administration de la justice		2,055,589.07	
Secrétaire provincial :			
Instruction publique, etc.....	4,385,822.51		
Hygiène.....	748,881.63		
Asiles d'aliénés	\$1,763,092.22		
Moins : remboursements.....	<u>747,739.77</u>		
		1,015,352.45	
Écoles de réforme et d'industrie	517,350.07		
Moins : remboursements.....	<u>215,341.32</u>		
		<u>302,008.75</u>	
		6,452,065.34	
Travaux publics et Travail		3,012,082.14	
Voirie et Mines :			
Voirie	11,233,976.03		
Mines.....	<u>298,571.18</u>		
		11,532,547.21	
Agriculture		3,422,259.86	
Terres et Forêts		2,611,686.26	
Colonisation, Chasse et Pêcheries.....		2,636,767.66	
Charges sur le revenu.....	840,441.24		
Moins : remboursements.....	<u>5,703.14</u>		
		834,738.10	
Services divers		848,183.47	
Institutions de bienfaisance, autres que paiements faits à même le fonds de l'assistance publique		<u>25,290.00</u>	
		<u>40,853,844.59</u>	
Excédent des recettes sur les déboursés, ci-dessus		776,775.67	

**État des recettes et déboursés en argent pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1931,
comprenant les mandats autorisés mais non payés, au commencement
et à la fin de cette année (suite)**

Autres recettes :

Capital - Emmagasinement des eaux, loi des bons chemins, péages des ponts, Moins : entretien, \$164,052.36, etc.....	565,362.36	
Fonds en fiducie, dépôts, etc.....	9,246,611.88	
Fonds de l'assistance publique.....	3,225,654.24	
Produits de la vente d'obligations.....	<u>7,354,500.00</u>	
		20,392,128.48
		21,168,904.15

Autres déboursés :

Capital - Emmagasinement des eaux, ponts, palais de justice, loi des bons chemins, etc.	5,336,545.95	
Fonds en fiducie, dépôts, etc.....	9,564,794.26	
Fonds de l'assistance publique.....	3,615,660.09	
Remboursement d'emprunts temporaires	<u>3,000,000.00</u>	
		21,517,000.30
Excédent du total des déboursés comprenant capital, fonds en fiducie, dépôts, assistance publique, etc., sur les recettes totales		348,096.15
Argent en banque au 30 juin 1930		<u>2,834,145.27</u>
		2,486,049.12
Mandats autorisés mais impayés :		
30 juin 1931	3,098,639.27	
30 juin 1930	<u>2,510,640.97</u>	
		<u>587,998.30</u>
Argent en banque au 30 juin 1931		3,074,047.42
Argent en mains, dans les départements au 30 juin 1931		<u>287,174.86</u>
Total des argents en mains et en banque, tel que d'après l'état de la position financière de la province au 30 juin 1931		\$3,361,222.28

Nous avons examiné les livres et les comptes du gouvernement de la province de Québec, pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1931. Quoique nous n'ayons pas examiné les pièces justificatives appuyant tous les paiements, nous avons fait de nombreux essais, sous ce rapport, de même que sur le contrôle interne exercé par l'auditeur de la province, et sommes satisfaits que les recettes et les paiements ont été traités en conformité avec les exigences de la loi.

Les recettes, pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1931, comprennent un montant de \$833,333.34 représentant des permis émis et des droits perçus en vertu de la loi des liqueurs alcooliques, au 30 juin 1931, mais non inclus dans les recettes de l'année terminée à cette date. Sujet au paragraphe précédent, nous sommes d'opinion que l'état ci-dessus démontre le montant exact des recettes et des déboursés du trésorier de la province, pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1931, tenant compte des mandats autorisés mais impayés, au commencement et à la fin de cette année.

Price, Waterhouse & Co.,
comptables agréés.

Montréal, 5 octobre 1931.

Ces états sont clairs et s'expliquent d'eux-mêmes. Mais je ne puis continuer sans faire une brève observation. À une époque où les obligations des gouvernements du monde entier sont soumises à l'examen le plus approfondi, la relation entre les charges provenant de notre dette publique et notre revenu ordinaire total est très concluante.

Pour le dernier exercice financier, elle a été de 10.5 pour cent, proportion très peu élevée qui, entre autres éléments et si on la compare à celle des autres gouvernements et des municipalités les plus importantes, assure à la province de Québec le cachet d'un crédit si élevé. De plus, on devra remarquer que notre revenu provenant de chacune des sources suivantes: droits sur les successions, loi des véhicules automobiles, taxe sur la gasoline, Commission des liqueurs de Québec et terres et forêts, aurait suffi à solder tout l'intérêt et les fonds d'amortissement requis pendant l'année.

Comme dans le domaine commercial où il est d'usage de présenter un état certifié de la situation financière, à la fin de l'exercice financier, je sou mets celui de la province de Québec, préparé par le département du trésor, approuvé par l'auditeur de la province et certifié par MM. Price, Waterhouse & Company. (Voir le tableau à la page suivante)

**État certifié de la situation financière, le 30 juin 1931,
et de la dette consolidée, le 30 juin 1931
Province de Québec**

État de la position financière, au 30 juin 1931

Actif

Argent en mains et en banque.....	\$2,220,729.21	
Comptes recevables, moins réserve pour comptes douteux.....	6,758,966.72	
Intérêts accrus	<u>411,052.38</u>	\$9,390,748.31
Fonds spéciaux, dépôts et comptes en fiducie :		
Argent en mains et en banque.....	1,140,493.07	
Valeurs au pair	4,284,352.01	
Recevable du gouvernement fédéral - (aide au chômage)	<u>1,476,378.88</u>	6,901,223.96
Avances aux municipalités pour emprunts <i>re</i> logement, garanties par \$6,754,000.00 de débentures des municipalités, au pair	6,584,687.72	
Moins : Fonds d'amortissement fournis par les municipalités	<u>1,963,061.73</u>	4,621,625.99
Commission des liqueurs - actif courant.....		3,564,135.71
Puissance du Canada.....		1,075,603.98
Inventaire de l'équipement, des machineries et fournitures - tel que pris et évalués par les fonctionnaires des départements.....		3,478,886.89
Dépenses applicables contre les revenus futurs		<u>526,433.05</u>
		\$29,558,657.89
Contrat avec la Banque d'Hochelaga :		
Paievements et intérêts accumulés sur ledit contrat, représentés par valeurs et argent en mains.....	1,026,800.20	
Balance à être pourvue par paievements différés et intérêts.....	<u>13,973,199.80</u>	15,000,000.00
Placement aux fonds d'amortissement :		
Placements au prix coûtant (comprenant \$7,662,284.37 au pair de valeurs de la province de Québec au prix coûtant de \$7,142,456.15 et autres valeurs au prix coûtant de \$479,618.40)	7,622,074.55	
Argent non investi.....	<u>1,195,179.48</u>	<u>8,817,254.03</u>
		\$53,375,911.92

**État certifié de la situation financière, le 30 juin 1931,
et de la dette consolidée, le 30 juin 1931
Province de Québec**

État de la position financière, au 30 juin 1931

Actif (suite)

Travaux publics et édifices, construction de chemins, et autres dépenses :	
Édifices publics, portés aux livres à.....	19,657,231.91
Barrages et travaux, moins dépréciation.....	6,762,080.07
Entrepôt de la Commission des liqueurs, <i>Moins</i> : dépréciation	1,902,337.47
Ponts de péage, valeurs aux livres	1,578,662.65
<i>Moins</i> : recettes (nettes) applicables contre le coût.....	<u>1,133,170.35</u>
	445,492.30
Construction de chemins.....	65,083,738.48
<i>Moins</i> : rayé des livres durant les dix années se terminant le 30 juin 1931.....	<u>16,340,274.33</u>
Balance représentant dépenses en vertu de la Loi des bons chemins, 1912.....	48,743,464.15
Aide à la colonisation en vertu de la loi 10 George V, chapitre 6.....	6,013,862.94
Aide au chômage en vertu de la loi 21 George V, chapitre 2, <i>Moins</i> : \$358,340.77 rayés des livres contre le revenu.....	2,150,044.60
Escompte sur dette consolidée, <i>Moins</i> : proportion amortie.....	<u>1,381,081.69</u>
	87,055,595.13
Fonds commun des écoles des provinces d'Ontario et de Québec, entre les mains du gouvernement fédéral. Proportion inscrite comme applicable à la province de Québec, par compte opposé.....	<u>1,189,972.65</u> \$141,621,479.70
Subside annuel de la puissance du Canada, capitalisé sur une base de rendement de 5 %, par compte opposé.....	<u>42,579,184.00</u> \$184,200,663.70

**État certifié de la situation financière, le 30 juin 1931,
et de la dette consolidée, le 30 juin 1931
Province de Québec**

État de la position financière, au 30 juin 1931

Passif

Comptes payables, comprenant mandats non payés	\$9,479,512.71	
Intérêts accrus sur dette consolidée.....	<u>563,160.76</u>	\$10,042,673.47
Dépôts judiciaires, dépôts des compagnies d'assurance et de fidéicommis et dépôts des entrepreneurs	1,140,493.07	
Municipalités, aide au chômage.....	1,476,378.88	
Valeurs, au pair, détenues par les municipalités, les corporations scolaires, les compagnies d'assurance, etc.	<u>4,284,352.01</u> 6,901,223.96	
Balance au crédit de l'assistance publique et d'autres fonds et dépôts spéciaux	<u>4,028,357.55</u>	10,929,581.51
Puissance du Canada, emprunts <i>re</i> logement.....		5,384,687.72
Taxes sur corporations, etc. payées d'avance	<u>2,414,750.77</u>	28,771,693.47
Déventures émises à la Banque d'Hochelaga en vertu de la loi 14 George V, chapitre 3, échéant en 1964, voir compte opposé.....		15,000,000.00
Dette consolidée (tel qu'état ci-attaché) Le rachat à échéance de \$49,874,907.70 du total de la dette consolidée est pourvu par les appropriations des fonds d'amortissement.....	<u>69,235,291.58</u>	\$113,006,985.05
Réserve pour fonds d'amortissement : Accumulée des revenus et traitée comme une réserve pour dépréciation sur édifices et amortissement des dépenses, par compte opposé		8,817,254.03
Surplus accumulé		18,607,267.97
Surplus provenant du fonds commun des écoles, par compte opposé.....	<u>1,189,972.65</u>	\$141,621,479.70
Surplus provenant de la capitalisation du subside de la puissance du Canada, par compte opposé	<u>42,579,184.00</u>	\$184,200,663.70

**État certifié de la situation financière, le 30 juin 1931,
et de la dette consolidée, le 30 juin 1931
Province de Québec**

État de la position financière, au 30 juin 1931

Passif (suite)

Passif indirect :

Déventures dont le capital et l'intérêt sont garantis par la province de Québec.....	\$3,900,400.00
Emprunts de banques, garantis	513,000.00
Déventures des chemins à barrières de la rive nord, Québec, pas encore échangées, pour lesquelles des déventures de la province de Québec sont détenues par le trésorier de la province.....	\$23,700.00
Intérêts accrus au 30 juin 1931	<u>17,972.50</u>
	<u>41,672.50</u>
	\$4,455,072.50

Le passif indirect ci-haut n'inclut pas les promesses de payer du fonds de l'assistance publique, à certaines institutions, des versements annuels, sur une période déterminée, pour être appliqués au paiement de déventures et de l'intérêt s'y rattachant, se totalisant à \$9,988,238.81.

Note : Aucune évaluation n'a été déterminée pour les ressources naturelles de la province, telles que forêts, terres, forces hydrauliques, etc.

Nous avons examiné les livres et les comptes du gouvernement de la province de Québec et certifions que, dans notre opinion, l'état ci-haut, au 30 juin 1931 - qui prend en considération certains actifs et passifs de la province non inscrits aux livres du trésorier de la province à cette date - démontre la position financière réelle de la province, au 30 juin 1931. Les prévisions pour les fonds d'amortissement sont en conformité avec les arrêtés en conseil et le montant déduit du coût de construction des chemins correspond au montant chargé au surplus aux livres de la province.

Price, Waterhouse & Co.
Comptables agréés.

Montréal, 5 octobre 1931

Province de Québec
Dette consolidée - 30 juin 1931

Cédule " A "

Date d'émission	Date d'échéance	Payable à	Taux d'intérêt %	Valeur au pair de débentures et d'actions émises	Montant pourvu par fonds d'amortissement	Montant pour lequel aucun fonds d'amortissement n'a été prévu	Fonds d'amortissement pourvu au 30 juin 1931
1 ^{er} mars 1894	1 ^{er} mars 1934	Londres, Montréal	4	\$2,530,666.67	.....	\$2,530,666.67	.....
1 ^{er} mai 1896	1 ^{er} mai 1936	Londres, Montréal	4	292,000.00	.....	292,000.00	.....
1 ^{er} mai 1916	1 ^{er} mai 1936	Québec, Montréal	5	133,800.00	.....	133,800.00	.....
1 ^{er} avril 1897	1 ^{er} avril 1937	Londres, Montréal	3	1,341,346.06	\$760,380.00	580,966.06	\$760,380.00
1 ^{er} avril 1897	1 ^{er} avril 1937	Londres	3	9,236,061.48	1,743,526.83	7,492,534.65	1,374,933.84
1 ^{er} mai 1918	1 ^{er} mai 1938	Québec, Montréal	5	37,100.00	.....	37,100.00	.....
15 mars 1923	15 mars 1943	Québec, Montréal, Toronto	5	3,557,000.00	.....	3,557,000.00	.....
1 ^{er} juin 1916	1 ^{er} juin 1946	Québec, Montréal	4½	2,500,000.00	2,500,000.00	.....	964,293.41
2 mars 1925	2 mars 1950	Québec, Montréal, New York, Toronto	4½	15,000,000.00	15,000,000.00	.....	2,403,955.53
1 ^{er} janv. 1913	1 ^{er} janv. 1954	Londres	4½	1,949,586.67	5,727,000.87	.....	1,971,545.54
1 ^{er} juil. 1914				3,777,414.20			
30 déc. 1894	20 janv. 1955	Londres, Paris	3	4,736,316.50	.....	4,736,316.50	.....
15 sept. 1916	15 sept. 1956	Québec, Montréal	4½	144,000.00	144,000.00	.....	28,601.64
1 ^{er} juil. 1926	1 ^{er} juil. 1956	Québec, Montréal, New York, Toronto	4½	7,500,000.00	7,500,000.00	.....	730,520.87
1 ^{er} mai 1927	1 ^{er} mai 1957	Québec, Montréal, New York, Toronto	4½	1,000,000.00	1,000,000.00	.....	302,885.20
1 ^{er} mai 1927	1 ^{er} mai 1957	Québec, Montréal, New York, Toronto	4½	3,000,000.00	3,000,000.00	.....
1 ^{er} fév. 1928	1 ^{er} fév. 1958	Québec, Montréal, New York, Toronto	4	5,000,000.00	5,000,000.00	.....	280,138.00
1 ^{er} mai 1931	1 ^{er} mai 1961	Québec, Montréal, New York, Toronto	4¼	7,500,000.00	7,500,000.00	.....	..... (1)
				<u>\$69,235,291.58</u>	<u>\$49,874,907.70</u>	<u>\$19,360,383.88</u>	<u>\$8,817,254.03</u>

Note : (1) Versement initial *re* fonds d'amortissement dû dans l'année 1932.

Ces états, à mon sens, n'exigent aucune explication. La situation de la province, en ce qui regarde les obligations émises pour la Banque d'Hochelaga, en vertu de la loi 14 George V, chapitre 3, est ainsi exposée:

Obligations émises.....	\$15,000,000.00
<i>Moins</i> : versements et intérêts accumulés, représentés par les valeurs et l'argent en main.....	<u>1,026,800.20</u>
Balance à recevoir sur versements différés et intérêts.....	\$13,973,199.80

La situation de la dette consolidée de la province est parfaitement claire et ne donne lieu à aucune erreur:

Dette consolidée, 30 juin 1931	\$69,235,291.58
<i>Moins</i> : placements des fonds d'amortissement, et fonds d'amortissement en caisse, non placés	<u>8,817,254.03</u>
Dette consolidée nette, le 30 juin 1931	\$60,418,037.55

Cela indique une augmentation nette, depuis le 30 juin 1930, de \$6,395,510.71, représentée par la vente effectuée le 30 avril dernier, de \$7,500,000.00 d'obligations de trente ans à 4¼ %, moins les accroissements des fonds d'amortissement. Au sujet de la vente de cette nouvelle émission, il est intéressant de remarquer que les journaux, dans leurs remarques, ont signalé l'importance du fait qu'elle

constituait le premier emprunt à long terme contracté par la province de Québec depuis février 1928, et après la vente, ils déclaraient: "On attache beaucoup d'importance à cette transaction, parce qu'elle établit le coût le plus bas d'emprunt à long terme contracté par aucun gouvernement provincial ou fédéral, en Canada, depuis 1928".

Dans mon dernier discours sur le budget, j'ai déclaré que la dette consolidée nette, telle qu'indiquée par les états des emprunts de 1921, était de \$49,277,594.85.

Il est remarquable que, durant cette période intermédiaire de dix ans au 30 juin 1931, nous n'avons augmenté notre dette publique nette que de \$11,140,442.70.

Nos difficultés actuelles, dans la province de Québec, ne proviennent donc pas d'une administration inhabile de nos finances provinciales.

Notre principal problème consiste, je crois, à éviter les difficultés résultant du manque actuel d'équilibre entre nos pouvoirs de production et notre puissance de consommation et nos moyens d'exportation. La mesure de notre prospérité dépend donc des conditions mondiales et, lorsque ces conditions s'amélioreront, nous en profiterons d'autant.

Nous, de cette province, attendons notre salut de l'aide qui aura pour seul fondement la conviction que c'est le propre de la sagesse de suivre une politique ayant pour effet de créer un état de choses social, politique et industriel nécessaire à l'efficacité des entreprises privées. D'après cette politique, nous croyons que les industries de la province ont atteint un plus haut degré de technique et que la main-d'œuvre en est devenue plus productive. Bien que les profits réalisés aillent directement aux industries privées, les citoyens de la province, par l'entremise de leur gouvernement, jouissent par là même, en fait de taxes, d'une source de revenu supérieur à celui qu'elles auraient autrement produits.

Nous ne devons pas oublier que presque tous les grands services publics ont été établis par entreprise privée, car c'est au courage des inventeurs et des pourvoyeurs de fonds que nous sommes redevables de notre progrès. Le désir de retirer des profits directs et légitimes d'une industrie privée joue le rôle d'antiseptique et prévient la dépression. Le désir de rester en bons termes avec le public et d'être son serviteur honnête et utile, mais non son maître, est un puissant élément pour l'adoption de bonnes mesures.

La période prolongée d'abaissement des prix a provoqué, en notre province comme dans le reste

de l'univers, une tension violente dans le domaine des affaires.

En dépit de l'amointrissement des prix, l'industrie de l'agriculture a remporté des succès dans la province de Québec, en 1930, comme le démontre amplement le revenu total provenant de cette seule source et qui s'élève à plus de deux cent soixante-trois millions de piastres, ce revenu étant de moins de sept pour cent inférieur au revenu annuel moyen des dix années précédentes.

Pendant cette période de dix ans, on a obtenu des gains importants dans le revenu annuel provenant des produits de l'industrie laitière, des animaux de la ferme, de l'aviculture et des œufs, et l'on éprouve de la satisfaction à constater que les fruits et les légumes, le sucre et le sirop d'érable, ainsi que l'élevage des animaux à fourrure et la chasse, sont maintenant des sources importantes des revenus agricoles.

Les succès qu'obtient cette industrie fondamentale doivent être attribués à la puissance de la nature et à notre accès facile aux marchés, tout cela favorisé par l'aide que donne notre gouvernement. Le département de l'Agriculture de Québec se fait toujours un devoir de distribuer les renseignements voulus, en ce qui regarde les conditions de la récolte et des marchés, d'encourager les organismes d'achat et de vente et de venir à l'aide des collèges et des écoles d'agriculture. Étant donné qu'il n'y a que seize pour cent de la totalité des terres arables de notre province qui soient cultivées, cela constitue, je le crois, une des fonctions importantes du gouvernement.

De même que pour l'agriculture, l'amointrissement des prix a aussi exercé son action déprimante sur les autres industries de notre province. Mais, fait bien concluant, l'industrie de la pulpe et du papier, - la principale de notre province, - en d'autres termes, l'industrie du papier à journal, a fonctionné avec un rendement de 48 %, qui peut se comparer avantageusement à celui de l'industrie de l'acier aux États-Unis, qui a donné un rendement de 30 % seulement. Et un semblable état de choses a régné dans presque toutes les branches de l'industrie et du commerce de la province.

Une des ressources naturelles les plus importantes de la province de Québec est celle de nos forces hydrauliques et, de nos jours, nous vivons à l'âge de l'énergie hydroélectrique. Il peut bien arriver que les historiens futurs, en faisant une revue rétrospective de cet âge, déclarent que ce fut là le début de la seconde révolution industrielle. La première révolution industrielle - on le sait

parfaitement - eut ses débuts au milieu du siècle dernier; ce fut le commencement de l'époque du charbon, alors que l'utilisation de la houille, pour l'invention de la machine à vapeur, lança l'Angleterre dans son rapide essor vers la puissance industrielle. En utilisant l'énergie provenant de la houille pour l'exploitation des richesses minérales qui se trouvaient absolument à sa portée, l'Angleterre a pu devenir le principal pays commercial de l'univers. En remplaçant l'énergie provenant de la houille par l'énergie hydroélectrique et en concevant combien sont maintenant améliorés les moyens de transport des richesses minérales et des matières premières que nous possédons en abondance, nous trouvons, dans la province de Québec, un état de choses presque complètement analogue à celui sur lequel reposa la prospérité de l'Angleterre.

Alors que la situation devient moins incertaine en Europe, un renouveau de confiance - on peut donc le proclamer avec assurance - doit remplacer un pessimisme outré et nous acheminer vers l'amélioration des affaires.

Puis-je espérer que l'état financier de la province, que je viens de soumettre à la Chambre, saura la satisfaire, ainsi que notre population? Peu de provinces, peu de pays, je crois, peuvent montrer un semblable bilan. Et je puis me rendre le témoignage qu'il est fidèle. On se rappelle toute l'éloquence que, les années dernières et pendant la campagne électorale, nos amis de l'opposition ont employée pour dire que nos surplus étaient fictifs et irréels.

La vérification si complète faite de nos comptes publics par MM. Price, Waterhouse & Co., a mis fin à cette vilaine légende qu'on a voulu accréditer dans le monde financier. Personne n'y a cru, mais périsse le crédit de la province pour servir les intérêts du parti.

Aucun trésorier ne voudrait terminer un exposé budgétaire, sans prêcher l'optimisme. Je ne saurais me soustraire à cette règle très sage, car c'est encore la confiance en nous-mêmes, l'espérance dans des jours moins sombres, qui seront les meilleurs facteurs de la réhabilitation financière de notre pays.

Mais, avant de m'y arrêter, comme tous les gardiens du trésor, je demanderai à tous de pratiquer l'économie.

Économie au foyer, elle est la base de la prospérité nationale, puis elle permet à chacun de faire la part de la charité privée, nécessaire, de nos jours, pour soulager les misères et apprendre à ceux qui souffrent que les plus fortunés savent se pencher sur eux pour adoucir l'aigreur qui est souvent l'hôte de la faim et des privations.

Économie municipale, très nécessaire celle-là. Sachons arrêter les initiatives inutiles ou qui peuvent attendre, afin de soulager le fardeau des contribuables et faire face aux échéances des dettes que nos municipalités ont contractées, dans les jours ensoleillés de la prospérité.

Enfin, économie gouvernementale: nous allons la pratiquer et je puis assurer notre population que, dans la prochaine année fiscale, nous saurons boucler notre budget. Nous ne reculerons devant aucun sacrifice pour atteindre ce but. Mais nous demandons à nos gens de ne pas nous faire des appels auxquels nous ne saurions répondre, nous les prions de se rendre compte des temps difficiles que nous traversons, alors que les revenus baissent, que le commerce et l'industrie languissent et que certaines sources de revenus sont presque taries. Nous les supplions de coopérer avec nous pour garder à notre province son crédit merveilleux et sa belle stabilité financière.

Certes, je ne suis pas pessimiste, car je sais bien que nos ressources naturelles sont intactes.

Le même grand fleuve, dont nous ne voulons pas perdre une parcelle, traverse toujours la province et nous garde la voie ouverte à un commerce mondial, nos champs n'ont rien perdu de leur fertilité, nos forêts, qu'une bonne et généreuse Providence repeuple sans cesse, se tiennent debout, nos mines n'ont donné que quelques bribes de leurs trésors, puis et surtout, notre population est toujours restée courageuse et vaillante.

Courageux et vaillants nos ouvriers, respectueux de l'ordre et des lois, qui souffrent mais qui espèrent. Courageux et vaillants, nos cultivateurs qui, fidèles aux traditions du passé qu'ils conservent pieusement, sont un sûr rempart à certains souffles modernes qui ne savent les atteindre.

Pourquoi serions-nous pessimistes?

J'ai maintenant l'honneur de proposer que vous quittiez le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides. (Voir les tableaux aux pages suivantes)

Recettes probables, 1932-1933

Dominion du Canada :

Subside d'après population en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1907	\$2,238,959.20	
Allocation spéciale en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1907	<u>240,000.00</u>	
	2,478,959.20	
Subside spécial en vertu de 47 Victoria, chapitre 4, loi du Canada	<u>127,460.68</u>	
	2,606,419.88	
Intérêt sur fonds en fidéicommis.....	<u>59,498.63</u>	
		\$2,665,918.51

Intérêt :

Intérêts sur fonds d'amortissement placés	488,203.12	
Intérêts sur prêts et dépôts.....	348,000.00	
Intérêts des municipalités en vertu de la loi des bons chemins.....	<u>250,000.00</u>	
		1,086,203.12

Terres et Forêts		4,300,000.00
Mines	400,000.00	
Pêcheries et Chasse	400,000.00	
Terres de la Couronne	<u>53,000.00</u>	
		853,000.00

Administration de la justice :

Timbres judiciaires.....	800,000.00	
Honoraires judiciaires, non compris les timbres.....	21,000.00	
Fonds des bâties et des jurés	80,000.00	
Entretien des prisonniers	15,000.00	
Gardes des prisons de Montréal et de Québec	4,000.00	
Palais de justice de Montréal, non compris les timbres	3,800.00	
Honoraires du grand connétable, Québec	2,400.00	
Jeunes délinquants	<u>6,500.00</u>	
		932,700.00
Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires de régistres salariés).....	350,000.00	
Licences	2,250,000.00	
Loi des liqueurs alcooliques (compte de la vente).....	6,700,000.00	
Loi des vues animées - revenu	25,000.00	
Taxes sur les corporations commerciales, etc.	3,200,000.00	
Droits sur les successions.....	4,000,000.00	
Taxes en vertu de 12 George V, chapitre 90 (saisine)	10,000.00	
Loi des droits sur certaines mutations de propriétés, S. R. Q., chapitre 28	50,000.00	

Recettes probables, 1932-1933 (suite)

Administration de la justice :

Taxes sur les transferts d'actions, obligations, etc.....	200,000.00
Loi concernant les véhicules automobiles	5,250,000.00
Gazoline - droits et honoraires.....	5,700,000.00
Inspection des hôtels et des maisons de pension - honoraires	5,000.00
Loi des ingénieurs stationnaires de Québec – honoraires.....	35,000.00
La Commission des services publics de Québec - honoraires	20,000.00
Loi concernant la protection des édifices publics contre les incendies	235,000.00
Loi concernant les détectives privés – revenu	1,000.00
Loi pour prévenir les incendies - taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38	36,000.00
Pourcentage sur honoraires d'officiers publics	15,000.00
Entretien des aliénés	750,000.00
Entretien des pensionnaires des écoles de réforme et d'industrie.....	215,000.00
Législation.....	15,000.00
<i>Gazette officielle</i>	60,000.00
Loyers des édifices publics	2,430.60
Revenu casuel	150,000.00
Prime, escompte et change.....	25,000.00
Loi des assurances, revenu.....	130,000.00
Loi des compagnies de fidéicommis, revenu.....	7,000.00
Contributions aux pensions, service civil	90,000.00
Taxes sur les subventions de chemins de fer	10,000.00
Crédit pour la dette publique.....	1,000.00
Ponts de péages – revenu	200,000.00
	<u>\$39,575,252.23</u>

Dépenses probables, 1932-1933

Dette publique.....	\$6,013,212.24
Législation.....	669,210.00
Gouvernement civil.....	2,338,718.00
Administration de la justice, etc.....	2,570,506.15
Instruction publique, etc.....	3,616,070.00
Affaires municipales	41,000.00
Asiles d'aliénés	1,665,482.50
Écoles de réforme et d'industrie.....	490,000.00
Hygiène	529,500.00
Travaux publics (ordinaires).....	1,681,907.75
Travail	445,600.00
Agriculture	3,575,500.00
Voirie et Mines	8,305,000.00
Terres et Forêts	1,889,440.00
Colonisation, Chasse et Pêcheries.....	2,161,000.00
Institution de bienfaisance	23,865.00
Charges sur le revenu.....	1,557,000.00
Services divers	814,950.00
Fonds de l'assistance publique.....	1,000,000.00
	<u>\$39,387,961.64</u>

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Canalisation du Saint-Laurent

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous allons continuer le débat sur la résolution du député de Terrebonne (l'honorable M. David) au sujet de la canalisation du Saint-Laurent.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas aujourd'hui?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Oui, nous aurons alors au moins un bon discours pour aujourd'hui.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 25 novembre, sur la motion proposée le mercredi 25 novembre courant:

Que cette Chambre apprend par les journaux qu'il y a des négociations en cours entre le gouvernement du Canada et celui des États-Unis, pour le creusage du Saint-Laurent, l'internationalisation de partie de son cours et le développement d'énergie électrique;

Que cette Chambre, tout en regrettant de n'avoir pas été invitée à prendre part à ces négociations, exprime l'opinion que ce projet est prématuré, que son coût énorme pèsera sur le Canada, déjà lourdement taxé, et que, avant de développer des forces hydrauliques internationales, destinées à être utiles aux États-Unis, il est préférable de mettre en valeur celles qui sont canadiennes;

Que cette Chambre croit de plus que ce serait une erreur de permettre au gouvernement des États-Unis de développer, avec son argent, les ressources naturelles purement canadiennes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le Président, mon honorable ami le secrétaire provincial (l'honorable M. David), à l'appui de sa résolution, a donné carrière à son talent et libre cours aux flots de son éloquence. Il a émis de bons principes, énoncé des vérités intéressantes, mais ses conclusions, selon moi, sont inopportunes.

Il nous a parlé de la prudence qui, en politique, doit être la collaboratrice des hommes

publics. Il dit également qu'il faut envisager cette importante question sans parti pris et sans esprit de parti.

Ces principes qu'a énoncés le secrétaire provincial sont d'une justesse inattaquable. Je m'accorde avec lui sur ces principes. Personne ne doutera de la sincérité du secrétaire provincial, mais à la lumière de sa motion telle que rédigée, je crois que nous sommes en droit de douter de la logique de ses conclusions.

La province de Québec fait partie de la Confédération canadienne et, comme membre de cette confédération, elle a des privilèges, mais aussi des obligations, et pour maintenir le pacte fédératif, il faut la coopération de tous ceux qui l'ont signé.

Le gouvernement fédéral est la seule autorité compétente en législation fédérale, tout comme le gouvernement provincial est le seul compétent en législation provinciale. Et de même que la province est jalouse de sa juridiction, de même la province doit respecter celle du fédéral. Mais, comme l'a dit le secrétaire provincial, il faut respecter les lois de la courtoisie dans les rapports entre les deux gouvernements.

En effet, les problèmes qui nous affrontent sont tellement nombreux, complexes et extraordinaires qu'il faut, de la part de tous les intéressés, la collaboration la plus entière, la plus complète pour obtenir les meilleurs résultats pour l'avantage général. Cette collaboration entière est impossible sans le respect des lois de la bienséance et de la courtoisie dont a si bien parlé l'honorable secrétaire provincial. Ne croyez-vous pas que, pour régler les problèmes actuels, une collaboration entre les deux serait nécessaire, dans le meilleur intérêt du pays et des provinces?

Or, est-ce qu'on a respecté ces lois de la courtoisie envers le gouvernement fédéral par la présente motion, et le secrétaire provincial lui-même les a-t-il respectées dans son discours explicatif? Je veux envisager cette question avec toute l'ampleur dont je suis capable, mais je regrette de dire que la motion présente foule aux pieds les principes de la bienséance et de la courtoisie qu'émet le secrétaire provincial et ne respecte pas l'autorité. Nous devons respecter l'autorité, surtout en ces temps, et la province ne devrait-elle pas donner l'exemple en faisant preuve de respect pour l'autorité fédérale supérieure?

Car il commence par affirmer qu'il présente sa motion après avoir lu certaines nouvelles et rumeurs dans les journaux. Depuis quand la Législature s'engage-t-elle dans des affaires aussi

importantes que celle-ci, sur la foi de simples rumeurs de journaux ou des potins journalistiques? Depuis quand la province de Québec base-t-elle ses représentations à Ottawa sur des rumeurs de journaux ou des potins journalistiques? Le premier ministre de la province n'a pas coutume de se gêner pour faire des demandes à Ottawa.

Il y a contradiction dans la motion qui est devant nous. Il n'y a rien dans la motion qui autorise le greffier de cette Chambre à transmettre à Ottawa le vœu de cette Chambre. Comment va-t-on ensuite communiquer avec Ottawa? Par les journaux?

N'est-ce pas insulter gratuitement l'autorité fédérale que d'adopter une ligne de conduite sans même avoir pris le soin élémentaire de recourir aux sources officielles de renseignements? Pourquoi le gouvernement provincial tient-il à correspondre avec Ottawa par la seule voix des journaux quand il était si facile au premier ministre d'écrire aux personnes compétentes à Ottawa?

Car le premier ministre s'est rendu à Ottawa, tout récemment, il a causé avec le premier ministre du Canada sur le projet même de la canalisation du Saint-Laurent, puisqu'il discutait avec lui l'affaire de la Beauharnois. Éprouvait-il quelque gêne à lui demander les renseignements nécessaires, alors que la chose était pourtant si facile. C'était le temps de discuter la question au lieu de baser des représentations sur des racontars.

Au surplus, la question de la canalisation du Saint-Laurent n'est pas nouvelle. On en parle depuis 75 ans et, depuis 17 ans, c'est la grande question débattue en politique fédérale. Elle a provoqué de la part de conservateurs et de libéraux éminents des expressions d'opinion divergentes dans les deux partis. N'est-ce pas en 1920 que le principal organe libéral ontarien se prononçait carrément pour le projet?

Le Parti conservateur n'a-t-il pas adopté à son congrès de Winnipeg une résolution significative sur cette question? Le 12 mai 1928, le premier ministre actuel ne disait-il pas à London: "Nous détenons ces ressources naturelles en fidéicommis pour les générations futures et nous n'avons pas le droit de les sacrifier aux capitalistes étrangers. C'est ma politique."

Ces expressions d'opinion qui sont publiques et bien connues auraient dû faire réfléchir le premier ministre de la province. Le député de Terrebonne (l'honorable M. David) aurait dû en tenir compte avant de présenter sa motion qui prête au gouvernement fédéral des intentions que rien n'autorise.

D'autant plus que le gouvernement fédéral a toujours manifesté la plus grande réserve pour ne pas froisser le sentiment provincial sur ses droits. Je crois que le but de la motion ne soit pas celui qu'on a indiqué, mais bien celui qu'on a laissé voir. Le problème est compliqué. Des experts, des financiers et des techniciens ont préconisé et combattu la canalisation du Saint-Laurent. C'est une question très complexe, qui peut avoir des répercussions considérables, des conséquences très graves. Pourquoi, alors ne pas l'étudier froidement et en temps opportun?

Elle embarrasse le gouvernement fédéral actuel comme elle a embarrassé d'autres gouvernements. Nous devons réclamer l'autonomie provinciale, mais nous devons aussi respecter l'autorité fédérale. Ce fut le cas, notamment, dans l'enquête de la Beauharnois alors qu'on tentait de faire la lumière sur les fonds électoraux du gouvernement provincial; la question de savoir si le Parti libéral de Québec avait reçu de l'argent a été soulevée.

Le comité composé en majorité de conservateurs s'y est énergiquement opposé pour ne pas s'ingérer dans les droits provinciaux. Ce fut aussi le cas lors du bill fédéral pour autoriser les plans du pont de l'Île d'Orléans, au point de vue navigation. Quelqu'un voulut contester l'utilité et l'opportunité de construire ce pont, mais le premier ministre et les députés conservateurs s'y opposèrent immédiatement.

Ce respect que le fédéral a montré envers les droits provinciaux, les déclarations antérieures si explicites, tout cela aurait dû être compté, avant de faire une démarche aussi grave sur la foi de simples rumeurs et racontars de journaux. Le premier ministre Bennett a déclaré qu'il était en faveur de protéger les droits de la province de Québec, les droits du pays contre le capitalisme étranger, de les conserver pour la génération future.

Sur quoi alors le secrétaire provincial base-t-il ses craintes pour en agir ainsi? La canalisation du Saint-Laurent n'est pas une entreprise que l'on bâcle en un tour de main. Car il faut tout d'abord que le traité soit soumis à l'approbation du Congrès et du président des États-Unis, de la Chambre des communes, du Sénat du Canada et sanctionné par le roi. Si nos droits sont lésés, nous pouvons porter nos griefs au Roi.

Nous ne sommes qu'au point des négociations diplomatiques, qu'à la période des conversations entre les gouvernements américain et canadien, et je suis convaincu que Québec et Ontario, qui sont concernés, seront consultés avant que quoi que ce

soit ne soit fait, ce qui veut dire n'importe quoi. Pourquoi cette hâte? Était-il courtois et politique d'intervenir par une telle motion rédigée dans le sens que l'on sait à l'heure actuelle?

L'honorable secrétaire provincial a parlé de l'aspect de la navigation et de la finance du projet. Nous n'avons pas à y voir. Ce sont là deux domaines qui relèvent du fédéral. Si nous voulons faire respecter l'autonomie provinciale, respectons l'autonomie fédérale.

Si le gouvernement fédéral avait dit, par exemple, à la province de Québec: le projet du pont de l'Île d'Orléans n'est pas opportun, nous aurions crié à la violation de l'autonomie provinciale. Le gouvernement de cette province eût répondu au gouvernement fédéral de se mêler de ses affaires. Cette mesure du pont de l'Île d'Orléans est venue devant la Chambre des communes et un député s'y est opposé.

Le premier ministre du Canada et sa majorité ont répondu: respectez l'autonomie de la province de Québec. Ne convient-il pas de garder une égale réserve à l'égard du fédéral ou du moins de n'employer que les moyens courtois? Le gouvernement central a respecté les droits de Québec. Pourquoi Québec ne fait-il pas pareil, quand il s'agit de questions qui relèvent d'Ottawa? Ce n'est pas un moyen d'améliorer les relations?

L'honorable secrétaire provincial a parlé aussi de l'électricité et affirme que la province a des pouvoirs électriques suffisants. C'est vrai et c'est un argument sérieux. Comme question de fait, le Canada occupe la seconde place dans les pays du monde pour la production d'électricité par habitant. Ce qui ne signifie pas, soit dit en passant, que le développement électrique ait été dirigé chez nous de la façon la plus profitable pour la population. Le secrétaire provincial a raison de dire qu'il faut développer nos ressources naturelles au profit de la population.

Mais si cela est vrai, pourquoi permettre l'exportation de l'énergie électrique dans les autres provinces. On devrait s'occuper du manque d'électricité dans les campagnes. Le gouvernement aurait là un beau champ d'action au lieu de s'immiscer dans les affaires fédérales. Mais, sans entrer dans la question de la canalisation du Saint-Laurent il y aurait eu amplement à faire dans la politique de notre province au sujet de l'électricité.

Nous devrions étudier l'opportunité de l'exportation dans les autres provinces au lieu de nous mêler des affaires fédérales. Il y a une compagnie, la Cedar Rapids, qui exporte 75,000

chevaux-vapeur aux États-Unis et le gouvernement provincial l'a encouragée par des exemptions de taxes scolaires pour 30 ans, le tout pour permettre de vendre cette électricité à prix moins élevé à nos voisins.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Ce n'est pas le gouvernement provincial, c'est le gouvernement fédéral qui a autorisé la Cedar Rapids à exporter de l'énergie électrique aux États-Unis.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, mais le gouvernement provincial a accordé des exemptions de taxes à cette compagnie.

Le secrétaire provincial affirme que laisser les États-Unis développer à leurs frais la canalisation du Saint-Laurent serait une injure à l'honneur national. Mais pour quelle raison venir dire ou laisser entendre au public que le gouvernement fédéral a cette intention. Rien ne l'autorise à le laisser croire, et le procédé manque de courtoisie.

La motion du secrétaire provincial peut soulever de l'acrimonie. La motion pose des principes qu'il convient d'accepter, mais elle est de nature à froisser. Il y a d'autres provinces intéressées. Pourquoi avoir parlé d'injure, d'humiliation? Est-ce de nature à encourager la bonne entente entre le gouvernement fédéral et la province de Québec?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

L'honorable député de Trois-Rivières me permettra-t-il une question?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Certainement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

L'honorable député est-il prêt à accepter que les États-Unis paient eux-mêmes tout le projet de la canalisation du Saint-Laurent?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne pourrais répondre par une question qui embarrasserait le premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Ce n'est pas une question que je veux avoir, c'est une réponse. (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis toujours prêt à faire plaisir à l'honorable premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je le sais.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Personnellement, je ne suis pas prêt à accepter l'offre des États-Unis. Mais cela n'autorise pas Québec à dire au gouvernement d'Ottawa, que ce dernier nourrit de telle intentions, qu'il accepterait l'idée. Il vaudrait mieux éviter l'acrimonie et collaborer loyalement avec Ottawa.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si un amendement contre cette construction payée entièrement par les États-Unis était apporté, voteriez-vous en faveur?

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable premier ministre me fait beaucoup d'honneur. Je suis flatté de l'attention du premier ministre, et qu'il vienne se renseigner chez nous pour savoir quoi faire, mais je dois lui faire remarquer qu'un tel amendement patronné par le premier ministre signifie que la motion de son collègue est mal faite. Mais il nous faut la permission du secrétaire provincial.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si j'obtiens le consentement de mon collègue. Nous allons le lui demander.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, ajournons le débat afin de prendre le temps d'étudier l'amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oh non! ce n'est pas nécessaire. Je n'ai pas l'intention d'interrompre votre beau discours.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi ne pas convoquer une conférence interprovinciale où l'opposition serait invitée? Pourquoi ne pas avoir convoqué une réunion des députés, de tous les députés de cette Chambre, pour adopter une attitude commune et présenter un front uni, au lieu de semer l'acrimonie par de pareils procédés.

Je suggère à l'honorable secrétaire provincial⁴ de retirer cette motion. La motion est teinte de politique et elle ne devrait pas en avoir. Pourquoi ne pas avoir consulté les députés de l'opposition? Ils représentent l'opinion d'un groupe important de citoyens de cette province, 220,000 électeurs, et on ne les a pas invités aux conférences interprovinciales. Le gouvernement devrait convoquer une réunion de tous les députés de cette Chambre sans distinction de parti, afin que nous puissions présenter un front uni. Car le parti de la

droite n'a pas le monopole, j'allais dire le "trust" du patriotisme.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Préparez alors une motion suivant vos vues.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'émotion du premier ministre est visible au sujet de la motion actuelle, mais veut-il froisser son collègue en faisant substituer une autre motion?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Alors attendez qu'il soit ici.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors ajournons le débat.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais non.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suggère de continuer de réunir les députés de cette Chambre, de présenter un front uni et alors d'engager avec Ottawa les négociations dans un sentiment de courtoisie et d'harmonie. Pourquoi ne pas s'entendre avec Ontario? Moins de politiciens et plus de politique.

M. le Président, l'honorable secrétaire provincial a parlé avec ironie des représentants de la province de Québec dans le gouvernement fédéral. Je n'ai pas mission de défendre l'honorable M. Sauvé, mais il a joué un rôle dans cette province. Pourquoi montrer de l'acrimonie dans nos relations avec les ministres fédéraux? Nous sommes aussi patriotes que les députés de la droite. Il y a une touche de politique dans la motion, et ceci est regrettable. Dans une question comme celle-ci comme dans toutes les conférences interprovinciales, la voix de l'opposition devrait être entendue comme celle du gouvernement.

Le secrétaire provincial est allé trop loin lorsqu'il a dit qu'il était assez fier pour se battre. Se battre contre qui? Contre le gouvernement fédéral? Contre les États-Unis? Pourquoi a-t-il parlé de combat?

Pourquoi provoquer, pourquoi agir de façon à briser les liens qui unissent les provinces ensemble et avec l'autorité fédérale? Plutôt que l'expression "assez fier pour se battre", je préfère l'affirmation récente d'un grand Canadien selon laquelle nous avons moins besoin de politique que de savoir-faire dans l'art de gouverner.

En terminant, M. l'Orateur, je demande que la résolution de l'honorable secrétaire soit retirée.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): M. le Président, mon honorable ami de Trois-Rivières me permettra de lui dire qu'il m'a déçu. (M. Duplessis sourit) La Chambre et la province s'attendaient à l'entendre se prononcer sur la question de la canalisation du Saint-Laurent et non à le voir faire une exception à la forme et une objection préliminaire.

Le député de Trois-Rivières se demande si des négociations sont entamées. Il le sait, puisqu'il dit, quelques instants après, que des conversations sont en cours entre les représentants des deux pays au sujet de la canalisation du Saint-Laurent. Des négociations ou des conversations, c'est la même chose.

Mais l'honorable député de Westmount (M. Smart) nous a dit hier que les négociations étaient commencées, que la province d'Ontario négociait elle-même pour faire respecter ses droits. Il était encore plus catégorique que ne l'est le proposeur de la motion actuellement à l'étude. Toute la presse des deux pays nous parle de ce qui se passe à Washington. Le *Journal* de Québec, organe conservateur, a publié il y a quelque temps une dépêche significative à ce sujet. Voici ce que disait la dépêche:

"Des récents événements qui se sont produits depuis que M. Bennett a annoncé que l'on entreprendrait sans délai la canalisation du Saint-Laurent, conjointement avec les États-Unis, il se dégage maintenant avec certitude les faits suivants:

"1. Le traité entre le Canada et les États-Unis sera négocié avec autant de promptitude que possible;

"2. Les deux gouvernements se sont entendus sur tous les principaux points de cette vaste entreprise;

"3. Le Parlement canadien et le Congrès de Washington seront appelés à ratifier le traité dès les printemps prochains;

"4. C'est l'intention des deux gouvernements d'entreprendre les travaux dès l'été prochain;

"5. Les États-Unis sont disposés à payer le coût entier de la canalisation qui reste à faire pour rendre cette route navigable aux paquebots océaniques."

Voilà ce que disait un journal conservateur de Québec! N'avons-nous pas raison de croire qu'il était informé par ceux dont il se proclame l'organe? Et, cependant, le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) soutient que la motion est inopportune et prématurée.

L'honorable député de Trois-Rivières nous dit: "respectons la bienséance et la courtoisie". Mais si le *Journal* dit vrai, c'est Ottawa qui a manqué de courtoisie à la province de Québec, car nous avons des droits sur le Saint-Laurent et on les a ignorés.

(Applaudissements)

La province de Québec a des droits à faire valoir dans cette affaire de la canalisation du Saint-Laurent. Le devoir d'Ottawa était de consulter les provinces.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quelles sont les provinces intéressées?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Québec et Ontario, mais tout le pays est intéressé. Je viendrai à ce point tout à l'heure. L'honorable député de Trois-Rivières nous dit que la résolution de l'honorable secrétaire provincial peut susciter de l'acrimonie, qu'elle constituait un manque de coopération de la part du gouvernement de la province de Québec, et qu'elle foulait aux pieds les principes les plus sacrés de la courtoisie et de la bienveillance.

Son discours a été basé beaucoup plus sur cela que sur la question elle-même. Mais au moment où l'on va négocier un traité au sujet de la canalisation du Saint-Laurent, notre devoir est de demander le respect de nos droits. J'aimerais bien savoir si l'honorable député de Trois-Rivières est pour ou contre le projet de canalisation du fleuve Saint-Laurent? Est-il en faveur de grever le pays d'une dette d'au-delà d'un milliard pour fournir des pouvoirs d'eau? Il ne l'a pas dit. Voilà ce qu'il aurait dû nous dire.

Il y a longtemps que le projet est à l'étude. Il y a plusieurs années que des négociations officieuses ont lieu à ce sujet. Les États-Unis ont les yeux sur le fleuve Saint-Laurent et il y a eu une série de traités concernant le droit de navigation entre les deux pays, le dernier en 1909. Il y a eu une commission internationale, ensuite une étude par un comité consultatif, et un rapport a été présenté. Il y a quelques années, l'honorable Vincent Massey, alors représentant du Canada à Washington, a rapporté que les intentions des États-Unis étaient suffisamment claires pour permettre au gouvernement fédéral d'aller de l'avant, de consulter les provinces et obtenir leur avis.

C'était la reconnaissance de la nécessité de consulter les provinces de Québec et d'Ontario. Depuis ce temps, il n'y a eu aucune communication d'Ottawa avec Québec.

Des voix: Écoutez, écoutez.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Voilà la reconnaissance des droits de la province par le gouvernement fédéral de l'époque. Je dois dire que depuis, nous n'avons été informés d'aucune négociation. Les droits de la province de Québec sur le fleuve Saint-Laurent ont été reconnus par un jugement de la Cour suprême du Canada.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oh! Pas tant que cela.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Certainement et le gouvernement fédéral l'a admis. J'admets qu'Ottawa a des droits, mais nous en avons aussi. Ottawa régit la navigation, nous avons le droit sur le lit des rivières. Qui aura le droit d'exploiter l'énergie électrique de ces canaux? La Cour suprême n'a pas voulu régler cette question délicate, mais si on se fonde sur les remarques du juge Duff, Ottawa devra admettre que c'est aux provinces qu'appartiendra l'énergie développée sur ces canaux.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors il n'y a pas de danger.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il y a le danger que l'on fasse un traité qui mettra nos droits en péril. Il y a le danger que l'on réalise un projet qui peut nuire à l'avenir du Canada.

La question d'ouvrir un canal aux vaisseaux de gros tonnage, depuis les Grands Lacs jusqu'à la mer, est secondaire. Le but principal de la canalisation du Saint-Laurent est le développement des pouvoirs d'eau qu'il renferme. Des experts ont établi qu'un pour cent seulement du flot du Saint-Laurent servira à la navigation, tandis que 99 pour cent serviront au développement des pouvoirs électriques.

Il est évident qu'il ne s'agit pas tant de la question de la navigation comme de développer des forces hydrauliques au bénéfice des États-Unis. La canalisation du Saint-Laurent est secondaire du point de vue américain. Ce que les Américains veulent, c'est l'énergie électrique. Ils veulent développer 2,000,000 de chevaux-vapeur à Morrisburg, en face de Kingston à part tous les autres développements projetés et ceux en cours, comme le canal de la Beauharnois, pour faire tourner les roues de leurs usines.

La province de Québec est profondément intéressée dans ce projet, car il est admis que la

canalisation affectera le niveau du Saint-Laurent, dans le port de Montréal et sur tout le parcours entre la métropole et Québec.

L'honorable député de Westmount (M. Smart) a dit hier que nous n'avions pas d'intérêt dans la partie internationale du projet. Je ne partage pas cet avis. La partie internationale peut affecter l'avenir du port de Montréal. C'est l'avis des ingénieurs. Pouvons-nous consentir à la réalisation d'un projet qui enlèverait au port de Montréal une grande partie des expéditions qui y sont faites et priverait ce port de ses revenus?

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre sait-il que l'ex-président du port de Montréal l'honorable sénateur W. L. McDougald était en faveur de la canalisation?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je sais que bien d'autres personnages, entre autres Sir Henry Thornton, sont contre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député de Trois-Rivières est-il prêt à accepter l'opinion du sénateur McDougald?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je répondrai en même temps que l'honorable premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Moi, je réponds non. Que dit l'honorable député de Trois-Rivières?

M. Duplessis (Trois-Rivières): De mon côté, je ne suis pas prêt à approuver tout ce que dit le sénateur McDougald au sujet de la canalisation du Saint-Laurent.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): M. le Président, le fait de n'avoir pas invité la province de Québec à participer aux négociations au sujet du Saint-Laurent peut-être lié intimement avec une certaine dépêche de Washington, fort intéressante, parue dans le *Toronto Telegram*, quelque temps avant l'élection provinciale du 24 août.

Que disait cette dépêche? Elle disait ceci: "C'est probablement la première fois dans l'histoire qu'une élection provinciale au Canada est devenue un sujet de grave anxiété, et cette anxiété est due au fait que l'on croit que le résultat de cette élection peut décider du sort du projet de canalisation du Saint-Laurent." L'auteur de la dépêche ajoute que, dans les cercles où l'on favorise le projet, l'on est convaincu

que la défaite du gouvernement Taschereau est maintenant "la seule chose qui soit nécessaire pour permettre de commencer en 1932 à travailler sur la section internationale de ce projet de développement."

Commentant cette dépêche, la *Gazette* de Montréal disait: "On se rappellera que le premier ministre Taschereau a été le premier à mener la bataille qui jusqu'à présent a été couronnée de succès, pour faire reconnaître les droits de la province sur les pouvoirs d'eau du Saint-Laurent, et avec la coopération du gouvernement d'Ontario, sur ceux de la rivière Ottawa à Carillon."

Cette bataille, il s'y est engagé pour le peuple de cette province, même lorsqu'il lui a fallu combattre un gouvernement de son propre parti politique à Ottawa. Il est certain que son attitude à cette époque était pleinement approuvée par les citoyens de Québec, de quelque parti politique qu'ils fussent, et que le prestige dont jouissait le premier ministre s'est considérablement accru à cause de son action courageuse et résolue.

Le *Toronto Telegram* n'a pas dû faire plaisir à nos amis de l'opposition car il disait encore: "Tout commentaire officiel sur une élection en pays étranger est défendu, certains chefs d'administration admettent cependant que les négociations avec le Canada, y compris celles qui ont été faites par le très honorable M. Bennett et l'honorable W.-D. Herridge, représentant canadien à Washington, ont clairement fait voir que la prétention de Québec au contrôle des pouvoirs d'eau du Saint-Laurent serait le principal obstacle à l'adoption du projet en son entier, aussi longtemps que l'honorable M. Taschereau restera au pouvoir." (Applaudissements)

La dépêche continue à dire qu'il a été expliqué à Washington que, lorsque M. King était au pouvoir, il désirait encourager le développement international, mais qu'il n'avait pas pu obtenir le consentement du gouvernement de Québec, et si M. King n'a pas pu réussir avec un gouvernement de son propre parti politique, l'on prend pour acquis que le premier ministre Bennett, un conservateur, aura beaucoup moins de chance de s'assurer la coopération de Québec.

Dans les cercles intimes du département de l'État, dit la dépêche, on considère que l'attitude du premier ministre Taschereau est le principal obstacle à la signature d'un traité. L'on fait dire à M. Charles P. Craig, directeur de la Great Lakes St. Lawrence Tidewater Association, l'association qui a conduit une campagne de propagande effrénée de ses bureaux à Washington en faveur du projet:

"Cette élection (l'élection provinciale de Québec) est évidemment des plus importantes à ceux qui favorisent le projet".

(Applaudissements)

Le premier ministre Bennett savait que notre province avait des droits à sauvegarder et c'est probablement à cause de cela qu'il ne nous a pas invités à donner notre opinion sur les négociations entre le Canada et les États-Unis. Toutefois, il était utile qu'une motion comme celle du secrétaire provincial (l'honorable M. David) fût présentée, afin de permettre aux représentants de la population de Québec de dire qu'ils ne sont pas d'accord avec le premier ministre du dominion sur cette question. Il s'agit ici d'une question essentiellement canadienne.

Le premier ministre s'est rendu à Ottawa rencontrer le premier ministre du Canada. Il n'est pas timide. Il l'a rencontré à propos d'un certain nombre de sujets, au sujet de Beauharnois, par exemple. Il est le champion des droits du Saint-Laurent et c'est sans aucun doute en raison de son attitude énergique que les travaux n'ont pas encore débuté. Il n'y a aucun doute qu'il y a unanimité dans cette province pour que les droits de Québec soient protégés et que le premier ministre de cette province a répondu aux aspirations de tout le peuple de Québec en protestant contre la réalisation d'un projet au détriment de notre province.

(Applaudissements)

J'ai dit au début de mes remarques que le projet avait un aspect national et intéressait tout le pays. Je vais le démontrer. En construisant une voie maritime qui atteindrait les Grands Lacs, on crée un concurrent pour nos deux grands chemins de fer, qui traversent actuellement une crise et dont les revenus baissent de façon inquiétante. Les citoyens de notre province ont placé de l'argent dans la compagnie du Pacifique Canadien.

Veut-on qu'ils perdent leur argent? L'on ne doit pas imposer au pays une dette de plus d'un milliard. Au moment où on lance un emprunt pour payer les déficits des chemins de fer nationaux, on veut donner un nouveau concurrent à nos deux grands chemins de fer. Est-ce là une politique sage? Je dis non.

(Applaudissements)

L'honorable député de Trois-Rivières a parlé de respect au pacte de la Confédération. Mais n'est-ce pas manquer de respect au pacte fédératif que de négocier avec les États-Unis sans consulter la province de Québec, qui est si vivement intéressée dans cette affaire de la canalisation du Saint-Laurent.

(Applaudissements)

Nous ne voulons pas avoir d'ennuis avec les États-Unis. Il n'est pas question ici d'animosité contre les États-Unis. Il s'agit pour nous de discuter cette question comme Canadiens. Nous n'avons pas de cadeau à faire aux États-Unis, pas plus que les États-Unis ne nous consultent quand ils prennent une décision sur un problème qui les intéresse intimement. N'oublions pas cependant que les États-Unis veillent sur les intérêts de leur pays. C'est à nous de veiller sur les intérêts du Canada.

(Applaudissements)

Nous n'avons pas besoin de l'énergie électrique qui sera produite par la canalisation du Saint-Laurent et le projet met en péril l'avenir du port de Montréal et l'avenir de nos chemins de fer.

Nous devrions être tous d'accord sur ce point et avoir le courage de dire que le projet est inopportun. Si un jour il devient opportun, le projet de la canalisation du Saint-Laurent devra se faire d'une manière essentiellement canadienne. C'est là l'intérêt de la province de Québec et du Canada, et il ne devrait pas y avoir de désaccord entre nous sur ce point.

J'ai confiance que la Chambre se prononcera en faveur de la résolution du secrétaire de la province (l'honorable M. David) disant que la province de Québec regrette de n'avoir pas été invitée à participer aux négociations engagées entre les États-Unis et le Canada. Je ne doute pas que le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) partage les vues du gouvernement sur cette question.

(Applaudissements)

M. Élie (Yamaska) propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Barré), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Concernant ce bill, *L'Événement* du 27 novembre 1931, à la page 3, rapporte les précisions suivantes: "C'est là un projet de grande importance au moment où le conseil exécutif de Montréal a recommandé au conseil la destitution du directeur de police dans la métropole, M. Fernand Dufresne. Cette démarche du comité exécutif cause actuellement toute une guerre à Montréal.

2. C'est M. William Tremblay, battu dans Maisonneuve le 24 août 1931, qui présenta ce bill l'année précédente, 1930, selon *L'Événement* du 27 novembre 1931, à la page 4.

3. *L'Événement* du 27 novembre 1931, à la page 4, spécifie que le discours du budget a duré environ 45 minutes. De plus, il fait état de la présence, sur le parquet, de certaines personnes: "A. P. Williams, assistant-trésorier de la province, accompagné d'un représentant de la maison Price, Waterhouse & Company, qui a fait la vérification des comptes, M. Edgar Vézina, auditeur général de la province, et M. J.-A. Bégin, contrôleur du revenu."

4. *La Presse* du 27 novembre 1931, à la page 2, écrit que c'est au premier ministre que M. Duplessis a demandé de retirer la motion.

Séance du vendredi 27 novembre 1931

Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 11 heures.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable T.-D. Bouchard).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Infractions à la loi de la pêche

L'honorable M. Laferté (Drummond), appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), demande la permission de présenter le bill 21 modifiant la loi de la pêche relativement à certaines infractions.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Demande de documents:

Compagnies Beauharnois Light, Heat & Power, Beauharnois Railway, Beauharnois Construction

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques des ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1^{er} janvier 1927 inclusivement jusqu'à date, concernant soit la Beauharnois Light, Heat & Power Company, soit la Beauharnois Railway Company, soit la Beauharnois Construction Company, et se rapportant au développement de cette partie de la force hydraulique du fleuve Saint-Laurent, entre le lac Saint-François et le lac Saint-Louis et qui a été concédée par le gouvernement de la province de Québec.

Adopté.

Notes sténographiques des témoignages

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité général pour étudier le bill 15 modifiant le Code de procédure civile pour remédier au défaut de transcription des notes sténographiques des témoignages dans certains cas.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Chicoutimi (M. Delisle).

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Le Code de procédure civile est modifié en y ajoutant après l'article 1222, le suivant:

"1222a. Lorsqu'il est établi qu'il est impossible, par suite du décès d'un sténographe, de se procurer dans un délai raisonnable pour la préparation du dossier pour l'appel, la transcription des notes ou d'une partie des notes sténographiques des témoignages, la Cour d'appel ou un juge de ce tribunal peut ordonner que la cause soit remise dans le même état où elle était avant l'instruction.

"Dans ce cas, la partie qui succombe doit supporter les dépens encourus depuis la première instruction jusqu'à et y compris l'ordonnance prévue par le présent article."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Ce bill consiste à faciliter la production des témoignages dans le cas où une sténographe décéderait.

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. Le Code de procédure civile est modifié en y ajoutant après l'article 1222, le suivant:

"1222a. Lorsqu'il est établi qu'il est impossible, par suite du décès d'un sténographe, de se procurer dans un délai raisonnable pour la préparation du dossier pour l'appel, la transcription des notes ou d'une partie des notes sténographiques des témoignages, la Cour d'appel ou un juge de ce tribunal peut ordonner que la cause soit remise dans le même état où elle était avant l'instruction.

"Dans ce cas, les dépens encourus depuis la première instruction jusqu'à et y compris l'ordonnance prévue par le présent article sont adjugés par le tribunal."

L'amendement est adopté.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de l'assistance publique, article 22b

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 modifiant l'article 22b de la loi de l'assistance publique de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit de permettre à un indigent, lorsque la municipalité refuse de le reconnaître comme tel, de s'adresser à un magistrat pour faire reconnaître son état et exiger que la ville s'occupe de lui.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

Philippe Simard

M. Moreault (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 77 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Philippe Simard à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Moreault (Rimouski) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Shawinigan Falls' General Hospital

M. Frigon (Saint-Maurice) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 105 modifiant la charte de The Shawinigan Falls' General Hospital¹.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Frigon (Saint-Maurice) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Paul Bouthillier

M. Bouthillier (Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 108 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Paul Bouthillier au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bouthillier (Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Salaberry-de-Valleyfield

M. Saintonge (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 94 refondant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Paroisse Saint-Jean-Baptiste de Québec

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 113 modifiant l'acte pour ériger la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Rivière-du-Loup,
autorisation d'emprunt**

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 110 autorisant la cité de Rivière-du-Loup à contracter un emprunt de trente-cinq mille dollars, pour certaines fins soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Code de procédure civile,
article 121**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 16 modifiant l'article 121 du Code de procédure civile.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée.

NOTE

1. Sur ce bill, *Le Soleil* du 27 novembre 1931, à la page 32, donne les explications suivantes: Un nommé Joyce a donné un montant considérable à l'institution, à condition que le nom de l'hôpital soit changé en celui de "Joyce Memorial Hospital".

Séance du mardi 1^{er} décembre 1931**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard¹**

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte de
Pointe-Claire**

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Plante), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de Pointe-Claire demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition de la ville de Pointe-Claire demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Paroisse
Saint-Ignace-de-Loyola-
de-Nominingue**

M. Lortie (Labelle) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Drouin), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Ignace-de-Loyola-de-Nominingue, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi 7 Édouard VII, chapitre 118, de manière à porter à \$35,000 le pouvoir d'emprunt et la cotisation à prélever, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de

Saint-Ignace-de-Loyola-de Nominingue, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi 7 Édouard VII, chapitre 118, de manière à porter à \$35,000.00 le pouvoir d'emprunt et la cotisation à prélever, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**The St. Annunciation Russian
Greek Orthodox Church
of Montreal**

M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Gabias), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus, et qu'il lui soit permis de présenter la pétition du très révérend archimandrite Ioasaf (Skorodoumoff) et autres, demandant l'adoption d'une loi pour les incorporer sous le nom de St. Annunciation Russian Greek Orthodox Church of Montreal, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition du très révérend archimandrite Ioasaf (Skorodoumoff) et autres, demandant l'adoption d'une loi pour les incorporer sous le nom de St. Annunciation Russian Greek Orthodox Church of Montreal est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**The Saint John of
Suchawa Bukowinian
Greek Orthodox Church
of Lachine**

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Fauteux), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus, et qu'il lui soit permis de présenter la pétition du très révérend Maximilian Antonishin et autres, demandant l'adoption d'une loi pour les incorporer sous le nom de St. John of Suchawa Bukowinian Greek Orthodox Church of Lachine, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition du très révérend Maximilian Antonishin et autres, demandant l'adoption d'une loi pour les incorporer sous le nom de St. John of Suchawa Bukowinian Greek Orthodox Church of Lachine, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 106 modifiant la charte de Montreal Light, Heat and Power Consolidated;
- bill 107 autorisant The Montreal Trust Company et dame Jeanne Élizabeth d'Alton, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et fiduciaires du testament de feu Roland Wentworth Tupper Robb, en son vivant de la ville Mont Royal, district de Montréal, à retirer certaines sommes d'argent du capital de la succession.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 89 modifiant la loi concernant l'église de la paroisse de Sainte-Catherine, de Montréal.

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande la permission de présenter le bill 114 concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dette de Rouyn et de sa corporation des commissaires d'écoles

L'honorable M. Taschereau (Montmorency),

appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), demande la permission de présenter le bill 35 relatif à la conversion de la dette de la ville de Rouyn et de celle de la corporation des commissaires d'écoles de cette ville.

Il s'agit de ratifier une entente entre les créanciers de la ville de Rouyn et les autorités de cette ville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Code civil, article 2157b

L'honorable M. Taschereau (Montmorency),

appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), demande la permission de présenter le bill 2 modifiant l'article 2157b du Code civil.

Il s'agit de la radiation de certaines hypothèques devenues inopérantes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des cités et villes, article 546

L'honorable M. Taschereau (Montmorency),

appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils) demande la permission de présenter le bill 34 modifiant l'article 546 de la loi des cités et villes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 26 novembre, sur la motion proposée le même jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides."

M. Gault (Montréal-Saint-Georges)²: Mon premier devoir est de vous féliciter, M. l'Orateur, de votre retour parmi nous. Je n'ai pas l'intention de faire un long discours sur le budget. J'ai parlé si souvent sur ce sujet que j'en suis fatigué et j'ai avec moi d'habiles lieutenants, tous capables, qui sont impatients et avides de gagner leurs épaulettes.

Ce qui me porte surtout à ne pas parler longuement sur cette question, je l'ai déjà dit, c'est que l'opposition veut faire tout en son possible pour expédier le travail de la session, qui dure déjà depuis cinq semaines. La session est coûteuse pour la province. Je présume qu'elle entraîne une dépense de \$5,000 à \$10,000 par jour et nous voulons que le gouvernement économise le plus possible. Nous commençons notre cinquième semaine de travail et je dois dire qu'en plus d'avoir approuvé la loi de l'aide aux chômeurs, nous avons disposé d'une mince législation.

Je dois aussi féliciter le premier ministre et trésorier intérimaire de cette province de sa nouvelle tenue de livre, parce qu'il a adopté un système de comptabilité préconisé par l'opposition depuis bien des années. Naturellement, il nous est impossible de faire des comparaisons avec les comptes présentés les années précédentes, vu que la forme de ceux que l'on vient de nous soumettre est passablement différente. Il est encore un autre changement important que je suggérerais et qui consisterait à avoir un département du Trésor proprement dit. Chacun des comptes devrait être envoyé par les divers départements au trésorier et payé par lui, après avoir été dûment autorisé et certifié par l'auditeur. Il ne serait pas nécessaire alors pour les autres départements d'avoir en mains au 30 juin un montant qui se chiffre à \$287,174.86, comme le cas s'est présenté dans le budget qui vient de nous être soumis.

Dans la suite, si les auditeurs du dehors ont à examiner les livres de la province, ils ne seront pas obligés d'admettre comme Price & Waterhouse viennent de le faire, que: "quoique nous n'ayons pas examiné les pièces justificatives appuyant tous les paiements, nous avons fait de nombreux essais sous ce rapport, de même que sur le contrôle interne exercé par l'auditeur de la province, et sommes satisfaits que les recettes et les paiements ont été traités en conformité avec les exigences de la loi."

D'autre part, en examinant les revenus ordinaires, nous trouvons un surplus de \$776,775.17,³ mais malheureusement dans le rapport communiqué par Price & Waterhouse, on voit que le montant de \$833,333.34 venant de la Commission des liqueurs doit être en réalité appliqué à l'année 1929-1930.

Bien que cela ne puisse rien changer dans la position financière de la province à l'heure actuelle, on doit comprendre que le surplus qui nous a été soumis en 1929-1930 aurait dû être beaucoup plus considérable.

À la fin de l'année 1930-1931, on trouve un déficit de \$56,557.67 dans les revenus ordinaires et les dépenses. Il faut ajouter à ce montant la différence de \$21,817,000.30⁴ dans la dépense du capital et de \$20,302,128.48⁵ dans les revenus du capital, soit:

\$21,817,000.30
<u>20,302,128.48</u>
1,514,871.82
<u>56,557.07</u>
\$ 1,571,429.49

Et ce montant ne comprend pas celui de \$2,414,750.77 reçu des corporations et qui doit être appliqué au terme 1931-1932. C'est dire que dans la caisse, au 30 juin 1931, on constate un déficit de \$3,073,447.42. Ajoutons à cela la somme de \$24,591.85 accordée en mandats spéciaux, et nous arrivons avec le joli montant de \$3,098,039.27.

En d'autres termes, l'état financier est bien préparé, mais il ne laisse pas une aussi bonne impression que celle que le gouvernement voudrait laisser à la population de cette province. Ce tableau est moins brillant que celui qui a été défini par le discours du budget.

Un mot maintenant au sujet de l'actif et du passif. À l'item des chemins, on trouve le montant de \$65,083,738.48 et celui de \$16,340,274 qui a été rayé des livres durant les dix dernières années se terminant le 30 juin 1931. Il est dit aussi que la balance représentant les dépenses en vertu de la loi des bons chemins est de \$48,743,464.15.

Je comprends qu'il est nécessaire d'avoir de bonnes routes et que celles-ci constituent un excellent actif pour la province, mais il s'agit de savoir où placer cette valeur dans les livres du département, car ces chemins sont également un passif, et si d'importantes réparations ne sont pas effectuées chaque année, ils se détériorent rapidement, et leur valeur comme actif se trouve de beaucoup réduite.

Je suis plutôt surpris de constater que les ponts de péage ne nous ont pas rapporté plus. J'ignore quels ponts sont pris en compte, mais le montant net de \$445,492.30 mentionné dans les comptes publics me semble bien peu considérable. Je m'étonne aussi de constater que les comptes dus soient aussi élevés. Ils se chiffrent à \$9,429,512.71, ce qui représente près de 25 pour cent du revenu total. Pour ce qui est des comptes dus d'un gouvernement, l'équivalent d'un mois ou 10 pour cent à 12 pour cent des revenus devrait suffire amplement. Je ne crois pas que Price, Waterhouse & Company veuillent dire que la somme de \$42,579,184 doit être considérée comme étant un surplus réel.

D'autre part, j'ai constaté une innovation dans les comptes publics: c'est que le subside du dominion du Canada est capitalisé, système dont je serais très surpris de retrouver dans les autres provinces, mis à part le fait que le montant soit également inscrit au rang des actifs. Il s'agit donc tout simplement d'une comptabilisation en partie double.

J'ignore totalement si l'on a recours au même système dans les autres provinces. Parce qu'une personne a un revenu de \$10,000 par année, il ne s'ensuit pas qu'elle vait \$200,000, une somme qui à cinq pour cent rapporterait \$10,000. Ce subside vient du gouvernement du dominion et je présume qu'il peut être altéré au bon plaisir de l'administration provinciale.

Le surplus de \$18,667,267.97⁶ est probablement celui que la maison Price, Waterhouse & Company a voulu faire voir comme étant bien celui de la province, mais ces auditeurs ont eu la précaution de déclarer que le passif contingent était de \$9,986,238.81

Le dernier montant mentionné à la page 18, dans les *Comptes publics*, est de \$15,694,238.81. C'est le passif. Ce passif est un engagement au même titre que des obligations utilisées, payables à différentes dates. On a omis cependant d'établir des comparaisons entre les estimés prévus pour 1930-1931 et les résultats actuels. C'est peut-être aussi bien, vu que les estimés ont toujours été erronés depuis bien des années.

Le trésorier a omis également de nous donner des détails des estimés pour 1932-33. Le premier ministre a été d'un silence éloquent quant aux nouvelles taxes, mais comme tout indique que les revenus seront beaucoup plus faibles; je crains qu'il soit bien difficile d'équilibrer le budget, même si les taxes sont augmentées ou si le gouvernement en ajoute de nouvelles.

J'espère cependant que l'on réussira à boucler le budget de la présente année sans imposer quelques-unes de ces taxes onéreuses que la population de cette province n'est certainement pas en mesure de supporter à l'heure actuelle.

(Applaudissements à gauche)

M. McDonald (Pontiac)⁷: M. le Président, les critiques du député (M. Gault) sur le budget, qui chaque année vont dans le même sens, n'ont rien de bien nouveau pour la Chambre, le député de Saint-Georges réclamant sans cesse que les surplus soient comptabilisés en tant que déficits. Des montants considérables ont été dépensés pour les chemins et les travaux publics et, vu que la dette a augmenté

légèrement à cause de ces mêmes travaux publics, il s'ensuit nécessairement que le reste des sommes a été tiré de sources autres, autrement dit d'une seule source possible, c'est-à-dire des surplus, qui sont réels. L'opposition continue la même tactique. Nos surplus sont fictifs, nos dépenses sont plus fortes que nos revenus, etc. Cela devient enfantin! Je veux féliciter le premier ministre et trésorier de la province du magnifique exposé budgétaire qu'il a fait à la province de Québec et de l'excellent bilan de la province qu'il a soumis à la Chambre, la semaine dernière. Quand on compare notre situation financière avec celle de l'Ontario, nous avons raison d'être fiers. Alors que toutes les autres provinces accusent des déficits, Québec affiche un surplus de près de \$800,000 en période de récession.

L'*Ottawa Journal*, un journal conservateur pourtant, a fait des compliments au trésorier de notre province pour la façon dont il a administré les finances de la province; il a commenté favorablement notre situation financière et de façon bien élogieuse le discours du budget du premier ministre, et conclut en disant: "L'honorable M. Taschereau démontre des qualités d'homme public vraiment rare." Venant de l'un des principaux journaux conservateurs de l'Ontario, cet hommage est très flatteur. Cela démontre que nos finances sont bonnes au point de frapper les observateurs étrangers et démontre aussi que les conservateurs de l'extérieur ont une vision plus claire et un esprit plus large que ceux du Québec.

Le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) a parlé de législation sociale. Le gouvernement a créé une commission compétente qui poursuit actuellement ses travaux, qui enquête sur le sujet. Je suis favorable à la pension des vieillards, mais est-ce le temps de mettre sur le dos de la province un tel fardeau alors que nous traversons une telle période de crise? Et s'il s'avérait, comme ce fut le cas ailleurs dans le dominion, qu'elles fonctionnent dans la pratique, il est alors approprié pour le gouvernement qu'il procède prudemment plutôt qu'à la hâte et de telle sorte qu'il s'aménage par la suite tout le loisir de s'en repentir.

Dans l'Ontario, les municipalités sont obligées de payer une partie des pensions et cela met un lourd fardeau sur les contribuables des campagnes. Le trésorier de la province d'Ontario m'a dit, à moi-même, que le gouvernement payait des pensions à 39,000 vieillards, en vertu de la loi des pensions, à raison de \$20 par mois. Cela fait la jolie somme de \$800,000, soit près d'un million. Cette politique est ruineuse.

Il (M. McDonald) passe au développement des forces hydrauliques. Il se prononce contre l'étatisation de l'énergie électrique pour la province de Québec.

Dans mon comté, continue-t-il, nous avons un développement hydraulique important. J'espère que nous en profiterons et que nous aurons de l'électricité dans nos campagnes. Il dit que des travaux de développement sont en cours dans deux ou trois municipalités de son comté et que l'idée est de débiter de semblables travaux dans d'autres municipalités. Quand ce développement aura lieu, il souhaiterait que les gens du comté retirent les bénéfices des meilleurs coûts possibles. Mais il faut bien se rappeler qu'en Ontario le gouvernement paie 50 pour cent des coûts d'installation des équipements. Si le gouvernement de Québec entend adopter ce principe, cela signifie assurément que l'électricité sera disponible à des coûts plus bas pour la population. Selon lui, cela pourrait être réalisé en nommant une commission pour étudier la question, bien qu'il n'aille pas jusqu'à favoriser la création d'un système comme celui de l'Ontario Hydro.

Ce serait une bonne affaire si le gouvernement de Québec pouvait en faire autant.

(Applaudissements)

M. Guertin (Hull)⁸: M. l'Orateur, je regrette de n'avoir pas entendu toutes les remarques du député de Pontiac (M. McDonald), mais il me fait plaisir de constater qu'il est maintenant de l'avis de l'opposition au sujet de l'électrification des campagnes. Je félicite l'honorable député de Pontiac d'avoir changé d'opinion sur cette question, puisqu'il suggère à présent au gouvernement de suivre l'exemple du gouvernement de l'Ontario et de favoriser l'électrification au meilleur coût. Il admet que dans l'Ontario on paie l'électricité moins cher que chez nous. Probablement qu'avec le temps le député de Pontiac finira par accepter la politique du Parti conservateur en matière de développement des forces hydrauliques. Le Parti conservateur de Québec n'est pas pour l'étatisation, mais en faveur d'un développement rationnel de nos ressources naturelles pour le bénéfice du public.

L'honorable premier ministre n'ayant pu encore se trouver un trésorier provincial, a dû, jeudi dernier, prononcer le discours du budget. La sympathie de toute cette honorable Chambre lui était acquise d'avance, car nous savons que, s'il est obligé d'agir comme trésorier provincial, ce n'est pas parce qu'il ne fit aucun effort pour en trouver un. L'honorable M. Nicol l'a déserté, pour des raisons

qu'il n'a pas cru bon devoir dévoiler encore, et l'honorable McMaster, qui avait été élu, dans le comté de Compton lors d'une élection partielle, s'est retiré à peine une année après, se disant trop malade pour continuer ses fonctions de trésorier. Depuis son retrait, cependant, sa santé est redevenue florissante, et suffisamment bonne, en tous les cas, pour lui permettre de vaquer à ses devoirs professionnels et lui permettre aussi de venir plaider devant le comité des bills privés, comme il l'a fait, la semaine dernière; mais il ne veut pas reprendre ses fonctions de trésorier.

Pour quelle raison l'honorable M. McMaster, qui avait été accueilli si sympathiquement par cette Chambre, ne reprendrait-il pas maintenant ses fonctions de trésorier, puisque l'élu du premier ministre, M. Gordon Scott, s'est fait battre à deux reprises, la première fois dans Huntingdon, et la deuxième fois, aux élections générales de l'été dernier. Nous ne pouvons que conjecturer, et le fait patent reste que ceux qui pourraient se faire élire, pour agir comme trésorier, n'en veulent pas, et les seuls qui sont prêts à accepter le poste ne peuvent pas trouver l'appui nécessaire auprès de l'électorat. Aussi, le discours du budget de la semaine dernière a-t-il été aussi terne que désappointant pour cette Chambre aussi bien que pour la province. Les applaudissements ont en conséquence été moins enthousiastes. Le discours du budget, cette année, est bien différent de celui de l'an dernier, alors que le trésorier annonçait aux applaudissements frénétiques de sa majorité qu'en dépit de la dépression économique, grâce à sa sage administration, il avait trouvé le moyen d'accumuler suffisamment de surplus pour en faire bénéficier les contribuables d'une façon directe, en allégeant le fardeau des impôts qui les écrasaient.

Le trésorier du temps annonçait, malgré la crise, des réductions de taxes, remboursement aux municipalités de l'intérêt à venir sur la dette contractée en vertu de la loi des bons chemins, abolition de la taxe sur les paratonnerres, et, prétendait-il, diminution (au profit des riches celle-là) des droits sur les successions, etc. Une éloquente énumération! Que voulez-vous, c'était à la veille d'une élection générale et il fallait coûte que coûte frapper l'imagination des électeurs, suffisamment, pour que ceux-ci oublient tous les abus dont s'était rendu coupable le gouvernement et lui permettre d'escompter encore une fois son vote. Jusqu'à la veille des élections, le gouvernement a persisté à chanter bien haut tous les airs de prospérité que l'on puisse imaginer.

Aujourd'hui, le gouvernement, assis solidement (du moins, il le croit), dans les fauteuils administratifs, ne croit plus nécessaire de parler prospérité; il a pu s'aventurer, quelque peu, dans les réalités et nous apprend que de nouvelles taxes seront nécessaires. C'est pourquoi la tribune ministérielle applaudissait moins jeudi dernier que l'an dernier, car au lieu d'être question de diminuer les taxes, il a été question de les augmenter; au lieu d'être question d'un surplus de quelques millions, il a été question d'un surplus de quelques centaines de mille dollars seulement, surplus fictif cependant, absolument et positivement fictif, comme je vais le démontrer dans quelques moments.

Avant de m'aventurer cependant dans la considération de l'état financier de la province et du rapport des opérations financières de la dernière année fiscale, je dois me faire l'interprète de chacun, en demandant pourquoi le gouvernement a fait paraître un prêt de \$7,500,000 avant l'enquête de Price, Waterhouse and Company alors qu'il se vantait d'un surplus, et aujourd'hui encore, six mois seulement après cet octroi, la rumeur circule dans les journaux que le gouvernement projette de déclarer un prêt de dix millions, et ce, à un moment où les conditions ne sont pas favorables? À cause de l'échange sur l'argent canadien, ce qui veut qu'il doit y avoir nécessité absolue de trouver ce dix millions dans le but de faire face aux obligations de tous les jours? De toute évidence, le gouvernement se fait harceler pour de l'argent. Pourquoi tous ces emprunts?

Je crois pouvoir lire dans les yeux de l'honorable trésorier une réponse bien préparée qui attribuerait aux argents dépensés pour le chômage la nécessité de contracter de nouveaux emprunts. Mais, Monsieur, les argents dépensés en vertu du chômage ne doivent pas être considérés comme une dépense extraordinaire, puisqu'il est le résultat des conditions de l'année en cours.

Le père de famille, qui se verrait sans travail et dans l'obligation de contracter un emprunt pour pourvoir aux besoins de sa famille, pourrait-il logiquement dire que c'est là un placement de capital? Le gouvernement est absolument dans la même situation, et toutes les dépenses qu'il doit encourir pour soulager la souffrance du peuple doivent être prises à même le fonds consolidé du revenu.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Le gouvernement fédéral emprunte lui aussi pour le chômage.

M. Guertin (Hull): Nous assistons aujourd'hui à la continuation de la politique libérale. Elle n'est pas nouvelle la politique libérale qui consiste à diminuer les taxes à la veille des élections, et à les augmenter immédiatement les élections terminées, ce qui doit se renouveler à tous les quatre ans. Les députés ministériels qui pourraient craindre aujourd'hui pour leur réélection à cause de l'augmentation de taxes qui est annoncée n'ont pas lieu d'être inquiets: à la veille des prochaines élections, qui aura lieu probablement en 1935, le gouvernement aura trouvé le moyen de grossir son surplus sur le papier et de faire accroire aux électeurs qu'il va diminuer les taxes, comme il l'a fait avant la dernière session. C'est un cycle auquel on commence à s'habituer.

À la fin de l'exercice financier 1929-1930, alors que le gouvernement avait décidé de tenir les élections avant la fin de l'exercice prochain, on avait trouvé le moyen de proclamer sur le papier un surplus de \$4,210,230.52. Lorsqu'il décida pour des raisons de stratégie de ne pas tenir ces élections avant la fin de l'exercice financier suivant, c'est-à-dire l'exercice finissant le 30 juin 1931, il trouva excessivement difficile d'établir un surplus, parce que certains membres de l'opposition avaient dénoncé plusieurs de ses trucs de comptabilité, M. Aldéric Blain en particulier, ancien député de Dorion, qui niait avec raison les surplus proclamés. Devant l'opinion publique, qui le menaçait, le gouvernement craignant de ne pas être pris au sérieux, décida, pour la première fois en trente ans, d'engager une firme de vérificateurs bien connue pour la charger de faire la vérification des comptes de la province.

Croit-on, M. l'Orateur, que l'on chargea cette firme, d'enquêter sur toute l'administration financière depuis 1897? Croit-on que l'on donna l'autorité à cette firme de faire la vérification des pièces justificatives? Non! pas du tout, cela aurait été trop dangereux; l'on se contenta de demander à ces vérificateurs de préparer un bilan financier et de vérifier le rapport des recettes et des déboursés tant ordinaires qu'extraordinaires pour l'année qui se terminait le 30 juin 1931.

Aussi, cela apaisa quelque peu l'opinion publique, et l'on attendit à quelques jours avant l'élection pour apprendre à la population que le surplus, cette année, était de \$776,775.67, alors qu'il n'était plus possible pour les membres de l'opposition d'examiner le rapport et de dénoncer les trucs qui pourraient y exister. En vain, demanda-t-on au gouvernement de publier tout le rapport de cette firme de vérificateurs. Il nous a fallu, M. l'Orateur, revenir à la charge, ici même, en Chambre et ici encore on se fit prier.

Et quel rapport nous a fourni le trésorier? Il s'est évadé d'abord, en prétendant que le rapport était confiné aux *Comptes publics*, mais quand nous lui avons demandé une copie même du rapport, il nous a déposé celle que je tiens dans ma main, présentement. Le trésorier de la province s'est fait tirer l'oreille pour publier le rapport Price & Waterhouse. Permettez-moi de dire immédiatement, que ce rapport n'est pas complet parce qu'il ne comprend que le bilan financier de la province ainsi qu'un état de la dette fondée. Qu'a-t-on fait des observations qu'ont formulées ces vérificateurs? Qu'a-t-on fait de la critique?

Qu'a-t-on fait des suggestions que toujours font des vérificateurs pour le bénéfice de leur employeur? Je déclare, M. l'Orateur, sans hésitation, que le gouvernement a refusé intentionnellement de nous produire ce rapport qui doit accompagner les états financiers, et il est tellement évident que, dans la production de ce document, le gouvernement n'a pas voulu que le rapport produit fût complet. En effet, c'est ainsi que celui que je détiens dans ma main présentement ne contient même pas autant d'information que celui qui apparaît dans les comptes publics. On a omis l'état des recettes et des déboursés pour le dernier exercice financier.

Est-ce que ces vérificateurs étaient libres d'agir et d'enquêter comme il le font généralement pour les grandes institutions financières qui font appel à leurs services? Si l'on doit s'en tenir aux remarques qui accompagnent les états dans les *Comptes publics*, nous ne devons aucunement hésiter à dire que non, puisqu'ils nous déclarent implicitement n'avoir pas examiné les pièces justificatives, et qu'au lieu de certifier que l'état des comptes est exact, les vérificateurs se contentent de déclarer: "Nous certifions que, dans notre opinion, l'état ci-haut au 30 juin 1931, - qui prend en considération certains actifs et passifs de la province à cette date - démontre la position financière réelle de la province au 30 juin 1931."

Nous devons donc retirer les trois conclusions suivantes de ce rapport: 1. que les vérificateurs n'ont pas vu les pièces justificatives; 2. qu'ils ne peuvent certifier de la véracité des chiffres et ne peuvent par conséquent qu'émettre une opinion; 3. que le gouvernement refuse de produire le rapport complet. J'ai donc le droit de répéter la même phrase dont se servait le trésorier lors de ses discours la semaine dernière, mais en lui donnant un sens opposé: "La vérification si complète faite de nos comptes publics par Price, Waterhouse & Company a mis fin à cette vilaine légende qu'on a voulu

accréditer dans le monde financier." Personne n'y a cru, mais périsse le crédit de la province pour servir les intérêts du parti. Le rapport de Price, Waterhouse & Company n'a été fait que pour des fins politiques.

Je ne désire pas faire un examen complet de l'état financier au 30 juin 1931, mais il est absolument nécessaire de poser certaines questions au ministère. On montre comme un actif, sous la rubrique de comptes recevables, un montant de \$6,758,966.72⁹. Nous avons droit de nous demander en quoi consistent ces comptes recevables et, connaissant l'attitude du gouvernement à la dernière session qui refusait de nous dire combien il lui était dû, et combien il avait perdu sur les droits de succession, de la succession de Mortimer Davis, sous prétexte qu'il n'était pas dans l'intérêt du public de faire connaître ces détails, je pose la question et j'ai le droit d'avoir une réponse.

Je demande au gouvernement de produire au procès-verbal de la Chambre, la liste des comptes qui lui sont dus pour une somme aussi importante. Comme passif, il appert qu'un montant de \$9,479,512.71 est dû par le gouvernement en comptes de toutes sortes, et encore ici, je me demande pourquoi le gouvernement ne paie-t-il pas ses créanciers dans un moment de stagnation commerciale comme celui que nous connaissons? Me permet-on de faire remarquer aussi que l'on a alloué aucune dépréciation quand on a pris en considération la valeur des édifices publics de la province, valeur que l'on place à l'actif à une somme de près de cinq millions de piastres. Ceci est absolument contraire à tous les modes de bonne comptabilité et ne serait toléré dans aucune institution commerciale.

Le gouvernement, tellement anxieux de montrer un bon bilan, fait paraître, dans celui-ci, une somme d'au-delà de quarante-trois millions de dollars, qui représente le subside annuel versé par la puissance du Canada et capitalisé sur une base de rendement de cinq pour cent. En vertu de quel usage ou de quelle méthode de comptabilité le gouvernement peut-il ainsi escompter sur l'avenir? D'abord ce subside étant basé sur la population doit changer tous les ans, et ensuite, que deviendra-t-il au cas où le gouvernement fédéral se désisterait de le payer, par amendement à la Constitution? Une pareille tenue de livres nous laisse croire de toute évidence que le gouvernement est en sérieuses difficultés.

Quand un gouvernement en est rendu à escompter ainsi sur les revenus des générations à venir, pour montrer un bilan financier favorable, quand un gouvernement en est rendu à escompter sur l'éternité, afin de gagner les faveurs populaires, il

doit être rendu aux derniers spasmes d'un financier moribond, ou aux derniers efforts d'un comptable ou d'un trésorier qui, s'apercevant que ses trucs de comptabilité ont été découverts, craint pour sa position.

Une mention assez significative sur le rapport des auditeurs est à l'effet qu'aucune évaluation n'a été déterminée pour les ressources naturelles de la province, telles que forêts, terres, forces hydrauliques, etc. Ils partagent évidemment notre opinion, et ils ont été à même de constater que toutes ces ressources naturelles, qui constituent la fortune publique, ont été vendues ou aliénées au bénéfice d'entreprises privées, la plupart du temps, entreprises au capital et dirigeants étrangers. Le montant garanti par le gouvernement en faveur de certaines institutions et qui doit être payé en versements annuels sur une période déterminée pour être appliqué au paiement des débetures et de l'intérêt, le tout à même le fonds de l'assistance publique, s'élève à près de \$10,000,000.

Ce montant fait sans aucun doute partie de la dette fondée de la province et devrait y être inclus. Un autre item qui apparaît au passif demande certaines explications, et c'est celui de \$513,000 pour emprunts de banque garantis. Quels peuvent être ces emprunts de banque que le gouvernement a cru bon de garantir et au bénéfice de qui? J'ai le droit de savoir, à titre de représentant des contribuables, et je demande que l'on me fournisse l'information.

Vous avez remarqué comme moi, M. l'Orateur, ce qu'ont dit les vérificateurs concernant le montant garanti par le gouvernement en faveur de certaines institutions, montant devant être payé en versements annuels sur une période déterminée, pour être appliquée aux paiements des débetures et de l'intérêt s'y rattachant, le tout à même le fonds de l'assistance publique, formant un total d'à peu près dix millions de piastres. Ce montant fait sans aucun doute partie de la dette fondée de la province, et devrait y être inclus.

Au compte des recettes et des déboursés ordinaires, nous voyons que les droits de succession se sont chiffrés à \$6,916,000, pendant qu'il y a eu un montant de \$241,717 de remboursements, et en vertu des refus passés, il m'est inutile de demander au gouvernement de nous dire de quoi est fait ce montant de remboursement! Je présume qu'il représente les remboursements de droit promis lors de l'élection partielle de Huntingdon aux riches partisans du gouvernement en retour de leur appui financier ou autres, un remboursement que l'on a pu effectuer en jonglant avec les chiffres et en jouant sur les mots de l'amendement apporté à la loi des droits sur les successions, lors de la dernière session.

L'honorable trésorier de la province a fait mention d'un surplus de \$776,775.67 pour la dernière année fiscale. Et n'ai-je pas déclaré que ce surplus était fictif? Une telle négation demande une explication et je m'empresse de vous la donner. Nous voyons dans le rapport des recettes provenant de la loi des liqueurs alcooliques que, pour l'année fiscale 1930-1931, un montant de \$1,299,278.65 a été versé au trésor. Et immédiatement après, sous le même chapitre, pour l'année fiscale 1929-1930, un montant de \$833,333.34 est rapporté. Depuis quand le gouvernement peut-il ainsi rapporter, en deux années, les recettes reçues par une commission, au cours d'une seule année fiscale ou financière? L'année financière de la Commission des liqueurs prend fin le 30 avril, de sorte que les recettes de l'année 1929-1930 auraient dû être versées au trésor de la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1930.

N'y aurait-il pas là, M. l'Orateur, je vous le demande, un des nombreux trucs que pratique le département du Trésor à l'instigation¹⁰ du trésorier de la province pour pouvoir montrer un surplus à la fin de l'année? Voici que, non satisfait de rapporter les recettes ordinaires pour les droits et permis de la Commission des liqueurs pour l'exercice en cours, le gouvernement, prévoyant un déficit, s'empresse d'ajouter un montant de près de \$900,000 sur les recettes d'une autre année financière, que ce soit de l'année précédente comme le disent les comptes publics, que ce soit des premiers mois de la période financière 1931-1932, quitte à enlever ce \$833,000 sur le montant que devra verser au trésor la Commission des liqueurs, lorsque son année financière suivante sera terminée, soit le 30 avril 1932.

Si ce \$833,333.34 n'avait pas été inclus dans les recettes ordinaires pour l'exercice en cours, au lieu de montrer un surplus d'un peu plus de \$776,000, le gouvernement aurait dû montrer à la province, et cela à la veille d'une élection, un déficit de \$56,557.67.

Il y a plus: un montant de \$2,414,750.77 a été payé à l'avance par les corporations. Pourquoi les corporations ont-elles versé un montant aussi considérable à l'avance, perdant par le fait même un fort intérêt? Cela dépasse les limites de ma conception. La raison de ce fait serait-elle qu'à la veille des élections le gouvernement aurait demandé à ces compagnies de bien vouloir leur payer à l'avance des taxes, afin de lui permettre de montrer un surplus au lieu d'un déficit, ce qui aurait voulu dire que les prétentions de l'opposition étaient bien fondées, avec les conséquences électorales que le gouvernement pouvait prévoir?

Or, Monsieur, ce \$2,414,000, ajoutez-le au \$56,000 qui aurait dû être le déficit réel, si l'on s'était contenté d'inclure, dans les recettes, les recettes ordinaires et habituelles de la Commission des liqueurs pour l'année en cours, et vous aurez un déficit total pour la période de \$2,471,308.47, et cela, sans prendre en considération les mandats émis mais non payés, qui se chiffrent à \$3,098,639.27. Veuillez bien remarquer que je ne veux prendre nullement en considération ces mandats émis mais non payés, pas plus que je prends en considération les opérations de caisse, me bornant simplement à la considération des recettes et des déboursés, tel que veut bien le faire paraître le gouvernement dans son rapport.

Mais il y a encore plus, M. l'Orateur, et beaucoup plus: vous souvient-il que l'an dernier, quand le gouvernement pour capter l'appui des électeurs ruraux, passa un bill par lequel il dispensait les municipalités, à l'avenir, de payer l'intérêt sur les argents contractés en vertu de la loi des bons chemins de 1912, le ministre de la Voirie, en réponse à nos nombreuses interpellations, nous apprenait que depuis 1922, pas un sou n'avait été versé aux municipalités en vertu de la loi, c'est-à-dire que depuis 1922, il n'y avait pas eu d'argent de dépensé en vertu de la loi des bons chemins de 1912? Or, en examinant les dépenses de la province, pour l'exercice en cours, nous voyons sous la rubrique "autres déboursés imputables au capital", c'est-à-dire des dépenses extraordinaires, un item de \$5,336,545.95 pour emmagasinage des eaux, ponts, palais de justice, loi des bons chemins, etc. Quand nous tournons aux détails de cette dépense, nous voyons qu'un montant de \$2,405,440.94 a été attribué, comme dépense de capital en vertu de la loi des bons chemins 1912.

Le ministre de la Voirie s'empressait de nous dire que c'est de la construction de routes et que par conséquent c'est une dépense capital, mais il aura beaucoup à faire avant de pouvoir me convaincre et convaincre la province qu'en vertu de la loi des bons chemins 1912 il est autorisé à dépenser ainsi des argents et le charger au compte capital. Le ministre dira également qu'il a toute l'autorisation voulue pour faire les dépenses nécessaires de construction, d'entretien et de réparation de routes en vertu de l'article 74 du chapitre 91 des statuts refondus. Mais, j'ai discuté cette affaire avec lui, et n'ai nullement changé d'opinion, c'est-à-dire je nie l'interprétation que donne le gouvernement à cet article de la loi, car si cette interprétation devrait être acceptée comme véridique, c'est le rejet complet du principe du gouvernement responsable et du contrôle des subsides par les représentants du peuple.

Quelle différence y a-t-il d'ailleurs avec les montants que l'on prétend avoir le droit d'imputer au capital avec les autres montants dépensés en vertu du budget voté par la Législature et qui se chiffrent à un total de \$5,917,000, à même duquel on a pris un montant de \$1,374,162.27 pour subventions pour travaux municipaux.

Je demande à l'honorable ministre de la Voirie, s'il se prépare à répondre, de bien vouloir m'expliquer la différence qu'il y a entre cette dépense que l'on a faite à même le revenu consolidé de la province pour des octrois municipaux et ce montant dont j'ai parlé tantôt, que l'on impute au capital en vertu de cette loi des bons chemins 1912, quand les deux sont faits exclusivement de subventions municipales, soit de paroisses, de villages ou de cantons.

Donc, M. l'Orateur, m'appuyant sur l'opinion de comptables, je soumets que si le gouvernement a pu depuis une dizaine d'années montrer à la fin de chaque exercice financier un surplus sur les livres, c'est parce qu'il a jonglé avec les dépenses du département de la Voirie, prenant à même le fonds consolidé du revenu juste le montant nécessaire pour qu'il reste un surplus à l'administration; la balance, il l'impute au compte capital en vertu de la loi des bons chemins. Y a-t-il, M. l'Orateur, dans toute cette province, un individu qui sait à peine lire et écrire qui ne pourrait en faire autant? C'est de l'habileté, direz-vous, habileté nécessaire chez les administrateurs publics. Je dis, Monsieur, que les administrateurs publics seraient mieux d'employer leur habileté dans l'administration de la province plutôt que de l'employer à tromper leurs commettants en transversant les chiffres comme ils le font.

Je dis que tout le rapport financier tel que préparé n'est qu'un trompe l'œil. Autrement, Monsieur, comment le gouvernement peut-il expliquer ces emprunts temporaires faits à la veille de la fermeture de l'exercice financier, remboursés dès les premiers jours du mois de juillet? Cela s'est fait pour des montants de plusieurs millions en 1921, en 1924, en 1925, en 1926, en 1927, en 1928, en 1929, et en 1930.

Permettez-moi de vous donner la liste de ces emprunts temporaires contractés dans les derniers jours du mois de juin, et remboursés pour la plupart dès les premiers jours du mois de juillet: 29 juin 1921, \$2,000,000, 27 juin 1924, \$3,000,000; remboursés dans le premier cas au mois de juillet et au mois d'août, et dans le deuxième cas, au mois de juillet, au mois d'août et au mois d'octobre. En 1925, le 30 juin 1925, \$4,500,000, remboursés partie au mois de juillet, partie au mois de septembre.

Le 29 juin 1926¹¹, \$10,000,000, le tout remboursé dans le mois de juillet. Le 29 juin 1927, \$5,750,000, le tout remboursé dans le mois de juillet à l'exception d'un montant remboursé au mois de septembre. Le 30 juin 1928, \$1,000,000, remboursé le 6 juillet et le 29 juin 1929, \$2,000,000, remboursé le 2 juillet. Le 30 juin 1930, \$3,000,000, remboursé le 3 juillet.

Pour quelle raison, Monsieur, je le demande et je le crie, pour quelle raison emprunter ainsi juste le jour où les livres se ferment pour rembourser le lendemain? C'est, je le répète, afin de montrer un meilleur bilan, c'est pour tromper la province.

Je prétends donc, en résumé, que le montant de \$833,333.34 pour permis et licences de la Commission des liqueurs pour l'exercice 1929-1930, le montant de \$2,414,750.77 payé à l'avance par les corporations et le montant de \$2,405,440.94 que l'on a imputé faussement au compte capital pour les dépenses du ministère de la Voirie, sont trois items manipulés intentionnellement de façon à assurer un surplus au gouvernement et que, si les trois apparaissent où ils doivent apparaître dans le rapport des opérations financières, nous aurions un déficit.

Je prétends donc qu'au lieu d'un surplus de \$776,775.67, nous devrions de ce fait cette année avoir un déficit de \$4,876,749.36.

(Rires aux banquettes ministérielles)

Et je sais que quiconque voudra, pour se convaincre, se donner la peine d'examiner les chiffres que je viens de vous soumettre, devra sans hésitation se rendre à l'évidence et constater que la plus grande habileté du gouvernement ou du trésorier ne consiste pas à administrer la province mais à tronquer les comptes publics impunément.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je soulève un point d'ordre, M. l'Orateur, je ne veux pas interrompre inutilement mon honorable ami de Hull. Il dit que nous avons trompé la province et que nous tronquons les chiffres. Je crois qu'il devrait retirer ces expressions qu'il n'a pas le droit d'employer. Je lui demande de se rétracter.

M. Guertin (Hull): Je veux bien retirer le mot tronquer.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Soyez plus prudent à l'avenir. Retirez le mot tromper aussi, pendant que vous y êtes. (Rires)

M. Guertin (Hull): Très bien, je les retire. Je ne veux pas déplaire à l'honorable premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Vous ne me déplaitez pas, mais vous déplaitez aux règlements de la Chambre. (Rires)

M. Guertin (Hull): En terminant, M. l'Orateur, je veux féliciter le gouvernement d'avoir créé un ministère du Travail et d'avoir choisi un véritable ouvrier, un employé de toute sa vie sur les chemins de fer, qui s'est toujours occupé d'organisation ouvrière pour le diriger¹². Je souhaite au nouveau titulaire tout le succès qu'il mérite et l'assure de mon appui et de celui du Parti conservateur provincial et de toute la classe ouvrière pour tâcher de sortir la province de l'arriérisme où elle se trouve, en matière de législation ouvrière, pour ce qui est des lois sociales qui existent dans les autres provinces.

J'espère que le nouveau ministre s'occupera des lois sociales que le gouvernement a refusé de donner à la province parce qu'il n'a jamais su palper le cœur de l'ouvrier. L'honorable ministre a une tâche formidable devant lui, celle de convertir un gouvernement aristocratique, un gouvernement snob, un gouvernement financier qui n'a jamais pu comprendre les besoins de l'ouvrier.

(Rires aux banquettes ministérielles)

Le trésorier de la province se glorifie d'avoir pu vendre ses obligations à 4.25 pour cent, à un coût plus bas que tout emprunt à long terme contracté par un gouvernement fédéral ou provincial depuis 1928. Il omet de dire que l'administration municipale de Montréal qu'il critique constamment a emprunté dans le même temps à des conditions encore plus avantageuses.

L'honorable trésorier se vante de n'avoir augmenté la dette de la province, dans les dix dernières années, que de \$11,140,442.70. Oublie-t-il que son gouvernement s'est rendu coupable de l'augmentation fabuleuse des dettes des municipalités et des dettes des corporations scolaires, en s'emparant d'une partie de leurs revenus, des revenus provenant des licences d'hôtels, par exemple, des revenus sur la taxe de la gasoline et des licences d'automobiles quand les municipalités, surtout les villes et cités, sont obligées d'entretenir à leurs propres frais leurs chemins et leurs rues pavées, comme aussi les millions qu'ont dû payer les municipalités rurales, pour la construction de leurs chemins?

Le résultat de cette politique, c'est que la dette des corporations municipales, qui était de \$220,107,434 en 1920, est passée en 1928¹³, soit huit années plus tard, au chiffre fabuleux de \$360,269,108. La dette des corporations scolaires, qui était de \$40,296,128 en 1920, est passée à

\$69,603,268 en 1929, neuf années plus tard. Ce sont là les trois premières institutions de notre province: le gouvernement provincial, les gouvernements municipaux et les gouvernements scolaires, et si vous le permettez, M. l'Orateur, nous allons voir quelle a été l'augmentation des dettes de ces trois gouvernements dans les dix dernières années qui apparaissent à l'*Annuaire statistique*:

Dettes nettes		
<i>Gouvernement provincial :</i>		
1921	1931	Augmentation
\$49,277,594.85	\$60,418,037.55	\$11,140,442.30
<i>Gouvernements municipaux :</i>		
1918	1928	Augmentation
\$185,640,500.00	\$360,269,108.00	\$174,628,608.00
<i>Gouvernements scolaires :</i>		
1919	1929	Augmentation
\$35,467,669.00	\$69,603,268.00	\$34,135,599.00

En additionnant l'augmentation qu'il y a eu pour les trois, nous arrivons à une augmentation totale de la dette publique de \$219,904,649.70. Il est nécessaire aussi, pour bien se rendre compte de notre situation financière, d'établir la dette *per capita*, qui, d'après les dernières statistiques publiées par l'*Annuaire*, se chiffre à \$166.75 sur une population estimée à 3,026,618, tel qu'indiqué à la page 6 des statistiques municipales de 1930.

L'augmentation des taxes, M. l'Orateur, mérite certainement une mention, surtout quand on a affaire à un gouvernement qui proclame bien haut qu'il ne taxe ni les ouvriers ni les cultivateurs. En 1921, les revenus de la province se chiffraient à \$15,914,521.17 et en 1931 à \$41,630,620.26, une augmentation de 300 %. Or, le revenu provincial est composé de trois sources différentes, le pourcentage de chaque source pour la dernière année est de 5.10 pour cent pour le subside fédéral, 83.26 pour cent de taxes directes et indirectes, et 11.64 pour cent provenant de la vente de nos ressources naturelles. Or, nous voyons qu'il y a eu une augmentation annuelle moyenne de \$25,000,000 approximativement dans les taxes directes et indirectes depuis 10 ans. La dette provinciale *per capita* a aussi augmenté rapidement et graduellement depuis dix ans. En 1891, elle était de \$2.32; en 1901, \$2.77; en 1921, \$6.74; et en 1929, les derniers chiffres publiés, \$14.86.

L'honorable trésorier ne s'est pas vanté non plus de la position de la province de Québec, administrée par un régime libéral depuis 34 ans, dans le dominion du Canada, pour la richesse publique *per capita*. Sachons, Monsieur, que nous occupons il y a

deux ou trois ans, le cinquième rang, pendant que, en 1928, selon les derniers chiffres que j'ai pu trouver, nous n'occupons que le sixième rang, la province du Manitoba venant de nous dépasser. Le tableau suivant intéressera les orateurs ministériels qui aiment à crier si souvent que nous sommes à la tête de la Confédération: la Colombie Britannique occupe le premier rang avec une richesse publique *per capita* de \$4,369; l'Alberta vient ensuite avec \$3,717; puis la Saskatchewan avec \$3,613. L'Ontario suit avec \$3,063, et le Manitoba avec \$2,986; la richesse publique *per capita* de la province de Québec est seulement de \$2,759.

Il y a cependant encore plus. Quelle serait la situation si les statisticiens avaient pris en considération la question de savoir si telle richesse est une richesse publique, comme c'est le cas pour les propriétés de l'Ontario Hydro Electric, ou une richesse privée, comme celles des corporations, détenues pour plusieurs d'entre elles par des étrangers, comme c'est le cas dans la province de Québec. Or, si les chiffres cités au tableau peuvent être acceptés comme concluants pour les autres provinces, notamment l'Ontario, où les ressources naturelles sont restées la propriété de l'État qui les exploite au profit du peuple, (la commission hydroélectrique ayant déjà refusé \$900,000,000 pour son réseau), si toutes les richesses compilées par le statisticien sont véritablement la propriété des provinces, que doit-on penser de la richesse véritable *per capita* de la province de Québec, lorsque la plus grande et la meilleure partie des ressources naturelles, forêts et pouvoirs hydroélectriques, surtout, ont été vendus ou aliénés à des étrangers qui les exploitent au profit de New York?

Ah! si quelqu'un voulait établir la richesse publique par tête sur des statistiques qui élimineraient la propriété des trusts et des monopoles américains, l'on verrait que la richesse moyenne d'un citoyen de la province la plus riche de la Confédération est bien maigre. Serions-nous édifiés, M. l'Orateur, de constater combien nous, de la province de Québec, sommes pauvres, quoique vivants, je l'ai dit et je le répète, dans la plus riche province de la Confédération au point de vue des ressources naturelles? Nulle autre province ne dépasse la nôtre en fertilité du sol, en richesses forestières et minières, et nulle autre province, non plus je crois que nul autre pays au monde, ne la dépasse en richesse hydroélectrique. Et au milieu de toutes ces richesses, nous sommes un peu, dans notre province, comme les Hindous aux Indes, nous sommes un peuple pauvre dans un pays immensément riche.

Et encore si, dans la distribution des deniers publics, le peuple recevait autant que dans la province d'Ontario, nous aurions moins raison de nous plaindre, mais, comme je l'établissais l'an dernier, dans la province d'Ontario, pour l'année financière finissant en 1930, le gouvernement dépensa \$22,300,000¹⁴ de plus que le gouvernement de la province de Québec pour des œuvres sociales de toutes sortes: pension de vieillesse, allocations aux veuves et orphelins, protection des enfants, prévention de la maladie.

Si je dois devoir formuler tant de reproches au gouvernement de ma province, je dois aussi le féliciter pour les progrès qu'il a faits relativement à l'aide que l'on doit accorder aux chômeurs. Nous nous rappelons que l'an passé, à la veille des élections, il avait accordé, malgré nos protestations, à même l'argent voté pour venir en aide aux véritables chômeurs, des montants à 1,015 des 1,420 municipalités de la province, et je prétendais alors que c'était un véritable détournement de fonds à la veille des élections parce que, dans la plupart des municipalités rurales, il n'y a pas de véritables chômeurs, et ceux qui ont profité de ces argents l'hiver dernier étaient de vrais cultivateurs ou des fils de cultivateurs ordinairement sans travail pendant la saison de l'hiver.

Je félicite le gouvernement cette année, d'avoir fait, les élections passées, des conditions un peu plus sévères et de déclarer sur sa feuille de règlements que, par chômeurs, on doit entendre surtout les sans-travail industriels: le journalier, l'usinier, l'artisan, l'ouvrier, l'employé de magasin ou de chemin de fer sans salaire.

On dit aussi sur cette feuille de règlements: "C'est pourquoi il a été décidé qu'il n'était pas à propos d'accorder d'octrois aux centres autres que ceux où la fermeture d'une usine, manufacture, ou encore la diminution dans les activités d'une usine, manufacture ou d'un chemin de fer, a mis à pied un grand nombre d'employés".

Si l'on eût mis cette politique en vigueur l'an dernier, comme je le réclamaï, il y aurait eu beaucoup moins de souffrances et de privations dans les cités, dans les villes et dans les villages, quoique les résultats des élections auraient pu être quelque peu différents.

Le gouvernement de Québec n'est pas le seul à mériter d'être félicité cependant pour sa nouvelle attitude vis-à-vis les chômeurs, attitude qui ne date que depuis un an, quand le chômage a existé à un état grave depuis cinq ou six années; le gouvernement d'Ottawa, le gouvernement Bennett,

mérite des félicitations spéciales, parce que c'est lui qui a inauguré cette politique d'aider les chômeurs à même les argents publics, politique qui a entraîné la participation de toutes les provinces, sous peine de perdre les octrois fédéraux.

Notre pays peut être cité en exemple, à travers le monde entier pour cette politique humanitaire qui consiste non pas à payer un "dole"¹⁵ aux sans-travail, comme on le fait en Grande-Bretagne, mais à les tenir occupés à des travaux publics et à les rémunérer d'une façon suffisante pour qu'ils subsistent durant cette période d'extraordinaire dépression.

Nous avons cité ici en cette Chambre, à maintes reprises, les autorités sur les devoirs de l'État vis-à-vis nos sans-travail, et je voudrais aujourd'hui, si vous me le permettez, M. l'Orateur, en citer une nouvelle que j'ai recueillie durant la vacance parlementaire, à cause de son importance. À la session du Synode de l'Église anglicane à Toronto au mois de septembre dernier, la motion suivante a été adoptée, proposée par un évêque de ladite religion: "The nation is primarily responsible for the support of any citizen who through no fault of his own is deprived of his rights to secure his own means of livelihood and the maintenance of his dependents."¹⁶

Arrivant après l'enseignement répété de nos papes, cet énoncé de principe a une grande importance et je le cite au cas où il y aurait certains esprits, au sein du cabinet qui seraient encore portés à croire que leur contribution pour aider les chômeurs est un pas vers le socialisme, ou au cas où ils auraient des remords de conscience pour leur geste forcé. Ils pourront au moins se consoler, s'il leur reste quelque respect pour la religion, en constatant que les plus hautes autorités morales du monde, les autorités religieuses, sont d'accord sur ce point.

D'autres promesses électorales ont été faites par le chef du ministère et cette fois c'est avec cet autre excellent mouvement, auquel on n'a pensé qu'à la veille des élections, celui du retour à la terre pour venir en aide aux chômeurs. Cette excellente politique avait été prêchée maintes et maintes fois dans le passé par l'ancien et le nouveau chef de l'opposition aussi bien que par les citoyens qui se sont occupés de colonisation, comme aussi par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. Aussi, c'est pour cette raison que tous applaudirent; même les membres de l'opposition appuyèrent dans leur discours ce projet du gouvernement et promirent de coopérer en autant qu'il leur serait possible. Ce fut alors le thème de tous les discours ministériels, 4,000 familles avaient déjà été placées sur les terres, disait-

on, et qu'un nouveau mouvement serait lancé au printemps. On faisait circuler dans les journaux toutes sortes de rapports pour montrer l'activité que déployait le gouvernement pour mettre cette politique en vigueur.

L'espoir revint au cœur du désœuvré des villes dans lequel les avait laissés la parole magique du premier ministre exprimant les promesses qu'il n'avait pas l'intention de remplir. Il s'est fondé immédiatement, un peu partout, des sociétés de colonisation dans le but d'aider le gouvernement dans son œuvre si louable. C'est ainsi que l'on vit à Hull même les partisans du gouvernement, organisateurs d'élections, s'inspirer de leur chef et faire annoncer dans tous les journaux qu'ils allaient immédiatement voir à la création d'une société de colonisation, afin que les sans-travail de la région puissent bénéficier du retour à la terre en même temps que de l'aide que le gouvernement se proposait d'accorder. Quatre mille familles, s'écriait l'honorable premier ministre, ont déjà profité de cette politique, et le gouvernement se propose de placer tous les autres chômeurs des villes qui sont prêts à accepter son offre sur des terres et leur fournir chevaux, bestiaux, graines de semences, instruments aratoires et de la nourriture jusqu'à la première récolte.

Mais les élections ont passé et le gouvernement a vite fait d'oublier ses promesses. Il s'agit simplement de comparer les journaux d'avant avec les journaux d'après, voir les nouvelles distribuées par les différentes agences et inspirées par le gouvernement pour se bien rendre compte que celui-ci, aussitôt les élections terminées, montra moins de sollicitude pour ceux qui souffrent.

Tour à tour, les applicants se virent renvoyés tantôt pour un motif tantôt pour l'autre; au 17 octobre, l'honorable ministre de la Colonisation, répondant à un télégramme que je lui adressais pour savoir quand il allait faire les arrangements nécessaires pour l'établissement des 300 familles de Hull qui s'étaient déclarées prêtes à accepter le plan, disait qu'il attendait pour le règlement de certaines questions de détails avec Ottawa, pour savoir exactement à quoi s'en tenir au sujet du mode de contribution que le gouvernement d'Ottawa devait faire!

Le 3 septembre, l'abbé Milette de son côté, parlant comme missionnaire colonisateur du gouvernement de Québec, écrivait la lettre suivante: "Le gouvernement de Québec dépense énormément pour établir les chômeurs du Lac-Saint-Jean et de l'est de la province; pour l'Abitibi et le Témiscamingue, il ne donne rien jusqu'à présent.

"J'entends dire qu'il ne donne rien de spécial pour établir les colons: construction, dons d'un cheval, d'une vache, etc. Ici nous n'avons rien encore à donner et le nouveau colon ne doit compter que sur lui-même et sur les octrois généraux. C'est dire que si vous n'avez pas de capital, vous feriez bien de renoncer de monter en Abitibi. Le travail est très rare, le bois ne se vend pas et le crédit n'existe plus. Je vous en prie, attendez les jours meilleurs."

L'abbé Bergeron de son côté, répondant à une demande d'information de Hull, faisait parvenir une lettre circulaire qui se lisait en partie: "Le département de la Colonisation, ayant déjà placé tout près de 4,000 familles sur la terre au cours de la dernière saison, croit qu'il est maintenant trop tard pour diriger avec chance de succès de nouvelles familles vers les régions de colonisation et réserve son effort pour assister celles qui y sont déjà fixées. Votre demande est cependant notée, et elle sera prise en considération à la veille du printemps prochain alors qu'un grand mouvement sera de nouveau lancé".

Récapitulant les documents que je possède, je trouve que le 3 octobre on avait déjà refusé les applications sous prétexte qu'il était trop tard, et le 17 octobre, le ministre m'induisait en erreur en tentant de mettre la responsabilité sur le gouvernement fédéral. Cette question avait servi de tremplins politiques avant les élections. Ça pressait. Des ordres en conseil pour un total de \$1,297,212.14 du 1^{er} juillet au mois d'octobre pour la colonisation: le 17 juillet, le \$1,200,000 voté par la Chambre pour être dépensé à commencer le 1^{er} juillet, était dépensé; vite un ordre en conseil de \$150,000; un autre le 5 août pour \$100,000, et un dernier, au mois d'octobre, pour payer la balance des comptes d'avant élection pour un montant de \$997,212.14, soit un grand total de \$2,447,212.14, à même les deniers publics pour se faire élire.

Ça gênait l'honorable ministre de la Colonisation d'avouer à un adversaire politique que, la campagne électorale terminée, son gouvernement n'avait nullement l'intention de continuer dans la bonne voie dans laquelle il s'était engagé à la veille des élections pour plaire aux électeurs et gagner des votes.

Je regrette que l'honorable ministre de la Colonisation ait dépensé plus de \$2,000,000 pour la colonisation et le retour à la terre au moment des élections, et qu'il soit incapable de continuer cette politique. Le gouvernement est responsable de la désertion des terres. Il devrait aider au retour à la terre, même après sa victoire.

Souhaitons que le gouvernement se décide à faire de la colonisation véritable, de la colonisation différente de celle qu'il a faite, jusqu'à présent, colonisation qui a consisté à embellir les discours libéraux. Le bon accueil qu'a reçu, de tous les coins de la province, le projet d'aider à se fixer sur la terre tous ceux qui étaient le moins enclins à faire de l'agriculture, devrait être, pour le gouvernement, une garantie de succès, et il est maintenant du devoir de celui-ci, non seulement de mettre à exécution ses promesses électorales, mais de réorganiser complètement et entièrement sa politique de colonisation, de façon à donner un caractère de permanence à l'établissement des chômeurs sur les grandes terres arables de la province, en commençant par suivre les recommandations des sociétés et des techniciens tel M. Duchatel de Mont-Rouge, qui lui faisait observer avant l'élection qu'il n'y avait pas moins de trente milles lots de colonisation sur lesquels les travaux préliminaires plus ou moins avancés avaient été faits et qu'il fallait commencer par établir nos colons sur ces terres, quitte au gouvernement à payer pour les améliorations déjà faites.

J'ai devant moi le rapport de *La Presse*, en date du 20 juillet, qui nous rapporte les paroles de l'honorable premier ministre, lorsque deux mille sans-travail vinrent le rencontrer à ses bureaux. Après leur avoir raconté comment il avait réduit les droits de coupe ainsi que la rente foncière pour les compagnies qui exploitent nos ressources forestières, sujet sur lequel je reviendrai tantôt, l'honorable premier ministre s'en est amené à déclarer: "Nous mettrons à la disposition de la Société Saint-Vincent de Paul tous les crédits pour que vous ayez du pain et du lait à donner à vos enfants." Pas un mot de la charité privée dans ce discours. Il ne s'agissait pas de prêcher le bolchevisme et de faire accroire aux électeurs qu'ils pourraient vivre au dépens du gouvernement après les élections. Non, seuls les membres du Parti conservateur se rendent coupables de tels abus. Il s'agissait de gagner des votes, et à ce moment-là, l'honorable premier ministre le réalisait; s'il s'était engagé dans l'énoncé d'une politique plus en rapport avec notre mentalité chrétienne, il aurait peut-être perdu quelques votes.

À tout événement, les élections terminées, nous voyons l'honorable premier ministre déclarant à un banquet offert au docteur Anatole Plante au Club Canadien de Montréal, le 14 octobre dernier, qu'il faut compter sur la charité privée, et alors faisant une excellente suggestion, il demandait à tous ceux qui en ont les moyens de prendre à leur charge durant la

période de l'hiver une famille de sans-travail. Et le retour à la terre!

Bien des hommes politiques ont fait des promesses avant les élections.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

L'honorable député de Hull parle-t-il de M. Bennett ou de moi?

M. Guertin (Hull): Je parle du premier ministre de la province.

Il ne s'oppose pas à la charité privée lorsqu'elle se présente. En revanche, il félicite le premier ministre pour sa suggestion, mais il y a eu certes changement de ton de sa part.

J'avais projeté, M. l'Orateur, d'exposer toutes les méthodes suivies par les libéraux au cours de la dernière campagne électorale pour garder le pouvoir; j'avais projeté de demander au gouvernement pourquoi il n'a pas encore respecté sa promesse de laisser les hommes qu'il avait engagés sur les routes de la province quelques jours avant l'élection à l'ouvrage jusqu'aux neiges, et lui demander également pourquoi des centaines et des milliers d'employés de la voirie ont dû attendre jusqu'à deux mois, dans certains cas, après les élections pour recevoir les quelques piastres qu'ils ont eu l'occasion de gagner à la veille des élections, afin d'influencer leurs votes. Mais la plupart de ces élections étant contestées devant les tribunaux civils, je m'abstiendrai de parler de cas individuels.

Mais il y a une déclaration que je tiens à relever, c'est celle faite par le chef du gouvernement le lendemain de sa victoire, dans laquelle il traite de démagogue le chef du Parti conservateur (M. Houde)¹⁷, dans laquelle il déclare que des orateurs conservateurs "se sont servis de basses injures de calomnies et de vitupérations pour remplacer un programme politique et détruire, sinon l'œuvre dit-il, au moins les hommes du camp opposé. On a alors, a-t-il déclaré, fondé des journaux malpropres, on a distribué des circulaires et des pamphlets infamants depuis le chef en descendant, on a fait une campagne indigne d'une province civilisée. Jamais dans notre province, on est descendu aussi bas".

Je savais l'honorable premier ministre audacieux. Je le savais aussi, peu généreux pour ses adversaires surtout le lendemain d'une victoire, me rappelant son discours en Chambre après la victoire de 1927. Mais je ne le savais pas assez osé pour se plaindre de basses injures de calomnies et des journaux malpropres, comme des circulaires infamants, quand il sait que tout ce dont il se plaint

est venu de son côté. Il le sait puisque j'ai dû me plaindre moi-même d'un article du *Soleil* intitulé, "M. Guertin est-il dément?" Comment le premier ministre peut-il parler ainsi quand *Le Soleil* m'a traité de garçon d'écurie et de goujat, parce qu'à la dernière session j'ai tenu tête au gouvernement et réclamé justice pour mon comté. Cet article du *Soleil* avait été écrit pour donner le ton de la campagne. Pour ma part, je n'ai pas employé de paroles injurieuses pendant la dernière lutte.

Le premier ministre savait les discours que ses thuriféraires avaient prononcés, celui-là par exemple que je lis dans un journal de Montréal en date du 24 août prononcé par un ancien député des Deux-Montagnes: "Les libéraux ont fait une campagne décente. Ils n'ont pas voulu faire de personnalités et salir leurs adversaires comme ceux-ci l'ont fait pour nous. Permettez-moi de faire un parallèle entre les hommes qui se disputent vos suffrages. Filion est synonyme de franchise et d'honnêteté; Renaud est synonyme de pourriture. Taschereau, c'est l'ami des ouvriers; Houde, c'est le protecteur du vice et des bandits à Montréal". Où sont les insulteurs?

C'est dire, M. l'Orateur, que pour ces messieurs tout est permis, on peut employer toutes les injures, on peut faire circuler les journaux les plus malpropres, on peut se servir de la calomnie; tout est permis du moment que c'est pour la cause libérale, mais si pour la cause conservatrice, on se permet des critiques un peu acerbes, vite le premier ministre parle de bassesses, il parle de déshonneur, il parle de décence politique. Ah! Monsieur, ces moyens ne réussissent pas toujours et les électeurs intimidés comme ils l'ont été, menacés et trompés encore une fois à la dernière élection générale, auront bien leur jour de revanche. Je n'en ajoute pas davantage, nos tribunaux, je l'espère, pourront écouter la narration de tous les abus et de la corruption qui ont présidé aux dernières élections.

Avant de reprendre mon siège, M. l'Orateur, il y a une autre question que je désire traiter, ou plutôt une autre que je désire étaler devant cette honorable Chambre. Tous se rappellent, sans doute, cet ordre en conseil passé le 11 juillet dernier, par lequel le gouvernement réduisait les droits de coupe ainsi que la rente foncière. Et les honorables ministres motivaient cette décision en disant qu'ils avaient obtenu des compagnies forestières l'engagement formel que celles-ci augmenteraient la coupe du bois cette année. Ils emploieraient 5,000 hommes de plus que le nombre projeté et 5,000 bûcherons, disaient-ils, travailleront dans les bois

l'hiver prochain et se partageront un salaire de \$3,500,000. C'était beau la veille des élections: quel gouvernement compatissant! Voici qu'il y a surproduction de bois et le gouvernement qui a négligé ses amis d'hier va venir en aide aux chers électeurs du parti.

Aussi avons-nous de ce côté de la Chambre dénoncé énergiquement cette décision de la part du gouvernement, sachant qu'elle avait été inspirée par autre chose que le désir d'encourager la coupe du bois, et je le prouverai dans un instant. D'ailleurs, s'il ne s'agissait que d'encourager la coupe du bois, pourquoi le gouvernement ne s'est-il pas contenté de réduire le prix de coupe sans toutefois toucher à la rente foncière. De huit dollars qu'elle était auparavant, on la réduit à trois dollars, faisant une réduction de cinq dollars du mille carré, soit pour le nombre total de milles de concessions forestières, une économie approximative de \$500,000 pour les compagnies. C'était commode à la veille des élections, surtout quand on sait qu'il n'y a que certaines compagnies d'exploitation forestière invitées à la conférence de l'honorable premier ministre, certaines compagnies moins importantes s'étant vues refuser l'entrée. Que voulez-vous monsieur, il fallait un fonds électoral considérable pour vaincre et pour écraser l'homme que l'on craignait tant.

Quel a été le résultat de cette décision? Le fonds électoral a été suffisant et des milliers d'électeurs, qui autrement auraient voté contre le gouvernement, ont cru bon de l'appuyer à cause de ses largesses. À peine une semaine après les élections, l'*International Paper*, qui a le contrôle économique absolu de toute la Gatineau, annonçait qu'elle fermait ses chantiers pour l'hiver. Ce fut la panique parmi les habitants de la région qui tinrent de nombreuses assemblées de protestation, organisées par des partisans mêmes du gouvernement, entre autres l'honorable député de Gatineau (M. Legault). Une délégation d'une trentaine de citoyens les plus importants du comté vinrent à Montréal entrevoir l'honorable premier ministre et les autorités de la compagnie. La délégation est très bien reçue par la compagnie. Le premier ministre se contentait de répondre qu'il ne pouvait mener la compagnie par le bout du nez et qu'il faut nécessairement comprendre que la compagnie a des actionnaires à payer.

De retour chez eux les délégués tiennent de nouvelles assemblées. L'honorable député du comté menace de démissionner si la compagnie ne prend pas une nouvelle décision de façon à garantir ses électeurs contre les affres de la faim. Malheureusement, la situation reste la même.

Le gouvernement n'a pas encore ordonné à la compagnie de continuer ses opérations et l'honorable député du comté de Gatineau n'a pas encore démissionné. Le premier ministre a promis d'intervenir, mais il n'a pu rien faire parce que les directeurs de l'International se fichent de lui. Les trusts exploitent le public. La sympathie, ils ne la connaissent pas; la pitié, ils n'ont pas de cœur; le patriotisme, ce sont des étrangers; l'enseignement des papes, Graustein n'y connaît rien. L'élection a probablement coûté cher à sa compagnie et celui-ci veut se reprendre immédiatement afin de pouvoir se justifier devant ses actionnaires américains.

Je condamne de nouveau la politique du gouvernement qui a favorisé la création de ces monopoles géants. Déjà, afin de pouvoir payer de plus gros dividendes à leurs actionnaires, n'étant pas satisfaits du \$8,154,002 de profits que leur apporte la Gatineau Power, compagnie subsidiaire, durant son dernier exercice financier, ils ne veulent même pas se joindre à ces honnêtes gens auxquels le premier ministre fait appel pour secourir les sans-travail.

Encore si ce monopole était dirigé par des nôtres, nous pourrions leur rappeler les enseignements de Saint Thomas d'Aquin relativement aux biens temporels, savoir que l'homme a le droit de jouir de la possession des biens mis par Dieu à sa disposition, mais il n'a pas celui d'en user exclusivement. Les autres aussi, dit-il, doivent en bénéficier, et si le propriétaire néglige ses responsabilités sociales, il appartient alors à l'État d'intervenir.

Léon XIII, dans sa mémorable encyclique de 1891, confirme cet enseignement. Et, que dire maintenant de Pie XI qui vient, il y a à peine quelques mois, de reprendre cette vérité sur un autre ton en déclarant que "Le droit de propriété ne se confond pas avec son usage. L'autorité publique peut donc, s'inspirant des véritables nécessités du bien commun, déterminer à la lumière de la loi naturelle et civile, l'usage que les propriétaires pourront ou ne pourront faire de leurs biens?" Il y a certaines catégories de biens pour lesquelles on peut soutenir avec raison qu'ils doivent être réservés à la collectivité, lorsqu'ils en viennent à conférer une puissance économique telle qu'elle ne peut sans danger pour le bien public être laissée entre des personnes privées.

Un peu plus loin, ce même prince de l'Église parle de la commune utilité de toutes les ressources que ne cessent d'accumuler les progrès de l'économie sociale, déclare qu'elles doivent donc être réparties de telle manière entre les individus et les diverses

classes de la société que soit procurée cette utilité dont parle Léon XIII, que soit respecté le bien commun de la société tout entière. "La justice sociale, ajoute le Souverain Pontife, ne tolère pas qu'une classe de capitalistes ou de travailleurs, de propriétaires, rentiers ou prolétaires, empêche une autre de participer à ces avantages". Je demande avec insistance l'intervention du gouvernement pour que les habitants des comtés de Hull et de Gatineau aient de quoi à manger cet hiver.

M. l'Orateur, je me fais un plaisir de dire au gouvernement qu'il y a différents moyens pour forcer la compagnie en cause à faire son devoir envers la population et la province, à rendre justice aux citoyens. C'est en lui refusant d'abord cette réduction sur la rente foncière, en la menaçant d'annuler et d'annuler, en effet, les baux hydroélectriques qu'elle peut avoir, et aussi en lui enlevant ses privilèges de coupe dans ses grandes limites à bois. Pendant combien d'années ai-je condamné la politique du gouvernement favorisant les monopoles? Dieu sait que je ne souhaitais pas que mes prédictions se réalisent et jamais je n'ai cru d'ailleurs qu'elles se réaliseraient aussi rapidement.

À l'honorable trésorier qui nous a exhortés à l'économie, je dis que ces paroles sont celles d'un sage quand elles sont adressées aux gouvernements municipaux et scolaires comme aux individus, mais sortant de la bouche du chef du gouvernement du Québec, elles sonnent plutôt faussement puisque les compagnies ont de si grands avantages. Ce million de piastres enlevé des recettes du département des Terres et Forêts, par la réduction de la rente foncière, n'a pas sa raison d'être, comme je viens de le prouver, et c'est autant de pris à même la part que devrait recevoir nos chômeurs, nos indigents et l'éducation de nos enfants.

Que l'honorable trésorier pratique l'économie dans son propre parti avant de faire la leçon aux autres, et qu'il commence par faire cesser cette folle entreprise d'un pont sur le Saint-Laurent pour relier l'Île d'Orléans à la terre ferme, projet qui ne coûtera pas moins de \$5,000,000 et qui desservira une population de 3,600 âmes au plus et dont la moitié s'y oppose.

Que l'honorable premier ministre fasse l'épurement du service civil en renvoyant tous les favoris qui sont sur la liste de paye sans aucun droit; en éconduisant tous les courtisans du pouvoir qui font de l'antichambre à cœur de jour, pour obtenir les uns des contrats de voirie, les autres des contrats de construction publique, et alors seulement, quand il aura joint l'action à la parole, pourra-t-il s'attendre que la population suive ses conseils et pratique une

économie véritable. Qu'il cesse de parler de millions de surplus et qu'il adopte plutôt une politique contraire qui consisterait à rendre des comptes exacts, de crainte que le peuple se croyant riche, se verse dans des habitudes de vie complètement disproportionnées à son pouvoir d'achat; de crainte qu'un jour, s'apercevant de sa nudité, il croit qu'il a droit à sa part de ces surplus et vienne la réclamer par des moyens arbitraires. Qu'il joigne l'exemple à la parole et ensuite il pourra s'attendre à ce que la population suive ses conseils et pratique une économie véritable¹⁸.

(Applaudissements)

L'honorable M. Laferté (Drummond): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), l'ajournement du débat.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Loi concernant certains emplois

M. Poulin (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 concernant les personnes employées à certains travaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill vise à donner du travail aux chômeurs trois jours par semaine sur tous les travaux du gouvernement, afin de donner de la besogne à tout le monde.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi des acquisitions et aliénations d'immeubles

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28 modifiant la loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Montréal, système de conduits souterrains

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 101 modifiant la

charte de la cité de Montréal, relativement au système de conduits souterrains.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Charte de Lasalle

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 91 modifiant la charte de la ville Lasalle.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Association des maréchaux-ferrants

M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 93 constituant en corporation l'Association des maréchaux-ferrants de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Grand'Mère

M. Crête (Laviolette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 92 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Crête (Laviolette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 5 h 40.

NOTES

1. Retour de M. T.-D Bouchard après quelques semaines de maladie.
 2. M. Gault a parlé environ un quart d'heure et s'est exprimé en anglais selon *L'Événement* du 2 décembre 1931, à la page 3.
 3. Le montant exact consigné au document officiel intitulé *Discours sur le budget, 26 novembre 1931*, à la page 9, est de \$776,775.67.
 4. Le montant exact consigné au document officiel intitulé *Discours sur le budget, 26 novembre 1931*, à la page 4, est de \$21,517,000.30.
 5. Le montant exact consigné au document officiel intitulé *Discours sur le budget, 26 novembre 1931*, à la page 4, est de \$20,392,128.48.
 6. Le montant exact consigné au document officiel intitulé *Discours sur le budget, 26 novembre 1931*, à la page 15, est de \$18,607,267.97.
 7. M. McDonald a parlé environ un quart d'heure et s'est exprimé en anglais selon *L'Événement* du 2 décembre 1931, à la page 3.
 8. M. Guertin a prononcé un discours d'une heure et demie selon *L'Événement* du 2 décembre 1931, à la page 3.
 9. *Le Devoir* écrit \$6,756,966.72. Il s'agit d'une erreur puisque le montant reproduit dans le texte correspond au document officiel intitulé *Discours sur le budget, 26 novembre 1931*, page 9.
 10. *L'Événement* du 2 novembre 1931, à la page 9, fait dire au député de Hull (M. Guertin) exactement le contraire: "Sans cette transaction faite à l'insu ...". Nous croyons qu'il s'agit d'une erreur puisque le sens général du discours ne correspond pas avec cette assertion, rapportée uniquement par ce journal.
 11. *L'Action catholique* écrit 1925. Nous considérons qu'il s'agit d'une erreur, compte-tenu de la démonstration de M. Guertin.
 12. Le député de Hull (M. Guertin) fait référence au député de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand).
 13. *La Presse* et *La Patrie* ont rapporté qu'il s'agit de l'année 1930. Il s'agit toutefois d'une erreur, puisque selon *l'Annuaire statistique 1931*, à la page 228, le montant de la dette rapporté par ces journaux correspond à celui de l'année 1928.
 14. \$7,000,000 selon *Le Canada* du 2 décembre 1931, à la page 6.
 15. Une indemnité.
 16. La version traduite du texte est la suivante: La nation est tenue particulièrement responsable du soutien de tout citoyen qui, autrement que par sa faute, se voit privé de ses droits de pourvoir à ses propres besoins vitaux et de veiller à ceux des personnes qu'il a sous sa charge.
 17. M. Houde est présent dans les galeries, selon *L'Événement* du 2 décembre 1931, page 9.
 18. *The Montreal Herald* du 2 décembre 1931, à la page 3, rapporte que l'incident suivant s'est produit pendant le discours de M. Guertin: "Aimé Guertin qui a vertement semoncé le gouvernement et dont les critiques furent si sévères qu'un auditeur assis dans les galeries des dames s'emporta si bruyamment et vigoureusement qu'il fut forcé de quitter les lieux."
- Sur le même incident, *The Quebec Chronicle* du 2 décembre 1931, à la page 3, ajoute: "et alors qu'on l'entraînait de force dans les corridors, il déclara que "Guertin devrait être mis dehors"."

Séance du mercredi 2 décembre 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 79 concernant la succession Chénier Émond;

- bill 88 concernant la fabrique de Saint-Étienne, de Montréal.

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que les pétitions de Amédée Guy et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les successions de Joseph Guy, et de dame Malvina Robert et de dame Marie-Eugénie Morin et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant dame Marie-Eugénie Morin, en qualité de grevée de substitution de feu Hubert Morin à emprunter une somme de \$5,000.00, sont régulières et suffisantes; que les bills qui ont été déposés par les pétitionnaires sont réguliers et conformes aux pétitions et aux avis qui ont été donnés, que ces pétitions n'ont pas été suffisamment annoncées mais que ces irrégularités ne peuvent cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre le règlement à l'égard de cette insuffisance des annonces et de permettre aux pétitionnaires de présenter immédiatement les bills qu'ils ont déposés.

Adopté.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 75 modifiant la charte de la cité de Sorel.

**Donation à Marie-Eugénie Morin
par Hubert Morin**

M. Poulin (Montréal-Laurier) demande la permission de présenter le bill 112 concernant la donation par Hubert Morin à dame Marie-Eugénie Morin.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession
de Joseph Guy**

M. Bastien (Berthier) demande la permission de présenter le bill 109 concernant la succession de Joseph Guy.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
élections contestées**

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 modifiant la loi des élections contestées de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

(Applaudissements)

M. l'Orateur: Adopté?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, non, non.

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne): En Angleterre, depuis bien des générations, nous avons vu le spectacle des deux grands partis, généralement parlant, se disputer l'acquisition des sièges au parlement anglais et dans notre pays, le Canada, et dans notre propre province de Québec, suivant les mêmes traditions parlementaires nous avons vu des luttes homériques entre les deux grands partis se disputant la majorité de la représentation dans la Chambre des communes et dans les assemblées législatives respectivement.

Les fonctions des partis politiques consistent dans la présentation et l'explication de leurs programmes et la loi ne leur reconnaît aucun droit de s'ingérer dans des contestations d'élections par des personnes interposées.

Après une élection, si les électeurs d'un comté constatent qu'il y a eu des contraventions à la loi électorale, ils peuvent se prévaloir des dispositions de la loi des élections contestées pour rectifier la situation.

D'après la loi, ce droit de contestation est réservé exclusivement à l'électeur dans son propre comté où il a droit de vote et non ailleurs.

Cette règle a été accentuée et confirmée d'une manière éclatante lorsque le droit de vote a été limité au comté domiciliaire de l'électeur et le principe essentiellement démocrate de "One Man, One Vote" est devenu loi dans notre province; il constitue l'essence même de notre loi électorale et celle-ci a reçu de ce fait, dans notre province, un cachet dont il faut tenir compte.

Or, depuis l'adoption de la loi qui limite l'électeur à un seul vote dans son comté domiciliaire, la loi électorale a reçu une empreinte et un cachet nouveaux, et il faut en tenir compte.

Pouvons-nous alors prétendre, M. l'Orateur, qu'en limitant à son propre comté l'électeur qui a le droit de voter et de contester, la loi ouvre les portes de tous les comtés de la province de Québec, par des personnes interposées, à un parti politique qui n'a ni le droit de vote ni le droit de contester? Il s'ensuit donc qu'il est contre l'esprit de la loi que des influences extérieures à un comté y soulèvent artificiellement des contestations d'élections, et il est évidemment à l'encontre de l'esprit de la loi que des contestations d'élections soient ordonnées, entreprises et financées par les partis politiques, pour des fins partisans, de stratégie de parti. Or, c'est précisément ce qui vient d'avoir lieu dans notre province et c'est contre l'esprit de la loi. Une direction centrale d'un parti politique a pris la décision de faire contester la presque totalité des sièges remportés par le parti adverse et de financer les contestations. Et cette décision a été effectivement exécutée, quoique clairement contre l'esprit de la loi. La Législature n'a-t-elle pas le droit et même le devoir dans les circonstances de rendre la loi plus claire et plus précise pour que la lettre s'harmonise avec l'esprit de la loi?

Les opinions éclairées exprimées sur cette question s'accordent à dire que la loi devrait être plus précise et plus claire, et le projet de loi maintenant devant la Chambre propose des amendements dans ce sens.

Les principales dispositions des amendements proposés se rapportent à la provenance du dépôt qui doit accompagner la requête en invalidation d'élection et à l'effet rétroactif donné à la loi.

Quant au dépôt, si l'amendement n'est pas adopté, on s'expose à ce qu'il y ait une répétition de l'état de choses actuel, et tout homme qui a les moyens de le faire peut faire contester les élections de tous les députés élus après une élection générale, et le choix de députés par l'électorat devient une farce. Quant à l'effet rétroactif de la loi, on admettra que la situation actuelle est sans parallèle dans l'histoire politique de notre pays, et il est justifiable de donner un effet rétroactif à la loi pour maintenir la volonté exprimée de l'électorat et mettre fin à un abus de droit de contestations. Il convient d'empêcher que se renouvellent dans l'avenir ces contestations en masse, et si ce projet a un effet rétroactif, c'est pour maintenir la volonté clairement exprimée par l'électorat.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, j'ai écouté avec la plus vive attention les remarques, les raisons ou plutôt les explications de l'honorable député de Sainte-Anne (l'honorable M. Dillon) qui a déployé toute sa belle éloquence à l'appui de son bill. Mais je me permettrai de lui faire remarquer que les raisons qu'il a pu apporter dans son discours à la défense du nouveau projet de loi sont la meilleure réfutation qu'on puisse donner à l'encontre même de la loi qu'il propose. Il nous a parlé des luttes qui s'étaient faites, au parlement d'Angleterre, et des combats homériques livrés pour le maintien du parlementarisme et le respect de la volonté populaire. Mais me permettra-t-il de dire, dès le début, que lorsqu'on sait que l'Irlande a été la nation qui a le plus combattu, et le plus longuement, pour la conquête des libertés populaires, il est surprenant que l'honorable ministre, un fils de cette vaillante race qui s'est battue pour ses libertés, se fasse aujourd'hui le défenseur d'un attentat aussi grave contre les libertés du peuple, et présente une pareille mesure, une mesure des plus arbitraires, des plus tyranniques dans la Législature de Québec.

Le député de Montréal-Sainte-Anne nous a lui-même indiqué clairement la faiblesse des prétextes et des arguments invoqués par la droite pour la défense de cette loi. Il dit tout d'abord que l'esprit de l'ancienne loi était à l'effet de défendre à des personnes interposées le droit de faire des dépôts dans toute pétition en contestation d'élections. Ce que l'honorable député nous propose, c'est que la Législature se constitue tribunal d'appel pour renverser des jugements rendus. C'est une insulte à nos tribunaux qui viennent de décider qu'une tierce personne peut fournir les cautionnements requis. Les juges ont pu différer d'opinion sur certains points,

mais ils ont été unanimes sur le point suivant: l'organisation conservatrice pouvait fournir les sommes requises pour contester les élections. En effet les tribunaux ont décidé que les dépôts faits dans les contestations d'élections étaient faits selon la loi; les juges ont du moins convenu qu'il importait peu de savoir si l'argent est vraiment celui des pétitionnaires eux-mêmes. L'honorable député de Sainte-Anne prétend le contraire et il veut que la Législature décrète qu'il a raison. Il donne l'exemple d'un législateur qui vient dire à la face de la province que les jugements rendus ne sont pas conformes à la loi. Il vient donc en contradiction formelle avec nos tribunaux.

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne):

L'honorable député de Trois-Rivières me permettrait-il une question? Est-il en faveur que la loi reste telle qu'elle est en ce qui regarde le mode de dépôt tel qu'autorisé dans la loi actuelle, suivant l'interprétation récente donnée par les tribunaux?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis en faveur du respect des lois existantes et des droits acquis, en toute justice. On dira que la loi des élections date de 1875. C'est un pauvre argument, puisque le gouvernement actuel est au pouvoir depuis 34 ans et n'a pas changé la loi qu'il trouve défectueuse, au moment où elle va servir contre lui. On dira que le Parti conservateur aurait pu amender la loi. Mais cela ne change rien à la question. Et, d'ailleurs, le fait qu'une administration a pu faire une erreur n'a jamais été une excuse pour la continuer.

Lorsqu'un individu commet une faute, il en porte seul la responsabilité, mais quand c'est une législature qui pose un acte comme celui-ci, c'est non seulement les députés qui en portent la responsabilité, mais c'est la province, la race tout entière, la population tout entière. J'ajouterai que les actes d'un individu peuvent s'effacer, mais les actes d'une législature restent au contraire. Ils restent consignés dans la législation et les statuts par lesquels on juge une population et ses dirigeants. Il existe donc une grande différence entre les abus d'un particulier et les abus d'une législature.

Je veux être bien compris. Je n'ai pas changé d'idée au sujet des contestations en bloc. Je considère que les contestations en bloc sont inopportunes, que c'est une manœuvre malheureuse,

(Applaudissements à droite)

...mais les causes sont devant les tribunaux qui ont décidé que les procédures étaient légales jusqu'ici et qu'en conséquence, on doit leur laisser juger ces cas au mérite. Et celle-ci est l'œuvre et

l'abus non de tout un parti, mais d'un petit nombre, et ceux-là seuls en porteront la responsabilité tandis que l'adoption d'une loi comme celle-ci est un abus du grand nombre, des représentants du peuple qui veulent se faire justice eux-mêmes, qui peut avoir de graves conséquences. Mais l'abus que va commettre cette Législature, c'est l'abus qui porte sur toute une province, c'est la seule législature française du Canada qui va faire une loi pour démontrer au pays que, chez nous, le respect de l'autorité judiciaire et des droits acquis des électeurs est chose morte.

C'est une insulte lancée de haut par la Législature aux autorités judiciaires, une proclamation que les jugements de nos tribunaux ne sont pas conformes à l'esprit de la loi. Nous sommes une minorité en ce pays; nous devrions craindre de donner un exemple de mépris de l'autorité judiciaire afin d'obtenir le respect des autres races. Ne lançons pas aux tribunaux légalement constitués l'insulte de leur dire qu'ils se sont trompés. Est-ce bien le temps de saper l'autorité judiciaire de notre province en laquelle nous devons avoir confiance? Pourquoi la vieille province de Québec donnerait-elle pareil spectacle?

Car il faut distinguer dans la loi deux choses bien distinctes. Les clauses en elles-mêmes qui peuvent être bonnes ou mauvaises, et le fait brutal que le bill va légaliser les élections contestées, et détruire par effet rétroactif la loi dont les pétitionnaires s'étaient servis pour annuler les actions prises en vertu de cette loi même. Avons-nous intérêt à consigner dans nos statuts une loi qui donne l'impression que dans Québec le respect de l'autorité est chose morte? Avons intérêt à mettre dans nos statuts une loi qui lance aux tribunaux l'injure que les jugements ne sont pas conformes à la loi. La seule législature française d'Amérique ne devrait pas mettre dans ses statuts une loi qui constitue un mépris des lois et des droits individuels de l'électorat.

La loi de 1875, qui a servi aux présentes contestations, était dans les statuts. On peut dresser contre elle certains griefs, mais il reste cependant qu'elle reste la loi. Le vieil axiome s'applique: *dura lex sed lex*². Des citoyens ont employé une loi en vigueur. Aujourd'hui on vient leur dire: Cette cause que vous avez prise en vertu de telle loi va être rejetée, parce que, après coup, nous jugeons opportun de changer cette loi. On n'a pas le droit d'enlever à des citoyens le privilège de se servir d'un droit qui leur appartient.

On parle de bolchevisme, de communisme, mais on ne songe pas qu'une pareille législation est une invitation à la population à croire qu'au besoin la Législature fait des lois en faveur de certains

privilegiés. Des personnes décident de leur propre chef, de se soustraire à une loi qui les embarrasse, en abolissant la loi qui les contrarie. Pour cela, elles interviennent dans les décisions des tribunaux et leur disent que, pour leur cas à elles que l'on est à instruire, lesdits tribunaux devront suivre une autre loi nouvelle qui les immunise.

Et cela, dans un moment où la vague montante du communisme est plus dangereuse, dans un temps où il faut consolider le respect dû aux tribunaux chargés de faire respecter l'ordre.

On dira que le député de Trois-Rivières a déjà prétendu que les contestations étaient inopportunes, qu'elles constituaient un mal. On dira peut-être: Aux grands maux les grands remèdes! Mais il faut guérir le mal, et pour cela, l'on ne peut proposer un remède pire que le mal. Depuis quand peut-on soutenir sérieusement que l'abus justifie l'abus? Un abus peut engendrer, expliquer peut-être un autre abus, mais jamais le justifier.

On amènera aussi l'argument qu'en 1901 le gouvernement Parent a passé une loi qui validait des élections, et que l'électeur de 1904 s'est prononcé en faveur du Parti libéral. Tout d'abord, chacun sait fort bien que la lutte de 1904 n'a jamais été faite sur cette question. On ne peut donc interpréter le verdict d'alors comme justification. La population peut pardonner un acte isolé, mais non la répétition d'un acte arbitraire. Et même si l'on pouvait invoquer l'approbation du peuple, cela ne justifierait pas l'abus que l'on est en train de commettre.

On dira aussi que les contestations sont injustifiables. Mais ce n'est pas à la Chambre mais aux tribunaux à le déclarer. Je regrette que le bon vieux Parti libéral, pour lequel j'ai de l'estime, donne au pays l'impression qu'au lieu des champions valeureux d'autrefois, des lutteurs tenaces, au lieu d'avoir des chefs qui savaient se battre, qui prenaient l'opinion des tribunaux, nous avons des hommes qui évitent le combat et éludent les décisions des tribunaux. Ils donnent aujourd'hui le spectacle de fuir le jugement des tribunaux. Les chefs de cette province sont-ils en train de démontrer qu'ils sont des peureux? On dirait qu'ils craignent l'opinion des tribunaux.

(Rires et murmures à droite)

La loi électorale dit que pour annuler une élection, le pétitionnaire doit établir que les irrégularités commises étaient de nature à changer le résultat du vote. Le gouvernement craindrait-il par hasard que les pétitionnaires établissent qu'il y a eu fraude suffisante pour changer les résultats des dernières élections? C'est l'impression que le gouvernement va

donner au pays tout entier. Les libéraux vont créer l'impression qu'un vote escamoté les a portés au pouvoir. Le gouvernement donne l'impression qu'il a peur.

Je me place au point de vue du meilleur intérêt de la province, du Parti libéral, du gouvernement même. Nous avons à la tête de l'administration un homme avec qui je diffère d'opinion, mais qui est un homme de talent, dont je reconnais les capacités.

(Applaudissements du côté ministériel)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je ne suis pas un peureux en tout cas³.

(Applaudissements du côté ministériel)

M. Frigon (Saint-Maurice): L'honorable premier ministre n'est pas un exploiteur de religion.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi le premier ministre sent le besoin d'affirmer sa valeur, et qu'il n'a pas peur? Je répète que l'honorable premier ministre est un homme de talent.

(Applaudissements du côté ministériel)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Vous allez finir par vous faire applaudir.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne recherche pas les applaudissements. Je ne veux que travailler à l'accomplissement de mon devoir et la satisfaction de la tâche consciencieusement et loyalement accomplie vaut mieux que tous les applaudissements. Le premier ministre est sur le point de terminer une brillante carrière. Je donne au premier ministre le crédit de vouloir sa province grande et belle. Je lui donne l'ambition légitime que, quand il sera parti, car l'homme n'est pas éternel, son nom sera synonyme de progrès et de prospérité. Mais la loi actuelle est-elle de nature à favoriser le bon renom du premier ministre et la réputation de la province? Veut-il attacher son nom à une mesure aussi arbitraire et tyrannique? Qu'il y pense sérieusement. Il n'y parviendra pas de cette façon. C'est l'opinion de beaucoup de personnes sérieuses que je lui donne.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Adoptons le projet, car vous allez finir par m'attendrir.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je souhaite plutôt que le procureur général, conscient de ses responsabilités, ne donne pas publiquement

l'exemple du mépris des tribunaux. Je regrette que cette loi donne à juste droit l'impression que sous un gouvernement libéral, ami de la liberté, nous voyons refléurir dans Québec la doctrine du kaiserisme: *Might is right*⁴, au lieu de penser à l'instar de Lord Chatham que "la nécessité est l'argument des tyrans et le credo des esclaves". Je demande au premier ministre de retirer cette loi, de faire la bataille, comme tout citoyen de la province devant les tribunaux constitués, en qui nous devons avoir confiance et qui nous donneront entière justice.

Je le répète, la loi qu'on propose est une loi de conséquences très graves. C'est une loi qui a pour objet de faire perdre à des électeurs un droit absolu qu'ils ont d'exercer, car elle privera les citoyens d'un droit acquis et donne l'exemple du plus flagrant mépris des tribunaux. C'est un monument d'iniquité que l'on ne devrait pas ériger pour le bon renom de cette Législature. Cette loi méprise l'autorité judiciaire, elle foule aux pieds la liberté des citoyens, et a pour but de priver les électeurs d'un droit qui leur revient. Si les contestations sont injustes, les tribunaux donneront justice aux députés contestés et puniront les pétitionnaires en les obligeant à payer les frais, et en les exposant, eux et ceux qui les ont poussés dans cette voie, à des dommages. Si, au contraire, les pétitionnaires ont raison, si leur poursuite est basée sur la justice et le droit, cette Législature viendra-t-elle prétendre qu'elle a droit de légaliser l'élection de ceux qui n'ont pas droit de siéger?

Le gouvernement a-t-il peur du jugement des tribunaux? Qu'on laisse nos tribunaux décider. Je le demande sans esprit de parti. J'ai donné déjà la preuve, dans le passé, que l'esprit de parti ne me fatiguait pas, quand il s'agissait des intérêts de la province. C'est avec ce même sentiment que je demande au premier ministre de ne pas mettre dans nos statuts une loi qui sera citée comme un monument d'iniquité et un empiètement sur l'autorité judiciaire. Pour l'honneur de la province, je demande que l'on rejette cette mesure.

(Applaudissements du côté de l'opposition)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. le Président je remercie le député de Trois-Rivières des bonnes paroles qu'il a eues à mon égard et à l'égard du libéralisme. Il serait réellement difficile, je crois, de trouver un meilleur champion du libéralisme que le député de Trois-Rivières. Au nom du Parti libéral, je le félicite du fond du cœur et je lui exprime toute ma gratitude. S'il n'est pas avec nous, il considère quand même que les principes du

libéralisme ne sont pas aussi mauvais qu'on a voulu le lui faire croire. Mais il n'est pas avec nous. (Rires) Le fait de voguer entre les deux partis, d'assister aux caucus des siens, quand cela lui plaît, et de n'y pas assister, quand cela ne lui plaît pas, (Rires) ne lui donne pas le droit de venir nous dire ce que nous avons à faire. Qu'il aille conseiller ses amis, tout ira pour le mieux, et nous laisse administrer comme nous l'entendons.

Je trouve, M. l'Orateur, que l'honorable député de Trois-Rivières a pris la question de très haut et a parlé librement. Il est vrai qu'il a dit que la cause en contestation que l'on avait instituée contre lui est finie, elle a été rejetée. C'était une contestation mystérieuse que celle-là. Prise par qui cette contestation? Pas par nous. Il pourrait nous dire qui en étaient les instigateurs. Pour ma part, je ne le sais pas. Si les renseignements que je possède sont exacts, les pétitionnaires n'étaient pas sur la liste, et je ne reconnais pas là la façon d'agir des libéraux de Trois-Rivières. Ils n'auraient pas pris de pétitionnaires dont les noms ne figuraient pas sur la liste électorale. On a donc fait contester l'élection du député de Trois-Rivières par des personnes⁵ qui n'avaient pas le droit de voter, deux hommes qui n'étaient pas sur la liste. Je ne reconnais pas nos amis dans cette façon de procéder.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le Président, je soulève un point d'ordre. Je désire faire une mise au point. Il y avait un seul pétitionnaire et son nom était sur la liste.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce ne sont pas les renseignements que j'ai. Je suis informé que son nom n'y était pas. En outre, je suis informé que ce pétitionnaire s'était rendu coupable de corruption électorale! Ce sont là des purs! Ce sont ces gens-là qui veulent nous mettre de côté, en prétendant qu'ils valent mieux que nous! À tout événement, la pétition pour contester l'élection de mon honorable ami a été rejetée.

Je ne me cache pas l'importance de cette législation. Nous en entendrons parler beaucoup. Le député de Trois-Rivières nous a dit: "Vous mettez de côté les jugements des tribunaux", "La Législature va se substituer aux tribunaux". Non. Je dirai à mon honorable ami que nous respectons les tribunaux autant qu'il peut les respecter lui-même; nous respectons les juges autant qu'il les respecte. Nous n'agissons pas actuellement comme juges, mais comme législateurs. Les juges doivent rendre la justice selon la loi. Si la loi n'est pas ce qu'elle doit

être, c'est à nous de la rendre plus explicite et plus claire. C'est notre devoir de la changer. Que dit la loi? La loi actuelle permet à un, deux et même trois électeurs de contester une élection, pourvu qu'ils soient inscrits sur la liste de votation dans le comté dont ils veulent contester l'élection. Il faut aussi que le pétitionnaire verse une somme de mille dollars en cautionnement. La version anglaise de la loi dit que le pétitionnaire "shall", c'est-à-dire "doit" verser lui-même le cautionnement de mille piastres.

Ce mot a été interprété de façon différente par les tribunaux. Toutefois, une preuve que le cautionnement doit être fait par le pétitionnaire et non par un tiers, c'est que l'article 129 de la loi électorale décrète que la balance du dépôt, lorsque la cause a été jugée, doit être remise au pétitionnaire.

M. l'Orateur, je ne discute pas la décision rendue par les tribunaux qui ont interprété le texte de la loi, mais nous éclaircissons un point obscur dans la loi. Cependant, si le texte de la loi n'a pas été interprété selon l'esprit du législateur, c'est à nous d'y voir. Et c'est à nous de dire ce que doit être la loi. Le législateur avait dans l'esprit que la contestation de l'élection d'un député pourrait être faite par deux pétitionnaires inscrits sur la liste électorale, et cela est sage.

Allons-nous permettre à n'importe qui de contester une élection? Si l'on répond oui à cette question, alors n'importe qui pourrait ramasser une somme de cent mille piastres, en passant le chapeau, et pourrait contester l'élection de tous les députés à la Législature, pourrait leur jeter l'opprobre à la face et dire que la Législature de Québec est corrompue. Pas un seul n'échapperait au désastre. Allons-nous dire que le pétitionnaire n'a pas besoin d'être intéressé dans une autre cause en contestation? Que le pétitionnaire qui veut contester une élection se mette au blanc et fournisse le dépôt! Allons-nous admettre qu'un homme qui aurait \$100,000 à dépenser pourra contester tous les députés d'une législature et nous mettre au front cet opprobre? En face d'une telle situation, que trouvons-nous pour justifier une telle législation?

Lors du débat sur l'adresse, j'ai déclaré que nous soumettrions toute la question des contestations d'élections au comité des privilèges et élections, pour enquêter sur la provenance des dépôts. Ce moyen est devenu inutile maintenant que nous savons que c'est M. Houde qui a fourni l'argent, puisqu'il l'a déclaré lui-même dans son témoignage dans diverses causes de contestations. Tous les dépôts avaient été faits par un seul homme. On a la preuve que pour contester l'élection on a ramassé toute l'écume qu'il y avait

dans la province. Sept ou huit pétitionnaires étaient des gens qui ont été déqualifiés pour corruption électorale, et ce sont ceux-là qui viennent maintenant dire que nous n'avons pas le droit de siéger à Québec, parce que nous avons les mains sales.

M. le Président, pour vous prouver que ce que je viens de dire est vrai, permettez-moi de vous citer le témoignage rendu lors de l'instruction de la cause en contestation contre mon ami, le ministre du Travail, le député de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand). Le pétitionnaire de cette cause, un monsieur Deslières...

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. L'honorable premier ministre n'a pas le droit de citer une cause pendante devant les tribunaux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il n'y a rien comme cela. Il n'y a pas de règlement qui m'en empêche. J'ai le droit et je continue.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai le droit de soulever un point d'ordre et je vous demande de me donner une décision.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Où prenez-vous cela?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous trouverez dans Bourinot et dans May⁶.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous avons Bourinot ici mais nous n'avons pas May⁷.

M. l'Orateur: Si l'honorable député de Trois-Rivières peut me citer un texte, me nommer la règle, je suis prêt à donner ma décision.

M. Duplessis (Trois-Rivières) dit qu'il ne l'a pas en main.

Il y a défense de discuter des causes pendantes devant les tribunaux, la question a été soulevée lors du débat sur la contestation de Sainte-Marie. Un point d'ordre fut soulevé alors au sujet de la discussion des causes pendantes, et le président du temps, le ministre de la Colonisation actuel, le député de Drummond (l'honorable M. Laferté), avait maintenu le point d'ordre.

M. l'Orateur: Je n'ai pas tous les textes de Bourinot et de May dans la tête.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je continue. Dans la contestation d'élection de l'honorable ministre du Travail, le pétitionnaire, M. Deslières, a juré qu'il n'avait jamais lu la pétition, qu'il n'avait pas payé le dépôt, qu'il avait même reçu \$3 le jour de l'élection d'un avocat, M. Flamand - celui-là même qu'on nous recommande comme recorder de la cité de Montréal. (Rires) D'après Deslières, M. Flamand avait charge de l'organisation conservatrice dans le comté. On s'est montré plein de prévenance pour M. Deslières, à qui l'on a même apporté à déjeuner. Voilà pour la contestation dans la division de Maisonneuve.

Voilà la façon dont les choses se sont passées dans toutes les contestations. Prenons maintenant le cas de la contestation du député de Drummond (l'honorable M. Laferté). Cette fois, on avait choisi comme pétitionnaires le père et le fils. Le père fut appelé à rendre témoignage. Il a déclaré qu'il n'avait pas payé le dépôt et qu'on ne lui avait lu qu'une partie de la pétition. Il a affirmé qu'il ignorait d'où venait le dépôt.

On lui a demandé:

- M. Bourgault, M. Lucien Bourgault, l'autre pétitionnaire dans cette cause, est-il votre fils?

- Je suis porté à le croire. Seulement, vous savez, Monsieur, je suis sous serment. En autant que la loi et l'Église sont concernées, oui, mais moi je ne peux pas le jurer.

- M. Lucien Bourgault est-il votre fils? insiste l'avocat.

- Je ne puis pas le jurer.

- Où avez-vous pris l'argent pour faire votre cautionnement?

- Si l'argent était bon, pourquoi l'aurai-je refusé?

- Avez-vous donné l'argent? - Non.

- L'aviez-vous reçu? - Non.

- Qui vous avait demandé de contester l'élection? - Des hommes de loi.

- Qui vous a demandé? - Le candidat battu, monsieur Napoléon Garceau.

Voilà l'homme qui conteste l'élection du représentant de Drummond.

On me dit que dans une autre cause, le pétitionnaire a juré que ce qu'on lui avait lu était tout autre chose que la pétition. Il y a une foule d'autres cas aussi extraordinaires.

Mais, M. l'Orateur, d'où venaient les dépôts de \$1,000 qui ont été payés? Nous l'avons appris dans l'enquête sur les objections préliminaires dans la contestation de l'élection du député de Saint-Laurent (M. Cohen). Le chef de l'opposition - je ne

sais si je dois l'appeler ainsi, je ne suis pas bien renseigné - M. Houde fut appelé à témoigner et son témoignage a servi dans toutes les autres causes. Il ressort de ce témoignage que, dans les soixante causes en contestation d'élection, c'est Monsieur Houde qui a fourni les fonds.

- Comme chef de l'opposition? lui demanda le tribunal.

- Non, comme Camillien Houde tout court, répondit le témoin.

- C'est vous, dit l'avocat, en s'adressant à M. Houde, qui vous êtes chargé de trouver ce qu'il fallait pour faire le dépôt nécessaire? - Oui.

- D'où venait l'argent?

- S'il s'agit de donner des noms, je ne le pourrai pas.

- À qui avez-vous remis les fonds?

- À l'opposition provinciale, à M. Hector Fortier.

La déposition de M. Houde prouve qu'il a été l'âme, l'instigateur, le pourvoyeur des contestations d'élections. Ici on me permettra une parenthèse. Quels fonds avait donc l'opposition avant l'élection du 24 août, si le lendemain on pouvait trouver \$60,000 pour contester les élections en bloc. Est-ce qu'on fait des élections avec des prières pour garder cette somme pour contester, puisqu'on ne peut contester avec des prières? Les élections ne se font pas avec des prières, ainsi qu'on l'a vu par les dépôts pour les contestations. Nous avons le droit de supposer que les \$60,000 n'étaient que la dime des argents employés à faire régner la pureté électorale avant le 24 août.

Les pétitionnaires, ainsi que l'ont démontré les procédures, ne sont pas des électeurs intéressés. Ces gens n'ont même pas lu les pétitions. On les a fait signer même sans savoir qu'ils signaient une pétition en contestation d'élection, ainsi que la chose a été démontrée pour la contestation dans le comté de Beauce, alors que le pétitionnaire a déclaré que lorsqu'on lui a fait signer la pétition, il croyait signer autre chose.

On me dit que dans une autre cause, le pétitionnaire a juré que ce qu'on lui avait lu était tout autre chose que la pétition. Il y a une foule d'autres cas aussi extraordinaires. Dans mon comté, les deux pétitionnaires sont, le premier un chômeur autrefois employé aux travaux d'un pont, et l'autre employé à la Commission du port de Québec et mis à la porte par le député de Saint-Sauveur (M. Bertrand). Aujourd'hui, il regrette d'avoir contesté mon élection. M. l'Orateur, voilà comment nos adversaires ont procédé.

N'est-il pas regrettable que l'on soit allé chercher l'écume de la province de Québec pour faire contester l'élection. Ces pétitionnaires ont prêté un serment audacieux; ils n'avaient aucun intérêt dans la contestation; ce sont des étrangers; c'est M. Houde qui fournit tout l'argent nécessaire. Ils n'ont pas lu la pétition, ils n'ont pas fait le dépôt.

Allons-nous permettre qu'on abuse ainsi de la loi? Allons-nous permettre un système semblable? Allons-nous laisser une telle loi dans nos statuts? Allons-nous permettre à n'importe qui de contester en bloc tous les comtés de la province de Québec et de jeter l'opprobre sur les noms canadiens-français? Il est non seulement désirable mais c'est notre devoir comme législateur d'intervenir dans les circonstances actuelles, quelles qu'en soient les conséquences, et quoi que l'on dise et que l'on fasse. Et maintenant y a-t-il eu des précédents?

Mon honorable ami de Trois-Rivières a cité, tantôt, des précédents. Il a parlé du vieux libéralisme. Je veux lui parler du vieux conservatisme, qui était mieux alors qu'aujourd'hui, car il était moins divisé. Une loi a été passée en 1882 par le Parti conservateur en cette Chambre pour valider des élections et pour rendre leurs droits à des citoyens qui avaient été déqualifiés. Le 27 mai 1882, était sanctionnée la loi 45 Victoria, chapitre 6, qui décréait ce qui suit: "1. Aucun jugement, ordre ou rapport prononcé ou fait jusqu'à ce jour, n'aura l'effet de rendre aucun candidat ci-après inhabile à être élu membre de l'Assemblée législative ou inhabile à être inscrit comme électeur ou à donner son vote, ci-après, aux élections, ou inhabile à remplir aucune charge à la nomination de la couronne ou du lieutenant-gouverneur dans la province."

Cette loi a pour effet de mettre absolument de côté tous les jugements rendus décrétant la disqualification de certaines personnes.

Qui s'agissait-il de protéger par une loi dont les termes étaient généraux? Le journal *Le Soleil*, du 1^{er} avril 1901, nous renseigne sur ce point par l'extrait suivant qu'il publiait dans ses colonnes: "Il s'agissait alors, il est vrai, de rendre les droits politiques à M. Landry, aujourd'hui sénateur, qui les avait perdus pour sept ans, mais le principe était consacré."

Comme le dit ce journal, le principe de législation mettant de côté les jugements rendus, était consacré, et cela sous un régime conservateur.

Le 27 mai 1882, était sanctionnée la loi 45 Victoria, chapitre 7, qui décréait ce qui suit, à l'article 1: "1. À compter de la sanction du présent acte, nulle qualification foncière ne sera exigée d'aucun candidat à un siège dans l'Assemblée

législative de cette province, ni d'aucun membre de ladite Assemblée; mais tel candidat devra être d'au moins 21 ans, du sexe masculin, sujet de Sa Majesté, par naissance ou par naturalisation, et exempt de toute incapacité légale."

Cette disposition avait pour effet de ne plus exiger de qualification foncière, non seulement pour un candidat à un siège de l'Assemblée législative, mais aussi, et cela est important, pour un membre de ladite Assemblée, c'est-à-dire pour un député élu sans qualification. Je suis certain que lorsque l'honorable député de Trois-Rivières va apprendre les "iniquités" commises par son parti, il va s'empresse de se joindre à nous.

(Rires et applaudissements)

La loi, dans le temps, prévoyait des pénalités dans ces cas. Des actions pénales avaient été intentées. Les unes étaient encore pendantes, tandis que d'autres avaient été jugées. Il appartenait encore à un régime conservateur de consacrer le principe de donner un effet rétroactif à une loi de cette nature. En effet, nous trouvons à l'article 4 de cette loi, les dispositions suivantes: "4. Cet acte n'affectera pas les contestations d'élections actuellement pendantes; mais il mettra fin, dès le jour de sa sanction à toute action pénale alors pendante ou jugée, résultant du défaut de qualification foncière, soit pour un parlement antérieur, soit pour le parlement actuel sauf quant aux frais."

Étant sous un régime conservateur, il faut se rendre compte que cette disposition avait particulièrement pour but et pour effet d'aider les amis politiques du régime et non pas des adversaires. Il me semble, M. l'Orateur, que l'honorable député de Trois-Rivières doit sentir le rouge lui monter au front en entendant la lecture d'une pareille législation.

Les libéraux ont aussi fait de la législation spéciale en 1889 et en 1901.

Sous le régime libéral, le 21 mars 1889, était sanctionnée la loi 52 Victoria, chapitre 10, qui donnait un droit d'appel "de tout jugement déclarant qu'une ou des personnes qui s'est ou se sont rendues coupables de menées corruptrices, là ou les privant par là du droit d'être élu à l'Assemblée législative et d'y siéger, de voter à une élection d'un membre de cette Chambre et d'occuper une charge relevant de la couronne ou du lieutenant-gouverneur."

Par l'article 2 de cette loi, la Législature, continuant le principe déjà consacré, donnait un effet rétroactif à cette disposition.

Il s'agissait alors de protéger l'honorable M. McShane, dans le cabinet Mercier. Je prétends que c'est une bonne législation et c'est cette loi qui

ordonne de commencer l'enquête dans les quatre mois.

Vient maintenant le dernier précédent connu, celui de la loi Langelier. Le 28 mars 1901 était sanctionnée la loi 1 Édouard VII, chapitre 7, qui décrétait ce qui suit:

"2. L'article suivant est ajouté après l'article 576 des statuts refondus:

"576a. L'instruction au mérite de toute pétition d'élection maintenant pendante, ou qui le sera à l'avenir, devra avoir été commencée dans les trois mois qui ont suivi la publication en vertu de l'article 213 de la loi électorale de Québec, 1895, dans la *Gazette officielle de Québec* de l'avis d'élection du député par le greffier de la couronne en chancellerie. Sinon la pétition sera absolument éteinte, périmée, nulle et de nul effet."

Par l'article 5 de cette loi, la Législature continuant les précédents déjà établis, donnait un effet rétroactif à cette loi. Les journaux du temps nous apprennent que la loi des élections contestées servait, à certains personnages, comme moyen de chantage.

Le journal *Le Soleil* dans son édition du 1^{er} avril 1901, publiait ce qui suit:

"Il était devenu notoire dans les cercles politiques que quelques-uns des contestants des élections du 7 décembre cherchaient à exploiter leur contestation comme moyen de chantage.

"À l'un de nos amis l'on demandait \$1,500. On menaçait un autre de 50 actions pénales instituées au nom de personnes insolvables et sans responsabilité, s'il ne consentait à délier les cordons de sa bourse.

"Les aspirants à la direction du Parti conservateur conspiraient pour faire disparaître de la scène politique, le chef actuel, l'honorable M. Flynn, dont l'élection était aussi contestée." Lorsque la loi fut votée, il était absent de la Chambre. Les députés de l'opposition conservatrice n'ont pas discuté cette loi. En Chambre, le vote sur la troisième lecture fut de 44 contre 6; M. Flynn ne votant pas. Il n'y eut pas de vote sur la première et la seconde lecture. Quant au vote, nous trouvons ce qui suit dans le journal *L'Événement* (alors conservateur) du 30 mars 1901:

"Et cette loi monstrueuse, l'Assemblée législative l'a adoptée en silence, sans faire semblant de rien; il ne s'est trouvé que cinq conseillers pour voter contre: MM. Chapais, de Boucherville, Audet, Pelletier et Archambault. "En Chambre, le vote sur la troisième lecture fut de 44 contre 6; M. Flynn ne votant pas. Il n'y eut pas de vote sur la première et la seconde lecture.

La loi de 1901 a été commentée par mon honorable ami de Trois-Rivières qui a dit: "La loi de 1901 réglait les contestations pendantes et, depuis, le Parti libéral n'a cessé d'être réélu par le peuple, qui a donc approuvé la mesure." L'honorable député de Trois-Rivières était évidemment sous le coup d'une contestation à ce moment, mais je ne pourrais en dire davantage pour répondre à ce qu'il a déclaré tantôt.

Ce sont les quatre précédents que nous trouvons dans la législation de la province de Québec. Ces lois qui étaient d'une nature tout à fait particulière n'ont pas été désavouées.

Nous trouvons en Ontario, une loi qui ne paraît pas non plus avoir été désavouée et qui cependant était tout à fait spéciale:

C'est la loi d'Ontario, 1 Édouard VII, chapitre 4, sanctionnée le 15 avril 1901 et qui décrétait ce qui suit:

"Unless sooner dissolved by the Lieutenant-Governor, the present Legislative Assembly, if in session at the expiration of the term fixed by section 3 of the Act respecting the legislative Assembly, shall continue until prorogued by the Lieutenant-Governor and for ten days thereafter and no longer"⁸.

Il (l'honorable M. Taschereau) lit ensuite l'entrevue donnée par monsieur Maurice Duplessis, à un journal de Montréal, au lendemain de la contestation en bloc des élections⁹.

Dans cette entrevue, que tous les journaux de la province ont reproduite, le député de Trois-Rivières disait que cette contestation en bloc était inopportune, qu'elle constituait une insulte à la Législature et à la race et à la province. Ce n'est pas moi qui ai dit que ces contestations sont inopportunes, qu'elles sont une insulte à l'honnêteté des Canadiens français, une insulte à la province, c'est vous!

Le député de Trois-Rivières citait le précédent Parent. Comme il l'a vu tantôt, ce n'était pas le seul. Les électeurs, aux élections qui suivirent la passation de cette loi, en 1904, donnèrent encore leur confiance au gouvernement libéral par une grosse majorité. Voilà évidemment ce que le peuple a pensé de cette question. Il y a eu d'autres élections depuis, celle de 1908, celle de 1912, celle de 1916, celle de 1919, celle de 1923, celle de 1927 et enfin la dernière. Et chaque fois, le peuple s'est prononcé en faveur du Parti libéral.

Le député de Trois-Rivières a déclaré dans son entrevue que le parti avait eu une leçon récemment lors de la contestation des élections partielles de Montcalm et de Richelieu. Ces causes, disait-il, n'ont eu aucun résultat pratique. Ce fut une

dépense d'argent et d'énergie en pure perte. Le député de Trois-Rivières ajoutait que les contestations en bloc sont inopportunes, qu'elles constituent une insulte à la province tout entière: "Nous, de la province de Québec, nous sommes une minorité en ce pays. Devant une pareille manœuvre, que dira-t-on de notre race?"

C'était l'homme, le citoyen honnête qui parlait ainsi, qui ne pouvait souffrir l'insulte à sa province et à sa race. Ce que j'ai dit, moi, je n'ai fait que le répéter après le député de Trois-Rivières. C'est le député de Trois-Rivières qui disait que la contestation en bloc n'était pas de nature à nous assurer le respect de la part des autres provinces du Canada et même des autres pays.

Je me demande ce que vont penser de nous les gens de la minorité. Qu'est-ce que le chef de l'opposition, le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), doit penser de nous, lui qui n'est pas de notre race, s'il a saisi que nous sommes tous contestés. Le député de Trois-Rivières a dit que ces contestations sont une suprême injustice. Je n'ai rien à ajouter à ce que le député de Trois-Rivières a dit: c'est une insulte à notre province et à notre race; il se refuse à croire que nos gens se vendent, que ceux qui siègent à votre droite, M. le Président, doivent leur élection à des manœuvres frauduleuses et corruptrices. Insulte à la race, disait le député de Trois-Rivières. Oui M. l'Orateur, et c'est une insulte aux législateurs de dire que tous les députés de la droite doivent leur élection à la corruption. Je ne peux trouver de meilleurs arguments en faveur de la mesure qui est devant nous, que ceux de mon honorable ami de Trois-Rivières. La loi de 1901 du gouvernement Parent fut adoptée et le premier à en profiter fut le chef de l'opposition du temps, l'honorable M. Flynn, homme très respectable...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme le premier ministre sera le premier à se servir de la loi actuelle.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est vous qui m'avez convaincu que je devais m'en servir, qui m'avez donné des arguments pour présenter la loi. Nous ne disons pas, dans notre projet de loi, que nous avons l'intention de régler les élections, mais nous disons: pendant la session, vous ne procéderez pas, que le député contesté le demande ou non. Nous voulons donner le temps au député d'accomplir son travail sessionnel, ses devoirs de député, sans être préoccupé par des procédures en contestations vexatoires. Nous disons que les

procédures devront être suspendues huit jours avant l'ouverture de la session jusqu'à huit jours après la prorogation des Chambres. Nous disons en outre que si le dépôt est fait par une autre personne que le pétitionnaire, le député contesté aura le droit de demander la provenance de ce dépôt, à tout stage de la procédure. C'est ce que nous croyons être la loi.

Les juges en ont décidé autrement. Nous ne mettons pas les juges de côté. Voici l'esprit de la loi. Nous voulons le mettre en blanc et en noir, afin qu'un homme ne puisse pas passer le chapeau chez les entrepreneurs qui le touchent de près, afin de se procurer de l'argent pour contester les élections de tous les députés de la Législature de Québec, pour ensuite bouleverser toute une province. Cette législation est juste et nous demandons à la Législature de l'approuver, dans l'intérêt de la province, quels que soient les conséquences et les reproches.

En terminant, je le recommande aux députés de la droite, à mes amis libéraux: quand on vous fera des reproches, des objections, citez l'entrevue donnée aux journaux par le député de Trois-Rivières. Ce n'est pas un rouge celui-là. Citez cette entrevue qui dit que les contestations en bloc sont une insulte à la province et à notre race. Lisez-là à ceux qui vous reprochent votre action. Vous n'aurez pas de meilleur défenseur que le député de Trois-Rivières. Il a dit mieux que je ne pourrais dire moi-même.

Au surplus, la loi actuelle ne va pas aussi loin que la loi Parent, à l'époque où elle fut présentée. Mais, M. l'Orateur, je puis assurer à tous les membres de cette Chambre, ceux qui sont contestés comme ceux qui ne le sont pas, qu'ils peuvent voter cette mesure sans crainte, car l'opinion publique nous donnera raison.

(Applaudissements)

M. Guertin (Hull): M. le Président, je propose l'ajournement du débat.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non.

Des voix ministérielles: Oh! non!

Des voix protestent.

Des voix appuient le premier ministre.
(Rires et applaudissements)

M. Guertin (Hull): Je ne vois pas pourquoi on me refuserait cet ajournement. Nous voulons nous aussi aller chercher des précédents.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Vous parlerez sur la troisième lecture.

M. Guertin (Hull): Si l'honorable premier ministre me donnait la chance de relire son beau discours, je serais peut-être convaincu. Pourquoi le gouvernement est si pressé de se débarrasser des contestations. Si le gouvernement refuse l'ajournement, c'est qu'il craint la discussion.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Oh! je ne vous convaincrai jamais. Nous ne craignons pas la discussion. Si le député a quelque chose à dire, il pourra très bien le faire à la troisième lecture du bill. Nous pourrions remettre la troisième lecture du projet à demain.

M. Barré (Rouville): L'ajournement est-il refusé? Et si oui, je demande la parole.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Vous l'avez.

M. Barré (Rouville): M. l'Orateur, je ne vois pas pourquoi on nous refuse l'ajournement du débat. Si cette mesure est adoptée, cela veut dire qu'il n'y a que les riches qui pourront contester les élections. Je suis surpris de voir que la droite est si pressée, aujourd'hui, alors qu'elle nous a fait perdre un temps précieux, depuis le commencement de la session. On veut tout à coup se hâter. Pourquoi passer ce bill à la vapeur?

Le projet comporte que les cautionnements devront être fournis par les pétitionnaires, qui devront trouver \$1,000 en trente jours. La contestation deviendra donc un luxe que seuls les riches pourront se permettre. Sachant d'avance que l'adversaire ne pourra contester, les candidats se permettront la corruption électorale.

Le plus grave, c'est que le projet comporte une clause pour la rétroactivité. Le premier ministre a prétendu qu'il n'était pas un peureux. Un député a ajouté qu'il n'était pas un exploitateur de religion. Je veux bien le croire, mais il exploite la force de sa majorité pour soustraire aux tribunaux des causes, où lui-même et ses amis sont intéressés; c'est peu courageux.

Le premier ministre a prétendu qu'on avait ramassé l'écume, pour faire des pétitionnaires. Je proteste, au nom des citoyens respectables qui ont consenti à exercer un droit donné par cette Législature, et dont le principal tort est de ne pas accepter pour chef celui qui fait de grands efforts pour faire accepter ce bill comme un enfant naturel.

On a dit que la contestation de l'élection de l'honorable député de Trois-Rivières était réglée. Comme ce pétitionnaire que l'on a tourné en ridicule, je ne puis le jurer, car je n'étais pas présent. Cette loi est un monument de honte pour les Canadiens français.

(Murmures et rires du côté ministériel)

L'honorable premier ministre a ridiculisé les pétitionnaires parce qu'ils ne veulent pas subir son autorité. Il me semble que l'on doit être juste pour tous les citoyens de cette province. L'honorable premier ministre a cité le témoignage d'un pétitionnaire qui ne voulait pas jurer qu'il était le père de l'autre pétitionnaire, reconnu comme son fils. Je ne doute pas de la légitimité des enfants des députés de cette Chambre et si l'un d'eux me disait: Jurez-vous que c'est mon fils? Je considérerais cette question comme ridicule.

Le premier ministre se demande comment les conservateurs pouvaient avoir d'argent avant les élections, s'ils en ont trouvé \$60,000 pour les contestations. Combien le gouvernement avait-il d'argent pour payer 35,000 hommes qui ont travaillé pour la voirie, jusqu'au lendemain des élections, alors qu'on leur avait promis du travail jusqu'aux neiges? J'estime que les contestations en bloc n'existent pas et qu'il existe seulement un grand nombre d'élections contestées, car chaque cause est jugée séparément par les tribunaux.

L'honorable premier ministre a dit que l'honorable Flynn, ancien chef de l'opposition, était un homme très respectable. Je m'étonne de voir que les chefs de l'opposition sont estimés quand ils sont disparus. Quand ils occupent le poste de chef de l'opposition, on les combat. On trouve toutes sortes de qualités au député de Trois-Rivières. Si jamais l'honorable député de Trois-Rivières est nommé chef de son parti, il ne sera plus le bon garçon que l'on estime mais l'on essaiera de le renverser; il deviendra l'homme qu'il faut vilipender, détruire, anéantir.

On a parlé de communisme en cette Chambre. Le premier ministre a déclaré qu'il fallait lui faire une lutte à mort. Je lui dirai, avec l'organe officiel de Montréal, que ceux qui sont les meilleurs agents du communisme ne sont pas les prédicateurs de cette doctrine, mais ceux qui démontrent au peuple qu'avec la force on peut tout faire, que la force prime le droit, que le pouvoir n'a qu'à passer une loi pour légitimer ses actes arbitraires, que les députés peuvent se soustraire au jugement des tribunaux. Les principaux agents des mauvaises doctrines sont ceux qui disent: Nous avons la force de nos poings, nous avons la force du nombre. Si la Législature de Québec s'arroge le droit de dire aux tribunaux: Vous

n'entendrez pas ces causes, on a peur de se faire huer par les tribunaux compétents. Il faut qu'on y prenne garde. Je parle en tant que Canadien et je dis que l'heure est grave. Les députés contestés devraient laisser juger leurs causes par les tribunaux compétents. Comme conclusion, je propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), en amendement à la motion en discussion:

Que les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants:

Cette Chambre condamne le bill proposé parce que les contestations d'élections qui tombent sous l'empire de la loi projetée sont actuellement soumises aux tribunaux de cette province et parce que ledit bill lèse des droits légalement acquis.

Des voix ministérielles: Drop¹⁰.

Des voix de l'opposition: Carried¹¹.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Est-ce que nous ne pourrions pas ajourner le débat?

Il plaide également pour que l'on ajourne une mesure d'importance comme celle statuant qu'une particularité du bill prévoit la nécessité, pour les pétitionnaires en contestation, de fournir un dépôt de \$1,000, ce qui signifierait, en autant que les districts ruraux soient concernés, que peu d'élections seraient contestées.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Impossible, il y a un amendement à la deuxième lecture dont la Chambre doit disposer. L'opposition aura amplement le temps de discuter du bill en comité et avant la troisième lecture.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Béique, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Guertin, Lafleur, Smart, 9¹².

M. le Président: Ceux qui sont contre voudront bien se lever.

M. Fournier, greffier-adjoint appelle le premier ministre pour débiter l'enregistrement des votes contre l'amendement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Mettant son chapeau¹³ sur sa tête¹⁴) M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. L'honorable premier ministre ne peut voter sur cette question - pas plus que les autres

députés dont les élections sont contestées - car le règlement, à l'article 262 de la Chambre, défend à un membre de cette Chambre de voter sur une mesure dans laquelle il a un intérêt pécuniaire. Or, l'honorable premier ministre a un intérêt pécuniaire, puisqu'il paiera les frais s'il perd sa cause.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Voulez-vous me prêter votre chapeau? (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Certainement.

(Un page apporte le chapeau au député de Montmorency, l'honorable M. Taschereau)¹⁵

M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, non, gardez-le pendant que vous parlez.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(Souriant) Nous n'avons pas la même tête. (Rires)¹⁶

M. l'Orateur, poursuit-il, je déclare que je n'ai aucun intérêt dans la mesure. De plus, je dirai que l'honorable député de Trois-Rivières a invoqué un règlement qui ne s'applique pas. S'il s'appliquait, mon honorable ami ne pourrait pas voter, car la pétition pour contester son élection a été rejetée, mais il y a droit d'appel dans ce cas.

L'Orateur suppléant, M. Vautrin: Le vote d'un député ne peut être écarté que par une motion de fond. Comme il n'y a pas de motion de fond devant la Chambre, selon l'article 267 des règlements.

Il déclare que, selon l'article 262, chaque député a le droit de vote et demeure, le cas échéant, le seul en mesure de juger s'il y a quelque intérêt pécunier. Cependant, si un député inscrit son vote et que la Chambre ou quelqu'un d'autre croit qu'il n'aurait pas dû voter, le cas pourrait être soumis selon la règle 267, et s'il était décidé qu'un député n'aurait pas dû voter, le vote serait rejeté. La règle 267 se lit comme suit: "Le vote d'un député intéressé ne peut être rejeté que sur une motion substantielle."

De plus, poursuit M. Vautrin, l'objection à la règle 262 ne peut être soulevée dans le cadre d'un point d'ordre.

Je rejette le point d'ordre, car un député est juge de la question de savoir s'il a un intérêt dans une mesure. Si la Chambre décide subséquemment qu'il avait un intérêt, son vote peut être désavoué.

Contre: MM. Arcand, Bachand, Bastien, Bédard, Bélanger, Bercovitch, Bergeron, Bissonnet, Bouthillier, Casgrain, Charbonneau, Chouinard,

Cohen, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Crête, Dansereau, Delisle, Desmarais, Dillon, Duffy, Dufour, Dugas, Duval, Farand, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortin, Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gabias, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Lamoureux, Lapierre, Lemieux, Lortie, Marchand, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Moreault (Rimouski), Morel, Perrault, Piché, Plante, Poulin, Power, Reed, Sabourin, Saintonge, Saurette, Savoie, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, 66.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): M. l'Orateur, je me lève pour expliquer pourquoi je n'ai pas voté sur cette mesure. C'est parce que mon élection est contestée et que j'ai cru bon de m'abstenir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Êtes-vous intéressé pécuniairement? (Rires)

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Mon élection a été contestée à la demande du premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est pas à ma demande.

M. l'Orateur suppléant demande si la deuxième lecture sera adoptée.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Il me semble que nous assistons à une tragédie. J'ai déjà rencontré le premier ministre. Je le croyais brave. Je suis contesté et je suis prêt à subir mon sort. Allons donc devant les tribunaux qui décideront. La mesure présentée indique, M. le Premier Ministre, que vous n'êtes pas courageux. Je vous connais comme ça...

(Protestations du côté ministériel)

L'honorable M. Laferté (Drummond): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Le député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) n'a pas le droit de se servir de l'expression employée. L'honorable député de Saint-Sauveur doit retirer ses paroles, et cela, en vertu de l'article 242 de nos règlements, que j'ai souvent appliqué lorsque j'occupais votre fauteuil.

L'Orateur suppléant, M. Vautrin: Je crois que l'honorable député de Saint-Sauveur a dépassé sa pensée et qu'il n'hésitera pas à retirer ses paroles.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Très bien. C'est vrai. Je ne voulais pas dire ça et je le retire¹⁷. Mais je crois que nous ne devrions pas intervenir dans les contestations. Le fait reste que les députés libéraux sont accusés devant les tribunaux et devraient s'y rendre pour se défendre. J'admets que si j'ai dit ça... (Le reste de sa phrase se perd dans le tumulte)

M. l'Orateur suppléant demande à la foule dans les galeries de respecter l'ordre.

M. Fortin (Beauce): Mon collègue prétend-il que les 61 députés ont fraudé l'électorat?

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Les tribunaux en décideront.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Si la loi est passée, l'honorable député de Saint-Sauveur en prendra-t-il avantage?

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Ah ben! Je ne dis pas que non. (Rires) J'en prendrai avantage. Ça dépend. Mais il me semble que nous ne devons pas intervenir. J'ai l'habitude de me soumettre aux lois et on devrait faire de même. Je ne suis pas contre la loi. (Rires)

M. Dugas (Joliette) dit qu'il a été surpris d'entendre le député de Rouville (M. Barré) parler alors que le député de Hull (M. Guertin) n'a pas eu le temps de se préparer. Il espère que le député de Hull fournira à la députation l'occasion de passer quelques heures en Chambre. (Rires)

Le député de Rouville, poursuit-il, a dit que cette loi est une injure à la magistrature. Le Parlement a le droit de passer cette loi puisque les juges de la Cour supérieure ne s'entendent pas sur l'interprétation de la loi, et la Législature, M. l'Orateur, se doit de rendre la loi plus claire et de mettre les points sur les "i". Cela justifie pleinement la Législature de proposer la loi actuelle. Je suis en faveur de cette mesure.

Une loi qui force un homme à faire ce qu'il doit faire est une bonne loi. Plusieurs jugements ont été rendus sur des objections préliminaires et ils varient. Pourquoi ne pas avoir une seule jurisprudence? Notre loi ne portera pas plus atteinte à la magistrature qu'une autre qui ordonne au citoyen de marcher droit. Elle forcera les juges de la Cour supérieure à juger de la même façon, car les nouveaux textes sont clairs. Les juges seront les

premiers à être satisfaits d'avoir cette loi précise et seront reconnaissants à la Législature d'avoir éclairci la situation de manière à les empêcher de rendre des jugements contraires dans les divers districts.

Si certains éléments demeurent imprécis, les juges perdront la confiance du public. Le fait de clarifier la loi de sorte que les jugements rendus soient clairs ne constitue en aucune façon une insulte envers le peuple. En cette matière, il appartient à la Législature de venir en aide aux juges.

Le député de Rouville (M. Barré) a déclaré que c'est la crainte qui fait agir le gouvernement. Qu'il soit assuré que la peur est un sentiment qui n'existe pas chez les libéraux. Il n'est aucunement question ici de peur, et si les cas étaient entendus, on verrait que, de manière générale, pendant une élection les choses se déroulent à peu près semblablement d'un côté comme de l'autre. Les mêmes armes sont utilisées par les deux partis et tous les députés de cette Chambre le savent très bien. Nos adversaires disent que les élections des députés libéraux ont été gagnées par des fraudes. L'honorable député de Rouville, qui se dit parmi les purs, sait parfaitement que sa propre élection n'a pas été gagnée sans manœuvres douteuses. Je suis sûr que l'on a employé les mêmes moyens, dans le beau comté de Rouville.

Il parle d'une contestation d'élection dont les organisateurs de l'adversaire du député contesté ont avoué avoir fait circuler du whisky dans le comté. Voilà les purs qui crient contre la loi, dit-il.

Les contestations ont été prises sans enquête. Les avocats ne savaient même pas s'il y avait eu des offenses contre la loi électorale. On a trouvé des pétitionnaires.

Où, mais quelle sorte? Il y en a un qui est un repris de justice, un autre qui ne peut reconnaître son fils sous serment. Et voilà comment les purs ont procédé.

Il est démontré que les contestations n'ont pas été intentées par des électeurs des comtés intéressés, mais par des étrangers. La Législature a donc le droit de faire respecter l'esprit de la loi. Les procédures prises sur des formules préparées d'avance pour toute la province justifient la Législature d'intervenir, d'autant plus que les pétitionnaires sont, dans certains cas, des repris de justice.

Il (M. Dugas) rappelle que c'est le soir même de la victoire libérale que l'ancien chef de l'opposition, M. Houde, a déclaré que toutes les élections avaient été volées et qu'elles seraient contestées. Il n'avait même pas fait enquête et déjà il se préparait à une manœuvre comme celle-là.

L'honorable député de Trois-Rivières a parlé contre la mesure. Mais son interview aux journaux est une approbation de la mesure. On me dit même que l'honorable député de Trois-Rivières a affirmé, dans une conversation au Château Frontenac, que si le premier ministre ne présentait pas ce projet, il le présenterait lui-même.

(Applaudissements du côté ministériel)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais fait pareille déclaration ni à Québec ni ailleurs.

M. Dugas (Joliette): J'accepte la déclaration de mon honorable ami. Je crois que la mesure s'impose. Mon élection n'est pas contestée et je voterai pour.

La motion principale étant mise aux voix, la chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arcand, Authier, Bachand, Bastien, Bédard, Bélanger, Bercovitch, Bergeron, Bissonnet, Bouthillier, Caron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Crête, Dansereau, Delisle, Desmarais, Dillon, Duffy, Dufour, Dugas, Duval, Farand, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortier, Fortin, Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gabias, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Lamoureux, Lapierre, Lemieux, Lortie, Marchand, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Moreault (Rimouski), Morel, Perrault, Piché, Plante, Poulin, Power, Reed, Sabourin, Saintonge, Saurette, Savoie, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, 69.

Contre: MM. Barré, Béique, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Guertin, Lafleur, 8¹⁸.

Ainsi, la proposition est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

M. Duplessis (Trois-Rivières) s'y objecte.

La motion est retirée.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 40

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés¹⁹.

**Charte de Montréal,
système de conduits souterrains**

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 101 modifiant la charte de la cité de Montréal, relativement au système de conduits souterrains.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

Le préambule est adopté.

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. La section 39 de la loi 9 Édouard VII, chapitre 81, telle que modifiée par les lois 2 George V, chapitre 56, section 30; 3 George V, chapitre 54, section 37; 6 George V, chapitre 44, section 21, et 7 George V, chapitre 60, section 11, est de nouveau modifiée en remplaçant le paragraphe 10 par le suivant:

"10. Le conseil de la cité, afin d'obtenir les fonds nécessaires pour l'indemnité payable, par suite de l'expropriation, et pour la construction, l'établissement, l'administration et l'entretien dudit système de conduits, pourra émettre des débentures, obligations ou rentes inscrites, jusqu'à concurrence de cinq millions de dollars, en la matière prescrite par l'article 345 de la charte.

"Le conseil de la cité peut, pour les fins susmentionnées, émettre des débentures, obligations ou rentes inscrites, pour une somme additionnelle de cinq millions de dollars, en la matière prescrite par l'article 345 de la charte.

"Les emprunts autorisés par la présente loi ne sont pas sujets à l'approbation des propriétaires et n'affectent pas le pouvoir général d'emprunt de la cité."

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):

M. le Président, je propose un amendement à ce projet qui se lit comme suit:

"Les ouvriers qui seront employés aux travaux exécutés en vertu du présent paragraphe 10, seront payés suivant l'échelle des salaires raisonnables en vigueur pour les travaux exécutés par la cité de Montréal et tout contrat pour de tels travaux devra contenir une clause à cet effet."

La Commission électrique de Montréal obtient l'autorisation de dépenser \$5,000,000 par an durant trois années pour les conduits souterrains, mais elle n'est pas obligée de payer l'échelle des salaires raisonnables. Le but de l'amendement est de protéger les ouvriers de Montréal en rendant cette échelle obligatoire et je demanderais au comité de l'adopter.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): La Commission est-elle prête à payer ces salaires?

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Le président de la Commission électrique, M. Frigon, nous a dit qu'il ne se croyait pas obligé de payer les salaires raisonnables. Le président du comité exécutif de la cité, M. Fortin, a déclaré que Montréal paierait les salaires raisonnables si elle y est forcée.

M. Bêïque (Chambly): Est-ce que le taux de 50 cents de l'heure a été discuté au conseil municipal de Montréal?

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri)²⁰: La question n'est pas venue officiellement devant le conseil de ville de Montréal?

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Avons-nous le droit de faire cela?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. La section 39 de la loi 9 Édouard VII, chapitre 81, telle que modifiée par les lois 2 George V, chapitre 56, section 30; 3 George V, chapitre 54, section 37; 6 George V, chapitre 44, section 21, et 7 George V, chapitre 60, section 11, est de nouveau modifiée en remplaçant le paragraphe 10 par le suivant:

"10. Le conseil de la cité, afin d'obtenir les fonds nécessaires pour l'indemnité payable, par suite de l'expropriation, et pour la construction, l'établissement, l'administration et l'entretien dudit système de conduits, pourra émettre des débentures, obligations ou rentes inscrites, jusqu'à concurrence de cinq millions de dollars, en la matière prescrite par l'article 345 de la charte.

"Le conseil de la cité peut, pour les fins susmentionnées, émettre des débentures, obligations ou rentes inscrites, pour une somme additionnelle de cinq millions de dollars, en la matière prescrite par l'article 345 de la charte.

"Les emprunts autorisés par la présente loi ne sont pas sujets à l'approbation des propriétaires et n'affectent pas le pouvoir général d'emprunt de la cité.

"Les ouvriers qui seront employés aux travaux exécutés en vertu du présent paragraphe 10, seront payés suivant l'échelle des salaires raisonnables en vigueur pour les travaux exécutés par la cité de Montréal et tout contrat pour de tels travaux devra contenir une clause à cet effet."

L'amendement est adopté.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Église de la paroisse de Saint-Clément

M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 87 modifiant la loi concernant l'église de la paroisse de Saint-Clément.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Montreal Light, Heat and Power Consolidated

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 106 modifiant la charte de Montreal Light, Heat and Power Consolidated.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explain.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): Il s'agit de changer la valeur de certaines actions de la Montreal Light, Heat and Power Consolidated. Les actionnaires intéressés demandent eux-mêmes ce changement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je désire plus d'explications. On parle de fusion de la Beauharnois avec la Montreal Light, Heat and Power Company. Je sais que Sir Herbert Holt est mêlé à ce merger qui constituerait un trust. D'après les journaux, La Beauharnois est passée aux intérêts Holt. Par ce bill, on donne à la Montreal Power le droit d'acheter la Beauharnois, d'augmenter ses parts, et de continuer "le mouillage de stocks". Je m'oppose à ce que des pouvoirs aussi extraordinaires soient donnés à des grandes compagnies qui pourront continuer ensuite à augmenter les taux d'électricité. Je ne veux pas que l'on continue à favoriser les trusts dans cette province, à aider "le mouillage des stocks", qui a conduit le Canada Power à la faillite. Le gouvernement ne devrait pas consentir à adopter ce bill sans avoir de meilleures garanties.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Au comité des bills publics, on nous a expliqué le but de ce projet. Il s'agit d'émission de stocks de la compagnie à moins de \$100 alors que, d'après sa charte actuelle, la compagnie n'a pas le droit de vendre de telles actions. L'honorable député de Trois-Rivières, qui est un des membres les plus assidus du comité, n'était peut-être pas là ce jour-là. On nous a représenté que la compagnie avait vendu à ses employés et à ses clients des actions payables en deux ans. La valeur des actions ayant baissé, le prix

de vente qu'on avait fixé a été jugé trop haut et l'amendement à la charte a pour but de réduire ce prix. La compagnie et les souscripteurs d'actions ont approuvé ce projet. Il s'agit de ratifier une entente intervenue entre la compagnie et les porteurs d'obligations auxquels on a offert de donner des actions acquittées.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) donne une autre assurance au député de Trois-Rivières.

M. Guertin (Hull): Pourquoi pas demander à la compagnie de nous donner une copie de la résolution des actionnaires approuvant le projet?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La résolution a été publiée dans les journaux.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi pas référer de nouveau le bill au comité des bills publics.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si vous le désirez, nous allons référer ce bill au comité pour plus ample étude. Tachez d'y être, cette fois. Venez au comité.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne pouvais être aux deux comités en même temps.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Vous n'étiez ni à un comité ni à l'autre. Vous n'étiez même pas au caucus conservateur. (Rires)

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que le bill soit de nouveau renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

Succession

Roland Wentworth Tupper Robb

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 107 autorisant The Montreal Trust Company et dame Jeanne Élizabéth d'Alton, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et fiduciaires du testament de feu Roland Wentworth

Tupper Robb, en son vivant de la ville Mont-Royal, district de Montréal, à retirer certaines sommes d'argent du capital de la succession.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Église de la paroisse de Sainte-Catherine, de Montréal

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 89 modifiant la loi concernant l'église de la paroisse de Sainte-Catherine, de Montréal.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen).

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explain

L'honorable M. Laferté (Drummond): Nous devrions laisser lire le bill d'abord.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demanderais des explications tout de suite.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) S'il y en a un qui devrait faire quelque chose pour Sainte-Catherine, c'est bien mon honorable ami de Trois-Rivières²¹.

M. Duplessis (Trois-Rivières) insiste.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Au comité des bills publics, où c'était mon devoir d'être, on nous a expliqué que la paroisse Sainte-Catherine demandait le privilège de faire des travaux à son église. J'espère qu'il n'y aura pas d'objection à cela.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Des voix ministérielles: Explain.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit de ratifier certaine décision de la commission scolaire créant une commission pédagogique.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Nous allons le surveiller ce bill-là.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Procès par jury en matière civile

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 150 modifiant le Code de procédure civile relativement aux procès par jury en matière civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 1^{er} décembre, sur la motion proposée le jeudi 26 novembre courant: "Que l'Orateur quitte le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides."

M. l'Orateur donne la parole au député de Drummond (l'honorable M. Laferté).

L'honorable M. Laferté (Drummond): M. le Président, j'ai écouté avec attention et même beaucoup de patience le discours de l'honorable député de Hull (M. Guertin). Je dois dire qu'il ne m'a pas convaincu. Il a commencé par lancer une pierre dans le jardin de l'honorable premier ministre en

disant qu'il aurait dû reprendre comme trésorier dans son cabinet l'honorable M. McMaster, puisque ce dernier est assez bien pour plaider devant un comité de la Chambre. Il a même fait planer des doutes sur sa maladie, quand on sait que l'ancien trésorier a été atteint d'un mal qui pardonne rarement. L'honorable député de Hull devrait savoir que l'ancien trésorier a été atteint par une maladie grave dont il a triomphé au point qu'il est capable de gagner honorablement sa vie. Il ne peut pour le moment accepter les charges si lourdes de la trésorerie provinciale. Les hommes politiques ne sont appréciés que lorsqu'ils sont sortis de la vie publique. Nous nous rappelons tous de l'assaut dont l'honorable M. McMaster fut l'objet il n'y a pas longtemps dans une élection. Toutes ces attaques sont vaines.

Le député de Hull a aussi parlé de la défaite de monsieur Gordon Scott. Que le député de Hull ne s'illusionne pas. M'inspirant d'un poète norvégien, je dirai que le grand chêne libéral résistera à toutes les tempêtes comme il résista à la campagne de l'opposition dans cette élection de Compton. Le grand chêne libéral a vu d'autres tempêtes que celle soulevée par l'opposition, et cela ne l'empêche pas d'étendre ses rameaux sur toute la province. Quant à l'honorable M. Scott, l'opposition peut exulter, mais ce ne sera que temporairement. La province, à tout événement, a perdu en lui un homme de valeur.

Le député de Hull a fait l'exposé de la province, d'après ses vues. J'ai plus confiance au témoignage de Price and Waterhouse, les comptables experts, qu'en celui du député de Hull. Le gouvernement a chargé des vérificateurs d'examiner ses livres. Les vérificateurs ont examiné tous les livres et ils ont fait un rapport que les députés ont en leur possession. Ce rapport est la meilleure réponse que nous puissions offrir aux injustes critiques de l'opposition.

Le député de Hull a reproché au gouvernement de mettre au compte de l'actif le subside fédéral sous prétexte que c'est un revenu aléatoire. Cette déclaration est surprenante dans la bouche du député de Hull qui se plaît tant à citer May et Bourinot, les auteurs parlementaires. S'il avait consulté l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, à l'article 118, il aurait vu qu'Ottawa doit nous payer 80 sous par tête de population et que le subside sera augmenté cette année du fait du dernier recensement, d'environ \$500,000. Il n'y a donc rien de plus assuré que ce subside et l'argumentation du député de Hull était enfantine. Le subside fédéral nous a été obtenu par le grand Honoré Mercier et Sir Lomer Gouin. Il augmente chaque année grâce à

l'augmentation de la population et, sur ce point, je puis dire que le chômage n'affectera pas nos belles familles canadiennes.

(Applaudissements)

Le député de Hull a félicité le gouvernement d'avoir nommé M. Arcand comme ministre du Travail. Toutefois, et ceci montre bien son manque de logique, quelques minutes plus tard il qualifiait l'administration de gouvernement d'aristocrates et de gouvernement snob. Le gouvernement est formé de représentants de toutes les classes. Il oubliait que le premier ministre est allé chercher un ouvrier comme ministre du Travail et un fils du sol, M. Godbout, pour le mettre à la tête du département de l'Agriculture.

Le député de Hull a eu une parole malheureuse à mon égard. Il a dit: "Nous sommes comme les Hindous, nous vivons pauvres dans une province riche." Cette parole mérite d'être encadrée à côté de celle de l'ancien député de Dorion, M. Aldéric Blain qui disait: "Québec est à la queue des provinces de la Confédération." Cette déclaration a valu à M. Blain la défaite qu'il a subie, l'été dernier, et j'ai bien peur pour l'avenir politique du député de Hull.

Il (l'honorable M. Laferté) reproche au député de Hull d'avoir blâmé le premier ministre pour son appel à la charité privée, après les élections, d'avoir critiqué le comité du chômage qui a tout fait, à titre bénévole, pour les ouvriers de Québec.

Le député de Hull a parlé du mouvement du retour à la terre visant sans doute le département de la Colonisation pour lequel il semble avoir un faible, une prédilection. (Rires) Le député de Hull a protesté contre les mandats spéciaux. Il ne semble pas avoir constaté ce que le département a fait pour les colons, pour les chômeurs, dans la construction des routes, etc, pour remédier au chômage. Il a approuvé le mouvement du retour à la terre, mais il s'est écrié: "Pourquoi vous arrêter à mi-chemin? Pourquoi ne pas continuer?" Nous avons dépensé depuis quelques mois une somme de huit à dix mille dollars par jour pour le retour à la terre.

Mais le trésor de la province n'est pas inépuisable! Il faut y aller avec prudence. Nous avons demandé au gouvernement fédéral de coopérer avec nous, et le sénateur Robertson a déclaré qu'il contribuerait dans une moyenne de 50 pour cent. Ce mouvement de retour à la terre, on l'a surnommé le mouvement sauveur. Pendant quelques mois, sans demander l'aide de qui que ce soit, nous avons fourni le logement et souvent jusqu'aux vêtements à près de 4,000 familles, représentant 25,000 colons pour les établir sur la terre. Ce mouvement a remporté un

succès sans précédent. Il est suspendu temporairement afin d'en constater les résultats, mais sera repris avec plus de vigueur que jamais. M. Henri Bourassa, qui n'a pas toujours été tendre pour les libéraux, disait dans *Le Devoir*: "Le mouvement de retour à la terre est le meilleur pour remédier à la crise, et M. Taschereau et ses collègues semblent l'avoir compris". M. J. E. Laforce, représentant des C.N.R., nous a rendu le même témoignage. Il n'y a pas que dans notre province que l'on apprécie à sa juste valeur ce que nous avons fait. Le journal *L'Évangéline* de Moncton conseille au gouvernement du Nouveau-Brunswick d'imiter notre politique qui a, dit le journal, "assuré l'établissement de 25,000 colons, c'est-à-dire de 20 paroisses." Le *Globe* de Toronto a aussi publié des articles élogieux; il a loué notre mouvement de retour à la terre et conseille à l'Ontario de le copier, en disant que Québec sait toujours donner les bons exemples, et qu'elle a été l'une des premières à promouvoir ce mouvement.

Je ne puis comprendre le langage de mon honorable ami de Hull, quand je me souviens de ce qui s'est passé dans notre province depuis quelques années chez nos adversaires. Vous étiez à mes côtés, M. le Président, dans cette élection partielle de Maskinongé où des employés (150) de la ville de Montréal essayaient d'empêcher les électeurs de voter et votaient à leurs places, suivaient les orateurs libéraux pour les empêcher de parler. Ils ont été arrêtés et ont plaidé coupables.

Ces manœuvres ont été reprises aux dernières élections. Quelques jours avant les dernières élections, un camion partit de Drummondville, se rendant à une assemblée pour y causer du trouble, rempli de partisans de nos adversaires, après avoir été s'approvisionner aux quartiers généraux conservateurs. Les gens disaient: Il y aura un accident. C'est ce qui est arrivé. À la porte de la ville, le camion a versé, un accident effroyable. Cinq²² personnes ont été tuées, quatre sur le coup, et vingt²³ blessées? Hier soir, une autre victime de l'accident est morte. Ce sont ces gens-là qui font aujourd'hui les purs. Si je n'étais pas dans cette enceinte, je rééditerais la parole du Christ à l'adresse de nos adversaires responsables d'un pareil état de choses: Hypocrites et sépulcres blanchis!

(Applaudissements)

L'honorable député de Rouville (M. Barré) nous a parlé des encycliques papales de Léon XIII ou de Pie XI. Je ne le suivrai pas sur ce terrain. J'aurai peur de commettre des erreurs, car je n'ai pas ses connaissances de l'apologétique.

(Rires et applaudissements)

Je félicite le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) qui est à faire une grande œuvre de restauration de l'opposition et, sans ambages, le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) de n'avoir pas à avoir à rapailler les débris d'une grande épopée²⁴, de n'avoir pas eu à coordonner les débris du parti houdiste désarmé, battu aux dernières élections, et qui sera chef de son parti tôt ou tard, plus tôt que plus tard dans l'intérêt de l'opposition.

M. l'Orateur, l'honorable député de Hull (M. Guertin), dans son discours d'hier, a soigneusement évité de nous parler du chef de son parti, monsieur Houde. Ce manque de reconnaissance est pour le moins étrange. Je veux en dire un mot. Un caucus des députés de l'opposition a été tenu et on a donné un communiqué à la presse, après le caucus. Ce communiqué disait ceci: "Vu l'absence du chef de l'opposition, le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) sera chef temporaire et honoraire". Je comprends que le chef conservateur était absent de cette Chambre: il avait été battu dans deux divisions de Montréal! Je crois que le chef temporaire occupe ici la position du curateur, de chef-curateur, telle que définie dans le Code civil. Aux termes de l'article 9, du Code civil, qui qualifie les absents, le député de Montréal-Saint-Georges n'est que le curateur, mais d'après l'article 107, le curateur a droits aux fruits. (Rires) Il n'est pas capable d'hypothéquer les biens de l'absent! (Rires)

Le député de Montréal-Saint-Georges a été choisi parce que le chef de l'opposition, le chef occulte, était absent. Le Code civil, à l'article 86, définit ce qu'est un absent: "L'absent, c'est celui qui, ayant un domicile dans le Bas-Canada a disparu sans que l'on ait aucune nouvelle de son existence". L'article 87 dit ensuite: "S'il y a nécessité de pourvoir à l'administration des biens d'un absent qui n'a pas de procureur fondé ou dont le procureur n'est pas connu ou refuse d'agir, il peut, à cette fin, être nommé un curateur." De quoi demain sera-t-il fait?

Quant à nous, nous n'avons qu'un chef permanent en qui nous avons la plus grande confiance, qui fait notre orgueil et que nous espérons conserver encore longtemps à notre tête.

Nous en sommes fiers.

M. l'Orateur, à ceux qui disent que la colonisation se meurt dans notre province, je réponds que nous avons fait cette année 121 milles de chemins d'hiver, 219 milles de roulage et 1,549 milles de chemins améliorés, entretenus. Nous avons construit 21,292 pieds de ponts et ponceaux. Nous avons vendu 2,067 lots de colonisation contre 1,732 l'an dernier. La superficie de nos lots vendus est de

197,086 acres. Le département a distribué, depuis 1926, \$1,329,088 en primes de défrichement, \$250,000 en graines de semence. Depuis 30 ans, nous avons fondé 233 nouvelles paroisses représentant une population de 135,448 colons. Je ne crois pas que l'on puisse trouver meilleur record ailleurs, un résultat dont pas une province du dominion ne saurait se prévaloir. Le gouvernement prête des milliers de dollars aux colons à 4 pour cent seulement. Il a prêté, depuis 6 mois, une somme de \$50,000 aux colons. J'aurais voulu parler des autres activités de mon département, la chasse, les pêcheries, mais je me demande si je dois prolonger ces remarques. J'aurai l'occasion d'y revenir au cours de la session.

Ce que j'ai dit et ce que des collègues plus éloquents que moi ont dit suffit pour démontrer que l'œuvre accomplie, si elle n'est pas parfaite, mérite l'approbation du peuple de cette province. Le gouvernement libéral a tout fait pour le peuple et le peuple ne s'y est pas trompé. Aussi, depuis plus d'un tiers de siècle, ce peuple nous a-t-il toujours renouvelé sa confiance chaque fois que nous sommes allés à lui. Fiers de ce mandat, nous allons continuer notre œuvre, fidèle à notre devise: le progrès dans l'ordre et l'ordre dans le progrès, avec en mémoire les vers de l'immortel Hugo:

"Ceux qui vivent, ce sont ceux qui luttent: ce sont

"Ceux dont un dessein ferme emplit l'âme et le front

"Ceux qui d'un haut destin gravissent l'âpre cime

"Ceux qui marchent pensifs, épris d'un but sublime

"Ayant devant les yeux sans cesse nuit et jour

"Ou quelque saint labeur ou quelque grand amour"

(Applaudissements)

M. Fisher (Huntingdon): Je félicite le gouvernement pour le choix du député de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand) comme ministre du Travail. Maintenant que le précédent est établi, dit-il, qu'il n'est pas nécessaire d'avoir de l'expérience parlementaire pour entrer dans le cabinet, j'espère que le premier ministre nommera sans délai un trésorier provincial anglo-protestant pour représenter la minorité anglo-protestante dans le cabinet. Le premier ministre n'a pas à chercher en dehors de la Chambre pour trouver l'homme qu'il lui faut. Le beau comté de Brome a élu dans la personne du colonel Stockwell un homme qui est estimé et

respecté pour avoir bravement défendu son pays pendant la Grande Guerre. C'est un grand soldat, un bon citoyen, un membre éminent du Barreau, tout désigné pour le poste, un homme que la minorité anglo-protestante serait heureuse d'avoir comme représentant dans le cabinet. Le ministère avait insulté la race anglaise en n'appelant pas le député de Brome (l'honorable M. Stockwell) au Trésor.

Le gouvernement se réjouit si bruyamment de sa récente victoire, qui venait après tant d'autres, que l'on se demande quelles ont bien pu être les explosions de joie qui ont suivi sa première victoire. Le premier ministre qui a exprimé à l'opposition toute sa sympathie devrait se rappeler que l'attente est parfois meilleure que la réalité. Les dieux ont été cléments pour l'opposition en l'empêchant de prendre le pouvoir en ces temps troublés.

M. le Président, il est regrettable que le chef de l'opposition, M. Houde, ait connu une défaite temporaire, mais il faut lui rendre hommage pour la lutte franche et courageuse qu'il a menée. Il n'est pas nécessaire de défendre monsieur Houde qui saura bien se défendre lui-même. Qu'il suffise de dire que tous les gens non préjugés reconnaissent que la province a perdu un législateur d'expérience et un excellent "debater". On s'incline devant l'homme qui ne se décourage pas dans les revers et qui sait ramener la victoire après la défaite. Nous espérons qu'il rentrera en scène.

Le premier ministre a dit que la dernière campagne a été la plus déloyale qu'on ait conduite dans la province. Il ne faut douter d'un homme qui parle d'expérience, mais on peut dire que la déloyauté n'a pas été le fait de M. Camillien Houde et de son parti, puisque le gouvernement présent a eu le plein contrôle sur la procédure électorale. On peut s'en convaincre en jetant un coup d'œil sur toutes les accusations graves portées contre les candidats du gouvernement dans les causes en contestations. Une autre preuve, c'est que le rapport de L.-P. Geoffrion, greffier de la couronne en chancellerie, qui déclare qu'il y avait dans nombre de cas plus de bulletins dans la boîte de scrutin que d'électeurs sur les listes; de toute évidence, on avait utilisé la liste fédérale plutôt que la liste provinciale.

En entendant le trésorier provincial parler de la situation financière et des besoins de la province pour l'année à venir, on a l'impression qu'il nous prépare doucement à de mauvaises nouvelles. Mais nous sommes tellement habitués à voir les taxes s'ajouter les unes aux autres d'année en année, que nous sommes pratiquement immunisés contre toute surprise.

Il nous parle du total des sommes que le trésorier provincial devra recueillir dans la prochaine année. À n'en pas douter, il juge ce montant trop important pour qu'il soit soutiré en une seule fois.

Particulièrement en ce qui concerne la manière dont le trésorier provincial entend soutirer l'argent à la population de la province, il se réserve le droit d'intervenir à une date ultérieure - alors que nous serons probablement suffisamment relevés du premier choc pour pouvoir en subir un second.

Ce n'est pas nouveau. Ce fut la coutume, dans les finances provinciales, des années durant. On pourrait dire que les montants ont tellement augmenté à chaque année, durant une si longue période, que nous devrions à présent nous trouver pratiquement immunisés à 100 pour cent pour ce qui en est de la taxation provinciale.

Il (M. Fisher) continue en disant que personne ne se réjouit plus que lui du geste du premier ministre qui a fait examiner les livres de la province par une maison de vérificateurs de l'extérieur. Mais, dit-il, les vérificateurs n'ont pu mettre leur signature au bas des comptes publics sans faire quelques réserves. En parlant d'un item qui ne devrait pas entrer dans le revenu de l'année 1930-1931, ils disent: "En tenant compte du paragraphe précédent, nous croyons que le bilan ci-haut représente et montre quelle est la somme exacte des recettes et des déboursés du trésorier provincial".

Le plus grand avantage que la province ait retiré de la vérification de Price, Waterhouse and Company, c'est qu'elle a empêché le trésorier de la province de faire comme par les années précédentes, c'est-à-dire se rendre à la banque et d'emprunter quelques millions avant de fermer les livres afin de montrer un beau surplus et de rembourser l'emprunt une semaine plus tard. Ces emprunts augmentaient continuellement et le moment approchait où ces emprunts temporaires auraient constitué l'item le plus considérable du budget. Cet emprunt n'était pas porté au compte des revenus et des dépenses afin de ne pas amener le déficit l'année suivante, mais au compte du capital.

Aux comptes publics, pour 1929-1930, on proclame un emprunt temporaire de \$3,000,000 dans les revenus ordinaires.

D'aucuns pourraient s'attendre à ce que cet emprunt soit remboursé l'année suivante en tant que dépense ordinaire. Mais cela aurait conduit le trésorier provincial dans un déficit, sur le plan du revenu et des dépenses ordinaires, de plus de \$2,000,000, même si l'on exclut l'item à propos duquel Price Waterhouse a émis des réserves notables.

Donc, l'item disparaît des comptes ordinaires pour rebondir en tant qu'élément des dépenses en capital. Voilà le truc.

Le trésorier provincial l'a sorti des dépenses ordinaires, ce qui lui permet ensuite de déclarer un surplus de \$776,775.67 dans les comptes ordinaires.

Lorsque nous allons à la page 26 du livre des *Comptes publics*, nous voyons que le trésorier provincial déclare lui-même: "Excès des dépenses totales comprenant capital, fonds de dépôt, charités publiques, etc., sur les recettes, \$348,096.15."

Or, excès des dépenses sur les recettes est une autre façon de dire déficit. Si l'on soustrait ce déficit de \$348,096.15 sur le surplus de \$776,775.67 sur les comptes ordinaires, on obtient un surplus qui n'est que de \$438,679.52. Pourquoi alors parler d'un surplus de \$776,775.67?

Cependant, en partant du fait que le présumé nouveau surplus net est de \$438,679.52, une question se pose: est-ce un authentique surplus pour l'année 1930-1931?

En approuvant le rapport, les comptables agréés émettent, entre autres, la réserve suivante: "Les recettes pour l'année fiscale se terminant le 30 juin 1931 incluent une somme de \$833,333.34 représentant les permis délivrés et dûment perçus en vertu de la loi sur les liqueurs jusqu'au 30 juin 1931, mais non inclus dans les recettes de l'année se terminant à cette même date.

En nous portant à la page 23, à la disposition No 9, pour les détails concernant cet item, nous découvrons deux items sous la mention "Liqueurs alcooliques, permis et droits": "Année fiscale 1930-1931, \$1,299,278.65," et "Année fiscale 1929-1930, \$833,333.34."

Une chose est donc claire, c'est que l'item ne trouve pas sa place parmi les revenus ordinaires de 1930-1931. Il pourrait éventuellement être justifiable de l'ajouter à quelque surplus que ce soit, issu de l'année précédente. Mais il ne fait pas partie du revenu de la dernière année. Et en déduisant cette donnée du revenu de 1930-1931, nous voyons que cela donne un déficit net, pour l'année, de \$394,653.82, \$833,333.34 moins \$438,679.52. Je sou mets ici que nous avons été assez loin pour démontrer que le manque de rigueur de la comptabilisation semble s'étendre à tout le système.

En gérant ses millions, le trésorier rassemble un peu du revenu de l'année dernière et un peu du revenu anticipé de l'année prochaine ou du revenu payé d'avance, et les réunit tous ensemble avec le revenu de cette année pour pouvoir montrer un surplus de moins d'un demi million cette année. Et

d'une main légère, comme si cela n'avait aucune conséquence, il déplace \$3,000,000 du revenu ordinaire vers les dépenses extraordinaires. Il semble bien inutile pourtant de dire: J'ai un surplus dans ma poche de droite si la poche de gauche est bourrée de comptes non payés.

D'après moi, M. l'Orateur, tout cela n'est rien de moins qu'une comptabilité publique négligente. Et en tant que tel, cette pratique doit être arrêtée, redressée et remise sur la bonne voie.

M. Stockwell (Brome) propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil (M. Sabourin), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Un photographe est présent sur le plancher de la Chambre afin de faire un portrait de l'Assemblée législative élue le 24 août 1931, selon *L'Événement* du 3 décembre 1931, page 8.

2. La traduction de cette expression latine est la suivante: "La loi est dure, mais c'est la loi." (Voir A. Mayrand, *Dictionnaire des maximes et locutions latines utilisées en droit québécois*, Montréal, Éditions Guérin, 1972, p. 50)

3. *The Montreal Daily Star* du 3 décembre 1931, à la page 32, rapporte différemment les paroles du premier ministre: "I am not afraid of the light or of a fight."

4. *Le Devoir* du 3 décembre 1931, à la page 2, traduit l'expression de la façon suivante: La force est le droit. Il s'agit d'une allusion au chef de l'État allemand.

5. Selon *La Patrie* du 3 décembre 1931, à la page 9, et *L'Action catholique* du 3 décembre 1931, à la page 4, le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) aurait "été contesté par deux hommes qui n'étaient pas sur la liste."

6. Recueils de jurisprudence parlementaire.

7. Allusion au député de Hull (M. Guertin) selon *La Presse*, *Le Soleil*, *Le Canada*, *Le Devoir*.

8. La version française du texte est la suivante: À moins qu'elle n'ait été plus tôt dissoute par le lieutenant-gouverneur, l'actuelle Assemblée législative, si elle est en session à l'expiration du terme fixé par la section 3 de l'acte concernant l'Assemblée législative, doit poursuivre jusqu'à sa prorogation par le lieutenant-gouverneur, et ce, pour une période n'excédant pas dix jours.

9. M. Duplessis donna une entrevue à la *Gazette*, le 24 août 1931, selon *L'Événement* du 3 décembre 1931, page 8.

10. Rejeté.

11. Adopté.

12. Selon *Le Soleil* du 3 décembre 1931, à la page 20, le député de Westmount (M. Smart) se serait abstenu de voter l'amendement. C'est une contradiction avec ce qui est consigné au procès-verbal du 2 décembre 1931, *Journaux de l'Assemblée législative*, p. 54. Nous nous en tenons au procès-verbal.

Le Devoir du 3 décembre 1931, à la page 6, signale que le député de Saint-Sauveur (M. Bertrand), dont l'élection est contestée, ne vote pas.

13. Selon *Le Soleil* du 3 décembre 1931, à la page 20, le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) a envoyé un page lui chercher un chapeau. *Le Devoir* du 3 décembre 1931, à la page 6, stipule que le chapeau était celui du député de Saint-Sauveur (M. Bertrand).

14. La note 3 de l'article 284 du Règlement annoté de l'Assemblée législative, 1941, spécifie ce qui suit:

284. (...)

3. Au parlement anglais, un homme-député doit se couvrir pour parler au cours d'un vote. Dans notre règlement, il n'y a pas d'exception aux articles 242 et 282, qui exigent que tout député se découvre pour demander la parole et reste découvert pendant qu'il parle. Ce serait donc violer notre règlement que de se couvrir ou de rester couvert pour prendre la parole pendant un vote.

15. Le premier ministre le pose sur sa tête, mais il lui allait si mal que la Chambre se mit à rire, et le premier ministre l'enleva, selon *The Gazette* du 3 décembre 1931, à la page 1.

16. Il répond au point d'ordre, coiffé du chapeau du député de Trois-Rivières (M. Duplessis), selon *L'Événement* du 3 décembre 1931, à la page 8, et il rendit le chapeau à son ami le député de Trois-Rivières, selon *The Gazette* du 3 décembre 1931, à la page 1.

17. Selon *Le Soleil* du 3 décembre 1931, à la page 20, le reste des paroles du député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) se perd dans le tumulte. Le président demande même à la foule dans les galeries de respecter l'ordre.

18. *Le Soleil* du 3 décembre 1931, à la page 15, et *L'Événement* du 3 décembre 1931, à la page 8, soulignent que le député de Westmount (M. Smart) s'est abstenu de voter la deuxième lecture.

19. À l'article 111 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, 1915, il est stipulé que "tous les jours, les lundis exceptés, la Chambre, à la reprise de sa séance à sept heures et demie du soir, consacre une heure à délibérer sur les bills privés."

20. M. Gabias est échevin de la ville de Montréal.

21. Allusion au fait que M. Duplessis est célibataire.

22. *Le Soleil* du 3 décembre 1931, à la page 15, affirme que 5 personnes sont mortes instantanément. C'est le seul journal à l'affirmer.

23. *Le Soleil* et *Le Devoir* établissent le nombre de blessés à 22.

24. *Le Soleil* du 3 décembre 1931, à la page 15, emploie des termes quelque peu différents pour rapporter ce passage du discours du député de Drummond (l'honorable M. Laferté): "... de ne pas avoir eu à condamner les débris du parti houdiste désarmé."

Séance du jeudi 3 décembre 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), premier ministre, annonce que la Chambre ne siégera pas mardi, le 8 décembre, jour de l'Immaculée Conception, et qu'en conséquence vendredi midi on ajournera jusqu'à mercredi après-midi. Toutefois, le comité des bills privés et celui des bills publics siégeront mercredi matin.

Aujourd'hui, dit-il nous allons faire une séance complète et je demanderais aux députés de ne pas partir par le train de 5 heures.

Oeuvres de
Notre-Dame-de-la-Merci

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dugas), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition des Oeuvres de Notre-Dame de la Merci, demandant l'adoption d'une loi ratifiant la vente d'un certain immeuble, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition des Oeuvres de Notre-Dame de la Merci demandant l'adoption d'une loi ratifiant la vente d'un certain immeuble est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 106 modifiant la charte de Montreal Light, Heat and Power Consolidated;

- bill 110 autorisant la cité de Rivière-du-Loup à contracter un emprunt de trente-cinq mille dollars, pour certaines fins.

Le bill suivant a été rejeté:

- bill 82 ratifiant une résolution du conseil municipal de la ville de Lauzon, accordant une évaluation fixe, pour fins de taxes, à la Morton Engineering & Dry Dock Company Limited, pendant une période d'années.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 113 modifiant l'acte pour ériger la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Québec.

Paroisse Saint-Armand-Ouest,
Philipsburg, Missisquoi,
annexion de lots

M. Saurette (Missisquoi), appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Marchand), demande la permission de présenter le bill 154 détachant certains lots de la paroisse de Saint-Armand-ouest et les annexant à la municipalité du village de Philipsburg, dans le comté de Missisquoi, pour les fins municipales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 78 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre J.-Arsène Morin, L.S.C., à l'étude du droit, sans examen;

- bill 80 autorisant Robert Victor Colville Sinclair à adopter Allan Colville Dowling et changeant le nom de ce dernier en celui de Allan Colville Sinclair.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 76 modifiant la loi constituant en corporation l'hôpital Saint-Luc;
- bill 86 régularisant l'état civil de Marie-Lucienne-Gerda-Simonne Côté et autres.

Hôpital Saint-Luc

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 76 modifiant la loi constituant en corporation l'hôpital Saint-Luc.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés sur division.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

Régularisation de l'état civil de M.-L.-G.-S. Côté et autres

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 86 régularisant l'état civil de Marie-Lucienne-Gerda-Simonne Côté et autres.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

Loi des élections contestées

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 32 modifiant la loi des élections contestées de Québec.

Adopté.

En comité¹:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur-suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

Le comité étudie l'article 5 qui se lit comme suit:

"5. Les articles suivants sont insérés dans ladite loi, après l'article 23:

"23a. La somme de mille dollars que le pétitionnaire doit déposer comme cautionnement, tel que prévu par les articles 22 et 23, doit être la

propriété et provenir des propres deniers du pétitionnaire et ne pas provenir d'une autre source pour les fins de la contestation; autrement le cautionnement est nul et de nul effet.

"23b. Le fait que le cautionnement a été fourni par une personne autre que le pétitionnaire peut être invoqué à toute phase de la procédure, même si ce moyen a déjà été invoqué et jugé, par un plaidoyer spécial; et ce plaidoyer doit être jugé avant tout autre incident de la cause et avant l'instruction au mérite."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

dit que si le pétitionnaire n'est pas propriétaire du dépôt, le défendeur pourra soulever ce point dans un plaidoyer spécial à n'importe quel stage de la procédure.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que l'amendement a un effet rétroactif?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

L'amendement a pour but de permettre à un défendeur de faire un plaidoyer spécial pour obtenir le renvoi de la pétition si le dépôt de \$1,000 n'est pas payé avec l'argent personnel du pétitionnaire.

L'étude de l'article 5 est suspendue.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 16 de ladite loi est modifié en y ajoutant à la fin de la formule, après les mots: "diligence possible", les alinéas suivants:

"Que je crois (*ou nous croyons ou ai ou* avons lieu de croire, *selon le cas*), que tous les faits mentionnés dans la présente pétition sont vrais;

"Que la somme de mille dollars déposée comme cautionnement dans la présente cause est et était ma (*ou notre*) propriété et provenait de mes (*ou nos*) propres deniers;

"Que personne ne m'a (*ou ne nous a*) garanti que je serais tenu (*ou que nous serons tenus*) indemne de tous frais ou dommages résultant de la présente pétition."

M. Barré (Rouville): Faut-il croire que le pétitionnaire ne pourra se faire aider par un ami du comté? Il n'y aura que les gens riches qui pourront contester car, à la campagne, en 30 jours, on peut difficilement ramasser \$1,000. Les riches, dans les campagnes, ne sont guère riches.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

La loi d'Ontario va encore plus loin. Il ne faut pas se scandaliser de cette exigence. En Ontario, trois pétitionnaires doivent fournir une garantie de propriété foncière de \$1,000 chacun. Il s'agit de se protéger contre les insolvable que le député vilipendé ne pourrait poursuivre après règlement de la contestation. Nous voulons nous protéger contre ceux qui nous diffament par des procédures de contestations en bloc comme celles qu'entreprennent les quartiers-généraux conservateurs de Montréal, présentement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi ontarienne exige une garantie conjointe et non exigible de \$1,000 pour les trois.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Quand cela serait vrai, nous avons raison d'exiger \$1,000 de deniers personnels, afin de nous mettre à l'abri des vauriens. M. le Président, je crois que les remarques de l'honorable premier ministre sont très justes, lorsque nous considérons ce qui s'est produit après les dernières élections. On a abusé de la loi. On a organisé 63 contestations dans un bureau de la rue Saint-Jacques, à Montréal. Ce ne sont pas les comtés qui ont décidé de contester. On a envoyé des commissionnaires dans tous les comtés avec des pétitions imprimées et en cherchant à obtenir des noms de gens qui se prêteraient à ce jeu. On cherchait surtout des insolvable. Un député pourrait poursuivre les pétitionnaires pour libelle, à la suite des accusations contenues dans les requêtes en contestations, mais à quoi bon: ils sont insolvable. Si toutes les allégations contenues dans les pétitions étaient vraies, la plupart des députés qui siègent actuellement seraient au pénitencier au lieu d'être en cette Chambre. On a fait faire cette sale besogne par des insolvable, des gens sans responsabilité, qui pouvaient injurier tout le monde sans crainte.

On a ensuite cherché à les faire signer par des électeurs. Lors de la présentation du bill remédiateur hier, on a crié au scandale. Le scandale, c'est le fait des 63 contestations d'élections.

(Applaudissements)

Le scandale que voit l'opposition dans la loi ne consiste pas dans la loi actuelle, mais dans la machination des contestations faites dans un bureau de la rue Saint-Jacques. L'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis) l'a dit en dehors de cette Chambre et il a eu raison. Quand un homme a été élu mandataire d'un comté pour quatre ans, il ne doit pas être possible à un irresponsable de l'accuser de manœuvres frauduleuses.

Il n'est que juste que le pétitionnaire soit responsable des accusations qu'il porte, surtout quand on sait à qui on a affaire, à des gens sans aveu souvent. On a abusé de la loi; une contestation est une chose sérieuse. On ne cherche pas impunément à annuler un mandat de cinq ans accordé par la majorité des électeurs à un député. Il n'est pas juste que n'importe quel individu, la plupart du temps insolvable, puisse détruire cela à son gré.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Sans se mettre au blanc lui-même.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous n'aurions jamais assisté à ce scandale et à la contestation en bloc, s'il n'y avait pas eu dans les rangs de nos adversaires un homme que je ne veux pas nommer. Une contestation d'élection est une chose sérieuse. Dans un comté, il se trouvera un électeur ayant les \$1,000 nécessaires pour contester une élection. Mais ce n'est pas ce qui s'est passé après les dernières élections. Les contestations n'ont pas été décidées dans les comtés. On a forcé des gens à contester les élections.

En ce moment, dans un comté où l'élection est contestée, un homme parcourt les maisons pour demander s'il s'est fait de la corruption électorale dans la dernière élection. Cela, deux mois après qu'on a fait jurer à cet homme, un mannequin, qu'il était de bonne foi et qu'il s'était fait de la corruption. Ce même homme a signé un document qu'il n'a pas lu et qui contient des accusations graves contre l'honneur d'un député. Voilà les purs qui ont fait la triste farce des contestations d'élections! Voilà ceux qui posent au purisme! On a contesté sans aucune justification.

On a reproché au gouvernement d'amender la loi électorale que l'on avait pas amendée depuis 1875. Le gouvernement ne l'avait pas amendée parce que jamais il n'était venu à l'idée de personne de contester en bloc toutes les élections. La chose ne s'était jamais vue dans aucune autre province, dans aucune partie de l'Empire britannique. La loi mettra fin à un abus qui n'existait pas dans le passé. Il a fallu avoir affaire à un adversaire comme M. Houde - je ne veux pas qualifier ce personnage - pour que l'on crie à la face de tout le monde: les députés de Québec sont tous des vendus! pour devenir les objets des gens nullement intéressés, des irresponsables qui, après avoir porté contre nous toutes les accusations possibles, cherchent des preuves. Il appartient à la Législature, souveraine en la matière, de préciser le sens de la loi, afin de prévenir des abus comme ceux dont nous avons été témoins.

Il faut que la Législature revendique son honneur et sa dignité et prévienne des abus semblables, en exigeant que ce soit un électeur et non un mannequin de la rue Saint-Jacques ou d'ailleurs qui fournisse le cautionnement. Les contestations constituent une triste farce, un scandale, et c'est le devoir de cette Chambre de passer une loi pour défendre son honneur, condamner de tels procédés, qui sont contre l'esprit de la loi. (Applaudissements)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la suspension de la séance pendant quelques minutes pour permettre, dit-il, aux députés de se transporter à la Chambre haute où Son honneur le lieutenant-gouverneur sanctionnera dans quelques instants le bill constituant en corporation l'hôpital Saint-Luc et trois autres bills moins importants.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par monsieur Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 76 modifiant la loi constituant en corporation l'hôpital Saint-Luc;

- bill 78 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre J.-Arsène Morin, L.S.C., à l'étude du droit, sans examen;

- bill 80 autorisant Robert Victor Colville Sinclair à adopter Allan Colville Dowling et changeant le nom de ce dernier en celui de Allan Colville Sinclair;

- bill 86 régularisant l'état civil de Marie-Lucienne-Gerda-Simonne Côté et autres.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

Les députés reviennent à leur salle de séances².

Loi des élections contestées

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 32 modifiant la loi des élections contestées de Québec.

Adopté.

En comité:

Le comité poursuit l'étude de l'article 2.

M. Duplessis (Trois-Rivières) dit que le député contesté a toujours son recours, quand même le pétitionnaire n'a pas le sou. En effet, si ce dernier a commis le libelle et la diffamation, il y a lieu à poursuites et, à défaut de paiement, à la contrainte par corps.

Va-t-on maintenant prétendre que, sous le régime libéral, l'efficacité des lois a été tellement diminuée, qu'elles soient maintenant vermoulues et qu'il faille au gouvernement s'y substituer par un coup de force?

L'honorable ministre de la Voirie a dit qu'une contestation d'élection est une chose sérieuse. C'est la raison pour laquelle nos tribunaux doivent être respectés. On devrait laisser à l'autorité judiciaire le soin de juger ce qui lui appartient de juger. Mais la Législature ne commet-elle pas un acte tyrannique en décrétant que les contestations ne sont pas fondées en droit.

C'est une insulte aux tribunaux. Les contestations sont fondées ou elles ne sont pas fondées en droit. Si elles ne sont pas fondées, laissons aux tribunaux, qui sont seuls qualifiés en pouvoir et en indépendance politique pour le savoir, le soin de le dire et ne posons pas le principe que les tribunaux ne seront pas capables d'en juger. Si les contestations sont fondées, la Législature commet un abus de pouvoir, en privant le citoyen ou les citoyens de l'exercice d'un droit.

On a fait grand état de l'entrevue que j'ai donnée aux journaux. Le gouvernement s'en inspire.

J'ai déclaré dans cette entrevue que la contestation en bloc était une manœuvre déplorable et une insulte à l'électorat. Je ne retire rien de ce que j'ai dit. Je répète que les contestations en bloc constituent une manœuvre malheureuse, une injure jetée à la face de la province. J'ai parlé avec liberté et c'est parce que je suis resté libre que je puis juger la question, en me mettant au-dessus de la politique mesquine. Cette loi est une aggravation de l'injure faite à la province, parce que c'est se moquer du pouvoir judiciaire. Il me semble que nous devrions avoir plus de confiance en nos tribunaux.

Le gouvernement a-t-il donc peur? Craint-il que ses élections aient été entachées de manœuvres frauduleuses. Le devoir du gouvernement est de faire de bonnes lois. Veut-on nous donner l'impression que le gouvernement qui est au pouvoir depuis 34 ans a failli à son devoir? S'il y a eu des erreurs commises dans les contestations, pourquoi commettre cette nouvelle erreur? On n'a pas le droit de faire une législation abusive contre des abus; deux mauvaises choses n'en font pas une bonne. Deux noirs ne font pas un blanc.

On nous a cité la loi de 1882. Elle a été condamnée par les libéraux du temps. Si ce fut un mauvais exemple, est-ce que ça autorise la Législature de le suivre? Aujourd'hui le même parti, sans savoir si les contestations vont révéler des fautes graves de la part des députés contestés, décident d'abolir l'action judiciaire et de s'y substituer par un coup de force. Qu'on remarque bien que ce précédent n'était que pour étendre la clémence royale à un individu, tandis que la loi actuelle est de portée générale, qu'elle déclare qu'un gouvernement dont l'existence même est en jeu doit rester en fonction au mépris des décisions des tribunaux. Je voudrais avoir l'éloquence des libéraux qui dénonçaient l'acte tyrannique dont le gouvernement actuel s'inspire. Connaissant les manœuvres qui les ont portés au pouvoir, les contestés, nos gouvernants craignent-ils les juges qui pèseront les preuves que l'on apportera à l'appui des accusations de corruption?

Le ministre de la Voirie (M. Perrault) a parlé de la souveraineté de la Législature. Il est vrai que la Législature est souveraine en matière de législation, mais les tribunaux sont souverains en matière judiciaire. On dit que l'on veut savoir à qui on aura affaire, dans le cas du pétitionnaire. À quoi servira à ce pétitionnaire de pouvoir donner \$1,000 s'il a raison de croire qu'on passera une nouvelle loi pour l'empêcher de poursuivre la cause, lorsqu'elle sera trop embarrassante pour le contesté.

La loi proposée est inqualifiable. C'est une vraie tragédie. Le député d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault) a déclaré que les contestations sont une triste farce. Depuis quand une triste farce peut-elle se corriger par une tragédie législative.

On a parlé du précédent de 1901. On est allé, chez les députés de la droite, jusqu'à déformer le sens de mes paroles pour prétendre que je l'avais approuvé dans une entrevue. On me reproche ou plutôt on argumente en disant que j'ai prétendu que le gouvernement présenterait cette loi. J'ai dit qu'il était à craindre qu'avec le gouvernement actuel, ce dernier s'inspirât de cette loi pour faire légaliser les élections. Mes prévisions se sont réalisées. Elles ne comportaient pas l'approbation, mais la clairvoyance des faits et de l'audace du gouvernement. Je prévoyais ce qu'il serait capable d'accomplir, lorsque les intérêts du parti seraient en jeu. L'entrevue que j'ai donnée était un acte de clairvoyance, je le dis sans forfanterie. J'ai tout simplement prévu tout ce qui est arrivé. Quant au précédent de 1901, l'honorable secrétaire provincial doit le connaître, car il lésait les droits de son beau-père (l'honorable M. G.-A. Nantel) et ceux de mon père.

On a parlé de la contestation de mon élection. Je veux mettre fin à une légende. Dans mon cas, il y a eu un pétitionnaire qui était bel et bien sur la liste, et l'avocat qui m'a contesté n'est pas un ami des bleus mais un libéral qui, par deux fois, a été candidat à la convention libérale du comté³. Cependant, chacun sait que j'ai protesté contre cette loi alors que j'étais contesté. Si la question est portée devant les tribunaux, j'irai, car j'ai confiance en eux. Je tiens à mettre les choses au point, afin de mettre fin à des rumeurs lancées, à des légendes intéressées, à des insinuations indignes du talent et du caractère de mes honorables amis d'en face.

M. Chouinard (Gaspé-Sud): M. le Président, je ne me lève que pour expliquer une déclaration faite au lendemain des contestations, comme vient de le faire l'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis). Dans Gaspé, les conservateurs ont reçu de la rue Saint-Jacques de Montréal des documents pour contester mon élection. Je n'ai pas été contesté parce que les organisateurs conservateurs n'ont pu trouver personne pour servir d'intermédiaire. Un conservateur, dit-il, a parcouru son comté en quête d'un pétitionnaire, mais les conservateurs de Gaspé n'ont pas voulu se prêter à ce jeu. Ils ont refusé. (Applaudissements) Ils se sont dit: Nous sommes des Canadiens, nous sommes de la province de Québec et nous ne nous chicanerons pas. (Applaudissements)

Les bons bleus de Gaspé ont pensé que par un temps de crise, il y avait mieux à faire que de perdre son temps devant les tribunaux. Les conservateurs de Gaspé ont jugé qu'il était préférable de s'unir pour étudier les nombreux problèmes à l'étude plutôt que de commencer une chicane qui détournerait la députation des graves devoirs qu'elle a à remplir présentement. Je compte de bons amis parmi les conservateurs de Gaspé. J'espère qu'aux prochaines élections j'en aurai davantage. Je regrette que les conservateurs de toute la province de Québec n'aient pas fait comme les conservateurs de Gaspé et n'aient pas refusé d'être les instruments d'un homme dont la province n'a pas voulu. (Applaudissements) C'est une insulte à la population rurale de Québec que de chercher à maintenir au pouvoir à Montréal, par de pareils moyens, un homme que toute la province voudrait voir tomber.

Je n'ai pas voulu déplaire à l'honorable député de Trois-Rivières, en disant qu'il avait expliqué sa déclaration. Je comprends qu'il est obligé de faire le travail de l'opposition, mais je suis certain qu'il pense comme nous. Je suis certain que l'honorable député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) est aussi de notre avis. Je connais l'honorable député de Trois-Rivières. Je sais qu'il est gentilhomme et qu'il ne peut approuver que nous demandions aux tribunaux de notre province de juger les affaires peu intéressantes des contestations. J'aurais voulu faire mes débuts en cette Chambre en parlant sur un autre sujet. Mais je parle en homme désintéressé et je suis heureux d'appuyer cette mesure. La nouvelle loi est marquée au coin de la sagesse.

Les juges seront heureux de se voir libres de cette cause déshonorante, de ne pas servir comme instruments légaux, malgré eux, parce que la loi est ainsi faite, des manœuvres de l'opposition. Ce sera un fardeau encombrant d'enlevé de leurs épaules. La présente loi s'impose. elle ne sera guère plus sévère que celle de l'Ontario. La nouvelle loi est marquée au coin de la sagesse.

Le député d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault) a dit que les contestations d'élections devraient être sérieuses. Il n'a pas dit que les contestations actuelles le sont. Sont-elles sérieuses ces contestations dans lesquelles un pétitionnaire a renié son fils, un autre ne sait pas qu'il a signé une pétition, un autre avoue qu'il ne savait pas ce qu'il signait. Voilà le sérieux de l'opposition.

Pour avoir recours à l'argument de la contrainte par corps, il faut que le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) soit à cours d'arguments. Il n'y a pas un avocat sérieux dans Québec qui voudrait

traîner un homme en prison, quand il sait qu'une action prise contre lui pour recours en dommage entraînerait la contrainte par corps.

J'ai confiance que des membres de l'opposition voteront avec nous. La loi remédiateur devrait être adoptée non seulement par les 69 députés qui ont voté hier, mais par les oppositionnistes qui pensent comme nous, comme le député de Trois-Rivières (M. Duplessis), comme le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé). Déjà, l'honorable député de Westmount (M. Smart) a laissé l'opposition sur cette mesure. D'autres suivront. Il me semble que la réputation du député de Trois-Rivières aurait pu nous éviter cette tragédie de voir un homme aussi sérieux que l'honorable député de Trois-Rivières changer d'idée en si peu de temps.

(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. le Président, je félicite l'honorable député de Gaspé-Sud (M. Chouinard) d'avoir débuté en prononçant un discours aussi éloquent. Mon honorable ami est moins fort cependant quand il essaie de découvrir la pensée de ses adversaires. Je ne veux pas discuter l'opportunité des contestations d'élections. Mais pourquoi la Législature interviendrait-elle?

Admettons pour les fins de la discussion que les contestations en bloc soient une insulte et une mauvaise publicité pour la province. La Chambre n'a qu'à choisir l'une des deux choses: laisser les tribunaux juger de la validité des contestations et alors décider qui a tort et qui a raison, qui sont les coupables et qui sont les calomnieux, ou adopter cette loi qui exempte les députés contestés de répondre aux accusations portées contre eux.

Mais dans cette alternative, l'on voit les députés qui, accusés, passent immédiatement une loi pour s'exempter de se défendre des accusations portées contre eux. Alors est-ce que les autres races et les autres provinces ne vont pas se demander par un sentiment tout naturel: pourquoi ces députés contestés éprouvent-ils le besoin impérieux de se soustraire à la juridiction, à l'enquête et à la sanction des tribunaux? Est-ce que, par hasard, ils n'auraient pas quelque faute sérieuse à cacher, quelque danger à craindre pour la validité de leur élection?

Le plus simple pour les députés contestés, s'ils sont indemnes de toute faute, serait d'aller le démontrer devant les tribunaux régulièrement organisés, et ainsi faire disparaître la fâcheuse réputation faite contre eux et confondre leurs accusateurs. Pourquoi empêcher les accusateurs de parler, de faire leur preuve?

La loi aggrave l'injure, si injure il y a eu à contester les élections. J'aimerais mieux voir ma contestation devant les tribunaux que de passer une telle législation, même si elle me libère de cette cause. Si les contestations sont mal fondées, les tribunaux le diront.

Dans mon comté, la contestation a été intentée par les libéraux, le premier ministre l'a admis lui-même. Le pétitionnaire, un prête-nom, a déclaré qu'il n'avait pas fourni l'argent pour le comté et qu'il n'avait pas lu toute la pétition. Pourquoi crier au scandale parce que les conservateurs ont fait dans plusieurs comtés ce que les libéraux ont fait dans Deux-Montagnes? Si c'est scandale du côté conservateur, ce ne doit pas l'être moins de l'autre côté. Dans la pétition pour contester mon élection, on m'accuse de toutes les manœuvres frauduleuses.

M. Chouinard (Gaspé-Sud): Vous avez toujours des motifs purs, vous autres.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je suis prêt à m'en remettre aux tribunaux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Est-ce que l'honorable député de Deux-Montagnes a soulevé dans ses objections préliminaires le fait que le dépôt n'avait pas été fait par le pétitionnaire.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous nous sommes servis des moyens que la loi met à notre disposition. J'ai tout simplement demandé que la loi fut interprétée dans mon cas comme dans les autres.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Ce n'est pas une réponse.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais l'honorable député a-t-il soulevé le point?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous avons tout simplement plaidé insuffisance du dépôt, nous avons dit que si les cours décidaient de telle façon à Lévis, Québec et Montréal, elles devaient décider de la même façon dans Deux-Montagnes. Je ne suis pas pour plaider ma cause devant la Législature.

(Applaudissements à gauche)

Il y a peut-être des choses dans la mesure du député de Montréal-Sainte-Anne (l'honorable M. Dillon) qui seraient désirables en temps ordinaire, mais elles deviennent abusives par l'emploi extraordinaire qu'on veut en faire. Le projet ne devrait pas être adopté.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je veux relever un ou deux points soulevés dans le débat. L'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis) a dit que la Législature intervenait et manquait d'égard à la magistrature. Nous respectons nos juges et nous n'intervenons pas. Mais comme on a abusé de la loi en contestant presque toutes les élections, la lettre de la loi n'a jamais signifié qu'une personne a le droit d'abuser du droit de contestation au point de contester 63 députés, nous ne faisons que préciser le sens de la loi.

La loi du député de Montréal-Sainte-Anne (l'honorable M. Dillon) précise une loi que l'on n'avait jamais interprétée comme on vient de le faire, et de façon contradictoire. Les juges décideront ensuite si les contestations sont légales ou non. C'est le devoir de la Législature de voir à ce que la loi soit observée à la lettre.

Il cite ensuite des précédents. En 1874, un député fédéral ayant payé son dépôt avec un chèque accepté, l'officier-rapporteur a refusé de le proclamer élu, la loi défendant les dépôts par chèque. Le Parlement a alors validé l'élection du député en changeant la loi. Ottawa passa une loi affirmant que ce dépôt fait en chèque était légal. Ottawa n'allait pas à l'encontre de la loi, mais la précisait, tout comme Québec veut préciser la loi actuelle, et elle a le droit de le faire. Aux Communes anglaises en 1900, il y a eu un débat au sujet d'une élection; dans West-Durham en 1874, il y avait également une contestation pour l'élection de M. Peary. Chaque fois, le Parlement a adopté une loi spéciale alors que la cause était pendante devant les tribunaux.

Le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) se donne du mal pour faire oublier sa fameuse entrevue dans laquelle il condamnait les contestations d'élections. Il a tort d'essayer de faire oublier son attitude d'alors auprès de ses amis, parce que tous les gens bien pensants de la province l'approuvaient en cela. Dans son entrevue, le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) invitait réellement le gouvernement à prendre l'attitude qu'il adopte aujourd'hui. Plus que cela. Le député de Trois-Rivières disait qu'en ce moment de crise, il n'était pas sage de forcer les députés à se défendre devant les tribunaux pendant deux ou trois ans. Il parlait alors avec pondération, avec logique selon l'esprit et la tradition du grand parti qu'il représente. Il a interprété dans cette entrevue la pensée des vieux partis libéral et conservateur. (Applaudissements) Il a tort d'avoir changé d'idée. L'honorable député de Trois-Rivières a dit des choses que le premier ministre a approuvées hier et que j'approuve moi-même.

Il lit un extrait de l'entrevue du député de Trois-Rivières (M. Duplessis), dans laquelle le député de Trois-Rivières affirme que les bonnes volontés doivent s'unir et, qu'au lieu de contester des élections, les deux partis doivent s'occuper des grands problèmes de l'heure. Tout le monde a approuvé cette déclaration, conclut-il.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Lisez donc toute mon entrevue. Que l'honorable ministre de la Voirie lise la partie où je dis que tout électeur a le droit de contester une élection.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Lisez-la donc vous-même.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande la découpe du journal qui est entre les mains du ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) et envoie un page chercher la coupure de journal que le ministre a lu.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): J'en ai besoin encore un peu.

Je m'accorde parfaitement avec l'honorable député de Trois-Rivières sur ce point. Ceux qui contestent les élections ne sont pas des électeurs au vrai sens de la loi. Ils ont été entraînés dans ces procédures par une organisation de la rue Saint-Jacques de Montréal. Ils n'ont agi que lorsqu'on tirait des ficelles pour les faire agir. Je le répète, lorsque l'honorable député de Trois-Rivières a donné l'entrevue dont j'ai parlé, il a prononcé des paroles parfaitement justes. Il ne devrait pas revenir sur cette déclaration. Il a exprimé l'opinion des conservateurs bien pensants de notre province. (Applaudissements à droite) Pour l'honneur de la Législature, mon honorable ami devrait rester fidèle aux idées qu'il a émises. (Applaudissements)

L'honorable M. Arcand (Maisonnette): On semble, de l'autre côté de la Chambre, plaindre les électeurs pauvres qui ne pourront plus contester à cause du dépôt de mille dollars. Mais la loi les protège vraiment contre les menées de ceux qui veulent s'en servir non pas au profit de la province, mais à leur propre profit, au profit de ceux qui n'ont pas le cœur de se montrer au grand jour.

Sans être avocat, il rappelle la contradiction des jugements sur la question du dépôt et rappelle les paroles du député de Joliette (M. Dugas) à ce sujet⁴: "Plusieurs jugements ont été rendus sur des objections préliminaires et ils varient". Pourquoi ne

pas avoir une seule jurisprudence? Notre loi ne portera pas plus atteinte à la magistrature qu'une autre qui ordonne au citoyen de marcher droit. Elle forcera les juges de la Cour supérieure à juger de la même façon, car les nouveaux textes sont clairs. Les juges seront les premiers à être satisfaits d'avoir cette loi précise. Ils seront reconnaissants à la Législature d'avoir éclairci la situation de manière à les empêcher de rendre des jugements contraires dans les divers districts. Si certains éléments demeurent imprécis, nous nous apercevrons que les juges perdront la confiance du public. Le fait de clarifier la loi de sorte que les jugements rendus soient clairs ne constitue en aucune façon une insulte envers le peuple. En cette matière, il appartient à la Législature de venir en aide aux juges.

Je considère que ceux qui ont fait la loi ont le devoir de préciser la lettre de la loi afin qu'elle ne puisse plus prêter à des interprétations différentes.

Il me semble que l'on devrait mettre de côté tout esprit de parti dans la considération de cette mesure. Je ne suis pas pour les mauvaises lois, mais celle-ci s'impose, et je crois qu'elle est bonne pour le plus grand bien de tous. (Applaudissements)

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je désire corriger une date. Le précédent fédéral date de 1900.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a quelque chose d'étrange dans cette discussion. Le parrain du projet, l'honorable député de Montréal-Sainte-Anne (l'honorable M. Dillon) n'est pas contesté et il ne parle pas. Ceux qui parlent le plus, ce sont les contestés, le premier ministre, le ministre de la Voirie et le ministre du Travail. Ils y mettent une animation extraordinaire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le chef de l'opposition (M. Gault) est bien celui qui s'occupe le moins de l'opposition. Il ne parle presque jamais pour l'opposition. (Rires et applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste contre ce qu'il appelle un pareil manque de courtoisie. Cette remarque est injuste, dit-il. Je crois que l'honorable député de Montréal-Sainte-Anne (l'honorable M. Dillon), en bon Irlandais, hésite à combattre en faveur de ce bill.

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne): (Bondissant) J'ai combattu pour la liberté de l'Irlande et maintenant je me bats pour la liberté des Canadiens.

(Longs applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je voulais le faire dire à l'honorable député de Sainte-Anne.

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne): L'honorable député est satisfait, alors.

M. Duplessis (Trois-Rivières) reproche au gouvernement de substituer son opinion à celle des tribunaux. Il dit que personnellement il préfère aller devant les tribunaux que de décider lui-même comme député dans sa propre cause.

En Angleterre, mère du parlementarisme, il a toujours été défendu de discuter des causes pendantes devant les tribunaux et même de présenter une motion au sujet d'une cause pendante devant les tribunaux.

La loi actuelle ne s'inspire certainement pas du parlementarisme anglais dont le premier ministre fait si grand éclat dans ses discours, à l'occasion. Les communes anglaises n'ont jamais présenté un projet de loi plus attentatoire aux libertés des citoyens même aux plus mauvais jours. Le Parlement anglais a d'ailleurs été presque toujours respectueux de la liberté.

On a parlé de mon entrevue avec abondance et on l'a interprétée différemment suivant que ça faisait l'affaire. Il rappelle qu'il a clairement dit dans ladite entrevue, qu'il ne s'opposait pas aux contestations là où la preuve démontrait qu'il y avait eu des manœuvres frauduleuses commises. Il a ajouté aussi qu'il craignait que le gouvernement actuel, avec sa mentalité, suive l'exemple Parent en 1901.

Dans un très habile plaidoyer, l'honorable ministre de la Voirie dit qu'il n'y a pas d'intervention mais il est clair qu'il y a eu intervention. Dans la déclaration que j'ai donnée, j'ai dit que je ne m'objectais pas à ce que des contestations soient faites par des électeurs.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): C'est cela par des électeurs.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les tribunaux ont décidé que les pétitionnaires étaient des électeurs. En terminant, je veux féliciter l'honorable député de Gaspé-Sud (M. Chouinard). Je connaissais ses talents comme avocat. Il nous a révélé son éloquence et je lui ai même découvert une chose que j'ignorais, une imagination formidable. (Rires)

M. Guertin (Hull) déclare que le bonheur de toute la province dépend de cette législation. Toutes

les classes de la société sont intéressées. Il ajoute qu'il a encore confiance dans l'intégrité des juges.

Il attaque le député de Gaspé-Sud (M. Chouinard) sur la question ouvrière.

M. Chouinard (Gaspé-Sud): Le député de Hull (M. Guertin) ignore peut-être que j'ai étudié la question ouvrière non seulement dans Gaspé, mais aussi à Hull, tandis que lui n'a jamais mis les pieds dans le comté de Gaspé-Sud. (Applaudissements)

M. Guertin (Hull): M. le Président, je n'ai pas la formation légale pour discuter une loi dans tous ses détails. On me l'a reproché souvent. Mais comme citoyen de Hull, j'ai confiance dans les tribunaux de mon pays et, descendant des héros qui nous ont obtenu des lois, j'en demande le respect. Il y a un district judiciaire sans juge résident, avec le résultat que le rôle des causes civiles est 23 mois en retard. Puisqu'on veut aider la justice, pourquoi ne pas remédier à cela?

M. Chouinard (Gaspé-Sud): C'est Ottawa qui nomme les juges.

M. Guertin (Hull): Je me demande pourquoi cette mesure a été présentée par l'honorable député de Montréal-Sainte-Anne (l'honorable M. Dillon). Les projets de ce genre sont toujours présentés par le procureur général. Pourquoi? J'ai beaucoup d'estime pour l'honorable député de Sainte-Anne, mais il n'est probablement pas l'auteur de ce projet, qui a dû être conçu dans les bureaux du procureur général ou dans les clubs libéraux de Québec et de Montréal. L'honorable premier ministre ne sera pas toujours là. Je ne lui souhaite pas d'être remplacé par un autre...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Vous pouvez me le souhaiter. Vos souhaits ne se réalisent jamais.

M. Guertin (Hull): Tout le monde connaît l'activité du premier ministre. S'il n'a pas voulu être le parrain de cette loi, la plus inique qui n'ait jamais été présentée en cette Chambre, c'est qu'il craint...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. le Président, je soulève un point d'ordre.

M. Guertin (Hull) continue de parler...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Veuillez vous asseoir!

M. Guertin (Hull): Quand le Président le dira!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Veuillez vous asseoir! M. le Président, le député a dit que la loi actuelle est une loi inique. Il n'a pas le droit de dire cela et je lui demande de retirer ses paroles.

M. Guertin (Hull): Nous nous sommes servis d'expressions semblables déjà, il me semble, sans être rappelés à l'ordre.

M. le président (M. Vautrin): D'après l'article 245, le député doit retirer ses paroles.

M. Guertin (Hull): Je comprends, M. le Président.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. le Président, vous avez décidé que l'honorable député de Hull devait retirer ses paroles. S'il ne les retire pas, il y aura autre chose à faire.

M. Guertin (Hull): J'ai bien saisi la menace de l'honorable premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député doit retirer ses paroles ou non.

M. Guertin (Hull): Je refuse de me laisser intimider par le premier ministre. Je ne retire pas mes paroles et j'en appelle de votre décision, M. le Président.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Rapports de comités:

Le président (M. Vautrin) fait rapport que lors de l'étude du bill 32 modifiant la loi des élections contestées de Québec, sur l'article 2, l'honorable député de Hull (M. Guertin) a déclaré, en parlant de ce projet de loi, actuellement à l'étude, qu'il était "inique, le plus inique qui n'a jamais été présenté dans cette Chambre"; que lui, le président du comité, avait décidé que l'expression n'était pas parlementaire et que ledit député devait la retirer; que ce dernier, l'honorable député de Hull, en a appelé de la décision du président du comité.

M. l'Orateur: La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?

Des voix de l'opposition: Non. Ils réclament le vote.

M. l'Orateur: Appelez les membres.

La décision étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arcand, Bachand, Bédard, Bélanger, Bergeron, Bissonnet, Caron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Côté (Bonaventure), Crête, Dansereau, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Duffy, Dufour, Dugas, Fauteux, Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortin, Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Laferté, Lapierre, Lemieux, Lortie, McDonald, Moreau (Roberval), Moreault (Rimouski), Paquet, Perrault, Piché, Power, Rochette, Sabourin, Saint-Onge, Samson, Saurette, Savoie, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, 52.

Contre: MM. Barré, Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Guertin⁵, Sauvé, 9.

Ainsi, la décision du président du comité est maintenue.

M. Guertin (Hull): Je comprends que je n'ai pas d'autre alternative. Je rétracte le mot inique et je le remplace par le mot inqualifiable.

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 32 modifiant la loi des élections contestées de Québec.

Adopté.

En comité:

M. Guertin (Hull): M. le Président, on a dit qu'il n'y avait pas de précédents de contestation en bloc. Vers 1831, Sir Louis Hippolyte La Fontaine contesta toutes les élections, peu de temps avant la révolution de 1837. Pourquoi un chef conservateur n'emploierait-il pas les méthodes d'un ancien chef libéral: 67 contestations ont été intentées. On accuse des députés d'avoir été élus par des méthodes frauduleuses et la Législature validerait leurs élections! Quelle reculade pour la province de Québec, le berceau de la civilisation en Amérique. Que verrons-nous aux prochaines élections? Les puissances d'argent diront aux députés: Faites vous

élire et nous y pourrions après. La majorité imposera ses volontés et la minorité devra se soumettre. Je ne suis pas avocat, mais m'inspirant des plus belles annales de ma province, je veux protester contre cette mesure. L'honorable premier ministre parle souvent des droits de la province de Québec. Que fait-on des droits des citoyens de la province de Québec? On veut me les enlever. Que diriez-vous, M. Président, si demain je m'emparais de ce que vous chérissez le plus au monde...

Une voix ministérielle: Sa femme.

M. Guertin (Hull): Oui, sa femme. M. le Président, que diriez-vous si je m'emparais de ce que vous avez de plus cher au monde et si je changeais le Code civil pour justifier mon acte ?

L'honorable M. David (Terrebonne): L'honorable député est-il sérieux quand il parle ainsi?

M. Guertin (Hull): Certainement. Le plus sérieux du monde. L'honorable juge Cousineau a rendu jugement renvoyant les objections préliminaires de l'honorable député d'Yamaska (M. Élie) qui siège de ce côté-ci de cette Chambre.

L'honorable M. David (Terrebonne): Cela prouve que les juges sont honnêtes.

M. Guertin (Hull): Cela prouve que la loi peut être faite pour aider des amis. La loi est faite simplement pour protéger les libéraux.

L'honorable M. David (Terrebonne): L'honorable député ne devrait pas dire cela, ce n'est pas juste.

M. Guertin (Hull): M. le Président, y a-t-il quelque chose que je puisse dire pour que cette mesure ne soit pas adoptée? (Rires du côté ministériel) Je veux laisser à mes descendants les libertés que m'ont léguées mes ancêtres. Je déclare que cette loi répugne à mon âme de Canadien et de catholique et j'espère qu'elle ne sera pas adoptée.

(Applaudissements du côté de l'opposition)

Le pays tout entier protestera contre cet acte arbitraire et tyrannique.

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne): M. le Président, après avoir entendu les réflexions larmoyantes de l'honorable député de Hull, je suis

porté à croire que c'est de la fumée, un "smoke-screen", un nuage de fumée. Si je ne me trompe pas, c'est lui qui présidait le caucus qui a décidé les contestations en bloc.

Je crois que ses remarques de tout à l'heure devraient s'adresser au caucus qui a décidé des contestations plus qu'à cette Chambre.

M. Guertin (Hull): Je nie cela.

Des voix: Ah! Ah!

M. Guertin (Hull): Je l'affirme sur ma responsabilité de député en Chambre.

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne): J'accepte la dénégation de mon honorable ami. L'honorable député de Hull dit que, comme électeur de Hull, il a droit de contester n'importe quelle élection. La loi dit le contraire.

M. Guertin (Hull): Je parlais de l'esprit de la loi.

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne): L'esprit de la loi met de côté toutes les influences étrangères. L'esprit de la loi veut qu'en vertu du principe "one man, one vote" un électeur n'a le droit de contester que dans son comté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 35

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés⁶.

Succession de Joseph Guy

M. Bastien (Berthier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 concernant la succession de Joseph Guy soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Donation à Marie-Eugénie Morin
par Hubert Morin**

M. Poulin (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 concernant la donation par Hubert Morin à dame Marie-Eugénie Morin soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Loi
des élections contestées**

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 32 modifiant la loi des élections contestées de Québec.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

Le débat se poursuit sur l'article 2.

M. Fisher (Huntingdon): Le projet de loi qui est devant nous va sans doute être adopté, mais il passera à l'histoire comme une loi malheureuse.

Il dit qu'il y avait au moins un motif grave à des contestations.

N'avons-nous pas la preuve, en effet, par le témoignage de M. Sweezey, à l'enquête devant le comité parlementaire fédéral sur la Beauharnois, il y a quelques mois, que M. Sweezey a versé des sommes considérables à la caisse électorale du Parti libéral provincial. Il a été révélé que près de \$900,000 ont été payés au Parti libéral dont une partie devait aller aux libéraux de Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y avait une somme pour M. Houde lui aussi.

M. Fisher (Huntingdon): Je l'ignore.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): N'a-t-il pas juré avoir donné \$30,000 à monsieur Houde?

Le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) se lève et va souffler un mot à l'oreille de M. Fisher⁷.

Des voix: À l'ordre. (Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Un bon voisin, c'est utile des fois.
Il répète sa question.

M. Fisher (Huntingdon): Je ne sais rien au sujet de M. Houde.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
N'est-il pas vrai qu'il a été prouvé qu'une somme de \$30,000 avait été payée pour M. Houde?

M. Fisher (Huntingdon): Je l'ignore. Je sais que les élections ne se font pas avec des prières, et les révélations de cette enquête ont démontré que les libéraux avaient de l'argent pour leurs élections. Quant à la mesure, je crois que, si elle est adoptée, le peuple de la province de Québec ne sera pas satisfait. La réaction ne plaira sûrement pas au gouvernement.

Il proteste contre cette substitution des députés aux magistrats dans des causes où les députés sont directement intéressés, dans ces causes qui peuvent avoir pour résultat l'annulation de nombreuses élections. C'est aller contre l'esprit même du parlementarisme britannique.

J'ai beaucoup d'admiration pour le député de Sainte-Anne (l'honorable M. Dillon) et j'espère qu'il restera fidèle à sa belle réputation.

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne):
M. le Président, j'ai écouté avec intérêt les remarques de l'honorable député de Huntingdon. Je le remercie de ses bonnes paroles.

Il reproche au député de Huntingdon ses allusions à la Beauharnois et à la Commission des liqueurs de Québec et dit que cela n'a rien à faire avec le bill actuellement à l'étude.

L'honorable député de Hull (M. Guertin) s'est étonné que je sois le parrain de ce projet. J'ai déjà présenté d'autres projets et le député de Hull les a toujours combattus, en particulier une loi en faveur du suffrage féminin et une loi pour permettre aux femmes de siéger dans les conseils de famille. Cela n'a pas modifié l'opinion de la province de Québec.

Le seul point du discours du député de Hull qui soit vraiment sérieux, c'est qu'il prétend qu'il a le droit de contester l'élection de n'importe quel député de cette province. C'est-à-dire qu'un seul homme, d'après lui pourrait contester, lui tout seul, s'il en a les moyens, toutes les élections de la province. Cette déclaration était-elle faite pour protéger ceux qui ont fourni l'argent des contestations en bloc?

L'expression qu'il a employée cet après-midi et qu'il a dû retirer, "loi inique", devrait être appliquée à la manœuvre que veut rendre possible l'honorable député de Hull (Applaudissements) à l'effet de permettre à n'importe qui de ramasser des sous pour jeter l'injure à la face de toute la législation québécoise en contestant l'élection de presque tous ses membres.

Le député de Hull a tort de vouloir faire croire à la population que sa théorie est vraie. Il n'y aurait plus de limite aux abus si l'on parvenait à faire adopter le point de vue du député de Hull. La Législature rend un service à la magistrature en la débarrassant des ennuis de procédures intentées par des hommes dont quelques-uns ne connaissent pas leurs propres fils.

Voilà ce que nous a révélé hier l'examen des procédures qui sont devant les tribunaux. (Applaudissements prolongés) Je considère que cette mesure n'est pas seulement opportune mais impérative. (Applaudissements)

M. Béïque (Chambly): Je voudrais poser une question à l'honorable député de Montréal-Sainte-Anne (l'honorable M. Dillon). Est-il l'auteur de ce projet?

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne): Le bill est devant la Chambre et le fait que mon nom est sur le projet suffit à répondre.

M. Béïque (Chambly): Ce n'est pas une réponse.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La réponse est à la hauteur de la question.

M. Béïque (Chambly): Je pourrais répondre à l'honorable premier ministre. On a dit que les contestations en bloc feraient passer les citoyens de la province de Québec pour des vendus. La population de Québec n'est pas une population de vendus, mais il faut admettre qu'il y a de gros acheteurs.

(Murmures et rires du côté ministériel)

Le premier ministre a parlé du scandale jeté par les contestations, mais le premier ministre, si chatouilleux sur ce point, l'est beaucoup moins au sujet des files d'acheteurs qui encombrant les magasins de la Commission des liqueurs...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) soulève un point d'ordre en disant que cela est en dehors du bill.

M. le Président, nous devrions nous en tenir à la question.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable premier ministre ne prend pas le bon moyen pour abréger la discussion. L'honorable député de Chambly ne fait qu'une référence. L'allusion que veut faire le député de Chambly est dans l'ordre et si l'on veut soulever des points d'ordre, ils seront discutés.

Il menace le premier ministre de la lecture de statuts s'il s'obstine à multiplier les points d'ordre⁸.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Alors, nous allons nous entendre. Mais l'honorable député de Trois-Rivières n'a pas fait le discours de son collègue. Il ne sait pas ce qu'il va dire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable premier ministre nous a fait le compliment qu'il y avait plusieurs chefs dans l'opposition. Cela prouve qu'il y a plusieurs têtes de ce côté-ci de la Chambre. N'y-a-t'il qu'une seule tête qui ait participé à la rédaction de ce bill?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Voulez-vous dire qu'il n'y a que les chefs qui ont des têtes. Vos amis vont vous remercier.

M. Béïque (Chambly): J'étais à dire que ce qui fait une mauvaise réputation à notre province, c'est la procession des nôtres aux portes des magasins de la Commission des liqueurs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous sommes loin de la question.

M. Béïque (Chambly): C'est tout ce que j'ai à dire sur ce point.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Alors, ça va finir par votre procession.

M. Béïque (Chambly): Je ne pourrais pas voter pour cette loi, car j'aurais peur que mes électeurs me demandent de résigner mon mandat. Est-ce que je pourrais vous demander, M. le Président, si le mot "coward" est parlementaire?

(Rires)

L'honorable premier ministre a parlé du vieux Parti conservateur. Le vieux Parti conservateur a passé sa vie à refaire ce que le Parti libéral avait démolé et voilà pourquoi je voterai contre ce projet.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que le projet que l'on propose empêchera un pétitionnaire d'emprunter de l'argent pour payer un dépôt?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il est difficile de couvrir tous les cas. Les avocats de la rue Saint-Jacques passeront peut-être à travers cela.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a d'excellents avocats à Montréal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y en a d'excellents, en effet.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Comme à Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y en a à Trois-Rivières aussi. L'honorable député de Montréal-Sainte-Anne (l'honorable M. Dillon), qui a préparé le bill, ne pouvait le mettre plus clair.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je suis content de la déclaration de l'honorable premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous sommes tous solidaires comme dans l'opposition. Nous avons préparé le bill ensemble, car, comme on l'a dit, nous sommes plusieurs têtes.
(Rires)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'espère que l'honorable premier ministre ne compare pas le sort des têtes de l'opposition à celui des têtes de la droite.

M. Guertin (Hull): Pourquoi exiger d'un homme qu'il ait \$1,000 quand un citoyen peut être député même s'il n'a pas trente sous dans sa poche?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Ce n'est pas du tout la même chose. Le député ne porte atteinte à l'honneur de personne, tandis que le pétitionnaire peut le diffamer. Il faut qu'il prenne la responsabilité de ses paroles et de ses actions et qu'il soit solvable pour répondre aux actions en dommages qu'il pourrait s'attirer.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pourquoi exige-t-on une qualification foncière d'un conseiller municipal mais pas d'un député?

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne): Il y a une différence entre la présentation d'un candidat et la contestation de son élection après que l'électorat a approuvé sa candidature et l'a élu. Avant d'invoquer les tribunaux et de plonger le comté dans

une nouvelle élection, il est sage d'insister pour que celui qui veut tout bouleverser fournisse un dépôt de \$1,000 pour payer les frais d'une contestation, pour prouver qu'il est sérieux.

M. Barré (Rouville): En écoutant ce débat, je me suis rappelé le mot d'un homme de chez-nous qui disait: "Que c'est donc fin un avocat." Il trouvait cela tellement fin qu'il a fait des sacrifices pour faire de son fils un avocat, qui siège brillamment en cette Chambre. Quant au projet qui est devant nous, nous n'en connaissons pas l'auteur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous sommes comme le pétitionnaire de Drummond, nous ne savons pas qui est le père.
(Rires)

M. Barré (Rouville): Nous ne prétendons pas que les électeurs de la province de Québec sont des vendus. Mais il y a des gens à la conscience honnête qui sont influencés par divers intérêts. J'admets qu'il y a dans ma race des citoyens qui ne sont pas recommandables, mais faut-il pour cela que nous empêchions les tribunaux légalement constitués de juger les contestations d'élections. C'est là un acte qui est un aveu. Il peut y avoir des gens de ma race disposés à se vendre, mais je ne veux pas, comme Canadien, que dans ce pays on puisse dire que des hommes responsables ont refusé d'être jugés par les tribunaux. La contestation des élections n'est pas une injure à un peuple.

Des voix: Écoutez, écoutez.

M. Barré (Rouville): Si l'on veut m'interrompre, je demanderais que l'on parle fort pour que je puisse répondre. Un homme peut emprunter \$200 et être élu député, mais un électeur, convaincu qu'on a faussé le sentiment populaire, ne pourra demander justice s'il n'a pas \$1,000. C'est là une injustice. Chez nous, il n'y a pas 3 % de nos gens qui pourront trouver \$1,000 dans trente jours. Ils pourront les avoir en vendant un coin de leur propriété, en faisant encan. Je dis que cette mesure est contraire aux principes de saine démocratie. Je dis que cette loi est scandaleuse. Et le scandale...

Des voix ministérielles: Oh! Oh!

M. Barré (Rouville): Et le scandale...

Des voix ministérielles: Oh! Oh!

M. Barré (Rouville): Je dis "et le scandale", puisqu'on veut que je le répète. Et le scandale, c'est qu'on sape l'autorité des tribunaux. Ma voix n'est pas assez forte pour le dire. Ce qui compte, c'est qu'on ne doit pas fausser la conscience du peuple.

Des voix ministérielles: Encore, encore.
(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable député de Montréal-Sainte-Anne (l'honorable M. Dillon) ne nous a pas justifié sa mesure au point de vue de la justice.

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne): Ceux qui crient toujours après la justice ne sont pas toujours ceux qui sont les plus conséquents avec eux-mêmes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que l'honorable député dit cela pour l'honorable premier ministre?

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne): Mes paroles s'adressent à ceux qui ne veulent pas entendre. Il n'y a pas de pires sourds que ceux-là.
(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les tribunaux ont jugé que le dépôt avait été fait légalement et on veut amender le jugement. Jugement a été rendu et on veut l'annuler!

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne): Nous n'amendons pas les jugements, nous amendons la loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le Président, je ne veux pas m'attarder sur cet article, mais je crois que le député de Montréal-Sainte-Anne (l'honorable M. Dillon) se convaincra que les protestations de l'opposition ne sont pas l'effet d'un parti pris mais l'écho des revendications du peuple contre un abus de pouvoir.

M. Stockwell (Brome)⁹: M. le Président, au risque de prolonger la discussion, je veux faire quelques observations. Il me semble que je dois exprimer les vues de nos districts ruraux. Nous avons beaucoup entendu parler de la lettre de la loi. Je référerai la Chambre au livre de Montesquieu, "l'Esprit des lois," que plusieurs de mes collègues ont lu.

Il parle de la façon dont les élections se font suivant la Constitution des États-Unis.

Notre Constitution ne reconnaît aucun parti politique. L'officier-rapporteur d'une élection a ordre de procéder à l'élection d'un député. C'est là l'affaire des électeurs du comté et non des étrangers.

(Applaudissements)

Les électeurs ne choisissent pas un libéral, un conservateur, un socialiste mais un citoyen. L'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis) a changé d'idée. Lorsqu'il prétend que la magistrature n'est pas sujette à l'autorité de la Législature, il ne base pas son argument sur des principes constitutionnels bien solides. Le devoir de la Législature est de faire des lois claires. Nous ne devons pas abandonner nos responsabilités. Une contestation est un litige et entraîne des frais. Il faut en garantir le paiement.

Ce que je sais, c'est que ces contestations sont le résultat d'une conspiration centralisée en vue de subventionner les litiges, et l'on pourra s'exciter autant qu'on le voudra, personne ne pourra nier les faits.

(Applaudissements)

Cette conspiration, la conspiration des élections contestées, s'est basée sur l'accusation de fraude. J'en appelle à mon collègue de Trois-Rivières, que j'estime beaucoup. Nous avons fait nos études de droit, lui à Laval, moi à McGill. Je me souviens des leçons que j'y ai reçues. Un juge a déclaré que cette conspiration était un cas de "maintenance" et "champerty." C'est là la conspiration aux termes de la loi, et de l'entente pour faire un procès, ce qui est contraire à la loi.

L'honorable député de Trois-Rivières me dira, je l'espère, ce qu'il pense de la préparation des pétitions et de l'envoi d'agents à travers les comtés pour demander à des électeurs d'intenter des litiges, financés par un même homme. C'est le cas qui est devant nous et je crois que la Chambre ne devrait pas hésiter à prendre la responsabilité de mettre fin à pareil complot.

Je connais un cas extraordinaire. Un homme, qui vendait du miel, entre dans le bureau d'un avocat pour lui vendre du miel. Lorsqu'il sort de ce bureau d'avocat, il était pétitionnaire dans une contestation d'élection. Je demande à l'honorable député de Trois-Rivières de me dire ce qu'il pense de cela, comme avocat.

Mon honorable ami a dit que cette contestation en bloc était un abus. Le devoir de la législature n'est-il pas de réprimer les abus? Si nous croyons qu'un litige a été financé par une conspiration, c'est notre devoir d'y mettre fin. Voilà comment je comprends la question. En rectifiant les abus, dans la cause qui nous occupe, le gouvernement ne fait qu'accomplir ses devoirs.

(Applaudissements du côté ministériel)

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le Président, je félicite l'honorable député de Brome (M. Stockwell), qui vient de montrer qu'il a toutes les qualifications pour être trésorier de la province. Il a fait un discours avec déficit de raison et un surplus d'esprit. (Rires) L'honorable député de Brome est un gentilhomme. Il n'a pas fait de personnalités comme des membres de cette Chambre situés plus haut que lui. Mon honorable ami a cité le droit anglais. Mais nous basons notre critique sur le droit anglais lui-même. May, à la page 278, dit qu'on ne peut présenter en Chambre une motion qui a trait à des causes pendantes; Bourinot, page 497, troisième édition, parle dans le même sens.

L'action présente de la Législature est d'autant plus contre le droit britannique que tout accusé est présumé innocent, d'autant plus si les tribunaux lui donnent raison. Alors pourquoi la Législature agit-elle avant que les tribunaux se prononcent? Au surplus, personne ne niera qu'il y a des contestations qui sont parfaitement justiciables et dans le plus grand intérêt public pour faire respecter la loi et l'ordre, et assurer en même temps le respect de l'autorité et des lois.

Or, la Législature par cette loi va légaliser, légitimer ces violations frauduleuses de la loi. Elle va prendre parti pour le coupable contre celui qui réclame justice. La loi actuelle constitue un recul de 100 années, et une atteinte dangereuse aux principes du parlementarisme chez nous.

Il appartient à la Législature de montrer son respect des tribunaux de notre province, qui font notre orgueil. Ce n'est pas en commentant des abus de pouvoir que l'on montre du respect à la magistrature. L'honorable député de Brome représente la couronne en cette province et il a de l'expérience. Il sait qu'un accusé est présumé innocent tant qu'il n'est pas trouvé coupable. Or, il a tort de parler de "maintenance" et de "champerty", car il sait que le jugement sur ce point était erroné.

M. Stockwell (Brome)¹⁰: J'ai une petite correction à faire. J'ai eu l'honneur d'être avocat de la couronne, mais j'ai démissionné avant d'entrer dans la politique.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable député était l'avocat du roi et maintenant il est l'avocat de l'accusé. L'honorable premier ministre a dit que les pétitionnaires étaient l'écume de la province. Parole malheureuse! Ma voix n'est pas assez forte, il me semble, pour condamner cette mesure et je demande encore au gouvernement de

réfléchir avant de faire voter ce qui sera toujours considéré comme une iniquité malheureuse.

(Applaudissements à gauche)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. le Président, je répète qu'on ne peut blâmer les conservateurs d'avoir fait dans plusieurs comtés ce que les libéraux ont fait dans le comté de Deux-Montagnes. Dans un cas d'accident, si on changeait la loi, l'honorable député de Brome (M. Stockwell) s'en prévaudrait-il?

M. Stockwell (Brome): Je déclare que si les députés contestés en ont besoin, si la chose est nécessaire, ils pourront s'en prévaloir. Pour ma part, je n'hésiterai pas à m'en prévaloir, si cela est nécessaire, comme l'honorable député de Saint-Sauveur (M. Bertrand), nous l'a déclaré hier. Mais que fera mon honorable ami de Deux-Montagnes dans sa propre élection. Profitera-t-il des avantages de cette loi?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Dites-nous donc cela?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne vois pas pourquoi je ne me soumettrais pas comme tous les autres citoyens à la loi de la province.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Ne pourrions-nous pas ajourner à demain?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Il n'est que 10 h 40.

Il dit être disposé à entendre immédiatement les arguments de l'opposition au sujet de la loi. Ne parlez pas trop longtemps.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) croit que le fait que plusieurs Montréalais aient inspiré les séries de contestations dont on discute ne fait que prouver à quel point ils avaient des intérêts dans les affaires de la province. Il évoque le fait que les gens des districts ruraux ne refusent pas l'argent de la métropole pour les routes et les écoles. Pourquoi alors, devraient-ils protester si des citoyens de la métropole considèrent approprié d'investir leur argent pour assurer des élections sans taches?

De plus, il se plaint du caractère hâtif de cette législation, étant donné que les contestations n'avaient pas été évaluées selon leur mérite. Si l'on démontrait sans l'ombre d'un doute, lors des audiences, qu'il y a eu effectivement les abus dont se plaignent les supporters du gouvernement, il serait

alors temps d'adopter une loi réparatrice; d'un autre côté, si la preuve était faite que les contestations étaient justifiées, il n'y aurait aucune raison de s'occuper de la présente loi.

Je considère que cette mesure sera interprétée comme une ouverture pour cacher des coupables. Nous pouvons faire des lois, mais l'opinion publique est notre juge et elle condamne cette mesure. Au cours de l'après-midi, le gouvernement a décidé que le mot inique ne pouvait être ajouté comme qualificatif à un projet de loi. Je ne sais pas si c'est parlementaire ou non, mais je considère que la loi est non seulement inique, mais pire qu'inique. Ce projet est le plus inique des plus iniques.

M. McDonald (Pontiac): Je veux relever la déclaration de l'honorable chef temporaire de l'opposition.

Il déclare que la meilleure preuve de la faiblesse de la cause conservatrice est l'entrevue donnée par le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) et il s'en servira dans son comté.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): L'honorable député de Pontiac (M. McDonald) sait-il comment les élections se sont faites.

M. McDonald (Pontiac): Je suis responsable de ma propre élection. Mon élection est contestée par un imbécile et un autre qui appartiennent à l'écume de la société. L'honorable premier ministre avait donc raison de dire que les pétitionnaires étaient l'écume de la province. L'honorable député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) a dit que l'opinion publique était contre cette loi. Dans mon comté, les électeurs sont unanimes à l'approuver.

(Applaudissements)

M. Béïque (Chambly): Plus j'étudie ce bill, plus je crois de mon devoir de protester. M. le Président, je ne comprends pas pourquoi on a rappelé l'honorable député de Hull (M. Guertin) à l'ordre, quand il a exprimé la pure vérité cet après-midi. Je considère cette loi comme la plus inique, la plus scandaleuse, la plus odieuse, arbitraire, monstrueuse, que jamais Législature n'ait passée dans aucun pays du monde...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. le Président, je crois que l'honorable député devrait ménager ses expressions. Ces mots ont été déclarés non parlementaires et le député de Chambly devrait les retirer.

M. Béïque (Chambly): Je les ai dits et je les maintiens. Je n'ai rien à retirer.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. L'article 19 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Les dispositions de l'article 6 ne s'appliquent pas à ce délai."

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) explique en français la clause du bill.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): L'honorable député me donnera-t-il l'explication en anglais ?

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne): Je vais vous l'expliquer en gaélique¹¹, si vous le voulez.

Il explique que la clause 3 est une clause de concordance à l'article 19.

La clause a pour but de décréter que, lorsque le dernier jour des délais tombe un jour férié, il doit y avoir un jour de plus. Le délai sera de trente jours et pas plus.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi intervenir encore dans les jugements de la magistrature?

Il déclare que c'est là la clause qui montre le plus où le gouvernement veut en venir.

Il affirme que cette clause ne s'applique pas seulement aux causes devant les tribunaux de première instance mais aussi aux causes en appel.

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne): L'honorable député de Deux-Montagnes ne pratique pas le respect de la magistrature qu'il prêche. L'amendement est conforme aux jugements rendus, moins un.

M. Duplessis (Trois-Rivières) critique l'article.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) explique l'article 19 qui dit que l'action doit être prise dans les 30 jours de la publication dans la *Gazette officielle* et non plus tard. C'est ce "non plus tard" qu'il faut interpréter. Il cite le jugement de Sir François Lemieux, qui dit que le délai de 30 jours est

suffisant, et cinq autres juges ont été du même avis. Un seul a été dissident. Le législateur se range simplement de l'avis de la majorité et veut que la loi soit interprétée partout de la même façon.

L'article 3 est adopté.

L'article 4 est adopté.

"Le comité étudie l'article 5 qui se lit comme suit:

5. Les articles suivants sont insérés dans ladite loi, après l'article 23:

"23a. La somme de mille dollars que le pétitionnaire doit déposer comme cautionnement, tel que prévu par les articles 22 et 23, doit être la propriété et provenir des propres deniers du pétitionnaire et ne pas provenir d'une autre source pour les fins de la contestation; autrement le cautionnement est nul et de nul effet.

"23b. Le fait que le cautionnement a été fourni par une personne autre que le pétitionnaire peut être invoqué à toute phase de la procédure, même si ce moyen a déjà été invoqué et jugé, par un plaidoyer spécial; et ce plaidoyer doit être jugé avant tout autre incident de la cause et avant l'instruction au mérite.

"Il y a appel à la Cour du banc du roi, siégeant en appel, du jugement qui maintient ou renvoie ce plaidoyer."

Le comité étudie l'article 23a introduit par l'article 5.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi cela?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous l'expliquons depuis 2 jours.

M. Barré (Rouville): En somme, on veut se substituer aux juges. L'autorité législative intervient et se substitue à l'autorité judiciaire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pas du tout. Nous disons: Voilà l'esprit de la loi. Les juges l'appliqueront ensuite. Nous n'intervenons pas.

M. Barré (Rouville): L'honorable premier ministre ne répond pas à mon point.

L'article 23a introduit par l'article 5 est adopté.

Le comité étudie l'article 7 qui se lit comme suit:

"7. L'article 124 de ladite loi est modifié en en retranchant le deuxième alinéa."

M. Duplessis (Trois-Rivières) exprime le désir que l'on passe l'article 7 du bill.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges), n'ayant pas suivi les détails, veut savoir de quoi traite cet article.

M. Duplessis (Trois-Rivières) lui donne le texte de l'article.

M. le président demande si l'article 7 est passé.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, l'article 7.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): L'article 7 n'est pas passé.

M. Duplessis (Trois-Rivières): D'accord, l'article 7 n'est pas passé, ni 8, ni 9.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 40.

NOTES

1. Le chef du Parti conservateur, M. Camillien Houde, a assisté au débat selon *L'Action catholique* du 4 décembre 1931, à la page 10.

2. La séance reprend 15 minutes plus tard, selon *L'Événement* du 4 décembre 1931, page 12.

3. Selon *L'Événement* du 4 décembre 1931, à la page 12, cet avocat aurait été, en une occasion, candidat libéral à une convention fédérale.

4. La citation qui suit est tirée du discours qu'a prononcé le député de Joliette (M. Dugas), le 2 décembre 1931, dans le cadre de la deuxième lecture du bill 32 modifiant la loi des élections contestées de Québec.

5. En attendant le vote, M. Guertin s'enfonce son feutre brun sur la tête. On lui crie: Chapeau! Chapeau! M. Guertin ignore les cris et enlève son chapeau juste pour donner son vote, puis le remet, selon *Le Soleil* du 4 décembre 1931, page 80.

6. À l'article 111 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, 1915, il est stipulé que "tous les jours, les lundis exceptés, la Chambre, à la reprise de sa séance à sept heures et demie du soir, consacre une heure à délibérer sur les bills privés."

7. *Le Soleil* du 4 décembre 1931, à la page 15, et *Le Canada* du 4 décembre 1931, à la page 6, soulignent que le député de Huntingdon (M. Fisher) n'a pas compris la question du premier ministre puisqu'il souffre de surdité. C'est la raison pour laquelle monsieur Duplessis se lève de son siège pour lui souffler la question à l'oreille.

8. Ce passage est tiré du *Devoir* du 4 décembre 1931, journal peu favorable au premier ministre.

9. Selon *La Presse*, M. Stockwell s'exprime en anglais.

10. Selon *L'Événement*, M. Stockwell s'exprime en français cette fois-ci.

11. *Le Soleil* du 4 décembre 1931, à la page 15, emploie le terme "irlandais" plutôt que gaélique.

Séance du vendredi 4 décembre 1931

Présidence de H. Authier

La séance est ouverte à 11 heures¹.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable T.-D. Bouchard).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs!
Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la municipalité du village de Plage Laval, demandant l'adoption d'une loi l'érigeant en municipalité de ville sous le nom de Plage Laval et pour autres fins.

Votre comité est d'opinion que la pétition des Oeuvres de Notre-Dame de la Merci, demandant l'adoption d'une loi ratifiant la vente d'un certain immeuble est régulière et suffisante; que le bill qui a été déposé par le pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et à l'avis qui en a été donné, que cette pétition n'a pas été encore suffisamment annoncée mais que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence votre comité recommande de suspendre le règlement à l'égard de cette insuffisance des annonces et de permettre au pétitionnaire de présenter immédiatement le bill qu'il a déposé.

Adopté.

**Oeuvres de
Notre-Dame-de-la-Merci**

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) demande la permission de présenter le bill 115 concernant les Oeuvres de Notre-Dame-de-la-Merci.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Ville de
Plage Laval**

M. Filion (Laval) demande la permission de présenter le bill 111 constituant en corporation la ville de Plage Laval.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des terres et forêts,
article 144**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay), appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), demande la permission de présenter le bill 38 modifiant l'article 144 de la loi des terres et forêts.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
paroisses et fabriques**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le bill 39 modifiant la loi des paroisses et des fabriques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Demande de documents:

**Canalisation
du Saint-Laurent**

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copie de toute correspondance (télégrammes et lettres) entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres et officiers, et le gouvernement fédéral, aucun de ses membres ou officiers et se rapportant à la canalisation du fleuve Saint-Laurent et à tout développement de la force hydraulique du fleuve Saint-Laurent, et cela depuis le 1^{er} janvier 1921 inclusivement jusqu'au 23 novembre 1931 inclusivement.

Adopté.

Coupe du bois

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1^{er} janvier 1931 inclusivement jusqu'au 1^{er} novembre 1931 exclusivement, se rapportant à la coupe du bois dans cette province.

Adopté.

Droits de coupe

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1^{er} janvier 1931 inclusivement jusqu'au 1^{er} novembre 1931 exclusivement, se rapportant à la perception des droits de coupe en cette province.

Adopté.

Paroisse Saint-Armand-Ouest, Philipsburg, Missisquoi, annexion de lots

M. Saurette (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 154 détachant certains lots de la paroisse de Saint-Armand-Ouest et les annexant à la municipalité du village de Philipsburg, dans le comté de Missisquoi, pour les fins municipales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession Chénier Émond

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 79 concernant la succession Chénier Émond.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Sorel

M. Turcotte (Richelieu) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 75 modifiant la charte de la cité de Sorel.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Turcotte (Richelieu) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Montreal Light, Heat and Power Consolidated

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 106 modifiant la charte de Montreal Light, Heat and Power Consolidated.

Adopté.

En comité:

M. Duplessis (Trois-Rivières) dit que ce bill est un autre encouragement à la surcapitalisation. On connaît bien son opinion sur le sujet, dit-il. Il a toujours considéré la surcapitalisation comme étant la cause principale de la dépression que l'on connaît actuellement, et il espère qu'aucune mesure ayant pour but de l'encourager ne recevra le support de la Chambre. Il s'oppose donc fortement à la mesure soumise ici et souhaite que son opposition soit enregistrée.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Rivière-du-Loup,
autorisation d'emprunt**

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 110 autorisant la cité de Rivière-du-Loup à contracter un emprunt de trente-cinq mille dollars, pour certaines fins.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Paroisse
Saint-Jean-Baptiste de Québec**

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 113 modifiant l'acte pour ériger la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Québec.

Adopté.

En comité:

M. Samson (Québec-Centre) demande de plus amples informations au nom de la paroisse du Saint-Cœur de Marie et autres qui souhaitent savoir s'ils seront impliqués financièrement.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Infractions
à la loi de la chasse**

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 24 modifiant la loi de la chasse relativement à certaines infractions soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a nommé trop de gardes-chasse et il a fait ainsi trop de patronage dans ce département.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Infractions
à la loi de la pêche**

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 modifiant la loi de la pêche relativement à certaines infractions soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Code civil,
article 2157b**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 modifiant l'article 2157b du Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Loi des cités et villes,
article 546**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 34 modifiant l'article 546 de la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mercredi le 9 décembre 1931, à 3 heures.

Il rappelle Toutefois que les comités siégeront mercredi avant-midi comme à l'ordinaire.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 45².

NOTES

1. *The Gazette* du 5 décembre 1931, à la page 2, décrit cette séance comme suit: Une brève séance de l'Assemblée a été tenue ce matin et une importante somme de travail, de nature essentiellement routinière, a été accomplie. En vue de la longue fin de semaine, comme il n'y aura pas de session mardi à cause de l'Immaculée Conception, presque tous les législateurs sont retournés chez eux au cours de la journée et d'ailleurs plusieurs ont dû partir la veille et ce matin, si l'on en juge à la faible représentation des deux côtés de la Chambre.

The Montreal Daily Star du 4 décembre, à la page 1, fait remarquer: ...sur 90 députés, à peine une vingtaine ont assisté à la séance...

2. *The Gazette* du 5 décembre 1931, à la page 2, signale que MM. Duplessis et Gault furent les seuls députés de l'opposition qui sont intervenus au cours de cette séance.

Séance du mercredi 9 décembre 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 18 relatif à certaines acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte;
- bill 28 modifiant la loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte;
- bill 34 modifiant l'article 546 de la loi des cités et villes;
- bill 154 détachant certains lots de la paroisse de Saint-Armand-Ouest et les annexant à la municipalité du village de Philipsburg, dans le comté de Missisquoi, pour les fins municipales.

Loi de l'aide aux chômeurs

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière), appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), demande la permission de présenter le bill 42 modifiant la loi de l'aide aux chômeurs, 1930.

Il s'agit tout simplement de faire concorder la loi de l'an dernier avec celle de cette année, d'autoriser les municipalités à négocier les emprunts nécessaires, ratifier les contrats, etc.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Code de procédure civile, bureaux publics

M. Taschereau (Bellechasse), appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. Bouthillier), demande la permission de présenter le bill 156 modifiant le

Code de procédure civile relativement à certains bureaux publics.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Code de procédure civile, articles 648 et 728

M. Taschereau (Bellechasse), appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. Bouthillier), demande la permission de présenter le bill 155 modifiant les articles 648 et 728 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Possession et transport des liqueurs alcooliques

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), demande la permission de présenter le bill 30 modifiant l'article 5 de la loi concernant la possession et le transport des liqueurs alcooliques.

Les juges ont fait remarquer que, dans bien des cas, ladite loi comporte des amendes draconiennes pour certaines offenses, des pénalités tellement lourdes que les violateurs de la loi ne pouvaient payer l'amende et préféraient aller en prison. Aussi l'État, au lieu de récolter de plantureuses amendes, se voit surchargé de pensionnaires récalcitrants qui coûtent autant à la province que les revenus qu'elle devait en retirer. On amende la loi pour diminuer ces amendes, dans l'espoir que les inculpés seront incités à payer l'amende, ce qui serait beaucoup plus profitable. Le trésor s'enrichirait d'autant.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Ponts de péages

M. Duplessis (Trois-Rivières): De janvier 1930 à date, dans cette province: *a.* combien de ponts de péage ont été construits; *b.* combien de ponts de péage ont été établis?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Aux questions *a* et *b*, même réponse: aucun.

Revenus bruts provenant de ponts

M. Duplessis (Trois-Rivières): Depuis le 1^{er} janvier 1931 inclusivement jusqu'au 1^{er} novembre 1931 exclusivement, quels sont les revenus bruts provenant: *a.* du pont Galipeault; *b.* du pont Taschereau; *c.* du pont de la province à Saint-François-Xavier de Batiscan, comté de Champlain?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): *a.* Pont Galipeault: \$88,498.30; *b.* Pont Taschereau: \$80,850.97; *c.* Pont Batiscan: \$65,188.90.

Revenus nets provenant de ponts

M. Duplessis (Trois-Rivières): Depuis le 1^{er} janvier 1931 inclusivement jusqu'au 1^{er} novembre 1931 exclusivement, quels sont les revenus nets provenant: *a.* du pont Galipeault; *b.* du pont Taschereau; *c.* du pont de la province à Saint-François-Xavier de Batiscan, comté de Champlain?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): *a.* Pont Galipeault: \$80,033.74; *b.* Pont Taschereau: \$73,299.78; *c.* Pont Batiscan: \$59,182.23.

Montants versés aux conseils municipaux ou corporations municipales

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien a-t-il été payé à la province par les conseils municipaux ou les corporations municipales à l'occasion de tout acte qui doit être fait ou de tout document qui doit être émis, certifié ou approuvé par le ministre des Affaires municipales ou par un officier de ce département, de même que par le lieutenant-gouverneur en conseil ou par une personne quelconque, en rapport avec les affaires municipales depuis le 1^{er} janvier 1931 inclusivement jusqu'au 1^{er} novembre 1931 exclusivement?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): \$18,416.

Loi des élections contestées

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 32 modifiant la loi des élections contestées de Québec.
Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen).

M. Duplessis (Trois-Rivières) trouve étrange cette hâte fébrile que manifeste le gouvernement à faire adopter ce bill extraordinaire quand, en somme, il n'y a aucune urgence. Le gouvernement aurait dû manifester cet empressement pour le bill des travaux de chômage. La Législature a été convoquée le 2 novembre, et le bill n'a été adopté qu'à la fin du mois, après des séances d'un quart d'heure. Que le gouvernement étudie d'abord son nouveau bill du chômage, qu'il continue le débat sur le budget.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Le bill nouveau sur le chômage n'a trait qu'aux travaux de 1931. Il s'agit là tout simplement d'articles de concordance à la loi de l'an dernier, au sujet des emprunts que peuvent contracter les municipalités, et ainsi il n'y a aucune presse. Il n'y a donc aucun retard dans l'exécution des travaux de chômage.

Le comité étudie l'article 23*b*, introduit par l'article 5, qui se lit comme suit:

"23*b*. Le fait que le cautionnement a été fourni par une personne autre que le pétitionnaire peut être invoqué à toute phase de la procédure même si ce moyen a déjà été invoqué et jugé, par un plaidoyer spécial: et ce plaidoyer doit être jugé avant tout autre incident de la cause et avant l'instruction au mérite.

"Il y a appel à la Cour du banc du roi, siégeant en appel, du jugement qui maintient ou renvoie ce plaidoyer."

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) explique que la clause précédente, adoptée en comité, établit que le dépôt de \$1,000 en contestation d'élection doit être la propriété du pétitionnaire, et cette clause présentement en discussion rendrait la clause qui précède applicable aux contestations actuellement devant les tribunaux. Elle vise, dit-il, à clarifier et à préciser la loi en ce qui concerne la nécessité pour le pétitionnaire de prouver qu'il a lui-même fourni le montant du dépôt dans le cas de la contestation. La clause stipule également que la preuve doit pouvoir être démontrée à chaque étape du processus.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela veut dire que les jugements rendus sur cette question

même, par tous les juges de la Cour supérieure, et ce, sans divergence d'opinions, seront mis de côté. C'est d'autant plus évident si on lit l'article 8 du présent bill qui déclare que ledit bill s'applique à toute cause pendante. Et l'on spécifie que l'on pourra discuter ce moyen, même s'il a déjà été jugé.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les juges n'ont pas été unanimes sur ce point.

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne): Nous amendons la loi parce que les termes n'en étaient pas clairs. L'éclaircissement de la loi pourra être invoqué devant les tribunaux.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas éclairci la loi pendant ses 34 années de pouvoir?

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne): Parce que nous n'avons jamais été en face d'une situation comme celle que nous avons aujourd'hui. Jamais un homme n'avait osé contester les élections en bloc.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les contestations en bloc peuvent être inopportunes et malheureuses, mais elles ne justifient pas l'iniquité que constitue la loi actuelle. Car les contestations actuelles ne peuvent justifier l'excès de vertu du gouvernement. Il sait parfaitement que, depuis 50 ans, toutes les contestations ont été inspirées et dictées par l'organisation politique centrale, qu'il s'agisse de conservateurs ou de libéraux. Le premier ministre lui-même était parfaitement au courant des contestations intentées dans Deux-Montagnes et Saint-Sauveur, et du fait qu'elles avaient été intentées par l'organisation libérale. Aussi, l'attitude gouvernementale, adoptée pour justifier le bill, est-elle du pharisaïsme pur. Car le gouvernement a fait ce qu'il reproche aux autres, jusqu'au jour où l'action de l'adversaire lui a causé des embarras et des ennuis.

Le gouvernement affirme qu'il veut préciser le sens de la loi, éclairer les tribunaux, leur aider à interpréter la loi. Or, tous les juges de la Cour supérieure ont été unanimes à déclarer que les dépôts ont été faits suivant la loi. Les juges, qui offrent des garanties de compétence et d'impartialité, ont jugé unanimement. La Législature fait la loi, elle ne l'interprète pas, car elle a dévolu cette tâche aux tribunaux, pour fins de bonne et saine administration. Mais cela n'est pas suffisant pour le gouvernement. Il n'appartient pas à la Législature de se charger de

l'interprétation. Or, dans le cas présent, la Législature, de l'aveu même du premier ministre, ne fait rien autre chose qu'interpréter la loi. C'est même la seule excuse que le gouvernement fait valoir. C'est une procédure que je qualifierais d'extraordinaire, et j'affirme que le gouvernement n'a pas le droit de procéder ainsi.

Il y a d'ailleurs un autre principe en jeu. Les tribunaux ayant interprété la loi d'une certaine manière, l'un des plaideurs, l'accusé, vient nous dire: les juges ne sont pas compétents, ils ont mal compris et interprété la loi. Aussi, je décide de faire une loi pour forcer le tribunal à interpréter la cause en ma faveur et me débarrasser d'un procès. C'est le défendeur qui va dire au juge comment juger. Je ne comprends pas comment d'éminents membres du Barreau et des députés de la Législature peuvent supporter de voir les représentants du peuple déclarer dans ce bill que les juges sont incompetents, qu'ils ne comprennent pas la loi, et qu'une interprétation de la loi est à la fois nécessaire aux juges de la Cour supérieure et de la Cour d'appel. Et tout cela doit être fait par ceux qui sont accusés aujourd'hui. Où s'en va-t-on avec tout ça?

On répondra que les tribunaux se sont trompés, sont composés d'êtres humains, faillibles par conséquent. Mais il y a des cours d'appel créées spécialement pour corriger les erreurs des tribunaux de première instance.

La situation est donc celle-ci: un député, partie au procès en contestation contre lequel les tribunaux ont décidé, vient dire que les tribunaux ne savent pas interpréter la loi, qu'ils ne sont pas en somme aussi impartiaux que les députés dont les élections sont contestées, et qu'il a droit, lui, accusé partie en cause au procès, de décréter que les tribunaux ne peuvent entendre les témoins qui veulent l'accuser, ne peuvent entendre la preuve qui peut conduire à sa déqualification.

Et cet acte arbitraire, le député pourra le répéter à toute élection. Il pourra commettre les actes les plus odieux, les plus révoltants, et le lendemain de l'élection, passer une loi se lavant de toute faute, rejetant tout droit des électeurs de vérifier s'il est bien le véritable représentant du peuple. C'est saboter tout le système du parlementarisme et en même temps le système judiciaire qu'on met au rancart quand le besoin s'en fait sentir. Ce ne sont plus les tribunaux, nos cours d'appel, mais les accusés qui décident dans leur propre cause.

On veut saper les droits des tribunaux et c'est la Législature elle-même qui donne cet exemple. La Chambre se rend complice après le fait de toutes les

illégalités, de tous les désordres commis au cours des dernières élections et contre lesquels les électeurs en vertu des lois établies demandent justice. Elle couvre tout de son manteau. C'est ainsi que le premier ministre veut ajouter à la bonne renommée de la province et surtout de la Législature. Il veut que soit connu que 60 députés, se voyant accusés de manœuvres frauduleuses, ont préféré se laver eux-mêmes, au lieu d'aller devant les tribunaux de leur pays, au moyen d'une loi arbitraire. La Chambre veut se rendre non seulement complice après le fait, mais aussi proclamer le mépris des autorités judiciaires. Il s'agit là d'une procédure extraordinaire. Ce gouvernement est pareil à un accusé qui se chargerait de dicter aux juges ce qu'ils doivent faire, et qui s'approprierait ensuite le pouvoir de rectifier leurs conclusions.

En fait, le gouvernement est en train de dire aux cours qu'elles n'ont pas la compétence pour régler ces contestations. Cela va à l'encontre de l'esprit de notre système judiciaire dans son ensemble. Est-ce qu'une telle attitude - de se faire pareil complice aux yeux de la population au mépris de notre système de justice et des Cours supérieure et d'appel - va ajouter au bon renom de l'Assemblée législative, la seule législature canadienne française et catholique de ce continent? Cette loi constitue un manque de confiance envers nos juges, et elle constitue une violation flagrante des droits des tribunaux. Le gouvernement, avant d'établir ce principe, devrait y penser à deux fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

L'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis) nous a habitués à un meilleur raisonnement que cela. Quand il parle du manque de confiance envers les juges, il n'est pas exact. Les députés du gouvernement ont autant sinon plus de respect pour les cours que peut en avoir le député de Trois-Rivières. Quand il dit que nous manquons à ce respect, il affirme là une chose qui est inexacte. Quand il dit aussi que nous voulons saboter la jurisprudence, il n'est pas exact non plus. Nous disons que si la loi est interprétée par nos juges d'une autre manière que nous l'entendons, c'est à nous qu'il appartient d'intervenir.

Nous nous inclinons devant les décisions de nos juges, nous les respectons, mais lorsqu'ils interprètent la loi d'une façon différente de son esprit, c'est nous qui devons intervenir pour corriger la situation, et c'est ce que nous faisons. Nous prétendons qu'avec la nouvelle loi, le pétitionnaire doit avoir un intérêt véritable dans la cause inscrite,

en se mettant au blanc et en voyant à se défendre. Qui doit fournir le dépôt? La section 22 de la loi stipule que le pétitionnaire doit fournir la sécurité, et la section 129 stipule qu'une fois les dépenses déduites à l'endroit prescrit par le jugement, la balance du dépôt doit être retournée au pétitionnaire, en reconnaissance du fait que le pétitionnaire est effectivement le propriétaire du dépôt, qu'il s'agit de son argent et non de celui de M. Houde. D'ailleurs, le député de Trois-Rivières était du même avis que la droite avant que sa contestation ne soit réglée selon ses propres souhaits. Il a changé d'avis depuis.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le premier ministre n'a pas le droit de me mettre en bouche des déclarations que je n'ai jamais faites.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Certainement que j'ai le droit de le dire. J'ai ici les objections préliminaires plaidées par l'honorable député de Trois-Rivières. Il a plaidé que le pétitionnaire se cachait derrière des inconnus et que le dépôt avait été fait par une tierce personne qu'il ne connaît pas. C'est exactement ce que nous plaçons nous-mêmes. Nous allons même plus loin. Nous disons que le dépôt a été fait avec l'argent de M. Houde. Nous avons encore le même respect que nous avions dans le passé pour les juges et nous nous inclinons devant leurs décisions. Nous voulons simplement mettre dans la loi ce qui manquait jusqu'à présent.

Le député de Trois-Rivières ajoute que cette cause est rendue devant la Cour d'appel. Tel n'est pas le cas. Il n'y a que la question du délai devant la Cour d'appel, dans le cas où les procédures n'ont pas été prises dans les trente jours, comme elles devaient l'être.

Dans le cas de Saint-Sauveur, notre ami a parlé d'un dépôt fait par une tierce personne, dans Yamaska, si je ne me trompe, on a plaidé la même chose. L'article se rapportant au dépôt n'était pas clair et c'est pourquoi nous voulons insérer dans la loi ce que nous croyons être véritablement la loi. Tout ce que nous voulons, c'est de forcer les pétitionnaires en contestation à prendre leurs responsabilités, tel que la loi le stipule. En Ontario, trois pétitionnaires sont requis pour la contestation d'une élection, avec pour chacun un dépôt garanti de \$1,000. Ici, nous n'en demandons qu'un seul. Encore une fois, nous respectons nos juges, et tout ce que nous faisons, c'est d'éclaircir la loi pour qu'elle soit interprétée selon son esprit. Je n'ai aucune hésitation à demander à la Chambre d'adopter ce bill.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre, qui est un homme de talent, devrait être capable de discuter une question si grave sans faire de personnalités. Et il donne d'ailleurs la preuve de la faiblesse de sa cause par une pareille méthode. Si je voulais procéder comme lui, je pourrais dire que l'élection du premier ministre a été contestée, que de graves accusations ont été portées contre lui, mais qu'il a peur d'aller devant les tribunaux, des témoignages des témoins, et qu'il fait une loi pour éviter ces dangers...

Des voix ministérielles: Oh, oh.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je pourrais, M. le Président, lancer de pareilles personnalités, mais je ne le ferai pas. Personnellement, je tiens à rectifier les accusations que l'on a lancées contre moi.

On a contesté mon élection, mais au lieu de tenter de me cacher sous le manteau d'un bill, j'ai soumis ma cause devant les tribunaux. Le premier ministre dit que mon opinion avait changé avant et après ma contestation, suivant l'occasion du moment. C'est une fausseté, car, lorsque la loi a été présentée, mon élection était alors contestée. Cependant, je me suis carrément opposé à la loi, et lorsque ma cause est venue, je me suis prévalu des privilèges que m'accordait la loi. J'ai plaidé dans mes objections préliminaires ce qu'un avocat plaide généralement. Elle a rejeté mon plaidoyer à savoir que le dépôt devait venir du pétitionnaire, et je me suis soumis à sa décision.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Vous croyiez que c'était un bon moyen?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je le croyais. Et la plus belle preuve à l'appui de mon argumentation à savoir que les tribunaux avaient bel et bien décidé, suivant la loi, c'est qu'aucun des membres de la droite n'a osé porter en appel l'argument sur les dépôts d'élection.

Aussi aujourd'hui voyons-nous des accusés vouloir remplacer les juges dans l'interprétation de la loi; des accusés se substituer aux tribunaux pour faire rejeter les contestations prises contre lesdits accusés; des accusés empêcher les témoins qui devaient les dénoncer, d'aller témoigner pour que justice soit rendue.

Depuis quand l'accusé a-t-il le droit d'interpréter la loi au lieu du juge, de se substituer à ce dernier dans sa propre cause?

Allons-nous poser désormais en principe que lorsque l'intérêt personnel d'un député ou d'un groupe de députés est en jeu, il n'y a plus de loi, il n'y a plus de tribunaux, pour eux, qu'ils pourront légaliser d'un trait de plume toutes les exactions, les fraudes? Mais c'est revenir à une autocratie des plus dangereuses, parce que plus hypocrite.

On parle des dangers du communisme, de cette marée montante d'idées subversives qui déferlent sur notre population. Et l'on fait des lois par lesquelles les députés se mettent hors du droit commun, des règles qui régissent les actions des autres contribuables et justiciables, des lois qui refusent de tenir compte des droits acquis. Cette mesure, la loi Dillon, est de nature à jeter du discrédit sur la Législature. Elle va créer dans le peuple l'impression que lorsque l'intérêt des députés est en jeu, on met la loi de côté. C'est là un moyen de créer des foyers de bolchevisme et de communisme, en cette province. Pour empêcher l'éclosion de ces idées, il faut donner l'impression que les députés ne sont pas ici pour défendre leur intérêt personnel, mais bien pour se rendre au désir populaire.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Le député de Trois-Rivières dit que je crains que l'on discute des accusations qui me sont portées. En prétendant que nous avons peur, n'était-ce pas là faire des personnalités? Je puis dire à mon honorable ami de Trois-Rivières que mon élection a été aussi propre que la sienne, si la sienne l'a été. Mais examinons un instant les procédés de nos adversaires. Que dit-on dans les procédures en contestations d'élections prises contre moi. On m'accuse d'avoir manœuvré pour falsifier des listes électorales. Nous avons demandé des particularités, des détails, et pour toute réponse, on nous a dit: "Nous retirons nos allégations". On nous a dit encore: "Vous avez manœuvré pour personifier des élections".

Nous avons demandé des particularités, on nous a répondu: "Nous retirons nos allégations". On nous a accusés d'avoir manœuvré les bulletins de vote, d'avoir conspiré avec l'officier rapporteur, d'avoir fait passer des télégraphes. Nous avons demandé des particularités, on nous a répondu: "Nous retirons cette allégation". On nous a ensuite accusés d'avoir obtenu de la boisson de la Commission des liqueurs et des contrebandiers et de l'avoir distribuée pour acheter des votes. Quand nous avons demandé des particularités, on nous a répondu: "Nous retirons ces allégations".

On a parlé de saleté? Ce sont là les saletés, on me pardonnera le mot, il est là le scandale! Ces accusations à l'effet que le procureur général de la province s'est rendu lui-même coupable de choses semblables lors de son élection ont été véhiculées par toute la presse. On a laissé cela courir pendant des semaines, et quand on demande aux accusateurs de dire où, quand et comment ces offenses ont été commises, ils répondent: "Nous retirons ces allégations!" Le voilà, le scandale! La voilà, la saleté! Et c'est justement à ces scandales et à ces saletés que nous voulons mettre fin!

(Applaudissements)

Si le député de Trois-Rivières veut prêter son ministère à ces saletés-là, libre à lui!

Il est temps que la Législature de Québec revendique son honneur! On nous accuse de fraude et de corruption et quand nous voulons faire prouver leurs allégues à ces gens-là, ils nous disent: "Nous retirons nos allégations".

Je dis que l'on n'avait pas le droit de lancer ainsi, dans la province et même à travers le dominion, l'injure au premier ministre et au procureur général de cette province pour la retirer ensuite dès qu'il demande une précision. J'ai un nom respectable, comme mon honorable ami de Trois-Rivières. Je tiens à l'honneur et au respect de mon nom tout autant que le député de Trois-Rivières, qui porte un nom respectable. Je sais le respect que je dois à la position que j'occupe, tout comme il a le respect de la position qu'il occupe au Barreau, et je considère que c'est une iniquité de lancer des injures contre le procureur général de la province, pour les retirer ensuite quand on est sommé d'en donner la précision.

Quand on viendra nous injurier, porter contre nous des accusations infamantes, nous avons le droit de ressentir l'injure et de dire que, si un Houde peut ramasser quelques milliers de dollars, nous ne devrions pas pour autant être exposés à ce genre de choses. C'est assez! Je dis qu'il faut que ça cesse. S'il faut que chaque citoyen de Québec soit en lutte à ces calomnies méchantes, je dis qu'il est temps que la Législature intervienne. J'entends être protégé contre de pareilles insinuations et je sais que toute la population de Québec nous appuiera.

(Applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable premier ministre me donne raison. (Murmures du côté ministériel) Les tribunaux ont tout pouvoir nécessaire pour rendre justice à chacun. Le premier ministre vient de le démontrer. Il lui a suffi d'une simple motion pour détails pour obtenir l'aveu formel

et officiel que les accusations lancées contre lui étaient fausses. Il établit ainsi carrément la compétence de nos tribunaux en la matière, il prouve que les tribunaux pouvaient mieux que les députés rendre justice à ces derniers. Puisque les tribunaux ont retranché des allégués, ils sont encore capables de lui donner justice jusqu'à la fin.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Mais, non, ce n'est pas comme cela que c'est arrivé. Ce n'est pas le tribunal qui a fait retirer ces accusations, c'est le pétitionnaire qui a retranché ses allégations lorsqu'il a été sommé de les préciser.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est même mieux. (Rires) C'est la preuve que, dans la province de Québec, les pétitionnaires ont du respect pour les cours, et qu'ils n'ont pas besoin de l'aide spéciale de la Législature que certains voudraient bien attribuer à cette mesure. Le premier ministre a parlé du ministère que je prêtais aux contestations. Je suis et j'ai été conséquent avec moi-même. J'ai déclaré que les contestations en bloc étaient inopportunes, et j'ai dit en plus que le présent bill était une aggravation du mal, une insulte à la province et à nos gens, c'est une insulte envers nos cours, les cours d'appel, et à la Législature. C'est contraire au bon renom de notre province. Les droits de l'électorat sont atteints. On met de côté le droit des électeurs à recourir aux tribunaux pour faire valoir leurs réclamations. J'affirme que la mesure enlève aux tribunaux le droit de décider des causes qui sont actuellement jugées en partie.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Pourquoi avez-vous plaidé la même chose que nous dans vos objections préliminaires?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans le cas de ma contestation, celle-ci est l'œuvre de libéraux et de conservateurs. Ils ont choisi comme procureur monsieur Jean-Marie Bureau, un rouge à tous crins, qui a été candidat aux élections fédérales. Comme tout citoyen, j'ai soulevé les moyens que tout plaideur aurait invoqués, mais en laissant les tribunaux en décider. Je n'ai pas prétendu, comme le fait le gouvernement, que j'avais le monopole de l'interprétation des lois, mais j'ai reconnu que ce droit appartenait aux tribunaux. C'est toute la différence avec le premier ministre.

Mon élection a été contestée par des libéraux et des conservateurs, et elle a été renvoyée par le juge Marchand parce que le pétitionnaire a admis avoir reçu une bouteille de whisky des rouges pour voter contre moi, lors de l'élection.

Encore une fois, je regrette que, dans une législation aussi importante, on en soit rendu à examiner et discuter sur de simples personnalités. J'ajouterais même que le fait que le premier ministre se livre à une pareille argumentation qui place le débat à côté de la question, qu'il lui faille recourir à des sophismes, est la meilleure preuve que la loi est mauvaise, du sentiment même du premier ministre.

C'est un précédent plus grave que tous les précédents malheureux créés par le gouvernement, car c'est établir, en principe et en pratique, qu'un député ou un groupe de députés peuvent faire n'importe quoi, commettre à une élection n'importe quelle illégalité, puisque le lendemain de l'élection il leur suffira de faire tout légaliser par un bill. Je répète que ce projet est une insulte aux tribunaux qui ont droit à notre respect. C'est la plus grave attaque contre le principe même du parlementarisme. Cela a attiré l'attention de toutes les provinces et probablement aussi des États-Unis, et dans l'intérêt de la province elle-même, le bill ne doit pas être adopté.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

L'honorable député de Trois-Rivières a gagné sa cause devant l'honorable juge Marchand sur les objections préliminaires. Il croit nous donner un exemple de respect de la magistrature en ne portant pas ce jugement en appel. (Rires) Dans mon cas, Sir François Lemieux a renvoyé la pétition, et mes adversaires en ont appelé de cette décision. Ce n'est pas un grand respect pour la magistrature et Sir François Lemieux que d'en appeler de sa décision.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant)
C'est sérieux cela?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

C'est l'argument de mon honorable ami. Dans l'enquête sur les objections de ma contestation, il a été révélé que les conservateurs avaient reçu des sacs remplis de bouteilles d'alcool pour me combattre dans Lotbinière. Un des pétitionnaires distribuait des poches remplies de canistres de whisky aux électeurs.

Une voix: Ce sont là les purs.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

Ces gens-là, on l'a admis, venaient s'approvisionner de whisky aux quartiers généraux conservateurs de Québec. Ce sont ceux-là qui contestent les élections libérales. Malgré cela, j'ai été élu par une majorité respectable, aussi respectable que celle de

l'honorable député de Trois-Rivières. (Rires) J'ai même fait gagner un dépôt à la province. Le député de Trois-Rivières a déclaré dans une entrevue que les contestations en masse sont un mal; si cela est, la loi est nécessaire. Pourtant, il dit qu'il votera contre cette loi. Nous voulons remédier au mal et mon honorable ami ne veut pas.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les contestations en bloc peuvent être inopportunes, je l'ai déjà dit, mais il ne faut pas oublier que le moyen de pallier au mal, nous l'avons par les tribunaux. Nos magistrats sont compétents. Pourquoi leur enlever ce qui leur a été délégué?

Les députés contestés veulent se faire exonérer par un bill qui défend aux juges d'entendre la preuve qui pourrait être faite contre ces députés. J'ai bien raison de condamner les contestations, mais je soutiens qu'une fois qu'elles sont entre les mains des cours, c'est au système judiciaire de trancher à leur sujet, et ce, sans l'intervention de cette Législature. Un jugement de la cour vaudrait mieux que la loi qui est devant nous. C'est ce que j'ai dit et je le répète.

L'honorable M. Laferté (Drummond):

L'honorable député de Trois-Rivières a dit que les juges avaient été unanimes à déclarer que les pétitions étaient légales, que les dépôts avaient été faits suivant la loi. Mon honorable ami ignore probablement qu'un jugement a été rendu à Arthabaska, vendredi dernier, touchant les contestations dans Drummond, Arthabaska et Mégantic, par l'honorable juge Camille Pouliot, renvoyant la pétition en contestation. L'honorable juge Camille Pouliot déclare que la preuve sur les objections préliminaires démontre que les pétitionnaires ont été choisis par des organisateurs politiques de Montréal.

Interrogé par le juge, sur le point de savoir qui avait choisi son avocat, un des pétitionnaires a déclaré: "Je n'ai pas eu à le choisir. Il s'est choisi lui-même." Les membres de cette Chambre savent ce que cela veut dire. L'honorable juge Pouliot, dans son jugement, déclare encore que, si on permettait à une organisation politique de contester toutes les élections, on saperait les principes de la représentation du peuple au Parlement. Et l'honorable juge conclut en renvoyant la pétition. Voici ses conclusions:

"Il semble que la signification de la pétition faite au défendeur le 10 octobre dernier, avant sa présentation, attestée par le protonotaire, était irrégulière et prématurée;

"La seule entrée faite par le protonotaire sur la pétition comportant qu'elle a été rapportée en cour le 16 octobre 1931, la présentation n'ayant pas été faite dans les trente jours de l'avis, le droit de contester est périmé et la pétition tombe;

"Au surplus l'énumération contenue au trois premiers feuillets imprimés de la pétition précédant les conclusions prises par les pétitionnaires, n'étant que la reproduction textuelle de la section des dispositions de la loi électorale de Québec ayant trait aux manœuvres frauduleuses et illégalités commises au cours d'une élection, sans aucunement préciser et particulariser les infractions imputées au défendeur, ne constitue pas "la plainte" exigée par le statut;

"Cette "plainte" n'émane pas des pétitionnaires eux-mêmes qui admettent ne pas avoir lu la pétition avant de la signer ni même avoir pris connaissance des accusations qu'elle comportait contre le défendeur;

"Elle a été transmise de Montréal à Drummondville sur des formules imprimées où il n'y avait qu'à ajouter les noms de pétitionnaires complaisants pour être transformée en pétition d'élection, par un procureur choisi, par le candidat défait;

"Les feuillets articulant les infractions reprochées au défendeur n'ont pas été lus aux pétitionnaires qui en ont ni contrôlé ni connu la teneur;

"L'affidavit donné par les pétitionnaires sous ces circonstances n'était qu'un simulacre de la bonne foi exigée par le statut et essentielle à l'existence de la pétition;

"La bonne foi indispensable à l'exercice du droit d'électeur manquant, les procédures en contestation ne peuvent continuer;

"Les objections préliminaires du détenteur sont en conséquence maintenues et la pétition renvoyée avec tous dépens."

J'avoue que le bill est extraordinaire, mais les circonstances ne sont pas ordinaires. Après les élections, le chef du Parti conservateur, que plusieurs conservateurs répudient, a décidé de contester certains comtés, alléguant qu'on l'avait volé. Ce n'est pas sérieux. Dans mon comté, on a essayé de voler mon élection, en répandant du whisky au point d'en rendre les gens malades. Dans plusieurs cas, la police a dû intervenir notamment dans le comté conservateur. Pour ma part, je n'ai pas donné un sou de boisson.

M. le Président, je ne voudrais pas terminer ces remarques sans une note plutôt joyeuse. La position de nos honorables amis de la gauche, qui disent que leurs élections ont été volées, me fait

penser à cet homme qui rentrait chez lui à 5 heures du matin après avoir fait la noce toute la nuit. Sa femme lui demande: "D'où viens-tu? Mais qu'est-ce qu'il t'est donc arrivé? -"J'ai joué aux cartes toute la nuit", répond le pochard dont la chemise est ouverte sur la poitrine.

- "Oui? Mais, alors où as-tu mis ta camisole?"

- "On me l'a volée!" répond le mari hésitant.

C'est là la position exacte de nos amis de l'opposition. (Rires)

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Les actions parlent plus que les paroles, et je crois que cette action parlera d'elle-même plus fort qu'aucune parole que nous puissions prononcer. De ce que j'ai pu entendre ces derniers jours, l'action de ce gouvernement entraîne un scandale considérable, non seulement dans notre province, mais également à l'extérieur. Ce bill a excité l'opinion publique partout dans le pays.

Une voix: De qui tenez-vous cela?

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): D'un individu très haut placé. Mais cette loi ne restera pas telle quelle. Il existe des moyens de contourner cette loi qui prive 416,000 électeurs de la province de Québec du droit d'appel accordé par d'autres lois et, pourrait-on dire, de revenir à la Grande Charte. Ça ne se terminera pas ainsi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Et quels sont-ils?

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Oh, il n'est pas nécessaire que je les mentionne ici.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Quels sont ces moyens?

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Vous connaissez les moyens qui peuvent être employés pour éviter cette loi. Le fait qui reste est celui-ci. Nous sommes appelés à voter une loi qui peut être désavouée par le gouvernement fédéral.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Si l'honorable député pense ce que je crois qu'il pense, alors je dis "hands off Quebec".
(Applaudissements)

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Vous seriez mieux de dire à cette Chambre de ne pas

toucher aux libertés de la province. D'un autre côté, nous avons le droit de protéger les libertés des électeurs de la province. Nous nions aux électeurs le droit de contester les élections qui pourraient être entachées de corruption.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Ce ne sont pas les électeurs qui contestent les élections cette fois, c'est une organisation politique de Montréal.

Des voix de l'opposition: Non.

Des voix ministérielles: Oui, oui.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Les demandes de contestations viennent de partout dans la province, de tous les comtés. S'il y a eu faute, cela devrait être démontré, peu importe que la faute soit du côté conservateur ou libéral. Si quelque chose ne va pas, faites-le savoir, portez-le en cour, exposez-le au grand jour, devant le public, et laissez-nous revenir à des élections honnêtes, à la décence et aux bons principes.

Il termine avec quelques citations de diverses autorités:

Bourinot, page 221: Dans le cas de George Baird lors de l'élection générale de 1887, alors que le directeur du scrutin a proclamé invalide la déclaration de candidature, alléguant que le dépôt n'avait pas été fait de façon légale.

Au cours du débat à la Chambre des communes, feu Sir John Thompson, alors ministre de la Justice, supporta énergiquement le principe de non-interférence avec la juridiction des cours en matière d'élections controversées.

À la page 225, Bourinot dit ceci: Considérant les procédures des chambres des communes canadienne et britannique, nous pouvons tirer les conclusions suivantes, depuis l'adoption des actes déléguant aux cours la juridiction des procès pour élections controversées, qu'il n'existe aucun exemple d'une élection contestée ayant été jugée, ou d'un rapport de scrutin altéré dans aucune des chambres des communes des deux pays, mais les autorités des deux côtés de la Chambre se sont exprimées vivement contre un retour à l'ancien système et en faveur d'une stricte conformation aux provisions des nouvelles lois.

M. Lamoureux (Iberville): J'avoue que le bill n'est pas un projet ordinaire, mais les circonstances qui l'ont amené sont extraordinaires.

Le présent bill a été rendu nécessaire par les tireux de ficelles de Montréal. Un certain nombre de chefs conservateurs, dont les conservateurs ne veulent plus, ont contesté les élections en disant qu'elles avaient été volées. On a surtout consulté des candidats défaits. L'opposition qui qualifie les députés libéraux de suiveux, parce qu'ils appuient le bill des élections contestées, suivaient bien les directions venues de Montréal. J'ai eu connaissance de ce qui s'est passé dans mon comté. Dans Iberville, on a fait l'élection la plus sale qui ait jamais été faite par des conservateurs. On est allé trouver des employés du gouvernement dans les routes des cantonniers du ministère de la voirie et on leur commandait de voter pour le candidat conservateur s'ils ne voulaient pas perdre leur place le lendemain, alors que les bleus auraient sûrement les rênes du pouvoir.

On a distribué ce qu'on appelait de la boisson. Ils envoyaient le whisky à la poche et en transportaient dans de gros bidons à lait. Ce n'était pas édifiant pour la gauche. Ce n'était même pas de la bonne boisson. Je ne sais pas d'où ça venait, mais on a rendu tout le monde malade (Applaudissements et rires), au point que les bleus devenus enragés ont décidé de voter rouge. Les conservateurs ont ouvert un comité dans la ville d'Iberville, et on faisait tant de bruit que la police dut intervenir à plusieurs reprises, et plusieurs des personnes qui le fréquentaient furent conduites au cachot! Qu'est-ce les candidats conservateurs ont maintenant à redire! Pour ma part, je n'ai pas donné un sou de boisson. Mes amis ont ouvert un comité et, Dieu merci, on n'y a pas servi une goutte de whisky. (Applaudissements) Quand on habite une maison de verre, on ne lance pas de pierres dans la maison de son voisin. (Applaudissements)

L'honorable député de Rouville (M. Barré) a dit l'autre jour que la loi allait amener le bolchévisme, le communisme. Voyons, l'honorable député de Rouville, soyez sérieux, vous me connaissez mieux que ça. Je suis pour ce bill parce qu'on a voulu insulter les libéraux avec ces contestations. L'honorable député de Rouville a dit que les cultivateurs étaient des victimes et des martyrs. Victimes de qui, de quoi? Sûrement pas du ministre de la Voirie, qui leur a construit des routes et leur a donné du travail; sûrement pas du secrétaire provincial, qui paie le coût de construction de leurs écoles; martyr de qui? Sûrement pas du ministre des Travaux publics, qui a multiplié les octrois pour travaux publics dans tous les coins de la province et donne de l'ouvrage aux ouvriers. Monsieur le député de Rouville, c'est vous qui faites du bolchévisme.

On sait ce que vous avez fait à l'Union catholique des cultivateurs. Quand vous l'avez fondée, vous ne prêchiez pas le bolchevisme. Tant que vous avez pensé pouvoir y faire de la politique, vous y êtes resté. Le jour où vous avez vu que vous ne pouviez plus faire votre affaire, vous avez quitté l'Union. Nous aurons l'occasion d'en reparler. Pour aujourd'hui, c'est tout ce que je dirai.

(Applaudissements)

M. Barré (Rouville): Je n'ai nullement l'intention de répondre à l'honorable député d'Iberville (M. Lamoureux). L'honorable premier ministre nous a déclaré que les élections doivent être contestées par des hommes responsables. Est-ce bien ce qu'il a voulu dire? Je lui demanderais une réponse.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Nous ne sommes pas à la petite école. Que l'honorable député fasse son discours et nous lui répondrons.

M. Barré (Rouville): L'honorable député d'Iberville a dit que nous avions consulté que les candidats battus. Nous ne pouvions consulter que les intéressés.

M. Lamoureux (Iberville): J'ai dit que l'on avait pas consulté les électeurs et c'est vrai.

M. Barré (Rouville): Des électeurs ont été consultés en certains cas. L'honorable député d'Iberville a dit que l'on avait menacé des employés. Il y a eu non seulement des menaces mais des exécutions, même dans son comté.

M. Lamoureux (Iberville): Je n'ai pas eu connaissance d'autre exécution que celle du renvoi d'un maître de poste par le gouvernement conservateur d'Ottawa.

M. Barré (Rouville) déclare vouloir rester dans le domaine provincial.

On a renvoyé, dit-il, des employés de la voirie et on a exigé de ceux que l'on a gardés qu'ils déclarent avoir voté pour le gouvernement. L'honorable député d'Iberville, auquel je suis obligé de répondre, a dit que je ne parlais pas de communisme lorsque j'ai fondé l'Union catholique des cultivateurs. Je suis heureux que l'on reconnaisse en cette Chambre que j'ai été un des fondateurs de l'Union.

Les clauses du bill peuvent être en elles-mêmes acceptables, jusqu'à un certain point, mais il

est complètement vicié par le fait qu'on s'en sert surtout pour enlever aux citoyens le droit de contester les élections actuelles.

Le ministre de la Colonisation a conté une petite histoire de camisole. Sa petite histoire a plus de moralité qu'il ne le croit. Le Parlement, comme le mari, se voyant découvert, passe une loi pour décréter qu'il n'a pas perdu sa camisole.

Des accusations ont été portées. Mais au lieu de se justifier, les accusés ont dit: Nous ne voulons pas que les juges entendent les accusations portées contre nous, que les témoins parlent, que le procès ait lieu devant les tribunaux.

Ce procès, on préfère le faire en Chambre où le jugement est assuré d'un côté.

Je suis d'avis que si ces cas étaient portés devant les tribunaux, on verrait que plusieurs d'entre eux n'auraient jamais dû être institués.

Une voix ministérielle: Vous avez parfaitement raison.

M. Barré (Rouville): On dit que les pétitionnaires dans les contestations actuelles n'ont pas consulté tous les électeurs. On ne consulte jamais, d'ailleurs, tous les électeurs en pareil cas. Au surplus, il ne faut pas oublier que c'est le droit propre à tout électeur de contester une élection, quelle que soit l'opinion des autres électeurs.

On nous a parlé d'employés menacés. Nous pourrions répondre par une foule de cas où des employés n'ont pas été menacés de renvoi, mais renvoyés, même dans Iberville.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) rappelle à l'ordre le député de Rouville. Il s'écarte de son sujet, dit-il.

M. le président rappelle au député de Rouville (M. Barré) qu'il faut parler de la question.

M. Barré (Rouville) riposte qu'il a laissé parler le député d'Iberville (M. Lamoureux) de tout ce qu'il lui a plu, sans qu'il jugeât à propos d'interrompre.

Il (M. Barré) n'a aucune objection à s'en tenir à la question, mais à la condition qu'on garde la même mesure pour rouges et bleus.

Pour que l'autorité soit respectée, continue-t-il, il faut d'abord que l'autorité commence par se respecter. Quand on voit les députés proclamer qu'ils sont en dehors des lois, en dehors de la juridiction des tribunaux, hors de l'atteinte des poursuites

légales, comment veut-on que l'autorité soit respectée? Le droit à la puissance ne donne pas le droit de tout faire. À supposer que sur les 60 contestations, 58 des contestations étaient non fondées et que deux seulement l'étaient, cette loi n'en serait pas moins inique. Sous prétexte d'acquitter 58 coupables, on n'a pas le droit d'acquitter deux autres personnes qui sont coupables, accusés en vertu d'une loi que les pétitionnaires avaient le droit d'invoquer. Nous avons besoin de donner au peuple l'exemple de la soumission à l'autorité judiciaire. Il faut que l'autorité législative se respecte elle-même. Autrement, c'est la fin du parlementarisme bien compris.

Quelle va être maintenant la situation de ceux qui ont pris de bonne foi des contestations et qui se trouvent rebutés par le bill actuel? Ils avaient cependant le droit de poursuivre en vertu des lois existantes, les tribunaux leur ont confirmé ce droit. Et voilà maintenant que ces gens vont être obligés de subir les frais, alors qu'ils avaient le droit et la loi pour eux. C'est contraire à l'équité, à la justice et c'est saper les bases de l'autorité.

M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie):

M. le Président, l'honorable député de Rouville (M. Barré) aurait tort de ne pas admirer la politique de l'honorable secrétaire provincial. Il a reçu son éducation à l'école de rang, qui a la sollicitude du secrétaire provincial, et, après l'avoir entendu, je crois pouvoir dire qu'à cette école on peut recevoir non seulement une belle formation, mais que l'on peut y apprendre jusqu'au droit. Je regrette de ne pas être avocat.

Il faut avoir du respect pour les juges. Personne ne nie cela, mais il faut aussi avoir du respect pour le tribunal souverain du peuple qui a rendu son jugement le 24 août dernier. Le verdict du peuple a été clair aux dernières élections. Sainte-Marie et Saint-Jacques, comme toute la province, ont voté contre le chef conservateur, M. Houde.

Mon élection a été contestée. On dit que les libéraux ont employé des manœuvres frauduleuses. Mais, la pétition contre moi a été renvoyée parce qu'un des pétitionnaires a admis avoir reçu \$150. Mes adversaires ont porté la cause en appel, pour me causer plus d'ennuis. Dans Saint-Jacques, il a été prouvé qu'un des pétitionnaires avait fait de la prison. Si nos adversaires veulent contester les élections, eux qui aiment tant leur province, qu'ils confient donc leur cause à des citoyens honorables. Les conservateurs qui portent tellement d'accusations contre les libéraux, qui se prétendent si purs, savent-

ils que le jour même des élections, dans le comté de Sainte-Marie, dans le comté de Sainte-Marie où M. Camillien Houde se présentait comme candidat, on passait des poches remplies de bouteilles ou de canistres de boisson et des poches, des voyages de bois de chauffage. Et, par-dessus le marché, ces poches contenaient une carte de visite avec ces mots: "Don de Son Honneur le maire Camillien Houde".

Nos adversaires parlent des libertés populaires. Mais, l'autre jour, en cette Chambre, l'opposition recevait ses ordres de celui qui a été battu dans Sainte-Marie et Saint-Jacques. Et c'est ce chef, condamné par le peuple, qui dirige encore les travaux de l'opposition à la Chambre. C'est lui qui, jeudi dernier, de derrière la barre de cuivre de la Chambre, dirigeait la gauche, qui disait à l'un, "Tu parleras une heure", et à l'autre, "tu parleras un quart d'heure". Il vient dans cette Chambre et dit: "acceptez ceci, combattez cela". C'est lui encore qui a déjà ramassé des milliers de dollars pour contester les élections municipales du mois d'avril prochain, à Montréal! On parle de libertés populaires. Je me demande ce que diraient les conservateurs de la province s'ils savaient que celui dont ils n'ont pas voulu est encore rendu dans une galerie de cette Chambre pour diriger l'opposition. Est-ce là respecter la volonté populaire?

On a parlé de bolchevisme aujourd'hui. L'opposition menace le gouvernement du bolchevisme et c'est son journal que l'on distribuait dans la rue avec des titres flamboyants propres à inciter le peuple à la révolte. C'est du communisme aussi que d'écrire, ce qui a été écrit dans un journal conservateur¹ de Québec, samedi dernier, et d'invoquer les troubles de 1837-1838. Ce même journal a dit que les conservateurs avaient un dernier moyen de combattre ce bill remédiateur: Ottawa! Je répondrai avec le premier ministre: "Hands off!" Prenez garde que le peuple dise: "Bennett 1837-1838".

M. le Président, nous n'avons pas été élus pour essayer de désavouer le verdict du peuple par une bataille légale après la bataille électorale. Je suppose qu'au lendemain des prochaines élections municipales de Montréal nous verrons une nouvelle contestation en bloc. Nous avons été élus pour remédier au chômage et cela devrait être notre unique préoccupation.

(Applaudissements)

M. Lafleur (Montréal-Verdun): J'ai le privilège d'être parmi les 25 dont l'élection n'a pas été contestée. Je puis donc parler du projet de loi actuellement à l'étude avec plus d'aisance que les

61 membres de la droite qui, étant accusés, veulent en finir sommairement avec leurs accusateurs, en suspendant le fonctionnement normal des tribunaux de cette province, en se substituant aux juges, en s'emparant de leur propre cause, en se jugeant eux-mêmes, et, il va s'en dire, en s'acquittant eux-mêmes sans autre forme de procès.

Le 24 août dernier, 90 députés ont été élus, dont 79 libéraux et 11 conservateurs. La liste des électeurs comprenait 639,005 noms; 489,695 votes ont été enregistrés, d'après le *Rapport sur la dix-huitième élection générale* (1931), ce qui ne veut nullement dire que 489,695 électeurs aient exercé leurs prérogatives de citoyens. Tous ceux qui me font l'honneur de m'écouter saisissent la nuance.

Sur les 489,695 votes enregistrés, 272,487 ont été attribués aux libéraux: 216,404 aux conservateurs et 804 à un indépendant, l'un de mes adversaires.

Ainsi, n'était aux polls qu'en minorité de 56,083 dans les 90 comtés de la province, le Parti conservateur qui n'a cependant que 11 représentants dans cette Chambre, quand le Parti libéral, le parti de toutes les libertés... mais des libertés violées, des libertés enlevées et des libertés sabotées, en a 79. M. le Président, les dernières élections ont démontré que la représentation numérique en cette Chambre n'était pas conforme au sentiment populaire.

Le Parti libéral a donc la force, la force numérique, la force brutale, s'il m'est permis de me servir de cette expression. "La force prime le droit", a dit un fameux autocrate. Le gouvernement va-t-il faire sienne cette devise chère à ceux qui se croient invinciblement les plus forts?

M. l'Orateur, vous n'êtes pas sans avoir entendu, à la radio, des voix autorisées dire, au cours de la campagne électorale, que 35,000 hommes travaillaient dans les chemins - ils ont assuré la victoire du gouvernement - et que seules les neiges d'hiver réussiraient à les en déloger. Quand les premiers flocons sont tombés sur le gravier, le macadam et le béton, ils n'ont pas surpris à leur travail les 35,000 employés éphémères de la voirie; depuis longtemps, des promesses non remplies les en avaient chassés, la plupart, dès le lendemain de l'élection des 79 députés ministériels.

M. l'Orateur, vous avez lu dans les journaux que 5,000 noms mis sans droit sur les listes électorales provinciales de certaines divisions de la métropole y avaient été maintenus pour le 24 août, grâce à une procédure prise devant les tribunaux par l'organisation libérale, qui se désista de son appel, l'élection terminée et gagnée.

Et l'on se scandalise du fait que l'indignation populaire, se levant des quatre coins de la province, ait jugé nécessaire de contester un aussi grand nombre d'élections! En présence des manœuvres ministérielles, pourquoi s'étonner que l'indignation populaire ait réclamé la contestation des élections. Les députés auraient dû répondre aux contestations en confondant leurs accusateurs au lieu de voter cette loi.

(Applaudissements à gauche)

Et que dire des bulletins sans talons, qui auraient été remis aux électeurs de façon à contrôler les votes, des menaces, des promesses et d'autres procédés dont les tribunaux ont été saisis? Accusation gratuite, dira-t-on du côté de la droite. Mais alors, pourquoi ne pas laisser la preuve suivre son cours devant les tribunaux compétents?

L'honorable premier ministre prétend que, par son projet de loi, il venge l'honneur de la députation et de la province de Québec. Le député de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), dont l'élection est contestée, est-il sérieux quand il risque un pareil argument?

Si les contestations portent atteinte à l'honneur de la députation, la députation doit revendiquer son honneur et non pas le compromettre davantage par l'adoption d'une loi que les règlements de cette Chambre ne permettent pas de qualifier.

On porte atteinte à l'honneur de la province de Québec en contestant 61 députés libéraux? Alors pourquoi ces 61 députés libéraux ne s'empressent-ils pas de revendiquer l'honneur de la province de Québec en se présentant avec diligence devant les tribunaux pour démontrer au reste du pays que certains pétitionnaires, sinon tous les pétitionnaires en bloc, n'étaient que de bas calomnieurs?

Pour les députés contestés, prouver leur innocence devant leurs juges serait plus concluant, plus décisif, plus irrésistible que de tenter de se blanchir eux-mêmes en se votant une loi à effet rétroactif. Que dit-on, aujourd'hui, un peu partout, même dans les milieux que le grand nombre de contestations avait d'abord étonnés? Que l'opposition a sans doute eu raison de faire ces contestations, puisque le gouvernement en est rendu à vouloir passer une pareille loi pour empêcher que la lumière se fasse.

Cette loi validera nécessairement toutes les élections, même celles où il y a eu plus de votes que d'électeurs. Mais l'honneur de la députation sera vengé! Quelle farce!

La citation suivante du rapport officiel de la dernière élection pour une division de Montréal se passe de commentaire:

Poll no 34, 102 électeurs, 103 votes enregistrés;

Poll no 49 a-k, 73 électeurs, 76 votes enregistrés;

Poll no 50, 75 électeurs, 82 votes enregistrés;

Poll no 70 a-l, 72 électeurs, 74 votes enregistrés;

Poll no 70 m-z, 61 électeurs, 62 votes enregistrés;

Poll no 73 a-l, 105 électeurs, 110 votes enregistrés;

Poll no 49 l-z, 78 électeurs, 100 votes pour le candidat libéral;

Poll no 69 a-n, 81 électeurs, 93 votes pour le candidat libéral;

Poll no 69 o-z, 52 électeurs, 64 votes pour le candidat libéral;

Poll no 71 a-m, 70 électeurs, 80 votes pour le candidat libéral;

Poll no 71 n-z, 68 électeurs, 90 votes pour le candidat libéral;

Poll no 72 a-k, 99 électeurs, 106 votes pour le candidat libéral;

Poll no 72 l-z, 101 électeurs, 111 votes pour le candidat libéral;

Poll no 73 m-z, 96 électeurs, 99 votes pour le candidat libéral.

Et le bill Dillon, par son effet rétroactif, valide cette élection. C'est l'honneur de la province de Québec qui l'exige!

Est-il prudent de piétiner ainsi les droits populaires dans un temps de crise où l'on devrait prêcher par l'exemple le respect des lois à une population angoissée qui réclame du pain?

M. l'Orateur, l'honorable député de Montréal-Sainte-Anne (l'honorable M. Dillon) était peu connu de notre population. Quand on répond aux interrogateurs qu'il est Irlandais de naissance, ils s'étonnent, sachant les luttes séculaires de sa race pour la liberté. Pour son premier exploit, il a voulu un coup de maître et son nom, attaché à pareille loi, passera malheureusement à l'histoire.

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri): M. le Président, l'opposition aurait bien mieux fait de parcourir la province pour répéter ses leçons de vertu, ses bons conseils. Ainsi, si les organisateurs conservateurs avaient consulté leurs amis de Saint-Henri, peut-être n'auraient-ils pas amené 200 sauvages de Caughnawaga qui sont venus, le jour de l'élection, terroriser les électeurs, assommer les électeurs qui voulaient voter honnêtement, et ça aurait prévenu des

batailles de rues regrettables. Nos adversaires parlent de bons et de mauvais exemples. Ils auraient dû pratiquer la vertu eux-mêmes avant de la prêcher.

Les membres de l'opposition ont été battus et de façon honnête. Le malheur est qu'ils ne savent pas prendre leur défaite comme des hommes, pas plus que M. Houde l'a acceptée à Montréal. Ça apprendra à ceux qui braillent que la population de la province, la population de Montréal, n'est pas en faveur des braillards.

(Applaudissements)

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne):

M. le Président, on a parlé des fraudes dans les élections. Le projet de loi que j'ai présenté ne touche en rien à la question des manœuvres frauduleuses. La mesure n'affecte nullement la pureté des élections. Elle n'a qu'un but, celui d'empêcher que des procédures soient intentées à la légère. Cette Législature ferait preuve d'un manque de courage si, face à la situation présente, elle n'avait pas l'audace de se tenir debout et d'apporter un remède par lequel les cours éviteraient ne pas se voir occupées par des procédures de nature frivole, pour ne pas dire questionnable.

(Applaudissements)

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) fait part du désir de l'opposition d'avoir des élections honnêtes.

M. le Président, je désire rappeler ce qui s'est passé aux dernières élections. On a employé des hommes à qui on promettait du travail jusqu'à l'hiver et qui ont été renvoyés après le vote. On a employé toutes sortes d'influences qui sont alléguées dans les pétitions. On a effectivement fait ces travaux, mais pour n'y employer les gens qu'au point de vue politique, à tel point que la plupart des gens qui ont travaillé n'étaient pas des chômeurs et qu'ils ont délaissé leurs récoltes pour s'occuper des travaux de voirie.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

M. le Président, nous avons accordé une certaine latitude aux jeunes députés, mais l'honorable chef de l'opposition ne devrait pas faire son histoire à lui de toute la campagne électorale. Si ses remarques sont brèves, très bien, mais il doit revenir à la clause en discussion.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable chef de l'opposition a le droit de discuter toute la mesure, vu que dans la clause en discussion il est question de rétroactivité. Je crois que si l'on veut abréger la discussion, on ne devrait pas insister sur le point d'ordre.

M. le président: Je suis obligé de maintenir le point d'ordre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le président admet-il que le principe du bill est la rétroactivité?

M. le président: Non, la rétroactivité est un détail de la mesure qui a pour but d'éclaircir la loi des élections contestées.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La mesure n'a-t-elle pas pour conséquence de mettre de côté les décisions de la Cour d'appel?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pas du tout. Nous ne nous entendrons jamais sur ce point, si vous n'admettez pas cela.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas de ma faute.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ni de la mienne. L'honorable chef de l'opposition nous raccordera peut-être.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable premier ministre n'aime pas les questions que je pose.

Je pourrais bien rappeler à l'honorable premier ministre des questions qu'il posait en 1905 à Sir Lomer Gouin.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Cela n'a rien à faire avec le projet qui est devant nous.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Vous avez peut-être posé des questions embarrassantes à M. Houde, vous. (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'on ne touche pas au droit d'appel, on enlève dans la loi ce qui peut permettre à la Cour d'appel de rendre son propre jugement. Je demanderais une réponse. Je veux savoir si le député de Montréal-Sainte-Anne (l'honorable M. Dillon) a des explications à me donner.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le député de Montréal-Sainte-Anne partage ma façon de voir. Nous avons donné toutes les explications demandées, depuis que cette discussion est commencée.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le député de Sainte-Anne ne donne pas d'explications, cela ne sera pas de nature à raccourcir le débat.

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne): Nous n'enlevons pas le droit d'appel. On conserve le droit d'appel et s'il devient nécessaire de revoir la preuve, le dossier sera renvoyé devant la Cour supérieure qui pourra instruire la cause de nouveau. Nous nous contentons d'éclaircir la loi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La loi est faite pour tuer les contestations actuelles, mais que ça va faire une drôle de loi en pratique, puisqu'elle permet de soulever la question de provenance du dépôt devant quatre ou cinq juges qui pourront décider contradictoirement sans se gêner.

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) lui répond.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) n'est pas satisfait.

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne): J'étais bien sûr que vous ne seriez pas satisfait. (Rires) Dans le langage le plus simple possible, cette clause donne au défendeur le droit de soulever la question de la provenance du dépôt à tout stage de la procédure.

M. Guertin (Hull) prend part au débat et parle dans le même sens que le député de Deux-Montagnes.

Des voix: Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

M. l'Orateur: Il est six heures

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre procède à la prise en considération des bills privés.

Oeuvres de Notre-Dame-de-la-Merci

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 concernant les Oeuvres de Notre-Dame-de-la-Merci soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Ville de Plage Laval

M. Fillion (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 constituant en corporation la ville de Plage Laval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Loi des élections contestées

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 32 modifiant la loi des élections contestées de Québec.

Adopté.

En comité:

Le comité adopte l'article 23*b* introduit par l'article 5.

L'article 5 est adopté.

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

"6. L'article 53 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"53. Nulle instruction au mérite d'une pétition d'élection ne peut commencée ni être poursuivie pendant les sessions de la Législature, ni pendant les huit jours qui précèdent et les huit jours qui suivent ces sessions, sans qu'une demande du défendeur à cet effet soit nécessaire.

"La présente disposition s'applique à l'examen préalable du défendeur et à la demande de fixer l'instruction et à toute autre procédure relative à l'instruction."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quels sont les changements?

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne):

Le défendeur n'aura pas à demander la suspension des procédures pendant la session.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'est-ce qu'il va arriver si la session dure quatre mois et demi?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Ce sera de votre faute.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En résumé, ça va faire tomber toutes les causes, puisque la contestation est périmée si elle n'est pas plaidée au mérite dans un délai de quatre mois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Non, à moins que la session soit interminable. D'après l'amendement, il n'aura plus besoin de faire requête, la session suspendra la procédure.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le gouvernement présentait toujours de bonnes lois, la session serait courte. La nouvelle loi permettra à un gouvernement d'éviter les contestations en convoquant les Chambres peu de temps après les élections. En résumé, disons que cet article fait tomber toutes les contestations. C'est dans ce but que l'article en question a été inséré dans le bill. Ceci veut dire tout simplement que les contestations ne seront plus possibles à l'avenir. C'est à peu près le moyen le plus sûr que le gouvernement ait pu prendre pour mettre fin aux contestations.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous ne l'avons pas trouvé, il remonte à 1901. Le cas ne pourra pas se présenter avant quatre ans et vous serez au pouvoir dans ce temps-là. La loi vous aidera. Il n'y a rien de nouveau dans cela. La loi actuelle dit qu'en temps de session un député n'est pas obligé de comparaître devant les tribunaux.

Il demande au député de Trois-Rivières de lire la loi et lui dit qu'il verra que son argument tombe à faux.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le projet augmente les privilèges du député. Le juge Marchand a décidé que le privilège d'un député se résumait à refuser de comparaître comme témoin.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement, par cette clause, veut protéger ses derrières, selon l'expression populaire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Et les vôtres. (Rires)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je puis dire à l'honorable premier ministre que je n'ai pas besoin de ce projet pour faire valider mon élection. Si la loi n'était pas rétroactive, mais comme elle l'est, d'après cette clause, je dis que c'est là que nous trouvons le venin de la mesure actuellement soumise à cette Chambre.

L'article 6 est adopté.

L'article 7 est adopté.

Le comité étudie l'article 8 qui se lit comme suit:

"8. La présente loi doit être appliquée aux pétitions en contestation d'élection de tout membre de l'Assemblée législative de Québec maintenant pendante comme si elle avait été en vigueur lorsque les procédures en contestation ont été commencées."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela veut dire que toutes les contestations vont tomber.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pas nécessairement, pourvu que le pétitionnaire ait fait lui-même le dépôt, qu'il ait lu ce qu'il a signé, et que toutes les procédures aient été légales. L'honorable député de Trois-Rivières a tellement d'estime pour les membres de cette Chambre qu'il ne doit pas vouloir qu'il en disparaisse un seul.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne veux pas que les députés disparaissent, mais je ne veux pas faire disparaître les juges non plus.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Malgré ce que dit l'honorable premier ministre, si l'on examine le projet, toutes les causes d'objections préliminaires seront réglées. S'il y en avait d'autres, on les aurait réglées. À ce point de vue, la loi est un chef-d'œuvre. C'est la fin de toutes les contestations. Si la loi était présentée en temps normal et si elle n'avait pas d'effet rétroactif, elle serait acceptable. Mais dans les conditions actuelles, elle est condamnable.

L'article 8 est adopté.

Le comité étudie l'article 9 qui se lit comme suit:

"9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand la loi entrera-t-elle en vigueur?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Quand il plaira au lieutenant-gouverneur de la sanctionner.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable premier ministre a-t-il l'assurance que Son Excellence sanctionnera la loi? Quand plaira-t-il à Son Honneur de la sanctionner?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne lui en ai pas parlé encore. Je lui en parlerai et je vous le dirai. (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le Président, de ce côté-ci de la Chambre nous avons fait tout ce qui était possible pour combattre cette loi, qui fait fi des droits du peuple, pour expliquer à cette Chambre les dangers de cette loi et les conséquences désastreuses dans lesquelles elle va entraîner le Parlement. Cette loi sera considérée comme une des œuvres malheureuses du gouvernement. Elle fait reculer le droit parlementaire de 100 années, elle pose des droits acquis, enlève aux électeurs leurs droits, rend toute contestation électorale impossible, établit le principe qu'un groupe d'individus peut s'arroger le droit de se juger et de soustraire à la juridiction des tribunaux. Nous avons fait tout notre devoir. Nous n'avons pu convaincre le gouvernement d'abandonner cette loi, mais il nous reste un recours, c'est le Conseil législatif.

Avant que cet acte malheureux ne soit consommé, qu'il me soit permis de faire un appel, sinon à la Chambre, qui reste sourde à nos appels, du moins au bon sens du Conseil législatif, de lui demander de bien étudier la loi, d'en peser les conséquences ultimes, à tous les points de vue. Nous sommes la seule province à avoir maintenu le Conseil législatif, qui peut jouer un rôle utile et efficace. Les autres provinces l'ont aboli, sans doute parce que ce corps ne rendait plus les services qu'il était censé rendre. Nous le considérons comme essentiel, et il doit avoir en vue le maintien de nos saines traditions.

Le Conseil législatif est la seule institution du genre et il doit montrer son utilité en gardant son indépendance. S'il est une circonstance où il doit être indépendant, c'est bien dans le cas qui nous occupe. Le Conseil législatif se plaçant au-dessus des questions de parti doit décider dans le meilleur intérêt de la province et du bon ordre. Il doit éviter à

notre province les conséquences désastreuses de cette législation. Je demande au Conseil législatif de réparer cette erreur malheureuse de la Législature de Québec.

L'article 9 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Avant la troisième lecture, je désire protester de nouveau contre ce projet. Le gouvernement, élu par le peuple et pour le peuple, enlève au peuple son droit de contester les élections. On dit que Jupiter aveugle ceux qu'il veut perdre. Nous en avons probablement un exemple ici, alors que, se compromettant lui-même, le gouvernement de cette province va droit vers sa propre destruction.

À quoi sert une élection lorsque nous avons ce type de loi en vue? Peu de gens peuvent se permettre de faire un dépôt de \$1,000. Il n'y aura aucune contestation: rien pour arrêter les actes illégaux des machines partisans et le pouvoir suprême du gouvernement. En temps d'élections, la législation conduira à toutes sortes de pratiques corrompues.

Avec ce projet de loi, ajoutées au contrôle gouvernemental sur les pouvoirs d'eau, les limites à bois, etc., nous assistons à la concrétisation éventuelle d'un pouvoir perpétuel pour le gouvernement, vu tous ces privilèges qu'il peut administrer et les garde-fous post-électorales prévus à la loi présentement devant la Chambre.

En adoptant un bill allant contre les meilleurs intérêts de la province, le gouvernement est en train de créer un triste précédent, et plus tard, on montrera que cela fut une des causes de la chute de ce gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous aviez le loisir d'administrer les mêmes privilèges, lorsque vous avez été défaits en 1897.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) proteste de nouveau contre cette mesure dérogatoire à toute saine législation et avec laquelle, dit-il, le gouvernement se forge des armes qui se retourneront plus tard contre lui. Jupiter aveugle ceux qu'il veut perdre. Le gouvernement qui se sent trop fort abuse

de sa force pour commettre des iniquités, pour saper les principes du parlementarisme. Il en paiera la rançon et plus tôt qu'il ne le croit.

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arcand, Authier, Bachand, Bastien, Bélanger, Bissonnet, Caron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Côté (Gaspé-Nord), Crête, David, Delisle, Dillon, Duffy, Dufour, Duval, Farand, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortier, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gabias, Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Lamoureux, Lapierre, Lemieux, Lortie, Marchand, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Morel, Perrault, Piché, Plante, Power, Sabourin, Saintonge, Saurette, Savoie, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 59.

Contre: MM. Barré, Béïque, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Guertin, Lafleur, Sauvé, 9.

Ainsi, la proposition est adoptée.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Transport de liqueurs alcooliques

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 152 concernant certains modes de transport de liqueurs alcooliques soit maintenant lu une deuxième fois.

Il explique qu'actuellement la loi défend le transport des liqueurs autrement que par chemin de fer ou bateaux à vapeur. Elle défend le transport par bateaux à moteur. Toutefois, actuellement entre ports de la Côte-Nord et de la Côte-Sud, il y a des bateaux à moteur qui font un service d'après un horaire régulier, et c'est pour leur permettre de faire ce transport régulièrement que le bill est présenté.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Canalisation du Saint-Laurent

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) appelle l'item 29 inscrit au feuillet, pour reprendre le débat sur la canalisation du Saint-Laurent.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) veut faire remettre le débat à la semaine prochaine.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Pour quelle raison? Il a été à l'ordre du jour pendant douze jours.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) prétend que, pendant ce temps, le gouvernement pourra obtenir des informations additionnelles sur ce projet, par l'entremise des journaux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Demain, et non la semaine prochaine.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 2 décembre, sur la motion proposée le jeudi 26 novembre courant: Que l'Orateur quitte le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

M. Stockwell (Brome): M. l'Orateur, l'opposition critique le gouvernement sous prétexte que, dans le budget, les travaux de voirie ont été capitalisés, inscrits dans l'actif de la province. Cette critique est absolument injuste. Si un homme se construit une maison, elle fait partie de son actif. Pas une organisation bien administrée ne procède d'une autre façon, elle ne peut ignorer la valeur fondamentale de son avoir et nos routes sont un avoir.

On a aussi fait allusion au subside fédéral en disant que Québec ne peut faire entrer cet item en ligne de compte dans son actif. Pourtant, ce subside nous sera donné tant que le dominion du Canada existera comme tel, et plus nous augmenterons en population plus il augmentera, car nous avons 80 sous par tête, de subside, en vertu du pacte de l'Amérique britannique du Nord. Le gouvernement aurait donc tort de ne pas le compter comme un revenu stable dans une très large proportion.

L'honorable député de Huntingdon (M. Fisher) et ses collègues de la gauche ont douté des surplus. Mais si nous n'avions pas eu de surplus, nous aurions une dette beaucoup plus élevée que \$69,000,000. On parle de la dette de la province et l'on s'en scandalise. Notre dette consolidée est bien modeste quand on la compare avec celles des autres provinces et des autres pays. Il faut pas oublier cependant que, proportionnellement au nombre d'habitants, c'est la plus légère de toutes les

provinces. L'honorable député de Hull (M. Guertin) a représenté que si la dette de notre province n'avait augmenté que de \$11,000,000 en dix ans, les dettes des corporations municipales et scolaires avaient augmenté de façon extraordinaire. Est-ce la faute du gouvernement provincial? Nous avons un département des Affaires municipales dont le devoir consiste à faire observer la loi et à voir à ce que les emprunts soient approuvés par les contribuables.

Il parle du crédit agricole et souhaite qu'on l'améliore.

Le gouvernement de cette province est dans une situation enviable. Il est louangé par toute la presse et par les hommes d'État des autres provinces. Il n'y a que l'opposition qui critique. Malgré toutes ses dépenses pour le bien de la province, le gouvernement a des surplus. Il vient malgré la crise de créer un ministère du Travail, de donner aux ouvriers une nouvelle loi des accidents. Nous avons un réseau routier que tous nous envient, etc.

Dans un temps de crise comme celui que nous traversons, le gouvernement, au lieu d'être critiqué par l'opposition, devrait recevoir son aide.

Les députés de l'opposition citent souvent l'exemple de l'Ontario. C'est une grande province mais elle a une dette colossale, et les contribuables ont de lourdes taxes. La dette ontarienne est deux ou trois fois plus considérable que la nôtre et il lui faut pourtant trouver l'argent pour payer l'intérêt et le fonds d'amortissement. Cet argent, il faut qu'elle le puise en taxes dans les poches des contribuables.

Puisque je suis à parler de dettes, je dirai que celle de la ville de Montréal dépassera probablement les \$400,000,000 au mois d'avril prochain. La dette de notre province n'est que de \$60,000,000. Ceci prouve que le gouvernement a vécu selon ses moyens et a donné à Québec une administration saine. Ce fait a été reconnu non seulement aux États-Unis, mais aussi en Europe. Cela nous vaut des compliments du monde entier.

Il (M. Stockwell) cite le *London Times*, de Londres, qui, commentant notre récent budget, loue le premier ministre et lui dit qu'il a raison d'être le premier ministre le plus satisfait du monde, à l'heure actuelle. Le *Standard* de Londres, commentant le dernier budget de Québec, a dit: "Le premier ministre Taschereau, qui est en même temps ministre des Finances de sa province, est le meilleur premier ministre au monde."

Je suis un nouveau en cette Chambre et je tiens à rendre un hommage au premier ministre de cette province. Tous les matins, on le voit aux comités et tous les après-midi, il est à son poste en

cette Chambre, toujours à son poste. Toujours le premier rendu aux séances des comités, toujours le premier à son siège, toujours prêt à recevoir les personnes qui désirent le voir, infatigable en un mot et donnant l'exemple à tous. Je tiens à signaler l'assiduité de tous les membres de cette Chambre. Il paraît que l'on ne peut pas en dire autant du chef de l'opposition de l'an dernier. Quand un pays possède un homme comme le premier ministre, il ne doit pas attendre sa disparition pour reconnaître sa valeur et je crois que la devise de notre province: "Je me souviens", ne devrait pas être un vain mot.

(Applaudissements)

Quelle récompense ce doit être pour lui, au milieu de tous les déboires de la vie publique, de sentir l'opinion publique qui l'approuve.

M. Élie (Yamaska) plaide la cause de l'électrification des campagnes.

M. Élie (Yamaska) propose, appuyé par le député de Montréal-Verdun (M. Lafleur), l'amendement suivant:

Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant tous les mots après "Que" et en y ajoutant les mots suivants:

Tout en étant prête à voter à Sa Majesté les subsides nécessaires, cette Chambre regrette que le gouvernement ait toujours négligé:

a. D'adopter les mesures appropriées pour assurer le développement méthodique de nos forces hydrauliques, au bénéfice de la province et de sa population, de façon à assurer aux campagnes et aux villes l'usage de l'électricité à des taux raisonnables, sans préjudice aux droits légitimement acquis et sans paralyser l'initiative privée;

b. De faire un inventaire complet et fidèle des ressources naturelles de cette province;

c. De faire une vérification complète et détaillée de la comptabilité et des finances de cette province;

d. D'adopter des mesures sociales de façon à répondre aux nouveaux besoins de notre population.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Est-ce que l'honorable député n'a pas quelque chose à dire pour expliquer cette motion?

M. Duplessis (Trois-Rivières): La motion est claire et nous avons confiance aux juges. (Rires)

M. Saintonge (Beauharnois): M. le Président, je veux féliciter à mon tour l'honorable premier

ministre pour son magnifique discours sur le budget et pour la note de confiance qu'il a sonnée. Nous sommes heureux du bon état de nos finances et le gouvernement est fidèle à l'axiome: Gouverner, c'est prévoir.

Il (M. Saintonge) dit un mot de la contestation de son élection.

Les pétitionnaires automatés m'ont accusé de toutes les irrégularités. J'éprouve le désir de dire: Pardonnez-leur car ils ne savent ce qu'ils font.

Le gouvernement devrait favoriser dans toute la mesure du possible la décentralisation industrielle en faveur des petites villes. La crise économique serait moins aiguë si on avait moins de villes mastodontes et plus de petits centres industriels comme Valleyfield, Beauharnois. Quand les affaires vont, les deux villes sont les nourricières du comté pour ainsi dire. Un excellent moyen de favoriser le développement de ces centres serait de leur assurer l'électricité à meilleur compte. Les compagnies distributrices de pouvoir électrique devraient accorder aux petites industries les mêmes taux de faveur qu'aux grandes industries et même davantage. Nos établissements n'ont pas peur de la compétition. Nous avons l'avantage d'avoir de l'électricité à bon marché.

Assurer le progrès des petites villes serait d'ailleurs rendre l'agriculture plus payante, car les cultivateurs y trouveraient de meilleurs marchés et ne chercheraient pas à venir s'établir à la ville dont ils convoitent les plaisirs. Au surplus, les compagnies d'énergie électrique pourraient faire davantage pour la classe agricole et l'électrification des campagnes serait un bon moyen pour leur assurer une plus grande prospérité et garder à la terre les bras dont elle a besoin. C'est en donnant du confort à nos populations rurales que l'on conservera le mieux nos enfants sur la terre. Il me semble que le gouvernement pourrait faire quelque chose en ce sens en usant de son influence. Avec de nouvelles industries, nos villes grandiront et deviendront de meilleurs marchés pour les produits agricoles.

Il (M. Saintonge) désire aussi la décentralisation judiciaire.

Nous en sommes rendus au point où il faut aller dans les grandes villes pour obtenir justice.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Écoutez, écoutez.

M. Saintonge (Beauharnois): Je parle comme représentant du Barreau du Richelieu et j'espère que le gouvernement pourra faire quelque chose.

Il demande aussi au gouvernement d'user de son influence auprès d'Ottawa pour que les chemins de fer accordent une réduction de taux de fret sur les petites distances. Ceci semble paradoxal à l'heure où les chemins de fer crient famine, dit-il, mais je crois que cette réduction serait tout à l'avantage des compagnies. Toutefois, il est certain que les cultivateurs expédieraient plus par chemin de fer que par camion si les taux de fret étaient moins élevés.

Les gens qui demeurent à 25 ou 30 milles des grands centres épuisent tous les autres moyens de transport avant de faire venir leurs marchandises par les chars parce que ce dernier moyen coûte trop cher.

Je veux toucher à un dernier sujet, le chômage. Nous sommes engagés sur un terrain hérissé de difficultés. On a fait trop de publicité au chômage. On ne devrait plus employer ce mot. On s'est ingénié à faire croire aux gens qu'ils souffraient de ce mal. Combien de gens sont devenus chômeurs après cette campagne. Nous avons vu des clubs sportifs de chômeurs qui disaient: Nous n'avons pas besoin de travailler car le gouvernement nous aidera. Il est temps d'arrêter cette politique. Les citoyens de notre province doivent commencer par s'aider. Il existe des chômeurs véritables, ceux-là, la charité privée se doit de les aider en embrassant le mouvement lancé par le premier ministre. Que l'on suive le conseil du premier ministre qui consiste à aider les familles nécessiteuses au moyen de la charité privée. En terminant, qu'il soit compris que nous ne devons pas oublier dans notre province la grande vertu des peuples: l'économie, qui consiste à vivre selon son revenu et à ne pas vivre avec l'argent des autres en se créant des dettes sans savoir comment on pourra les payer. Le manque d'économie est une des causes de la crise que nous traversons.

Je veux attirer l'attention de cette Chambre sur une rumeur² qui dit que les États-Unis devraient acheter cette partie de notre province qui comprend le beau comté de Beauharnois. Nous voulons rester dans la belle province de Québec, gouvernée depuis 34 ans par le Parti libéral avec tant de succès.

(Applaudissements)

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Bélique, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Guertin, Lafleur, 9.

Contre: MM. Arcand, Authier, Bachand, Bastien, Bélanger, Bouthillier, Caron, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Crête, Delisle, Dillon, Dugas,

Duval, Farand, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortier, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gabias, Gagnon (Kamouraska), Giguère, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Lamoureux, Lemieux, Lortie, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Morel, Perrault, Piché, Plante, Poulin, Power, Sabourin, Saintonge, Saurette, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, 50.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

M. Delisle (Chicoutimi) propose, appuyé par le représentant d'Abitibi (M. Authier), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 10 h 45.

NOTES

1. Il s'agit du *Journal* selon *Le Devoir*.

2. Selon *Le Devoir* du 10 décembre 1931, à la page 2, il s'agit d'une allusion à la déclaration des Chambres de commerce de Rome et de New York faite dans le cadre des discussions sur la canalisation du Saint-Laurent et dans laquelle on aurait évoqué la possibilité d'annexer une partie du territoire de la région de Beauharnois.

Séance du jeudi 10 décembre 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 109 concernant la succession de Joseph

Guy.

Et, avec amendements, le bill suivant:

- bill 93 constituant en corporation l'Association des maréchaux-ferrants de la province de Québec.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 20 janvier 1932 prochain inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 27 janvier 1932 prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que les pétitions de la Ville de Pointe Claire, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte; du très révérend Archimandrite (Skorodoumoff) et autres, demandant l'adoption d'une loi pour les incorporer sous le nom de St. Annunciation Russian Greek Orthodox Church of Montreal et du très révérend Maximillian Antonishin et autres, demandant l'adoption d'une loi

pour les incorporer sous le nom de St. John of Suchawa Bukowinian Greek Orthodox Church of Lachine, sont régulières et suffisantes; que les bills qui ont été déposés par les pétitionnaires sont réguliers et conformes aux pétitions et aux avis qui en ont été donnés, que ces pétitions n'ont pas été suffisamment annoncées mais que ces irrégularités ne peuvent cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence votre comité recommande de suspendre le règlement à l'égard de cette insuffisance des annonces et de permettre aux pétitionnaires de présenter immédiatement les bills qu'ils ont déposés.

Votre comité recommande de prolonger au 20 janvier 1932 prochain inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 27 janvier 1932 prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté sur division.

**The St. Annunciation Russian
Greek Orthodox Church
of Montreal**

M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie) demande la permission de présenter le bill 118 constituant en corporation St. Annunciation Russian Greek Orthodox Church of Montreal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Paroisse Saint-Armand-Ouest,
Philipsburg, Missisquoi,
annexion de lots**

M. Saurette (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 154 détachant certains lots de la paroisse de Saint-Armand-Ouest et les annexant à la municipalité du village de Philipsburg, dans le comté de Missisquoi, pour les fins municipales.

Adopté.

En comité:

Des voix demandent des explications.

M. Saurette (Missisquoi) pris au dépourvu par les demandes d'explications de l'opposition, demande au député de Brome (M. Stockwell) de fournir les explications.

M. Stockwell (Brome) fournit les explications réclamées par l'opposition.

M. Duplessis (Trois-Rivières) se déclare satisfait des paroles du député de Brome (M. Stockwell).

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Saurette (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code de procédure civile, bureaux publics

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 156 modifiant le Code de procédure civile relativement à certains bureaux publics soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explain.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Répondant au nom du député de Bellechasse, absent de son fauteuil à ce moment) Il s'agit de permettre la fermeture des bureaux de protonotaires à la campagne à 1 heure, le samedi après-midi. Il n'y a pas d'objection à cela?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Non.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Demande de documents:

Aide aux chômeurs Saint-Placide, Deux- Montagnes

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Barré), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, télégrammes, documents, etc., entre

le gouvernement ou tout ministre ou fonctionnaire et toute personne au sujet des argents de chômage demandés pour la municipalité de Saint-Placide, comté des Deux-Montagnes, en vertu de la loi de l'aide aux chômeurs, 1930.

Adopté.

J.-Albert Dumas

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Richmond (M. Desmarais), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de tous documents relatifs à la destitution de M. J.-Albert Dumas, comme cantonnier à Saint-Angèle-de-Mérici, comté de Matane.

Adopté.

Acquisitions et aliénations d'immeubles

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 18 relatif à certaines acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du M. Delisle (Chicoutimi).

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Nonobstant toute disposition contraire, les acquisitions et aliénations d'immeubles et les constitutions d'hypothèques faites ou consenties avant ou dans les trois ans du 4 avril 1932 par des gens de mainmorte ou une corporation, sans autorisation dans le cas où l'autorisation est requise, seront valides pourvu qu'elles soient autrement légales, si un permis spécial s'y rapportant, tel que prévu par la loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte (statuts refondus, 1925, chapitre 229), ou si le permis général visé par le paragraphe 2 de l'article 5 de ladite loi, est émis en vertu de ses dispositions."

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. Nonobstant toute disposition contraire, les acquisitions et aliénations d'immeubles et les constitutions d'hypothèques faites ou consenties par des gens de mainmorte ou une corporation, sans autorisation dans le cas où l'autorisation est requise, seront valides pourvu qu'elles soient autrement légales, si un permis spécial s'y rapportant, tel que prévu par la loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte (statuts refondus, 1925, chapitre 229), ou si le permis général visé par le paragraphe 2 de l'article 5 de ladite loi est émis en vertu de ses dispositions."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il s'agit de valider certains actes se rapportant à des hypothèques périmées. C'est une loi que la Législature doit passer de temps à autre.

M. Duplessis (Trois-Rivières) s'assure de la non rétroactivité de la loi et demande si le parrain n'a pas en vue certaines transactions opérées, au cours des dernières années, par la Corporation des obligations municipales.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) répond dans la négative.

L'amendement est adopté.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des acquisitions et aliénations d'immeubles

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 28 modifiant la loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de l'instruction publique, perception des taxes

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 modifiant la loi de l'instruction publique relativement à la perception des taxes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Canalisation du Saint-Laurent

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 26 novembre, sur la motion proposée le mercredi 25 novembre courant:

Que cette Chambre apprenne par les journaux qu'il y a des négociations en cours entre le gouvernement du Canada et celui des États-Unis, pour le creusage du Saint-Laurent, l'internationalisation de partie de son cours et le développement d'énergie électrique;

Que cette Chambre, tout en regrettant de n'avoir pas été invitée à prendre part à ces négociations, exprime l'opinion que ce projet est prématuré, que son coût énorme pèsera sur le Canada, déjà lourdement taxé, et que, avant de développer des forces hydrauliques internationales, destinées à être utiles aux États-Unis, il est préférable de mettre en valeur celles qui sont canadiennes;

Que cette Chambre croit de plus que ce serait une erreur de permettre au gouvernement des États-Unis de développer, avec son argent, les ressources naturelles purement canadiennes.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)²: Nous avons atteint un degré de civilisation qui nous permet de discuter librement les grands problèmes internationaux, sans courir le danger de voir nos remarques interprétées comme des critiques par les autres nations. Ce sont les États-Unis qui nous ont proposé ce projet, et nous sommes libres de l'accepter ou de le rejeter.

La canalisation du Saint-Laurent est un problème international de grande envergure qui intéresse deux grandes nations, le Canada et les États-Unis; un problème qui à mon sens, devrait être discuté librement, sans que nos remarques puissent être interprétées comme une critique hostile. M. l'Orateur, c'est sans doute parce que je suis né au Canada de parents canadiens et que j'y ai grandi que je suis l'un de ceux qui estiment que notre nation, bien que jeune, est un peuple viril et que le dominion du Canada n'est pas et ne devra jamais devenir un simple sous-produit des États-Unis.

(Applaudissements)

Des voix: Écoutez, Écoutez

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Ce sont les États-Unis qui nous ont proposé la canalisation du Saint-Laurent. Aussi, le Canada n'est-il pas responsable du projet et il ne se trouve nullement dans l'obligation morale ou légale de l'accepter.

Il est vrai que la Commission conjointe internationale des eaux limitrophes a recommandé, en 1921, aux deux gouvernements, de conclure une entente pour l'amélioration du Saint-Laurent, entre Montréal et le lac Ontario, soit une distance de 183 milles, dont 115 sont sur la frontière des deux pays, dans la section comprise entre l'Ontario et New York, et 68 milles situés entièrement dans la province de Québec.

La Commission des eaux limitrophes disait également dans son rapport que les moyens de transport actuels entre la section tribulaire dans les États-Unis, et l'océan, sont tout à fait inadéquats, que les chemins de fer ne sont pas développés pour répondre aux besoins du pays, mais que ces remarques ne s'appliquaient pas à la section canadienne, où le développement ferroviaire est encore en avance sur les besoins de la population et de la production.

Aussi bien, on ne peut nous tenir compte du fait que nos voisins des États-Unis n'ont pas jugé à propos de développer leurs services de transport au fur et à mesure des exigences du moment. On ne peut alléguer non plus que l'inefficacité de leur système ferroviaire soit une raison valable pour obliger le Canada à sacrifier ses droits souverains sur les sections du Saint-Laurent et des canaux.

Conséquemment, nous avons dépensé des sommes considérables pour construire et maintenir nos réseaux ferroviaires en avance des besoins de la population et de la production, et n'avons pas

actuellement, ni pour de nombreuses années à venir, à nous intéresser au côté transport du projet, surtout si nous considérons que les recettes de nos chemins de fer sont insuffisantes pour les maintenir à l'heure actuelle.

Nous avons construit des chemins de fer qui étaient nécessaires à notre développement. Nous n'avons donc pas besoin d'un moyen de transport par eau, comme la canalisation du Saint-Laurent, qui pourrait nuire à nos chemins de fer.

Il reste aussi à considérer l'importante question de savoir quel sera l'effet du projet sur la navigation entre Montréal et Québec. D'après des experts, si les propositions faites par les États-Unis sont acceptées, il serait possible pour le développement de l'électricité d'accumuler d'énormes quantités d'eau en élevant le niveau du lac Ontario, ce qui aurait pour effet d'abaisser le niveau du fleuve à Montréal et en bas de Montréal, pendant une période de temps considérable, tant que durerait l'accumulation des eaux. Il en résulterait un danger sérieux pour le port de Montréal où des milliers de dollars canadiens ont été investis.

Comme projet de développement électrique, la canalisation du Saint-Laurent produirait 5,030,000 chevaux-vapeur, au coût de \$440,000,000 pour la production de l'énergie électrique, et de \$180,000,000 en plus pour la navigation, soit \$620,000,000 en tout.

Le développement électrique se ferait comme suit:

Sur la section internationale du Saint-Laurent, 2,326,000 chevaux-vapeur; les rapides de Soulanges, 1,780,000 chevaux-vapeur; les rapides de Lachine, 924,000 chevaux-vapeur. Ainsi donc, nous avons 46 % de l'énergie électrique qui sera développée dans la section internationale du fleuve, soit 23 % respectivement pour le Canada et les États-Unis. D'autre part, 54 % de tout le développement électrique se ferait en territoire entièrement canadien et serait notre seule propriété. Nous avons donc droit à 77 % et les États-Unis 23 % de tout le développement électrique du Saint-Laurent, ce qui signifie que le Canada prendrait 3,873,100 chevaux-vapeur dont 2,704,000 entièrement dans le territoire du Canada.

Si nous nous arrêtons à penser à ce que représente la dette du Canada, dette de \$3,000,000,000 due principalement à la guerre, sommes-nous justifiables d'ajouter sur les épaules d'une population de dix millions d'habitants, une dette additionnelle de \$500,000,000 à \$1,000,000,000? On estime, en effet, que le

développement de la seule partie canadienne coûterait environ \$400,000,000. Mais nous savons, par ailleurs, que le canal de Suez, les canaux de Panama et de Manchester ont coûté de 100 à 200 % de plus que les estimés préliminaires. Or, avec un estimé d'un demi-milliard, comme base, cela signifie que le peuple du Canada serait taxé de \$50 par tête pour le profit surtout des États-Unis, alors que le peuple américain ne paierait que \$3 par tête.

Et la question se pose à savoir si nous devons développer ce canal. Nous pouvons soit l'emprunter et à un taux prohibitif, ou bien permettre aux États-Unis de défrayer entièrement le coût de l'entreprise. La première solution serait pure folie et la seconde serait une sorte de suicide national.

D'ailleurs avons-nous besoin d'électricité? Avec les pouvoirs d'eau en disponibilité dans la seule province de Québec, tels les pouvoirs d'eau de Lachine, Soulanges, Beauharnois, Carillon, etc., nous aurions, si l'on en croit les statistiques, suffisamment de pouvoir électrique pour les 50 années à venir, tout probablement.

Ceci, c'est le point de vue purement matériel. Car il est d'autres aspects de la question que nous ne devons pas oublier, et qui se rattachent directement à notre existence nationale.

Il est en effet tout naturel de croire que, puisque nous ne pouvons utiliser le pouvoir électrique que l'on se propose de développer, les États-Unis nous demanderaient d'utiliser temporairement notre part du surplus d'électricité venant de source canadienne. Le refus serait pratiquement impossible, et l'électricité canadienne commencerait à franchir les lignes. Or, il faut bien se rappeler que l'énergie électrique exportée ne revient jamais, car on ne peut la transporter sur les marchés mondiaux pour trouver acheteur. En plus, un consommateur privé d'énergie électrique ne peut parcourir les marchés mondiaux pour s'en procurer.

L'électricité, ne l'oublions pas, est la vie même de l'industrie. Partout où elle passe, les industries surgissent, des villes s'établissent, et elle dispense la vie au capital. Aussi, supprimer l'électricité à une industrie devient une impossibilité morale.

Car il y a, dans la manufacture qui utilise l'électricité, des êtres humains qui seront jetés sur le pavé, le jour où l'on cessera de fournir l'électricité à cette manufacture. D'ailleurs les capitalistes ne construisent pas des usines et n'engagent pas leur main-d'œuvre sans avoir l'assurance d'obtenir l'énergie qui fera fonctionner l'usine, et aucun manufacturier canadien, à l'avenir, ne sera jamais certain d'obtenir l'électricité qui traversera les lignes

pour alimenter les usines américaines. Elle servirait à accroître la puissance industrielle des États-Unis, à notre détriment.

Le traité des eaux limitrophes de 1909 portait qu'une certaine quantité d'eau pouvait être divertie des chutes Niagara pour développement électrique, et répartissait la proportion que chaque pays pouvait dériver des chutes. Dans le temps, une certaine proportion de l'électricité développée, du côté canadien, a été vendue à des consommateurs américains. Plus tard, la Commission hydroélectrique, ayant besoin d'électricité pour sa clientèle canadienne, a suggéré aux États-Unis qu'il faudrait cesser l'exportation de l'énergie électrique. Mais on lui répondit que si elle donnait effet à sa proposition, cet acte serait considéré comme hostile.

Pendant la guerre, l'Aluminium Company of Canada a représenté à la Commission des eaux limitrophes que, par suite de la grande demande d'aluminium sur le marché, pour fins de guerre, et faute de pouvoir électrique pour produire l'aluminium, on devrait lui accorder un permis de harnacher les petits rapides du Sault et d'y développer l'électricité. On accorda un permis de cinq années, ou plutôt pour la durée de la guerre, après quoi le barrage devrait être démoli. Mais la guerre terminée, le barrage est resté et rien n'indique qu'on ait l'intention de le faire disparaître.

La Commission conjointe des ingénieurs recommande une seule autorité internationale pour contrôler la construction de la canalisation du Saint-Laurent à partir du lac Ontario jusqu'à Montréal. Plusieurs canadiens et américains ont interprété cette recommandation comme signifiant le contrôle international sur tout le fleuve entre Montréal et le lac Ontario, et par conséquent, la perte du droit de souveraineté sur le fleuve. Comme question de fait, est-ce que le paiement de la moitié ou plus de la moitié du coût du projet, sur les sections internationales et strictement canadiennes, ne constitue pas un droit de possession?

Nos relations avec les États-Unis, au sujet de traités, ont toujours été à notre désavantage. Il suffit de rappeler le traité de Webster-Ashburton, l'arbitrage pour le détroit de Behring, les droits et privilèges des pêcheries, la servitude sur la section canadienne du fleuve Saint-Laurent, et le soi-disant privilège révocable, pour le libre usage de nos canaux, qui nous coûtent des centaines de millions.

Le Canada a financé, construit et opéré ces canaux, nous payons les intérêts sur le coût, le fonds d'amortissement, le coût d'entretien et d'opération, ce qui, avant que le canal Welland fut terminé, s'élevait

à \$4,000,000 par année. Nous fournissons ainsi des subsides pour la marine américaine qui utilise nos canaux, à notre propre désavantage. Faut-il citer encore la diversion des eaux du lac Michigan par Chicago, et ce qui s'en est suivi?

Voici mes conclusions:

Puisqu'une grande partie du territoire de cette province est affectée, il ne devrait se poursuivre aucune négociation entre le gouvernement du dominion et les États-Unis, à moins que le premier ministre de cette province ne soit mis au courant des projets du gouvernement fédéral, sans inviter le premier ministre de la province de Québec à ces négociations, et que son avis ne soit pris sérieusement en considération.

En second lieu, la section proprement canadienne du projet ne devrait pas être entreprise à moins que nous ne soyons en situation d'utiliser assez de l'électricité développée pour défrayer le coût de l'entreprise, une entreprise qui devrait être contrôlée et payée par le Canada.

Enfin, le Canada ne doit jamais consentir à aucune diminution de ses droits, indiscutables, de souveraineté actuelle sur cette partie du Saint-Laurent, qui se trouve en territoire exclusivement canadien. Et si jamais la canalisation du Saint-Laurent est opportune, en un mot: développons le pouvoir électrique du Saint-Laurent avec le génie canadien, le capital canadien, la main-d'œuvre canadienne, pour le peuple canadien, quand il le faudra, pour le plus grand bien et le bénéfice de notre pays bien-aimé: le Canada.

(Applaudissements)

M. Guertin (Hull): J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), l'ajournement du débat.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 9 décembre, sur la motion proposée le jeudi 26 novembre courant: Que l'Orateur quitte le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. l'Orateur donne la parole au député de Chicoutimi (M. Delisle) pour continuer le débat sur le budget.

M. Delisle (Chicoutimi): M. l'Orateur, l'an dernier, le gouvernement a donné à la province une nouvelle loi des accidents du travail, entrée en vigueur depuis le premier septembre 1931. Cette loi a donné satisfaction à tous les ouvriers. Pour remplir une autre promesse faite au cours de la dernière session, le gouvernement a choisi parmi eux et a nommé un ministre du Travail, le député de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand) et je tiens à lui offrir les compliments des ouvriers, des industriels de ma région.

Le premier ministre a encore été capable de boucler son bilan avec un surplus de près \$1,000,000, malgré qu'il eût été entraîné par Ottawa dans des dépenses considérables pour résoudre le problème du chômage.

S'il y a un endroit où les ouvriers ont été affectés par la crise actuelle, c'est bien la région de Chicoutimi, où, à cause de la crise dans l'industrie du bois, plusieurs moulins ont dû fermer leurs portes. Notre industrie de la pulpe de Chicoutimi est fermée depuis deux ans; une autre est fermée à Port-Alfred depuis un an. Le gouvernement a aidé les ouvriers de ces deux villes et je profite de l'occasion pour l'en remercier. C'est grâce à la générosité du gouvernement si la région a pu, jusqu'ici, passer à travers la crise.

L'honorable premier ministre nous a dit dans son discours sur le budget que la population de notre province doit pratiquer l'épargne. Il faut que tous économisent, les gouvernements, les députés, que les maires, les corporations scolaires, les corps municipaux se limitent aux dépenses strictement nécessaires et que tous les contribuables de la province reviennent aux méthodes des ancêtres, assurément moins dépensiers que les nôtres. Comptons plutôt sur nous-mêmes que sur le gouvernement, et nous serons moins prodigues.

Les gouvernements ne peuvent pas impunément et toujours puiser dans leurs trésors pour secourir les chômeurs. Il faut que tous mettent l'épaulé à la roue.

Je fais des vœux pour que cette parole du premier ministre soit répandue dans toute la province. Que les députés de cette Chambre et les maires de toutes nos municipalités donnent l'exemple.

Il cite l'opinion de Sir Charles Gordon, président de la Banque de Montréal, qui est la même que celle du premier ministre de la province.

Le chômage qui existe dans Québec a encore une autre face plus grave, une grave conséquence. Nos canadiens semblent croire, malheureusement,

que les gouvernements sont obligés de les nourrir. Il n'y a plus de discipline sur les chantiers ouverts en vertu de la loi du chômage. Si la discipline disparaît, nous allons à l'anarchie. Nos ouvriers ne veulent pas travailler. Ils se disent: "point n'est besoin de travailler pour gagner l'argent du chômage qui nous vient du gouvernement provincial, du gouvernement fédéral et des municipalités: c'est mon argent". C'est là une mentalité malheureuse qui peut nous mener loin.

L'opposition a critiqué les travaux de voirie faits par le gouvernement. Ce sont les cultivateurs qui avaient demandé ces travaux de voirie. En les construisant, le gouvernement a rendu un grand service à la population agricole et cette dernière lui a témoigné sa reconnaissance. Aux élections du 24 août, la bonne administration de la voirie du gouvernement a été approuvée de nouveau par le peuple.

(Applaudissements)

Ces améliorations profitent beaucoup aux cultivateurs, qui ne voudraient aucunement retourner à l'ancien système. Si les chemins ont coûté cher, le gouvernement a prêté de l'argent à 3 %, argent qu'il est en train de laisser aux municipalités qui paient les intérêts pour la dernière année. La somme globale de \$17,000,000 est ainsi remise aux municipalités. Grâce aux remises faites par le gouvernement, certaines municipalités de comté seront en mesure, le printemps prochain de réduire leur taxe foncière.

L'entretien de ces routes donne du travail à des milliers de cultivateurs, partout dans la province. On se plaint du malaise qui règne dans l'industrie. Mais la voirie de la province est une industrie qui a rapporté chaque année des millions à la classe rurale, juste au moment où la crise a diminué la production de nos industries. C'est une industrie qui étend ses bras dans tous les coins de la province de Québec.

On reproche au régime libéral la fermeture de certaines usines, mais on oublie de dire que ces industries souffrent du marasme universel des affaires. Pour pallier au chômage, le gouvernement de Québec ne s'est pas contenté de ce qu'Ottawa a fait, il a inauguré la politique si sage du retour à la terre. D'ailleurs, grâce à sa politique de retour à la terre, le gouvernement provincial a fait plus que quiconque pour les chômeurs et pour le retour de ceux des nôtres qui avaient quitté le sol canadien.

Le député de Rouville (M. Barré) a reproché au gouvernement l'exode des nôtres. Le gouvernement n'est pas un gouvernement de communistes, et il n'a pas l'autorité d'empêcher le fils de cultivateur de s'exiler. Ils se sont exilés de leur propre gré, souvent malgré la volonté de leurs

parents et rien ne pouvait les retenir devant l'attrait des villes. Le mouvement de retour à la terre a pris naissance dans la petite ville de Bagotville, Baie des Ha! Ha!, et les fils de cultivateurs sont retournés au sol. 1,500 chefs de familles se sont établis sur des lots dans le Lac-Saint-Jean et Chicoutimi, 690 y sont résidents, 1,574 lots ont été concédés, 8,509 acres ont été défrichés! 574³ maisons ont été construites pour ces familles par le gouvernement qui leur a donné des animaux et les a aidés de toutes façons. C'est là l'œuvre du gouvernement qui a payé le transport de ces familles et leur établissement et qui, j'ose l'espérer, continuera son noble geste. J'ai confiance que le printemps prochain ces colons sèmeront abondamment, qu'à l'automne leur récolte sera magnifique. Dès l'automne prochain, ces colons récolteront le fruit de leur première année de travail. Ils devront cela au gouvernement de Québec, qui a eu une sollicitude toute paternelle pour eux. Le gouvernement a fait cela en plus de l'aide au chômage.

Ce n'est d'ailleurs pas tout ce que le gouvernement a fait pour les cultivateurs. Le gouvernement, malgré toutes ces dépenses a encore trouvé moyen d'accorder des subsides énormes à l'agriculture. Il a poursuivi sa politique d'égouttement des terres et de fertilisation du sol, politique agricole des plus bienfaisantes. Sa politique de drainage a donné des résultats merveilleux. Le gouvernement a payé 50 % du coût de ces travaux de drainage. Le gouvernement a constaté que c'était encore là un moyen d'aider au chômage.

La classe agricole a subi le contrecoup des affaires mauvaises. C'est pour cela que les cultivateurs ont besoin d'argent à bon compte et il est à espérer que le gouvernement règlera ce problème à la satisfaction de tous. La loi fédérale est inopérante.

Le gouvernement étudie le moyen de donner à la classe agricole une bonne loi de crédit agricole. J'espère qu'il réussira. La loi provinciale évitera les ennuis de la loi auxquels on veut remédier. J'ai lu à ce sujet l'excellent discours de l'honorable monsieur John Kelly au Conseil législatif. Le cultivateur de chez-nous n'emprunte pas quand ce n'est pas nécessaire. J'espère que le gouvernement lui permettra d'emprunter à un taux raisonnable.

Le député de Rouville a prétendu que l'instruction chez les cultivateurs a été négligée par le gouvernement. L'opposition se trompe. Je sais ce qui a été fait chez moi, malgré l'opposition qui criait contre ces bons éducateurs que sont les agronomes que l'on accusait d'être des agents politiques à la solde du gouvernement.

Si le progrès chez les cultivateurs n'est pas aussi avancé qu'il le devrait, c'est la faute de la campagne menée contre les agronomes par les oppositionnistes. Heureusement que les cultivateurs ont renvoyé chez eux ces dénigreur de la classe agricole qui ont eu une rude leçon le 24 août dernier.

Je termine en offrant mes hommages aux ministres qui dirigent avec succès le gouvernement. Je souhaite que la population de notre province leur garde sa confiance, dans son intérêt et pour accomplir les destinées que la Providence lui a dévolues. Je suis convaincu que la population de Québec continuera dans l'avenir à avoir confiance au Parti libéral.

(Applaudissements)

M. Morel (Témiscouata): M. l'Orateur, je suis un nouveau député et je demande votre indulgence. Depuis 1897, le peuple vote confiance dans le gouvernement libéral, mais jamais il n'a donné un plus beau témoignage à celui qui depuis plus de onze ans dirige l'administration de la province. On essaie bien de rapetisser l'effet de cette victoire en disant que les conservateurs ont obtenu 42 % du vote, mais 79 libéraux ont été élus contre 11 oppositionnistes. Pendant la campagne, nous avons eu la visite du député de Rouville qui a prédit le succès de nos adversaires. Quoique le député de Rouville en dise, la population de Québec a confiance en l'administration actuelle. On n'a qu'à regarder le résultat des élections, depuis 1897, pour s'en rendre compte.

Le député de Rouville est venu faire la lutte dans Témiscouata, mais il n'a pas réussi à changer la confiance que la population a toujours eue dans le gouvernement de Québec. Si j'ai été victorieux, ce n'est pas à cause de ma valeur personnelle. Mais on a voulu que le gouvernement continue sa politique de voirie, d'agriculture et de colonisation, et voilà pourquoi j'ai été élu.

Les finances de la province sont particulièrement bonnes, puisque les autres provinces accusent des déficits. Nous avons neuf provinces dans la Confédération. Il y en a huit qui ont des déficits dans leur administration. Québec est la seule à balancer son budget. Nous avons raison d'être fiers du surplus annoncé par l'honorable premier ministre dans son budget. Quand on voit que le séminaire, comme la petite école, reçoit l'aide du gouvernement, on comprend que nous ne sommes pas à la queue de la Confédération, ainsi qu'on le disait dans la dernière campagne. Toutefois, malgré le bilan certifié par les comptables Price, Waterhouse, l'opposition crie toujours que les surplus québécois sont fictifs.

La crise qui existe dans les autres provinces est beaucoup plus grave que chez nous. Jamais il n'est venu à l'idée des oppositionnistes d'en accuser le gouvernement. Ce qui fait mal aux conservateurs de Québec et les porte à critiquer, c'est de n'avoir pu prendre le gouvernement depuis 34 ans.

Nous avons à la tête du département de la Colonisation un homme solide, qui a la confiance de la population et qui a tout mon estime. Nous avons placé un grand nombre de familles sur des terres. Mais il reste beaucoup à faire. Je signalerai au gouvernement que 400 lots de colonisation sont encore libres dans mon comté et peuvent être rachetés des municipalités. Nous avons des églises, des écoles, des routes et des chemins de fer. Il y a aussi, dans plusieurs paroisses, quelques terres abandonnées et je souhaite que la campagne de rapatriement soit continuée. On pourrait peut-être y établir des familles qui les avaient quittées parce qu'elles ne pouvaient les cultiver dans le temps.

Il suggère qu'une loi soit passée pour le rachat de certains lots qui sont la propriété des compagnies de chemin de fer.

J'exprime ma gratitude au ministre de l'Agriculture, dont le département a dépensé \$10,000 dans mon comté pour du drainage. De plus, des graines de semence ont été remises gratuitement aux pauvres, et des concours très appréciés ont été organisés et puissamment encouragés par les agronomes et le ministère. Les agronomes du ministère ont beaucoup fait pour aider les cultivateurs et jamais ils ne se sont mêlés de politique. Ceux qui ont voulu faire de la politique ont perdu leur position. Le département de l'Agriculture, dirigé par le jeune ministre qui est à sa tête, saura marcher de l'avant, et la province a confiance en lui.

Il (M. Morel) fait l'éloge du ministre des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur) et du secrétaire provincial (l'honorable M. David); et il remercie le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) pour ses travaux dans le Témiscouata. Le ministère de la Voirie est sous la direction d'un des hommes les plus compétents du gouvernement, affirme-t-il.

(Se tournant vers l'honorable M. Taschereau, premier ministre)

Nous avons un chef dont nous sommes fiers. Nous avons foi en lui et jamais les libéraux ne diront de lui ce que les conservateurs ont dit de M. Houde.

(Applaudissements)

M. Duffy (Compton): Je crois que la plupart des gens seront d'accord que le système actuel de crédit agricole, institué par Ottawa, ne semble pas satisfaisant et qu'un meilleur système est requis.

Le gouvernement fédéral a formé un bureau agricole pour aider les cultivateurs. Le gouvernement de Québec a décidé de participer à ce système en payant 1½ % des intérêts sur les prêts consentis aux cultivateurs. Mais nonobstant les bonnes intentions des deux gouvernements, le système actuel est inadéquat pour aider les cultivateurs de cette province. Il sera possible d'apporter des améliorations à ce système afin qu'il réponde aux demandes des cultivateurs. À mon avis, ce n'est pas un arrangement satisfaisant.

À l'heure actuelle, il y a beaucoup de délais: des cultivateurs restent dans l'attente et, après avoir payé pour l'inspection de leur ferme, dans plusieurs cas, leur demande est rejetée. Je sais que les crédits agricoles n'ont pas connu grand succès dans d'autres pays et même dans d'autres provinces de ce pays.

Je suggère que, si le gouvernement est en mesure de bien évaluer l'avenir et que les finances de la province lui permettent de le faire, un système de crédit soit adopté par ce gouvernement, mais pas pour prêter de grosses sommes aux cultivateurs ni pour les encourager à emprunter, à moins que cela ne soit absolument nécessaire; l'industrie agricole en serait reconnaissante et possiblement sauvée du désastre. Les cultivateurs ne doivent pas emprunter de trop fortes sommes, car ils ne pourront pas les payer.

Si l'argent doit être prêté par certaines organisations locales, telles que les caisses populaires, comme il a déjà été suggéré, et les petites banques de paroisse, qui seraient plus près des cultivateurs et plus en mesure d'évaluer leurs besoins réels que n'importe quel organisme central, je crois qu'il serait bien qu'il en soit ainsi, parce qu'une organisation de cette nature serait en lien plus direct avec les cultivateurs.

Aujourd'hui, les cultivateurs sont incapables de rembourser le capital. Je suggère que si un nouveau système est adopté, le terme de l'emprunt soit suffisamment long pour permettre aux cultivateurs de se remettre le plus possible de leurs difficultés actuelles avant de devoir rembourser le capital de l'emprunt, disons pour une période de deux ans. Comme le prix des produits agricoles est actuellement très bas, ils ne devraient payer que les intérêts. Les cultivateurs sont prêts à payer un taux d'intérêt juste, mais je suggère qu'on leur prête l'argent aux prix coûtant, plus les frais d'administration du système de crédit. Le gouvernement devrait prêter au taux qu'il emprunte lui-même.

Pendant la guerre et immédiatement après, alors que le prix des produits agricoles était élevé, plusieurs habitants des Cantons-de-l'Est ont acheté des fermes à prix élevé. Maintenant, ces acheteurs

ont de la difficulté à payer. Des cultivateurs se font harceler par leurs créanciers. Je crois qu'on devrait adopter une législation qui empêcherait les créanciers hypothécaires de tirer avantage de façon indue de la situation actuelle et qui les forcerait à supporter leur part du fardeau des cultivateurs en prolongeant la durée de leur hypothèque.

Pendant et après la guerre, des cultivateurs ont acheté des fermes à gros prix et aujourd'hui, si le gouvernement ne vient pas à leur secours, plusieurs ne seront plus capables de continuer. Et j'ai confiance qu'il leur viendra en aide, sans tarder, avec un système de crédit plus efficace que le système fédéral, sauvant ainsi du désastre l'industrie la plus importante de cette province.

Les cultivateurs des Cantons-de-l'Est ne se relèveront pas sans l'aide du gouvernement; des actions selon ces orientations donneraient un élan à l'agriculture à l'heure actuelle. J'ai confiance au gouvernement actuel qui a su si bien traverser la crise.

(Applaudissements)

M. Crête (Laviolette): M. le Président, je demandais à mon honorable ami le député de Shefford (M. Bachand) l'autre jour: "Qu'est-ce que l'on dit en parlant du budget?" Il m'a répondu: "On dit n'importe quoi." Je m'en suis parfaitement convaincu en écoutant l'honorable député de Hull (M. Guertin). Il sait quand commencer mais il ne sait pas quand finir.

(Applaudissements)

Puisque je parle des députés de la gauche, je veux féliciter l'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis) d'avoir gagné sa contestation. Je n'ai pas été aussi chanceux que lui, car nous avons été contestés ensemble par des pétitionnaires de la même couleur, sur des formules imprimées à la même place. Il est débarrassé mais, dans mon cas, on a porté la cause en appel. L'honorable député de Rouville (M. Barré) a parlé sur le budget. S'il cultive sa ferme avec autant de soin qu'il cultive ses phrases, il doit être un cultivateur progressif. Quant à l'honorable député de Deux-Montagnes (M. Sauvé), il n'a peut-être pas encore assez d'expérience mais, si mes fils réussissent aussi bien que lui, j'en serai fier.

M. l'Orateur, j'ai entendu les critiques de l'opposition. Je ne pense pas que dame logique puisse s'asseoir entre la gauche et la droite en cette Chambre. Ce qui est certain, c'est que la province de Québec saura le mieux sortir - et la première - de la crise que l'univers traverse, grâce à notre bon gouvernement et grâce à nos travailleurs, dont le courage dans l'épreuve est admirable.

(Applaudissements)

M. Paquet (Montmagny): M. l'Orateur, je félicite les débutants qui ont parlé cet après-midi. Je suis un des survivants de la dernière campagne. On avait dit que je serais battu: "Paquet ne passera pas! Pauvre Paquet!" Mais le pauvre Paquet a été réélu avec tous les députés de la droite. Je suis heureux de voir des nouveaux, mais les anciens sont le plus grand nombre et je m'en réjouis. J'ai été élu. C'est presque pas croyable après tout ce qu'on m'avait prédit! J'ai été réélu comme les ministres, même le premier que l'on avait condamné.

(Rires et applaudissements)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
C'est presque pas croyable, ça non plus! (Rires)

M. Paquet (Montmagny): Il y a une raison pour cela. C'est que le gouvernement méritait cette victoire. Le peuple en a décidé ainsi.

Il (M. Paquet) parle des œuvres du gouvernement. Il loue la politique de l'égouttement des terres, qui a donné du travail aux cultivateurs et leur a assuré un peu d'argent et une grande amélioration de leurs terres. Il vante la bonne politique de voirie du ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) et le mouvement de retour à la terre du ministre de la Colonisation (l'honorable M. Laferté).

Dans Montmagny, poursuit-il, nous avons établi 335 colons sur des lots; 60 se sont établis sur des lots de la couronne et 275 sur des lots abandonnés. Nous avons encore de ces lots abandonnés pour taxes dans des paroisses bien organisées, dans les vieilles paroisses. Nous devrions tâcher d'établir de nouveaux colons sur ces lots. Les paroisses en bénéficieraient. La politique agricole libérale est aussi de nature à assurer la prospérité des cultivateurs, et il convient d'en savoir gré au ministère actuel.

Les citoyens de mon comté sont reconnaissants au gouvernement de son aide au chômage. Nous avons des chômeurs chez nous. Ils ont été aidés par la voirie, les chemins de colonisation et les travaux du chômage. Il est assez difficile de contenter tout le monde. Il y a deux autorités qui se superposent dans l'aide au chômage. Avec du bon vouloir on s'entend. Les travaux du chômage suffiront-ils aux besoins actuels? J'en doute. Quand un homme a six ou sept grands garçons, il ne peut pas les employer tous sur sa terre. J'espère que l'honorable ministre de la Colonisation m'aidera à placer de nouveaux colons sur des terres.

On a parlé d'économie, ce serait un bon placement que d'aider les nouveaux colons qui aident Québec à acquérir encore plus de valeur.

M. l'Orateur, si nous faisons d'ici à dix ans le même effort que celui que nous avons fait depuis dix ans, la province de Québec aura gagné en valeur et elle sera encore à la tête de la Confédération canadienne.

(Applaudissements)

M. Authier (Abitibi): J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Wolfe (M. Lemieux), l'ajournement du débat.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Articles parus dans *Le Devoir et L'Action catholique*

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
M. le Président, avant l'ajournement de la Chambre, je veux relever un entrefilet reproduit du *Devoir* de Montréal, et publié dans *L'Action catholique* d'aujourd'hui.

Voici ce bout de colonne:

Le Devoir de Montréal, publie ce qui suit dans son édition d'hier:

"Québec, 9 - (D.N.C.) - Il appert que les banques ont avisé le premier ministre de veiller à ce que ses députés, pour des fins de partisanerie politique et dans le but d'ennuyer l'administration Houde, ne lancent pas des attaques contre les finances de la cité de Montréal, au comité des bills privés.

"Les banques lui auraient signifié que s'il laissait entamer le crédit de Montréal, le crédit de la province en serait le plus affecté, étant donné que Montréal fournit 71 % des taxes que reçoit le gouvernement en tout et partout."

M. le Président, je tiens à déclarer que les banques ne m'ont jamais approché, ni de près ni de loin, à ce sujet, et cette nouvelle est absolument tendancieuse. On sait d'où elle vient. Il est évident que nous n'avons pas le droit de regarder les finances de la cité de Montréal sous l'administration Houde. J'aime mieux ne pas parler des finances de Montréal sous l'administration de monsieur Houde, nous ne voulons pas nuire au crédit de Montréal, et il n'a été dit au comité, que ce que les officiers de Montréal sont venus dire. Quant à moi, je crois au crédit de Montréal, qui est la grande métropole du pays, et je crois qu'il est important que la métropole conserve son crédit. Nous n'avons aucun intérêt à le compromettre. Mais je tiens à déclarer que je n'ai jamais reçu d'avis des banquiers, comme le dit cette nouvelle tendancieuse du *Devoir*, nouvelle que *L'Action catholique* publie par accident ce soir.

(Rires et applaudissements)

Dans le même numéro de *L'Action catholique*, sous la devise "*Instaurare omnia in Christo*", je lis l'entrefilet suivant au sujet du bill Dillon:

"Plusieurs me demandent pourquoi je n'écris rien sur le bill Dillon.

"Mon intention était, en effet, de ne rien écrire sur cette question pourtant très grave, parce que la décision des législateurs et l'apathie de notre population (en dehors de la période électorale) ne me laissaient espérer aucun succès de mon intervention, comme de toutes les autres.

"De plus, l'électoratisme m'inspire un tel dégoût, depuis que je comprends comment se font les élections municipales, provinciales et fédérales, que je n'ai pas l'intention d'y user ma trop faible plume capable peut-être de rendre quelques petits services dans d'autres domaines moins troublés. - E.L.⁴"

M. le Président, je n'ai pas à défendre le bill Dillon ici, mais je tiens à défendre l'électorat de la province de Québec, la population saine de notre province. L'auteur de cet entrefilet dit que la population de notre province le dégoûte. Il a droit d'exprimer ses opinions, mais au nom de la population je proteste contre cette injure. Si les électeurs de la province de Québec lui inspirent du dégoût à lui, je puis dire que la population des électeurs de Québec est saine, honnête, loyale et consciente de ses actes.

Si elle lui inspire du dégoût, tant pis pour lui! Depuis que *L'Action catholique* a été fondée, elle nous fait la guerre et nous n'avons jamais remporté de plus belle victoire que depuis qu'elle nous combat. Nous avons pendant ce temps-là obtenu la confiance de la population. Que cette guerre continue et nous sommes assurés de rester encore longtemps ici.

(Applaudissements)

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 30.

NOTES

1. *L'Événement* du 11 décembre 1932, à la page 3, rapporte qu'un visiteur distingué, M. le Dr Jules DesRochers, député de Portneuf à Ottawa, occupe un fauteuil d'honneur sur le parquet.

2. *The Quebec Chronicle* du 5 décembre 1931, à la page 1, écrit: "Mr. Élie of Yamaska had the floor when debate on Mr. David's waterway motion was resumed out but, as he was not in the House at the time, his turn passed to Mr. Bercovitch. La traduction de ce passage serait la suivante: M. Élie de Yamaska avait la parole lorsque le débat sur la motion de M. David à propos de la canalisation reprit, mais parce qu'il n'était pas en Chambre à ce moment, son tour revint à M. Bercovitch.

3. *L'Événement* du 11 décembre 1931, à la page 3, indique plutôt 535 maisons construites.

4. Ces initiales désignent M. Eugène L'Heureux.

Séance du vendredi 11 décembre 1931

Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 11 h 20.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable T.-D. Bouchard).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Ordre de
Saint-Jean-de-Dieu

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Saintonge), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition des frères hospitaliers de l'ordre de Saint-Jean-de-Dieu, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les frères hospitaliers de l'Ordre de Saint-Jean-de-Dieu", et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition des frères hospitaliers de l'Ordre de Saint-Jean-de-Dieu, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Charte
de Pointe-Claire

M. Marchand (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 119 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

The Saint John of Suchawa Bukowinian
Greek Orthodox Church
of Lachine

M. Marchand (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 117 constituant en

corporation The Saint John of Suchawa Bukowinian Greek Orthodox Church of Lachine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Registres de l'état civil
tenus par les Églises protestantes

L'honorable M. Perrault (Arthabaska), appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), demande la permission de présenter le bill 44 modifiant la loi des Églises protestantes autorisées à tenir des registres de l'état civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des cités et villes,
article 546

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 34 modifiant l'article 546 de la loi des cités et villes.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) explique qu'il s'agit d'édicter certaines règles de pratique pour la réception des taxes par la Cour du recorder.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Officiers des municipalités
de cité et de ville

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 29 concernant certains officiers de municipalités de cité et de ville soit maintenant lu une deuxième fois.

Nous allons soumettre ce bill au comité des bills publics. D'ailleurs, je dois expliquer que dans le cas d'une destitution, aucune municipalité de plus de

25,000 âmes ne pourra destituer un officier supérieur sans une enquête par un juge de la Cour supérieure. Il faudra que la cause soit instruite devant un juge qui fera rapport au conseil municipal concerné; ensuite l'officier en cause (contrôleur des finances, trésorier, chef de service municipal) ne pourra être destitué que par un vote des trois quarts du corps échevinal, ce qui signifie que les officiers se trouvent engagés durant bonne conduite.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est juste pour eux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cela assure la stabilité pour ces officiers.

M. Duplessis (Trois-Rivières) dit qu'au point de vue de principe et discutant la chose dans l'abstrait, sans oublier que les exceptions confirment la règle, il est en faveur du bill.

Car, dit-il, il est de l'intérêt public et c'est justice pour ces officiers qu'une certaine stabilité leur soit garantie. Il faudrait ajouter le greffier à cette liste.

Il demande de respecter les contrats suivant bonne conduite.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) estime que la suggestion est excellente.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) explique à l'opposition que la liste des officiers à être inclus dans le bill peut être débattue au comité des bills publics.

Il y a eu des discussions ici concernant l'inclusion du directeur de police. On comprend que, dans la situation délicate affectant présentement le directeur de police de Montréal, le sentiment est contre l'inclusion de cet officier dans la loi. Mais il est possible que l'évaluateur en chef soit inclus dans la clause.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Possession et transport des liqueurs alcooliques

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 30 modifiant l'article 5 de la loi concernant la possession et le transport des liqueurs alcooliques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession de Joseph Guy

M. Bastien (Berthier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 109 concernant la succession de Joseph Guy.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bastien (Berthier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The St. Annunciation Russian Greek Orthodox Church of Montreal

M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 118 constituant en corporation St. Annunciation Russian Greek Orthodox Church of Montreal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi, le 15 décembre courant.

Adopté.

La séance est levée.

Séance du mardi 15 décembre 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 25¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rumeurs au sujet d'un nouveau chef de l'opposition

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai une question à poser à l'honorable chef de l'opposition (M. Gault). J'ai lu quelque part dans les journaux les rumeurs à l'effet que le chef actuel et temporaire de l'opposition a donné sa démission et qu'il serait remplacé sous peu par l'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis). Comme la loyale opposition, partie essentielle du régime parlementaire britannique, fait partie de l'organisme parlementaire, je demanderais à mon honorable ami de Saint-Georges (M. Gault) s'il y a quelque chose de fondé dans ces rumeurs.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) garde d'abord le silence.

Des voix: Explain. (Rires)

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): C'est la première fois que j'entends parler de cela.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mon honorable ami sera peut-être le dernier à l'apprendre.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Je n'en ai pas entendu parler.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Alors, il n'y a rien de fondé dans les rumeurs? Cela veut dire que la nouvelle est controuvée?

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Oui. Rien du tout.

Il assure le premier ministre, dans la langue de Mark Twain, que cette rumeur est grandement exagérée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Je suis heureux de savoir cela. Le

gouvernement serait bien entendu intéressé de connaître tout changement dans les rangs de l'opposition.

Gérard Viau

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dugas), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Gérard Viau demandant l'adoption d'une loi pour permettre au Barreau de l'admettre à l'étude du droit sans examen, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition de Gérard Viau demandant l'adoption d'une loi pour permettre au Barreau de l'admettre à l'étude du droit sans examen est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 84 concernant les successions d'Alexander Lindsay et de son épouse;
- bill 95 ratifiant et validant la vente de certains immeubles à Frank J. Knox;
- bill 112 concernant la donation par Hubert Morin à dame Marie-Eugénie Morin.

Le bill 151 concernant les personnes employées à certains travaux a été rejeté.

Licences de mariage

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le bill 47 concernant les licences de mariage.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des chemins de fer,
article 139**

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière), appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (l'honorable M. Dillon), demande la permission de présenter le bill 43 modifiant l'article 139 de la loi des chemins de fer.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 16 modifiant l'article 121 du Code de procédure civile;
- bill 21 modifiant la loi de la pêche relativement à certaines infractions;
- bill 24 modifiant la loi de la chasse relativement à certaines infractions;
- bill 77 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Philippe Simard à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique;
- bill 81 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à accorder une licence pour la profession de médecin dans la province de Québec à Flavius Lebel, après examens devant le Collège;
- bill 92 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère;
- bill 97 concernant la succession de Hubert Morin;
- bill 108 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Paul Bouthillier au nombre de ses membres.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 91 modifiant la charte de la ville Lasalle.

Charte de la ville Lasalle

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 91 modifiant la charte de la ville Lasalle.

Les amendements sont lus une première fois.

Questions et réponses:

**Déboursés de la province
par départements**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dit au député de Hull (M. Guertin) que les questions 2 et 3 qu'il a fait inscrire à l'ordre du jour exigeraient la production des comptes publics pour les quatre mois qui viennent de s'écouler. Il demande que ces questions soient converties en motion.

M. l'Orateur consent.

Demande de documents:

**Déboursés de la province
par départements**

M. Guertin (Hull) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant:

Quel est le total, pour chacun des quatre premiers mois de l'exercice en cours, des déboursés de la province par départements comme suit: *a.* Dette publique; *b.* Législation; *c.* Gouvernement civil; *d.* Administration de la justice; *e.* Instruction publique; *f.* Asile d'aliénés; *g.* Écoles de réforme et d'industries; *h.* Hygiène; *i.* Travaux publics et travail; *j.* Agriculture; *k.* Voirie et mines; *l.* Terres et forêts; *m.* Colonisation, chasse et pêcheries; *n.* Institutions de bienfaisance; *o.* Charges sur le revenu (perception des licenses, etc.); *p.* Services divers; *q.* Autres déboursés, capital, etc.; *r.* Fonds en fiducie, dépôts, etc.?

Adopté.

**Recettes de la province
par départements**

M. Guertin (Hull) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant:

Quel est le total, pour chacun des quatre premiers mois de l'exercice en cours, des recettes de la province par départements comme suit: *a.* Ministère du trésor; *b.* Bureau du revenu; *c.* Bureau des assurances; *d.* Législation; *e.* Administration de la justice; *f.* Secrétaire provincial; *g.* Travaux publics et travail; *h.* Voirie et mines; *i.* Terres et forêts; *j.* Colonisation, chasse et pêcheries; *k.* Affaires municipales; *l.* Divers; *m.* Imprimeur du roi; *n.* Droits sur les

successions; *o.* Loi des véhicules- automobiles; *p.* Taxes sur corporations; *q.* Licenses d'hôtels, restaurants, colporteurs, etc.; *r.* Fonds de subventions aux chemins de fer; *s.* Timbres d'enregistrement; *t.* Timbres judiciaires; *u.* Fonds d'honoraires des officiers de justice; *v.* Fonds des bâties et des jurés; *w.* Autres recettes, capital, etc.; *x.* Fonds en fiducie, dépôts, etc.?

Adopté.

Code de procédure civile, articles 648 et 728

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 155 modifiant les articles 648 et 728 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Association des maréchaux-ferrants

M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 93 constituant en corporation l'Association des maréchaux-ferrants de la province de Québec.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

Le préambule et les articles 1 à 23 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 24².

M. Gagnon (Kamouraska): M. le Président, la clause 24 de ce bill se lit comme suit:

24. Nul ne peut être admis à l'exercice du métier de maréchal-ferrant, à moins:

"1. Qu'il n'ait pratiqué ce métier en qualité d'apprenti, pendant une période de trois ans, chez un ou des maréchaux-ferrants;

"2. Qu'il n'ait subi des cours de maréchalerie, et en ait subi avec succès les examens.

Le présent article ne s'applique pas à un maréchal-ferrant qui, à la date de la mise en vigueur de la présente loi, exercera le métier de maréchal-ferrant."

M. Gagnon (Kamouraska): Il ne faut pas légiférer dans le seul but de protéger le maréchal-ferrant si on lèse par là les droits des cultivateurs. La condition imposée d'un cours de deux ans est vexatoire surtout dans les régions nouvelles. Les intérêts du colon notamment ne sont pas ménagés. Voici un cultivateur qui a un fils désireux de ferrer les chevaux et qui en a pris l'habitude en pratiquant quelques mois dans une autre localité. Le canton où il demeure n'a pas de forgeron et il serait dans l'intérêt des habitants d'en avoir un. Ce jeune homme pourrait exercer le métier de forgeron, mais on exige un cours de deux ans. C'est une chose qu'on ne doit pas faire. Je considère que cette clause devrait être biffée, car on ne doit pas priver les campagnes de maréchaux-ferrants.

M. Drouin (Québec-Est): Il y a 1,200 maréchaux-ferrants dans la province dont 700 qui font partie de l'Association. Presque tous les 1,200 ont signé une requête en faveur du projet. Il s'agit de protéger tout le monde et je ne vois pas comment l'on nuirait aux colons.

Des voix: Drop! Drop!³

M. Gagnon (Kamouraska): Je ne suis pas contre le bill, car les maréchaux-ferrants ont le droit de se former en association, mais, si on oblige les forgerons de nos campagnes à faire trois ans d'études pour obtenir un diplôme, je considère que c'est un peu trop. De plus on veut exiger une contribution de \$10. Un forgeron a peut-être assez d'une année d'apprentissage. Je considère que cette clause peut priver plusieurs localités d'un maréchal-ferrant et elle ne devrait pas être adoptée.

M. le président: La clause sera-t-elle adoptée?

Des voix: Vote!

L'article, étant mis aux voix, il est rejeté par 25 voix contre 8⁴.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Avec la disparition de cette clause, il ne reste pas grand-chose dans ce bill. L'abolition de cette clause signifie la mort du bill. Je crois que le comité devrait suspendre l'étude du projet de loi et, dans l'intervalle, nous essaierons d'amender la clause pour qu'elle soit acceptable à la majorité.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Charte de Pointe-Claire

M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 119 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

The Saint John of Suchawa Bukowinian Greek Orthodox Church of Lachine

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 constituant en corporation The Saint John of Suchawa Bukowinian Greek Orthodox Church of Lachine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Canalisation du Saint-Laurent

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 10 décembre, sur la motion proposée le mercredi 25 novembre courant:

Que cette Chambre apprend par les journaux qu'il y a des négociations en cours entre le gouvernement du Canada et celui des États-Unis, pour le creusage du Saint-Laurent, l'internationalisation de partie de son cours et le développement d'énergie électrique;

Que cette Chambre, tout en regrettant de n'avoir pas été invitée à prendre part à ces négociations, exprime l'opinion que ce projet est prématuré, que son coût énorme pèsera sur le Canada, déjà lourdement taxé, et que, avant de développer des forces hydrauliques internationales, destinées à être utiles aux États-Unis, il est préférable de mettre en valeur celles qui sont canadiennes;

Que cette Chambre croit de plus que ce serait une erreur de permettre au gouvernement des États-Unis de développer, avec son argent, les ressources naturelles purement canadiennes.

M. l'Orateur donne la parole au député de Hull (M. Guertin).

M. Guertin (Hull): Si la résolution que nous discutons sur la canalisation du Saint-Laurent n'était pas entachée de partisanerie politique, si elle n'était pas inspirée par des motifs que l'on ne peut pas avouer, peut-être vaudrait-il la peine que l'on s'y arrête pour en discuter l'opportunité.

Mais il y a un danger contre lequel il faut se mettre en garde: autant que possible il faut empêcher que le peuple de notre province prenne l'attitude du gouvernement sur un projet de si grande envergure et qui, disons-le tout de suite, préoccupe les esprits depuis au moins une quinzaine d'années.

Avant de chercher à scruter les véritables motifs de l'attitude du gouvernement, il serait bon de se résumer brièvement les antécédents de l'importante décision que le gouvernement d'Ottawa vient d'annoncer.

Dès 1914, quelques mois avant la déclaration de la Grande Guerre, les États-Unis avaient officiellement invité le Canada à coopérer au projet d'un canal reliant les Grands lacs à la haute mer. Les années troublées de la guerre retardèrent la réalisation de ce projet et ce n'est qu'en 1921 que le rapport Wooten-Bowden fut présenté à la commission internationale. Ce rapport approuvait la canalisation du Saint-Laurent. La commission, le 19 décembre 1921, recommandait au gouvernement d'Ottawa, comme à celui de Washington d'entrer immédiatement en négociations pour la signature d'un traité. Le 17 mai 1922, le congrès de Washington invitait officiellement le Canada à entrer en négociations⁵.

Le gouvernement King répondit deux ans plus tard, le 30 janvier 1924, que le Canada désirait soumettre tout le projet à une commission conjointe d'ingénieurs, commission qui fut officiellement approuvée et constituée par les deux gouvernements.

M. l'Orateur, l'honorable secrétaire de cette province aurait mauvaise grâce de prétendre que le gouvernement d'Ottawa n'a pas consulté son gouvernement sur le projet de canalisation du Saint-Laurent, puisque la commission conjointe de 1924 comptait comme représentant de Québec l'honorable Adélard Turgeon, alors président du Conseil législatif et l'honorable W. L. McDougald de Montréal.

Signalons en passant qu'entr'autres questions, cette commission devait se prononcer sur l'effet que ce projet aurait sur le niveau du Saint-Laurent à Montréal. La commission, dont l'honorable M. Turgeon et l'honorable M. McDougald faisaient partie comme représentants de notre province, concluait en novembre 1926 en faveur de l'urgence de la canalisation du Saint-Laurent.

Le gouvernement américain invita peu après le Canada à entamer des négociations, et ce fut à ce moment qu'un conflit a surgi entre Ottawa et les provinces d'Ontario et de Québec au sujet du partage de la juridiction sur les pouvoirs d'eau. Ce conflit a surgi au sujet de la disposition des pouvoirs hydroélectriques de Carillon sur la rivière Ottawa.

Il est intéressant de citer la déclaration de l'honorable premier ministre de cette province, qui disait, le 26 octobre 1927: "Cette question sera discutée à la Conférence interprovinciale qui aura lieu à Ottawa. Je ne crois pas que cette question devienne épineuse." Le premier ministre était alors plus conciliant qu'aujourd'hui et l'on devine facilement pourquoi: "Je crois qu'il est très possible qu'Ontario et Québec en viennent à une entente sans qu'il y ait malaise entre les deux." Dans ce temps-là, on ne proposait pas de résolution de protestation contre le gouvernement d'Ottawa.

Et le premier ministre ajoutait avec beaucoup de complaisance: "Il n'y a réellement pas de controverse acerbe," - il ne voulait vraiment pas se fâcher; il a changé d'humeur depuis - "Ottawa et les deux provinces diffèrent d'opinion quant à leurs droits respectifs, voilà tout; je crois que c'est là une question comme beaucoup d'autres sur laquelle il est très possible de s'entendre." - Aujourd'hui, il préfère ne pas s'entendre. Et enfin le premier ministre ajoutait, et cette déclaration doit être retenue:

"J'espère que nous nous entendrons, de sorte que l'on pourra bientôt commencer les travaux d'exploitation de tous les pouvoirs d'eau sur lesquels les deux provinces ont des droits égaux."

L'honorable secrétaire a oublié de faire mention de cette déclaration dans son long exposé, et l'on ne pourrait l'en blâmer quand on pense au but qu'il visait par sa motion.

En 1926, l'honorable premier ministre, comme on le voit, s'est fait le champion des droits souverains de la province sur nos pouvoirs d'eau, mais, à cette époque, il ne jugeait pas nécessaire de saisir la Chambre d'une résolution de protestation. Mais, il était convaincu alors que l'on s'entendrait à merveille, et il n'a pas proposé de résolution. Au contraire, il a réalisé une partie de la canalisation.

À la suite de la Conférence interprovinciale de 1927, il fut entendu que ce conflit d'opinion entre les deux provinces et le fédéral serait soumis à la Cour suprême du Canada. Ce qui fut fait et au cours de la session de 1928, l'honorable M. King déclara à la Chambre que la Canada avait avisé Washington qu'il lui était impossible d'entamer des négociations avant que l'on soit parvenu à dissiper le conflit d'opinion avec les provinces.

Quelques mois plus tard, la Cour suprême se refusait parce que la question qu'on lui avait soumise n'était pas assez concrète. Au lieu d'en référer au Conseil privé (où monsieur Charles Laclôtte a remporté de si brillants succès), le fédéral et le provincial en sont venus à une entente qui paraît définitive.

Le fédéral abandonne à la province la propriété des pouvoirs d'eau et ne se réserve qu'un contrôle au point de vue des facilités de la navigation.

Ainsi, en 1928, l'accord était fait entre Québec et Ottawa sur cette importante question. Mais c'est aussi à cette époque qu'il fut question du canal de la Beauharnois.

Cette affaire scandaleuse est trop fraîche à la mémoire de tous pour que j'aie besoin de m'y attarder. Qu'il suffise toutefois que je signale à l'attention de cette Chambre que, pendant les deux années de pourparlers à Ottawa et à Québec, au sujet du canal de Beauharnois, le gouvernement d'Ottawa a insisté non seulement pour que les droits de la navigation soient sauvegardés, mais pour que les plans de canal concordent avec le plan d'ensemble de la construction éventuelle du canal du Saint-Laurent.

C'est d'ailleurs ce que le sénateur McDougald, M. R. O. Sweeney et M. R. A. C. Henry, ont catégoriquement admis à l'enquête de la Beauharnois par le comité parlementaire à Ottawa le printemps dernier.

M. Duncan McLachlan, président de la section canadienne du comité conjoint des ingénieurs sur la canalisation, a catégoriquement déclaré à son tour, le 26 juin dernier au comité parlementaire d'enquête, que le projet de la Beauharnois était conforme au plan général de la canalisation.

Il est évident que les magnats de l'électricité, à cette époque et probablement encore aujourd'hui, étaient prêts à construire tout le canal en retour des forces hydrauliques, ce que la Beauharnois a fait pour le secteur où elle était intéressée, et je vous lirai, Monsieur, pour vous convaincre, une découpeure du *Financial Post* du 1^{er} février 1929, que j'avais toujours conservée, et où on rapporte que Sir Robert Holt et J. H. Gundy ont offert de construire le tout à leurs frais et dépens, en retour pour 4,000,000 de chevaux-vapeur d'électricité.

Ainsi, le canal de Beauharnois avec le canal Welland sont jusqu'ici les deux principaux secteurs du canal Saint-Laurent.

L'attitude du gouvernement est pour le moins étonnante aujourd'hui, si on la met en regard des antécédents que je viens de rappeler à sa mémoire.

Qu'est-ce que le canal de la Beauharnois? C'est le canal du Saint-Laurent dans Québec. En effet, il ne reste plus que certains travaux d'amélioration à faire au canal Lachine pour compléter la canalisation dans la province de Québec.

De sorte qu'aujourd'hui, pour ce qui est de la province de Québec exclusivement, la canalisation du Saint-Laurent est un fait accompli.

Et c'est nul autre que le gouvernement de notre province qui l'a voulu! Car la compagnie Beauharnois comptait parmi ses directeurs des organisateurs libéraux. Ils voulaient canaliser le Saint-Laurent. Ils ont réalisé leur désir grâce au champion des droits de Québec.

Comme en 1926, il se pose en champion des droits souverains de la province sur les pouvoirs d'eau du Saint-Laurent. Mais s'il est parvenu à faire reconnaître par le gouvernement d'Ottawa, cette souveraineté, qui en a profité? Du moment que le gouvernement s'est fait reconnaître le droit de disposer à son gré de l'énergie électrique du Saint-Laurent, qu'en a-t-il fait?

A-t-il été le gardien jaloux du patrimoine national? À peine avait-il le droit d'agir à son gré qu'il a disposé en faveur de la Beauharnois de 500,000 chevaux-vapeur, avec une possibilité d'au moins un million de chevaux-vapeur. Et la Beauharnois, c'était M. McDougald. M. P.-J.-A. Paradis, organisateur en chef libéral, c'était les amis du régime, c'était enfin \$700,000 pour la caisse électorale du Parti libéral.

Voilà, Monsieur, un gardien du patrimoine national bien vigilant avec des motifs bien désintéressés!

L'honorable secrétaire trouve la canalisation du Saint-Laurent inopportune parce que le Saint-Laurent appartient à la province; mais l'honorable secrétaire veut-il que l'on croie que si l'on procédait à la canalisation, on toucherait au Saint-Laurent dans notre province? Ce qu'il y avait à faire a été fait, et c'est le gouvernement dont il fait partie qui l'a voulu, et c'est son parti qui en a profité!

Et maintenant que Sir Herbert Holt et les autres amis sont protégés, le gouvernement peut sans crainte s'ériger de nouveau en champion des droits souverains du peuple de la province de Québec, parce que l'on veut faire la canalisation dans Ontario comme on l'a faite dans Québec.

Souhaitons que personne ne confonde Sir Herbert Holt avec notre province.

La province, dit le premier ministre, doit être consultée pour protéger qui? Les citoyens, véritables

propriétaires du patrimoine national que l'on a dépouillés au profit du trust de l'électricité? Qu'a-t-on fait des droits des citoyens quand on a cédé le pouvoir de Beauharnois à une grande compagnie? et tout comme les pouvoirs de Gatineau? du Lac Saint-Jean? du Saint-Maurice? et du Saint-Laurent?

Quel danger le gouvernement voit-il dans la canalisation du Saint-Laurent? Il doit être bien menaçant pour que l'on ait jugé nécessaire de proposer une résolution de protestation que l'on ne voulait pas proposer en 1929, quand il y avait un autre gouvernement à Ottawa.

Des amis du gouvernement seraient-ils en danger? Craindrait-il par exemple la concurrence d'une autre province dans l'exploitation de l'énergie électrique? Est-ce le citoyen de la province ou le trust de l'électricité que l'honorable secrétaire de la province veut protéger par sa résolution?

Nous sommes en présence de faits accomplis. Dans Québec, la canalisation du Saint-Laurent est pratiquement terminée de par la volonté du gouvernement lui-même. Ottawa annonce maintenant la reprise des pourparlers pour la poursuite en Ontario et dans le secteur international du Saint-Laurent.

Le gouvernement s'y oppose. Qu'eût-il dit si la province d'Ontario s'était opposée, quand lui-même permettait la canalisation du Saint-Laurent dans la province de Québec par la Beauharnois?

Le gouvernement de l'Ontario beaucoup plus intéressé, parle beaucoup moins de droits souverains de cette province mais semble les protéger mieux que le fait généralement notre gouvernement. Là-bas, le développement hydroélectrique se fait par la province même au profit des citoyens, politique qui sera suivie quand le pouvoir sur le secteur international sera développé, pendant qu'ici le développement est fait au profit du trust avec le résultat que nos comptes pour électricité sont beaucoup plus élevés que là-bas. Ce serait le temps de se servir du vieil axiome "Less talk and more work", parlons moins et agissons mieux.

L'honorable premier ministre s'est inquiété du fait que les États-Unis exploiteront une partie de l'énergie électrique dans le moteur international du fleuve, et il a protesté au nom des droits souverains du peuple. Je lis sa déclaration à cet effet faite le 8 octobre dernier: "L'énergie tirée des eaux de notre fleuve bénéficiera aux États-Unis et empêchera nombre de compagnies de venir s'établir chez-nous, comme elles le font actuellement, parce qu'elles pourront avoir de l'électricité à aussi bon compte chez elle."

L'honorable premier, un peu tard, il l'avouera, commence à craindre la concurrence d'Ontario et des États-Unis dans le domaine de l'exploitation hydroélectrique. Il nous a dit, comptant peut-être sur notre naïveté pour le croire, que si la canalisation du Saint-Laurent est réaliste, cela nuira à notre expansion industrielle. Les États-Unis disposeront d'une quantité énorme d'énergie électrique et les industries américaines n'auront plus besoin de venir s'établir dans Québec.

Si cet argument était présenté par un autre que lui, il vaudrait peut-être que l'on s'y arrête; mais venant de ceux-là mêmes qui ont permis l'exportation en Ontario de près d'un million de chevaux-vapeur sous prétexte, comme l'a bien dit déjà l'honorable secrétaire, qu'il ne fallût pas laisser couler les eaux éternellement sans en tirer profit, je me dispenserai d'y répondre.

En effet, qu'a-t-on dit pour convaincre votre population que c'était une bonne affaire de concéder à la Beauharnois le secteur de Soulanges? On a alors parlé d'établissement de nombreuses industries dans cette région, grâce au développement des pouvoirs d'eau. Mais qu'a-t-on fait? On a permis à la Beauharnois d'exporter en Ontario 250,000 chevaux-vapeur de cette énergie électrique de notre province et qui devait assurer notre expansion industrielle dont parle encore le premier ministre.

Et ce fut la même chose quand la Gatineau a été concédée à l'International. La région de Hull devait en 24 heures devenir un grand centre industriel. Que voit-on aujourd'hui? L'International exporte en Ontario 360,000 chevaux-vapeur; mais il y a plus de 1,000 chômeurs à Hull; pendant ce temps, l'industrie locale marche au ralenti et, dans la vallée de la Gatineau, les colons sont réduits à la misère noire.

Le député de ce comté le sait plus que tout autre, puisqu'il leur a promis du travail en abondance cet hiver. La même chose pour la Lièvre où 125,000 chevaux-vapeur sont fournis à la province voisine. Et la même chose pour Les Chats, sur la rivière Outaouais, 100,000 chevaux-vapeur iront encore porter au loin dans le cœur de l'Ontario industriel le bien-être et la prospérité, comme le dit le nouveau calendrier du département des Terres et Forêts.

L'honorable premier ministre peut être certain que nous allons croire à sa sincérité quand il s'érige en champion des droits souverains de notre province, en s'opposant à la canalisation du grand fleuve sous prétexte que cela nuirait à notre expansion industrielle, en encourageant la concurrence de l'Ontario et des États-Unis dans le domaine de

l'exploitation de l'énergie électrique. L'honorable premier ministre n'est pas sincère quand il dit que l'énergie électrique du Saint-Laurent aidera l'industrie américaine si nous canalisons le grand fleuve.

La Commission hydroélectrique d'Ontario dispose d'environ 2,000,000 de chevaux-vapeur dont 987,000 sont importés de Québec. D'après la Commission, l'Ontario a maintenant toute l'énergie électrique nécessaire pour d'ici six ans. Et c'est le gouvernement actuel qui, en permettant l'exportation de 987,000 chevaux-vapeur, permet à Ontario de garder intactes ses réserves pour l'avenir, dispense son industrie d'avoir à émigrer dans Québec pour trouver l'électricité dont elle a besoin.

L'honorable secrétaire nous dit qu'il y a de graves dangers à consentir à partager avec nos puissants voisins l'usage du fleuve Saint-Laurent auquel nous avons tant de raisons de tenir? Je partage pleinement son opinion comme doit le faire tout canadien qui a le moindre attachement à son pays. Et je pourrais ici ouvrir une parenthèse pour dire que ce ne sont pas toujours ceux qui crient le plus fort au patriotisme qui le pratiquent le plus⁶.

Mais, Monsieur, si nous sommes d'accord sur ce point, pourquoi le gouvernement ne préconise-t-il pas le canal de la Baie Georgienne? Voilà un projet absolument pratique qui coûterait moins cher, fournirait autant d'énergie électrique, serait entièrement canadien, et ce qui est plus, suivrait le littoral de notre province sur presque tout son parcours, ferait renaître la prospérité du passé pour toute la partie ouest de notre province, du Témiscamingue à Montréal, en passant par les petites villes du comté de Pontiac, la cité de Hull, Ottawa, la capitale du pays, et les autres petites villes échelonnées sur la rive nord de la rivière Ottawa dans les comtés de Papineau, Argenteuil et les Deux-Montagnes.

Le gouvernement a-t-il préconisé ce projet récemment? A-t-il offert un compromis aux provinces de l'Ouest qui réclament à grands cris un canal de l'océan aux Grands Lacs? Non au contraire, puisqu'il vient de consentir, à l'International Paper Company, un bail de 75 ans pour un développement électrique sur 80 milles de la rivière Ottawa, sur le parcours même où devait se creuser le canal de la Baie Georgienne, prévenant la réalisation de ce projet, beaucoup plus profitable à notre province, au moment même où il s'oppose à celui du Saint-Laurent. Et au moment où il parle tant des droits souverains de Québec, il concède à un trust, à vil prix, 80 milles d'une rivière en partie navigable, la deuxième du pays en importance.

Monsieur, c'est là où je ne m'accorde pas avec le gouvernement. Les droits de la province, j'en suis, mais que ce soit au profit des citoyens et non au profit des trusts. Et que ce fleuve géant, qui constituait jadis, avec la rivière Ottawa, la seule route de communication entre l'Est et l'Ouest, et qui permit aux fondateurs et aux découvreurs de répandre la civilisation chrétienne à l'intérieur de ce vaste continent, que ce fleuve géant, je dis, demeure propriété canadienne, afin qu'il puisse continuer sa mission de progrès et de bonheur, possible seulement dans un développement réfléchi et méthodique, fait selon les besoins de la nation canadienne et au profit des citoyens.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Êtes-vous pour ou contre le projet?

M. Guertin (Hull): Je vous le dirai en temps et lieu.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cela vaudra mieux, car je n'ai pas compris.

M. Taschereau (Bellechasse): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Lévis (M. Bélanger), l'ajournement du débat.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 10 décembre, sur la motion proposée le jeudi 26 novembre courant: Que l'Orateur quitte le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. Authier (Abitibi): Je tiens à souhaiter la bienvenue en cette Chambre à nos nouveaux collègues, qui peuvent compter sur l'appui de leurs aînés.

M. l'Orateur, l'honorable trésorier provincial temporaire de la province continue la belle tradition libérale inaugurée il y a 35 ans par l'honorable Gabriel Marchand et maintenue depuis sans interruption, celle des surplus, et je veux l'en féliciter au début de mes remarques. Son budget de l'année dernière se solde par un surplus authentique, et il en promet un autre semblable pour l'an prochain.

S'il veut réaliser sa promesse d'un surplus sans trop comprimer les services publics auxquels le gouvernement doit pourvoir, ne devrait-il pas charger au compte du capital certaines dépenses

constructives qui appartiennent véritablement à cette catégorie? Qu'il n'ait aucune crainte à ce sujet: tous les gens de bon sens l'approuveront, car la meilleure économie consiste en une sage distribution des dépenses de l'État.

Le doyen du cabinet, après le premier ministre, le ministre des Terres et Forêts, nous a fait l'honneur d'une visite dans l'Abitibi le printemps dernier. Il est venu étudier sur place nos questions forestières, si importantes pour l'avenir de notre région. Les décisions qu'il a prises à la suite de ce voyage ont été hautement appréciées par les intéressés. Je l'en remercie cordialement.

Nous avons regretté que le ministre de la Voirie n'ait pu venir inaugurer cette année le chemin Perrault, cette voie si utile qui relie l'Abitibi au Témiscamingue à travers les champs miniers de Rouyn et qui est maintenant terminée. Il est toujours le bienvenu parmi notre population, qui lui garde une profonde reconnaissance.

Ce chemin Perrault, et tout le développement minier, et la route régionale de la frontière d'Ontario à la rivière Bell, et les vingt paroisses fondées en Abitibi en 1918 et 1929, sont des monuments qui proclameront la valeur de l'homme d'État qui a eu, dès le début, la claire vision de l'avenir réservé au nord-ouest de la province de Québec.

Le ministre de la Colonisation continue la politique de son prédécesseur, avec la bienveillance et le tact qui le distinguent, et nous nous en réjouissons. Lors de sa visite dans l'Abitibi, je le félicitais d'être appelé à devenir le Jean-Talon de la Nouvelle-France actuelle à une époque où la colonisation doit détenir une si grande place. Ma prophétie se réalise encore mieux que je ne l'avais espéré, pour le plus grand bien de la terre et de la race canadiennes. Je l'en félicite bien sincèrement, car je ne conçois pas de tâche plus utile et plus noble que la direction de ce mouvement sauveur.

Le ministre de l'Agriculture s'est associé à son collègue de la Colonisation pour aider à la distribution des bonnes semences dans l'Abitibi et à l'assainissement des terres par le drainage. Les résultats de cette excellente politique se sont traduits en de magnifiques récoltes au cours des années récentes, ont favorisé le développement de l'industrie laitière dans l'Abitibi et fourni des techniciens qui ont permis aux cultivateurs d'améliorer leurs troupeaux. Je l'en remercie donc et le prie de nous continuer son concours bienfaisant. Nous apprécions également ce qu'il fait pour l'amélioration des troupeaux, l'industrie laitière, la diffusion de la coopération et de l'instruction agricole. Nous

apprécions le travail qu'il accomplit non seulement dans l'Abitibi, mais dans toute la province, car rien de ce qui est d'intérêt canadien et surtout québécois ne nous est étranger. Nous comptons maintenant sur vous, M. le Ministre, pour mettre au point le système de crédit agricole nécessaire à la province. C'est peut-être le plus grand problème du moment.

Le secrétaire de la province a contribué à la construction de nombreuses écoles dans mon comté, depuis que je suis député. Je l'en remercie au nom de nos pères de famille. J'ajouterai une prière. Il y a dans les régions de colonisation maints arrondissements où les colons sont encore trop pauvres pour payer des taxes. Ils ne peuvent donc pas maintenir des écoles pour leurs nombreux enfants, à moins de recevoir une aide spéciale. C'est un problème auquel il faut faire face.

Nos gens pauvres le sont plus que jamais cet hiver par suite de l'absence presque totale de marchés pour la vente du bois. La compagnie Abitibi, qui achetait de soixante-quinze à cent mille cordes de bois par année de nos colons, n'en achète pas une corde cet hiver. D'autres compagnies se sont aussi retirées du marché. Les scieries ne fonctionnent qu'à dix pour cent de leur capacité en 1932. Cela nous a obligé à demander du secours contre le chômage à monsieur le ministre des Travaux publics. Je le remercie de l'attention qu'il a bien voulu donner à notre demande.

Je félicite sincèrement le nouveau ministre du Travail de son entrée dans le ministère. Les ouvriers de mon comté se réjouissent de l'avènement de l'un des leurs au Conseil exécutif de la province.

Je félicite aussi le nouveau ministre de son idée de convoquer une conférence des représentants de l'industrie et du travail pour discuter les problèmes du chômage et de la reprise des affaires. Je lui souhaite plein succès. Puisse la lumière jaillir de cette conférence, car nous avons d'abord et surtout besoin de lumière sur la situation.

Je désirerais, pour ma part, qu'il y ait une conférence semblable des principaux intéressés dans l'industrie du bois de la province: manufacturiers, consommateurs et producteurs de bois, commerçants, officiers des chemins de fer et du gouvernement, en vue de trouver le moyen d'équilibrer l'offre et la demande de nos bois. Car cette industrie est profondément atteinte par la crise actuelle, et cela affecte des milliers de bons ouvriers et de bons citoyens de la province.

Le budget du trésorier est la mesure des activités du gouvernement dans ses différents domaines. On pourrait donc discuter à infini sur le budget, mais je veux me borner aujourd'hui à

quelques sujets qui intéressent particulièrement mon district, comme le progrès de nos mines, et la colonisation en général.

Les mines sont en progrès au pays de l'Abitibi. Cela peut surprendre ceux qui jugent cette industrie par les cotes de la Bourse. Mais pendant que les spéculateurs s'agitent et perdent parfois encore de l'argent, les prospecteurs continuent leurs recherches, de nouveaux capitaux se mettent de la partie, et nous pouvons annoncer une belle reprise de l'activité pour l'an prochain; dans une demi-douzaine de cantons à la fois, dans l'ouest, au centre et dans le sud-est de l'Abitibi. Nous notons avec plaisir les entreprises de plusieurs compagnies importantes de l'Ontario et de l'Ouest, comme la Nipissing, la Ventures, la Mining Corporation, la Haklinger, la O'Brien, la Treadwell Yukon. La Noranda continue à occuper une position prépondérante dans notre monde minier, et elle fait aussi de nouvelles entreprises. La plupart de ces compagnies auront des mines en exploitation d'ici un an ou deux.

L'honorable ministre des Mines a commencé, dès cet automne, à aider à la construction des chemins nécessaires au développement de ces mines. Sa politique a été l'objet d'appréciations flatteuses de la part des étrangers à notre province qui l'ont vu à l'œuvre.

L'existence d'un champ minier important dans le haut de la rivière Bell fait revivre notre espoir de voir arriver bientôt de ce côté une route qui relierait l'Abitibi à la Gatineau. De même que les mines de Rouyn ont valu à l'Abitibi une sortie sur le Témiscamingue et la province d'Ontario, ainsi nos mines du sud-est de l'Abitibi devraient bientôt faire ouvrir la route au lac Victoria et à la Gatineau, la route qui compléterait parfaitement notre système routier, et que tout le nord-ouest de la province appelle de ses vœux.

Si le gouvernement de Québec ne peut pas construire de chemin de fer comme celui d'Ontario, qui a atteint cette année la baie James, il peut au moins nous donner une route carrossable, par la voie la plus courte et la plus directe vers la Gatineau et le nord de Montréal. L'honorable ministre de la Voirie peut être certain que sur ce point nous nous en tiendrons à la formule sacramentelle des pétitions et que nous ne cesserons de prier. Par cette route nous verrions affluer les nouveaux colons de la vallée de l'Outaouais et de tout l'ouest de la province. Nous verrions aussi affluer les gens de mines et les commerçants de bois d'Ottawa et de l'Ontario, car nous ne serions plus qu'à six ou huit heures de distance de la capitale fédérale.

Quelles que soient les promesses des mines et de l'industrie forestière dans l'Abitibi, cette région a surtout de la valeur pour la colonisation agricole. C'est dans le nord-ouest de la province qu'est notre grande réserve de terre neuve.

Le bureau de classification des sols de la province a publié cette année une estimation de nos surfaces arables propres à l'agriculture. D'après ce rapport, il y a un peu plus de neuf millions d'acres déjà cultivés et une quinzaine de millions susceptibles d'être défrichés profitablement pour fins agricoles. Or, de ces quinze millions, les deux-tiers se trouvent dans le nord-ouest de la province, dont le comté d'Abitibi est le centre, et dont le district d'Abitibi comprend les quatre-cinquièmes.

Comme ces chiffres confirment ceux auxquels je m'étais arrêté moi-même, depuis quelques années déjà, à l'aide des rapports d'exploration du temps, je les accepte avec confiance et satisfaction tout à la fois.

Puisque nous avons tant de bonnes terres dans l'Abitibi et le Témiscamingue, on admettra qu'il est légitime d'y diriger une partie du mouvement de colonisation, ou du moins de soutenir le mouvement qui s'y dirige tout seul. Un rapport récent du missionnaire colonisateur m'a appris qu'il s'est établi 274 familles et 133 célibataires sur des terres de l'Abitibi au cours des derniers douze mois. Si l'on ajoute à ces 400 colons les 150 qui se sont fixés au Témiscamingue, cela forme un total de 550 pour nos deux comtés. Et cela, sans aucune dépense spéciale appréciable du ministre, comme le constate le rapport de M. l'abbé Bergeron.

Pour assurer le succès de la colonisation, il suffit d'appliquer quelques principes d'importance capitale: 1 - le choix judicieux des terres à concéder; 2 - le choix des colons; 3 - l'aide indispensable aux colons jusqu'à ce que leurs cultures puissent les nourrir. Cette aide leur est donnée sous forme de travaux publics, travaux de chemins de fer qui leur permettent de gagner quelque argent, puis sous forme de primes de défrichement, de distribution de semences, d'octrois de drainage et de petits prêts à long terme.

Nous avons déjà tous les éléments de cette politique. Mais si l'on veut que le présent mouvement de retour à la terre soit un plein succès, il faudra appliquer pleinement ces excellents principes.

On ferait aussi beaucoup pour les colons en leur aidant à vendre le bois à papier qu'ils coupent dans leurs abatis et en obtenant une diminution des taux de transport de ce bois, taux toujours exorbitants et souvent prohibitifs. J'aurai l'occasion, je l'espère,

de revenir sur cette question au cours de la session. Je veux cependant dès aujourd'hui remercier le premier ministre de l'appui qu'il a accordé aux revendications de l'Abitibi pour obtenir des taux de transport plus raisonnables. Si nos efforts n'ont pas encore eu de succès, ce n'est pas parce qu'il nous a ménagé son concours. Pour aider nos colons à trouver des acheteurs pour leur bois, j'irai jusqu'à demander au gouvernement d'obliger les manufacturiers de papier à acheter une certaine proportion de ce bois avant de pouvoir couper dans les limites affermées. En cas de désaccord sur les prix, le ministre des Terres et Forêts nommerait un arbitre.

On devrait aussi, comme je l'ai réclamé à chaque session, permettre l'exportation aux États-Unis du bois des colons de bonne foi. Pourquoi laisser le marché américain à la Russie et aux pays scandinaves et ne pas donner une chance à nos colons, du moins à ceux qui remplissent bien leurs devoirs, d'aller faire de la concurrence aux producteurs de bois européens? Cependant il ne servirait pas à grand-chose à nos colons d'avoir la liberté d'exporter leur bois si les chemins de fer continuent à leur extorquer des prix de transport excessifs comme ceux du tarif actuel. Pour une corde de bois de \$18, les chemins de fer chargent \$15 de fret. Il en coûte plus cher pour le transport d'une corde de bois de l'Abitibi à Albany, N.Y. que pour le transport d'Archangel, en Russie, sur les quais d'Albany. Tant que les chemins de fer exigeront des taux aussi élevés, ils ne peuvent pas espérer augmenter leurs revenus.

Tout en étant de ceux qui demandent de plus en plus d'aide pour nos colons, de ceux qui croient que notre système de colonisation est susceptible de perfectionnement, je n'hésite pas à proclamer que notre gouvernement fait plus dans ce domaine que les gouvernements des provinces voisines. Les colons d'Ontario et du Nouveau-Brunswick voient avec envie les primes de défrichement et de premier labour, l'aide pour le drainage et l'ensemencement des terres que reçoivent nos colons. Il serait facile de citer de nombreux témoignages à cet effet. Deux députés d'Ontario étaient à Québec, la semaine dernière, pour étudier le système suivi dans notre province.

Il est vrai que certaines gens ne sont pas encore satisfaits. Le député de Rouville (M. Barré) et d'autres conservateurs prétendent que le gouvernement dépense trop pour la colonisation, qu'il ferait mieux de secourir davantage les vieux cultivateurs et de repeupler les fermes désertées des vieilles paroisses.

À cette objection je répondrai ceci: il est faux que le budget de la colonisation serve entièrement à établir de nouveaux colons. La moitié au moins de ce budget est employé à améliorer les chemins des municipalités pauvres de la province. N'est-ce pas une manière d'aider les cultivateurs en leur sauvant les taxes?

Quant aux terres désertées, il n'est pas si facile que cela de leur trouver de nouveaux habitants. Elles sont propriétés privées. Il faudrait les acheter. Allons-nous passer des lois pour les exproprier? N'oublions pas que ceux qui veulent se faire colons sont généralement sans le sou. Or, il ne peut y avoir de système de crédit agricole assez libéral pour fournir en entier le prix d'achat de ces fermes.

Et puis, enfin, si l'on trouvait le moyen de faire acheter ces fermes, leur nombre serait bientôt insuffisant pour placer le surplus annuel de notre population rurale. Qu'on ne l'oublie pas, nous avons dans la province 20 à 25,000 jeunes hommes à placer chaque année sur des terres, des jeunes hommes qui atteignent l'âge de la majorité. Je veux bien qu'il y en ait la moitié qui soit originaire des villes et qui doivent y demeurer mais, il en reste une douzaine de mille à établir ailleurs sur des terres ou dans la forêt, chaque année.

Jusqu'ici, nous avons laissé une partie de cet excédent annuel de notre population rurale s'en aller dans les villes, les provinces voisines ou les États-Unis. C'était un mal, mais nous ne trouvions pas le remède. Aujourd'hui, la nécessité va peut-être nous forcer à prendre coûte que coûte le moyen d'établir nos gens dans les campagnes. En effet, les États-Unis n'en veulent plus, les provinces voisines non plus, et nos villes n'en veulent guère.

Mais, encore une fois, les terres désertées des vieilles paroisses ne suffiraient pas longtemps, pas plus qu'une année ou deux, à absorber le flot des nouveaux colons. Il faut donc ouvrir toutes grandes les avenues qui conduisent à nos terres neuves, dans l'est et dans l'ouest de la province. Il faut coloniser ainsi pour maintenir l'équilibre entre la population des villes et des campagnes, pour maintenir aussi la bonne santé physique et morale de notre race.

Pour toutes ces raisons, au nom de l'équilibre social, au nom des intérêts supérieurs de notre race, je demande donc instamment au trésorier de la province de ne pas diminuer le budget de la colonisation. Si le trésorier refuse de m'entendre, j'en appellerai au premier ministre! Il est d'importance capitale que le mouvement sauveur inauguré cette année ne connaisse pas de recul. Il nous faut une politique de colonisation constante, car de même

qu'il suffit parfois d'un orage pour ruiner une belle récolte, ainsi ne faut-il qu'une saison de misère pour déraciner des paroisses entières de colons.

S'il le faut, répétons la politique de Sir Lomer Gouin durant la crise d'après-guerre: empruntons pour pouvoir continuer à soutenir convenablement les pionniers qui agrandissent notre domaine agricole. Un père a le droit de s'endetter - dans la mesure de ses moyens - pour établir ses enfants; ainsi, le gouvernement de son côté a le droit et le devoir de s'endetter pour enraciner les fils du pays dans le sol du pays.

Ne pourrions-nous pas demander le concours du gouvernement fédéral pour défrayer nos dépenses de colonisation, soit à titre de remède contre le chômage, ou même simplement en vue de l'importance de la colonisation? Pourquoi le gouvernement central qui a tant aidé à coloniser l'Ouest ne ferait-il pas sa part pour l'Est? Pourquoi n'emploierait-il pas à cette fin les fonds jusqu'ici consacrés à l'immigration? Pourquoi monsieur Bennett, qui se déclare prêt à protéger toute industrie nouvelle, n'aide-t-il pas les débuts de la culture mixte dans nos régions neuves? Cette industrie vaut bien les autres.

Nous n'avons pas à nous gêner de réclamer une augmentation du subside fédéral aux provinces, car l'assiette financière actuelle de la Confédération est défectueuse. Les principales sources de revenu sont attribuées au gouvernement fédéral par la Constitution, alors que les principales sources de dépenses sont laissées aux provinces.

Le peuple de la province de Québec a particulièrement droit de se plaindre du gouvernement fédéral. Nous nous demandons pourquoi ce gouvernement, qui prime la culture du blé dans l'Ouest, ne fait-il rien pour l'industrie laitière des provinces de l'Est? Pourquoi le gouvernement qui verse des millions pour aider à payer le transport des produits des provinces maritimes fait-il si peu pour les chemins de fer dans Québec? Pourquoi les tarifs de transport des grains de l'Ouest sont-ils des tarifs de faveur comparativement à ceux qui sont chargés sur les bois de la province de Québec? Pourquoi le gouvernement fédéral, qui a trouvé un système de crédit agricole approprié aux besoins des autres provinces, ne se donne-t-il pas la peine d'adapter ce système aux nécessités de l'agriculture dans Québec? Pourquoi le gouvernement fédéral, qui semble avoir des millions pour la canalisation, inutile ou du moins prématurée, du Saint-Laurent, au bénéfice des seuls Américains, ne trouve-t-il pas d'argent pour des œuvres essentielles comme le crédit agricole?

Nos conservateurs s'étonnent encore de la défaite accablante qu'ils ont subie le 24 août, et ils en cherchent les raisons. Je leur indique en passant l'une des principales: la façon dont le gouvernement conservateur d'Ottawa a traité la province de Québec en matière d'industrie laitière et de crédit agricole.

J'ai parlé un peu du progrès de nos mines et beaucoup des besoins de la colonisation, parce que le comté d'Abitibi que je représente ici, comprend à la fois un champ minier prometteur et un vaste pays de colonisation agricole. Les deux sont importants. L'un procurera de l'or, l'autre des hommes.

(Applaudissements)

M. Turcotte (Richelieu): M. l'Orateur, mon premier devoir est de féliciter l'honorable premier ministre et trésorier de la province de l'excellent bilan qu'il nous a présenté. Nos amis de l'opposition ont critiqué le leader de cette Chambre (l'honorable M. Taschereau) parce qu'il détient deux portefeuilles. Ils sont mal venus. Ils semblent oublier que monsieur R. B. Bennett, le chef conservateur, est premier ministre, ministre des Finances, etc., et qu'il n'a pas les mêmes raisons que le premier ministre pour cumuler ainsi. M. l'Orateur, si un président de compagnie disait à ses actionnaires: Nous avons fait \$40,000,000 d'affaires et nous avons un surplus de trois quarts de millions de dollars, tout le monde l'applaudirait. L'opposition critique parce que c'est la tradition. Si les oppositionnistes n'avaient pas peur, ils seraient les premiers à féliciter le premier ministre d'avoir donné un surplus à Québec, alors que toutes les autres provinces et même le pays ont un déficit considérable.

De tout temps, il s'est trouvé dans l'opposition des jongleurs de chiffres. L'opposition conteste aujourd'hui l'exactitude des surplus libéraux, mais le premier ministre a prouvé à l'évidence le contraire. Nos amis de l'opposition ont déclaré que le surplus était fictif. L'honorable premier ministre leur a répondu d'un mot en disant que toutes les dépenses et les recettes apparaissaient dans le bilan de l'année, et que, par conséquent, le surplus est réel.

Les comptes publics déposés à la Chambre ont toujours été publiés, depuis la Confédération, sur une base de recettes et déboursés et non sur une base de revenus et dépenses. En conséquence, les revenus ordinaires tels que ceux du département des Terres et Forêts, de la Colonisation etc., de l'administration de la Justice, etc., etc., sont traités simplement comme encaissements et deviennent une recette ordinaire. Au sujet du \$3,000,000 d'emprunts temporaires de la banque, ceci n'affecte en rien le surplus de la

province et ne s'applique qu'à une opération de la caisse et le trésorier a le pouvoir de faire ces emprunts, tel que la loi l'y autorise.

Il y a des recettes capitales et des recettes en fidéicommiss qui se divisent comme suit:

Recettes capitales: Les recettes du département des Terres, de la Colonisation, etc., etc., ne peuvent être considérées comme recettes capitales, vu que les comptes publics tels que publiés sont basés sur des recettes et déboursés et non sur une base de revenus et dépenses.

Recettes en fidéicommiss: Au sujet des contributions au fonds de pension des employés publics, ces contributions sont encaissées mensuellement par le trésorier de la province et sont considérées comme recettes ordinaires, vu que le fonds spécial qui avait été établi en 1876 a été révoqué en 1881 et versé au fonds consolidé du revenu de la province.

Les prévisions budgétaires sont préparées pour un an à l'avance et d'une manière approximative. Si le gouvernement préparait les prévisions budgétaires plus élevées qu'il ne croit nécessaire, comparativement à ses revenus, il s'exposerait à être critiqué et à être traité d'extravagant. Les montants dépensés en plus des prévisions ont toujours été soumis à la Chambre comme budget supplémentaire et étudiés en conséquence; le détail de ces dépenses a toujours été publié dans les comptes publics de l'exercice financier s'y rattachant. Il faut considérer, de plus, que les dépenses capitales ou spéciales ne sont pas inscrites aux prévisions budgétaires, vu qu'il existe déjà des lois autorisant le trésorier de la province à faire ces dépenses. C'est une autre raison pour laquelle il apparaît aux comptes publics une somme dépensée, en plus des prévisions budgétaires.

L'opposition reconnaît alors le bon état de nos finances, mais elle s'écrie: "De lourdes taxes pèsent sur les épaules des citoyens." J'ai beau chercher, je ne vois pas de taxes qui pèsent sur les épaules des ouvriers et des cultivateurs. Les taxes sont payées par ceux qui peuvent le faire. "Qu'avez-vous fait de cet argent?" s'écrient encore nos adversaires. Je leur répondrai que le gouvernement a aidé nos universités et nos hôpitaux, construit des écoles techniques et des écoles de rang, construit nos belles routes, construit des ponts qui font disparaître les bacs antiques, fondé des unités sanitaires, etc. Québec ne le cède en rien aux autres provinces pour les bonnes lois, et un chef conservateur d'Ottawa disait: "Si j'avais à placer de l'argent, j'irais dans la province de Québec." Nous avons de bons ouvriers

et de braves cultivateurs. Le "*Colonist*", de Vancouver, disait l'autre jour: "Québec, que les autres provinces ont parfois dénigré, souffre moins de la crise et connaît un bonheur que les autres ignorent. C'est le coin de terre le plus heureux du Canada."

Il termine en se disant heureux du choix que le gouvernement a fait du député de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), comme ministre du Travail et félicite l'administration d'avoir construit des ponts sur la rive sud qui font disparaître les bacs antiques qui constituaient une entrave au commerce.

M. l'Orateur, faisons confiance à ceux qui président aux destinées de notre province et Québec restera à la tête de la Confédération.

(Applaudissements)

M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie):

M. l'Orateur, au nombre des questions fiscales importantes qui se sont posées dans la presse de la province, durant la présente session, il y a celle du projet de contrôle de la vente de la gazoline par l'État.

Les opinions sont controversées sur ce sujet. Sans toutefois prétendre à l'autorité en une matière aussi importante, j'ai déjà émis mon opinion personnelle en faveur de cette mesure, et avec tout le respect que je professe pour cette Chambre, je désire réitérer ici cette opinion, et la motiver dans la mesure de ma compétence.

Le gouvernement, avec raison, confesse qu'une baisse considérable dans les revenus ordinaires est inévitable, et que c'est là purement un signe des temps. Au ministère des Terres et Forêts, celui qui, dans le cours ordinaire, rapporte à la province le gros de son revenu annuel, les recettes ont subi une diminution plus qu'appréciable et cette régression va probablement se continuer. Le marasme qui existe généralement dans les industries forestières, celle du papier tout particulièrement, se prolonge avec la crise économique, et peut-être à cause d'autres éléments lui survivra-t-il. L'arrêt des coupes prive le gouvernement de la province d'une grande partie des recettes, et il a cru devoir, en vue de remédier au chômage, consentir à des diminutions substantielles dans les rentes foncières, ce qui accroît davantage la baisse de ses revenus.

Une autre source considérable de revenus est la Commission des liqueurs. On nous a dit que les recettes nettes de cette dernière accusent une diminution de cinq millions de dollars durant le dernier exercice. On s'accorde généralement sur les principaux motifs de cette baisse: la crise, l'abolition

de notre commerce avec les États-Unis à la suite d'une loi fédérale. Or, la crise passera, mais peu de personnes peuvent prophétiser sur sa durée. Si nous faisons encore des ventes aux États-Unis, je crois que nous pouvons craindre avec raison un changement de gouvernement qui leur assurera le contrôle des liqueurs par l'État.

Je puis présumer que les diminutions marquées dans la valeur des fortunes personnelles, les pertes financières subies dans certains patrimoines, la dépréciation dans les valeurs de placement affecteront fortement le chiffre de perceptions des taxes sur les successions.

En face de cette diminution de recettes, la position du gouvernement serait déjà assez sérieuse si elle n'était encore aggravée par la situation actuelle des affaires. On demande tant aux gouvernements. Le principe a été émis par les économistes qu'en temps de crise l'initiative appartient aux gouvernements, pour y remédier, de pourvoir à de grands travaux publics, d'entrer dans un domaine de plain-pied, alors qu'auparavant ils ne s'y aventuraient que prudemment, et dans la mesure des moyens financiers.

Nous sommes sans doute frappés par cette antithèse, cette opposition d'une baisse dans les recettes et d'une augmentation dans les dépenses publiques. Au point de vue finance privée, ce serait, je crois, un non sens inexplicable. Il est évident que, dans la situation actuelle, les gouvernements, les grandes entreprises publiques, les municipalités ne peuvent concevoir des travaux d'envergure sans recourir au crédit public et sans engager en quelque sorte la prospérité future. Mais un point demeure: il faut équilibrer le budget. La province de Québec est la seule à avoir réalisé cet objectif: c'est un fait reconnu qui est tout à son honneur et à son avantage. Mais la tâche du gouvernement est de voir à ce que cet équilibre ne soit pas rompu, bien qu'il pourrait, reconnaissons-le, en donner de sérieuses et plausibles raisons.

Les charges que doit rencontrer le gouvernement sont lourdes. Une brève revue nous en convaincra. Pour la voirie: élargissement des routes nécessité par l'augmentation du trafic, la circulation des autobus; correction des courbes, traverses à niveau, construction de ponts. Pour l'agriculture: programme de crédit agricole, aides de toutes sortes aux cultivateurs, octrois, fournitures de certains matériaux. Pour la colonisation: aides, assistance, primes de défrichage, charges fortement augmentées par de nouveaux besoins et le retour à la terre, la fondation de nouvelles paroisses agricoles, délimitations nouvelles, constructions de chemins et de ponts.

Dans nos grandes villes nous ne sommes qu'au début de notre tâche, et lourdes seront les dépenses qui viendront se greffer sur le budget provincial pour les items les plus connus: hygiène, hospitalisation des enfants, des vieillards, assistance publique, lutte contre la tuberculose, hygiène dentaire sur laquelle il serait de mon devoir d'insister; mais surtout la création d'hospices pour les vieillards indigents, nos œuvres de charité: Saint-Vincent de Paul, assistance maternelle, les Gouttes de lait, sociétés de protection pour les femmes et les enfants.

Jusqu'à quel point les nouvelles législations qui seront probablement adoptées sur les questions d'assurances sociales et des pensions des vieillards engageront-elles les finances de la province? Nous l'ignorons encore, et cependant il faudra y pourvoir, dans l'intérêt de nos classes ouvrières qui dépendent tant aujourd'hui de l'État pour leur protection. Et je me permets de soumettre de nouveau cette question à la Chambre, ne devrions-nous pas bientôt aussi pourvoir à la création de logements ouvriers, à la disparition des taudis? Question que j'ai beaucoup à cœur, je ne saurais m'en cacher.

J'ai tenté durant cet exposé bien succinct et peut-être même insuffisant, de faire ressortir les besoins de la province pour poursuivre le programme tracé. Ce programme de développement, personne ne niera qu'il s'impose davantage à une période aussi critique que celle que nous traversons, et le gouvernement ne veut pas qu'on lui reproche dans quelque domaine que ce soit, de ne pas faire assez. Il s'est tracé une lourde tâche, assez difficile à concevoir dans son ensemble, et il a à cœur de l'accomplir.

Il faut donc pour le gouvernement faire face à de lourdes dépenses avec des revenus fortement entamés. La population se montre plus exigeante en temps de malaise; elle ne se demande pas toujours, elle ne l'ose peut-être pas, où les gouvernements devront prendre leurs ressources. On demande, mais on ne veut pas être taxé.

Il est de notre devoir, je crois, de prendre nos responsabilités, de nous servir sagement du mandat que le peuple lui-même nous a confié. La question d'opportunisme n'est pas en jeu, et personne ne l'a discutée.

Il faut donc aujourd'hui non pas seulement trouver une nouvelle source de revenus pour le présent, mais pourvoir aux budgets futurs, car si le crédit de la province et des municipalités a été engagé jusqu'à saturation, nous devons prévoir son remboursement, sa rémunération. Il faut donc trouver des millions additionnels. Mais il est expédient de trouver une source de revenus qui pèsera le moins

possible sur les épaules du peuple. C'est pourquoi, je le réitère: sans vouloir poser à l'autorité en cette matière, je me demande s'il ne serait pas sage et à propos de conseiller au gouvernement de prendre à sa charge le commerce de gros de la gazoline.

La baisse dans les revenus et l'augmentation des charges fixes devront être compensées de quelque façon. La majeure partie des dépenses sont occasionnées par l'entretien des routes: le gouvernement croit, à son droit, qu'il ne serait que juste de demander à ceux qui s'en servent de plus en plus d'en payer le coût. Ne serait-il pas à propos qu'il aille plus loin? La meilleure mesure à adopter dans ce sens ne serait-elle pas de s'emparer d'un commerce lucratif lié exclusivement au développement de nos routes: c'est grâce à elles que ce commerce a pris de l'essor. Il me semble que si nous faisons la part des choses, et le gouvernement la fait déjà en taxant chaque gallon dépensé, c'est le contrôle de ce commerce de gros qui semblerait la mesure la plus équitable et la plus juste.

S'il s'agissait d'une ressource naturelle, car c'en est une, puisée dans le territoire de la province, personne ne discuterait le contrôle direct du gouvernement même sur le débit. Nombreux sont ceux qui se feraient dans cette question, comme dans tant d'autres, champions de l'étatisation. On trouverait généralement l'acte du gouvernement sage, et l'on ne discuterait pas son droit d'en tirer lui-même un bénéfice et un revenu fixe. Mais nous avons là un produit importé comme les liqueurs, produit destiné directement à la consommation.

On nous posera comme première objection: acte attentatoire à la liberté du commerce. Au point de vue économique, rappelons-nous le bien, aucun commerce n'a droit à la liberté. Il n'y a là qu'une théorie économique émise depuis longtemps, et les gouvernements ne l'ont jamais partagée entièrement, puisqu'ils ont réglementé certains commerces, se sont emparés purement et simplement d'autres, et ceux que l'individu exerce aujourd'hui existent parce qu'il est acquis que l'état les tolère. Que cette Chambre me permette de lui rappeler que, malgré les protestations, cette province a été la première à exercer le contrôle du commerce des liqueurs, qu'elle a été dans ce domaine imitée, suivie par toutes les autres provinces du Dominion. Le but principal du gouvernement, je le conçois bien, était de protéger la morale, mais nous devons tout de même admettre que l'on supprimait le commerce libre des liqueurs. La population, maintenant qu'elle constate les bienfaits de cette législation, s'en réjouit, et elle en accepte le principe.

N'a-t-on pas dans certaines provinces étatisé le commerce de l'électricité? N'a-t-on pas encore dans ce domaine porté atteinte à l'initiative privée? Ne parle-t-on pas encore depuis deux ou trois ans d'étatiser la radio-téléphonie? N'est-ce pas là encore un domaine qui doit son existence à l'invention et à l'initiative privées? N'a-t-on pas étatisé les réseaux de l'Intercolonial et du Grand-Tronc qui étaient aussi des entreprises privées dans le seul but de les sauver de la banqueroute; on a pas craint pour cela d'engager les crédits du pays en vue d'une exploitation lucrative future qui ne l'est jamais devenue. Si nous jetons le regard au dehors, en Europe par exemple, nous constatons que le tabac, les allumettes et les chemins de fer sont sous régie dans plusieurs pays.

S'il était question d'étatiser le commerce du détail de la gasoline, partout surgiraient des plaintes justifiées; nous priverions une multitude d'individus, de commerçants, d'une négoce parfaitement légitime. Je ne suggère que le commerce du gros.

Nous obtiendrions là un déplacement de profit tout simplement, et ce serait la province qui l'encaisserait: ce qui ne serait que juste, puisqu'il s'agit d'usage de routes entretenues exclusivement par la province.

Les maisons de commerce, les compagnies qui fournissent la gasoline en gros, ne sont-elles pas les mêmes qui vendent aux entrepreneurs les huiles, goudrons qui servent à la confection de nos routes? Et que dire des argents déboursés par nos différents gouvernements à ces entreprises privées pour le chauffage central des édifices publics qui sont leur propriété?

Je me suis demandé si le gouvernement ne serait pas en mesure de cette façon, réalisant pour lui-même le profit, d'abolir la taxe directe sur chaque gallon, et partant d'en abaisser le coût final? Je crois que cette procédure serait plus juste que d'imposer une taxe additionnelle sur le gallon de gasoline et obtiendrait l'appui des champions de la propriété publique. Je crois qu'une telle action de la part du gouvernement serait considérée comme sage.

Je ne voudrais pas prendre inutilement le temps de cette Chambre pour lui démontrer les profits fabuleux réalisés dans le commerce de gros. Les journaux financiers et revues nous en donnent un aperçu. Pour ma part, j'aimerais voir ces profits tomber dans les coffres de la province et l'acte du gouvernement, je crois, serait amplement justifié.

Je me rends parfaitement compte de toute la responsabilité de mes déclarations. J'ouvre largement la porte à mes adversaires pour me critiquer, mais comme j'ai décidé après mûre réflexion, avant de me

lancer dans la politique, de servir ma province, je le fais suivant mes convictions.

D'ailleurs, je crois que je pourrais mettre beaucoup d'adversaires du projet en contradiction avec eux-mêmes, avec leurs déclarations passées. Plusieurs de nos nombreux partisans de toute étatisation pourraient être appelés à dire ce qu'ils en pensent. Ils craindraient peut-être d'être accusés à leur tour de porter atteinte aux intérêts privés, mais ils devraient enfin prendre leurs responsabilités.

Je crois que le gouvernement pourrait faire cet acte sans heurt, sans attenter à la liberté du commerce qui, aujourd'hui, en certains pays, ne semble plus qu'un mot.

Je fais humblement ces suggestions à la Chambre et à l'électorat de cette province, et j'espère qu'elles seront acceptées dans le même esprit que celui qui les anime. Les œuvres que le gouvernement se propose d'accomplir sont énormes, la chose est admise, et s'il devait recourir à des mesures fiscales draconiennes, personne ne songerait raisonnablement à l'en blâmer.

Si en adoptant cette mesure le gouvernement rencontraient les exigences de la situation, pourvoyait aux œuvres sociales, comme il le fait déjà partiellement, avec des revenus provenant de cette nouvelle source, je serai satisfait, malgré les critiques que j'aurai à supporter, d'avoir fait mon devoir.

M. Bachand (Shefford): M. le Président, au moment de faire ce qu'on est convenu d'appeler le "maiden speech", comme débutant dans cette Chambre, je veux que mes premières paroles soient un tribut de reconnaissance à l'adresse des électeurs de mon comté pour l'honneur insigne qu'ils m'ont fait de m'élire leur représentant dans cette assemblée.

Lorsque, pour m'inspirer de nobles exemples, je jette un regard en arrière et que je note, parmi les députés de mon comté, les noms, entre autres des Laframboise, des DeGrosbois, des Savaria, etc., je me sens pénétré d'un sentiment de crainte de ne pouvoir me révéler à la hauteur de la situation. Cette appréhension est plus sensible encore lorsque je me vois appelé à recueillir la succession politique comme député de Shefford de l'honorable William Stephen Bullock, dont le dévouement infatigable et la vigilante activité ont reçu une récompense et une consécration si méritées lorsque le lieutenant-gouverneur en conseil l'a appelé à siéger au Conseil législatif.

Je me rends compte, M. le Président, que cet honneur je le dois non pas à mes mérites personnels, mais à l'excellence du programme politique que j'ai

préconisé au cours de la campagne électorale; je le dois aux principes du parti qui a reçu, parce qu'il la méritait, la confiance populaire. Je le dois enfin à la personnalité de mes chefs politiques et surtout au prestige dont jouit à si juste titre l'honorable premier ministre de cette province.

Ce sentiment de mon indignité et de mon insuffisance personnelles se tempère heureusement de l'assurance que j'éprouve à pouvoir compter sur les conseils de mes chefs et l'expérience de mes aînés. Pour ce qui est de procédures parlementaires, j'ai tout à en apprendre mais je n'ai nul doute, M. le Président, que vous saurez, avec votre grande compétence, me rappeler qu'elles en sont les règles si, par inadvertance, il m'arrive de les transgresser.

Ma seconde pensée serait de féliciter le gouvernement pour la bonne politique qu'il a suivie dans le passé, si ma présence même dans cette Chambre et la présence de 78 autres de mes collègues ne comportait en soi une approbation non équivoque de cette politique, émanant de ceux qui sont les plus intéressés, les contribuables de cette province. Et il me semble qu'il est logique de conclure que le passé est garant de l'avenir, que le même programme présage les mêmes résultats pour l'avenir s'il sait s'adapter aux circonstances et aux besoins qui peuvent surgir.

À l'œuvre, l'électorat a connu l'artisan et décidé de lui faire confiance pour un nouveau terme.

Si j'en crois le discours du trône, M. le Président, le gouvernement a l'œil ouvert sur la situation de la province de Québec et ne se fait pas d'illusion. Il serait puéril en effet de nier l'évidence, de se fermer les yeux sur ce qui se passe et de prétendre que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Par tempérament, je suis un optimiste bien que l'on ne puisse dire que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Le pessimisme, le défaitisme, le "blue ruin-isme" qu'on appelle comme on voudra le découragement et la veulerie ne me disent rien qui vaille. Mon suffrage va plutôt à l'homme courageux et calme, patient et tenace, qui, en face d'une tâche à accomplir, si ardue qu'elle soit, s'arc-boute, se raidit, retrousse sa manche, crache dans sa main et finit par surmonter l'obstacle, emporter le morceau.

Certes, la crise existe, elle n'est pas imaginaire, elle existe depuis quelques années et Dieu veuille qu'elle cesse bientôt.

Je laisse aux économistes qui, du reste, ne s'accordent pas d'en déterminer les causes. Il y en a dans le temps qui ont prétendu que ça dépendait du

beurre de la Nouvelle-Zélande. On a essayé la panacée proposée, on a modifié notre diète, on a retranché de notre régime le beurre de la Nouvelle-Zélande. La crise n'a fait que s'aggraver. On a changé de médecin. Le nouveau n'a rien guéri et je crains que nous n'ayons à acquitter un compte d'honoraires considérables.

Loin de moi de suivre l'exemple de 1930 et de faire de la petite politique sur une question aussi vitale. Il s'agit plutôt de chercher une solution à un problème angoissant et à parer aux conséquences les plus urgentes. Nous sommes ici pour aider au règlement des problèmes de l'heure. Notre tâche est difficile. C'est là ce à quoi le gouvernement entend s'appliquer et c'est là pourquoi nous sommes convoqués dans cette enceinte.

En présence du chômage qui sévit un peu partout, de la dépréciation dans le prix des denrées, de la stagnation dans l'industrie et le commerce, une tâche gigantesque confronte le gouvernement, il n'y a pas à se le dissimuler. Il est heureux que, dans pareilles circonstances, l'administration soit aux mains d'hommes dont la probité est reconnue, le jugement est éclairé et la direction sage; ils ont placé notre province à la tête du dominion. Il est certain que la population de Québec, si sagement conduite, saura traverser la crise actuelle sans danger. Si je ne craignais d'empiéter sur le domaine municipal, je pourrais établir un parallèle, un contraste frappant entre notre situation fortunée où se débat, à ce qu'on peut voir, une certaine grande ville de cette province.

Pour ma part, j'ai confiance que le gouvernement saura équilibrer le budget sans trop obérer le contribuable. Oh! je sais bien que c'est parfois un tour de force que de trouver les millions qu'il faut pour les divers services publics. À plus forte raison quand survient une crise comme celle que nous traversons. Et quand il s'agit de fournir à nos gens du pain pour subsister et du combustible pour passer la rude saison, il n'y a pas à se demander si la dépense est opportune ou si on ne pourrait pas l'ajourner. La faim et la misère, comme Hannibal aux portes de Rome, assiègent nos foyers et il n'y a lieu de délibérer que pour chercher où trouver les millions indispensables. Si l'on veut que le gouvernement puisse administrer, il faudra de toute nécessité trouver de nouvelles sources de revenus. J'espère que les impôts ne seront pas trop lourds. On nous l'annonce et c'était à prévoir. Les journaux y vont pour la plupart de leurs suggestions; c'est leur droit sinon leur devoir. Chacun y va de son ballon d'essai; on a parlé de mettre la gazoline en régie et aussi d'augmenter le taux de certains impôts.

Il n'y a pas à se le cacher; c'est un problème, un épineux problème, surtout par le temps qui court. Ainsi, les journaux ont suggéré d'élever la taxe sur la bière et aussitôt un tollé s'est fait entendre contre pareille proposition.

Je dois dire qu'un groupe important de mes électeurs m'ont fait à ce sujet de fortes représentations. On m'a fait remarquer et, je crois qu'on a raison, qu'une taxe sur la bière ne frapperait qu'indirectement les brasseries, et que c'est en définitive sur la main d'œuvre qu'elle ricocherait en restreignant la consommation. Autrement dit, c'est le peuple qui écoperait, le peuple qui, en ce moment, a plutôt besoin d'être allégé que d'être obéré. Surtout qu'on ne prétende pas me dire que le peuple n'a pas besoin de bière pour vivre. Je ne crois pas qu'il s'en trouve un seul dans cette Chambre pour reprocher à l'ouvrier le verre de bière qu'il consomme à la fin du jour, après avoir trimé dur dix heures de temps à l'usine. La bière est le champagne de l'ouvrier et ne doit pas être taxée! Elle est plus indispensable à l'ouvrier que les liqueurs fines aux fortunés. La taxe, tout le monde en convient, est du nombre des maux nécessaires. Encore faut-il qu'on l'applique équitablement, c'est-à-dire qu'elle pèse sur ceux qui peuvent la supporter.

L'imposition d'une plus forte taxe sur la bière serait mal vue, je le crains. Si la bière est un luxe, il faut convenir que c'est un luxe très relatif. C'est le cas, je crois, de ne pas oublier que l'homme, fût-il de l'usine, ne vit pas seulement de pain.

Je préférerais voir taxer les liqueurs douces, les eaux gazeuses qui n'ont, elles aucune valeur nutritive et sont purement de luxe, pas autre chose. On sait quelle immense consommation il se fait de ces liqueurs. De nouvelles compagnies se constituent tous les jours pour exploiter cette industrie si lucrative et qui a jusqu'ici bénéficié de l'immunité fiscale alors que les brasseries ont été imposées. Puisqu'il s'agit pour tout le monde de serrer sa ceinture d'un cran ou d'une agrafe, je ne vois pas pourquoi les "soft drinks" échapperaient.

Il y a dans nos villes de ces compagnies manufacturières de liqueurs douces qui annoncent à cor et à cri que leur consommation quotidienne excède le million de bouteilles. On a également prétendu qu'il entre dans certains de ces breuvages des drogues ou autres ingrédients nocifs. Je ne sais ce qui en est, mais, au mieux aller, je ne crois pas que la liqueur douce ait droit à un traitement de faveur.

Et à propos de taxes, on se demande, en certains milieux, pourquoi une institution qui est bel et bien implantée parmi nous, le magasin en série, ne contribuerait pas au fisc.

On a comparé ce système à une pieuvre qui de ses tentacules draine l'épargne populaire. Je sais bien que les méthodes commerciales doivent suivre le cours du progrès et évoluer avec lui. Je ne veux pas soutenir que les gens font un commerce qui n'est pas légal ni même légitime. Il reste tout de même qu'ils opèrent dans des conditions très profitables pour eux, mais très désavantageuses pour leurs concurrents individuels. Ces compagnies emploient un personnel restreint et assez peu rémunéré. Je sais personnellement que le contrat qui lie les gérants et les commis est fort onéreux. La plupart de ces établissements se dispensent du téléphone, de voitures livrées et ils sont astreints à un minimum de taxes municipales.

On prétend que pour assurer le bien-être économique du peuple il faut que l'argent roule. En d'autres termes et même à ce point de vue, il faut du "give and take". Or, les épiciers individuels soutiennent que, avec les magasins en série - "chain stores" -, il y a beaucoup de "take" et assez peu de "give". Si la Législature allait rétablir l'équilibre en prélevant sur ce genre de commerce une taxe en raison directe du nombre d'établissements ou de succursales, ce serait peut-être légitime et équitable. Quoiqu'il en soit, la suggestion vaut, je crois, d'être mise à l'étude.

Permettez-moi, M. le Président, de passer maintenant à une autre question qui intéresse particulièrement les électeurs de mon comté; je veux parler de la question agricole. Je n'ai pas l'avantage d'être cultivateur, mais j'ai vécu toute ma vie au milieu de cultivateurs et je n'ignore pas leurs problèmes et leurs besoins. Ils ont en moi un ami sympathique et ils peuvent compter sur mon dévouement et sur toutes mes énergies.

La cause de l'agriculture n'est pas seulement la cause d'une classe particulière de la société, c'est la cause de notre province, c'est la cause nationale. Le passé de notre race a été, pour ainsi dire, identifié avec l'agriculture et je crois que notre avenir national reste intimement lié à l'agriculture.

Dans nulle autre branche de notre activité économique, les progrès réalisés depuis, disons, 25 ans n'ont été aussi rapides, aussi frappants et aussi constants que dans l'agriculture. Et c'est sans doute de cette sollicitude éclairée et agissante du gouvernement libéral que le peuple a tenu compte dans son verdict du 24 août dernier.

Cet intérêt que le gouvernement porte à la chose agricole ne fera que s'accentuer sous la direction de l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Godbout), un expert en la matière, un spécialiste qui a gagné ses épaulettes et sur qui les cultivateurs peuvent compter.

Ajouterai-je que j'espère que le jour n'est pas éloigné où l'honorable ministre de l'Agriculture pourra toucher du doigt un système de crédit agricole qui sera adéquat et opérant pour tous les cultivateurs non seulement de mon comté mais de toute la province en général.

Je prie les ouvriers des villes de croire qu'ils ne sont pas les seuls à souffrir de la crise. Je crois même que, à tout prendre, leur sort est préférable à celui des travailleurs de la terre. En ville c'est la misère avec le chômage; à la campagne, c'est la misère sans même le chômage. En d'autres termes, le cultivateur doit trimer du matin au soir pour produire à perte, c'est-à-dire vendre ses produits pour moins que ça lui coûte. C'est dire que son budget à lui se solde par un déficit; il s'est endetté au magasin et il n'a pu faire les paiements sur sa terre ou sur son roulant. C'est là le cas d'un grand nombre de cultivateurs.

Les cultivateurs de mon comté, le plus beau comté non seulement des Cantons-de-l'Est, mais de toute la province y compris le comté de Rouville, s'intéressent beaucoup à l'industrie laitière. À ce point de vue, on peut dire que l'industrie laitière est la vache nourricière des Cantons-de-l'Est. Or, il n'est pas besoin d'être grand clerc pour comprendre, qu'avec le beurre et le fromage, au prix auxquels ils se vendent, l'industrie laitière traverse des jours bien sombres.

Sous ce rapport, les cultivateurs subissent la répercussion de la crise monétaire qui affecte l'Europe et qui se fait si fortement sentir dans nos exportations. En attendant que le marché se rétablisse, le cultivateur doit continuer à alimenter le marché local et à produire à perte.

C'est grâce au crédit agricole qu'il pourra franchir cette période de dépression et attendre les jours meilleurs. Les méthodes rationnelles prônées par nos agronomes, l'enseignement ménager, l'amélioration de nos races de vaches laitières sont autant de progrès au crédit du gouvernement, qui ont contribué à rendre la crise moins aiguë. Si pareille crise eût sévi, il y a 25 ou 30 ans, avec les méthodes surannées en honneur à cette époque, les effets auraient été autrement désastreux.

On a critiqué cette politique du crédit agricole, ou du moins l'opposition a prétendu que cette mesure serait illusoire, parce que le taux d'intérêt réclamé serait trop élevé, ce qui empêcherait les intéressés de pouvoir y recourir.

Nos gens de la campagne ne sont pas tous des hommes d'affaires ou des banquiers mais, Dieu merci, ils ont assez de jugeotte pour comprendre que

le gouvernement administre les fonds publics, que l'argent qu'il prête aux cultivateurs ne lui tombe pas du ciel et que, s'il allait prêter cet argent à un taux inférieur à celui qu'il paie lui-même, il commettrait une absurdité et il se montrerait un mauvais administrateur. L'électorat lui retirerait sa confiance, le culbuterait du pouvoir, et l'électorat aurait raison.

La critique est facile mais, quand elle est ridicule, elle se retourne contre celui qui la fait. Nos cultivateurs ont trop de bon sens pour se laisser prendre à un piège si grossier. De vieille date, nos adversaires ne sont pas regardants à se ruiner en promesses, quitte à s'enrichir en ne les tenant point. Espérons, encore une fois, que la crise que nous traversons va bien prendre fin. Je l'espère avec d'autant plus de ferveur que je me propose de demander à l'honorable ministre de l'Agriculture, dès que son budget sera moins obéré, lorsque la crise sera finie, de doter d'une école d'agriculture le beau comté de Shefford, et de patroniser davantage son exposition annuelle.

Mon comté a ceci de particulier qu'il n'est pas essentiellement agricole. Granby, Waterloo, Roxton Pond sont des centres industriels importants. Je m'honore de compter parmi mes électeurs un grand nombre d'ouvriers qui contribuent d'une façon si efficace à notre prospérité industrielle et à notre bien-être économique.

L'ouvrier n'est pas un thésauriseur. Certes, il est frugal, économe, il pratique autant que possible la politique du bas de laine, mais ses gages sont si peu élevés et sa famille si nombreuse que, règle générale, c'est prodige s'il réussit à joindre les deux bouts. Avec lui et malgré lui, l'argent roule. Il roule chez le boulanger, chez le boucher, chez l'épicier, le cordonnier, le médecin, etc. Tout le monde en attrape un peu à la fin de la semaine et il n'en reste pas toujours assez pour se payer ce verre de bière, dont j'ai parlé tantôt. Il ne l'a pourtant pas volé.

Le chômage, la modicité des salaires, les prix qui ne baissent pas en proportion, les enfants qui poussent, voilà autant de questions qui sollicitent l'attention du gouvernement. Je sais que ces problèmes reçoivent du ministère du Travail la solution qu'il faut.

On s'étonne parfois, ailleurs, que notre province qui compte des centres industriels comme Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke, Hull, Granby, Saint-Jérôme et surtout la métropole avec sa population d'un million, on s'étonne que notre province n'ait pas de parti politique ouvrier. La réponse est bien simple, c'est que la classe ouvrière reçoit du gouvernement libéral toute l'attention à

laquelle elle a droit. Le Parti libéral qui fut toujours le parti du peuple est, par définition et par tempérament, le parti de l'ouvrier. L'ouvrier est satisfait de l'administration actuelle. Ces tendances, je m'en flatte, ne feront que s'accroître, puisque les ouvriers ont maintenant l'un des leurs à leur tête du ministère du Travail, un homme du peuple, un "self-made man", un homme dont le choix a fait dire à la population de cette province que l'honorable premier ministre s'y connaît en hommes et sait s'entourer de collaborateurs qui ont de la personnalité et de la valeur.

L'honorable premier ministre a su, à son tour, s'adjoindre comme sous-ministre, une autre compétence ouvrière. Ce choix judicieux, la classe ouvrière l'a ratifié, et son estime pour le gouvernement s'en est accru.

Je ne crois pas, M. le Président, qu'il y ait, dans May ou Bourinot, d'article qui limite la durée des "maiden speeches", car j'aurais été déjà rappelé à l'ordre. En somme c'est peut-être parce que, sous l'empire de la gêne et de la timidité, le débutant péroré interminablement qu'on appelle ses remarques un discours de "maiden". Et c'est aussi sans doute parce que c'est un discours abécédaire qu'on a la patience ou la galanterie de l'écouter jusqu'au bout.

M. le Président, en terminant, je veux remercier la Chambre de sa bienveillante attention.

M. Fortier (Sherbrooke): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Francoeur), l'ajournement du débat.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Monseigneur Villeneuve, archevêque de Québec

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. le Président, Messieurs, nous venons d'apprendre que la ville de Québec possède depuis ce matin un nouvel archevêque. Les journaux nous ont annoncé cet après-midi la nomination de Son Excellence Mgr Villeneuve, évêque de Gravelbourg, au poste d'archevêque de Québec. Je sais que je me ferai l'interprète de vos sentiments auprès de Son Excellence en lui envoyant le télégramme suivant, dont je vous propose d'accepter la teneur:

"À Son Excellence Monseigneur J.-M.-Rodrigue Villeneuve, O.M.I., Archevêque de Québec:

"L'Assemblée législative, en ce moment en séance, envoie à votre Excellence l'expression de ses hommages respectueux et ses souhaits les plus sincères pour un règne long et heureux sur le siège archiepiscopal de Québec."

(Signé) L.-A. Taschereau
Premier ministre

M. l'Orateur, je demanderais à l'honorable chef de l'opposition de bien vouloir seconder cette motion.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Je seconde avec plaisir la proposition et je me joins aux sentiments exprimés dans ce message par l'honorable premier ministre.

Adopté à l'unanimité.

La séance est levée à 5 h 45.

NOTES

1. *L'Événement* indique plutôt 3 h 20.
2. *La Patrie* et *La Presse* affirment que le comité étudie l'article 23, mais il s'agit d'une erreur.
3. Rejetez! Rejetez!
4. Les votes contre, selon *L'Événement* du 16 décembre 1931, à la page 9, ont été: MM. Taschereau (Montmorency), Taschereau (Bellechasse), Bédard, Drouin, Stockwell, Francoeur (Montréal-Dorion), Plante, Caron.
5. *Le Droit* du 16 décembre 1931, à la page 5, écrit "...à entamer les pourparlers."
6. *Le Droit* du 16 décembre 1931, à la page 5, écrit "le mieux."

Séance du mercredi 16 décembre 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte de
Ville Saint-Pierre**

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Wolfe (M. Lemieux), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de Saint-Pierre demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition de la ville de Saint-Pierre, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**The Beauharnois Light,
Heat and Power
Company**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de The Beauharnois Light, Heat and Power Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition de The Beauharnois Light, Heat and Power Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que les pétitions des frères hospitaliers de l'Ordre de Saint-Jean-de-Dieu, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom des frères hospitaliers de l'Ordre de Saint-Jean-de-Dieu, et de Gérard Viau, demandant l'adoption d'une loi pour permettre au Barreau de l'admettre à l'étude du droit sans examen, sont régulières et suffisantes; que les bills qui ont été déposés par les pétitionnaires sont réguliers et conformes aux pétitions et aux avis qui en ont été donnés, que ces pétitions n'ont pas été suffisamment annoncées, mais que ces irrégularités ne peuvent cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence votre comité recommande de suspendre le règlement à l'égard de cette insuffisance des annonces et de permettre aux pétitionnaires de présenter immédiatement les bills qu'ils ont déposés.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 114 concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 85 concernant la Viewmount Land Company Limited.

Gérard Viau

M. Marchand (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 123 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Gérard Viau, de la cité d'Outremont, à l'étude de la profession d'avocat, sans examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Ordre de Saint-Jean-de-Dieu

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) demande la permission de présenter le bill 120 constituant en corporation les frères hospitaliers de l'Ordre de Saint-Jean-de-Dieu.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Subvention à un chemin de fer

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Roberval (l'honorable M. Moreau), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 46 concernant une subvention à un certain chemin de fer.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explain.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): La résolution a pour but de prolonger de quatre ans le délai accordé à la compagnie Québec, Saguenay et Chibougamau pour construire son chemin de fer.

Adopté.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 15 décembre, sur la motion proposée le jeudi 26 novembre courant: Que l'Orateur quitte le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. Fortier (Sherbrooke): M. l'Orateur, depuis longtemps l'Assemblée législative entend une voix discordante de la métropole des Cantons-de-l'Est. Mais la forteresse conservatrice de Sherbrooke, aux dernières élections, a arboré le drapeau libéral, symbole d'administration honnête, saine et progressive.

(Applaudissements)

Je félicite l'honorable ministre de la Voirie et des Mines (M. Perrault) qui a dirigé l'organisation dans les Cantons-de-l'Est pour le succès qu'il a remporté. Il dit qu'il a écouté avec intérêt le débat sur la canalisation du Saint-Laurent, un sujet si magistralement traité par l'honorable secrétaire provincial.

Depuis que j'ai pris mon siège en Chambre, je me suis rendu compte des graves problèmes qui

confrontent actuellement l'administration de la province: le prêt agricole, le chômage, les affaires des municipalités. Je suis des plus heureux de savoir que cette Chambre va créer une commission d'experts qui surveillera les emprunts des municipalités. De cette façon, le gouvernement pourra s'assurer que nos municipalités seront toujours hors de danger. Bientôt, grâce à cette organisation, les finances municipales seront aussi bonnes que celles de la province.

Il félicite le premier ministre sur la bonne santé financière de la province. Il est convaincu que le gouvernement de la province, qui a été celui de la prospérité, sera aussi celui de la crise et que nous sortirons de cette période de dépression sans que le crédit ait été affecté. Il est certain que le gouvernement fera en sorte qu'il n'y ait pas de crise d'après dépression et que la province continuera sa marche vers le progrès.

Il parle des suggestions qui ont été faites au gouvernement. Pour sa part il veut laisser le gouvernement juger des besoins du peuple avec la sagesse qu'il manifeste depuis 35 ans qu'il administre la province.

J'espère, dit-il, que la province de Québec continuera d'être enviée, sur ce point, par les autres provinces et par le dominion lui-même. Certes, je comprends que l'opposition doit critiquer, mais je suis certain que nos adversaires, dans le fond de leur conscience approuvent la politique financière du gouvernement. S'ils avaient été portés au pouvoir le 24 août, ils ne chercheraient pas à faire mieux, mais à faire aussi bien.

Il déclare que tous les partis sont unanimes pour aider l'agriculture.

Sous la bonne direction de l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Godbout), affirme-t-il, la classe agricole fait des progrès. Nous lui demandons un crédit rural et nous devons appuyer l'honorable ministre pour qu'il fasse de la province de Québec la province agricole la plus prospère du Canada.

Je suis en faveur de la colonisation dans les nouvelles régions dont l'une a été si bien chantée hier par l'honorable député de l'Abitibi. Mais le gouvernement ne devrait-il pas étendre ses activités et sa sollicitude pour la colonisation dans les Cantons-de-l'Est?

Il demande que le ministère de la colonisation ouvre des lots dans les comtés de Sherbrooke, de Compton et les Cantons-de-l'Est en général, où 50,000 acres de terre pourraient être exploitées avec avantage. Les colons pourraient obtenir là pour leur

bois et leurs produits des prix très attrayants. Nous avons des terres fertiles dans notre région et j'ai confiance que l'on acceptera ma suggestion, conclut-il.

Nous avons une belle École des hautes études commerciales à Montréal. Mais nous avons bien des jeunes gens des petites villes ou villes moyennes qui voudraient aller suivre des cours du soir de cette école, mais ne le peuvent pas sans parcourir de longues distances, même des distances impossibles à franchir en une soirée. Mon collègue de Beauharnois (M. Saintonge) parlait l'autre jour de décentralisation. Je suis avec lui. Plusieurs jeunes gens de Sherbrooke voudraient suivre des cours de hautes études commerciales. Pourquoi un professeur ne viendrait-il pas donner des cours une ou deux fois par semaine à Sherbrooke et ailleurs?

Un nouveau député doit être bref dans son premier discours, M. l'Orateur, et c'est pourquoi je vais terminer tout de suite en disant que le libéralisme, dont je suis heureux de professer les principes, saura encore rendre des services à la province de Québec.

(Applaudissements)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Heureuse province de Québec! Happy province of Quebec! disent les journaux des provinces-sœurs. En effet, M. le Président, c'est une satisfaction pour la province de Québec de constater que, dans les moments difficiles que nous traversons, nous pouvons regarder l'avenir avec peut-être plus de confiance que d'autres. Je regrette que, lorsqu'il s'agit de nous critiquer, de tâcher de nous amoindrir, ces critiques ne viennent pas d'ailleurs, elles viennent de chez nous. Nous avons entendu, au cours de ce débat, le cri de trombone du pessimisme du député de Hull (M. Guertin) qui a déclaré que nous n'étions pas dans une si belle situation qu'on le dit, et, après lui, le chef temporaire de l'opposition est venu jouer sur son modeste chalumeau un hymne alarmé. Ce sont ces messieurs qui, alors que toutes les autres provinces félicitent la province de Québec sur sa position intéressante, viennent nous dénigrer, nous critiquer.

Il (M. Taschereau) cite ensuite les opinions exprimées par plusieurs journaux des provinces-sœurs et des États-Unis, félicitant la province de Québec et son trésorier de la façon dont ses finances sont administrées. C'est d'abord le *Border Cities Star*, de Windsor, Ontario, qui intitule son éditorial avec les mots qu'il citait au début.

C'est ensuite le *Morning Journal* d'Ottawa, qui commente le fait que nous ayons un surplus de \$776,000, alors que les autres provinces et le

dominion ont des déficits. C'est ensuite le *Herald*, un journal albertain, qui, après avoir commenté la situation favorable que nous occupons, déclare, que les surplus de la province de Québec, depuis onze ans que le député de Montmorency est premier ministre, ont atteint le chiffre de \$34,000,000, soit une moyenne de \$3,000,000 de surplus par an, chiffre qu'aucune autre province du Canada n'a atteint.

L'*Evening Post* de New-York, un journal américain, se demande, après avoir félicité le trésorier de Québec, comment le gouvernement a pu concilier les dépenses qu'il a faites pour des fins de travaux publics aussi considérables que la voirie de Québec, avec les revenus qu'il a tous les ans. Il trouve que c'est là une merveille de talent administratif.

L'*Evening Post*, qui ne reçoit pas de contrats d'impressions du gouvernement de Québec, celui-là, (Rires) nous salue comme une province prospère et plus heureuse que bien d'autres pays.

Ce ne sont pas les étrangers qui critiquent la province de Québec, ce sont malheureusement des Canadiens, comme nous, qui prétendent que nos surplus sont fictifs et que Québec est à la queue des provinces de la Confédération.

Je n'ai aucune hésitation à dire que le crédit de la province de Québec est actuellement supérieur à celui du Canada.

(Applaudissements)

Il est tellement supérieur que le gouvernement du dominion, avant de lancer son dernier emprunt, ayant appris que la province de Québec lancerait probablement elle-même un emprunt, est venu lui demander de ne pas négocier cet emprunt avant celui du pays. Nous nous sommes inclinés avec plaisir devant cette demande, parce que nous ne voulions pas mettre le crédit de la province de Québec en comparaison avec celui du Canada.

(Applaudissements)

Le chef de l'opposition (M. Gault) et le député de Hull (M. Guertin) nous ont critiqués. Le député de Hull a joué avec les chiffres avec la légèreté d'un éléphant dans un jeu de quilles. Je regrette d'être obligé de dire que c'est pitoyable de faire une critique comme celle-là, en ce sens qu'il divague, frappant où il peut, et ses coups manquent de force ou de substance.

Voyons ces chiffres: Ils parlent d'abord du \$833,000 qui apparaissent aux *Comptes publics*, comme revenus de la Commission des liqueurs de Québec. Il dit: "Ces chiffres ne devraient pas être là; ce sont les revenus de l'année précédente". Si sa théorie était bonne, nous aurions alors dû déclarer un revenu de \$5,000,000, au lieu d'un revenu de

\$4,000,000 pour l'année 1930. D'ailleurs ce que nous avons fait là, c'est absolument ce que nous devons faire. Non seulement la loi le permet, mais elle l'exige. Voyons ce que dit le chapitre 37 des statuts refondus de la province de Québec.

L'article 18 dit d'abord: "Les sommes d'argent perçues par la Commission doivent être déposées au nom de la Commission dans la ou les banques que lui indique, à discrétion, le trésorier de la province."

L'article 19 dit aussi: "Les sommes d'argent perçues par la Commission et que le trésorier de la province considère comme disponibles, sont remises à celui-ci, sur sa demande, et dès qu'il les a reçues, elles font partie du fonds consolidé de la province."

Par ces deux articles, on constate que la Commission fait elle-même ses placements d'argent et qu'elle remet ensuite les sommes disponibles au gouvernement. Le gouvernement n'a reçu une remise de la Commission qu'au cours de l'année. Ceci, évidemment, a échappé à l'œil scrutateur du député de Hull.

La Patrie, qui a évolué très souvent, a publié un article au sujet des fonds de l'assistance publique, le sou du pauvre. L'article 49, chapitre 189 des statuts refondus, dit: "Les droits du pauvre imposés et perçus par chaque municipalité, en vertu des dispositions de la loi des droits sur les divertissements, sont versés en totalité à son fonds de l'assistance municipale, et la moitié de ce fonds, sans déduction des frais de perception et autres, est transmise au trésorier de la province pour être affectée au service de l'Assistance publique."

L'article 50 dit: "Le budget affecté à l'assistance municipale ne peut, sous aucune considération, être appliqué au paiement d'aucune dépense autre que celles encourues pour le soutien des indigents de la municipalité, sans la permission du lieutenant-gouverneur en conseil. Les frais de perception sont payés à même la partie de ce fonds appartenant à la municipalité."

Nous ne faisons pas entrer les fonds provenant de l'assistance publique dans le revenu ordinaire. La loi dit que ces sommes doivent former un fonds spécial pour l'usage exclusif des hôpitaux, des institutions de bienfaisance, etc. Ceci aussi a échappé à l'œil scrutateur du trombone du pessimisme.

Mais il y a à la page 2 des *Comptes publics* un montant de \$6,758,960.72 de comptes recevables, et le député de Hull, d'une voix de stentor qui fait taire celle de son voisin le chef temporaire, (Rires) dit: "Pourquoi ne percevez-vous pas ce qui vous est dû?"

Ceci est enfantin. Y-a-t-il une maison de commerce à qui il n'est pas dû des comptes? Le gouvernement envoie des factures pour les droits de coupe aux successions. Tout ceci prend du temps à s'ajuster et ceci n'entre pas dans les recettes de l'année. Au cours de l'année, le ministre des Terres et Forêts a envoyé des factures aux compagnies pour droits de coupe, pour une somme de \$2,000,000. Le bureau provincial du revenu, pour \$900,000; le secrétariat de la province, pour \$104,000; le service des eaux courantes, pour \$950,000; le ministère de la Voirie, pour \$530,000. Mais évidemment, tout ceci a échappé au député de Hull.

Le député de Hull a crié au scandale, sous prétexte que le gouvernement a capitalisé le subside que paie Ottawa à la province. Le député de Hull, qui regarde Ottawa de toute son âme altérée, nous reproche cette capitalisation du subside comme une faute grave. Si nous capitalisons le subside du fédéral, c'est à la demande des auditeurs, MM. Price, Waterhouse, qui ont avisé le gouvernement de prendre ce subside en considération dans ses livres, parce que c'est un véritable capital que ce subside consenti par Ottawa, pour nous dédommager de la perte des droits de douane et d'accise. Toutes les autres provinces de la Confédération capitalisaient ce subside à l'exception de la province de Québec. Évidemment, ceci encore a échappé au député de Hull.

Le député de Hull crie aussi au scandale, parce que, d'après lui, \$2,414,000 des argents des corporations auraient dû être payés plus tôt. Voilà encore une erreur d'optique du député de Hull. Vous constaterez que ces fonds entrent en fidéicommis, qu'ils n'entrent pas dans les recettes et qu'ils seront retirés du fidéicommis, pour faire partie des recettes au 30 juin de l'an prochain.

De plus, les critiques de nos adversaires ne s'accordent pas. Alors que le chef de l'opposition dit que nous avons un déficit de \$2,500,000, le chef temporaire de l'opposition prétend que notre déficit se chiffre à \$4,500,000. Ils devraient au moins accorder leurs violons, il y a tellement peu d'accord chez les oppositionnistes, actuellement, qu'ils ne savent plus où ils en sont. Ils sont tellement mêlés dans l'opposition en ce moment que ça doit être difficile.

Cependant, cela n'empêche pas le député de Hull de prétendre que les dettes des municipalités et les dettes scolaires augmentent. Il trouve là un indice que la province de Québec n'est pas prospère. Je prétends, pour ma part, que c'est le contraire qui existe. Si les municipalités ne s'étaient pas endettées, auraient-elles pu accomplir les grands travaux d'amélioration qu'elles ont accomplis?

La ville de Hull a-t-elle échappé à l'augmentation de sa dette? Le député de Hull a oublié de nous le dire. Depuis qu'il est député, la ville de Hull a emprunté comme suit: en 1926-1927, \$447,000; en 1927-1928, \$86,000; en 1928-1929, \$212,000; en 1929-1930, \$124,000; en 1930-1931, \$371,000, soit une somme totale de \$1,240,000.

Quand le député de Hull a-t-il protesté? Ceci, c'est pour la dette des municipalités du comté. La dette scolaire a aussi été augmentée de \$129,000. Depuis qu'il est député du comté, les municipalités autres que Hull ont emprunté \$507,000 et les autres corporations scolaires \$17,000, soit plus de \$2,000,000 en tout. Quand le député de Hull a-t-il protesté?

Voyons maintenant la dette de Montréal sous le gouvernement paternel du chef... je ne dirai pas du chef de l'opposition, mais du chef... du caucus.

(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le Président, je soulève un point d'ordre. J'attire votre attention sur l'article 232 des règlements qui dit que, lorsqu'il profite de son droit de réplique, un député n'a pas le droit de parler d'autres sujets que ceux soulevés par ses adversaires.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'article 232 ne s'applique pas. Le député de Hull a dit, dans ses remarques, que les municipalités s'étaient endettées. J'ai droit de répondre à cet allégué. Voyons maintenant la dette de Montréal...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Bien, M. le Président...

M. l'Orateur: Je renvoie le point d'ordre. On peut discuter toutes les questions générales qui ont été soulevées au cours de la discussion. Je n'étais pas présent en Chambre, lors du discours du député de Hull.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Prenons la dette de Montréal sous l'administration paternelle et judiciaire du chef du caucus. En 1928, on a emprunté \$19,000,000; en 1929, \$58,000,000; en 1930, \$31,000,000; en 1931, \$58,000,000, soit une somme totale de \$160,000,000, et le chef de l'opposition n'a pas protesté. Au contraire, c'est lui qui est venu demander la permission de contracter ces emprunts.

(Applaudissements)

Je regrette que le député de Hull ne soit pas à son siège. Lorsqu'il est là, sa présence m'inspire. Le

fait que les municipalités ont emprunté, dans le passé, pour exécuter les travaux publics, est-il un mal? Je prétends que non. La province de Québec elle-même a dû emprunter, mais le peuple n'en a pas souffert. En autant que nous sommes concernés, avons-nous rendu le fardeau des taxes plus lourd? Non. Nous avons réduit les droits sur les successions, lors de la dernière session, nous avons remis leurs dettes aux municipalités. Ce sont là promesses d'élections, a-t-on dit. Oui. Mais nous tenons nos promesses d'élections, et l'opposition ne peut pas les tenir; elle reste assise là. Voilà la différence.

Savez-vous ce que signifie ce 2 pour cent que nous avons remis aux municipalités? C'est une somme de \$500,000 dont le gouvernement se prive, pendant la période difficile et tragique que nous traversons, pour soulager la population. On a crié sur le sort des cultivateurs. A-t-on réalisé qu'une mesure comme celle-là les dégrève d'une taxe qu'ils avaient eux-mêmes consenti à payer, afin de construire des chemins? De sorte que maintenant c'est le gouvernement de Québec qui paie entièrement pour la construction des routes et des ponts. La population rurale n'a plus à s'en occuper.

Non seulement nous n'avons pas imposé de taxes comme le prétendent nos adversaires, mais nous avons réduit les taxes de la population.

Quant à décourager les emprunts par les municipalités, à l'heure actuelle, oui! et oui! Il faut les arrêter absolument, jusqu'à ce que le soleil de la prospérité ait commencé à luire de nouveau sur notre province et notre dominion. Il faut que les municipalités y aillent avec prudence. D'ici là, il faut pratiquer l'économie la plus sévère.

Dans quelques jours, le gouvernement présentera une loi pour nommer une commission qui se composera de deux ou trois experts. Aucune municipalité ne pourra contracter un emprunt sans avoir consulté ce comité qui devra approuver cette demande d'emprunt. On nous dira: Vous avez un département des Affaires municipales, pourquoi ne pas le laisser s'occuper de cela?

Souvent l'opposition nous a accusés de laisser s'introduire la politique dans certaines choses. Nous voulons que le crédit des municipalités soit assis sur une base solide. Nous voulons que ceux qui achèteront des obligations pour une somme de \$100 soient assurés qu'ils ont acquis une valeur de \$100.

Nous demanderons à cette commission d'experts de faire un pas de plus. Non seulement elle devra approuver tous les prêts, mais dans le cas d'une municipalité qui ne pourra rencontrer ses coupons d'obligations à l'échéance, la commission aura le

droit de prendre des mesures, au nom de la municipalité; elle aura aussi le droit de gérer les affaires de la municipalité, dans l'intérêt des contribuables de cette municipalité et de ses créanciers.

Le crédit des municipalités est à la base du crédit de la province de Québec, comme le crédit de la province de Québec est peut-être à la base du crédit du Canada. Et nous voulons que ce crédit provincial reste bon, de même que le crédit des municipalités et le crédit de notre pays. Nous ne voulons pas que les emprunts municipaux nuisent au bon crédit de la province, au bon crédit du Canada. Et nous prendrons des mesures pour que ce crédit reste sain et solide.

(Applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre me permettra-t-il une question? Dans le cas des emprunts, les municipalités ne doivent-elles pas s'adresser au département des Affaires municipales pour faire approuver leurs emprunts?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui. Tous les emprunts lui ont été soumis, et bon nombre ont été refusés. Et si on réfère au rapport du sous-ministre des Affaires municipales, on pourra facilement se rendre compte du nombre de crédits qui ont été refusés. Je le répète, je n'ai aucune hésitation à dire que nous voulons être à l'abri des sollicitations que nous recevons. Et nous croyons qu'il y va de l'intérêt des municipalités. Cette commission sera indépendante et à l'abri de la politique.

Il faut que tous pratiquent l'économie, du haut en bas de l'échelle sociale, et ceci s'applique aux gouvernements, aux particuliers et aux municipalités.

Je ne suis pas pessimiste, loin de là. Mais nous traversons actuellement une crise, et nous ne voyons pas encore l'aurore d'un meilleur jour. Québec est encore l'un des pays les plus fortunés du monde entier. Mais Québec est si proche des États-Unis que nous ressentons peut-être plus directement les effets de la crise.

Une des raisons de la crise que nous subissons et qui affecte le monde entier est sûrement les lois tarifaires de plusieurs nations. En élevant des murs tarifaires autour de presque tous les pays civilisés, depuis la fin de la guerre, on a rendu les échanges impossibles. On s'est imaginé qu'on pouvait vendre à une nation sans rien acheter en retour. On se rendra peut-être compte, avant longtemps, que c'est le principe tarifaire libéral qui est le vrai et le bon. Il faut commencer avec les autres pays. La doctrine libérale, qui est la meilleure

et favorise les échanges commerciaux, nous aurait peut-être évité en partie la crise grave que nous traversons. (Applaudissements) Les échanges commerciaux entre pays sont nécessaires et les États-Unis en font actuellement la cruelle expérience.

(Applaudissements)

Je souhaite que les pays le comprennent, et j'espère que les États-Unis, redevenus prospères, feront encore rejaillir une partie de cette prospérité sur nous.

J'ai eu le devoir agréable de féliciter le député de Hull de son discours. (Rires) Ce m'est un devoir encore plus agréable d'offrir mes félicitations aux nouveaux députés qui ont parlé, ces jours-ci. Nous disparaîtrons, un jour, ceci est fatal, mais nous sommes certains déjà que lorsque nous serons disparus, le Parti libéral sera entre bonnes mains.

(Applaudissements)

Et la motion, étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose 1. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le traitement de l'Orateur, Assemblée législative, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 15 modifiant le Code de procédure civile pour remédier au défaut de transcription des notes sténographiques des témoignages dans certains cas.

Notes sténographiques des témoignages

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 15 modifiant le Code de procédure civile pour remédier au défaut de transcription des notes sténographiques des témoignages dans certains cas. Les amendements sont lus deux fois et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Canalisation du Saint-Laurent

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 15 décembre, sur la motion proposée le mercredi 25 novembre courant:

Que cette Chambre apprend par les journaux qu'il y a des négociations en cours entre le gouvernement du Canada et celui des États-Unis, pour le creusage du Saint-Laurent, l'internationalisation de partie de son cours et le développement d'énergie électrique;

Que cette Chambre, tout en regrettant de n'avoir pas été invitée à prendre part à ces négociations, exprime l'opinion que ce projet est prématuré, que son coût énorme pèsera sur le Canada, déjà lourdement taxé, et que, avant de développer des forces hydrauliques internationales, destinées à être utiles aux États-Unis, il est préférable de mettre en valeur celles qui sont canadiennes;

Que cette Chambre croit de plus que ce serait une erreur de permettre au gouvernement des États-Unis de développer, avec son argent, les ressources naturelles purement canadiennes.

M. Taschereau (Bellechasse): M. l'Orateur, j'ai écouté avec attention les discours prononcés par l'honorable secrétaire provincial (M. David) et l'honorable ministre de la Voirie (M. Perrault). J'ai lu avec plaisir celui de l'honorable député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), car je n'étais pas en Chambre lorsqu'il a été prononcé.

C'est en les écoutant que j'ai compris véritablement jusqu'à quel point le problème de la canalisation du Saint-Laurent était une question d'intérêt national qui doit occuper l'attention de ceux qui aiment leur province et leur pays.

Les paroles des honorables députés de Trois-Rivières (M. Duplessis), de Westmount (M. Smart)

et de Hull (M. Guertin) ont créé dans mon esprit une impression moins profonde, car j'ai vu dans leurs remarques, non pas une tentative de justifier le projet de canalisation du Saint-Laurent, projet qui me semble injustifiable, mais plutôt le désir de voiler l'erreur d'un chef imprudent.

Il ressort des trois discours des députés de l'opposition que la motion de l'honorable secrétaire provincial n'a pas sa raison d'être, parce qu'elle peut placer l'honorable M. Bennett dans une mauvaise situation.

C'est pour cette raison que l'honorable député de Westmount s'abstiendra de voter, que l'honorable député de Trois-Rivières nous demande de respecter l'autorité fédérale et nous conjure de ne pas nous appuyer sur les nouvelles données par les journaux.

Je dirai à l'honorable député de Trois-Rivières que ce n'est pas Québec qui manque de respect à qui que ce soit, mais c'est bien le gouvernement fédéral qui ne nous consulte pas sur une question d'intérêt vital pour nous et qui, par le fait même, mérite les qualifications mal décernées du député de Trois-Rivières.

C'est le fédéral qui n'a pas voulu respecter les droits de la province de Québec. Je dirai aussi au député de Trois-Rivières, qui nous reproche de nous fier aux racontars des journaux, que c'est la seule façon dont nous avons été informés que des négociations avaient été entreprises entre le gouvernement d'Ottawa et les gouvernements des États-Unis, vu le défaut du gouvernement fédéral de le faire.

Si nous n'avions pas eu les journaux pour nous renseigner, nous n'aurions probablement jamais rien su des négociations entamées jusqu'à présent. Il n'y a pas d'insulte envers le gouvernement d'Ottawa, mais bien plutôt une insulte du gouvernement fédéral envers le gouvernement de la province de Québec, elle qui est intimement intéressée dans le projet de la canalisation du Saint-Laurent. Et c'est précisément ce dont se plaint le secrétaire de la province, dans sa motion.

Quant au discours du député de Hull, j'ignore s'il est en faveur du projet ou s'il y est opposé. Il n'a donné aucun argument ni favorable ni défavorable qui puisse m'aider à former une opinion quelconque.

Le député de Bellechasse (M. Taschereau) relève ensuite quelques arguments apportés par le député de Hull, et dit que l'entente conclue en 1928 n'avait pas pour but de déterminer comment se ferait la canalisation dans la section internationale ou la section canadienne, mais de référer la question à la Cour suprême.

Ces honorables messieurs, dit-il, ne m'ont pas convaincu, et je crois qu'ils ne se sont pas convaincus eux-mêmes. Ils n'ont pas convaincu non plus l'immense majorité de la population bien pensante de cette province qui voit dans ce projet, je n'hésite pas à l'affirmer, un danger pour sa vie naturelle et l'abandon de l'un de ses plus beaux actifs.

Pour ma part, au risque même de répéter certains arguments qui ont été apportés déjà, je suis opposé à ce projet pour les raisons suivantes:

1. Parce que le projet est trop dispendieux;
2. Parce qu'il causerait un préjudice considérable à nos chemins de fer;
3. Parce qu'il viendrait en conflit avec la politique actuelle au sujet de l'électricité;
4. Parce qu'il serait la ruine du port de Montréal.

Je veux appuyer la résolution par quelques observations que le débat m'a inspirées.

Le premier point a été expliqué par l'honorable ministre de la Voirie (M. Perrault) avec son éloquence et sa lucidité coutumières.

On estime le coût du projet à plus de \$800,000,000, mais comme l'a dit le secrétaire provincial, lorsque les travaux seront terminés, le coût de l'entreprise sera bien plus près du milliard. Il faut ajouter les charges annuelles d'entretien, de \$5,000,000, et l'intérêt de l'argent sur l'emprunt que le gouvernement central serait obligé de contracter.

Si nous sommes, comme il est probable, appelés à payer la moitié de cette somme, le budget national sera grevé de \$500,000,000 pour des constructions qui ne feront pas notre affaire, mais l'affaire du peuple voisin.

La dette nationale est aujourd'hui d'au-delà de \$2,250,000,000 et près du tiers du budget annuel est affecté aux paiements des intérêts et au fonds d'amortissement requis pour éteindre graduellement notre dette. Si on ajoute \$500,000,000 additionnels, il faudra un nouveau \$25,000,000 à prendre sur le budget annuel pour rencontrer les intérêts seulement. C'est un luxe que nous ne pouvons pas nous payer et c'est un cadeau trop dispendieux à faire aux américains, dans les circonstances actuelles.

Le fédéral, qui vient de contracter laborieusement un emprunt de \$150,000,000, ne devrait pas se lancer dans cette entreprise, sans au moins demander l'avis de la province de Québec. Le temps n'est pas aux dépenses, mais à l'économie.

Nos chemins de fer seraient aussi particulièrement affectés. Dans ce temps de crise et de perturbation où les dividendes sont coupés, où les recettes diminuent tous les jours, allons-nous

permettre que nos chemins de fer soient privés du transport du fret depuis les Grands Lacs jusqu'à Montréal, le point de rechargement? Il est clair que le fret qui vient à Montréal par trains sera perdu.

Le député de Trois-Rivières prétend que ce n'est pas de nos affaires. Il nous donne le sage et politique conseil de ne pas nous en occuper. Je dis au contraire et je prétends que cette question est d'une importance nationale, et tout homme qui s'intéresse à la chose publique n'a pas le droit de laisser passer inaperçu sans protester ce qui se négocie dans l'ombre actuellement à Washington et à Ottawa.

J'ai dit aussi que ce projet était contraire à la politique de la province en ce qui a trait à l'électricité. Je voudrais vous le démontrer en quelques mots.

Depuis Montréal jusqu'au lac Ontario, qui comprend la partie internationale du fleuve Saint-Laurent, de gigantesques développements électriques seront entrepris. Le Canada aura à sa disposition, approximativement quatre millions de chevaux-vapeur. En avons-nous besoin quand l'on sait qu'actuellement nous en avons un surplus? Il y aura évidemment une surproduction d'électricité et il arrivera aux compagnies électriques ce qui est arrivé aux autres compagnies qui n'ont pas montré la vigilance voulue.

De plus, notre politique a été dans le passé, de ne pas exporter d'électricité afin de forcer l'Américain, qui en manque, à venir établir son industrie chez nous et à donner de l'ouvrage à des milliers et des milliers de canadiens. L'étranger, lorsqu'il saura que nous avons un immense surplus d'énergie ne viendra pas établir son industrie ici, mais il importera l'électricité, sachant que ce sera notre seule façon d'en disposer, à moins que nous consentions à ce que ces énergies demeurent inactives.

Mais, il y a plus. Le projet doit donner plus d'un million de chevaux-vapeur aux États-Unis. On voit immédiatement le résultat. Ils pourront développer chez eux un million de chevaux-vapeur de plus et, ayant toute l'électricité dont il aura besoin, l'Américain gardera son industrie chez lui et n'aura même pas besoin de notre électricité. Cette politique est donc de nature à arrêter l'essor industriel de notre province et voilà pourquoi je voterai pour la motion.

Le port de Québec est un port national. Il offre plus de facilités que le port de Montréal. L'eau y est plus profonde et moins de dangers s'y présentent pour la navigation. Le port de Québec est bien équipé et récemment on y a dépensé la somme de \$5,000,000.

Cependant, il n'est pas le grand port du Saint-Laurent¹. Combien de navires passent devant le cap Diamant sans jamais s'y arrêter et se dirigent vers Montréal. Pratiquement seuls les océaniques de fort tonnage, les transatlantiques affectés au transport des voyageurs, qui ne peuvent aller plus loin, ont leur point de terminus à Québec.

Tous les navires qui viennent de l'autre côté portent leur cargaison à Montréal où vont l'y chercher pour l'amener dans les vieux pays. Pourquoi? C'est parce que Montréal est situé au point le plus éloigné où peut se rendre la navigation. Là s'opère le transbordement des trains venant de l'Ouest, à bord des navires qui s'en vont à l'étranger. À cause de cela, à Montréal, des manufactures ont été érigées, des élévateurs gigantesques y gardent le blé que les navires transportent, des bureaux d'expédition ont été établis, des compagnies d'assurances y ont leur chef-lieu, des milliers de débardeurs y gagnent leur vie, la population s'est accrue dans des proportions fantastiques, les terrains ont augmenté de valeur. La même situation continuera-t-elle à exister si on donne suite au projet de canalisation du Saint-Laurent?

Actuellement de Montréal aux Grands lacs, les canaux ont 14 pieds. On peut canaliser à 27 pieds de profondeur. Il est permis de se demander quel en sera le résultat. Je n'hésite pas à dire que ce sera la ruine du port de Montréal pour deux raisons:

1. Immédiatement le projet accompli, Montréal perdra 40 % des navires qui avaient fait de ce port leur terminus. L'exportation du grain par Montréal, en bateau, a varié de 125 millions de boisseaux en 1924, à 185 millions de boisseaux en 1927. Le transport de ce grain a requis approximativement 425 navires dont 230 tiraient moins de 25 pieds d'eaux et représentaient un tonnage de 40 % et une proportion en nombre de 55 %. Si ces 230 navires, au lieu de faire leur chargement à Montréal, remontent plus haut le route canalisée du Saint-Laurent vers les Grands lacs, je crois que ce sera un désastre pour la métropole du Canada.

2. Si, dès le début, 40 % du tonnage se dirigeait vers les Grands lacs, n'oublions pas que ce ne sera là qu'un commencement. Ce n'est pas moi qui le dis, ce sont les Américains eux-mêmes.

Le canal de Suez, lorsqu'il fut construit, avait 26 pieds de largeur. On l'a élargi par la suite à 35 pieds et l'on vient de faire des plans pour porter cette largeur à 42 pieds. Le canal de Kiel, construit en 1895, avait une largeur de 29 pieds; on l'a élargi à 36 pieds.

Il faut prévoir pour l'avenir. Si un canal de 27 pieds peut causer un tort considérable à Montréal, il faut songer à ce qui arrivera si on creuse le canal à 30 pieds. Ce n'est plus 40 ou 50 % du tonnage que perdra Montréal, mais 75 % des navires qui y ont maintenant leur terminus.

C'est pourquoi il est surprenant que la province ne soit pas consultée et que l'on négocie avec Ontario. Il ne sera plus temps d'entamer des négociations avec nous lorsque les pourparlers auront abouti et que nos droits seront en péril. M. l'Orateur, il ne faut pas attendre que les contrats soient signés entre Ottawa et Washington.

L'honorable M. David (Terrebonne): Écoutez, écoutez.

M. Taschereau (Bellechasse): N'attendons pas que nos droits soient en péril pour protester!

On dit que le projet sera exécuté entièrement aux frais des États-Unis. Puisque les Américains sont consentants à payer un si fort montant pour assurer la canalisation, ceci démontre l'intérêt que nos voisins portent au projet et c'est un signe qu'ils en retireront les plus grands avantages. C'est pourquoi nous devons protester, avant que la province ait perdu l'un de ses plus beaux actifs nationaux.

Nous avons toujours été opposés à ce projet. Il peut faire l'affaire de quelques villes comme Toronto et Hamilton qui sont situées sur les rives du lac Ontario, mais il me semble évident que nous n'avons aucun bénéfice à retirer si nous ouvrons large et profonde la route du Saint-Laurent jusqu'aux Grands lacs.

Le gouvernement actuel a été le défenseur de nos droits sur le Saint-Laurent. Les Américains l'ont compris et ce même gouvernement est encore celui qui tient le projet en échec.

Les prières des instigateurs de la canalisation sont montées vers le ciel vers le mois d'août dernier, pour que l'opposition arrive au pouvoir afin de passer plus facilement ce schème gigantesque. On dit même, et les mauvaises langues se sont plu à répéter, que la victoire du gouvernement libéral a déjoué bien des plans aux États-Unis.

Nous avons le devoir et ce sera notre suprême honneur de défendre par tous les moyens légitimes les droits que nous avons sur le beau fleuve Saint-Laurent.

Sous le prétexte fallacieux que notre démarche peut manquer de courtoisie vis-à-vis un homme dont les promesses sont rarement réalisées, nous adopterions la politique du laissez-faire et silencieusement nous devrions consentir à perdre les richesses que recèle notre fleuve.

Parce que la motion de l'honorable secrétaire provincial n'a pas ce cachet de délicatesse et de politesse qui caractérise toujours les paroles de l'opposition, tant en cette Chambre (Rires) que sur les tribunes populaires et la presse qui est à son service, il faudrait abandonner à la convoitise étrangère la plus grande de nos richesses nationales.

Pour ma part, je n'en suis pas, quoi qu'en dise l'honorable député de Westmount (M. Smart) et l'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis). Si notre démarche doit placer le gouvernement fédéral dans une position difficile et que je regrette infiniment, je vous prie de croire, il me semble que la motion du secrétaire provincial doit être votée d'emblée.

Le mot d'ordre qui a été donné à l'opposition de combattre cette motion n'a pas été inspiré par un sentiment patriotique. Il est le résultat d'une partisanerie politique outrée qui démontre malheureusement qu'en certains quartiers, au-dessus des intérêts de la nation, l'on veut placer les intérêts personnels et mesquins de certains individus.

La question qui est devant nous est en effet une question d'intérêt national devant laquelle doit s'effacer l'ambition politique et même le désir de voiler l'erreur d'un chef imprudent.

Nous, de ce côté-ci de la Chambre, nous voulons rester fidèles à nos traditions, nous préférons suivre encore la politique toujours poursuivie comme nous le faisons aujourd'hui, comme nous le ferons demain. Nous sommes ici pour voir à ce que les droits provinciaux ne soient pas violés et non pour placer les intérêts personnels de certains individus au-dessus de l'intérêt national.

Nous ne voulons abandonner aucun de nos droits provinciaux et la motion que cette Chambre votera, j'en suis convaincu, en sera une éclatante manifestation.

(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. l'Orateur, on dirait que la fatalité veut que je parle après l'honorable député de Bellechasse (M. Taschereau).

L'honorable M. David (Terrebonne): (Souriant)
C'est une belle chasse. (Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(Souriant) C'est deux montagnes qui se rencontrent.
(Rires)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'an dernier, il a parlé après moi. Je veux le féliciter de son magnifique discours, qui aurait pu être raccourci de

quelques phrases. Permettez-moi, M. l'Orateur, de féliciter l'honorable secrétaire provincial, non pas pour la motion qu'il a présentée, mais pour le discours qu'il a prononcé à l'appui de cette motion, discours d'une facture soignée, dénotant une étude sérieuse et un travail considérable. Tout ça est peut-être vrai. Cependant il y a des opinions contraires à respecter.

Je n'ai pas l'intention d'étudier à fond les possibilités, les avantages ou les désavantages de la canalisation du Saint-Laurent. Je ne crois pas avoir la compétence de me prononcer sur le mérite d'une question aussi complexe, et j'ai d'autant plus conscience de mon incompétence que je sais que, depuis une cinquantaine d'années, les cerveaux les mieux équilibrés de cette province et de ce pays ont disséqué le sujet pour en arriver à quel résultat? Une diversité d'opinions qui ne fait qu'augmenter la confusion.

Il mentionne quelques-uns des projets qui ont été mis de l'avant et continue.

Nous avons maintenant devant nous une motion présentée par le secrétaire provincial et sur laquelle nous aurons à nous prononcer. C'est cette motion que nous devons étudier attentivement, avant d'enregistrer un assentiment ou un dissentiment.

Il donne lecture du premier paragraphe:

"Que cette Chambre apprend par les journaux qu'il y a des négociations en cours entre le gouvernement du Canada et celui des États-Unis, pour le creusage du Saint-Laurent, l'internationalisation de partie de son cours et le développement d'énergie électrique."

Ce n'est pas la première fois que les journaux annoncent des pourparlers entre le Canada et les États-Unis au sujet de la canalisation du Saint-Laurent. Ce n'est d'ailleurs pas sur la foi d'articles de journaux qui ne rapportent que des rumeurs assez vagues et souvent contradictoires que le gouvernement devrait prendre l'initiative d'un geste comportant des conséquences aussi graves.

Il y a aussi l'insinuation que le gouvernement fédéral serait prêt à internationaliser le Saint-Laurent. De fait, une partie du fleuve est internationale, et il n'est pas juste de vouloir faire croire à la population que le gouvernement fédéral est prêt à sacrifier nos droits quand nous n'avons aucune information officielle, et quand ces communiqués de journaux sur lesquels on se base ne parlent de pourparlers préliminaires.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Le président Hoover a confirmé la nouvelle dans son message au Congrès.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il n'en dit pas long.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le président Hoover dit qu'il espère que ça va commencer au plus tôt.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que c'est la première fois que l'honorable premier ministre s'inspire de monsieur Hoover?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est une inspiration qui en vaut d'autres.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Elle ne vaut que ce qu'elle vaut.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si l'honorable député de Deux-Montagnes veut obtenir une lettre de M. Bennett disant qu'il n'y aura pas de négociations, nous allons retirer la résolution.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'ai pas l'autorité voulue et l'honorable premier ministre le sait. Pourquoi n'a-t-il pas correspondu avec Ottawa?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je dois déclarer que j'ai correspondu avec Ottawa d'une manière privée et confidentielle.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi cette résolution?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Précisément à cause de cela, peut-être.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le second paragraphe exprime le regret que la Chambre n'ait pas été invitée à prendre part aux négociations. Ce n'est pas la coutume pour le gouvernement fédéral de négocier avec la Chambre, mais avec le gouvernement. La Chambre n'a donc pas à se plaindre.

Le gouvernement ne peut pas non plus se plaindre de ne pas avoir été consulté. Washington a soulevé, au cours de l'été, la question du Saint-Laurent. Ottawa, avant de consulter les provinces, a voulu savoir quelle était la prétention ou la proposition de nos voisins.

Je ne vois là qu'un geste sensé et parfaitement logique. Pourquoi crier au scandale? Pourquoi partir en guerre pour revendiquer des droits que personne attaque?

D'ailleurs, ces droits que l'on défend avec d'autant plus d'ardeur et de clairon qu'ils ne sont pas attaqués, la Constitution et la décision des plus hauts tribunaux nous en assurent la sauvegarde et le maintien.

La droite n'a pas le monopole du patriotisme et les membres de la gauche seraient les premiers à protester avec véhémence, s'ils croyaient que les droits de leur province étaient violés.

Il y a dans le cabinet à Ottawa des ministres canadiens-français de la province de Québec qui sont tout aussi soucieux que nous de conserver nos droits et privilèges. L'honorable secrétaire provincial a semblé douter de leurs connaissances constitutionnelles et internationales. Ils n'ont peut-être pas eu comme lui de nombreuses occasions de cultiver des relations internationales, mais leur patriotisme est au-dessus de tout soupçon, et ils jouissent d'une logique et d'un sérieux qui ne dépareraient pas l'incontestable talent de l'honorable secrétaire provincial. Posant en champion des droits provinciaux, le secrétaire provincial et ses collègues doutent du patriotisme des ministres canadiens-français fédéraux alors que leurs sentiments sont moins entachés d'intérêt mesquin.

Je n'ai aucune objection à donner à la Chambre mon opinion sur le projet lui-même, et cette opinion je la vois partagée par tous les membres de cette Chambre, car elle est conforme aux sains intérêts du pays et de la province. Pour moi, la mise à exécution du projet n'est possible qu'en autant qu'elle est dans l'intérêt du Canada d'abord, qu'elle respecte les droits des provinces et que les finances du pays la permettent. Je regrette encore une fois que la discussion n'ait pas porté seulement sur le projet lui-même, que la motion telle que rédigée empêche un débat aussi sérieux qu'il faudrait. La motion ne nous permet pas de juger du projet au mérite. Mais comme la motion qui est actuellement devant la Chambre comporte un blâme et une censure, je ne puis l'accepter. C'est tout simplement une censure que l'on veut adopter contre l'honorable R. B. Bennett. J'ai l'honneur de proposer l'amendement suivant, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Fisher):

"Que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Attendu que la canalisation du Saint-Laurent soulève des questions d'ordre national et présente un aspect international des plus sérieux;

"Attendu que la motion en discussion n'est basée sur aucun renseignement officiel et ne tient aucun compte des procédés diplomatiques et constitutionnels en semblables matières;

"Attendu qu'aucun projet à ce sujet ne peut être accepté ni réalisé sans le consentement de toutes et chacune des parties intéressées, et particulièrement sans le consentement nécessaire de la province de Québec dont les droits doivent être intégralement respectés;

"Cette Chambre considère inopportune et prématurée la motion en discussion."

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. Bastien), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Paroisse Saint-Jean-Baptiste de Québec

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 113 modifiant l'acte pour ériger la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Québec.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen).

M. Samson (Québec-Centre) s'assure que le bill ne lèsera pas les droits de la paroisse Saint-Cœur-de-Marie et Notre-Dame-du-Chemin qui ont passé des contrats avec le comité régissant le cimetière².

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Taschereau (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Successions d'Alexander Lindsay et de son épouse

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 84 concernant les successions d'Alexander Lindsay et de son épouse.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Vente d'immeubles à Frank J. Knox

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 95 ratifiant et validant la vente de certains immeubles à Frank J. Knox.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Donation à Marie-Eugénie Morin par Hubert Morin

M. Poulin (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 112 concernant la donation par Hubert Morin à dame Marie-Eugénie Morin.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Poulin (Montréal-Laurier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) se prépare à indiquer un autre item de l'ordre du jour.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En vertu de l'article 122, on ne peut faire machine arrière quand l'ordre du jour est une fois épuisé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
En vertu de l'article 125, on peut considérer que des items étudiés antérieurement. Le président de la Chambre a décidé dans ce sens l'an dernier.

M. l'Orateur suppléant (M. Vautrin) suggère de référer la question au président de la Chambre qui a rendu cette décision lors de la dernière session.

Registres de l'état civil tenus par les Églises protestantes

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 44 modifiant la loi des Églises protestantes autorisées à tenir des registres de l'état civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Des registres sont actuellement tenus par des ministres protestants qui sont sujets non britanniques et certains protonotaires refusent de les accepter. La loi actuelle déclare légaux les registres tenus par ces pasteurs.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Licences de mariage

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 47 concernant les licences de mariage soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Dans l'Église catholique, les personnes qui ont obtenu les bans doivent se marier dans les douze mois suivants. Chez les protestants, on obtient licence et cette licence vaut pour un temps indéterminé. À l'avenir ces licences ne vaudront que pour un an.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Nous allons suspendre la séance jusqu'à 8 h 30 et, ce soir, nous prendrons les crédits des Terres et Forêts.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce qu'il n'y a pas une assemblée ce soir?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Oui, mais comme M. Houde y sera, vous n'irez pas.

Article de *L'Action catholique*

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le Président, je me lève sur une question de privilège. Je vois dans *L'Action catholique* d'aujourd'hui un article dans lequel il est dit qu'un rédacteur de ce journal est allé trouver le premier ministre pour qu'il accorde à *L'Action catholique* une part des impressions qui sont données au *Soleil*. Je voudrais connaître la réponse de l'honorable premier ministre.

L'honorable M. David (Terrebonne): La réponse est dans l'article.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
L'article est signé Ésope et comme Ésope est mort depuis deux mille ans, il n'est pas nécessaire de lui répondre³.

(Rires)

À 5 h 30, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30**Messages du Conseil législatif:**

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 18 relatif à certaines acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte;
- bill 28 modifiant la loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte;
- bill 32 modifiant la loi des élections contestées de Québec;
- bill 34 modifiant l'article 546 de la loi des cités et villes;
- bill 79 concernant la succession Chénier Émond;
- bill 83 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Georges-Hector Pettigrew à l'étude de la chirurgie dentaire, à compter du mois de septembre 1930;
- bill 105 modifiant la charte de The Shawinigan Falls' General Hospital;
- bill 106 modifiant la charte de Montreal Light, Heat and Power Consolidated.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 101 modifiant la charte de la cité de Montréal, relativement au système de conduits souterrains;
- bill 110 autorisant la cité de Rivière-du-Loup à contracter un emprunt de trente-cinq mille dollars, pour certaines fins.

**Rivière-du-Loup,
autorisation d'emprunt**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 110 autorisant la cité de Rivière-du-Loup à contracter un emprunt de trente-cinq mille dollars, pour certaines fins. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Charte de Montréal,
système de conduits souterrains**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 101 modifiant la charte de la cité de Montréal, relativement au système de conduits souterrains. Les amendements sont lus deux fois.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, appuyé par le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Fauteux), l'amendement suivant:

Que la Chambre agrée les amendements du Conseil législatif avec l'amendement suivant:

La dernière ligne desdits amendements est retranchée.

On a retiré la clause se rapportant aux salaires raisonnables, mais je crois que le Conseil a été induit en erreur. On lui a soumis que ce n'est pas la ville de Montréal qui payait les journaliers pour faire ce travail mais bien les compagnies d'utilités publiques. Ceci n'est pas exactement le cas.

En réalité, c'est la ville de Montréal qui paie les compagnies pour faire ces travaux et devrait l'obliger à exiger des entrepreneurs qu'ils paient des salaires raisonnables. Autrement, on engage des étrangers qui préfèrent travailler à moitié prix, privant ainsi nos ouvriers canadiens-français de travail.

Il (M. Vautrin) produit une documentation pour prouver que c'est bien la ville qui paiera pour cette entreprise et que la Chambre devrait l'obliger à s'en tenir à l'échelle des salaires raisonnables, déjà établie. Il conclut en disant que si cette clause n'est pas insérée dans le bill, les ouvriers ne recevront que 20 cents ou 25 cents pour travailler à l'enfouissement des fils.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

**Charte de
Lasalle**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 91 modifiant la charte de la ville Lasalle. Les amendements sont lus une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant)
M. le Président, je vois que le Conseil législatif a changé un mot dans ce projet et a ainsi commis une faute d'orthographe.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(Se tournant vers le greffier M. L.-P. Geoffrion)
Qu'est-ce qu'en dit l'expert⁴?

Les amendements sont adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité⁵:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pépinière de Berthier: entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

M. Guertin (Hull): Quels sont les salaires payés à la pépinière de Berthier?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
\$1.50, \$2.00 et \$2.50 par jour.

M. Guertin (Hull): Pour combien d'heures de travail?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Huit à dix heures.

M. Guertin (Hull): Il y a des salaires de 15 cents de l'heure.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Il faut tenir compte du fait que ces salaires sont payés à des enfants employés au sarclage.

M. Duplessis (Trois-Rivières) interroge à son tour le ministre des Terres et Forêts qui lui fournit des renseignements.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) informe le député de Trois-Rivières que son service

forestier fait du reboisement sur une assez grande échelle, que l'on a essayé de planter des érables dans la région du Lac-Saint-Jean et que l'on a réussi.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

La séance est levée à 10 h 30.

NOTES

1. *La Presse* du 17 décembre 1931, à la page 35, écrit "canadien".

2. Le projet de loi 113 autorise les fabriques de Notre-Dame de Québec et de Saint-Jean-Baptiste à modifier une entente survenue autrefois entre elles au sujet du cimetière Belmont. L'une et l'autre fabriques sont propriétaires du cimetière qui est administré par un comité spécial qu'il s'agit de constituer en corporation, selon *Le Soleil* du 17 décembre, page 20.

3. Il s'agit évidemment d'un échange amusant entre le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) et le premier ministre (M. Taschereau) et non d'une question de privilège. Un journaliste signe effectivement des articles dans *L'Action catholique* sous le pseudonyme d'Ésope. Voici en quels termes *Le Devoir* du 17 décembre 1931, à la page 3, rapporte l'article de *L'Action catholique*:

"La petite note de *L'Action catholique* relatait une visite d'Ésope chez M. Taschereau. Ce brave Ésope disait en substance: M. le Premier Ministre, vous avez déclaré l'autre jour que *L'Action catholique* vous assurait des victoires de plus en plus grandes. Comme vous détenez le pouvoir grâce à ce journal, vous devriez lui accorder les subsides que vous donnez au *Soleil*, qui ne vous est pas utile.

"M. Taschereau aurait répondu en se tirant une mèche de cheveux: Au moins une fois par

semaine, *Le Soleil* dit que je suis un grand homme; je ne puis diminuer ses subsides!"

4. Selon *L'Événement* du 17 décembre 1931, page 13, le premier ministre et le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) s'approchent de M. le greffier Geoffrion, s'entendent, et l'incident est clos.

5. Monsieur G.-C. Piché, chef du service forestier, accompagne le député de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), ministre des Terres et Forêts pour renseigner la Chambre, selon *L'Événement* du 17 décembre 1931, page 13.

Séance du jeudi 17 décembre 1931

Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 3 h 15.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable T.-D. Bouchard).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Charte
de Québec

M. Drouin (Québec-Est) propose, appuyé par le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 2 modifiant l'article 2157b du Code civil;
 - bill 3 modifiant les articles 59 et 143 de la loi des compagnies de Québec;
 - bill 8 modifiant l'article 7 de la loi de la division territoriale;
 - bill 30 modifiant l'article 5 de la loi concernant la possession et le transport des liqueurs alcooliques.
- Et, avec amendement, le bill suivant:

- bill 155 modifiant les articles 648 et 728 du Code de procédure civile.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 94 refondant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de Saint-Pierre, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;
- des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Ignace-de-Loyola-de-Nominingue, demandant l'adoption d'une loi amendement la loi 7 Édouard VII, chapitre 118, de manière à porter à \$35,000 le pouvoir d'emprunt et la cotisation à élever.

Paroisse
Saint-Ignace-de-Loyola-de-Nominingue

M. Lortie (Labelle) demande la permission de présenter le bill 116 concernant la paroisse de Saint-Ignace-de-Loyola-de-Nominingue.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de
ville Saint-Pierre

M. Marchand (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 121 modifiant la charte de la ville Saint-Pierre.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi
de la gazoline

L'honorable M. Perrault (Arthabaska), appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (l'honorable M. Dillon), demande la permission de présenter le bill 40 modifiant la loi de la gazoline.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explain.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le projet de loi que je présente a pour but d'apporter certaines modifications à la loi de la gazoline, dont l'une pour augmenter de 5 à 6 sous le droit sur la gazoline. La loi sera effective à partir d'aujourd'hui, afin que personne ne puisse s'approvisionner de plusieurs gallons qui seront exempts de cette taxe additionnelle. Les exemptions passées demeurent.

Il explique que cette mesure gouvernementale a été jusqu'à un certain point influencée par le fait que les autres provinces du dominion augmentaient leurs taxes sur la gazoline et que la province de Québec suivait le mouvement général.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Tribune des journalistes

M. Guertin (Hull): Avant de passer à l'ordre du jour, j'aimerais savoir si le gouvernement va donner suite à son intention de l'année dernière d'agrandir la tribune des journalistes à la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les journalistes m'ont toujours paru assez confortables dans leur galerie. Nous tenons à bien traiter les journalistes et j'espère qu'ils ont l'espace suffisant. S'ils manquent d'espace, si la galerie n'est pas suffisamment spacieuse, nous allons demander aux journaux de n'envoyer ici que des petits hommes, de ne pas envoyer de trop gros hommes. (Rires) Nous allons voir si les journalistes sont satisfaits et nous déciderons ensuite. Est-ce que les journalistes ont demandé à mon honorable ami de Hull d'être leur interprète? A-t-il été approché par les journalistes?

M. Guertin (Hull): Non. Mais il me semble que la galerie est trop petite.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous verrons à satisfaire ces messieurs, s'il y a lieu.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Avant d'aller plus loin, je désire informer la Chambre des projets que nous avons pour les vacances du jour de l'An. Je crois que nous devrions siéger demain matin, ajourner à mardi prochain, avoir des séances

mardi et mercredi pour ajourner le 23 décembre jusqu'au 11 janvier. Je crois que les députés qui veulent faire des étrennes auront comme cela amplement le temps de les acheter. (Rires) J'ai soumis ce projet à l'honorable chef temporaire de l'opposition (M. Gault) qui l'a accepté.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par Monsieur Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

Son Honneur le lieutenant-gouverneur donne, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 15 modifiant le Code de procédure civile pour remédier au défaut de transcription des notes sténographiques des témoignages dans certains cas;
- bill 16 modifiant l'article 121 du Code de procédure civile;
- bill 18 relatif à certaines acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte;
- bill 21 modifiant la loi de la pêche relativement à certaines infractions;
- bill 24 modifiant la loi de la chasse relativement à certaines infractions;
- bill 28 modifiant la loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte;
- bill 32 modifiant la loi des élections contestées de Québec;
- bill 34 modifiant l'article 546 de la loi des cités et villes;
- bill 77 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Philippe Simard à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique;
- bill 79 concernant la succession Chénier Émond;

- bill 81 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à accorder une licence pour la profession de médecin dans la province de Québec à Flavius Lebel, après examens devant le Collège;

- bill 83 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Georges-Hector Pettigrew à l'étude de la chirurgie dentaire, à compter du mois de septembre 1930;

- bill 91 modifiant la charte de la ville Lasalle;

- bill 92 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère;

- bill 97 concernant la succession de Hubert Morin;

- bill 105 modifiant la charte de The Shawinigan Falls' General Hospital;

- bill 106 modifiant la charte de Montreal Light, Heat and Power Consolidated;

- bill 108 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Paul Bouthillier au nombre de ses membres;

- bill 110 autorisant la cité de Rivière-du-Loup à contracter un emprunt de trente-cinq mille dollars, pour certaines fins.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Loi de la gazoline

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 40 modifiant la loi de la gazoline.

Adopté.

Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 114 concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Viewmount Land Company Limited

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 85 concernant la Viewmount Land Company Limited.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Gérard Viau

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 123 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Gérard Viau, de la cité d'Outremont, à l'étude de la profession d'avocat, sans examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si nous hâtons l'adoption de ce bill, nous permettrons à ce jeune homme de commencer ses études du droit dès le commencement de l'année. Je propose donc que le bill soit étudié en comité plénier au lieu d'être référé au comité des bills privés.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ordre de Saint-Jean-de-Dieu

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 120 constituant en corporation les frères hospitaliers de l'Ordre de Saint-Jean-de-Dieu soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Loi de l'aide aux chômeurs

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 42 modifiant la loi de l'aide aux chômeurs, 1930, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen).

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) explique qu'il s'agit de faire concorder la loi de 1930 avec celle de 1931. La loi accordait 20 ans pour le remboursement des emprunts contractés par les municipalités, pour travaux de chômage. Cette période sera portée à 30 ans au lieu de 20 ans.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette mesure démontre l'incurie du gouvernement dans la préparation des lois. Lors de l'adoption de cette loi, l'an dernier, l'opposition a protesté et a suggéré d'accorder une période de 30 ans pour le remboursement, mais on nous répondu que la situation avait été étudiée et que 20 ans étaient suffisants. Le gouvernement ne nous a pas écouté et il est obligé d'amender sa loi cette année. Le gouvernement devrait donner plus de soin à la préparation de ses mesures. Il semble qu'il n'y a que les mesures de législation privées qui sont préparées de façon parfaite. Le gouvernement accorde plus d'intérêt aux bills d'ordre privé qui sont passés pour des favoris.

Des voix: Adopté! Adopté!

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subvention à un chemin de fer

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 46 concernant une subvention à un certain chemin de fer.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose: Que le délai pour le parachèvement du chemin de fer visé par le paragraphe *b* de l'article 1 de la loi 17 George V, chapitre 3, tel que modifié par la loi 21 George V, chapitre 4, section 1, soit prolongé pour une période de quatre ans à compter de la date de la sanction de la loi qui sera basée sur la présente résolution, nonobstant les dispositions de l'article 2 de la loi 17 George V, chapitre 3, et du contrat, accordant une subvention, passé en vertu des dispositions de la présente loi.

Il s'agit du chemin de fer Québec-Chibougamau. L'an dernier, nous avons augmenté de \$5,000 à \$10,000 l'octroi accordé à cette compagnie pour chaque mille construit et le délai pour la construction a été prolongé. Les directeurs se demandent si le délai accordé est de quatre ans. Comme il y a des doutes, nous demandons de changer la loi et de fixer ce délai à quatre ans.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quels sont les principaux promoteurs de cette compagnie? les directeurs?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je ne pourrais répondre de mémoire. Je crois que monsieur W.-T.-A. Proctor est le principal promoteur.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La compagnie paie-t-elle l'intérêt sur ses obligations?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

Ce que je puis dire, c'est que les directeurs s'efforcent, à l'heure actuelle, de régler leurs finances pour que tous les actionnaires soient payés de leurs intérêts. La mesure a pour but de permettre à la compagnie, embarrassée comme d'autres par la crise, de refaire sa finance et de protéger les porteurs d'obligations.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En 1927, on accordait \$6,000 pour chaque mille construit jusqu'à concurrence de 32 milles, ou \$5,000 jusqu'à concurrence de 72 milles. Dans les deux cas, il fallait que la compagnie fasse son chemin de fer au complet dans les quatre ans. L'an dernier, on a porté la subvention de \$5,000 à \$10,000.

Cette année, on veut accorder quatre ans de plus. Ce n'est pas de cette façon qu'on hâtera le parachèvement de cette voie ferrée. Les chemins de fer sont nécessaires; des ministres ont fait de beaux discours sur ce sujet, allant jusqu'à dire que cette voie ferrée compenserait les dommages causés par l'inondation illégale et légalisée.

Le gouvernement a fait assez de faveurs à la compagnie qu'il devrait l'obliger à compléter ses travaux.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

L'honorable député de Trois-Rivières sait que les chemins de fer traversent une crise. On nous a représenté que si nous n'adoptons pas cette mesure, il sera impossible de compléter les travaux, les actionnaires ne pourraient être payés et les obligataires perdront leur argent.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Personnellement, je ne m'oppose pas au bill, mais je tiens à faire toucher du doigt l'incurie du gouvernement qui a permis une émission de débentures sur des biens inexistants. Et c'est la raison pour laquelle le public a été trompé. On ne doit pas permettre à une compagnie de vendre ses obligations si elle ne fait pas ses travaux.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Est-ce que des travaux ont été faits?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

Oh! oui. Il y a une grande partie des travaux qui sont terminés.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Est-ce qu'il y a eu des rails de posés?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

Les rails sont posés sur une longueur de 20 milles.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

**Subvention à
un chemin de fer****L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)**

demande la permission de présenter le bill 46 concernant une subvention à un certain chemin de fer.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)

propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

**Loi des chemins de fer,
article 139****L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)**

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 43 modifiant l'article 139 de la loi des chemins de fer soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)

propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen).

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

Actuellement aux traverses de chemin de fer, on peut voir des barrières à coulisse, en vertu de la loi provinciale. La loi fédérale nous oblige à placer à ces traverses à niveau des barrières à penture. Le but du projet que je présente est de faire concorder notre loi avec la loi fédérale.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que le premier ministre a eu des représentations à ce sujet?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Oui, on nous a représenté que des barrières à pentures sont plus faciles à manœuvrer. Les cultivateurs les préfèrent car ce sont de barrières métalliques.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ces barrières sont construites aux dépens des compagnies.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Oui, ce sont les compagnies de chemin de fer qui paient.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Évaluation, par la ville de Lauzon, de la Morton Engineering & Dry Dock Co.

M. Bélanger (Lévis) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. Taschereau), que les honoraires payés pour le bill 82 ratifiant une résolution du conseil municipal de la ville de Lauzon, accordant une évaluation fixe, pour fins de taxes, à la Morton Engineering & Dry Dock Company Limited, pendant une période d'années soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été rejeté.

Adopté.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous allons nous occuper de la charité cet après-midi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Alexandra Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour asile de Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour asile Saint-Joseph du Bon-Pasteur, 1730 rue Fullum (antérieurement hospice St-Joseph du Bon-Pasteur), Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour asile de Saint-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Catholic Sailors' Club, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Church Home, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas deux-cent trente dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice Saint-Joseph, Sœurs grises, rue Cathédrale, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour malades indigents, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Dispensary, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal

Sailors' Institute, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Old Brewery Mission, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour orphelinat Saint-Arsène, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Petites sœurs des pauvres, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Prisoners'Aid Association, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas mille cent vingt dollars soit ouvert à Sa Majesté pour St. Patrick's Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Sheltering Home, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour sœurs de la Providence, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Union nationale française, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour L'Alliance française, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association des dames charitables de l'orphelinat catholique de Nazareth, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour asile du Bon Pasteur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Club des marins catholiques, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dispensaire, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôpital général, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour malades indigents, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Oeuvre du patronage, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ouvroir des sœurs de la Charité, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour patronage Laval, 40, Ave Bigaouette, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Quebec Seamen's Institute, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Salvation Army, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Young Women's Christian Association, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hôpital de Beauceville, comté Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hôpital Notre-Dame de la Protection, Sainte-Marie, Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour orphelinat Saint-Joseph, comté Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice de la Providence de Lanoraie, comté Berthier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice Saint-Antoine, pour les orphelins, les infirmes et les malades (Longueuil), comté Chambly, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, pour les vieillards, les infirmes et les idiots, comté Charlevoix, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice Youville de Saint-Benoît, comté des Deux-Montagnes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour jardin de l'enfance Saint-Joseph, Joliette, comté Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour orphelinat de la Providence Sainte-Elizabeth, comté Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice des sœurs de la Charité, Saint-André, comté Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice Sainte-Anne-de-la-Pocatière, comté Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice Saint-André-Avellin, comté Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice de la Providence, L'Assomption, comté L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice de la Providence, Saint-Henri de Mascouche, comté L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

46. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice Saint-Antoine, Saint-Lin, comté L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

47. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour maison de la Providence, Saint-Vincent de Paul, comté Laval, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

48. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice Saint-Joseph de la Délivrance, comté Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

49. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice Saint-Joseph de la Délivrance (section orphelinat), comté Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

50. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôtel-Dieu, comté Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

51. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hôpital Saint-Édouard, comté Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

52. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice des

sœurs de la Charité, Saint-Jean-Deschailons, comté Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

53. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice Sainte-Ursule, comté Maskinongé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

54. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice des sœurs de la Charité (antérieurement Children's Hospital), Saint-Louis, Black Lake, comté Mégantic, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

55. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice Sainte-Elizabeth-de-Farnham, comté Missisquoi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

56. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice Saint-Célestin, comté Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

57. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hôpital Saint-Casimir, comté Portneuf, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

58. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hôpital de Magog, comté Stanstead, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

59. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Brehmer Rest, Sainte-Agathe-des-Monts, comté Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

60. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice des Dominicains du Rosaire, comté Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande un octroi plus considérable.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) déclare que le gouvernement s'est montré généreux pour Trois-Rivières.

Cette résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 61. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hôpital Saint-Victor, Belœil, comté Verchères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

62. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Lachine General Hospital, comté Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

63. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour annuité à Mlle Marie-Régina Drolet, par résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

64. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Barreau de la province de Québec: aide à la publication des rapports judiciaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

65. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association de tir de la province de Québec, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

66. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la Société d'archéologie et de numismatique de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

67. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Royal Military College of Canada Rifle Association, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

68. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la Société de géographie de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

Le comité étudie un crédit n'excédant pas douze mille dollars pour agent général de la province en Belgique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933¹.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement n'a pas encore nommé le représentant de la province en Belgique?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Non. Nous n'avons pas d'agent en Belgique depuis la mort de M. Godfroy Langlois, il y a trois ans. Le gouvernement n'a pas encore jugé à propos de le remplacer, vu la crise, et c'est autant d'économisé.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demandais cela parce que j'ai vu dans un journal qu'un des collègues du premier ministre aspirait à cette fonction.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Évidemment, nous ne devons pas lire les mêmes journaux, car je n'ai jamais vu cela nulle part.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il me semble que c'est *La Presse* qui a publié cela.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Ah! peut-être, mais je ne l'ai pas vu.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 69. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Comité France-Amérique, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

70. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Comité France-Amérique, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

71. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Fondation Strahcona, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

72. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Last Post fund - (5^e de 10 versements annuels, O.C. 1264-1928), pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

73. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Maison des étudiants canadiens à Paris, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

74. Qu'un crédit n'excédant pas mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour musée Laurier à Arthabaska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

75. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Société Provancher

d'histoire naturelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

76. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association des maréchaux-ferrants de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

77. Qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour aide aux esquimaux indigents dans la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande certaines explications. Il veut savoir comment l'argent a été dépensé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

affirme que Québec donne \$17,000 et le fédéral la même somme. Cet argent est employé au service de police, des aumôniers etc. De plus le gouvernement provincial a fait distribuer là-bas des provisions de bouche et des vêtements pour aider les sauvages. Cet octroi vise à aider la population de la côte nord du Labrador, où la pêche à la morue s'est presque effondrée la saison dernière.

M. Duplessis (Trois-Rivières) rappelle au premier ministre que, selon des rapports de presse, ces indigents avaient déjà reçu une aide gouvernementale de \$30,000 et que certaines marchandises venaient des États-Unis, ce qu'il qualifie de doublement condamnable en temps de crise.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

dit qu'il n'était pas au courant de ceci. Il admet que ça puisse être le cas, mais il promet qu'un contrôle plus strict des dépenses sera exercé dans l'avenir, en coopération avec le gouvernement fédéral. Il déclare que le gouvernement leur a accordé \$30,000 sur demande des Eudistes en raison de la situation inhabituelle, désespérée selon les fonctionnaires, régnant là-bas. Des provisions leur ont été également envoyées.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 75 modifiant la charte de la cité de Sorel.

**Charte
de Sorel**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 75 modifiant la charte de la cité de Sorel. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 5 heures.

NOTE

1. Il s'agit d'un crédit statutaire que les membres de la Chambre n'ont pas à voter. Ils en discutent tout simplement. *Comptes publics de la province de Québec*, à la page 338.

Séance du vendredi 18 décembre 1931

Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 11 heures.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable T.-D. Bouchard).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal, et désire recommander qu'il soit imprimé de nouveau, avec les amendements, pour les membres de votre honorable Chambre.

Adopté.

**Code de procédure civile,
articles 648 et 728**

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 155 modifiant les articles 648 et 728 du Code de procédure civile.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Taschereau (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Code civil,
article 2157b**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 2 modifiant l'article 2157b du Code civil.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi des compagnies,
articles 59 et 143**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 3 modifiant les articles 59 et 143 de la loi des compagnies de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi de la division territoriale,
article 7**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 8 modifiant l'article 7 de la loi de la division territoriale.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Possession et transport
des liqueurs alcooliques**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité général pour étudier le bill 30 modifiant l'article 5 de la loi concernant la possession et le transport des liqueurs alcooliques.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Montréal, système de conduits souterrains

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur l'amendement dont elle a été saisie le mercredi 16 décembre courant, à la motion:

Que cette Chambre adopte maintenant les amendements apportés par le Conseil législatif au bill 101 modifiant la charte de la cité de Montréal, relativement au système de conduits souterrains.

Lequel amendement se lit comme suit:

Que la Chambre agrée lesdits amendements, avec l'amendement suivant: "La dernière ligne desdits amendements est retranchée."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) fait remarquer que la Chambre a parfaitement le droit de rejeter les amendements du Conseil. Toutefois, si le Conseil ne veut pas accepter le bill tel qu'amendé une deuxième fois par l'Assemblée législative, le bill sera tué. De plus, même s'il n'est pas tué, ce n'est pas avant le quinze janvier que le bill pourra être étudié de nouveau par le Conseil. Des membres de la commission technique de Montréal sont venus le trouver et lui ont dit qu'ils sont prêts à commencer les travaux et à donner du travail aux ouvriers dès maintenant.

Si le bill n'est pas adopté maintenant, ce sera un mois de perdu, et tout le monde sait qu'il y a du chômage à Montréal et que ce serait une bonne chose pour les ouvriers si les travaux étaient entrepris actuellement. Il ajoute qu'il n'a aucun doute que les ouvriers qui enfouiront les fils seront payés selon l'échelle des salaires actuellement en vigueur dans la métropole et que, de toute façon, les unions ouvrières verront à ce que leurs membres soient traités avec justice.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) dit qu'il comprend les raisons du premier ministre, mais ajoute qu'il n'est pas juste que les compagnies payent les

salaires qu'elles jugeront à propos de payer. Elles emploieront des étrangers qu'elles paieront 20 ou 25 sous de l'heure. Montréal veut maintenant pousser les travaux, mais il y a un an qu'elle devait commencer à enfouir ces fils, après avoir obtenu l'autorisation des contribuables par référendum. Ce référendum n'a jamais été tenu. Les ouvriers pourraient attendre encore quelques jours, après avoir attendu 12 mois, pour être assurés d'obtenir un salaire raisonnable.

Il prétend que le Conseil a été mal informé et que si le premier ministre voulait retourner au Conseil et user de son influence, son propre amendement serait accepté.

M. Duplessis (Trois-Rivières) souligne la déclaration du député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) relativement à l'influence du premier ministre sur le Conseil. Il prétend que l'entêtement du député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) priverait les chômeurs de Montréal d'un emploi important.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) demande à l'Assemblée de ne pas concourir dans les amendements passés par le Conseil.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) répond que s'il était possible d'étudier le bill maintenant et de le soumettre au Conseil, il serait prêt à renvoyer le bill devant la Chambre haute, mais il croit qu'il vaut mieux que le bill soit sanctionné tel quel et que les ouvriers puissent commencer à travailler le plus tôt possible.

L'amendement est rejeté.

Les amendements du Conseil législatifs sont adoptés sur division et le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Salaberry-de-Valleyfield

M. Saintonge (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 94 refondant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Saintonge (Beauharnois) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Paroisse
Saint-Ignace-de-Loyola-de-Nominingue**

M. Lortie (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 116 concernant la paroisse de Saint-Ignace-de-Loyola-de-Nominingue soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Charte de
ville Saint-Pierre**

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 121 modifiant la charte de la ville Saint-Pierre soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi, 22 décembre courant.

Adopté.

La séance est levée.

Séance du mardi 22 décembre 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

The Quebec Power Company

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Caron), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter une pétition de la part de Quebec Power Company, demandant l'autorisation d'acquérir le Quebec Railway, le Quebec County Railway et autres fins, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition de la part de Quebec Power Company demandant l'autorisation d'acquérir le Quebec Railway, le Quebec County Railway et autres fins, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Association des
directeurs de funérailles**

M. Desmarais (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Kamouraska (M. Gagnon), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Adélar Lépine, Adolphe Lemay, Jos.-E Vallée, Magnus Poirier, Georges Vandelac et Thos. Kane, demandant l'adoption d'une loi pour constituer en corporation les directeurs de funérailles de la province de Québec avec les pouvoirs nécessaires à la bonne administration d'icelle, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition de Adélar Lépine, Adolphe Lemay, Jos.-E Vallée, Magnus Poirier, Georges Vandelac et Thos. Kane, demandant l'adoption d'une loi pour constituer en corporation les directeurs de funérailles de la province de Québec

avec les pouvoirs nécessaires à la bonne administration d'icelle est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 29 concernant certains officiers de municipalités de cité et de ville.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 120 constituant en corporation les frères hospitaliers de l'Ordre de Saint-Jean-de-Dieu.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill 103 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe et du bill 111, constituant en corporation la ville de Plage Laval, ont déclaré qu'ils désiraient les retirer.

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Beauharnois Light, Heat and Power Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte.

**Charte
de Québec**

M. Drouin (Québec-Est) demande la permission de présenter le bill 122 modifiant la charte de la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Beauharnois Light, Heat and Power
Company**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 124 modifiant la charte de la Beauharnois Light, Heat and Power Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Sociétés
historiques**

L'honorable M. David (Terrebonne), appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), demande la permission de présenter le bill 36 concernant les sociétés historiques.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explain.

L'honorable M. David (Terrebonne): Le but du projet est d'accorder aux sociétés historiques les mêmes privilèges que les sociétés qui possèdent des bibliothèques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des véhicules automobiles,
article 27**

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine), appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette), demande la permission de présenter le bill 159 modifiant l'article 27 de la loi des véhicules automobiles.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explain.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): En quelques mots, cette mesure a pour but d'obliger tous les propriétaires de bicycles et de véhicules à traction animale à placer une lumière sur leur voiture lorsqu'ils circulent sur les grandes routes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,
articles 781 et 802**

M. Dugas (Joliette), appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), demande la permission de présenter le bill 160 modifiant les articles 781 et 802 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi 21 George V,
chapitre 124**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le bill 50 modifiant la loi 21 George V, chapitre 124.

Il (l'honorable M. Taschereau) explique qu'il s'agit du projet de Montréal pour emprunter \$5,000,000 pour la construction du tunnel de la rue Briand et qu'il a pris ce bill au nom du gouvernement afin d'en permettre la discussion en Chambre.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Districts
électoraux**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le bill 10 modifiant les statuts refondus, 1925, relativement à certains districts électoraux.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Paroisse
Saint-Octave-de-Métis**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le bill 48 concernant certains enregistrements affectant une partie de la paroisse de Saint-Octave-de-Métis dans la division d'enregistrement de Matane.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des renseignements
sur les compagnies**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le bill 49 modifiant la loi des renseignements sur les compagnies.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Ville d'Amos

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le bill 53 concernant la ville d'Amos.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explain.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La ville d'Amos nous a demandé de présenter ce projet afin de lui permettre de réajuster ses finances.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Pairie
Saint-Octave-de-Métis**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 48 concernant certains enregistrements affectant une partie de la paroisse de Saint-Octave-de-Métis dans la division d'enregistrement de Matane.

Adopté.

**Subvention
à un chemin de fer**

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 concernant une subvention à un certain chemin de fer soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi
de la gazoline**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 40 modifiant la loi de la gazoline.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose: Qu'aucune personne ne pourra, dans cette province, acheter de la gazoline pour son usage ou celui de sa famille, de son agent, employé, associé ou patron, sans payer un droit équivalent à six centins par gallon, mesure impériale, tel que prévu par les sections 2 et 6 de la loi qui accompagne la présente résolution, au lieu du droit de cinq centins imposé par le paragraphe 1 de l'article 4 de la loi de la gazoline (statuts refondus, 1925, chapitre 36), tel que modifié par la loi 18 George V, chapitre 23, section 1.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La gazoline ne relève pas du département de la Voirie mais du Trésor. La loi en question devrait être présentée par le trésorier de la province. Si celui-ci a trop d'ouvrage, il devrait s'empresse d'en nommer un autre.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le trésorier n'a jamais assez d'ouvrage.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Vous faites bien tout le travail de l'opposition et on ne vous dit rien. (Rires)

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): S'il est une taxe raisonnable et équitable, c'est bien celle que le gouvernement impose sur la gazoline dont se servent les automobilistes qui utilisent nos grandes routes. Cette taxe sur la gazoline a rapporté, l'année dernière, \$4,377,753.67, tandis que les licences d'automobiles ont rapporté \$5,275,204.33. Ces montants ne sont pas suffisants pour couvrir les dépenses occasionnées par l'entretien et l'amélioration de nos routes: le gouvernement a dépensé pour la voirie la somme de \$14,133,000. Nous avons dû prendre \$5,000,000 de plus à même les fonds généraux de la province, ce qui démontre que les automobilistes ne sont pas les seuls à payer pour nos routes. L'augmentation de la taxe est donc très justifiable.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel montant va rapporter au gouvernement cette taxe d'un sou de plus sur la gazoline?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le contrôleur du revenu croit que l'augmentation de la taxe rapportera \$850,000 à \$900,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Sans cette taxe, il y aurait un déficit dans l'état financier qui nous a été présenté récemment. C'est pour se faire un surplus que le gouvernement augmente la taxe.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

Non pas, car cette nouvelle taxe ne rapportera guère avant le mois de juillet prochain. Ce n'est pas avant cette époque que la vente de la gasoline est bien forte. La plus grande partie du revenu que nous anticipons, \$850,000, ne sera perçue qu'après le 15 mai, de sorte qu'elle ne rapportera pas grand-chose avant la fin de l'année fiscale.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Je comprends que vous payez une commission au grossiste.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Oui. Nous payons deux pour cent.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le ministre ne prévoit pas de déficit, pourquoi augmenter cette taxe en temps de crise? Le gouvernement ne doit jamais taxer pour des surplus, mais uniquement pour fins d'administration. Si, cet hiver, on ne prévoit pas de déficit, il est injuste d'imposer la taxe pour cette partie de l'année.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous croyons que cette augmentation de taxe est juste car la voirie coûte plus cher à la province que ne lui rapportent des automobiles. Cette taxe nous aidera à élargir nos routes et à les améliorer à certains endroits. Les taxes actuelles et les revenus des licences ne suffisent pas à combler cette dépense que nous faisons pour améliorer continuellement nos chemins. La vente de la gasoline ne rapporte pas beaucoup en hiver, et le revenu de la taxe ne nous rembourse pas ce que nous payons pour l'entretien des chemins d'hiver. La taxe de la gasoline est payée en grande partie par des étrangers. En effet, l'an dernier, 700,000 autos étrangères sont entrées et ont circulé dans la province, en sorte qu'ils ont absorbé une forte partie de la taxe sur la gasoline, ce qui a soulagé d'autant le contribuable québécois; les automobilistes ont acheté de la gasoline au Québec, et ainsi les touristes et autres personnes ont fait leur part en rapportant des revenus tout en profitant des beautés de la province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette statistique est inexacte, car un grand nombre d'autos sont enregistrées en entrant au pays et en repartant.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les statistiques sont prises aux postes d'entrée: 700,000 autos sont entrées réellement dans la province et on ne les a pas comptées en double.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Où sont les postes?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): À Rouses' Point, Iberville, du côté des États-Unis. Du côté du Nouveau-Brunswick, Edmunston. Il y a aussi un poste du côté d'Ontario. Quant à la taxe elle-même, elle est bien vue du public, car elle est juste. Les autos rapportent \$9,000,000 à la province qui dépense \$14,000,000 pour ses bons chemins. L'Ontario retire plus que Québec des autos.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ontario a 40,000 milles de chemins améliorés et Québec n'en a que 13,000 milles.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les 40,000 milles d'Ontario comprennent des chemins de terre. Nous avons nous aussi un grand nombre de chemins de terre en plus de nos 13,000 milles de chemins améliorés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On dit que la taxe augmentée d'un sou sera légère, mais il n'en reste pas moins, toutefois, qu'elle représentera pour le contribuable automobiliste, une somme de \$850,000.

Si, comme le dit le ministre de la voirie, la province n'a pas besoin de cet argent d'ici au 30 juin 1932 pour boucler son budget, pour quelle raison alors imposer ladite taxe d'ici là? Il ne faut pas oublier d'ailleurs que l'auto n'est plus simplement une affaire de luxe, mais est devenue une nécessité. On nous parle des routes d'hiver, fort bien, mais oublie-t-on que c'est aussi faire concurrence aux chemins de fer, concurrence dont le premier ministre lui-même s'est plaint déjà?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il faut des fonds pour continuer l'œuvre entreprise dans le domaine de la voirie. Ces travaux emploient 6,000 hommes et le réseau ne cesse de s'agrandir.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Néanmoins, la taxe ajoute au fardeau de gens déjà lourdement taxés, et en temps de crise, ce n'est pas le moment de taxer plus si cela peut être évité, à moins que les besoins ne demandent plus de taxation.

Comment il se fait que dans les comptes publics on présente les taxes pour voirie comme revenus ordinaires, mais que les dépenses de cet argent sont enregistrées seulement au compte capital pour une bonne partie du moins?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il faut distinguer entre les travaux nouveaux accomplis et les dépenses d'entretien.

M. Duplessis (Trois-Rivières): À propos, est-il vrai que le compte de banque de la province est soutiré de \$16,000,000?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Mon honorable ami devrait demander cela au trésorier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le compte de la province peut parfois être soutiré de plusieurs millions, pas de \$16,000,000, mais ce n'est jamais pour longtemps, car l'argent rentre et sort constamment, comme dans toutes les institutions, et vous savez que cela ne veut rien dire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avant d'augmenter la taxe, il serait bon de le savoir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne puis donner le chiffre exact, car ce chiffre varie tous les jours. Je sais qu'il est soutiré de plusieurs millions, et si vous voulez des précisions, inscrivez une interpellation au feuilletton de la Chambre.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La même chose se passe dans les grosses compagnies. La province reçoit ses fonds au fur et à mesure des rentrées de taxes ou du produit des forêts, etc. Afin d'expédier ses affaires de façon régulière, elle soutire en attendant les revenus avec lesquels la banque est remboursée.

M. Duplessis (Trois-Rivières) cite l'article 21, chapitre 21, pour prouver que chaque fois que les comptes de banque du gouvernement sont soutirés, le fonds consolidé du revenu a un déficit.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Combien y a-t-il de collecteurs (de la taxe)?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il y en a 72.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement s'est-il fait rembourser les montants qui ont été perdus il y a quelques années?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Oui, dans le cas de deux compagnies mises en faillite, les liquidateurs ont payé une partie des réclamations du gouvernement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable trésorier provincial nous a dit qu'il anticipait un surplus de \$185,000¹ pour l'exercice 1931-1932...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pour 1932-1933.

M. Duplessis (Trois-Rivières): ... Je suppose qu'il a tenu compte de cette nouvelle taxe.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): L'honorable député de Trois-Rivières devrait être satisfait de voir que la province n'aura pas de déficit, qu'elle puisse toujours avoir des surplus.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En autant que les contribuables ne seront pas pressurés sous le fardeau des taxes.

Il conclut que, pour l'exercice 1932-1933, il y aurait un déficit de \$600,000 environ, puisque le revenu probable de la nouvelle taxe doit être de \$950,000 et que le surplus prévu est de \$185,000.

Est-ce que le gouvernement a l'intention d'imposer d'autres taxes, cette année, en plus de celle sur la gasoline, demande-t-il?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Probablement. Oui.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y en aura d'autres.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On a parlé d'impôts, dans le discours du trône, mais on ne nous a pas parlé des moyens que le gouvernement va prendre pour s'assurer de nouveaux revenus. L'honorable trésorier ne nous a pas dit dans son discours du budget quelles taxes il imposerait. Il aurait dû nous le dire. Il a été question de taxes sur la bière. Maintenant que la machine taxable est en branle, il serait nécessaire que nous sachions jusqu'où elle va aller.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Jamais nous n'annonçons, dans le discours du trône, quelle sera la nature des nouvelles taxes. L'honorable député de Trois-Rivières sait que le trésorier de la province n'annonce jamais les taxes qui seront imposées dans son discours sur le budget. Cela se fait à Ottawa, lorsqu'il s'agit du tarif, lorsqu'on impose une taxe qui entre en vigueur immédiatement, mais pas ici, car celles-ci n'affectent pas le tarif douanier. Les nouvelles taxes seront connues après les fêtes. Nous

imposerons des taxes légères qui ne pèseront sur personne en particulier, n'affecteront personne de façon grave individuellement. Quant à la taxe sur la gazoline, elle a également été portée à six sous en Ontario, et avant peu, aucune province n'imposera une taxe moindre. En Angleterre, on doit payer seize sous par gallon. D'ailleurs, nous ne serons pas les seuls à payer; les touristes auront à payer leur large part. Les étrangers se servent de nos routes et ils doivent en payer au moins une partie de l'entretien. Aux États-Unis, des États chargent plus de six sous de taxe sur la gazoline. On augmentera encore cette taxe, car on a besoin de revenus là-bas comme ailleurs. Je ne crois pas que ce soit une mauvaise politique que de faire payer une partie de la construction de nos chemins par ceux qui viennent ici, qui en profitent.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais il y aura plus de taxes?

M. Taschereau (Montmorency): Je le répète, nous réclamerons l'imposition de nouvelles taxes devant la Législature, au fur et à mesure qu'elles seront nécessaires. Nous croyons que notre politique à cet égard est excellente. Nous avançons l'idée d'une nouvelle taxe et nous attendons comment elle sera vue par l'opinion publique. On nous fait des représentations et, si les raisons sont valables, elles nous permettent de faire les rectifications nécessaires. Dans le cas de la gazoline, personne n'a protesté. Nous avions pensé à imposer une nouvelle taxe sur la bière. Mais des représentations sérieuses nous ont été faites; on nous a représenté que cette taxe affecterait trop lourdement le marché monétaire de Montréal. Car, à Montréal, les trois groupes les plus importants du marché sont les pouvoirs électriques, le Montreal Power et le groupe des brasseries. Nous n'avons pas donné suite au projet, afin de ne pas affecter le marché de la métropole qui l'est déjà d'ailleurs, comme tous les autres marchés du monde.

Je le déclare, nous sommes prêts à recevoir toutes les suggestions utiles au sujet de taxes et nous les écouterons dans un esprit de justice pour le plus grand bien de la province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les taxes en soi sont peut-être nécessaires dans certains cas, mais il ne faut pas en abuser. Il ne faudrait pas que le gouvernement s'aventurât trop loin dans cette voie. L'honorable premier ministre cite la province de Québec pour ses heureuses initiatives, mais notre

province a l'initiative des taxes nouvelles. Si le pouvoir d'emprunt de la province est bon, il serait peut-être préférable de contracter des emprunts temporaires. À l'heure actuelle, la taxe, y compris celle des écoles et des municipalités ainsi que la dette de la province, est de \$166 par tête; c'est suffisant.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): \$166?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, cela comprend les taxes fédérales, provinciales, municipales, scolaires, etc.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Quel est le total de la taxe provinciale?

M. Duplessis (Trois-Rivières): N'est-ce pas \$34?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je crois que vous faites erreur, car elle n'est pas plus de \$15².

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je sais que la taxe *per capita* est la moins élevée dans Québec, exception faite de l'Île du Prince-Edouard³. Le premier ministre dit que la taxe provinciale est de \$15, mais je crois qu'elle est plus élevée. À tout événement, la taxe totale qui affecte chaque habitant de la province est de \$166. Et il ne faut pas oublier que dans notre province la taxe a plus de portée, par le fait que les familles sont nombreuses, ce qui veut dire que, toutes proportions gardées, chaque famille est beaucoup plus chargée de taxes qu'ailleurs, puisqu'en somme, le fardeau de la taxe repose sur le père de famille.

Si le pouvoir d'emprunt de la province est bon, il serait préférable de contracter des emprunts temporaires et le tout serait réparti sur plusieurs années, jusqu'au retour de la prospérité, au lieu de taxer davantage une population déjà trop surchargée. Ce serait un bon moyen d'alléger la situation. Le gouvernement devrait commencer par faire les économies nécessaires pour supprimer certaines dépenses inutiles qui ne rapportent pas cinq pour cent d'intérêt. Si la gazoline va nous rapporter \$850,000 de plus par année, pourquoi construire le pont de l'Île d'Orléans, qui va nous coûter trois millions et qui va entraîner une autre dépense de \$500,000 au moins, pour l'élargissement des chemins qui y conduisent. Ce sera donc \$3,500,000 pour une population de 3,600 habitants sur l'Île. Si le gouvernement

supprimait cette dépense inopportune, absolument prématurée, qu'aucune nécessité quelconque ne justifie à l'heure présente, il aurait immédiatement à sa disposition la somme de \$3,500,000, c'est-à-dire de quoi supprimer les taxes qu'il se propose d'imposer. On pourrait également faire des coupures salutaires dans d'autres départements, le service d'hydroplanes, par exemple, et couper dans le service d'arpentage, pour une somme globale de \$500,000 au moins. En pratiquant d'autres économies, en supprimant les dépenses non nécessaires, on pourrait économiser \$4,500,000 des dépenses courantes.

Il faut éviter l'excès des taxes. Si l'on en croit le *Financial Post*, il y a dix ans, il suffisait d'un jour de travail sur 10, du contribuable, pour payer les impôts. Actuellement, il en faut un jour sur quatre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous verrons à supprimer certaines dépenses, mais il faut suivre le progrès et continuer l'amélioration de nos routes. La taxe d'un sou de plus par gallon de gasoline est très légère et je suis convaincu que les automobilistes la paieront de bonne grâce. Une grande partie de la taxe, je le répète, sera payée par les étrangers.

Il n'y a pas de province canadienne qui soit si peu taxée que la province de Québec.

(Applaudissements)

Nous n'avons aucune taxe sur l'ouvrier ou le cultivateur. J'ai dit tantôt que la taxe était de \$15. Je me suis trompé, c'est \$12 que nous payons. Le gouvernement de Québec taxe moins que les municipalités.

(Applaudissements)

L'opposition fait d'étranges conclusions. Le député de Trois-Rivières mentionne que nos revenus sont de \$41,000,000 et il en conclut que la dette *per capita* est de \$34. C'est assurément un mauvais calcul, parce qu'il faudrait au moins déduire les revenus qui ne proviennent pas des taxes, comme ceux de la Commission des liqueurs et ceux qui proviennent de nos ressources naturelles. Si nous tenons compte de ces observations, la dette *per capita*, en ce qui regarde la province, n'est pas plus élevée que \$12. Et cela comprend les taxes sur la gasoline. Laissez tomber ces charges, et qui niera que ces montants constituent une taxation juste? Et que découvrons-nous?

Nous découvrons que la population rurale de la province de Québec est moins taxée que partout ailleurs - \$6 *per capita*.

(Applaudissements)

En fait, tous les gens de cette province, du point de vue provincial, sont moins taxés que partout ailleurs au Canada. Le gouvernement d'Ottawa taxe

plus que nous, et pourtant, il a tout l'amour et l'admiration du député de Trois-Rivières. Le député de Terrebonne (l'honorable M. David) a des chiffres statistiques qu'il pourra fournir au député de Trois-Rivières si celui-ci le veut. Je l'invite à les donner à la Chambre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je m'accorde avec le premier ministre et le ministre de la Voirie pour dire qu'il faut équilibrer les revenus et les dépenses. Mais si on supprimait des dépenses inutiles, on ne serait pas obligé d'augmenter aucune taxe.

Admettons que ce soit \$12. N'oublions pas que, dans la province de Québec, beaucoup de nos familles comptent douze membres. Il faudrait alors multiplier par douze, ce qui ferait \$144. Cette charge est assurément exagérée. À tout événement, le fardeau actuel du contribuable, comme taxe annuelle, est de \$166 par tête: taxes fédérales, provinciales, scolaires, municipales, de fabrique, etc. Or, c'est un gros fardeau qui tombe plus lourdement sur la famille nombreuse.

Il ne faut pas oublier, à propos de la taxe sur les automobilistes, que la taxe des permis est beaucoup moins élevée en Ontario.

On nous dit que les cultivateurs et les ouvriers ne paient pas de taxes. Cependant le gouvernement, quand les délégations viennent lui demander des octrois, répond que tous les subsides, en définitive, sont payés par la population. Car la taxe chargée au manufacturier, au gros industriel, au gros financier, est reversée dans le coût de fabrication, et donc retombe sur le consommateur. Les automobilistes ont déjà des taxes trop considérables à rencontrer. Pourquoi leur en imposer de nouvelles quand il n'y a pas nécessité?

L'honorable M. David (Terrebonne): M. le Président, quand l'honorable député de Trois-Rivières affirme que la dette *per capita* dans Québec est de \$166 par tête, je ne sais sur quelles statistiques il base son calcul. Je vais lui citer les quelques statistiques suivantes que j'ai en ma possession.

Si nous parlons de la dette de la province de Québec, nous trouvons que la dette fondée de la province, en 1924-25, était de \$62,363,104, tandis qu'en 1929-1930, elle était de \$54,022,526.

Le bilan des corporations municipales s'établissait comme suit: en 1918, l'actif était de \$150,030,866 et en 1928 de \$355,048,473; le passif était, pour les mêmes années respectives, de \$185,640,500 et de \$360,269,108. Il y avait donc en 1918, excédent du passif de \$34,719,634 et, en 1928, de \$5,220,635 seulement: donc enrichissement de \$29,488,999.

Maintenant le bilan des corporations scolaires: en 1919-1920, l'actif était de \$56,652,671 et de \$97,337,187 en 1928-29; le passif était de \$40,296,428 en 1919-1920 et de \$69,603,268 en 1928-29, soit un excédent de l'actif sur le passif de \$16,356,243 en 1919-1920 et de \$28,734,919 en 1928-29. Donc enrichissement de \$12,378,676.

Faisons maintenant la comparaison avec les autres provinces. La Colombie-Anglaise, avec une population de 498,525 âmes, avait une dette rurale et urbaine, comme pour les autres statistiques qui suivent, de \$118,483,618, soit \$237.67 *per capita*. Le Manitoba, population de 567,364 âmes, dette de \$85,901,404, soit \$150.87 *per capita*. L'Alberta, population de 643,690 âmes, dette de \$78,473,392, soit \$121.86 *per capita*. L'Ontario, population de 3,065,250 âmes, dette de \$451,936,592, soit \$147.54 *per capita*. Québec, population de 3,028,618, dette de \$393,557,500, soit \$96.93 *per capita*.

Si on divise maintenant la dette rurale et urbaine des provinces d'Ontario et de Québec, on arrive aux résultats suivants: Ontario, avec une population rurale de 1,083,824, a une dette de \$61,179,681, soit \$56.24 *per capita*, tandis que Québec, avec une population rurale de 1,218,445 âmes, a une dette de \$7,977,374, soit \$6.55 *per capita*. La comparaison est donc tout à l'avantage de la province de Québec.

(Applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières): On a parlé de la Colombie-Anglaise, mais on oublie de dire que dans cette province les revenus de la Commission des liqueurs sont distribués partie à la province, partie aux municipalités, ce qui est une amélioration importante sur Québec. Dans Québec, la Commission des liqueurs ne paie que sa taxe d'eau et on sait pourquoi.

Personnellement, je considère qu'il n'y a pas de plus belle province que Québec. Mais voyons ce qui se passe dans Ontario. Pour Ontario, on oublie en parlant de la dette qu'il y a aussi un actif de \$300,000,000 rien que pour l'hydroélectrique. Ajoutons aussi le chemin de fer qui dessert le district minier ontarien et québécois et qui est un actif de la province.

L'attire l'attention de l'honorable secrétaire provincial qui a consacré tant d'efforts à la cause de l'éducation. Il convient de dire également que, dans Ontario, les salaires pour institutrices sont de \$970 et \$1147, pour hommes, comme minimum, tandis que dans Québec les chiffres respectifs sont de \$378 et \$557. Dans Québec, on dépense \$4,000,000 en 1930

pour fins éducationnelles, tandis qu'en Ontario, on dépense \$12,000,000.

L'honorable M. David (Terrebonne): Est-ce que nous pouvons faire des comparaisons entre Ontario et Québec au point de vue éducation et charité? Dans notre province, il y a beaucoup de salaires qui sont payés par nos institutions religieuses et qui n'entrent pas en ligne de compte. S'il fallait capitaliser ce que vaut l'éducation donnée par nos collèges classiques à des prix ridicules, nos statistiques seraient plus avantageuses qu'elles ne le sont. Il y a un grand nombre de nos institutions scolaires et charitables dont nous n'avons aucune statistique, car elles sont dirigées par des communautés, et nous ne pouvons pas plus calculer la dépense d'argent qui y est faite que nous pouvons compter la somme de dévouement qui s'y accomplit.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'admets cela et je suis heureux de voir que l'honorable secrétaire provincial apprécie si hautement l'œuvre de nos éducateurs. Le premier ministre affirme qu'il ne faut pas faire entrer en ligne de compte les produits de nos ressources naturelles. Ce n'est pas une taxe, en effet, mais c'est l'appauvrissement de notre patrimoine. Le gouvernement du Québec pratique l'aliénation et la destruction de nos ressources naturelles en comptant les revenus qui en découlent, et en ne faisant aucune déduction pour la perte du capital que cela représente. L'argument du premier ministre et du ministre de la Voirie, il est fallacieux. J'admets qu'il faut équilibrer les finances de la province, mais il ne faut pas oublier que le gouvernement dilapide nos forêts pour se créer des revenus et des surpluses.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je ne veux pas faire allusion à un débat antérieur - on est rendu bien loin de la taxe sur la gasoline - mais, l'an dernier, nous avons cité à nos amis de l'opposition l'opinion des honorables messieurs Chapais et Nantel, qui affirmaient que le prix de l'affermage de nos forêts pouvait être considéré comme un revenu ordinaire de la province. L'honorable député de Trois-Rivières a parlé d'Ontario. Sait-il que, dans Ontario, on va relever le taux des licences d'autos. On regrette d'avoir diminué le taux des licences d'autos? Quelqu'un de haut placé dans la province voisine m'a dit que sa province avait fait une erreur en abaissant le prix de ses licences. Dans Ontario, il y a 500,000 autos, un plus grand nombre que chez nous.

Le député de Trois-Rivières devrait aussi savoir que, dans Ontario, les municipalités contribuent à l'entretien des chemins tandis que, dans Québec, c'est le gouvernement seul qui se charge de l'entretien et de la confection des routes.

Le gouvernement de Québec est soucieux de boucler son budget sans déficit pour agrandir ses routes, les élargir, les améliorer, etc. Ontario a d'ailleurs eu beaucoup moins de peine que Québec à construire sa voirie parce que, au lieu de traverser de vastes espaces libres comme c'est le cas dans Québec, les routes de l'Ontario traversent grand nombre de petites villes qui ont contribué à la confection des routes. Revenant à la gazoline...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas à la gazoline mais à la taxe.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Oui. Le gouvernement de Québec, en augmentant cette taxe d'un sou par gallon, croit bien administrer. Nous avons des problèmes que l'Ontario n'a pas. Ainsi, tous nos villages sont construits en bordure du chemin. Il nous faut exproprier des maisons pour élargir nos chemins.

L'honorable M. David (Terrebonne): L'honorable député de Trois-Rivières a dit tout à l'heure que le gouvernement actuel avait dilapidé les forêts de la province. Je veux relever cette affirmation. En 24 ans de régime conservateur, 39,080 milles carrés de forêts ont été aliénés tandis qu'en 33 ans de régime libéral 38,351 milles carrés l'ont été.

Les conservateurs aliénaient une moyenne de 1,400 milles carrés par an, tandis que les libéraux n'en aliénaient que 1,100. Si les conservateurs étaient encore au pouvoir, ils auraient aliéné 53,000 milles carrés au lieu de 41,000, comme c'est le cas sous le régime libéral. La comparaison est donc tout en faveur de Québec, encore une fois⁴.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis heureux de voir l'honorable secrétaire provincial venir au secours de ses collègues.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois.

Demande de documents:

Ordres en conseil, chapitre 229

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province en vertu du chapitre 229 des statuts refondus de Québec (1925), depuis le 1^{er} janvier 1928, inclusivement jusqu'au 12 décembre 1931.

Adopté.

Charte de Montréal

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

Le préambule et les articles 1 à 42 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 43 qui se lit comme suit:

"43. La cité est autorisée à vendre, sujet au rapport de l'évaluateur en chef de la cité, à l'amiable à tout propriétaire d'un lot contigu au terrain constituant la ruelle longeant la rue Boyer, à l'arrière des lots ayant front sur la rue Saint-André, entre la rue Beaubien et les rues de la compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique, la partie de terrain constituant ladite ruelle et adjacente audit lot."

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri) présente un amendement.

Si j'étais certain que la présente administration serait battue au mois d'avril, je n'insisterais pas pour proposer l'amendement que je présente.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Je pense que c'est pas mal certain.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"43. La cité est autorisée à vendre, sujet au rapport favorable de l'évaluateur en chef de la cité, à l'amiable à tout propriétaire d'un lot contigu au terrain constituant la ruelle longeant la rue Boyer, à l'arrière des lots ayant front sur la rue Saint-André, entre la rue Beaubien et les rues de la compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique, la partie de terrain constituant ladite ruelle et adjacente audit lot."

L'amendement est adopté.

L'article 43 ainsi amendé est adopté.

Les articles 44 à 60 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 61 qui se lit comme suit:

"61. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction."

M. Plante (Montréal-Mercier) veut présenter un amendement au sujet de l'élargissement de la rue Rachel. Cet amendement a pour but de répartir sur tous les contribuables le coût de l'élargissement de ladite rue.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) lui suggère, comme il n'y a pas eu d'avis de donné, de confier son amendement au Conseil législatif, afin de ne pas retarder l'adoption du bill de Montréal par la Législature.

M. Duplessis (Trois-Rivières) appuie le député de Montréal-Mercier (M. Plante).

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Viewmount Land Company Limited

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de

nouveau en comité général pour étudier le bill 85 concernant la Viewmount Land Company Limited.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demande de documents:

Price, Waterhouse & Co.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copie de toute correspondance et tous télégrammes échangés entre le gouvernement ou tout ministre ou fonctionnaire et la Price, Waterhouse & Company relativement au maniement des deniers de la province, à la tenue, à l'apurement et à la vérification des comptes publics; ainsi que copie de tout contrat et arrêté en conseil concernant l'engagement et le travail de ladite firme; de plus, copie de tous rapports ou recommandations faits par cette firme.

Adopté.

Dépôt de documents:

Archiviste de la province de Québec

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de l'archiviste de la province de Québec pour 1930-1931. (Document de la session no 26)

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

Canalisation du Saint-Laurent

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 16 décembre, sur

l'amendement à la motion proposée le mercredi 25 novembre courant:

Que cette Chambre apprend par les journaux qu'il y a des négociations en cours entre le gouvernement du Canada et celui des États-Unis, pour le creusage du Saint-Laurent, l'internationalisation de partie de son cours et le développement d'énergie électrique;

Que cette Chambre, tout en regrettant de n'avoir pas été invitée à prendre part à ces négociations, exprime l'opinion que ce projet est prématuré, que son coût énorme pèsera sur le Canada, déjà lourdement taxé, et que, avant de développer des forces hydrauliques internationales, destinées à être utiles aux États-Unis, il est préférable de mettre en valeur celles qui sont canadiennes;

Que cette Chambre croit de plus que ce serait une erreur de permettre au gouvernement des États-Unis de développer, avec son argent, les ressources naturelles purement canadiennes.

Lequel amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants:

Attendu que la canalisation du Saint-Laurent soulève des questions d'ordre national et présente un aspect international des plus sérieux;

Attendu que la motion en discussion n'est basée sur aucun renseignement officiel et ne tient aucun compte des procédés diplomatiques et constitutionnels en semblables matières;

Attendu qu'aucun projet à ce sujet ne peut être accepté ni réalisé sans le consentement de toutes et chacune des parties intéressées, et particulièrement sans le consentement nécessaire de la province de Québec dont les droits doivent être intégralement respectés;

Cette Chambre considère inopportune et prématurée la motion en discussion.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): M. le Président, l'amendement proposé par l'honorable député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) à la motion du député de Terrebonne (l'honorable M. David) prouve à l'évidence que l'opposition, qui votera certainement pour cet amendement, est coïncée entre deux émotions, l'une patriotique formée par son désir de réaffirmer la position de la province de Québec au sujet de la canalisation du Saint-Laurent, chose déjà faite par la motion principale, et l'autre partisane, puisque l'amendement n'est qu'une apologie du parti

politique actuellement au pouvoir à Ottawa et dont les termes de la motion du député de Terrebonne censurent les actions.

Et ce qui devait arriver en pareilles circonstances s'est produit. L'amendement manque de sincérité, est illogique, non convaincant et contradictoire dans ses termes.

Mon honorable ami, le député de Deux-Montagnes, commence par admettre que "la canalisation du Saint-Laurent soulève des questions d'intérêt national et présente un aspect international d'une très sérieuse nature" et il ajoute "que ce projet ne peut être accepté ni réalisé sans le consentement nécessaire de toutes et de chaque partie intéressées, surtout de la province de Québec dont les droits doivent être respectés."

C'est le patriote qui parle en lui. C'est la voix de la province de Québec réaffirmant avec orgueil son droit inaliénable d'être consultée sur toutes les questions concernant son avenir, son bien-être et l'intérêt de ses habitants. Mais, tout de suite, le partisan et l'apologiste de son parti reviennent à la surface.

Le parti politique actuellement à la tête des affaires du Canada et dont les actions, pour ce qui concerne la question de la canalisation du Saint-Laurent, sont discutées, doit être défendu et excusé à tout prix et c'est pourquoi l'amendement perd son haut ton patriotique, prend une teinte de partisanerie politique, convenant peu à l'importance de la question en jeu, et devient illogique tant il cherche à diminuer, à amoindrir les vérités exprimées dans la motion principale.

"La motion discutée n'est appuyée sur aucune connaissance officielle des faits et elle ne tient pas compte des procédures diplomatiques et constitutionnelles d'usage en pareille matière," dit mon honorable ami. Il a parfaitement raison, cette motion n'est pas basée sur des renseignements officiels du gouvernement fédéral au gouvernement provincial pour exposer le but, l'objet et les détails du projet, pour demander l'avis, l'opinion, et les vœux de la province, sur cette question.

C'est exactement ce dont on se plaint. S'il est vrai, comme le prétend mon honorable ami lui-même, que le consentement de Québec est nécessaire et que ses droits doivent être intégralement respectés, ce que personne ne peut nier, il semble alors patent, sauf pour les partisans aveugles, que c'était le devoir du gouvernement fédéral de consulter d'abord les provinces et d'en venir à une entente qui protégerait leurs droits et tiendrait compte des problèmes particuliers que pourrait leur créer la canalisation du Saint-Laurent. Cette entente parfaite, c'eût été le temps de négocier avec les États-Unis.

Au lieu de ce faire, les autorités fédérales ont, pour des raisons inexplicables, commencé des négociations hors la connaissance et sans le consentement des provinces, ou du moins, de la province de Québec; et ces négociations en sont rendues au point que Québec a raison de croire ses droits en danger.

Si le projet ne peut pas être réalisé sans le consentement de Québec en particulier, comme dit mon honorable ami, quand demandera-t-on ce consentement? Après que les négociations seront terminées? Il sera alors trop tard et le gouvernement de Québec aurait pu être accusé d'avoir manqué à son devoir en ne protestant pas avec véhémence avant que la chose devienne fait accompli. Les choses marchent vite; les négociations diplomatiques brûlent les étapes, et bientôt, et plus tôt qu'on ne le pense, le gouvernement du Canada se trouvant trop engagé pensera peut-être qu'il est inutile de consulter la province de Québec, la plus intéressée de toutes les provinces.

Oui, M. l'Orateur, les choses vont vite, très vite. Il y a quelques jours, la *Gazette* de Montréal rapportait que le département fédéral des Affaires étrangères annonçait que le bureau conjoint des ingénieurs représentant le Canada et les États-Unis, chargé d'étudier le développement de la section internationale au point de vue de canalisation, se réunirait de nouveau, lundi, le 21 décembre, à Buffalo. La seule question en litige pour ces ingénieurs était de décider s'il valait mieux exécuter le projet en deux étapes ou en une seule⁵. Voilà où les choses en sont rendues. Ceci démontre que les choses sont rendues loin. Et cependant la province de Québec intéressée vitalement dans le développement de la section fluviale internationale, et dont les citoyens devront supporter le fardeau des taxes, une fois le projet complété, n'a pas été consultée et doit se renseigner par les journaux.

Cependant mon honorable ami termine son amendement en disant que la motion est prématurée. Jusqu'à quand alors veut-il que le gouvernement de Québec attende? Quand donc serons-nous consultés? Il est temps d'intervenir sans délai avant qu'il ne soit trop tard, et s'il est une question sur laquelle cette Chambre devrait être unanime, qui aurait dû passer au-dessus de toutes les questions de parti, c'est bien celle-ci. Heureusement la voix de Québec se fera entendre avec assez de force grâce à la majorité qui appuiera la motion principale.

Sur l'attitude de Québec sur le projet lui-même, tout a été dit soit en cette Chambre ou ailleurs, et je suis certain, M. le Président, que vous serez heureux de savoir que j'ai l'intention d'être bref.

Québec a été logique dans son attitude sur ce projet depuis que la discussion a pris une forme plus tangible, et cette attitude n'a pas varié jusqu'à présent.

En 1921, Le Board of Trade de Montréal, la Chambre de commerce, la Commission du port de Montréal, la Fédération maritime du Canada et autres organisations importantes se sont opposés au projet pour les raisons suivantes:

Parce que,

a. du point de vue national il n'était pas désirable que les canaux construits en territoire canadien fussent sous un contrôle international, surtout pour le plus grand bénéfice des intérêts américains;

b. le coût de développement électrique serait prohibitif, qu'il n'y avait aucun marché pour cette électricité dans l'est de l'Ontario ni dans le district de Montréal déjà suffisamment alimentés par d'autres sources de production;

c. le coût serait tel pour les citoyens canadiens qu'il ne pourrait le supporter;

d. plus de 60 % du blé canadien était exporté par les ports américains et que donc le Canada n'aurait aucune raison de dépenser des sommes énormes pour améliorer la navigation du Saint-Laurent, alors qu'en pratique le fleuve n'avait pas le commerce justifié par ses facilités de transport;

e. que les pouvoirs électriques projetés appartenaient aux provinces et non au gouvernement central.

Monsieur Fernand Rinfret, dans un discours à la Chambre des communes, dans le temps, réitérait quelques-unes de ces objections et ajoutait que cette association avec les États-Unis multiplierait les conflits. Paroles significatives et plus vraies aujourd'hui qu'alors. Et toutes les objections du temps s'appliquent actuellement avec la même force et l'on pourrait ajouter qu'elles sont renforcées par la situation financière adverse où se trouvent le Canada et les provinces et la politique fiscale américaine envers le Canada. Même que, nous avons par désintéressement abandonné un revenu de plusieurs millions de dollars sur les droits d'exportations de liqueurs alcooliques aux États-Unis, pour faire acte de bon voisinage et aider les États-Unis à faire observer une loi qu'eux-mêmes tentent de mettre en vigueur avec plus ou moins de succès.

L'attitude du premier ministre n'a pas changé, dans sa loyauté au dominion, dans sa bonne volonté à en hâter le développement, mais il a émis clairement les objections contre le projet, tant du point de vue national que de celui de Québec.

En 1923, il disait:

"En vertu de quel principe, l'argent de notre province devrait-il être consacré à une entreprise tout à fait au détriment de Montréal, sa grande métropole? Pourquoi favoriser un projet qui placerait au moins partiellement, sous le contrôle étranger, la juridiction exclusive que nous avons actuellement sur notre grand fleuve ainsi que sur les développements hydrauliques qui pourront se faire à l'avenir."

En 1924, dans un discours en Chambre, le premier ministre fit cette remarquable déclaration:

"Et si Montréal doit profiter des pouvoirs hydrauliques énormes qui coulent à ses portes, j'espère que jamais on ne construira sur le Saint-Laurent des travaux susceptibles d'affecter le cours du fleuve et d'enlever au port de Montréal la place qu'il occupe actuellement parmi les cités maritimes du continent.

"Ce serait un crime national. Pour ce qui concerne le gouvernement de Québec, je puis assurer à la population de la métropole que le dernier jugement du Conseil privé sur le droit de propriété sur le lit des rivières nous donne une arme formidable.

"Les travaux de pareille nature dans les limites de la province exigent notre concours. Je ne suis pas prêt à dire que nous sommes disposés à le consentir. Je demande aux autres provinces de ne voir en notre attitude aucun désir de leur causer aucun tort, mais n'avons-nous pas le devoir impérieux de protéger notre patrimoine de Québec? Les provinces-sœurs, de leur côté, feraient la même chose.

"Si, toutefois, ces travaux peuvent être accomplis sans préjudice aux intérêts de la province en quoi que ce soit, nous n'avons rien à dire sauf que la vieille province de Québec, qui est la plus riche aujourd'hui parce qu'elle sait économiser, ne désire pas voir la dette si lourde du gouvernement fédéral grevée de nouveaux millions, car cette dette, Québec est appelé à la payer dans une large mesure. Jamais l'économie n'a été plus nécessaire que de nos jours, car dans un jeune pays comme le nôtre, une taxation trop élevée paralyse le progrès et entrave l'initiative."

En 1928, il a défini clairement son attitude, dans un discours à Montréal:

"Nous possédons le fleuve Saint-Laurent et ce fleuve doit rester canadien. Le Saint-Laurent est assez grand pour le Canada et le Canada est assez grand pour prendre soin du Saint-Laurent... Montréal est à la tête de la navigation et doit y rester... Je ne crois pas aux entreprises conjointes et je ne crois pas

qu'on devrait laisser aux États-Unis aucun contrôle sur notre grand fleuve. Je ne suis pas anti-américain. J'admire les Américains, leur audace, leur esprit d'initiative, mais je crois dans le Canada. Je crois dans notre avenir et dans les grandes ressources naturelles qui nous ont été données. Aussi longtemps que je serai à la tête du gouvernement de la province de Québec, je maintiendrai ce point de vue. Je crois que nous devons développer nous-mêmes les ressources naturelles que la providence nous a données."

Le premier ministre ne fait aujourd'hui que répéter ce qu'il a dit déjà et tous les fils loyaux de la province l'approuvent.

Je ne puis mieux terminer mes remarques qu'en vous lisant, M. le Président, la citation tirée du beau livre de George Washington Stephens: "Le projet de canalisation du Saint-Laurent":

"On projette un marché entre deux nations dont l'une est beaucoup plus puissante que l'autre, possède des capitaux illimités, a développé son agriculture, son commerce, ses manufactures et un volume d'affaires beaucoup trop considérable pour ses facilités de transport. Il se trouve que l'autre nation est jeune et vigoureuse, a plus de moyens de transport que ne l'exigent les besoins de sa population, mais n'est pas aussi avancée dans son propre développement et a besoin de toutes ses ressources financières pour rencontrer ses obligations actuelles et continuer son développement. Bien que la plus jeune nation occupe un pays aussi vaste que son aînée et possède des ressources matérielles d'une valeur et d'une puissance incalculables, elle n'a cependant qu'une population de 10,000,000 éparse sur un territoire aussi grand que la nation qui a 120,000,000 habitants.

"La grande nation, ayant développé son commerce rapidement, se trouve avec des moyens de transport insuffisants aux demandes de son commerce et elle dit à la jeune nation:

"Joignez-vous à moi dans le projet de canalisation qui m'aidera à décongestionner mon propre commerce. Il se peut que vous n'en retirerez pas de profit immédiatement, mais j'en retirerai. Nous séparons le coût entre nous deux et finalement vous en retirerez du profit. Dans cinquante ans environ, lorsque vous serez développée autant que moi, vous en retirerez quelque chose, mais en attendant, j'en ai besoin tout de suite."

M. le Président, un tel contrat, unilatéral dans les profits, pour dire le moins, ne séduira pas la logique province de Québec dont les citoyens devraient payer le tiers des frais de l'entreprise.

Quand viendra le temps où nous sortirons des embarras financiers qui nous occupent maintenant avec le reste du monde, lorsque nos besoins de navigation et nos besoins de développement électrique l'exigeront, alors nous approuverons le projet, celui-ci ou un autre, mais une entreprise par des Canadiens, pour le Canada et pour le Canada seulement.

(Applaudissements)

M. Saintonge (Beauharnois): M. l'Orateur, j'ai certains remords de conscience dont je veux vous faire l'humble aveu; ce sont plutôt des remords de nature parlementaire, car pour le moment, du moins, je n'en ai point d'autres. Il y a quelque temps, mes collègues de l'opposition, au cours d'un débat, présentaient un amendement à la motion principale, sur lequel je me levai pour parler, mais que j'ignorai complètement dans mon discours. Ce fut dû, vous m'en excuserez, à mon inexpérience des règlements de cette Chambre, et pour beaucoup à l'émotion ressentie à l'occasion d'un premier discours. Aujourd'hui, cependant, j'entends ne pas ignorer les vains efforts faits par l'opposition, pour tenter d'expliquer sa position prise sur la motion principale, par l'amendement proposé par le représentant, en cette Chambre, du comté des Deux-Montagnes, auquel j'entends m'en tenir cette fois.

Discutons d'abord leur première proposition: "Attendu que la canalisation du Saint-Laurent soulève des questions d'ordre national et présente un aspect international des plus sérieux." M. l'Orateur, quant à la première partie de l'amendement, je ne puis voir en quoi elle n'est pas d'accord en substance avec la motion présentée par l'honorable secrétaire provincial.

En effet, nous ne nions pas de ce côté-ci de cette Chambre, qu'il n'y ait pas lieu pour le gouvernement d'Ottawa de traiter avec celui des États-Unis, si le fédéral considère qu'il est pertinent d'envisager cette question sous un certain aspect; mais comme l'admettent nos adversaires, si ce projet de canalisation de notre grand fleuve, épine dorsale de notre pays, soulève en même temps des questions d'ordre national, voilà où se trouve la raison d'être pour nous d'intervenir et voilà où nous avons l'obligation et le devoir de nous intéresser aux négociations qui sont en cours actuellement entre le Canada et les États-Unis. Corrélativement, nous avons alors ce droit indéniable d'être tenus au courant de ces conversations préliminaires entre les deux pays, en autant que les conséquences qui en découlent peuvent nous affecter aujourd'hui et dans l'avenir, soit directement ou indirectement.

Questions d'ordre national, Monsieur, ce sont celles-là surtout qui doivent prévaloir pour nous et capter toute notre attention avant toutes autres. En conséquence, l'aspect international de cette question et, relativement, l'intérêt général du pays, ne doivent être considérés et abordés, par contre, qu'en regard et n'être conjugués qu'en fonction de nos intérêts nationaux et de ceux particuliers à chacune des provinces intéressées. C'est en définitive ce que la motion principale a pour but immédiat, et c'est, il me semble, la substance de la première proposition de l'amendement proposé.

Résumons en quelques mots: mise en garde de la part des deux parties siégeant en cette Chambre et avertissement à Ottawa de ne pas donner à cette question de canalisation la seule importance internationale qu'on semble vouloir y attacher; enfin, rappel à l'autorité fédérale de ne pas oublier les intérêts et les droits de Québec, d'où question d'ordre national.

Que l'on sache bien pareillement, de l'autre côté de la ligne 45, que la canalisation du Saint-Laurent nous intéresse ici, dans la province de Québec, tout autant qu'elle peut intéresser nos voisins, et que nous avons voix au chapitre; elle nous intéresse doublement, tant au point de vue de la navigation qu'au point de vue du développement hydraulique, nous ne le cachons pas. Comme représentant en cette Chambre du comté de Beauharnois, j'en suis fort aise pour en causer. En effet, dans les limites seules de mon comté, M. le Président, de grands travaux se font actuellement, lesquels, une fois terminés, formeront un des tronçons les plus considérables du projet et qui susciteront, j'en ai aucun doute, beaucoup d'envie. Nous, du Québec, nous désirons que ce projet continue de se développer en territoire absolument canadien, comme il n'est pas impossible que cela soit.

Je ne veux pas être taxé ici de chauvinisme; sur ce point, nos voisins des États-Unis seraient mal venus de nous reprocher cette ligne de conduite; ils nous ont laissé voir jusqu'ici qu'ils concevaient eux-mêmes ce fameux projet, dont ils ont fait un article de leur programme pour leur plus grand avantage; d'ailleurs, c'est bien dans la tradition. Repassons notre histoire et considérons les divers traités passés avec eux; quelles furent les parties favorisées? Vous souvient-il que nous le fûmes jamais? Qu'il nous soit donc permis de garder pour nous les richesses naturelles dont la nature nous a comblés et que nous trouvons dans notre pays, et de les exploiter quand bon nous semblera, de la manière qui nous

conviendra, suivant que les conditions économiques l'exigeront et que nos moyens nous le permettront. Craignons pour l'avenir les conflits que l'internationalisation de ce projet nous amènera certainement.

C'est un secret de polichinelle que nos voisins ne disposent pas d'une quantité de force motrice suffisante pour rencontrer leurs besoins et pour le développement industriel. Ce n'est pas là notre affaire cependant si la nature ne leur a pas donné cette richesse en abondance. Les États-Unis n'ignorent pas, veuillez croire, que le Canada et surtout la province de Québec possèdent chez eux une très grande abondance de ces ressources; ils n'ignorent pas non plus que notre grande et belle province tient le premier rang sous le rapport de leur aménagement.

L'énergie totale que peuvent fournir les ressources de la province de Québec en houille blanche est estimée à 8,459,000 chevaux dans les conditions ordinaires de débit minimum. À date, environ 2,380,000 chevaux, c'est-à-dire 45 pour cent du total de l'énergie harnachée au Canada, ont été aménagés dans la province de Québec. La Chambre de commerce de Rome, New York, avait sans doute ces faits en mémoire, lorsqu'elle a passé sa fameuse résolution, il y a quelques jours.

D'où ce fameux projet de canalisation, que les États-Unis ont tant à cœur, n'est pour eux qu'un paravent, nous pouvons le présumer sans injustice, pour cacher l'arrière-pensée qu'ils ont de mettre la main en définitive sur une partie de ces richesses naturelles que nous avons en abondance et que le gouvernement, inspiré des vrais principes qui doivent guider tout État conscient de ses devoirs envers la société qu'il gouverne, relativement à la prospérité matérielle des individus, a cherché à développer dans la plus grande mesure du possible, pour procurer le bien-être des citoyens de cette province. Je tiens ici à en rendre hommage, en passant, à l'administration libérale et à son inspirateur, le premier ministre.

Passons maintenant, M. le Président, au deuxième attendu de l'amendement en question, à l'effet que la notion en discussion n'est basée sur aucun renseignement officiel et ne tient aucun compte des procédés diplomatiques et constitutionnels en semblables matières. Cette seconde proposition de l'amendement me fait penser au bouclier d'un certain guerrier hellène, Andromaque, je n'en suis pas tout à fait certain, mes réminiscences classiques me fuyant quelque peu, que les Grecs disaient les uns, en or, les autres en argent.

Tous ne disaient pas la vérité, mais tous n'avaient pas tort; l'histoire nous apprend que ce fameux bouclier était d'or d'un côté et argent de l'autre. Tout dépendait de quel côté on l'avait aperçu. Le point de vue était relatif, dirait Einstein!

Que la présente motion ne soit pas basée sur des renseignements officiels, ceci est vrai dans un sens, mais ne l'est pas, si l'on envisage la question sous un autre angle. Il ne fait aucun doute, M. le Président, que tout ce qui a été rapporté dans les journaux sur ce sujet a trouvé sa source quelque part; et cette source a jailli des déclarations qui ont été faites soit de la part d'Ottawa, soit de la part de Washington.

Dois-je rappeler ici ce *Premier-Montreal* qui, au cours du mois d'août dernier, paru dans la *Gazette*, le ou vers le 17, à l'effet que les États-Unis escomptaient sur le résultat des dernières élections tenues en cette province pour continuer sans encombre les négociations commencées avec Ottawa et les mener à bonne fin. Ce fut une surprise générale.

Vous plairait-il, M. le Président, d'en écouter la lecture de quelques extraits? Heureusement que l'électorat de cette province a senti le danger et a retourné au pouvoir celui qui, par sa conduite passée, lui avait donné des gages de son irréductible opposition à ce sujet. Les contestations en bloc des élections générales, tenues en cette province le 24 août dernier, seraient-elles une des conséquences de ces espérances fondées mais déçues?

Ce vote de confiance donné à l'administration libérale, lors de ces dernières élections, exigeait du gouvernement, il me semble, dans une certaine mesure, à cause de ce *Premier-Montreal* de la *Gazette* que je viens de mentionner, cette déclaration de principes contenue dans la motion soumise par l'honorable secrétaire provincial.

Et depuis le mois d'août dernier, combien de fois tous, n'avons-nous pas entendu, par la voie des journaux de ce pays, l'écho de ces négociations internationales toujours en marche et dont le gouvernement de Québec n'a jamais été avisé officiellement. C'est de cet état de choses dont nous avons certainement raison de nous plaindre, voilà pourquoi nous élevons la voix; qu'Ottawa en écoute l'écho.

Quant aux procédés diplomatiques et constitutionnels que l'on nous reproche d'ignorer? Mais, M. le Président, ces procédés impliquent, par le fait même, des droits constitutionnels; les provinces ont certainement leur opinion à donner et leurs positions respectives à établir; et si ces reproches

d'avoir ignoré ces procédés en semblables matières peuvent s'attribuer à quelqu'un, c'est pour sûr au gouvernement fédéral que nous pouvons les adresser, sans crainte d'erreur, et la motion principale ne pêche alors aucunement sous ce rapport.

Quant au troisième attendu de l'amendement à l'effet qu'aucun projet de canalisation ne peut être accepté ni réalisé sans le consentement de toutes et chacune des parties intéressées, et particulièrement sans le consentement de la province de Québec, dont les droits doivent être intégralement respectés, voici la réponse qui s'impose. Cet allégué vient en contradiction flagrante avec cette déclaration, faite en cette Chambre, par certains collègues de l'opposition, à l'effet que les droits de cette province ne sont aucunement mis en danger par les négociations en cours.

Permettez, M. le Président, que je vous cite cet extrait de l'article publié dans la *Gazette* du 18 décembre courant, qui fait très bien ressortir la position fausse où se sont mis nos contradicteurs en faisant cette déclaration.

Il cite un nouvel extrait de la *Gazette*.

M. l'Orateur, vous ayant montré l'inéptie des prémisses de cet amendement, je n'ai pas besoin de m'efforcer de vous prouver que les conclusions s'y rattachant, à l'effet que cette Chambre doit considérer inopportune et prématurée la motion en discussion, sont tout à fait un hors d'œuvre.

Comme je vous le disais au début de mon discours s'il s'agit d'un projet d'ordre national et que, relativement à ce projet, les droits de la province de Québec doivent être sauvegardés, le tout d'après les allégués de l'amendement en question, je n'y vois guère qu'il ne soit pas de notre devoir, à nous de cette Chambre, de discuter de la chose, de voir à faire respecter nos droits, à les rappeler et à exprimer notre opinion par cette déclaration. N'oublions pas cet axiome: Aide-toi, le ciel t'aidera. Si nous demeurons passifs en présence de tout ce que la presse de notre pays, toujours bien renseignée, nous apporte chaque jour dans ses colonnes, croyez-vous, Monsieur, qu'il n'y aurait pas un danger pour nous de ne pas nous intéresser immédiatement aux négociations actuellement en cours entre les deux pays. Il est bon qu'on sache ce que Québec en pense.

C'est pourquoi, M. le Président, je m'inscris en droit contre cet amendement parce que les prémisses n'en justifient pas les conclusions suivant la formule sacramentelle, et surtout parce qu'elles ne justifieront pas les membres de l'opposition de voter contre la motion principale, cet amendement n'étant en définitive que la négation complète de la

déclaration de principes contenus dans la motion principale. M. le Président, je voterai contre l'amendement et pour la motion.

(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que l'honorable député de Beauharnois admet le bien fondé de l'amendement qui dit que les droits constitutionnels devront être respectés?

M. Saintonge (Beauharnois): Certainement, mais puisque les droits constitutionnels doivent être respectés, la province de Québec doit être consultée, et si elle ne l'est pas, elle a le droit d'intervenir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) et M. Gault (Montréal-Saint-Georges) se lèvent en même temps. Ce dernier cède la place au leader de la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Article de *L'Action catholique*

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. le Président, je me lève sur une question de privilège. Je lis dans un journal de ce soir qu'un grand caucus conservateur va être convoqué. On dit qu'on y invitera les députés, les candidats battus. Il y aura beaucoup de monde...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a pas de question de privilège dans cela...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, attendez. Je lis dans *L'Action catholique* une nouvelle venant d'Ottawa qui dit: "Un prochain grand caucus conservateur". "Tous les députés fédéraux et provinciaux (de Québec) y assisteront". - "Réunion à Ottawa". - "M. Houde en serait l'instigateur". - "Les candidats battus y seront". - "Il y aura donc beaucoup de monde".

D'après cette nouvelle, M. Houde serait l'instigateur de ce grand caucus qui réunirait à Ottawa tous les députés conservateurs de langue française et les candidats battus, afin de protester contre la mollesse des ministres québécois à Ottawa qui se laisseraient trop facilement enlever la part des fonds de chômage et de tous les octrois qui revient équitablement à la province de Québec.

M. le Président, c'est là où la question de privilège se présente. Je veux savoir du chef de l'opposition (M. Gault), s'il est vrai qu'il a été invité à Ottawa pour se plaindre du fait que les fonds du chômage ne sont pas équitablement distribués dans la province. Nous avons fait tout notre possible pour que ces octrois soient distribués en toute justice et personne ne peut nous accuser de parti-pris. Le chef de l'opposition m'obligerait beaucoup s'il voulait jeter un peu de lumière sur ce point, de bien vouloir nous dire s'il a l'intention d'assister à ce caucus.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La question de privilège c'est que l'honorable premier ministre a besoin de lumière.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, celles du chef de l'opposition pas les vôtres, car vous ne serez pas à ce caucus!

Des voix: Gault! Gault!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): *Fiat lux!* Si le chef de l'opposition n'a pas été invité, qu'il nous le dise!

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Quel journal?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): *L'Action catholique.*

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Je n'ai jamais entendu parler de la convocation de ce caucus.

Article de *La Bonne nouvelle*

M. Duplessis (Trois-Rivières): Moi aussi, M. le Président, je désire parler sur une question de privilège. J'ai ici un article paru dans *La Bonne nouvelle* de Québec, intitulé "Une colère du premier ministre". Dans cet article, signé par un curé de Québec, qui dénonce le premier ministre, il est question d'une certaine loi adoptée par cette Législature, la loi des élections contestées. Je voudrais savoir si le premier ministre a lu l'article et s'il entend y répondre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne l'ai pas lu. Qu'est-ce qu'on y dit? Je présume que ce doit être très injurieux, puisque mon honorable ami s'en amuse! Ce curé est-il le mentor de mon honorable ami? j'espère que non.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable premier ministre a-t-il lu l'article de ce journal?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je l'envoie à l'honorable premier ministre. (Un page apporte le journal intitulé *La Bonne nouvelle* au premier ministre qui y jette un coup d'œil)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne répondrai pas à l'abbé Lavergne qui est l'auteur de cet article. L'auteur termine en disant qu'il est certain que ses observations lui créeront des ennuis, parce qu'il n'ignore pas ce dont est capable le premier ministre. Il peut être tranquille. Mon honorable ami peut dire à M. Lavergne qu'il n'aura aucun ennui à cause de son article. Je lui laisse le soin d'arranger cela avec sa conscience!

Article du *Chronicle Telegraph*

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): M. l'Orateur, je me lève à mon tour sur une question de privilège. Le *Chronicle Telegraph* de ce jour publie une nouvelle disant que le ministre de la Voirie a l'intention de présenter à la Chambre une loi obligeant tous les propriétaires de véhicules à avoir des lumières sur leurs voitures. Je suis obligé de dire que cette nouvelle est controuvée. J'ai déclaré récemment à une délégation des clubs automobiles, qui me demandait de faire une telle loi, que cette législation était prématurée et qu'elle resterait dans les statuts parce que l'opinion publique n'est pas encore mûre pour un tel projet.

Je dois informer le public qu'aucune loi comme celle-là ne sera présentée par le ministre de la Voirie, ni par le gouvernement au cours de la présente session⁶. C'est une loi qui restera lettre morte, si elle est passée, car les cultivateurs et les autres intéressés n'ont pas la mentalité faite pour une telle obligation et il sera bien difficile de poursuivre les délinquants. Il faudra faire une campagne d'éducation avant d'adopter une pareille loi.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité⁷:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression, reliure et distribution des statuts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour institutions protestantes, statuts refondus, 1925, chapitre 133, article 464 et chapitre 134, article 5, tel que modifié par les lois 17 George V, chapitre 40, section 1, 19 George V, chapitre 51 et 21 George V, chapitres 67 et 68, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles primaires élémentaires et primaires complémentaires catholiques romaines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université Laval de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour McGill University, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université de Bishop's College, Lennoxville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour High Schools, Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour École polytechnique, Montréal, en vertu de 57 Victoria,

chapitre 23, article 17, tel que modifié par les lois 17 George V, chapitre 45, section 2 et 20 George V, chapitre 62, section 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Corporation des écoles techniques ou professionnelles, 16 George V, chapitre 49, article 16: École technique de Québec, \$100,000.00; École technique de Montréal, \$145,000.00; École technique de Hull, \$60,000.00; École des hautes études commerciales, \$165,000.00; pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

M. Duplessis (Trois-Rivières) veut savoir si cette dépense est rentable pour la province.

L'honorable M. David (Terrebonne) répond que non seulement ceci est rentable dans son état actuel, mais si l'entreprise devait continuer à progresser, quelques-unes de ces écoles devraient être agrandies.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande alors ce qu'il est advenu des diplômés de ces écoles.

L'honorable M. David (Terrebonne) répond qu'en ce qui concerne l'École technique de Montréal, les diplômés se sont placés avantageusement avant même qu'ils n'aient eu quitté l'École.

M. Duplessis (Trois-Rivières) dit qu'il est heureux d'entendre cela, mais qu'il ne peut comprendre pourquoi le département annonce dans les journaux si tel est le cas.

L'honorable M. David (Terrebonne): C'est très simple. Le fait d'annoncer que tous nos étudiants trouvent de bons emplois lorsqu'ils quittent l'école amène plus d'étudiants dans nos écoles et plus de demandes pour leurs services.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 11. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles techniques en dehors des cités de Québec, Montréal et Hull et cours professionnels, statuts refondus, 1925, chapitre 136, article 2, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Technical Institute, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt-dix-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspecteur des écoles supérieures protestantes - traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour allocation spéciale à l'enseignement protestant dans la province, pour être appliquée tel que recommandé par une résolution du comité protestant du Conseil de l'instruction publique. (Païement sujet à un arrêté ministériel), pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles des sourds-muets et aveugles: Institut catholique pour garçons, Montréal, \$25,000; Institut catholique pour filles, Montréal, \$25,000; Institut Nazareth, Montréal, \$25,000; Institut McKay, Montréal, \$4,600; Montreal Association for the Blind, \$8,000; Quebec Association for the Blind, \$2,500, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour octroi spécial aux municipalités scolaires, pour encourager la construction et le maintien de nouvelles académies pour les garçons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'enseignement du français, par des spécialistes du français, dans les académies protestantes, conformément aux recommandations du comité protestant du Conseil de l'instruction publique, tel qu'approuvé par un arrêté ministériel, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles publiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles publiques rurales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des statuts refondus, 1925, chapitre 133, articles 456 et 457, pourvu que les municipalités intéressées paient, à leurs instituteurs et institutrices, un traitement annuel d'au moins deux cent vingt-cinq dollars, \$125,000; d'au moins deux cent cinquante dollars, \$60,000; d'au moins deux cent soixante-quinze dollars, \$30,000; d'au moins trois cent vingt-cinq dollars, \$10,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien le gouvernement a-t-il construit d'écoles rurales?

L'honorable M. David (Terrebonne): Nous avons construit au moins 1,200 écoles.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 22. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles dans les municipalités pauvres, spécialement dans les centres de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités scolaires de village et de campagne qui emploient des instituteurs porteurs d'un diplôme d'école normale, pour les garçons de 10 à 18 ans, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour enseignement du dessin dans les écoles primaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association des instituteurs protestants, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à la littérature et aux beaux-arts: livres de récompense, reliure, etc., \$20,000; littérature, \$7,500; beaux-arts, \$7,500, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Conseil de l'instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Est-ce qu'il y a des vacances dans le Conseil de l'instruction publique?

L'honorable M. David (Terrebonne): Son Éminence le Cardinal Rouleau vient d'être remplacé et il n'y a pas de vacances.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 28. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Comité protestant du conseil de l'instruction publique, aide supplémentaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'instruction publique, aux conditions et de la manière à être fixées par le secrétaire de la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour musée scolaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour rapports du département, annuel, financier et statistique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour conférences pédagogiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour gratifications aux instituteurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités les plus méritantes, sujet au rapport des inspecteurs, arrêté ministériel 759 du 2 décembre 1905, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour gratification pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement (provenant autrefois du fonds des écoles élémentaires), pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi du mérite scolaire, 18 George V, chapitre 46, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour économie domestique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour centralisation des écoles protestantes rurales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 44 modifiant la loi des Églises protestantes autorisées à tenir des registres de l'état civil;
- bill 47 concernant les licences de mariage;
- bill 123 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Gérard Viau, de la cité d'Outremont, à l'étude de la profession d'avocat, sans examen.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par monsieur Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 44 modifiant la loi des Églises protestantes autorisées à tenir des registres de l'état civil;

- bill 47 concernant les licences de mariage;

- bill 75 modifiant la charte de la cité de Sorel;

- bill 101 modifiant la charte de la cité de Montréal, relativement au système de conduits souterrains;

- bill 123 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Gérard Viau, de la cité d'Outremont, à l'étude de la profession d'avocat, sans examen.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Comme l'ordre du jour de demain n'est pas très chargé, je crois que les députés pourront s'arranger pour prendre le train de 5 heures demain après-midi.

(Applaudissements)

L'honorable M. David (Terrebonne):

C'est le congé de la mère supérieure.

(Rires et applaudissements)

La séance est levée à 10 h 30.

NOTES

1. *L'Événement* du 23 décembre 1931, à la page 14, avance le montant de \$182,000. C'est le seul journal qui fait mention de ce montant.

2. *The Gazette* du 23 décembre 1931, à la page 10 écrit \$6.

3. *Le Soleil* du 23 décembre 1931, à la page 9, écrit la Nouvelle-Écosse.

4. Deux journaux font état de cette intervention de monsieur David. Nous avons retenu la version du *Soleil*, puisqu'elle contenait plus d'éléments à l'exception de deux corrections évidentes au niveau du calcul des moyennes en milles carrés.

Cependant, nous reproduisons, ci-dessous, la version de *L'Événement* du 23 décembre 1931, à la page 14, compte tenu de la disparité des chiffres énoncés. Nous n'avons pas été en mesure de vérifier quelle version était la plus exacte, eu égard aux chiffres avancés:

"L'honorable député de Trois-Rivières a dit tout à l'heure que le gouvernement actuel avait dilapidé les forêts de la province. Je veux relever cette affirmation. En 27 ans de régime conservateur, 39,088 milles carrés de forêts ont été aliénés soit 1,400 milles par année, tandis qu'en 37 ans de régime libéral, il n'y a eu que 41,967 milles carrés d'aliénés, ou 1,100 milles par année."

5. À l'exception du *Devoir*, du *Montreal Daily Star* et du *Chronicle Telegraph*, tous les autres quotidiens rapportent des propos quelque peu différents de la part du député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen). Nous retenons les propos rapportés par *Le Devoir*, car ils décrivent beaucoup plus en détail la rencontre du 21 décembre. Cette version reflète également mieux, croyons-nous, l'essence du projet de canalisation du Saint-Laurent.

Les propos du député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen), selon les autres quotidiens, sont les suivants: "Il y a quelques jours, la *"Gazette"* de Montréal a annoncé une réunion du bureau conjoint des ingénieurs qui a eu lieu le 21. On a discuté si l'on fera un ou deux barrages."

6. Nous rappelons que le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Caron) a présenté à la Chambre un bill privé qui vise les mêmes fins, soit le bill 159 modifiant l'article 27 de la loi des véhicules automobiles.

7. Monsieur Armand Viau, assistant sous-secrétaire de la province, accompagne le secrétaire de la province, monsieur David, pour renseigner la Chambre, selon *L'Événement* du 23 décembre 1931, page 14.

Séance du mercredi 23 décembre 1931

Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 3 h 15.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable T.-D. Bouchard).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 115 concernant les Oeuvres de Notre-Dame-de-la-Merci.

Droit de vote
des femmes

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) invite le député de Montréal-Mercier (M. Plante) à proposer la deuxième lecture de son projet de loi pour accorder le droit de vote aux femmes¹. (Rires)

Des voix: Drop!²

Des voix: Carried!³

M. Plante (Montréal-Mercier): Je comprends qu'à la veille de Noël, le premier ministre est anxieux de faire un cadeau aux femmes de cette province; je lui demanderais tout de même de retarder à janvier, pour aborder l'étude de cette importante question. Je suis convaincu que les femmes aimeraient mieux attendre après les fêtes pour la discussion de ce projet de loi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous ne pouvons rien refuser aux femmes à ce moment-ci de l'année.

Loi de la gazoline

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution relative au bill 40 modifiant la loi de la gazoline.

La résolution est adoptée sur division.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité général chargé d'étudier le bill 40 modifiant la loi de la gazoline.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 40 modifiant la loi de la gazoline soit maintenant lu une deuxième fois.

La proposition étant mise aux voix⁴, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arcand, Bastien, Bercovitch, Caron, Casgrain, Chouinard, Cohen, Crête, David, Delisle, Desmarais, Drouin, Fauteux, Filion (Laval), Fortin, Francoeur (Lotbinière), Frigon, Gabias, Gagnon (Frontenac), Giguère, Moreau (Roberval), Paquet, Perrault, Plante, Power, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, 28.

Contre: MM. Barré, Duplessis, Gault, Sauvé, 4.

Ainsi, la proposition est adoptée et le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen).

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 7b, tel qu'édicte par la loi 21 George V, chapitre 30, section 4, le suivant:

"7c. Toute personne qui, dans la province, achète de la gazoline sans payer le droit imposé sur son achat en vertu de l'article 4 commet une effraction à la présente loi et est passible, en sus du

paiement des droits et des frais, d'une amende de pas moins de dix dollars et de pas plus de cent dollars, et à défaut du paiement de l'amende, des droits et des frais, d'un emprisonnement d'un mois."

M. Duplessis (Trois-Rivières) estime que cet article va trop loin et manque de précision. Il déclare, en ce qui concerne le bill sur la gazoline, que ses dispositions, bien que bénéfiques en termes de recettes additionnelles pour le gouvernement, place les marchands de gazoline dans une position où ils seront incapables de vendre ou d'hypothéquer leur propriété en raison de l'exigence du gouvernement provincial pour la taxe sur la gazoline.

En effet, dit-il, tout automobiliste qui ira acheter de la gazoline s'expose à être pincé, s'il ne s'enquiert pas du prix et paie sans savoir s'il a payé la taxe.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): À la rigueur, l'incident pourrait se produire, mais la loi n'est pas faite dans ce but. On se propose plutôt de prévoir les cas de certains acheteurs de gazoline, qui font des provisions à crédit. Dans l'intervalle, le marchand peut faillir et la province y perdrait. Dans le cas de faillite, le gouvernement aura un recours privilégié pour obtenir le paiement de sa taxe. Le bill, par ses dispositions, n'est pas différent de mesures similaires adoptées par les autres provinces et par le gouvernement fédéral.

M. Barré (Rouville): Il existe actuellement une situation grave dans certaines municipalités. Si on n'y pourvoit pas, plusieurs municipalités devront poursuivre pour dettes avant janvier, et ces dettes seront prescrites.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cette situation existe et nous allons y pourvoir. Le député de Rouville (M. Barré) aura l'occasion d'applaudir au geste du gouvernement.

L'article 3 est adopté.

Les articles 4 à 7 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la proposition principale, étant soumise à la Chambre, celle-ci se divise et l'adopte comme

dans le cas du vote précédent, soit en deuxième lecture.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Officiers des municipalités de cité et de ville

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 29 concernant certains officiers de municipalités de cité et de ville.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen).

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Il y en avait très peu au comité des bills publics hier, lorsque vous avez pris ce bill.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous avons amendé le projet au comité de façon à ce que la loi ne s'applique qu'aux cités et villes de 50,000 âmes et plus, ce qui veut dire que la loi n'affectera que les officiers des villes de Montréal et Québec.

Le projet a pour but de décréter que, dans les municipalités de 50,000 âmes, un officier municipal ne pourra être destitué qu'après enquête devant un juge et un vote des trois quarts des membres du conseil de ville.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Personnellement, je n'ai aucune objection au principe de ce bill, car je suis pour la protection des fonctionnaires, mais je m'objecte à son objectif particulier, à savoir l'intervention du gouvernement en ce qui concerne Montréal.

Je suis en faveur du principe selon lequel il faut garder les hauts fonctionnaires municipaux tant qu'ils accomplissent leur devoir, mais en regard de ceci, je suggère que la loi fasse l'objet d'une consultation spéciale. Entre le principe du bill et son application, il y a marge importante. Je crois que le gouvernement n'a pas tenu compte de certaines circonstances.

Il exprime sa crainte que, dans le déroulement de l'enquête, il puisse se présenter des obstacles qui retarderaient les procédures dans le cas où un haut fonctionnaire aurait manifestement failli à son devoir.

Il déplore que cette mesure ne concerne qu'un cas particulier, en l'occurrence Montréal et son chef de police.

Il demande à ce que le greffier municipal soit ajouté aux officiers protégés par la loi.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): C'est une mesure bien dangereuse. C'est un bill très sérieux, très sérieux. Ce qui me frappe, c'est qu'aucune corporation privée ne donnerait à ses subordonnés un droit équivalent à ceux donnés à certains officiers dans cette loi. À moins qu'un de ces fonctionnaires ne commette ce qu'on pourrait qualifier d'erreur criminelle, celui-ci est indépendant des officiers placés au-dessus de lui. Cela est très sérieux.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il est nécessaire de protéger l'indépendance des chefs de service d'une grande municipalité, de leur assurer la permanence et de ne pas les exposer aux caprices des administrateurs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Au niveau gouvernemental, l'auditeur de la province ne peut être destitué que par un vote du Conseil législatif et de l'Assemblée législative. Nous croyons que les fonctionnaires mentionnés dans ce bill sont, dans la sphère municipale, aussi importants que l'auditeur de la province l'est ici.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Mais la preuve contre un officier peut être très difficile à établir. Et nous ne devons pas oublier: Que faire si un homme n'a pas les capacités intellectuelles nécessaires à l'emploi? En vertu de cette loi, la procédure devrait être suivie et, pendant ce temps, la corporation peut en souffrir.

Il souligne le fait qu'en vertu du bill les villes seront obligées de garder pendant des mois des fonctionnaires accusés d'incompétence ou de malversation jusqu'à ce que le juge de la Cour suprême examinant les accusations ait rendu sa décision: il sera protégé. C'est un problème très sérieux. Il croit que le gouvernement ne devrait pas tenter de passer à la vapeur une mesure d'une telle importance.

Cette loi peut contraire à l'autonomie des municipalités qui devraient rester libres de renvoyer un officier, notamment, dans le cas d'incompétence ou de malversation.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Mais ce sont tous des officiers ayant de grandes responsabilités dans une administration municipale.

C'est pour s'assurer que des officiers d'une telle importance, comptant peut-être des années et des années de service, ne soient pas renvoyés par simple caprice.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Mais supposons que l'homme n'a pas la compétence pour son poste.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): S'il n'a pas la compétence, il ne sera pas nommé.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Mais comment le destituer?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous ne devons pas présumer que le conseil municipal d'une communauté de 50,000 habitants nommera un homme complètement incompétent comme contrôleur de ses finances.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Ce n'est pas ce que je dis...

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Maintenant, s'il est incompétent et que l'administration le sait, on en saisira le juge, l'enquête sera menée et le rapport sera transmis au conseil municipal.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Il peut être difficile de fournir la preuve nécessaire.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le rapport sera transmis au conseil. Je crois qu'il est bon que certains officiers jouissent d'un peu d'indépendance. Si mon honorable ami consultait le bill, il verrait que lorsque le juge fait son rapport au conseil, celui-ci n'est pas obligé de l'accepter. Le conseil décide finalement par un vote des trois quarts des membres.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Après le rapport, que se passe-t-il?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): C'est dans les mains du conseil. Le conseil a l'autorité de décider. Si le juge affirme que l'un des officiers est incompétent, il appartient au conseil de décider s'il le gardera ou le destituera. Dans un tel cas, je crois que les trois quarts du conseil seront d'accord.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous imposez une enquête, mais le rapport ne sera pas exécutoire. À quoi bon cette enquête? Le rapport sera inutile alors.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

Non, car il y a une opinion publique et si le rapport déclare qu'un officier s'est rendu coupable d'un acte de malversation ou d'incompétence, le conseil municipal ne pourra le maintenir en fonction. S'il ne tient pas compte du rapport, les contribuables y pourvoient aux élections suivantes. D'ailleurs, un vote des trois quarts des membres du conseil est exigé par la présente loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le juge fait un rapport et que sa décision est mise de côté, il est vrai qu'il y a l'opinion publique, mais nous avons un précédent concernant la mise de côté des jugements des cours et de l'opinion publique. Prenez le bill Dillon sur les élections contestées.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

À ce moment-là, nous avons tenu compte de l'opinion publique.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi exposer le juge à une telle situation? Son jugement n'étant pas exécutoire, il n'y a certainement pas de bénéfice judiciaire à rendre un jugement et de le voir être mis de côté.

Comme j'ai dit plus tôt, je suis en faveur du principe de donner toutes les garanties nécessaires pour garder les officiers dans leurs fonctions tant qu'ils remplissent leur devoir, mais je ne crois pas que les moyens d'application proposés dans ce cas expriment le principe avancé. Il ne faut pas aller trop loin.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) souligne qu'il peut y avoir de la confusion dans le cas d'un des officiers nommés qui peut être incompétent en tant qu'officier supérieur, mais compétent dans une position inférieure.

M. Barré (Rouville) craint que les procédures s'étirent et qu'un incompétent puisse garder son poste au désavantage de la ville alors que les procédures suivent leur cours.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

L'honorable député de Trois-Rivières était pour la mesure. A-t-il changé d'idée?

Il dit que le bill place les hauts fonctionnaires des villes dans la même position que celle de l'auditeur de la province qui ne peut être destitué sans le vote conjoint du Conseil législatif et de l'Assemblée législative.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ne pensez-vous pas que le meilleur moyen de traiter ces hauts fonctionnaires serait de préciser qu'ils sont en poste tant et aussi longtemps qu'ils ont une bonne conduite, qu'ils ne peuvent être destitués que pour des raisons valides par un vote des trois quarts du conseil, des quatre cinquièmes si vous voulez, et en tenant la municipalité responsable de dommages raisonnables pour destitution sans bonne raison.

Il croit que cette méthode préserverait mieux le principe de protection des hauts fonctionnaires dans les administrations municipales.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Essayez cela à Trois-Rivières et nous verrons lequel des deux systèmes est le meilleur.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant) Je ne le ferais pas à Trois-Rivières pour en faire une loi applicable à Montréal, même si un échevin de Montréal nous était envoyé à Trois-Rivières. Le premier ministre nous a donné comme contrôleur un échevin de Montréal.

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri): Vous n'avez pas eu à vous en plaindre⁵.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je crois que la loi donnera satisfaction telle qu'elle est présentée.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La proposition étant mise aux voix⁶, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bédard, Bélanger, Caron, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Crête, Desmarais, Drouin, Filion (Laval), Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gabias, Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Godbout, Moreau (Roberval), Perrault, Plante, Poulin, Power, Rochette, Saintonge, Taschereau (Montmorency), Thisdel, 26.

Contre: MM. Barré, Bertrand, Duplessis, Gault, Sauvé, 5.

Ainsi, la proposition est adoptée.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi 21 George V,
chapitre 124**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 modifiant la loi 21 George V, chapitre 124, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Ville d'Amos

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 concernant la ville d'Amos soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Québec**

M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 122 modifiant la charte de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**The Beauharnois Light, Heat and Power
Company**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 124 modifiant la charte de la Beauharnois Light, Heat and Power Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Ordre de
Saint-Jean-de-Dieu**

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 120 constituant en corporation les frères hospitaliers de l'Ordre de Saint-Jean-de-Dieu.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Dépôt de documents:**Rapport du directeur de
l'Assistance publique**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du directeur de l'Assistance publique. (Document de la session no 27)

**Compagnies
Beauharnois Light, Heat and Power,
Beauharnois Railway,
Beauharnois Construction**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 27 novembre 1931, demandant la production de copies authentiques des ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1^{er} janvier 1927 inclusivement jusqu'à date, concernant soit la Beauharnois Light, Heat and Power Company, soit la Beauharnois Railway Company, soit la Beauharnois Construction Company, et se rapportant au développement de cette partie de la force hydraulique du fleuve Saint-Laurent, entre le lac Saint-François et le lac Saint-Louis et qui a été concédée par le gouvernement de la province de Québec. (Document de la session no 28)

Coupe de bois

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 4 décembre 1931, demandant la production de copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1^{er} janvier 1931 inclusivement jusqu'au 1^{er} novembre exclusivement, se rapportant à la coupe du bois dans cette province. (Document de la session no 29)

Droits de coupe

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 4 décembre 1931, demandant la production de copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1^{er} janvier 1931 inclusivement jusqu'au 1^{er} novembre 1931 exclusivement, se rapportant à la perception des droits de coupe en cette province. (Document de la session no 30)

J.-Albert Dumas

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 10 décembre 1931, pour copie de tous documents relatifs à la destitution de M. J.-Albert Dumas, comme cantonnier à Sainte-Angèle-de-Mérici, comté de Matane. (Document de la session no 31)

**Aide aux chômeurs,
Saint-Placide**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 10 décembre 1931, pour copie de toute correspondance, télégrammes, documents, etc., entre le gouvernement ou tout ministre ou fonctionnaire et toute personne au sujet des argents de chômage demandés pour la municipalité de Saint-Placide, comté des Deux-Montagnes, en vertu de la loi de l'aide aux chômeurs, 1930. (Document de la session no 32)

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi le 11 janvier prochain (1932) à 8 h 30 du soir.

M. le Président, avant de demander l'ajournement, je profite de l'occasion pour souhaiter aux députés et à leur famille mes meilleurs vœux de bonheur à l'occasion de Noël et du Nouvel An. J'espère, qu'en 1932, la rentrée des Chambres nous trouvera tous à nos sièges (et que) le gouvernement continuera à passer des lois aussi bonnes qu'en 1931.

(Applaudissements)

Le chef de l'opposition va sans doute seconder la motion dans les termes qu'elle a été présentée?

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Je seconde la motion.

La séance est levée.

NOTES

1. Selon *L'Événement* du 23 décembre 1931, à la page 3, "Le député de Mercier, surpris, car l'honorable M. Taschereau n'a fait cela que pour le taquiner, proteste par des signes puis adresse une requête au leader de la Chambre."

2. Rejeté!

3. Adopté!

4. Les journaux rapportent que l'opposition n'ayant pas le nombre requis par le règlement, soit cinq députés, pour demander un vote nominal, le député de Montréal-Mercier (M. Plante), whip du gouvernement, s'est alors levé avec l'opposition pour lui permettre d'enregistrer sa dissidence. *Le Soleil* et *L'Événement* situent cet incident au niveau de la troisième lecture tandis que les autres journaux le situent au niveau de la deuxième lecture. Nous adoptons cette dernière version en nous appuyant sur le procès-verbal de l'Assemblée législative du 23 décembre 1931.

5. Le député de Montréal-Saint-Henri est échevin de Montréal et ex-contrôleur de Trois-Rivières, selon *L'Événement* du 23 décembre 1931, page 3.

6. *Le Soleil* du 23 décembre 1931, à la page 11, rapporte que le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) était prêt à adopter le projet de loi sur division, mais que le chef de l'opposition (M. Gault) a exigé un vote nominal.